C O N S E I L C O M M U N A L

Séance du 23 juin 2026

La séance est ouverte à 18h32.

Présidence:
M. V. Maillen (sauf pour le point 104)
Mme Ch. Bazelaire (pour le point 104)

Bourgmestre:
Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre faisant fonction

Echevins et Echevines:
Mmes A. Barzin, Ch. Deom, S. Scailquin (à partir du point 2)
MM. T. Auspert, C. Capelle, P-Y. Dupuis, J. Lemoine, B. Malisoux

Présidente du CPAS:
Mme D. Klein (ne prend pas part au vote) (jusqu'au point 112)

Conseillers et Conseillères:
M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés
Mmes F. Collard, C. Crèvecoeur, V. Delvaux, I. Hambenne-Beudels, G. Lazaron, C. Neveu, C. Martin, M. Pennewaert
MM. Y. Eeckhout, F. Etienne, D. Fiévet, C. Laloux, F. Mencaccini

Mme C. Absil, Cheffe de groupe MR
Mme D. Blouard
MM. F. Delahaut, L. Gennart

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo (à partir du point 8)
Mme P. Grandchamps, M. Hallet, C. Halut (jusqu'au point 56), M. Lenglez (sauf pour le point 108), C. Quintero-Pacanchique

M. F. Martin, Chef de groupe PS (sauf pour le point 57)
Mme M. Chenoy (à partir du point 8 et jusqu'au point 56), G. Grovonius, E. Tillieux
MM. R. Gursever (sauf pour le point 96), F. Seumois, K. Tory

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB (jusqu'au point 112)
Mmes F. Jacquet (jusqu'au point 60), V. Léonard (jusqu'au point 112)

Secrétaires:
Mme L. Leprince, Directrice générale
M. B. Falise, Directeur général adjoint

Excusés:
M. M. Prévot, Bourgmestre empêché
M. M. Pira, Conseiller communal Les Engagés
M. A. Simon, Conseiller communal PTB

Séance publique

Mme Dorothée Klein, n'ayant pas la qualité de Conseillère communale, participe au Conseil communal en tant que membre du Collège mais ne vote sur aucun point.

Les décisions sont prises à l'unanimité des membres présents sauf:

Point 6.1:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR (sauf M. V. Maillen), PS, Ecolo, PTB
- Abstention: M. V. Maillen, Conseiller communal MR

Points 8 et 10:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR)
- Non: PS, Ecolo, PTB

➔ **Suspension 22h29 - 22h41**

Point 12:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR)
- Non: PS, Ecolo
- Abstention: PTB

Point 13:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR)
- Non: PS, Ecolo, PTB

Points 22 à 51 :

- Oui: majorité (Les Engagés, MR), PS, PTB
- Abstention: Ecolo

Point 52:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR), Ecolo
- Non: PS
- Abstention: PTB

Points 54 à 56:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR)
- Non: PS, Ecolo, PTB

Vote sur la <u>suspension</u> de longue durée de la séance:

- Oui: PS, Ecolo, PTB
- Non: majorité (Les Engagés, MR)

Points 63 et 64:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR)
- Non: PS, Ecolo, PTB

Point 100:

- Oui: majorité (Les Engagés, MR), PS, PTB
- Abstention: Ecolo

O R D R E D U J O U R

DROIT D'INTERPELLATION 9
1. Interpellation citoyenne "Le nouveau projet de loi sur les visites domiciliaires et notamment dans notre commune" 9
DIRECTION GENERALE 15
2. Directeur financier faisant fonction: prestation de serment 15
CELLULE CONSEIL 17
3. Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026: approbation 17
MANDATS ET TUTELLE CPAS 22
4. Déclaration 2025 de mandats, de fonctions et de rémunérations 22
5. Représentation: Régie de Quartier de Namur - remplacement 24
6. Représentation: Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive - remplacement 25
JURIDIQUE 26
6.1. Recours au Conseil d'Etat et question préjudicielle à la Cour constitutionnelle: rétrocession des points APE - recours conjoint avec la Ville d'Andenne et d'autres communes concernées contre la décision de la Région wallonne - autorisations 26
DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES 35
7. Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville: modifications 35
DEPARTEMENT DE GESTION FINANCIERE 40
7.1. (U) Souscription des parts ORES Assets après transfert du réseau AIEG 40
COMPTABILITE ET CAISSE CENTRALE 41
8. Compte 2025 41
9. Demande de provisions de trésorerie 87
ANALYSES BUDGETAIRES ET COMPTABLES ET ENTITES CONSOLIDEES 88
10. Exercice 2026: modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 88
11. Zone de Secours NAGE : comptes 2025 - prise de connaissance 90
12. CPAS : exercice 2025 - comptes - approbation 91
13. CPAS: exercice 2026 - MB1 - approbation 104
14. CPAS: Fondation de Harscamp - exercice 2025 - compte - approbation 106
15. CPAS: Fondation de Hemptinne - exercice 2025 - compte - approbation 108
16. CPAS: Fondation de Villers - exercice 2025 - compte - approbation 110
17. CPAS: Fondation de Harscamp - exercice 2026 - MB1 - approbation 111
18. CPAS: Fondation de Hemptinne - exercice 2026 - MB1 - approbation 112
19. CPAS: Fondation de Villers - exercice 2026 - MB1 - approbation 113
20. ASBL Société Archéologique de Namur: présentation du compte 2025 et contrôle de l'utilisation des subventions 114
21. Octroi de subventions par règlement communal ou délégation du Conseil communal en 2025: information 117
ENTITES CONSOLIDEES - FABRIQUES D'EGLISES 118
22. Fabrique d'église de Namur Notre-Dame: compte 2024 - réformation 118
23. Fabrique d'église de Namur Saint-Nicolas: compte 2024 - réformation 123
24. Fabrique d'église de Namur Saint-Paul: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle 126
25. Fabrique d'église de Temploux: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle. 127
26. Eglise Protestante Unie de Belgique, Paroisse de Namur: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle 128
27. Fabrique d'église de Dave: compte 2025 - approbation 130
28. Fabrique d'église de Namur Bomel: compte 2025 - approbation 132
29. Fabrique d'église de Vedrin Centre: compte 2025 - approbation 133
30. Fabrique d'église de Vedrin Comognes: compte 2025 - approbation 134
31. Eglise Protestante Unie de Belgique, Paroisse de Namur: compte 2025 - réformation 135
32. Fabrique d'église d'Andoy: compte 2025 - réformation 137
33. Fabrique d'église de Belgrade: compte 2025 - réformation 138
34. Fabrique d'église de Bouge Moulin-à-Vent: compte 2025 - réformation 140
35. Fabrique d'église de Bouge Sainte-Marguerite: compte 2025 - réformation 141

36. Fabrique d'église de Champion: compte 2025 - réformation 143
37. Fabrique d'église de Cognelée: compte 2025 - réformation 145
38. Fabrique d'église de Daussoulx: compte 2025 - réformation....147
39. Fabrique d'église d'Erpent: compte 2025 - réformation 149
40. Fabrique d'église de Fooz Wépion: compte 2025 - réformation 151
41. Fabrique d'église de Wépion Vierly: compte 2025 - réformation 153
42. Fabrique d'église de Jambes Montagne: compte 2025 - réformation 155
43. Fabrique d'église de Lives-sur-Meuse: compte 2025 - réformation 160
44. Fabrique d'église de Loyers: compte 2025 - réformation....162
45. Fabrique d'église de Malonne: compte 2025 - réformation....163
46. Fabrique d'église de Marche-les-Dames: compte 2025 - réformation 165
47. Fabrique d'église de Namur Saint-Paul: compte 2025 - réformation 167
48. Fabrique d'église de Saint-Marc: compte 2025 - réformation 169
49. Fabrique d'église de Temploux: compte 2025 - réformation 171
50. Fabrique d'église de Wierde: compte 2025 - réformation 173
51. Fabrique d'église de Wartet: compte 2025 - réformation....176
52. Fabrique d'église de Namur La Plante: octroi d'une subvention d'investissement 178

CONTROLE DES RECETTES ORDINAIRES....179
53. Règlement-redevance sur la tarification des piscines communales et règlement-redevance sur la tarification du parking de l'Hôtel de Ville: prise de connaissance de l'Arrêté ministériel d'approbation....179
54. Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas: abrogation et adoption 180
55. Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo: abrogation et adoption 189
56. Règlement-redevance relatif à la tarification dans les écoles communales namuroises: abrogation et adoption 194

DEPARTEMENT DES BATIMENTS 208
BUREAU D'ETUDES BATIMENTS 208
57. Jambes, Maison des Jeunes de Basse-Enhaive: rénovation globale - projet 208

DEPARTEMENT DU CADRE DE VIE....213
ECO CONSEIL 213
58. Règlement général de police: article 32bis §3 - suppression....213

NATURE ET ESPACES VERTS....215
59. Projet Interreg All4Biodiv: convention de collaboration....215
60. Semaine de l'arbre 2026: l'année des passereaux - participation....216

DEPARTEMENT DES VOIES PUBLIQUES 217
VOIRIE 217
61. Plateau de Berlacomine, rue de Bomel: lutte contre les inondations - expropriation pour cause d'utilité publique - lancement de la procédure d'expropriation et transmis de demandes d'expropriation au Gouvernement wallon 217
62. Diverses localités, diverses rues: raclage/pose 2025 - projet....225

GESTION DU STATIONNEMENT....229
63. Règlement général du parking P+R Namur Expo: abrogation et adoption 229
64. Règlement général d'utilisation du parking P+R Saint-Nicolas: abrogation et adoption 235
65. Règlement général de covoiturage du personnel communal au parking de l'Hôtel de Ville: adoption....236

DOMAINE PUBLIC ET SECURITE....241
66. N947, Dave, rue de Jambes: instauration d'une limitation de vitesse à 50km/h - projet d'arrêté ministériel 241
67. N947, Dave, rue de Jambes: instauration d'une limitation de vitesse à 70km/h - projet d'arrêté ministériel 241
68. Saint-Servais, rue du Nouveau Monde: instauration d'une interdiction de stationner et d'une limitation de tonnage - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption....242

69. Rue des Bourgeois: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption 243
70. Chemin Bérenger: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption 246
71. Wépion, Chemin du Vieux Port: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption 248
72. Vedrin, rue de l'Yser: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption 249
73. Erpent, rues des Jacinthes, des Baseilles, des Quatre Saisons, clos des Baies Sauvages et des Angéliques des Prés: zone 30, réorganisation du stationnement et création d'un passage pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 250
74. Flawinne, rue Fernand Cochard: création d'un passage pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption.....252
75. Daussoulx, rues Basse et Del'Grète: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 253
76. Temploux, route de Spy: création de passages pour piétons, de zones d'évitement striées et réservation d'un chemin à la circulation des piétons, cyclistes, conducteurs de speed pédélecs et cavaliers - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 254
77. Namur et Wépion, rue Marcel Lecomte: création de passages pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 256
78. Wépion, chemin de la Caracole: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption.....257
79. Malonne, rue de la Majolique: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption.....258
80. Rhisnes, rue du Réemploi: réservation d'une zone de stationnement pour les véhicules électriques - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 259
81. Rue des Souchets: création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules communaux - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 260
82. Flawinne, rues Marcel Héron et Leuchère: création d'un îlot directionnel complété d'un sens de circulation - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 262
83. Rue Salzinnes les Moulins: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption.....263
84. Rue Marie Henriette,9: création d'un emplacement pour personnes handicapées - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 264
85. Jambes, avenue du Parc d'Amée, 67: création d'un emplacement pour personnes handicapées - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption 265
86. Belgrade, rue des Tautîs: marquage axial - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - modification 266
87. Fêtes de Wallonie 2026: mesures d'ordre et de sécurité - ordonnance de police - adoption 268
88. Règlement de police fixant la délimitation du périmètre où peuvent être exercées les activités de gardiennage, la durée et l'entreprise de gardiennage exécutant la mission à l'occasion du festival "Les Solidarités": édition 2026.....269
DEPARTEMENT DES AFFAIRES CIVILES ET SOCIALES 270
COMMUNICATION 270
89. Boukè: convention de collaboration 2026.....270
COHESION SOCIALE 271
90. Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) 2023-2024: prolongation pour l'année 2026 sans modification 271
91. Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat - année 2026 272

92. Plan de Cohésion sociale 2020-2025: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat - année 2026 273
93. Article 20 du Plan de Cohésion sociale 2020-2025: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat – année 2026 273
94. Mesures Judiciaires Alternatives: avenant à la convention pédagogique de partenariat - année 2026 275
95. Rencontres intergénérationnelles des Balances: convention de partenariat....275
96. ASBL Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur: convention de partenariat....277
97. Grande précarité et vulnérabilité: conventions de subventionnement entre la Ville et les associations à libellé précis....278
98. Grande précarité: contrats de gestion entre la Ville et les associations à libellé précis 282
99. Plan de Cohésion sociale et Article 20, Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, Mesures Judiciaires Alternatives: octroi de subsides 2026 283
LOGEMENT....286
100. Pôles locaux du Logement: position de la commune....286
DEPARTEMENT EDUCATION CITOYENNE....296
ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL....296
101. Projets d'école: écoles en troisième vague des plans de pilotage 296
JEUNESSE....299
102. Subside Actions Jeunesse 2026: 3ème répartition 299
JEUNESSE - EXTRA-SCOLAIRE....301
103. Règlement: établissement de camps d'organisation de jeunesse sur le territoire communal 301
DEPARTEMENT CULTURE ET LOISIRS....312
SPORTS....312
104. Subsides projets sportifs 2026: 1ère répartition....312
CULTURE....316
105. Maison du Conte: convention de subventionnement 316
106. Pôle muséal Les Bateliers - Musée archéologique: convention de prêt avec le musée gallo-romain de Tongres - renouvellement 317
107. Ethias: convention de partenariat - renouvellement....318
108. Subsides "Actions culturelles": 2ème répartition....319
DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT URBAIN 323
REGIE FONCIERE 323
109. Exercice 2025: compte - décision de tutelle - prise de connaissance 323
AIR, CLIMAT ET ENERGIE....324
110. Projet de massification à la rénovation OSCAR: convention de partenariat...324
111. Projet de massification à la rénovation "Ruenovation": convention SPW-Consortium Ruenovation - avenant 325
112. Conseil agroalimentaire durable namurois: institution en tant que conseil consultatif et adoption du règlement d'ordre intérieur 326
POINTS INSCRITS A LA DEMANDE DE MEMBRES DU CONSEIL 334
113.1. "Végétalisation des façades: proposition pour une intensification" (Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo)....334
113.2. "Quel avenir pour les plaines communales supprimées???" (Mme C. Halut, Conseillère communale Ecolo)....337
113.3. "Les conséquences du "Décret-Programme 2" sur l'enseignement à Namur" (Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo) 337
113.4. "Square Léopold: quel avenir après l'abandon du logement?" (Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo)....341
113.5. "Pour un quartier "Square Léopold" au service des Namurois" (M. F. Martin, Chef de groupe PS)....347
113.6. "Square Léopold: étude d'utilité de l'extension de la zone de bureaux" (M. A. Simon, Conseiller communal PTB)....347
113.7. "Les perspectives de fin de chantier de réhabilitation du pont de Bauce à Flawinne" (M. F. Martin, Chef de groupe PS)....348

113.8. "Inondations du 30 mai 2026" (M. F. Martin, Chef de groupe PS) 350
113.9. "Tiny houses au Sart-Hulet: où en est le dossier?" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS).....353
113.10. "Dématérialisation de la carte de riverain" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS).....356
113.11. "40 ans de Namur capitale de la Wallonie, un anniversaire à la hauteur de nos ambitions?" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS).....359
113.12. "Vente du n°8 de la rue St Nicolas: mobilisation citoyenne méprisée?"(Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS).....362
113.13. "Plan "Grandes chaleurs": qu'est-il prévu à Namur pour cet été?" (M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo) 366
DIRECTION GENERALE 369
JURIDIQUE 369
114. Sans objet.....369
QUESTION ORALE D'ACTUALITE (ROI – art. 95) 370

Séance publique

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Bonjour à toutes et à tous.

J'ouvre donc la séance du Conseil communal avec quelques informations de service.

Au vu de la chaleur, des ventilateurs et des climatisations ont été installés. Des bouteilles d'eau sont à votre disposition et une fontaine d'eau fraîche, qui est là-bas dans le coin, je pense, de mémoire, vous permet de remplir vos verres régulièrement plutôt que de remplir les bouteilles qui risquent de se réchauffer.

Vous avez reçu par ailleurs un erratum concernant l'ordre du jour. Le point 114 inscrit erronément en huis clos a été réinscrit en séance publique sous le point 6.1.

Voilà, petite explication en matière d'autorisation d'ester en justice, s'agissant majoritairement de questions de personnes, les recours sont habituellement inscrits en huis clos par le service. Mais celui-ci concerne la Région et aurait donc dû figurer à l'ordre du jour de la séance publique. Cette erreur est donc corrigée.

Par ailleurs, ce même point 6.1 a été modifié, vous avez été transmis par mail tout à l'heure. La modification apportée permet d'intégrer une seconde autorisation de recours devant la Cour constitutionnelle, en plus de celle du Conseil d'Etat.

Les points 8 et 10 ont également été modifiés.

Concernant le point 8, relatif au compte, la modification fait suite à la récente réunion entre le CRAC et la tutelle et permet de protéger les intérêts de la Ville concernant les réserves liées aux aides Oxygène. Cette modification ne change rien au résultat du compte.

Concernant le point 10, relatif à la MB1, le document du CRAC reçu ce lundi a été joint au dossier.

L'urgence sera sollicitée pour le point 7.1. qui concerne la souscription des parts ORES suite à la convention de transfert de l'AIEG déjà validée précédemment au Conseil.

Ceci m'amène au point 1 de l'ordre du jour, c'est le droit d'interpellation citoyen.

Pardon Monsieur Martin, je n'avais pas vu.0

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Vous allez un peu vite, Monsieur le Président, j'imagine que si vous parlez des délibérations modifiées, c'est à ce moment-ci que j'interviens ou plus tard.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Au moment où on abordera le point, je pense que c'est mieux. Comme cela, tout le monde parlera en même temps.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Oui parce qu'il ne faudrait pas qu'on les accepte sans …

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je n'ai pas demandé de vote.

C'est une info ici, ce sont les petits points de départ.

DROIT D'INTERPELLATION

1. <u>Interpellation citoyenne "Le nouveau projet de loi sur les visites domiciliaires et notamment dans notre commune"</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

J'en viens à mon interpellation citoyenne sur "Le nouveau projet de loi sur les visites domiciliaires et notamment dans notre commune".

J'invite Madame Grigoriou à rejoindre le pupitre.

(Applaudissements dans l'assemblée).

Mesdames et Messieurs,

Je vous rappelle qu'il ne vous est pas permis d'intervenir donc pas d'applaudir. C'est comme cela, c'est dans le règlement. Donc si j'entends des personnes qui interviennent, qui parlent, qui applaudissent ou qui font du dérangement, je serai obligé de faire intervenir la Police. C'est simplement le règlement, je ne fais qu'appliquer le règlement. Et donc je suis là pour cela, vous connaissez également des règlements dans vos métiers.

Donc, Madame Grigoriou, vous avez 10 minutes. Vous avez un chrono devant vous, vous pouvez gérer votre temps. Madame la Bourgmestre aura 10 minutes pour vous répondre et puis vous aurez après 2 minutes de réplique.

Je vous en prie, vous avez la parole.

Mme S. Grigoriou, citoyenne:

Bonjour tout le monde.

Madame la Bourgmestre,

Mesdames, Messieurs les Conseillers et Conseillères,

C'est en tant que Namuroise, stressée, que je m'adresse à vous aujourd'hui, en tant que citoyenne européenne et du monde mais surtout en tant qu'individu, individu inquiet, anxieux, voire effrayé, inquiet de l'avenir déshumanisé que l'actuelle majorité travaille sans relâche à construire, au mépris des alertes citoyennes. Anxieuse devant le constat des dégâts irréversibles qu'elle continue d'infliger à notre démocratie. Mais surtout effrayée du zèle déployé pour déshumaniser toujours plus celles et ceux qu'elle considère comme des nuisibles. Effrayée par le déploiement presque sans précédent d'une violence institutionnelle contre les plus démunis, durcissant toujours plus son arsenal sécuritaire. Effrayée de voir cette majorité prête à livrer à leurs bourreaux celles et ceux qu'un Etat démocratique est censé protéger.

Alors oui, aujourd'hui, j'ai peur. Bien que cette interpellation porte sur les visites domiciliaires, elle s'inscrit dans un cadre plus large. Ce projet n'est qu'un nouveau marqueur d'une dérive vers un régime autoritaire qui ne repose plus sur une volonté de construire du vivre-ensemble et de la solidarité.

Il est question de droits, des droits humains et constitutionnels. Ces droits ne sont ni des notions extravagantes et vides de sens, ni des privilèges qu'il faudrait abolir mais bien des garanties fondamentales dont chaque être humain devrait bénéficier dans ce pays, et peu importe sa condition.

Comme le soulignait Monsieur le Ministre, l'état de droit n'est pas à géométrie variable. Pourtant, le Gouvernement persiste dans son non-respect, au mépris de l'avis incendiaire du Conseil d'Etat. Il est question du droit à une procédure garantissant l'accès à un recours effectif.

L'état de droit, c'est le respect de ces procédures, des procédures claires, cadrées, qui assurent des garanties quant au respect des droits cités précédemment. Ce projet de loi s'inscrit dans une politique qui réduit encore un peu plus les droits de toutes et tous. Une politique qui contribue à faire du mouvement des personnes, du déplacement des populations, une menace existentielle pour l'intégrité de nos Etats.

Une politique imposée par un Gouvernement qui n'écoute que lui-même et qui est prêt à sacrifier la solidarité sur l'autel de la peur. Car avec ce projet, et quoi que vous en disiez, c'est aussi la solidarité qui risque d'être considérée comme indésirable à une époque où cette dernière est plus que jamais nécessaire.

Nécessaire au niveau européen, où sa stigmatisation répétée participe à un glissement dangereux vers un extrême, qui est maintenant vu comme un possible allié plutôt qu'un ennemi à combattre.

Nécessaire au niveau national où le MR et Les Engagés se vantent à qui veut l'entendre de déployer une des politiques migratoires la plus dure de l'Europe et qui ont cédé à presque toutes les lubies identitaires du Vlaams Belang.

Nécessaire au niveau communal où, sous couvert de champs de compétences qui vous dépassent, vous donnez tacitement carte blanche au Gouvernement fédéral pour appliquer sa politique mortifère.

Car vous avez le pouvoir de donner votre avis. Vous l'avez fait il y a quelques années. Vous avez le pouvoir de marquer votre opposition à un projet nauséabond que vous avez condamné en 2018 et qui aurait dû rester enterré.

Il y a dans cette assemblée parmi les plus grands défenseurs du texte. Ces derniers se plaisent à répéter que cela ne concernerait que de dangereux criminels faisant l'objet d'un ordre de quitter le territoire et mettant en danger nos concitoyens. Pourtant, ce projet permet la pénétration policière chez toute personne qui a certes déjà reçu un ordre de quitter le territoire mais ce, indépendamment d'une condamnation ou même d'une quelconque poursuite pénale.

Il faut rappeler que la Belgique dispose déjà de tout l'arsenal législatif et judiciaire pour contraindre par la force, s'il le faut, toute personne représentant un danger effectif et avéré pour la société. Tout l'intérêt de cette nouvelle loi réside justement dans son flou, dans le flou de ses limites d'application permettant de court-circuiter le processus judiciaire et donc de s'affranchir des garde-fous de la séparation des pouvoirs qui devraient pourtant être chers à des partis qui se disent raisonnables.

Raisonnables, vraiment? Alors qu'ils appuient leur argumentaire anti-migration sur la théorie de l'appel d'air, une théorie mobilisée par l'extrême droite et une théorie fausse. Elle a été invalidée par l'ensemble des sciences sociales et politiques.

La majorité des personnes en situation de migration se déplacent d'abord à l'intérieur de leur propre pays puis vers les pays voisins. Les véritables crises ne sont pas migratoires, elles sont politiques.

Cette loi sur les étrangers prévoit la délivrance d'un ordre de quitter le territoire à chaque personne, sans titre de séjour. Dans les faits, une visite domiciliaire pourra potentiellement concerner plus de 100.000 personnes sur le territoire. On parle avant tout de 100.000 êtres humains. On parle de familles, de femmes, d'hommes et d'enfants, toutes et tous déracinés à la recherche d'un présent plus stable et d'une vie meilleure que celle qu'ils ont quittée.

100.000 personnes qui ont tissé des liens sur le territoire belge et qui bien souvent ont plus d'attaches en Belgique qu'elles n'en ont dans leur propre pays. Des personnes qui ont subi de nombreuses épreuves, dont ils et elles portent parfois les séquelles. Car les motifs de migration sont extrêmement divers: études, regroupement familial, travail mais surtout guerre, dictature, violence.

Et pourtant, 100.000 personnes pour lesquelles nos responsables politiques répètent encore et encore que nous n'avons pas les moyens d'accueillir. Alors qu'ils s'apprêtent à réquisitionner l'ensemble de l'appareil d'Etat pour les traquer. Il ne s'agit pas d'une crise migratoire, mais bien d'une crise de l'accueil.

Une crise de l'accueil résultant d'une réduction systématique des moyens, une réduction systématique des places disponibles et d'une volonté de s'attaquer aux politiques locales de solidarité. Une crise encadrée par chaque niveau de pouvoir de l'Etat, à laquelle nombre de citoyens et citoyennes répondent par la solidarité. En ouvrant leurs portes, leurs domiciles, leur intimité à des humains qui avaient besoin d'un logement ou d'un refuge pour commencer à reconstruire un début de vie digne.

Et pour toutes ces personnes, cette solidarité individuelle est une bouffée d'air mais elle ne suffit pas. Le respect des droits humains impose à tout Etat qui se revendique démocratique de porter une attention particulière à toutes les personnes qui le nécessitent, d'autant plus lorsque ces dernières se trouvent sur leur territoire.

Cette solidarité que nombre de citoyens et citoyennes ont fait leur, devrait être la seule réponse acceptable de nos institutions, qu'elles soient nationales, régionales ou communales. Cette solidarité devrait être le diapason sur lequel s'accorde le conseil d'une commune qui cherche à s'afficher comme ville hospitalière.

Au-delà des phrases creuses vantant la volonté de la Ville à, je cite: "Offrir un accueil de qualité à toute personne, quelle que soit son origine", vous aviez la possibilité de transformer un vœu pieux en un acte fort. Vous aviez la possibilité de marquer clairement ce projet de loi comme étant en opposition aux valeurs de la commune. Mais vous n'avez pas saisi cette opportunité.

Sur base de ce refus et en filigrane de l'adhésion pleine et entière de cette majorité à la politique migratoire héritée de l'extrême droite, j'en viens à mes questions en relation avec vos compétences communales.

D'abord, je voudrais connaître la valeur juridique et morale des textes adoptés au sein de cette assemblée législative communale, dès lors qu'il semble possible et toléré par nos représentants communaux de se voir imposer une ligne politique par d'autres niveaux de pouvoir, même lorsqu'elle viole certains de ses propres textes?

Dans le cas où le projet de loi visite domiciliaire, venait à être adopté malgré son inconstitutionnalité, unanimement reconnu par tous les acteurs compétents en la matière, sachant que la mise en œuvre des potentiels milliers de demandes de rafles domiciliaires transmises par l'Office des Etrangers incombera à la Police locale, que cette dernière, malgré un budget alloué parmi les plus importants de la commune, peine à assurer pleinement ses missions de service public, un constat servant de justification à l'augmentation des dits budgets, quel service aujourd'hui rendu aux citoyens namurois par la Police locale seront sacrifiés pour l'application de ce projet de loi?

Et enfin, suivant la même hypothèse, dans la mesure où ce projet de loi tolère, par exemple, que cette pénétration de force au domicile privé se fasse en présence d'enfants mineurs ainsi que chez des hébergeurs namurois solidaires, quelle garantie serait concrètement mise en place par les autorités communales pour protéger les droits fondamentaux des citoyens namurois non directement visés par un ordre de visite domiciliaire?

Et j'aimerais terminer par une dernière question. Où est l'approche humaniste, pourtant revendiquée à corps et à cri par les responsables politiques à l'origine de ces réformes? Allez-vous valider cette criminalisation toujours plus poussée des migrations? Ou allez-vous plutôt choisir le bon côté de l'histoire, celui dans lequel une politique migratoire généreuse et un discours bienveillant sont possibles?

Merci pour votre écoute.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie, Madame.

(Applaudissements dans l'assemblée).

Je vous ai demandé de ne pas applaudir.

Voilà. Merci.

Merci Madame.

Je vous en prie, Madame la Bourgmestre.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Bonsoir, Madame Grigoriou.

Je vous remercie pour votre interpellation.

Les questions que vous soulevez sont vraiment importantes et je comprends les inquiétudes qu'elles peuvent susciter. Elles touchent à des sujets sensibles: l'Etat de droit, les droits fondamentaux. L'action de la Police est la protection des personnes les plus vulnérables. Je ne pense pas vous convaincre ce soir, les éléments vous les avez mais je vais juste réexpliquer comme je peux.

Vous m'interrogez d'abord sur les valeurs juridiques et morales des textes adoptés par le Conseil communal. Je veux être très claire. Les délibérations adoptées par le Conseil communal conservent toutes leurs valeurs dans les compétences qui sont les nôtres. Mais nul ne peut ni annuler, ni suspendre, ni refuser d'appliquer une loi fédérale adoptée conformément aux règles démocratiques, tout comme elle ne peut adopter pour des règlements qui contrediraient les lois fédérales, régionales ou européennes. C'est le principe même de l'Etat de droit, comme vous l'avez dit. Chaque niveau de pouvoir agit dans le cadre de ses compétences et respecte les décisions prises par les autorités compétentes.

Cela ne signifie pas pour autant que nos prises de position sont dépourvues de sens. C'est dans le cadre de nos compétences que nous faisons vivre les valeurs auxquelles notre ville est attachée, à commencer par le respect des droits fondamentaux, la dignité humaine et l'attention portée aux personnes les plus fragiles.

Une loi fédérale, une fois votée et entrée en vigueur, s'impose aux autorités communales. Mais la manière dont nous accompagnons les personnes, veillons au respect de leurs droits et faisons vivre nos valeurs locales, demeure pleinement nos responsabilités.

Je rappelle également que l'article 133 de la nouvelle loi communale charge spécialement le ou la Bourgmestre de l'exécution des lois, décrets et règlements. Il ne s'agit donc pas seulement d'un pouvoir mais également d'une obligation légale. C'est pourquoi, une fois les lois votées et entrées en vigueur, j'agis comme agent de l'autorité fédérale et je suis tenue d'en assurer l'exécution sur le territoire de la commune.

Vous m'interrogez ensuite sur les conséquences de cette réforme sur notre Police locale. Je voudrais ici répondre très directement à une affirmation contenue dans votre interpellation. Il n'est en aucun cas question d'organiser des milliers de rafles domiciliaires ou une quelconque chasse aux personnes en séjour irrégulier sur notre territoire.

La visite domiciliaire prévue par le projet de loi ne constitue pas une mesure générale. Elle ne pourra intervenir que dans un nombre très limité de situations et uniquement sous le contrôle préalable d'un juge d'instruction. Plusieurs conditions strictes doivent être réunies. Vous l'avez dit, la personne doit faire l'objet d'une décision exécutoire de retour et refuser de coopérer à son exécution et relever des hypothèses limitatives prévues par les autres hypothèses.

En outre, cette mesure ne peut être envisagée qu'en ultime recours, lorsqu'aucune solution intrusive n'est possible et lorsqu'elle est proportionnée à la situation de la personne concernée ainsi qu'à celle des autres occupants du logement. C'est le juge d'instruction qui apprécie au cas par cas si ces conditions sont réunies. Nous sommes donc très loin de l'image d'une mesure massive ou systématique.

Pour cette raison, je peux vous affirmer également qu'aucun service essentiel rendu aujourd'hui aux Namuroises et aux Namurois ne sera sacrifié. Si de telles interventions devaient avoir lieu, ce qui demeurera par nature exceptionnelle, la Police agira dans le cadre de ses missions judiciaires sous l'autorité des magistrats compétents.

J'en viens enfin à votre troisième question concernant les garanties accordées aux personnes qui ne sont pas directement visées par la mesure, en particulier les enfants et les personnes qui hébergent par solidarité.

Je comprends les inquiétudes que vous exprimez à ce sujet. Le respect des droits fondamentaux n'est pas une formule de circonstance. C'est une exigence à laquelle je suis profondément attachée. Les débats parlementaires ont d'ailleurs conduit à renforcer plusieurs garanties prévues dans ce texte.

En ce qui concerne les personnes qui hébergent par solidarité, l'hospitalité n'est pas sanctionnée. Le texte prévoit que les hôtes d'une personne visée par une procédure de retour ne peuvent être poursuivis au seul motif de cet hébergement. La solidarité n'est donc pas remise en cause.

En ce qui concerne les enfants, aucune autorisation de visite ne peut être demandée à l'égard d'un mineur. Lorsque des enfants sont susceptibles d'être présents au domicile, leur intérêt supérieur doit être pris en considération dans l'évaluation réalisée par le juge d'instruction.

Même si ces opérations relèvent du pouvoir judiciaire, nous resterons particulièrement attentifs à leur mise en œuvre concrète sur notre territoire. Notre priorité demeure la protection de l'ensemble des Namuroises et des Namurois ainsi que le maintien d'une Police de proximité au service de la population. Le projet actuel discuté s'inscrit donc dans un cadre juridique et demeure fortement balisé et contrôlé.

Je conclurai par ceci: la dignité d'un Etat réside à la fois dans l'humanité de son accueil et, comme nous l'avons dit, dans la crédibilité aussi de ses décisions. L'hospitalité demeure une valeur fondamentale de notre ville mais elle s'exerce aussi dans le respect de l'Etat de droit, des décisions démocratiques adoptées et des garanties prévues pour protéger les personnes concernées.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Bourgmestre faisant fonction.

Madame Grigoriou, vous avez 2 minutes pour votre réplique, je vous en prie.

Mme S. Grigoriou, citoyenne:

Mon exposé reposait, lui, sur les constats, rapports, études du CIRÉ, de la Ligue des Droits de l'Homme, du Conseil d'Etat, d'Amnesty international et j'en passe, tous reconnus pour leur expertise sur les questions abordées.

Et cette interpellation, je ne l'ai pas faite seule. Voyez et entendez les voix derrière moi qui demandent encore aujourd'hui, en nombre, devant le Conseil communal, une politique différente; une politique de la solidarité réelle, une politique respectueuse des droits humains.

Nous sommes nombreux et nombreuses, toutes et tous ne savaient pas se déplacer aujourd'hui et pourtant ils soutiennent aussi. Le monde aujourd'hui se lève, si vous ne réagissez pas différemment, nous le ferons, nous interpellerons encore tant que nous pourrons, nous manifesterons, nous signerons des pétitions et nous créerons des zones de refuge s'il le faut.

La lutte continue, pas d'Ice à Namur et vive la solidarité.

Merci.

Applaudissements dans l'assemblée

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci de respecter le Conseil. Merci. Vous pouvez nous laisser continuer nos travaux. Je vous demanderai maintenant de vraiment respecter le Conseil et de nous laisser continuer nos travaux dans la sérénité.

Je vous remercie pour votre intervention, Madame Grigoriou.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-14;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur, Titre I – "Le Fonctionnement du Conseil communal", chapitre 6 – "Le droit d'interpellation de la citoyenne ou du citoyen";

Attendu que l'article 77 du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal précise que la demande d'interpellation doit être reçue au moins 15 jours francs avant la séance du Conseil communal au cours de laquelle la demandeuse ou le demandeur souhaite intervenir et définit les jours francs de la manière suivante: "Par "jours francs", il y a lieu d´entendre des jours de vingt-quatre heures, cela signifiant que le jour de la réception de la demande d'interpellation par le Collège et celui de la réunion du Conseil communal ne sont pas compris dans le délai.";

Vu le courriel du 06 juin 2026 de Mme S. Grigoriou concernant *"Le nouveau projet de loi sur les visites domiciliaires et notamment son implémentation dans notre commune"*;

Attendu que conformément au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal, l'ensemble des conditions requises sont respectées;

Considérant dès lors que la demande est recevable;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Entend Mme S. Grigoriou.

Mme Ch. Bazelaire répond.

DIRECTION GENERALE

2. Directeur financier faisant fonction: prestation de serment

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons passer au point n°2, Directeur financier faisant fonction. C'est la prestation de serment.

J'invite Monsieur Jean-Sébastien Detry, désigné Directeur financier faisant fonction, à venir prêter serment devant moi.

Je vous en prie, Monsieur Detry.

M. J-S. Detry, Directeur financier ff:

Je jure fidélité au Roi, obéissance à la Constitution et aux lois du peuple belge.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Félicitations.

(Applaudissements dans l'assemblée).

Je passe la parole à Madame la Bourgmestre avant de passer au point suivant.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Je profite de cette prestation de serment pour avoir une pensée pour notre Directeur financier décédé, Marc Bruyr. Il avait quand même 20 ans de vie à la commune. C'est un homme de chiffres, comme vous le savez toutes et tous, reconnu pour ses nombreuses compétences en la matière, tant aussi bien au niveau des opérateurs financiers avec lesquels il travaillait qu'avec ses nombreux collègues au niveau de la Ville, qui avaient un profond respect pour la personne, même si ces dernières années, la maladie l'avait quelque peu éloigné.

Il n'en demeure pas moins que c'est une grande personne qui est décédée et que nous regrettons beaucoup. Je propose à chacun et chacune de se lever et de faire une minute de silence, s'il vous plaît.

Merci.

Merci beaucoup.

(Une minute de silence est observée).

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous en prie.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

Simplement une petite précision. On m'entend bien? Une petite précision concernant l'appel à candidature parce qu'on aurait eu des informations un tout petit peu contradictoires.

Je ne remets évidemment pas du tout en question les qualités de Monsieur, ce n'est pas cela du tout. Mais concernant l'appel à candidature, ce sera à partir de septembre, c'est bien cela. Et ouvert aussi à l'externe?

Mme L. Leprince, Directrice générale:

Ici, c'était une désignation en faisant fonction puisque nous devons avoir un grade légal, en l'occurrence Directeur financier faisant fonction. Pour ce qui est de la suite et de l'appel à candidature, il y aura un règlement qui sera proposé au Conseil de septembre. A la même

séance, nous proposerons effectivement de lancer la procédure et le choix sera laissé alors d'aller vers l'une ou l'autre des procédures: un appel externe, un appel interne, une mobilité.

Voilà. Donc cela, le choix vous reviendra au mois de septembre. Ici, c'était la période transitoire.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous en prie.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1121-4 précisant qu'il y a dans chaque commune un Directeur général et un Directeur financier et l'article L1124-22 relatif à la nomination, au stage, à l'absence justifiée et au Directeur financier faisant fonction;

Considérant qu'en cas d'absence justifiée, le Directeur financier peut, dans les trois jours, sous sa responsabilité, désigner pour une période de trente jours au plus, un Directeur financier faisant fonction, agréé par le Collège; Que cette mesure peut être renouvelée à trois reprises pour une même absence et que dans tous les autres cas, le Collège communal désigne un Directeur financier faisant fonction;

Considérant que le Directeur financier faisant fonction bénéficie de l'échelle barémique du titulaire; Que s'il est choisi parmi les agents de la commune, il bénéficie d'une allocation égale à la différence entre la rémunération dont il bénéficierait s'il était titulaire du grade de Directeur financier et la rémunération dont il bénéficie dans son grade effectif;

Considérant que l'article L1126-4 relatif à la prestation de serment lui est applicable sauf en cas de désignation pour une durée de moins de trente jours;

Considérant que le Directeur financier faisant fonction exerce toutes les attributions dévolues au Directeur financier;

Considérant que les remplaçants désignés exercent toutes les missions du titulaire de grade légal conformément à la circulaire du 16 décembre 2013, en ce compris celles relatives à la Régie foncière et à la Zone de Police monocommunale;

Vu par ailleurs la délibération du Collège du 26 mai 2026 par laquelle il confirme la fixation de l'allocation de comptable spécial à 95 % de l'allocation de mandat prévue pour le Chef de Corps pour les remplaçants du Directeur financier désignés par le Collège conformément à l'article L1124-22 § 3 du CDLD;

Attendu que M. Marc Bruyr, Directeur financier, est décédé ce samedi 30 mai 2026;

Considérant que M. Jean-Sébastien Detry, chef de Département du DGF a été systématiquement agréé ou désigné par le Collège depuis 2018 pour remplacer le Directeur financier lors de ses congés ou absences pour raisons médicales;

Considérant qu'il a donné complète satisfaction notamment lors des périodes d'absences de longue durée du Directeur financier intervenues au cours des deux dernières années (gestion des paiements et de la trésorerie, implication en vue de résorber les retards dans la production des comptes 2024 et 2025, concrétisation du marché financier 2025, propositions d'opération de gestion active de la dette, ….);

Vu la délibération du Collège du 02 juin 2026 :

- désignant M. Jean-Sébastien Detry en qualité de Directeur financier faisant fonction à partir du 02 juin 2026 et jusqu'à la désignation d'un nouveau Directeur financier à l'issue d'une procédure conforme à l'article L1124-22 du CDLD,

- chargeant le Directeur financier faisant fonction de la présentation du compte de fin de gestion conformément au RGCC et au CDLD et de l'examen des démarches similaires éventuelles à réaliser dans le cadre de la Zone de Police et de la Régie foncière et,
- proposant au Conseil de faire prêter serment à M. Jean-Sébastien Detry conformément à l'article L1126-4 du CDLD.

Attendu que l'article L1126-4 du CDLD dispose qu'avant d'entrer en fonction, le directeur financier prête le serment visé à l'article L1126-1, au cours d'une séance publique du conseil communal, entre les mains du président. Il en est dressé procès-verbal; Que cet article est applicable au Directeur financier faisant fonction pour les désignations de de plus de trente jours;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Conformément aux articles L1124-22 § 3 et L1126-4 du CDLD, le Président invite M. Jean-Sébastien Detry, désigné Directeur financier faisant fonction, à prêter serment entre ses mains.

M. Jean-Sébastien Detry prête ledit serment.

Il en est dressé le procès-verbal.

CELLULE CONSEIL

3. Procès-verbal de la séance du 26 mai 2026: approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous passons au point 3, qui est le procès-verbal de la séance du 26 mai 2026, pour une approbation. Est-ce que tout le monde est ok avec ce procès-verbal? Oui?

Monsieur Martin, vous faites non? Oui? C'est un non?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

C'est un non, Monsieur le Président, parce que je voudrais réintervenir sur le procès-verbal, sur plusieurs points du procès-verbal.

Avec ma collègue Madame Grandchamps, nous étions intervenus sur la question du respect en motivant l'incident qui était survenu en avril. Notre argumentaire reposait sur un principe fondamental qui était le respect de notre démocratie locale, de ses représentants, dans sa pluralité.

Trop souvent, nos droits légitimes, de membres de ce Conseil sont, à notre sens, bafoués. Nous avions rappelé, avec fermeté, que nous entendions être respectés dans l'exercice de notre fonction, que nous considérons aussi noble qu'essentielle. Nous nous investissons donc, en effet, avec un engagement profond et un sens aigu de l'intérêt collectif, chacun ici, ce sont les heures que nous consacrons pour préparer ce Conseil, pour préparer nos travaux et dans un rôle de contrôle de l'exécutif, que vous incarnez.

A ce stade et avec les derniers jours qui ont passé, malheureusement, quelques incidents se sont répétés et je tenais naturellement à réinsister, Monsieur le Président, auprès de vous. Je ne sais pas ce qu'il faut faire pour se faire entendre mais en tout cas, on trouvera une solution.

Plusieurs exemples.

Le premier, alors que ma collègue, Gwenaelle Grovonius, intervenait dans le cadre de l'exemple de l'échange, en tout cas du partenariat qui était présenté dans le cadre de l'AIMF, j'étais moi-même intervenu auprès de Madame Barzin, pour faire en sorte qu'on puisse être convié à cette participation et qu'on puisse intervenir, nous aussi, en étant associés à ce partenariat.

Force est de constater que nous avons reçu, en date du 12 juin, donc après l'événement, un communiqué de presse qui reprenait les deux jours des 8 et 9, auxquels la Ville avait participé à l'accueil et un programme complet de ce que l'on peut considérer comme un élément important au sein de notre ville avec naturellement des accords et des partenariats qui ont été proposés à ce moment-là.

On l'a fait auparavant de manière bienveillante et constructive. On ne demandait naturellement pas que l'ensemble de tous les Conseillers soient associés mais en tout cas, qu'on soit respecté dans toute sa pluralité, force est de constater que nous n'avons pas été entendus. C'est regrettable et nous le regrettons profondément.

Deuxième incident s'il le fallait, le square Léopold, un dossier qui nous poursuit, une saga qui nous poursuit. Vous prenez les mêmes recettes et vous recommencez. Nous devons apprendre par voie de presse, nous devons apprendre via les réseaux sociaux, les nouvelles concernant ce square Léopold. Et quand il faut répondre à un journaliste sur notre avis alors que nous ne sommes même pas informés, vous pouvez considérer qu'à un moment donné, ce n'est pas de l'agacement, c'est de la révolte.

On vous demande juste un peu de respect. On vous demande une priorité par rapport à des points qui sont essentiels. On vous demande juste, à un moment donné, un peu de respect par rapport à ce qui nous semble être légitime, à savoir d'être tenu informés, en même temps, que les communiqués qui partent et non pas après. Et si vous aviez envie de le faire avant, cela nous enchanterait, ce qui permettrait de considérer que les membres du Conseil que nous sommes sont un peu respectés dans leur travail.

On vous rappelle, avec toute la modestie qui s'impose, que la Ville de Namur ne se limite pas au seul Collège communal. C'est bien l'ensemble du Conseil, je le rappelle, l'ensemble du Conseil communal dans sa diversité, des sensibilités politiques qui le composent, qui devrait apparaître comme légitime et être associé aux dossiers et situations concernant notre ville.

A plusieurs reprises, cet exemple a fonctionné. A plusieurs reprises, nous avons pu démontrer combien les forces positives pouvaient aller dans un sens constructif. Il nous semble donc normal que les membres de ce Conseil soient informés par un canal institutionnel approprié – un réseau social n'est pas un canal institutionnel approprié – des décisions importantes qui concernent notre ville et ce avant, ou en tout cas à tout le moins simultanément, aux diffusions sur les réseaux sociaux ou par communiqué de presse. L'exemple récent du pôle square Léopold, je l'ai dit, l'atteste. C'est une question de respect de démocratie.

Au-delà de ces décisions particulières, il s'agit d'une question de respect des rôles des élus communaux et du fonctionnement démocratique de nos institutions. Dans la mesure où ce respect de notre assemblée et des membres qui la composent n'est aujourd'hui pas appliqué, nous demandons l'application d'une charte de protocole de la Ville de Namur.

Dans cet esprit démocratique et pluraliste, la participation de l'opposition doit être prise en considération. A ce titre, nous tenons à vous signaler que si vous souhaitez nous voir participer à votre prochaine réunion de chefs de groupe, puisque vous nous avez invités cette semaine, nous considérons, et je porte la voix de l'opposition, que ce point soit soumis à l'ordre du jour, à savoir une charte de collaboration et de respect du fonctionnement du Conseil et de l'opposition.

Ce point devra être porté. Considérez donc par ma voix que c'est une voix de la minorité. Vous pouvez souhaiter à un moment donné qu'il y ait un débat mais ce débat doit aller dans tous les sens et respecter celui-ci, que nous soyons dans l'opposition ou la majorité.

Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre bienveillance.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous en prie, Monsieur Martin.

Quelqu'un d'autre souhaite prendre la parole? Madame la Bourgmestre, c'est vous qui faites une réponse à Monsieur Martin?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Oui, merci, Monsieur le Président.

Monsieur Martin,

Je réfute vertement, franchement, toute soi-disant volonté du mépris du Collège par rapport à la démocratie et au respect des Conseillers et des Conseillères.

Par rapport à l'AIMF, je rappelle que vous avez au sein de nos instances, enfin de l'instance, pardon, de chez NEW, des représentants qui étaient tout à fait au courant des informations. Ils ont été invités, ils ont reçu les informations et les informations étaient publiques.

On ne peut pas financièrement inviter tous les Conseillers et les Conseillères. Il y a eu une information qui a été… Ben si, elle a été… Enfin voilà, on n'est pas d'accord sur ce point-là mais elle a été diffusée.

Par rapport au square Léopold, Madame l'Echevine a expliqué lors de sa Commission, le pourquoi de la temporalité et les communiqués de presse sont envoyés simultanément à la presse et aux Conseillers et aux Conseillères.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Bourgmestre.

Madame Barzin, vous avez la parole.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Excusez-moi, je pensais que Madame la Bourgmestre avait terminé son intervention. Mais je la lui laisserai, bien entendu, si Monsieur le Président le permet, pour poursuivre par après.

Je voudrais donner une précision par rapport au partenariat avec la Ville de Porto-Novo. La délibération a été approuvée par le Conseil communal le mois dernier. J'avais évoqué, c'est vrai, suite à votre demande Monsieur Martin, l'opportunité éventuellement d'avoir une association de l'opposition pour la détermination des points précis qui seront traités, ils ne sont pas encore déterminés.

Donc en fait, ce qui a été évoqué, c'est ce qui était dans la délibération du Conseil et on a eu une rencontre plus générale avec Madame la Bourgmestre et avec le Maire de Porto-Novo et on a fait part du souhait de la minorité d'être associée au choix des thèmes et l'idée était d'avoir une visio sur le sujet, dans les semaines qui viennent, pour pouvoir travailler ensemble sur les sujets.

Je précise aussi que malgré le fait que j'avais évoqué de manière très positive cet élément-là en Commission, l'intervention de votre groupe n'était pas particulièrement positive sur le sujet en séance du Conseil communal. Je me permets de le signaler quand même.

Donc, voilà, le programme était très serré pendant ces deux jours au niveau de l'AIMF mais je peux vous assurer qu'on en a parlé avec le Maire de la Ville et que c'est quelque chose qui peut encore être organisé.

Maintenant, si on utilise le procès-verbal pour reparler de tous les points qui ont été évoqués, alors, dans l'autre sens, vous avez demandé qu'on discute en Conseil communal des pôles locaux du logement, ce qui n'est pas une obligation de venir en Conseil communal, cela pouvait être une décision du Collège, on pouvait s'abstenir aussi de remettre une délibération au nom de la Ville.

Suite à votre demande, avec le Collège, on a mis le point à l'ordre du jour de notre Conseil en dépassant même le délai qui était autorisé pour ce faire. Donc, je pense qu'il faut voir aussi les deux aspects. Là, votre demande a été, je pense, pleinement entendue.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame la Bourgmestre, vous voulez continuer?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Je voulais juste terminer par la charte de collaboration dont vous parlez. Le point peut tout à fait être abordé lors de la réunion pour le ROI. La volonté justement de faire cette réunion, de se voir et de pouvoir discuter ensemble des futurs points, non seulement par rapport aux modifications, comme je l'ai dit en réponse à Madame Quintero, par rapport aux changements

avec les Zones de Police et le Conseil de Police, mais également par rapport à différents points de toilettage que nous voulions voir ensemble et préciser.

Et la volonté est évidemment de vous consulter et de faire cela ensemble. Donc je le dis et je le redis, la volonté n'est pas du tout de mépriser la démocratie et encore moins le respect des Conseillers et des Conseillères dont j'ai souligné l'engagement plus d'une fois lors des Conseils communaux.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Bourgmestre.

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci Monsieur le Président.

Vous pouvez ne pas être d'accord avec nous Madame la Bourgmestre mais c'est un fait.

A un moment donné, quand vous recevez dans votre ville pendant deux jours les plus hauts représentants de l'AIMF et dont on parle régulièrement de partenariat de protocole, tout le Collège est invité. Je pense que leur présentation de toute la pluralité du Conseil, c'est un minimum de respect. Vous nous renvoyez vers quelqu'un qui nous représente chez NEW. Je ne parle pas à NEW, je parle à la Bourgmestre.

Donc je souhaite dorénavant que, lorsqu'il y a des évènements qui sont des évènements non négligeables, importants, que le Conseil communal puisse être associé, tout simplement. Donc ne nous renvoyez pas vers un mandat chez NEW, NEW c'est une ASBL à part entière, je m'adresse à la Bourgmestre et je vous demande de la considération.

Madame Barzin, puisque vous m'y invitiez, j'allais relever le point, puisque vous pensez que j'ai préparé naturellement un petit mot sur la question des pôles logements, mais vous n'êtes pas obligée, bien sûr, je vous l'ai même dit que vous n'étiez pas obligée, je vous ai demandé d'avoir un délai pour avoir une ratification aujourd'hui au point à l'ordre du jour. Donc une ratification sur un point en particulier.

Je pense que dans la mesure où vous avez vous-même, dans votre Déclaration de Politique du Logement, eu un sentiment important de devoir considérer le logement comme une priorité, c'est un peu juste normal. Je pense aussi que présenter le point au Conseil communal, c'est à mon avis normal par rapport aux enjeux du logement, mais si vous ne le partagez pas, je ne comprendrais pas alors votre positionnement.

Je trouve, comme je vous l'ai dit, que cet enjeu-là aurait mérité sans aucune façon qu'on puisse aborder le point lors d'une plateforme logement parce que, derrière ces pôles logement, il y a toute une réforme importante du logement, qui m'apparaît importante. Ce n'est pas trop tard mais je pense, en effet, qu'il sera important de se pencher sur la situation.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup Monsieur Martin.

Monsieur Seumois.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Oui Monsieur Maillen, je vous remercie.

Moi je voulais revenir sur un point du procès-verbal, le point 59 de notre dernière séance relative à la mise à disposition du pavillon numérique à l'ASBL KIKK. Par souci de respect des règles applicables en matière de conflit d'intérêt, je précise que ma question concerne Madame Bazelaire et Monsieur Etienne.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

On est à l'approbation du procès-verbal ici.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Il dit qu'il y a une modification. Vous demandez une modification, c'est bien cela?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Des précisions.

Lors de l'examen de ce point, vous avez demandé à Madame Bazelaire et Monsieur Etienne de quitter la salle en indiquant qu'ils étaient belle-sœur et beau-frère. Après vérification, il semble que ce soit la première fois qu'un tel retrait de Monsieur Etienne ait été demandé dans ce contexte.

Donc ma question, ma première question est la suivante. Sans rentrer dans les détails, avec tout le respect qu'on a pour les deux personnes mais cette situation familiale est-elle récente ou existait-elle déjà lors des précédentes délibérations relatives à l'ASBL KIKK ?

M. F. Etienne, Conseiller communal Les Engagés:

Je peux répondre, si c'est cela.

Mon épouse, Marie Dheur, a pour frère Jérôme Dheur mais comme Madame la Bourgmestre n'est ni mariée, ni en cohabitation légale, il n'y a pas de lien officiel, raison pour laquelle j'ai pu d'ailleurs me présenter aux élections, et raison pour laquelle je peux siéger aujourd'hui en qualité de Conseiller.

Donc il n'y a pas de lien familial, nous ne sommes pas beau-frère et belle-sœur au sens légal du terme, nous sommes beau-frère et belle-sœur parce que… voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Etienne.

Cela répond à votre question, Monsieur Seumois?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Cela répond à ma question par rapport au lien entre Madame Bazelaire et Monsieur Etienne.

Je me pose des questions quant aux précédentes délibérations qui ont été prises relatives à l'ASBL KIKK et pour lesquelles les deux personnes ne sont pas sorties.

Enfin, ayant connaissance de cette situation, j'imagine que vous pouvez nous confirmer que les dispositions du Code de la Démocratie Locale relatives aux conflits d'intérêt, ont bien été respectées dans ce dossier, comme dans tous ceux qui sont présentés au Conseil communal, suite au lien qui vous lie.

Il n'y a personne qui m'a écouté mais je vous remercie quand même.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Seumois.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

J'ignorais ce lien avant le Conseil précédent donc nous allons examiner.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Donc ok et par rapport aux décisions qui ont été prises précédemment et par rapport à toutes les décisions qui sont prises dans cette enceinte, est-ce qu'on a pu vérifier la véracité et la validité des décisions par rapport aux conflits d'intérêt qui sont prévus dans le Code de la Démocratie Locale?

Mme L. Leprince, Directrice générale:

Nous vérifierons.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Directrice générale.

On vérifiera. Vous avez bien entendu. On vérifiera. On reviendra vers vous.

Dès lors, est-ce qu'on peut passer au vote sur ce procès-verbal?

Ok pour Monsieur Martin, pour le PS.

Pour Ecolo? Je ne sais pas qui répond en l'absence de Monsieur Noël.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Oui, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Le MR, c'est ok. Les Engagés également.

Le PTB, c'est ok?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-16;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment les articles 48 à 52 relatifs au procès-verbal des réunions du Conseil communal et l'article 114 al.2;

M. le Président constate que le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 mai 2026 a été mis à disposition des Conseillers et des Conseillères.

Si la réunion s'écoule sans observation, le procès-verbal est considéré comme adopté.

MANDATS ET TUTELLE CPAS

4. Déclaration 2025 de mandats, de fonctions et de rémunérations

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons passer au point 4, déclaration 2025 de mandats, de fonctions et de rémunérations. C'est une approbation du rapport de rémunérations pour l'exercice 2025.

Est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole? Non? C'est ok pour tout le monde?

Oui. Je vous remercie.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'article L6421-1;

Vu le décret du 29 mars 2018 visant à renforcer la gouvernance et la transparence dans l'exécution des mandats publics au sein des structures locales et supra-locales et de leurs filiales et le décret-programme du 17 juillet 2018 modifiant notamment l'article L6421-1 du CDLD;

Vu l'arrêté du Gouvernement Wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du CDLD;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2018 pris en exécution de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 31 mai 2018;

Considérant que l'article L6421-1, § 2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, prévoit que:

- Le Conseil communal établit un rapport de rémunération écrit reprenant un relevé individuel et nominatif des jetons, rémunérations ainsi que des avantages en nature perçus dans le courant de l'exercice comptable précédent par les mandataires et les personnes non élues.
- Ce rapport contient les informations, individuelles et nominatives, suivantes:
    1. les jetons de présence, les éventuelles rémunérations et tout autre éventuel avantage, pécuniaire ou non, directement ou indirectement accordés aux mandataires et aux personnes non élues;
    2. la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels l'institution détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats;
    3. la liste des présences aux réunions des différentes instances de l'institution.
- Ce rapport est adopté au plus tard le 30 juin. Il est adopté en séance publique du Conseil communal.
- Le rapport est établi conformément au modèle fixé par le Gouvernement.

Considérant qu'en ce qui concerne ces informations, il convient de préciser les éléments suivants:

- seuls les membres du Collège communal perçoivent une rémunération du fait de l'exercice de leur mandat de Bourgmestre ou d'Echevin;
- seuls les membres du Conseil communal, des Commissions communales et de la Commission Communale d'Aménagement du territoire et de mobilité (CCATM) perçoivent des jetons de présence lorsqu'ils siègent dans ces instances;
- aucun jeton de présence n'est versé aux membres du Collège communal lorsqu'ils siègent au Conseil communal ou dans les Commissions communales;
- des jetons de présence ne sont versés aux membres suppléants de la Commission Communale d'aménagement du territoire et de mobilité (CCATM), que lorsque le membre effectif qu'ils remplacent est absent;
- aucun avantage en nature n'est alloué par l'Administration communale aux mandataires et personnes non élues siégeant au sein des instances de la Commune ou désignés par celles-ci pour siéger dans d'autres organismes;

Considérant que, conformément au décret du 29 mars 2018 susvisé, les jetons et rémunérations mentionnés dans le rapport de rémunération sont exprimés en montants annuels bruts;

Vu le rapport de rémunération pour l'exercice 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Approuve le rapport de rémunération de la Commune de Namur pour l'exercice 2025 composé des documents suivants:

- un relevé individuel et nominatif des jetons et rémunérations alloués par l'Administration communale aux mandataires et aux personnes non élues, comprenant la liste de leurs présences aux réunions des différentes instances de la Commune;
- la liste des mandats détenus dans tous les organismes dans lesquels la Commune détient des participations directes ou indirectes, ainsi que les informations relatives aux rémunérations liées à ces mandats.

Transmet copie de sa délibération au Gouvernement wallon au plus tard le 1er juillet 2026, accompagnée des documents composant ledit rapport de rémunération.

Charge le Président du Conseil de l'exécution de la présente délibération.

5. Représentation: Régie de Quartier de Namur - remplacement

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 5, représentation: Régie de Quartier de Namur. C'est un remplacement, proposition de désigner Madame Semal en tant que représentante à la place de Monsieur Jomouton à l'organe de l'administration.

Ok pour tout le monde?

Oui. Je vous remercie.

Vu l'article L1122-34§2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation portant que le Conseil communal nomme ses représentants dans les intercommunales et les autres personnes morales dont la commune est membre;

Vu ses délibérations du 18 février 2025 et du 21 avril 2026 désignant les représentants de la Ville au sein de l'assemblée générale de la Régie de Quartiers de Namur;

Vu l'article 3 des statuts de l'ASBL dont question portant d'une part que l'association a pour but l'amélioration des conditions de vie à l'intérieur d'un ou de plusieurs quartiers d'habitations par la mise en œuvre d'une politique d'insertion intégrée et d'autre part, que pour atteindre son but, la Régie de quartiers réalise conjointement 2 types d'actions:

- celles favorisant l'amélioration du cadre de vie, l'animation, la convivialité et l'exercice de la citoyenneté,
- celles contribuant à l'insertion socioprofessionnelle des stagiaires en leur offrant une formation encadrée par une équipe de professionnels;

Vu l'article 4 des statuts de l'ASBL portant que sont membres notamment les communes du champ d'action territoriale de la Régie de quartiers;

Vu l'article 10 desdits statuts portant que l'assemblée générale est composée de tous les membres de l'association;

Vu l'article 19 desdits statuts portant d'une part que l'association est administrée par un conseil d'administration composé de huit administrateurs au moins et en tout cas, tant que l'association bénéficie de l'agrément régional, (...), d'au moins deux personnes proposées par la Ville de Namur dont l'Echevin en charge de la cohésion sociale;

Attendu que la Ville est un des membres fondateurs de la Régie de Quartiers de Namur et fait dès lors partie de l'assemblée générale conformément à l'article 12 des statuts susvisés;

Attendu que les statuts ne fixent pas explicitement le nombre de représentants de la Ville à l'assemblée générale;

Attendu que la clef d'Hondt est d'application pour les désignations de représentants au sein de cet organisme;

Attendu que les statuts ne font état d'aucune condition particulière requise pour être désigné au sein de cet organisme;

Vu le courriel daté du 15 mai 2026 de la Régie de Quartiers de Namur informant de la démission de Monsieur Yves Jomouton en tant qu'administrateur au sein de l'organe de l'administration de la Régie de Quartiers de Namur;

Vu le courriel daté du 10 juin 2026 de Monsieur Sohier, Chef de groupe Les Engagés proposant de remplacer Monsieur Yves Jomouton par Madame Béatrice Semal en tant qu'administratrice au sein de l'organe de l'administration de la Régie de Quartiers de Namur;

Attendu dès lors qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement et de proposer la désignation de celui-ci à l'assemblée générale au sein de l'organe de d'administration de la Régie de Quartiers de Namur;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;

Par ces motifs,

Propose à l'assemblée générale de la Régie de Quartier de Namur de désigner Madame Béatrice Semal en tant que représentante de la Ville au sein de l'organe de l'administration en lieu et place de Monsieur Yves Jomouton.

6. Représentation: Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive - remplacement

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 6, Maison des Jeunes et Centre culturel de Basse-Enhaive. C'est un remplacement.

Madame Valentine Collin est désignée en tant que représentante de la Ville à la place de Madame Christelle Dautrive.

Est-ce ok pour tout le monde?

Je le pense. Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-34 §2 portant que le Conseil communal nomme ses représentants dans les intercommunales et les autres personnes morales dont la commune est membre;

Vu sa délibération du 18 février 2025 désignant les représentants de la Ville au sein de l'assemblée générale de la Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive et les proposant au sein de son conseil d'administration;

Vu le courriel daté du 22 mai 2026 de Madame Isabelle Hambenne informant que la Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive procédera à la démission d'office de Madame Christelle Dautrive, représentante de la Ville, en raison de son absence répétée aux différents conseils d'administration;

Attendu qu'il y a lieu de procéder à la désignation d'un nouveau représentant de la Ville en remplacement de Mme Christelle Dautrive de son poste au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la Maison des Jeunes et du Centre Culturel de Basse-Enhaive;

Vu le courriel susmentionné communiquant que le groupe Les Engagés propose Madame Valentine Collin en tant que remplaçante de Madame Christelle Dautrive au sein de l'assemblée générale de la Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive et propose à l'assemblée générale de la désigner au sein de son conseil d'administration;

Vu le courriel daté du 1er juin 2026 de Monsieur Baudoin Sohier confirmant le remplacement de Madame Christelle Dautrive par Madame Valentine Collin en tant que représentante de la Ville au sein de l'assemblée générale de la Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive et propose à l'assemblée générale de la désigner au sein de son conseil d'administration;

Vu l'article 5 des statuts portant que sont membres effectifs de l'ASBL Maison des Jeunes de Basse-Enhaive (Be-Mj) des membres représentant le Conseil communal de Namur;

Vu l'article 8 desdits statuts portant que l'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs de l'association;

Vu l'article 14 desdits statuts portant que l'association est dirigée par un conseil d'administration composé de 6 membres au moins et 9 au plus, nommés par l'assemblée générale parmi les membres effectifs de l'association comprenant au moins 2 représentants du Conseil communal de Namur et au moins un tiers d'administrateurs âgé de 26 ans;

Considérant le souhait de la Ville de disposer d'une représentation uniforme au sein des maisons de jeunes actives sur le territoire namurois soit 2 représentants avec voix délibérative au sein de leur conseil d'administration;

Attendu que la clef d'Hondt est d'application au sein de cet organisme, ce qui donne la répartition suivante:

- Les Engagés: 2

Attendu que la qualité de membre de l'assemblée générale est nécessaire pour être désigné au sein du conseil d'administration;

Attendu que les statuts de l'organisme dont question ne prévoient aucune condition particulière à remplir pour y être désigné en tant que représentant de la Ville;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Par ces motifs,

Désigne Madame Valentine Collin en tant que représentante de la Ville au sein de l'assemblée générale de la Maison des Jeunes et Centre Culturel de Basse-Enhaive et propose à l'assemblée générale de la désigner au sein de son conseil d'administration, en lieu et place de Madame Christelle Dautrive.

JURIDIQUE

6.1. <u>Recours au Conseil d'Etat et question préjudicielle à la Cour constitutionnelle: rétrocession des points APE - recours conjoint avec la Ville d'Andenne et d'autres communes concernées contre la décision de la Région wallonne - autorisations</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Comme indiqué en début de séance, le point suivant est le point 114, erronément instruit en huis clos et qui a été réinscrit en séance publique sous le point 6.1.

Il s'agit du recours au Conseil d'Etat et question préjudicielle à la Cour constitutionnelle. C'est une rétrocession des points APE, donc c'est un recours conjoint avec la Ville d'Andenne et d'autres communes concernées contre la décision de la Région wallonne. C'est une autorisation et c'est une délibération modifiée.

Est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole? Oui?

Je vous en prie, Madame la Bourgmestre.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Je tiens juste à préciser que la délibération ne porte pas sur la diminution générale des points APE et la réforme en elle-même mais bien donc sur le principe de la fin de cession des points APE pour lequel nous ne sommes pas d'accord sur ce point.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame la Bourgmestre.

Je vous en prie, Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Donc on suit de près, évidemment, cette réforme des aides à la promotion de l'emploi. On sait la volonté du Ministre en charge. Et ici, on est 3 Députés régionaux donc nous savons très bien comment les débats se passent au niveau de la Région à ce sujet.

Il y a une volonté claire de réduire l'enveloppe, cela a déjà commencé. Les communes ont déjà vu leur montant de subsides APE soustrait de 4,4%. Un montant qu'on éponge tant bien que mal parce que c'est un premier effort budgétaire mais ce n'est pas fini.

Pour nous, à Namur, évidemment, on n'est pas la seule commune concernée puisqu'ici, on parle de la Zone NAGE et de points que la Ville avait mis à disposition et a sollicité la rétrocession de ces points au moment où il était entendu que le Ministre ne voulait plus de ces subventions pour les Zones de Secours. Que ce soit un peu expliqué de quoi on parle.

Il se fait que le Ministre, qui est pourtant de la même obédience politique que l'obédience de notre majorité ici à Namur, cela aurait dû être évidemment, normalement, une aide à la compréhension de ce dossier. Eh bien non, le Ministre décide que ces points ne pourront pas revenir à la Ville qui pourtant avait au départ ces points dans son escarcelle.

Donc la vraie question qui se pose c'est évidemment au plan juridique et vous avez raison d'introduire un recours et au Conseil d'Etat, mais vous m'expliquerez la question jurisprudentielle à la Cour constitutionnelle, je voudrais un mot d'explication là-dessus.

Mais aussi politiquement, j'ai du mal à comprendre pourquoi, alors que la commune avait ses points au départ, pourquoi la commune ne peut pas les récupérer. Ce n'est pas cela qui va faire changer l'endettement de la Région. Nous sommes, je crois, une des seules Zones, je crois qu'il y a aussi la Zone de Val de Sambre et il y a une Zone de Police. Bref, aussi pas très loin, qui a ce dispositif de cession de points APE, c'est tout.

Donc il s'agit d'une poignée de points APE et je ne comprends pas politiquement pourquoi vous n'avez pas réussi à convaincre votre Ministre de conserver ses moyens pour la Ville à l'heure où chacun compte les moyens à disposition.

Je voudrais savoir quels ont été les contacts que vous avez eus au préalable pour essayer de vous prémunir de ces actions ensuite, qui vont évidemment coûter à la Ville, parce qu'il y a aussi un revers, c'est le coût de la procédure.

Avez-vous fait, cela, c'est ma troisième question, avez-vous fait le calcul coût-bénéfice de cet investissement dans la procédure de recours, à la fois au Conseil d'Etat, à la fois à la Cour constitutionnelle, par rapport à la perte engendrée par le refus du Ministre de considérer la rétrocession?

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Quelqu'un d'autre souhaite prendre la parole? Non?

Pardon, Madame Lazaron.

Mme G. Lazaron, Conseillère communale Les Engagés:

Merci Monsieur le Président.

Effectivement, je souhaitais intervenir, d'autant plus que Madame Tillieux l'a évoqué. Nous sommes 3 Députés régionaux de la commission du Ministre en charge, justement, de toute cette réforme, en tout cas, et à l'origine du décret APE.

Et donc moi, je voulais surtout intervenir pour éviter une mauvaise interprétation de mon vote et surtout aussi éviter des diffusions de fake news puisque c'est une habitude. Comme il a été dit ici, il ne s'agit pas de remettre en cause et de revenir sur le décret APE. En tout cas, moi, cela, il n'en est pas question. Je l'ai voté, j'assume mon vote et je pense que c'est bien la ligne aussi que le Collège vient d'expliquer.

Il s'agit effectivement ici, le point qui nous concerne, c'est une question de rétroactivité des points. Madame Tillieux l'a bien expliqué aussi, puisqu'en son temps la Ville de Namur, mais comme d'autres communes de la Zone NAGE, avait cédé des points à la Zone. Les Zones de Secours ne faisant plus partie du périmètre pouvant bénéficier de l'avantage du subside APE, je trouve que c'était légitime que les communes puissent demander la rétroactivité de leurs points, d'autant que la demande a été faite avant le vote du décret du mois de décembre.

Je voulais surtout insister, et je le redis, il n'est pas question de remettre en cause le décret APE qui a été voté et que j'ai voté, ici il s'agit de rétroactivité de subsides APE et cette position de la commune me semble légitime.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Lazaron.

Monsieur Lemoine souhaite intervenir en tant qu'Echevin du personnel.

Je vous en prie.

M. J. Lemoine, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

Madame la Conseillère,

Je vais vous répondre puisque le suivi à votre question écrite, qui avait été posée en la matière, m'avait été dirigé. Je vous avais écrit le 22 avril dernier que donc nous avions 814 agents sous statut APE et que les points qui sont octroyés vers la Zone NAGE étaient à hauteur de 12 points APE.

Les 4% impactent la Ville à raison de 514.000 € et nous avions déjà indiqué, je le rappelle, si c'était utile ici, qu'aucun licenciement, évidemment, de ces agents sous statut APE n'était envisagé et qu'on préservait, évidemment, les mesures qui avaient été annoncées au préalable, non remplacement des départs, mobilité interne et plan d'embauche limité au strict nécessaire.

En ce qui concerne votre question sur le fond, la question préjudicielle qui serait posée à la Cour constitutionnelle, je pense que Madame Lazaron y a en partie répondu, mais c'est en effet cette rétroactivité qui est actée au sein de ce décret, qui est demandé le remboursement des subsides APE alors qu'elles ne figurent pas dans les travaux préparatoires de cette décision.

Et donc on va devant la Cour constitutionnelle simplement pour demander si cette rétroactivité est légale dans un principe de sécurité juridique et de non-rétroactivité des normes si elle ne correspond pas à une attente d'intérêt général, si elle ne figure pas non plus dans les travaux préparatoires, ce qui n'est pas le cas ici.

Et donc, comme cela vient d'être dit, ce n'est pas le fond, finalement, de cette mesure qui est remise en cause, c'est le principe de non-rétroactivité qui est ici demandé à la Cour constitutionnelle pour savoir s'il était bien légal et conforme à la norme supérieure ou pas.

Voilà, je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur l'Echevin.

Monsieur Benoît Falise souhaite également intervenir.

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Oui, sur la question financière, évidemment, si on parle de 12 points et 12 points sur une certaine durée, cela a une certaine valeur.

En matière de recours au Conseil d'État, la répartition des coûts, c'est 14,66% pour la Ville de Namur, c'est surtout la Ville d'Andenne qui est surtout concernée. Donc pour nous, le coût est assez modique.

Et en ce qui concerne le recours devant la Cour constitutionnelle, si on fait mention de 200 € par requérant, et donc là fatalement, c'est un montant aussi qui est raisonnable, je pense que le jeu en vaut la chandelle, surtout compte tenu de la valeur d'un point.

Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Madame Tillieux, vous souhaitez réagir.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Ah ben oui, tout d'abord je vous avais demandé politiquement quels étaient les contacts que vous aviez eus ou les actions préalables pour tenter de sauvegarder ces points. La question reste entière, pouvez-vous me répondre?

Sur ces 12 points APE qui sont aujourd'hui perdus, combien est-ce qu'ils représentent? Vous avez évoqué 14.000 €, cela doit être bien plus que cela.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Non, c'est 3.241 € par point.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Ben oui c'est cela. J'ai entendu 14.000 €, c'était quoi les 14.000 € que vous avez cités?

M. J. Lemoine, Echevin:

514.000.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Ah, 500 !

M. J. Lemoine, Echevin:

514.000.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Il me semblait bien.

Désolée, avec les ventilateurs, on a quelques soucis.

M. J. Lemoine, Echevin:

517 pour être très précis.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

517 maintenant, qui dit mieux? Ok, ça va, 517.000 €, c'est quand même un demi-million.

Donc cela valait la peine même d'essayer d'agir en amont par rapport à ce souhait ministériel caché dans un décret programme, dans un petit article quelque part pour dire, finalement on va supprimer ces aides financières à des Zones de Secours et des Zones de Police par ailleurs.

Le coût, 14% pour Namur pour la Cour constitutionnelle, c'est cela? Et l'évaluation de la procédure?

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Non, non, c'est 14% pour le Conseil d'Etat.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Le Conseil d'Etat? Et l'évaluation totale?

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Et l'évaluation pour la Cour constitutionnelle, la délibération fait état du fait qu'il y avait 8 entités concernées, la Ville d'Andenne, la Régie sportive communale andennaise, la Zone de Police des Arches, la Zone de Secours NAGE, la commune de Gesves, la commune d'Ohey, la Ville de Gembloux et la Ville de Namur, et un coup de recours modéré en raison de la mutualisation à environ 200 € par requérant.

Donc là, je pense que le coût est assez bas. C'est surtout le coût au Conseil d'Etat pour lequel on a 14% à charge de la Ville. Je suppose que la répartition a été faite au prorata du nombre de points qui avaient été mis à disposition par les entités concernées.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Mais les honoraires d'avocats, etc., sont pris en charge par qui?

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Par la Ville, au prorata du nombre de points concernés.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Au prorata du nombre de points, ok.

C'est ce qui donne les 14%. Ok.

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Les honoraires, finalement, c'était un taux horaire. Je ne peux pas vous dire aujourd'hui le coût que cela représente pour l'instant.

Voilà.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je suppose que vous avez déjà eu des entretiens avec ceux qui vont défendre ce dossier. Quelles sont les chances d'aboutir favorablement? Est-ce qu'elles sont données très favorables ou est-ce que c'est une chance sur deux? Comme quand on attend une action en se disant qu'il y a des arguments de l'autre côté aussi mais on essaie.

Quel est un peu l'état d'esprit, je vais dire, de nos conseillers?

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Aujourd'hui, je ne pourrais pas vous le dire, la ville d'Andenne a souhaité aller en justice, on avait suffisamment d'éléments pour penser que la Ville de Namur devait s'y joindre, qu'il y avait une chance d'obtenir gain de cause donc on se joint à la cause.

Et compte tenu des montants concernés, on estime que cela vaut la peine.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Et sur les actions préalables, quel contact avez-vous eu avec le Gouvernement, le Ministre, des conseillers de cabinet, je ne sais pas?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Donc justement c'est pour cela qu'on demande d'aller en justice parce que le dépôt de fin de session, donc la Ville a déposé une demande de fin de cession des points APE, si je ne me trompe pas, le 16 décembre, et c'est le 19 décembre qu'il y a eu le décret programme, donc on ne savait pas avant qu'il allait y avoir, de un, un rétroacte, et de deux, en plus, qui prendrait en cause les fins de cession.

Au départ, on ne parlait que des cessions de points APE et pas de fin de cession. C'est cela, la différence.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Et donc, quels ont été vos contacts avec les Ministres? Rien donc?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Pas en amont puisque c'était trop tard.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Ok. Et dans le dossier, est-ce qu'on a toutes les informations relatives aux échanges avec l'avocat ou autre? Parce que dans d'autres précédents dossiers, j'avais vraiment peu de choses à disposition.

Ici, peut-être que vous avez rajouté des pièces, on n'en sait rien. Comme on a des choses qui nous parviennent à 16h le jour du Conseil en urgence, il est parfois compliqué de de suivre les dossiers.

C'est le cas ici, avec votre décision d'aller à la Cour constitutionnelle. Nous l'apprenons cet après-midi, en fait. Donc, je ne sais pas.

Est-ce que vous avez ajouté des pièces au dossier? Quelles sont les pièces que vous avez ajoutées? De quoi est constitué le dossier, en fait?

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Alors, les pièces qui ont été ajoutées par rapport à ce qui figurait en huis clos, c'est uniquement la délibération du Collège de ce matin. Je n'aurais pas pu la mettre plus tôt puisque ce sont des échanges avec l'avocat qui ont permis de se dire qu'un second recours, en tous les cas devant la Cour constitutionnelle, permettait d'avoir un autre axe d'attaque.

Et donc la décision a été prise ce matin. La pièce qui est jointe, c'est fatalement la délibération du Collège sur le sujet qui reprend les quelques paragraphes nécessaires pour dire la raison pour laquelle on fait ce recours complémentaire.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Donc je vous demande pour avoir les pièces qui sont les échanges avec l'avocat en ce dossier.

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Je n'en dispose pas moi ici.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

Cela, c'est le genre de documents qu'on n'envoie pas puisque c'est la correspondance entre un avocat et son client. Il y a déjà eu des discussions à l'époque avec la Ministre De Bue mais par contre, vous pouvez venir les consulter à l'Hôtel de Ville. Donc si vous souhaitez, vous nous informez de quand vous souhaitez venir et on mettra toutes les pièces à votre disposition.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Directrice.

Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

La question est de savoir si ces pièces ne doivent pas être préalablement mises à disposition avant le Conseil.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

Elles sont mises à disposition si vous le souhaitez à l'Hôtel de Ville.

Donc si vous souhaitez en prendre connaissance préalablement, vous prenez contact avec mon secrétariat et on vous mettra les pièces à disposition.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Quand on reçoit la délibération deux heures avant le Conseil, c'est compliqué de dire: "Ah bah tiens, je voudrais avoir les pièces qui ont constitué ce dossier du Collège" sachant qu'il reste 1h30 avant le début du Conseil et qu'on n'est peut-être pas disponible.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

Nous-mêmes avons reçu les pièces très, très tardivement. C'est comme cela que le dossier est arrivé en urgence ce matin sur la table du Collège.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Vous comprenez que c'est quand même compliqué pour les membres de l'opposition de travailler de cette manière. Je rejoins ce que mon collègue disait tout à l'heure. Ce dossier n'est pas facile. Manifestement, il n'y a pas eu d'entente avec les Ministres de vos partis respectifs pour essayer de faire comprendre la situation namuroise, à tel point que vous êtes obligés d'attenter des actions en justice contre votre majorité régionale.

C'est quand même un comble et nous nous regardons cela en spectateur et nous souhaitons comprendre un peu. On nous dit, vous pouvez venir voir les pièces mais quand on est déjà en Conseil, que de toute façon, la décision sera prise.

Cela dit, évidemment, on soutient totalement la décision d'aller en cours.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Monsieur Lemoine.

M. J. Lemoine, Echevin:

Mais Madame Tillieux, pour vous répondre sur les contacts ministériels, puisqu'ils sont insistants, je trouve que c'est un peu particulier parce que vous demandez s'il y a eu des contacts avec nos Ministres, sous-entendu, parce qu'on voit bien ce que vous essayez de faire, vous n'avez pas d'influence auprès du Gouvernement régional, etc.

Alors c'est un peu particulier parce que vous êtes dans une instance communale où vous plaidez le fait qu'il faille respecter ce qu'on pourrait appeler le législatif et donc les Conseillers. Ici vous avez un décret programme qui est adopté par des Députés, et vous demanderiez qu'on appelle un Ministre pour lui dire: "Vous pouvez ne pas appliquer le décret programme dans son interprétation parce que nous, cela ne nous arrange pas à la Ville de Namur" et demander un traitement de faveur.

Mais non cela ne se passe pas comme cela.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Ce n'est pas cela, vous avez bien compris ce que j'ai dit.

M. J. Lemoine, Echevin:

Je termine.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Tillieux, laissez-le terminer.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Non, non mais je ne peux pas laisser dire quelque chose qui n'est pas vrai.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On ne vous a pas coupée mais vous aurez la parole, je vous la donnerai volontiers.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

On ne raconte pas non plus n'importe quoi, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Laissez-le parler, il y a beaucoup de fois où on aimerait vous couper aussi, on ne le fait pas.

M. J. Lemoine, Echevin:

C'est une habitude parce qu'à chaque fois que je parle, vous m'interrompez alors que j'ai l'élégance de ne pas vous interrompre. Mais enfin bon, ce n'est pas grave.

Donc, vous demandez qu'on passe un coup de fil pour savoir si on pourrait ne pas, finalement, appliquer le décret à la Ville de Namur. Il y a une différence d'interprétation entre ce décret et le Ministre qui pense qu'il est rétroactif et nous ne pensons qu'il ne l'est pas.

Et donc, nous allons, séparation des pouvoirs exige, devant une Cour, devant la Cour constitutionnelle, devant le Conseil d'Etat, des hautes juridictions qui peuvent trancher ce litige.

Il n'y a pas de problème politique, il y a un problème, ici, de séparation des pouvoirs, que l'on respecte pleinement, comme on vient de le dire, à tous les niveaux de pouvoir.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine.

Si vous voulez réintervenir, c'est maintenant, Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui. Combien de Zones de Secours sont concernées?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Dès qu'il y a des points APE.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, pour cette question de points APE et de rétrocession à la commune qui les aurait mis à disposition.

M. B. Falise, Directeur général adjoint:

Si je reprends la clé de répartition, telle qu'elle figure dans la délibération, Andenne 75,47%, Namur 14,66%, Ohey 3,73%, Gesves 1,25% et Gembloux 4,89%. Ce qui doit faire 100, je suppose.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, ce que je souhaitais poser comme question c'est combien de victimes, je veux dire, de ce décret? Et je pense qu'il n'y a pas beaucoup de Zones concernées.

Donc c'est cela, l'expression qui est la mienne. Je vois votre agacement, mais c'est une réalité. Ce n'est pas d'agir après le décret mais c'est de prévenir les choses, ou en tout cas, entre personnes qui se respectent. La qualité politique, c'est au moins de s'en parler au préalable. Je constate que cela n'a pas été le cas.

On vous coupe l'herbe sous le pied, on vous empêche de récupérer des moyens financiers à l'heure où on gratte. A l'heure où on retire 1.600 € aux maisons de jeunes, vous perdez 517.000 €. Tout cela parce que…

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Cela n'a rien à voir, Madame Tillieux, s'il vous plaît.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je sais que cela vous agace, Monsieur le Président. C'est vous qui m'interrompez maintenant. Dont acte.

C'est tout ce que j'ai à dire.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Est-ce qu'on peut passer au vote? Est-ce qu'on peut passer au vote, s'il vous plaît?

On va voter par groupe mais je pense qu'il n'y aura des interventions de personne.

Donc je vous en prie, au niveau du PS.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Donc je vous l'ai dit, on soutient évidemment la démarche de recours.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Niveau Ecolo?

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Pour Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Au niveau du MR, moi je m'abstiendrai à titre personnel.

Et au niveau du MR?

Mme C. Absil, Cheffe de groupe MR:

Et pour le reste du groupe, ce sera oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Voilà, oui pour le reste du groupe, moi c'est par cohérence avec mon rôle à la Région et comme vice-président de la commission économie et emploi.

Au niveau des Engagés?

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est un oui.

Et au niveau du PTB, c'est un oui.

Je vous remercie.

Vu la loi spéciale du 06 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle;

Vu le CDLD et notamment ses articles L1123-23, 7° et L1242-1 relatifs aux actions judiciaires;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'État, spécialement l'article 14;

Vu le Nouveau Code civil, spécialement l'article 6.6;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et notamment l'article 28 § 1er 4° a) ii relatif aux exclusions des matières juridiques pour la représentation légale d'un client par un avocat;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et plus particulièrement son article 125;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 janvier 2025 décidant de déléguer au Collège communal le choix du mode de passation et la fixation des conditions des marchés publics pour toutes les dépenses relevant du budget ordinaire et pour les dépenses relevant du budget extraordinaire d'un montant estimé inférieur à 120.000,00 € HTVA;

Vu le décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 décembre 2021 portant exécution du décret du 10 juin 2021 relatif à la pérennisation des emplois créés dans le cadre du dispositif des aides à la promotion de l'emploi et à la création d'emplois répondant à des besoins sociétaux prioritaires;

Vu l'arrêté ministériel du 1er janvier 2022 d'octroi d'une subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi à la Ville de Namur;

Vu l'arrêté ministériel du 07 avril 2026 modifiant l'arrêté ministériel de maintien de l'emploi relatif à une subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi;

Vu la délibération prise par le Collège communal de la Ville d'Andenne le 03 avril 2026 décidant :

- *d'ester en justice dans le cadre d'un recours en annulation au Conseil d'État à l'encontre des décisions du 05 mars 2026 de Monsieur Pierre-Yves Jeholet, Vice-Président et Ministre de l'Économie, de l'Industrie, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation de la Région wallonne et portant sur* divers refus de fin de cession de subvention entre la Ville d'Andenne et - notamment - la Zone de secours NAGE;
- *de désigner le cabinet d'avocats Bourtembourg &Co (Me Nathalie Fortemps et associés) boulevard Brand Whitlock, 114/12 à Bruxelles à l'effet d'assurer la défense et la représentation de la Ville d'Andenne dans le cadre des* actions susvisées*;*

Vu le courrier du FOREM du 02 mars 2026 informant du refus de fin de cession de la subvention;

Vu l'arrêté ministériel du 05 mars 2026 refusant la demande de fin de cession de la subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi;

Attendu que la Ville étant confrontée à la même situation, il convient de faire sienne l'argumentation développée par la Ville d'Andenne;

Attendu que le délai pour introduire ledit recours expire le 04 mai 2026;

Vu la délibération du Collège du 21 avril 2026 :

- décidant, *eu égard aux éléments susvisés, de s'associer au recours en annulation introduit par la Ville d'Andenne auprès du Conseil d'État concernant la problématique des subventions APE cédées par la Ville à la Zone NAGE, étant entendu que l'autorisation du Conseil sera sollicitée ultérieurement,*
- et chargeant *Me Nathalie Fortemps, avocate à Bruxelles, à l'effet d'assurer la défense et la représentation de la Ville en cette affaire;*

Vu la délibération du Collège du 26 mai 2026 acceptant le principe de répartition des honoraires selon les montants en jeu pour chaque commune;

Attendu que suite aux échanges entre l'Avocat de la Ville et le Service Juridique général le 17 juin 2026, il est proposé par ce dernier de poser à la Cour constitutionnelle la question suivante (la date butoir étant le 28 juin 2026):

L'article 21 du décret-programme du 19 décembre 2025, le cas échéant combiné avec son article 83, viole-t-il le principe de sécurité juridique et le principe de non-rétroactivité des normes législatives, en ce qu'il produit rétroactivement ses effets au 23 octobre 2025, y compris à l'égard de demandes de fin de cession de subvention APE déjà introduites et confirmées sous l'empire du droit alors applicable, sans que cette rétroactivité ne soit justifiée, dans les travaux préparatoires, par une nécessité indispensable à la réalisation d'un objectif général?

Attendu que pour ce volet "question préjudicielle devant la Cour constitutionnelle", l'Avocat suggère de répartir les honoraires en parts égales entre les huit entités (à savoir pour la Ville d'Andenne, la Régie sportive communale andennaise, la Zone de Police des Arches, la Zone de secours NAGE, la Commune de Gesves, la Commune d'Ohey, la Ville de Gembloux et la Ville de Namur), le coût de ce recours étant modéré en raison de sa mutualisation (environ 200 € par requérant);

Vu la délibération du Collège du 23 juin 2026:

- décidant, eu égard aux éléments susvisés, sous réserve de l'autorisation du Conseil - laquelle peut être produite jusqu'à la clôture des débats - , de poser la question préjudicielle susvisée à la Cour constitutionnelle;
- acceptant le principe de la répartition des honoraires en parts égales entre les requérants pour ce volet;

Sur proposition du Collège communal du 21 avril 2026 et du 23 juin 2026,

Autorise le Collège à introduire un recours en annulation devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté ministériel du 05 mars 2026 refusant la demande de fin de cession de la subvention annuelle visant à maintenir les emplois créés dans le cadre du dispositif d'aide à la promotion de l'emploi et à poser la question préjudicielle susvisée à la Cour constitutionnelle.

DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

7. Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville: modifications (*)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons passer au point 7, qui est le Département des Ressources Humaines. Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville.

C'est une modification des articles 9, 49 et 50.

C'est ok pour tout le monde?

Monsieur Bruyère, j'allais dire Monsieur PTB, je vous en prie.

(*) La délibération a été approuvée par Arrêté ministériel du 23 juillet 2026.

La Directrice générale, La Bourgmestre ff,

L. LEPRINCE Ch. BAZELAIRE

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui, je me permets de poser une question.

Est-ce que cela a été en concertation avec les organisations syndicales? Est-ce que c'est une mesure soutenue par les organisations syndicales?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Monsieur Lemoine.

M. J. Lemoine, Echevin:

Monsieur Bruyère, oui, cela a été évoqué avec les organisations syndicales. Je vais vérifier, puisqu'à chaque fois, évidemment, vous êtes attentif. Je pense que j'ai eu un protocole d'accord complet. Je vous reviens en ce sens mais oui, cela a bien été abordé avec les organisations syndicales.

Et il a été souligné positivement qu'en fait, l'adaptation en ce qui concerne les reprises de contact pour une personne qui est partie en congé de maladie était en fait déjà appliquée à la Ville de Namur et donc c'est une remise en conformité avec la législation supérieure mais c'était déjà appliqué à la Ville de Namur.

Pour rappel, on sait que lorsqu'un agent est parti depuis plus de 6 mois, il est difficile de le réintégrer et donc il y a une prise de contact successivement après 4 semaines, 6 semaines, 10 semaines pour favoriser le retour au travail et voir ce que l'on peut mettre en place pour que l'agent se sente au mieux après un congé de maladie dans la réintégration au sein de nos services.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine.

Monsieur Bruyère. Ah pardon, excusez-moi.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

J'allais juste compléter la réponse de Monsieur l'Echevin puisqu'elle est dans la délibération à l'avant-dernière page de la délibération, deuxième paragraphe, il est bien mis qu'il y a eu un accord des délégations syndicales et que cela se clôture par la rédaction d'un protocole d'accord définitif.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame la Directrice.

Monsieur Bruyère.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Nous soutiendrons, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Bruyère.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment les articles:

- L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal,
- L1124-4 § 6 qui prévoit que la Directrice générale est en charge, après concertation avec le Codir, de la rédaction des projets des statuts du personnel et par extension, du Règlement de travail,
- L1212-2 relatif au statut du personnel,
- L3131-1 relatif à la tutelle spéciale d'approbation;

Vu l'article 2 du Code civil relatif au principe de non-rétroactivité des actes;

Vu la Loi du 08 avril 1965 instituant les règlements de travail et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 03 juillet 1978 relative aux contrats de travail et ses modifications ultérieures;

Vu la Loi du 14 décembre 2000 fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail et la prévention des absences de longue durée;

Vu l'article I.4-71/2 § 1er du Code du bien-être au travail qui prévoit que l'employeur doit inclure dans son règlement de travail une procédure en vue de maintenir le contact avec les travailleurs en incapacité de travail, qui stipule au moins ce qui suit:

- le travailleur en incapacité de travail doit être contacté;
- la fréquence des contacts;

Vu le Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville du 18 mars 2025 et ses modifications ultérieures dont notamment l'article 8 relatif aux horaires, qui dispose:

- au paragraphe premier, que l'horaire de travail peut être flottant, ce qui signifie que le membre du personnel peut déterminer lui-même le début et la fin de ses prestations de travail et de ses pauses, en fonction des impératifs et besoins du service, dans le respect des plages fixes (présence obligatoire) et variables (présence facultative) définies ou pas;
- au paragraphe trois, que les horaires sont déterminés en fonction des impératifs de service public et selon les horaires d'accessibilité de l'Administration communale, les nécessités du service, la nature des activités et la fonction exercée par le membre du personnel;

Attendu que le Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville et ses annexes doivent être modifiés dès que cela est nécessaire; qu'en l'occurrence il convient de:

- compléter l'article 9 du Chapitre II relatif aux horaires flottants du personnel en y insérant un horaire flottant supplémentaire afin de répondre aux réalités de terrain du service Propreté publique (DCV);
- compléter le Chapitre VI par l'ajout d'une section 4 comprenant deux nouveaux articles (49 et 50) afin d'expliquer la procédure appliquée en vue de maintenir le contact avec le personnel en incapacité de travail;

Vu la délibération du Collège communal du 10 septembre 2025, sur l'harmonisation des horaires pour le personnel ouvrier, attribuant l'horaire flottant 3 au personnel d'exécution et l'horaire flottant 2 plus flexible au personnel d'encadrement (de contremaître à brigadier);

Attendu que les plages variables de l'horaire flottant 2 (plages variables, de 2 x 30 minutes) ne peuvent pas s'appliquer au personnel d'encadrement du service Propreté publique - équipes commençant leurs prestations à 5 h - appliquant actuellement l'horaire flottant 5, à savoir:

- Plages fixes (présence obligatoire) et intervalle de repos (30 minutes décomptées d'office, plage non déterminée): de 5 h à 12 h 30. La prestation réalisée de 5 h à 6 h du matin donne lieu à un repos compensatoire de 30 minutes, lequel est utilisé le jour même, réduisant d'autant le temps de prestation de la journée;
- Plages variables (présence facultative): de 4 h 45 à 5 h et de 12 h 30 à 12 h 45;

Attendu que par équité, il est souhaitable de créer un horaire 5bis spécifique au personnel d'encadrement de l'équipe susmentionné élargissant la plage variable de 15

minutes au début et à la fin de la journée comme suit:

- Plages variables (présence facultative): de 4 h 30 à 5 h et de 12 h 30 à 13 h;

Attendu que la procédure en vue de maintenir le contact avec les membres du personnel en incapacité de travail s'inscrit dans une politique active en matière d'absence qui vise à faciliter et à préparer le retour au travail; que cette procédure ne vise en aucun cas à vérifier si l'absence des membres du personnel pour des raisons de santé est justifiée;

Attendu, dès lors, qu'il y a lieu d'ajouter une section 4 intitulée contact avec le membre du personnel en incapacité de travail qui prévoit les éléments requis comme suit:

Art. 49

Dès lors qu'un membre du personnel est en incapacité de travail, la ou le responsable du service Vitalit&Santé ou sa ou son délégué prend contact avec le membre du personnel absent selon la fréquence et les moyens définis à l'article suivant.

Art. 50

En référence à l'article précédent, à titre indicatif, la fréquence des contacts est la suivante:

- Après une période de 4 semaines d'incapacité, un courrier est adressé au membre du personnel absent, visant le maintien du contact et dans lequel sont reprises les personnes de référence pour l'organisation optimale d'un retour au travail.
- Après une période de 6 semaines d'incapacité, un contact téléphonique est pris avec le membre du personnel absent.
- Conformément à l'Arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail, après 8 semaines d'absence, une demande d'estimation du potentiel de travail sera introduite auprès du SEPPT.
- A partir de la 10ème semaine d'incapacité, un entretien d'absence en présence de la ligne hiérarchique est organisé.
- Dès que le retour au travail s'envisage de manière certaine, un entretien positif de retour est programmé.
- Conformément à l'Arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail, dans les 6 mois d'absence, si un potentiel de travail existe, une demande de trajet de réintégration sera introduite auprès du SEPPT.

Attendu que les points ci-dessus ont étés évoqués au Comité de direction en date du 20 mars 2026 pour lesquels un avis favorable a été rendu;

Vu le procès-verbal de la réunion du Comité particulier de Négociation du 22 mai 2026 par lequel les délégations syndicales unanimes marquent leur accord quant aux modifications du Règlement de travail et de ses annexes et conviennent de clôturer la négociation par la rédaction d'un protocole d'accord définitif; et de la négociation syndicale conformément à la réglementation en vigueur;

Vu la version soulignée-barrée du Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville;

Sur proposition du Collège communal des 14 avril 2026 et 02 juin 2026,

Modifie le Règlement de travail applicable à l'ensemble du personnel communal de la Ville comme suit:

Art. 9

§ 5 bis

L'horaire flottant 5 bis se définit comme suit:

- Plages fixes (présence obligatoire) et intervalle de repos (30 minutes décomptées d'office, plage non déterminée): de 5 h à 12 h 30. La prestation réalisée de 5h à 6h du matin donne lieu à un repos compensatoire de 30 minutes, lequel est utilisé le jour même, réduisant d'autant le temps de prestation de la journée
- Plages variables (présence facultative): de 4 h 30 à 5 h et de 12 h 30 à 13 h.

Art. 49

Dès lors qu'un membre du personnel est en incapacité de travail, la ou le responsable du service Vitalit&Santé ou sa ou son délégué prend contact avec le membre du personnel absent selon la fréquence et les moyens définis à l'article suivant.

Art. 50

En référence à l'article précédent, à titre indicatif, la fréquence des contacts est la suivante:

- Après une période de 4 semaines d'incapacité, un courrier est adressé au membre du personnel absent, visant le maintien du contact et dans lequel sont repris les personnes de référence pour l'organisation optimale d'un retour au travail.
- Après une période de 6 semaines d'incapacité, un contact téléphonique est pris avec le membre du personnel absent.
- Conformément à l'Arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail, après 8 semaines d'absence, une demande d'estimation du potentiel de travail sera introduite auprès du SEPPT.
- A partir de la 10ème semaine d'incapacité, un entretien d'absence en présence de la ligne hiérarchique est organisé.
- Dès que le retour au travail s'envisage de manière certaine, un entretien positif de retour est programmé.
- Conformément à l'Arrêté royal du 17 décembre 2025 modifiant le Code du bien-être au travail en ce qui concerne la réintégration des travailleurs en incapacité de travail, après 6 mois d'absence, si un potentiel de travail existe, une demande de trajet de réintégration sera introduite auprès du SEPPT.

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans les quinze jours conformément à l'article L3131-1 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent règlement, tel que modifié, entre en vigueur dès le premier jour qui suit sa publication conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La présente délibération sera transmise à l'Inspection du travail, contrôle des lois sociales dans les huit jours qui suit l'entrée en vigueur.

DEPARTEMENT DE GESTION FINANCIERE

7.1. (U) Souscription des parts ORES Assets après transfert du réseau AIEG

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons passer au Département de Gestion Financière.

C'est une urgence qui est sollicitée pour le point 7.1, souscription des parts ORES Assets après transfert du réseau AIEG.

La motivation, c'est que le paiement des parts devrait intervenir pour le 30 juin ou plus tard mais ne peut intervenir avant que les crédits budgétaires prévus en MB1 ne soient exécutoires. Tout le monde l'aura compris.

Dans l'hypothèse où le versement ne peut être effectué avant le 30 juin 26, comme initialement demandé; les statuts d'ORES prévoient un délai de 4 mois à compter de l'appel à la souscription pour effectuer le paiement, soit le 29 septembre 2026 pour procéder au versement.

Considérant que les souscriptions de participation relèvent du Conseil et sont soumises à l'approbation de la tutelle, il revient dès lors de proposer la souscription de parts à cette séance du Conseil et non à celle du 1er septembre 2026.

Je vais d'abord vous demander un vote sur l'urgence. C'est ok pour tout le monde? Oui, je vous remercie.

Et un vote sur le fond du dossier? Cela m'a l'air ok aussi, parfait.

Je vous remercie beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, spécialement ses articles L 1122-30 et L 3131-1, §4, 3°;

Vu la circulaire régionale du 21 janvier 2019 relative aux pièces justificatives en lien avec les actes soumis à Tutelle;

Vu l'article L1122-24 du CDLD qui dispose que "Aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion sauf dans les cas d'urgence impérieuse motivée où le moindre retard pourrait porter préjudice";

Vu sa décision du 09/12/2025 relative à la convention multipartite liée au transfert du réseau AIEG à ORES avec reprise de l'exploitation en tant que Gestionnaire du Réseau de distribution;

Considérant que ce transfert s'accompagne d'une souscription de parts en ORES Assets à hauteur du montant en provenance de l'AIEG et validé par les différentes parties, soit un montant de maximum 1.160.511,45 € correspondant à 37.077 parts d'ORES Assets;

Considérant que ces nouvelles parts participeront aux bénéfices comptables de l'exercice 2026 à partir du 1er juillet 2026 et qu'elles donneront dès lors droit aux dividendes qui seront décidés par l'Assemblée générale ordinaire de 2027, au prorata de la participation de la Ville;

Considérant que le paiement des parts devait intervenir pour le 30 juin au plus tard;

Considérant néanmoins que le paiement ne peut intervenir avant que les crédits budgétaires prévus en MB1 2026 ne soient exécutoires (MB présentée au Conseil du 23 juin 2026 soumise à approbation de la Tutelle);

Considérant que dans l'hypothèse où le versement ne peut être effectué avant le 30 juin 2026 comme initialement demandé, les statuts (article 12) d'ORES prévoient un délai de 4 mois à compter de l'appel à souscription pour effectuer le paiement, soit le 29/09/2026 pour procéder au versement;

Considérant que les souscriptions de participations relèvent du Conseil et sont soumises à l'approbation de la Tutelle;

Qu'il convient dès lors de proposer la souscription de parts au Conseil du 23/06/2026 plutôt que celui du 01/09/2026;

Considérant que la réception des fonds en provenance de l'AIEG (1.160.511,45€) était prévue pour le 19/06/2026 et devrait être perçue dans les jours à venir;

Considérant qu'un crédit budgétaire de 1.160.511,45 € figure au budget extraordinaire, après MB1/2026 à l'article 552/816-51 libellé «souscription ~~de~~ part ORES» dont le financement est prévu par fonds propres (article 552/862-51);

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier en référence à l'article L 1124-40 §1,3°et 4° du CDLD;

Vu l'avis rendu par la Directrice financière ff en date du 22 juin 2026;

Vu les statuts de ORES Assets;

Sur proposition du Collège communal du 23 juin2026,

Souscrit 37.077 parts d'un montant global de maximum 1.160.511,45 € dans ORES ASSET (numéro d'entreprise 0897436971) dont le siège est établi Avenue Jean Mermoz, 14 – 6041 Gosselies.

La dépense de 1.160.511,45 € sera imputée sur l'article 552/816-51 libellé "souscription part ORES" du budget extraordinaire de l'exercice en cours et financée par fonds propres (article 552/862-51) sous réserve de l'inscription des crédits ad hoc en MB1/2026, son vote par le Conseil et son approbation par l'Autorité de Tutelle.

Transmet sa délibération:

- à M. le Ministre des Pouvoirs Locaux dans le cadre de la Tutelle spéciale d'approbation avec transmission obligatoire de l'acte et ses pièces justificatives sur les prises de participation dans des organismes publics ou privés autre que les intercommunales;
- à ORES ASSETS pour sa bonne information.

COMPTABILITE ET CAISSE CENTRALE

8. <u>Compte 2025</u> (*)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point Comptabilité et Caisse centrale, je propose que le point 8, relatif au compte, soit traité conjointement au point 10, relatif aux MB1.

Je passe la parole à l'Echevine des Finances sur le sujet.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Merci Monsieur le Président.

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil et du Collège,

Notre ordre du jour prévoit d'aborder le compte 2025 ainsi que la modification budgétaire n°1 de 2026. On va donc comme le Président vient de le proposer, globaliser les deux points.

Un premier commentaire ainsi concerne le compte 2025. Comme vous le savez, les deux dernières années, la présentation du compte n'avait malheureusement pas pu être faite avant l'été pour des raisons que nous avions déjà eu l'occasion d'évoquer tant en commission qu'en conseil. Ce n'est plus le cas cette année, même si nous n'atteignons pas le délai du 30 mai qui serait un idéal.

Je voudrais remercier tout particulièrement les équipes du DGF pour le travail réalisé et pour permettre de présenter ce point relatif au compte au Conseil communal de juin. C'est une amélioration par rapport aux deux années précédentes. On a voulu renforcer cette équipe pour permettre de retrouver des délais plus acceptables.

(*) La délibération a été approuvée par Arrêté ministériel du 21 août 2026.

La Directrice générale, La Bourgmestre ff,

L. LEPRINCE Ch. BAZELAIRE

Sur le fond, le résultat du compte 2025 se clôture en strict équilibre. Mais comme depuis plusieurs années déjà, ce résultat, satisfaisant en apparence, ne tient que grâce aux aides Oxygène et doit donc être nuancé.

En effet, sans tenir compte de l'aide Oxygène de 2025 à hauteur de 24,1 millions d'euros. Le résultat de l'exercice propre aurait été présenté en mali de près de 16,3 millions d'euros. Notons que ce résultat est très proche de celui de la MB finale de 2025 qui prévoyait hors aide un déficit de l'ordre de 17,5 millions. Il est important aussi de rappeler que ce résultat permet d'alimenter les réserves et provisions ordinaires de la Ville.

A l'exercice propre hors Oxygène, les recettes sont inférieures aux prévisions pour 4,9 millions d'euros, soit un écart de 2%, et les dépenses pour 6 millions d'euros, soit un écart de 2,3%. Ces écarts expliquent les résultats meilleurs qu'escomptés de l'ordre de 1,2 million d'euros hors recettes compensatoires, donc les recettes n'ayant pas pu être constatées avant le 31 décembre 2025. Ces recettes sont estimées, quant à elles, à 1,5 million.

Si les écarts sont clairement marginaux en termes de pourcentage, notons que l'écart le plus important se situe au niveau des dépenses de fonctionnement pour une moindre dépense de 4,6 millions d'euros. Il s'agit en l'occurrence d'une bonne nouvelle qui traduit notamment une utilisation parcimonieuse de l'argent public.

Une analyse plus précise sera toutefois faite par le DGF pour intégrer les éléments pertinents au-delà de ce qui a déjà été fait en MB1 2026. Et on aura davantage de précisions à cet égard lors de prochains travaux budgétaires.

Notons également que les exercices antérieurs se clôturent eux aussi plus favorablement que prévu et que ce bonus se voit en très grande partie transféré vers le fonds de réserve ordinaire.

En conclusion, si ce compte 2025 présente des éléments positifs qu'il faut souligner, la situation financière structurelle 2025 est largement déficitaire et justifie pleinement d'une part, les mesures qui ont été prises en 2025 et 2026 visant à réduire le déficit de l'exercice en cours et ceux de la trajectoire à 5 ans, ainsi que d'autre part, les futures mesures de gestion qu'il conviendra de prendre encore pendant plusieurs années.

Ces éléments du compte 2025 et contextuel posés, venons-en aux modifications budgétaires n°1 qui introduisent le résultat de ce compte et intègrent les premiers ajustements de l'année, tant à l'ordinaire qu'à l'extraordinaire.

Au niveau de la modification budgétaire 1, elle présente à l'exercice propre et au global un résultat en strict équilibre, mais, et je reviens aux aides Oxygène, ce résultat doit être nuancé puisque sans les écritures liées à ces aides Oxygène, la modification budgétaire n°1 présenterait en réalité un déficit de près de 16 millions d'euros, soit identique à celui qu'on a connu dans le compte 2025.

Si ce déficit de plus de 6% des recettes ordinaires reste important, trop important, il convient aussi de noter avec satisfaction qu'il est en diminution par rapport au budget initial 2026 de plus de 3,7 millions d'euros mais également par rapport aux derniers travaux budgétaires de 2025.

Il s'agit d'une amélioration sensible qui témoigne des premiers effets des mesures de gestion prises, tout en espérant que celles-ci ne soient pas à terme annihilées par les effets induits de l'inflation, de la situation géopolitique ou encore par des décisions d'autres niveaux de pouvoir qui nous impacteraient négativement.

Enfin, comme déjà mentionné en introduction, le résultat des exercices antérieurs est aussi amélioré par l'incorporation des recettes compensatoires des comptes 2025 pour un montant estimé à 1,5 million.

Au niveau du fonds de réserve et des provisions, le total estimé au 31 décembre 2025 est porté à près de 83 millions d'euros, soit 13,7 millions d'euros de plus que fin 2025 après la clôture du compte.

Comme vous le savez, ces moyens, thésaurisés au fil du temps, depuis longtemps sont destinés à nous permettre d'équilibrer les exercices futurs dans l'attente d'une solution de financement plus structurelle qui viendrait de la Région wallonne.

Enfin, concernant les aides Oxygène, comme déjà expliqué, suite à la décision du Gouvernement wallon du mois de décembre 2025, il est désormais acté que le montant global de ces aides portera sur un montant de 108,6 millions d'euros contre 108,7 millions d'euros envisagés initialement en 2021.

En matière de recettes ordinaires, le total après MB1 s'élève à 279 millions et demi, soit une diminution de 21,8 millions d'euros. Cet écart important est essentiellement lié à l'ajustement de cette toujours Oxygène qui diminue de 24,6 millions par rapport aux prévisions.

Hors mouvement lié aux recettes de prélèvements, soit essentiellement Oxygène, les recettes ordinaires sont en amélioration de près de 2,8 millions. Les recettes de prestations augmentent de plus de 500.000 € sur base des montants réellement perçus en 2025 mais aussi des recettes de l'exercice propre, tels que constatés ou estimés.

Les recettes de transfert augmentent également pour un montant de plus de 3 millions d'euros en raison d'ajustements tant à la baisse qu'à la hausse, notamment suite à l'intégration des montants actualisés du Fonds des Communes, des additionnels à l'IPP pour un total de 2 millions d'euros, mais aussi en raison de l'actualisation d'autres recettes, dont celles liées au comportement infractionnel et aux amendes administratives pour 1,8 million d'euros.

Les recettes de dette sont quant à elles en diminution de plus de 800.000 € en raison de l'ajustement à la baisse des intérêts créditeurs, conséquence directe d'une trésorerie plus tendue que par le passé, comme déjà constatée au compte 2025.

Enfin, les recettes de prélèvement diminuent drastiquement de 24,6 millions d'euros en raison de l'ajustement des aides Oxygène à la réalité des chiffres définitifs arrêtés par le Gouvernement wallon, comme déjà mentionné.

Après les recettes, venons-en aux dépenses. Le total des dépenses ordinaires après MB1 s'élève à 279,5 millions d'euros, soit une diminution globale de 21 millions d'euros. Comme pour les recettes, l'explication tient pour l'essentiel à l'ajustement lié aux aides Oxygène.

Hors mouvement lié aux dépenses de prélèvement, soit Oxygène toujours, les dépenses ordinaires diminuent en réalité de l'ordre de 1 million. Les dépenses de personnel augmentent d'un peu plus de 700.000 €, essentiellement en raison de l'intégration des données liées à l'indexation effective des salaires en mars 2026 au lieu d'avril 2026 et d'une seconde indexation qui est attendue pour le mois de septembre de cette année, selon les dernières prévisions du bureau du plan.

Comme lors de chaque exercice, ces dépenses seront surtout adaptées lors de la MB2 sur base des chiffres réels des huit premiers mois de l'année.

Les dépenses de fonctionnement diminuent quant à elle marginalement de 45.000 € en raison de divers mouvements, tant à la hausse qu'à la baisse. Notons quelques diminutions importantes: 150.000 € pour les frais d'affranchissement en raison du nouveau marché, 100.000 € en matière d'éclairage public et enfin 50.000 € en matière de consommation d'eau en raison des investissements passés en compteur intelligent.

Les dépenses de transfert diminuent de près de 400.000 € en raison de divers mouvements dont la majorité sont compensées par des recettes moindres. Excepté ces mouvements contrebalancés en recettes, notons une diminution importante de 100.000 € des dotations aux fabriques d'églises sur base des chiffres réels des budgets 2026.

Les dépenses de dette diminuent de 1,3 million d'euros exclusivement en raison de l'adaptation à la baisse des charges Oxygène sur base des dettes définitives 2025. Ces dépenses seront adaptées en MB2 à la réalité des besoins et des taux.

Enfin, les dépenses de prélèvement, tout comme les recettes de prélèvement dont nous avons déjà parlé, diminuent de plus de 20 millions d'euros en raison de l'adaptation des aides Oxygène. Ce sont les éléments principaux en ce qui concerne le budget ordinaire.

En ce qui concerne le budget extraordinaire, le total du programme d'investissement s'élève à 34 millions d'euros avec un financement de 17,4 millions par emprunt, 10,6 millions par subsides, 6 millions par prélèvement sur le fonds de réserve et enfin 400 millions par intervention tiers.

Il est important de souligner que ce budget extraordinaire après MB1 respecte d'une part, la balise d'emprunts telle que fixée dans le cadre des mesures de gestion visant à limiter à 13 millions par an la masse empruntable de la Ville et d'autre part, le fait que les deux ratios d'endettement imposés par la Région comme le prévoit la circulaire, celui des charges financières à concurrence de 11,14% sur un maximum autorisé de 15,50% et celui du volume de la dette à concurrence de 124,35% contre un maximum de 125%, ce qui n'était plus le cas depuis un certain temps.

Après ces explications sur le compte et la MB, il est temps de conclure pour laisser place au débat. Ce compte 2025 et cette première modification budgétaire de 2026 affichent donc des résultats meilleurs qu'escomptés et traduisent une légère diminution du déficit.

Même s'il s'agit d'une bonne nouvelle qui témoigne notamment des effets des premières mesures de gestion, il faut rappeler que le résultat affiche toujours un déficit important de plus de 16 millions d'euros et que ce dernier nous impose de continuer la mise en œuvre des mesures de gestion décidées mais aussi d'en prendre de nouvelles pour l'avenir.

Compte tenu des réserves et provisions, la situation de la Ville sur le plan budgétaire n'est aujourd'hui pas problématique à très court terme mais elle demeure néanmoins préoccupante à court terme au niveau des liquidités et de la confiance bancaire pour les marchés d'emprunt et à moyen terme pour l'équilibre budgétaire au fur et à mesure de l'utilisation des réserves et provisions sans actuellement des perspectives d'aide pérenne de la Région.

Enfin, cette situation financière tendue doit aussi se lire dans un contexte géopolitique complexe dans lequel l'inflation progresse (4% selon le dernier bulletin du bureau du plan), ce qui avec certitude impactera négativement les prochains travaux budgétaires au niveau des salaires, de l'énergie et des matériaux, tant pour la Ville que ses entités consolidées que sont le CPAS et la Zone de Police.

Comme déjà mentionné à plusieurs reprises, le plan Oxygène vient à échéance fin 2026 et la Région n'a actuellement pas apporté de solution de substitution pour un financement pérenne des Villes et Communes en difficulté. Si nous attendons toujours un signe de leur part pour connaître l'ampleur réelle de l'effort à réaliser pour à nouveau tendre vers l'équilibre, gageons que même si la situation financière de la Région est aussi compliquée, nous puissions disposer de plus d'informations pour la présentation et la préparation en amont du budget 2027.

Merci au DGF, je le redis, pour le travail réalisé dans une période compliquée, l'équipe du budget du compte et la ligne hiérarchique. Merci aussi à Marc Bruyr, notre Directeur financier, pour ces années passées à nos côtés et plus particulièrement pour son application personnelle dans la gestion de la dette, la gestion dynamique de la dette comme on l'a souvent dit, le redressement de la Régie foncière ou encore la gestion financière de la Zone de Police qui auront permis de réaliser au fil des ans de nombreuses et substantielles économies, même si les dernières années ont été plus compliquées.

Je me rappellerai tout particulièrement de mes premières années aux Finances, il y a quelque temps déjà et de notre Dream Team des finances que je n'oublie pas. Je fais confiance à l'équipe actuelle pour poursuivre le travail.

Rapport à notre Directeur financier, son regard et ses conseils en matière financière nous manqueront, tout comme son franc-parler et ses expressions imagées, qui sans nul doute, lui survivront.

En vous remerciant pour votre attention, je reste bien entendu avec mes collègues à votre disposition pour répondre à vos questions.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Qui souhaite prendre la parole?

Monsieur Martin. Et puis Monsieur Seumois et puis Madame Grandchamps.

Je ferai le tour, allez-y.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci Monsieur le Président.

Puisque vous m'y invitez, Madame Barzin, je voudrais moi aussi avoir une pensée pour Marc, ses proches et aussi pour toute l'équipe qui derrière lui ont pu compter sur son expertise. Je pense en effet que voilà toutes nos pensées vont vers lui et ses proches.

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

Excusez-moi, est-ce qu'il est possible d'augmenter les micros parce qu'on n'entend rien du tout?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous entendez en régie?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Cela va être difficile. Je vais essayer.

Voilà, je voulais aussi, Madame Barzin, profiter de votre conclusion pour remercier toute l'équipe du DGF pour le travail qu'ils ont su accomplir et on y est presque. On est presque au 30 mai, mais je sais que le travail a été fastidieux. Et je remercie aussi, sans vouloir m'approprier toutes les éloges, mais d'avoir insisté sur le fait qu'il fallait pouvoir donner tous les outils à cette équipe pour faire ce qu'elle a fait pour fonctionner donc je trouve que vous avez eu raison de renforcer les équipes parce que je pense qu'ils en avaient besoin. La preuve, s'il le fallait, c'est qu'on est presque dans les temps et que le travail est effectué.

Ces considérations et sans transition, je voulais, Madame la Bourgmestre, puisque vous êtes de nouveau parmi nous, encore prendre un exemple, si vous me le permettez, sur ce que nous avons dû vivre ces dernières heures.

Vous pouvez imaginer que les Conseillers communaux que nous sommes, même si nous travaillons très tard et même la nuit pour préparer les Conseils, quand on reçoit une délibération modifiée et des notes le jour même de la séance, c'est naturellement difficile pour nous de pouvoir la digérer, d'être sûr de pouvoir la comprendre. Alors je sais et je leur dis, leur disponibilité et je suis persuadé que si j'avais posé des questions, ils m'auraient répondu.

Mais malheureusement, mon temps de travail d'aujourd'hui était compté et je n'ai pas su le faire.

Tout cela pour vous dire que vous devez aussi, à un moment donné, vous mettre à notre place. Et les comptes, ce n'est quand même pas anodin. Ici, la délibération modifiée, quand le Président disait "cela ne change rien", c'est juste quand même 13 millions d'euros. 13 millions d'euros, alors je ne remets pas en cause, je le dirai tout à l'heure, la question de l'expertise des échanges que vous avez pu avoir du CRAC, mais je n'étais pas autour de la table.

J'ai cette note sous les yeux dont j'ai pu prendre connaissance entre la voiture et ici puisque je n'avais pas eu l'occasion de le faire toute la journée. Donc j'ai bien pu la prendre en considération, mais vous me permettrez quand même de regretter le fait que cette note soit glissée, alors que j'ai cherché hier dans les comptes pour voir si elle n'y était pas, elle n'y était pas, elle est ajoutée aujourd'hui, et donc j'aurais pu moi-même m'en imprégner.

Et sans vouloir faire de formalisme juridique, le Code de Démocratie Locale nous donne quand même la possibilité de pouvoir arrêter les comptes communaux confortablement. Et pour pouvoir les arrêter, Il y a deux choses. D'abord, si les modifications sont purement matérielles et techniques, il y a moins de soucis. Mais si elles sont substantielles, ce qu'on pourrait considérer ici, je pourrais considérer que, comme elles sont substantielles et que les délais n'ont pas été respectés, que les comptes ne peuvent pas être approuvés puisque la délibération qui nous a été soumise ne respecte pas les délais.

Je ne le ferai pas mais c'était juste pour attirer votre attention sur le fait que, même si ce n'est pas dans votre intention de nous ennuyer, et je ne le considère pas, je veux juste attirer votre attention sur le fait que ce n'est pas évident pour nous de pouvoir être dans ce feu au quotidien et dans ces éléments-là.

Alors peut-être qu'il y a un problème de planning, peut-être en effet qu'il aurait fallu pouvoir avoir ces réunions avec le CRAC plus tôt, je n'en sais rien mais toujours est-il que c'est très inconfortable pour nous de pouvoir considérer qu'à un moment donné, les remarques qu'ils formulent, et ils ont l'autorité pour le faire, empiètent naturellement sur la délibération qui nous est présenté aujourd'hui.

Sur ce qu'il est demandé de faire, c'est un transfert de 13 millions d'euros de provision Oxygène vers la provision pension. Ce n'est pas une simple virgule comptable. Nous avons pu lire ce que le Directeur financier faisant fonction nous expliquait dans son mail et donc il fallait aller chercher la phrase un peu plus loin pour tenter d'y répondre. Et donc, considérant que selon le CRAC, il faut en effet pouvoir apporter cette correction, cette dimension politique nous oblige aujourd'hui à prendre en considération cette correction et chose qu'on fait quasiment en séance.

Donc pour l'avenir, vraiment, je vous demande que les échanges avec le CRAC et la tutelle aient lieu avant les commissions des finances pour qu'on puisse avoir, à tout le moins, une transmission sur les projets des comptes aux Conseillers et qu'elle ne soit pas modifiée de manière substantielle.

Sur les comptes, vous affichez un strict équilibre budgétaire, vous l'avez dit Madame Barzin, et je ne vais pas vous répéter, en effet, il faut lire que cet équilibre n'est pas un équilibre au sens propre du terme. Mais la réalité de l'exercice est un mali structurel de 16,3 millions, dont soit 7% de nos recettes ordinaires.

Ce déficit est masqué par deux béquilles.

L'aide Oxygène pour cette année de 24,1 millions d'euros injectés. Rappelons que c'est un emprunt dont la Ville devra rembourser 85% du capital. Vous l'avez très bien souligné. Et j'en profite au passage pour dire que cette charge annuelle de 2025 n'est pas encore dans les projections 2027-2031, ce qui fausse naturellement déjà la projection qu'on peut avoir aujourd'hui.

L'autre béquille, c'est le refinancement provincial de la Zone NAGE, sans cette aide extérieure de 2,7 millions, votre déficit frôlerait les 19 millions d'euros avec une Ville qui ne peut plus financer ses missions régaliennes, pension, précarité, pompier, police, ce fameux 4P, sans cette assistance respiratoire régionale permanente.

C'est une Ville qui a perdu sa souveraineté. C'est pour cela que je pense qu'il faut continuer à agir, ne pas attendre mais agir, et j'en reviendrai tout à l'heure dans mes propos de conclusion.

Et c'est dans ces moments-là, puisque je parle de la Zone NAGE, qu'on peut mieux percevoir le sens de mon intervention lors du dernier Conseil, quant à la charge réelle des Villes et Communes et de cette bulle d'oxygène supplémentaire qui aurait été la bienvenue pour notre budget 2027 de pouvoir avoir et de pouvoir compter sur une réserve plus grande en isolant cette dotation à la Zone NAGE.

La situation, vous l'avez dit, Madame Barzin, n'est pas simple, que ce soit à court, moyen ou long terme, on peut regarder dans tous les sens, on pourrait même considérer que c'est une bombe à retardement, ce n'est pas propre à la Ville de Namur, mais la Ville de Namur n'est pas épargnée.

L'endettement total dépasse les 3,5 millions d'euros, soit 19% d'augmentation depuis 2020. On a bien sûr, vous l'avez précisé, cela nous a été expliqué, des réserves et des provisions, un matelas constitué en réalité par de l'endettement, il faut le dire aussi, puisque cette dette de trésorerie CRAC Oxygène explose.

On passe de 33 millions à 93 millions d'euros en moins de 5 ans. Donc c'est une multiplication quasiment par 3. Cette dette, c'est la dette propre ou d'investissement sur papier maîtrisé, mais ce qui est inquiétant, c'est qu'elle n'est pas encore en prise au bilan.

La charge de l'aide CRAC, je l'ai dit tout à l'heure, 2025, 3,6 millions d'euros ne figurent pas au compte parce qu'il a été perçu, en effet, fin d'année 2025, donc une dette supplémentaire s'il fallait le signaler.

Il y a aussi, et on en a discuté à votre réunion, ces fameux 50 millions d'euros de projets dont certains engagements ont déjà été assurés en termes de paiement, engagés sur l'ancienne législature, qui attendent toujours d'être financés.

Alors quelques marchés ou en tout cas quelques factures qui ont déjà été payées l'ont été fait majoritairement sur de la trésorerie, ce que moi j'appelle la dette cachée. Cela veut dire clairement que nous avons en effet là des montants qui ne sont pas repris in extenso, mais qui existent bien, des engagements ont été faits.

Et il nous faudra les assumer puisque les marchés sont passés. Et je vois d'ailleurs que Monsieur Detry opine du chef, puisque nous en avons discuté ensemble lors de la commission. Donc il ne faudra naturellement pas les cacher, ces 50 millions d'euros. En tout cas, une grande partie. Il faudra pouvoir aussi les financer, que ce soit par de la trésorerie ou de l'emprunt. Mais il faudra pouvoir faire en sorte que cette trésorerie ou de l'emprunt soient au rendez-vous.

Et en parlant de trésorerie, elle est extrêmement tendue. Elle nous a déjà coûté presque 900.000 € d'intérêts de créditeurs perdus pour cette année. C'est un fameux pari risqué sur l'avenir, avec des banques qui commencent à restreindre leur offre envers notre Ville. On l'a évoqué en séance avec Belfius lorsqu'il est venu présenter le scan financier.

On voit combien aujourd'hui, pour pouvoir emprunter, c'est difficile et combien les exigences sont très élevées et très fortes. Les nouveautés d'aujourd'hui ne me rassurent pas. Quand on vend une partie de Belfius, je ne suis pas sûr que ce sera plus facile demain d'emprunter. Je me trompe peut-être, mais j'ai quand même l'impression que ce ne sera pas plus simple.

Et donc dès lors toutes les aides extérieures seront naturellement les bienvenues pour pouvoir assurer nos missions. Une banque qui deviendra donc partiellement privée par la volonté du Fédéral et de ses gouvernants actuels de céder une partie de Belfius. Je pense que cela a le mérite d'être souligné.

Cette dette supplémentaire à contracter est une épée de Damoclès supplémentaire sur les prochaines générations de Namurois. Il faut aussi le rappeler.

Sur la modification budgétaire, l'exercice propre de 2026 après la MB se solde par un résultat à l'équilibre mais lui aussi un équilibre caché puisqu'il a aussi des aides naturellement, mais en diminution de 632.000 € par rapport au budget initial avec quelques éléments de recettes dont je ne sais pas si on peut se réjouir mais qui ont été enregistrées.

Tout comme lors des travaux budgétaires précédents, il convient, une nouvelle fois, de relativiser ce résultat. En effet, celui-ci est obtenu au moyen de recettes de prélèvements à l'exercice propre d'un montant de 21.772.000 €. Vous me permettrez de ne pas vous dicter toutes les virgules.

Cette recette est obtenue par une ponction de plus de 700.000 € dans la provision CPAS et le rapatriement d'un montant de plus de 21.000 € en provenant du droit de tirage du plan Oxygène de la Région wallonne. Ce dernier montant correspond à la tranche maximale du plan Oxygène qu'il serait possible d'obtenir pour l'exercice 2026, selon la décision du Gouvernement.

Il est également important de rappeler que cette recette de transfert de 6 millions d'euros est prévue exceptionnellement en 2026, afin de rapatrier une partie des réserves et de provisions constituées par la Zone de Police lors des précédents exercices.

De plus, une dépense de prélèvement est prévue pour un montant de 5.735.000 €. Afin d'alimenter la provision dite Oxygène, ce montant a été déterminé en équilibrant les résultats de l'exercice propre après la MB1. Pour rappel, cette provision a pour but de soulager les finances communales lors des prochains exercices.

Après déduction de l'ensemble des recettes et des dépenses exceptionnelles et du prélèvement habituel dans la provision CPAS, le résultat de l'exercice propre présentait dès lors un important déficit de 16.036.937,56 € précisément.

Le total estimé des réserves et des provisions au 31 décembre 2026 porte sur 83 millions d'euros, soit un résultat en amélioration de 13 millions d'euros dès lors que le solde définitif connu fin 2025, après clôture du compte, était de 69 millions de provisions.

En déduisant la partie de provisions CPAS déjà mobilisées dans le cadre de l'actualisation du plan de gestion 2023-2027, les réserves mobilisables présumées au 31 décembre 2026 portent sur un montant global de 82.217.000 € après l'élaboration de cette première modification budgétaire.

Comme indiqué ci-avant, un tirage de 21.000.000 € est finalement pressenti en 2026 dans le cadre du plan Oxygène, ce prélèvement plus amplement expliqué dans la section suivante permet d'une part d'équilibrer le résultat d'exercice propre et d'autre part d'alimenter la provision plan Oxygène pour un montant de 5.735.000 € avec l'accord du CRAC.

Sans les artifices comptables, le déficit réel serait plus de 16 millions d'euros. C'est écrit noir sur blanc dans la note du DGF en page 10 de la MB après déduction des recettes des dépenses exceptionnelles. Le résultat de l'exercice propre présenterait un déficit structurel de 16.036.000 €.

La Ville de Namur aura tendance, publiquement et politiquement, à présenter un déficit qu'on pourrait qualifier d'abyssal et surtout structurel en équilibre artificiel mais c'est en effet, le jeu de l'écriture via l'aide Oxygène.

En page 12 de la note d'explication de la modification budgétaire, le plan Oxygène de la Région wallonne sur base des données collectées par la Région wallonne, la capacité maximale d'emprunt à laquelle la Ville pouvait recourir est de 158 millions d'euros à concurrence des maximas suivants par année. Mais en page 13, on aura pu le voir et obtenu des explications que ce n'est pas 158 millions d'euros, mais un montant global de 108 millions d'euros qui sera prévu pour les tranches 2022 à 2026.

Le CRAC n'a pas trouvé une banque, j'en parlais tout à l'heure, pour prêter autant à Namur qu'elle voulait, cela a été la même chose dans les autres grandes villes, d'où la différence ici des 50 millions d'euros prévus initialement. Ce que Namur appelle les provisions réserves, ce sont en réalité des emprunts à concurrence de 108 millions d'euros que les enfants namurois devront rembourser un jour ou l'autre.

Namur n'a pas constitué un matelas financier lié à la bonne gestion du passé, uniquement par le fait et surtout par le fait du plan du CRAC, à savoir le plan Oxygène. Ces provisions réserves ne sont pas des mannes financières qui sont dotées par la bonne gestion mais ce sont des emprunts.

Namur va se vanter d'avoir rempli des réserves en bon gestionnaire mais les remplit avec de l'argent emprunté via le CRAC. Les provisions réserves sont constituées de la sorte et ce n'est, honnêtement, pas uniquement la Ville de Namur qui agit de la sorte mais il est bon de le rappeler.

Sur le volet des projections 2027-2031, qu'on pourrait qualifier d'une bombe structurelle à retardement, je l'ai dit tout à l'heure, puisque Madame Barzin l'a signalé, si à court et moyen terme, on se tient à partir de 2029-2030, l'exercice devient difficile si nous n'avons pas de solution qui arrivent des autorités supérieures.

En tout cas, aujourd'hui, le Collège n'a aucune vision d'une trajectoire de retour à l'équilibre, sans cette aide. Le déficit augmente chaque année et la trajectoire crédible pour revenir à l'équilibre se creuse. Le Collège va devoir brûler les réserves pour masquer l'absence de maîtrise structurelle.

Pourtant, en 2030, Namur sera totalement débarrassé de la Zone NAGE, encore heureux si en plus on devait assumer ce P-là. Et donc, je vous le disais, Madame la Bourgmestre, tout à l'heure, il faudrait nous débarrasser des autres P, avec la Police, avec la pauvreté du CPAS. On en parlera tout à l'heure. Il y en aura aussi pour vous, Madame Klein, ne vous en faites pas. Et on espère, en tout cas, d'avoir une aide des autorités supérieures. Et vous devez plaider de la sorte.

Ce qui est particulier, c'est qu'à Namur, on fait plus d'efforts en 5 ans pour le P de la Police que celui du CPAS, le P de pauvreté. En page 28 de la note, on peut en effet voir que pour la

Zone de Police, on est toujours avec une dotation de près de 8 millions d'euros, alors que pour le CPAS, on est à une dotation de 5.650.000. Je pense que là aussi, et Madame Barzin, je ne veux pas vous prendre à défaut, je pense que cela, on peut le jeter et le mettre à la poubelle parce que clairement, avoir une trajectoire comme celle-ci sans connaître ce qu'il sera demain, ni les dégâts causés par les réformes et qui infecteront notre CPAS, je pense en effet qu'on pourra réécrire l'histoire de nombreuses fois avec des projections telles que celles-là.

Le déficit structurel d'ailleurs du CPAS n'est même pas intégré dans les projections 2027-2031. Gérer pourtant c'est prévoir en refusant de l'intégrer l'explosion prévisible des besoins sociaux dans vos trajectoires de retour à l'équilibre, vous pratiquez la politique d'un semblant comme si les choses allaient se régler d'elles-mêmes.

Et pourtant, Madame Klein, vous avez beau dire tout ce que vous voulez, cela ne sera pas le cas et je ne suis pas sûr que le Fédéral vous aidera à 100% des conséquences des mesures qui sont prises. La Ville de Namur n'a donc qu'une stratégie espérée pour après 2031, en espérant que d'autres viendront vous sauver. Le plan Oxygène, elle, vient fin 2027 finir ses effets.

En conclusion, on peut prendre acte d'une MB techniquement, fictivement équilibrée, mais politiquement, on ne peut pas se satisfaire d'un équilibre apparent puisque, je viens de l'expliquer, elle montre que l'exercice propre ne tient compte que des éléments exogènes.

Le plus préoccupant dans les projections de ce retour à l'équilibre, bien loin de là, elle dénonce encore des déficits importants, catastrophiques. Donc on espère en effet qu'il y aura des efforts qui viendront.

Alors, sur les conclusions et les solutions, Madame la Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres de la majorité, on notera que le CRAC nous rappelle dans la première page que j'ai pu lire, et ce n'est pas une surprise, que les déficits constatés à l'exercice propre et sur la période 2027-2031, le déficit à l'exercice global en 2031, sont tous supérieurs au seuil acceptable, soit l'addition des cotisations de responsabilisation Ville et CPAS, de sorte qu'il est impératif de prendre les mesures de gestion complémentaires et utiles.

Ce n'est pas une surprise. On vous demande de continuer à tordre tout ce que vous pouvez tordre alors qu'on le sait que les éléments exogènes qui font peser le plus lourd viennent des réformes de vos gouvernements à la Région et au Fédéral.

Parce que votre politique de rage taxatoire locale, pourtant dénoncée par le MR lui-même aux autres niveaux de pouvoir à l'encontre de son partenaire Engagés – c'est Madame Deom qui le publiait sur son site ou en tout cas sa page Facebook aujourd'hui – ambiance, un comble entre le MR et Les Engagés, ne produiront pas les effets escomptés.

Mis à part que ce sont les Namurois qui en font les frais et ont servi de variable d'ajustement, les deux exemples épinglés que je vais épingler ici, figurent dans vos documents, ne démontrent justement qu'ils ne seront pas au rendez-vous, mais démontrent aussi que ce sont les Namurois qui sont des variables d'ajustement.

D'abord, les 178.000 € d'économies sur les plaines de vacances dans la MB1. On peut s'en réjouir, en tout cas c'est ce que vous avez démontré. En tout cas, une chose est sûre, c'est que le service public n'est plus au rendez-vous, et l'explosion des recettes liées aux amendes administratives, plus 1,4 million d'euros, soit 66% par rapport aux prévisions. Voilà deux exemples qui argumentent mon propos.

Le résultat, ces mesures, vos mesures sont aussi insupportables que contestables pour la plus grande majorité d'entre elles. Elles ne combleront jamais, jamais le gouffre abyssal de 16 millions d'euros qu'il faudra trouver pour pouvoir revenir à un équilibre.

Par contre, dans les solutions, Madame la Bourgmestre, s'associer réellement à l'appel des Grandes Villes m'apparaissait beaucoup plus juste et indispensable. Et peser de tout votre poids sur tous les niveaux de pouvoir supérieurs doivent répondre impérativement à des conséquences pour les communes des Grandes Villes, singulièrement des mesures qu'ils prennent.

Et je vous pose la question. Comment devons-nous interpréter votre absence lors de la présentation de l'étude de l'Union des Villes et Communes où les Bourgmestres des grandes villes wallonnes étaient tous présents pour soutenir et motiver l'urgence d'un refinancement?

Notre ville, Namur, fait partie des neuf grandes villes wallonnes, qui, bien qu'étant des moteurs économiques et sociaux, se trouvent aujourd'hui dans une situation financière qualifiée d'explosive. Alors que 88% du déficit total des communes wallonnes se concentre dans ces pôles urbains, il est grand temps de regarder en face les conséquences des politiques menées par vos Gouvernements, par vos gouvernements au niveau de pouvoir supérieur, que vos familles politiques dirigent également.

Nous subissons un ruissellement, je dois dire que ce terme parle sans doute plus aux libéraux, de décisions prises au niveau fédéral et régional qui pèsent lourdement sur notre budget communal.

Par exemple, la réforme du chômage décidée par la coalition Arizona risque et entraînera une hausse massive des demandes de revenus d'intégration sociale, laissant nos CPAS seuls en première ligne pour assumer ces charges.

De plus, Namur souffre dans un déséquilibre profond. Nous finançons des infrastructures (sécurité, mobilité, culture) qui profitent à tout notre bassin de vie. Mais nos recettes de l'impôt des personnes physiques s'envolent vers la périphérie à cause de la fuite des ménages aisées et la problématique de l'accès au logement. Madame Barzin, nous y reviendrons tout à l'heure.

Pendant ce temps, les aides régionales pour les infrastructures fondent. Merci qui? Dans certains cas, elles passent de 33 millions à 10 millions d'euros. La question du FRIC est passée par là. Le fric, ce n'est pas le FRIC en tant que tel, c'est l'appellation que le nouveau Ministre en a fait pour les aides en infrastructures. Et le financement fédéral des Polices locales restent insuffisants, nous en avons parlé.

La réalité est là, sans un rééquilibrage du financement régional, une prise de conscience de l'effet de centralité de Namur, nous nous dirigeons vers des plans de réduction des dépenses drastiques imposées par la Région et le Fédéral.

Nous vous demandons donc aujourd'hui. Comment comptez-vous faire, comment comptez-vous faire entendre votre voix, la voix des Namurois, auprès de vos Ministres fédéraux et régionaux, pour que la Ville ne soit plus le banquier de secours des réformes qu'elle ne peut plus financer? Il est impératif de sortir des égoïsmes et d'exiger une juste reconnaissance de notre rôle de moteur.

Vous l'aurez compris, le groupe socialiste ne votera pas ses comptes, comme il ne sera pas caution non plus de la modification budgétaire 1, qui confirme votre politique à l'encontre des Namurois et du service public. Pour nous, c'est non.

Nous attendrons donc dans vos réponses d'aujourd'hui à nos interpellations, surtout celles quant à vos actions envers les niveaux des pouvoirs supérieurs. Espérons qu'elles seront enfin revendicatives, et non à l'image de Madame Klein lors du dernier débat dans cette assemblée. Espérons surtout qu'elles porteront cette fois, et vite, des résultats tangibles. Namur mérite une vision. Namur mérite un avenir. Or, force est de constater que vous n'incarnez ni l'une ni l'autre.

Merci pour votre attention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Martin.

Monsieur Seumois.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Merci, Monsieur le Président.

Je serai largement plus court que mon collègue mais je profite des courbes pour revenir sur un débat que nous avons eu le mois dernier à l'occasion de nos échanges sur le pavillon numérique puisqu'une de mes questions n'avait pas reçu de réponse.

Et donc à la lecture du compte et sauf erreur de ma part, je constate un versement au profit de l'ASBL KIKK de 250.000 €. Mais malheureusement, cette année, pour la première fois, je ne constate pas de recettes équivalentes provenant de la Région wallonne.

Et donc, je souhaiterais poser deux questions. La Ville a-t-elle bien versé le montant de 250.000 € à l'ASBL KIKK en 2025? Ma deuxième question. N'a-t-elle effectivement reçu aucune recette de 250.000 € en provenance de la Région wallonne?

Dans l'affirmative à ces deux questions, pouvez-vous dès lors me préciser le mécanisme budgétaire retenu et expliquer pourquoi cette dépense figure dans les comptes communaux sans recettes correspondantes?

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Seumois

Pour le groupe Ecolo, Monsieur Noël, bienvenue en ce Conseil.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci Monsieur le Président, je vois que l'ambiance est chaude.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous allez la refroidir.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

A vous de juger.

Je ferai quelques propos introductifs et mes collègues prendront le relais sur des points de détail.

On a eu des présentations très complètes et je remercie Madame l'Echevine et les services sur le sujet. Et je les remercie d'ailleurs de leur présence. Remercier Claude aussi par la même occasion, puisque les éléments nous ont été présentés avec détail. Et je ne souhaite pas d'être répétitif avec l'intervention de Monsieur Martin.

Les éléments que je voulais mettre en évidence d'introduction, c'est que, d'abord, je pense qu'il ne faut pas se réjouir de l'existence du plan Oxygène, même si cela apporte des solutions pour maintenir un équilibre mais je l'avais déjà dit préalablement, financer des frais de fonctionnement par une dette à long terme, cela reste toujours quand même très dubitatif comme manière de gérer les choses. Mais c'est la solution qui nous a été proposée par la Région et qui porte ses fruits pour l'instant.

Monsieur Martin l'a évoqué parce que j'ai quand même eu l'occasion d'écouter ses propos grâce à la rediffusion YouTube, le fait que les réserves qui sont ainsi constituées permettraient a priori de tenir jusqu'à la fin des siècles. A priori, avec toutes les réserves qui ont été évoquées, notamment la non prise en considération du déficit structurel qui va s'accentuer au niveau du CPAS, on aura l'occasion d'en reparler.

Mais je voudrais prendre un tout petit peu de hauteur par rapport à tout cela pour revenir sur un propos que j'avais tenu lorsqu'on a évoqué la supracommunalité. Madame la Bourgmestre, souvenez-vous, il y a quelques séances, je vous avais incité à élargir le scope de cette supracommunalité parce que, sincèrement, quand on voit la trajectoire pluriannuelle et le déficit structurel qui, finalement, se creusent, on est en droit de se questionner lorsqu'on regarde les comptes et budgets des communes qui sont limitrophes et qui profitent pleinement de nos infrastructures sur la logique d'équilibre que nous pourrions envisager.

Je vous invite vraiment et instamment à réfléchir sur une utilisation des coûts. Alors c'est sûr et certain que ceux qui ne payent pas n'auront pas envie de payer demain. Mais à un moment donné, malgré toutes les mesures que vous prenez, on constate que la trajectoire reste largement déficitaire. Alors que toute une série d'infrastructures, que ce soit les piscines, la gestion des personnes précarisées, la gestion des assuétudes, la culture et toute une série d'infrastructures qui sont largement utilisées par les Namurois, mais aussi par les citoyens qui se trouvent en dehors de la commune.

Finalement, l'ensemble de ces coûts est exclusivement apporté par la Ville. Et je pense que pour une majorité qui veut oser le changement et qui se dit responsable, je pense qu'il est temps de faire passer un certain nombre de messages et la supracommunalité est probablement un des moyens de le faire, et pas rester attentiste sur le sujet.

Parce que sinon, nous n'y arriverons pas, et l'intérêt des Namuroises et des Namurois est d'avoir une Ville qui puisse faire face à ces obligations, sans restreindre de manière trop conséquente ces services au public.

Et on voit très clairement l'effet des trajectoires qui sont engagées par vos décisions au niveau supracommunal, donc MR/Engagés au niveau régional. Je reviendrai tout à l'heure sur la trajectoire au niveau des personnes précarisées et du CPAS. Et on se rend compte que, in fine, la trajectoire des grandes Villes est singulièrement différente de la trajectoire de la Région.

Alors, quand on regarde, et je viens d'aller consulter les dernières statistiques du SPPIS sur les trajectoires, on a un rebond très significatif des personnes qui sont prises en charge par le CPAS avec un financement qui va s'estomper au fur et à mesure des mois et qui vont de facto soit retomber à la charge de la Ville, soit retomber à la charge du CPAS avec des mesures qui seront draconiennes si nous devons y faire face.

Tout cela pour vous dire qu'il faut prendre de la hauteur. Il faut oser aller taper à la porte des communes qui ont certes des moyens mais qui sont, et je peux les comprendre, n'ont pas envie de partager cela avec nous.

Et donc voilà je voudrais juste terminer par un petit élément positif dans les trajectoires que nous avons partagées lors de la commission, c'est la prise en charge par la Ville de la dette relative aux pensions des agents statutaires du CHRSM. Ce sont quand même des montants très conséquents à l'horizon 2030-2031 et ils ne vont faire que s'accentuer. J'ose espérer que cette prise en charge ne sera pas compensée par des efforts inconséquents pour le CPAS.

Pour le reste, je passerai la parole à Madame Grandchamps pour poursuivre le propos sur les éléments du compte.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Madame Grandchamps, je vous en prie.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Merci, Monsieur le Président.

En fait, je comptais intervenir deux fois, une fois sur le compte, une fois sur la modification budgétaire. Alors, si vous le permettez, après mon intervention sur le compte, on pourrait passer la parole à Madame Lenglez, et puis je reviendrai comme cela, on reste fluide. Merci beaucoup.

Le compte qui nous est présenté aujourd'hui n'est pas un simple exercice comptable. Il constitue le véritable bulletin 2025 de votre majorité. Il permet de mesurer l'écart entre les engagements annoncés, les moyens votés et les réalisations concrètes. Certes, nous connaissons la difficulté de gérer une ville et les aléas qui peuvent affecter certains projets.

Néanmoins, certains constats nous semblent problématiques. Ce qui ressort de cette analyse préoccupe donc le groupe Ecolo, non seulement sur certains enjeux majeurs, les budgets inscrits nous semblaient déjà insuffisants lors de leur adoption mais nous constatons aujourd'hui que même ces objectifs modestes n'ont souvent pas été atteints.

Nous espérons nous tromper, nous espérons que vous aurez des éléments rassurants mais je vais pointer ici quelques exemples.

En matière d'environnement, de plantation, d'alimentation durable, de nature, de lutte contre le dérèglement climatique, les inondations, les réalisations ne suivent pas. Les actions environnementales, par exemple, n'ont été réalisées qu'à hauteur de 59%. Seuls 4% des primes environnementales ont été attribuées. Et on n'a pas acheté de terre agricole, on n'a pas acheté d'autres terres. Et les 700.000 € prévus pour des plantations de manière subsidiée n'ont pas été utilisés.

En matière d'enseignement, là, la situation nous semble invraisemblable. Plus de 670.000 € d'économies ont été réalisées sur le poste du personnel. Comment justifiez-vous un tel montant alors que les besoins en la matière sont réels et importants? On se demande d'ailleurs quelles sont les mesures concrètes, Monsieur Lemoine, que vous avez réalisées en termes de lutte contre les bouleversements climatiques? Puisque votre poste tout à l'heure nous a bien fait rire, lorsque vous annonciez que le climat, enfin non, vous dites le réchauffement climatique est le défi du siècle, c'était déjà le défi du siècle passé et Ecolo l'a dénoncé depuis longtemps.

Et d'ailleurs, il ne suffit pas de lutter contre le réchauffement climatique mais il suffit aussi des bouleversements climatiques, les inondations et autres catastrophes naturelles. Mais donc, on attend donc 2 réponses sur cet élément-là.

Sur la jeunesse aussi, nous sommes étonnés de voir que 64% des crédits octroyés aux activités jeunesse n'ont pas été utilisés. Cela représente quand même plus de 70.000 €. Donc, on voudrait savoir pourquoi. Et même le dispositif "Eté solidaire" qui remet en marche des jeunes de quartiers défavorisés n'ont pas été entièrement utilisés. C'est pourtant un dispositif très important.

Sur le plan social, une petite question simple. Pourquoi les 23000 € destinés à Li P'tite Buweye n'ont-ils pas été attribués?

La mobilité constitue un autre exemple. Seuls 75% des moyens de fonctionnement du service ont été mobilisés et aucune action de promotion n'a été menée. Au niveau des investissements, évidemment, il faut du temps pour que tout cela se mette en place mais des projets étaient déjà en cours aussi avant que vous n'arriviez. Les investissements sont particulièrement faibles. Seuls 3 millions sur les 9 millions prévus ont été réalisés, soit à peine un tiers. Et je parle là aussi de projets de gestion des eaux, etc., qui sont pourtant fondamentaux.

Concernant le patrimoine communal, je vois que Monsieur Auspert rigole, mais là, par contre, on est surpris puisque, compte tenu de vos 26 ans d'expérience en tant qu'Echevin, on se demande pourquoi moins de la moitié des investissements prévus pour les mises en conformité n'ont pas été exécutés. Si nous en croyons les chiffres, peut-être y a-t-il une explication. Vous auriez abandonné plus de 1.300.000 € cette année-là pour la mise en conformité.

Le groupe Ecolo regrette aussi que plus de 77.000 € prévus pour la formation des agents communaux n'ont pas été utilisés, de même que 10.000 € pour la cellule bien-être pour les agents.

Les recettes appellent également plusieurs interrogations. Ainsi, par exemple, alors que plus de 5 millions d'euros de subsides européens FEDER étaient attendus, seuls 500.000 ont été perçus. Rien n'a été reçu non plus pour certains projets de végétalisation. Alors on sait que cela prend du temps, on sait qu'on n'a pas toujours l'argent tout de suite. Néanmoins, pouvez-vous nous rassurer sur le fait que la Ville va bien percevoir l'ensemble des subsides européens qui lui reviennent sur les projets prévus?

Or, par contre, nous constatons une bonne nouvelle. Les recettes provenant des piscines augmentent de plus de 220.000 €. Voilà de quoi engager des maîtres-nageurs. en suffisance pour ouvrir une zone de baignade dans la Meuse. Paris l'a fait. Namur doit suivre. Dès maintenant, aujourd'hui encore, j'ai croisé un groupe de jeunes dans la Meuse. Des familles y sont également. Pas plus tard qu'il y a deux minutes, là, on vient d'en discuter, là, derrière, avec des Conseillers de la majorité, des gens nagent partout.

Nous gagnons ici 200.000 €. Engageons des maîtres-nageurs, organisons un espace où il est possible de nager en sécurité. C'est vraiment indispensable. Il fait chaud. Tout le monde n'a pas la chance d'avoir une piscine et beaucoup de gens n'en ont pas, la majorité évidemment. Donc il est possible et il est nécessaire de sécuriser la situation en la matière.

Comme je l'ai dit, nous espérons vraiment sincèrement que vous pourrez nous apporter des explications à tout cela. Mais avant de conclure, nous tenons quand même à préciser une chose parce que souvent on nous fait ce procès d'intention. Ces questionnements ne remettent aucunement en question le travail des agents communaux. Ils concernent pour nous

des choix politiques, des priorités politiques et la capacité à une majorité, à des Echevins, de concrétiser ses propres engagements.

Merci déjà pour tous vos éclaircissements.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Madame Lenglez, je vous en prie.

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

Pour ma part, je voulais attirer votre attention sur une situation particulière, celle du commerce en centre-ville. Personne ne contredira ici, je pense, les difficultés rencontrées par les commerçants de notre centre-ville.

Outre les difficultés que connaissent les centres-villes wallons liées à l'évolution globale du commerce et des modes de consommation, ce qui a d'ailleurs fait l'objet d'un colloque en avril dernier ici à Namur, les commerçants de notre centre ont également été affectés fortement par les travaux de la piétonisation de notre beau centre urbain.

Afin de les aider un système de primes avait été mis en place. Le montant de ce budget s'élevait à 700.000 € pour 2025. Or, l'analyse des comptes montre que 380.000 € ont été utilisés, quid des 320.000 € restants? Même chose pour le budget de fonctionnement, promotion, commerce et industrie, prévu à 113.950 €, et dont 44.263,22 € n'ont pas été utilisés.

Au vu des tensions budgétaires de la Ville, je peux parfaitement imaginer que ces économies aient été les bienvenues et soient considérées comme une bonne nouvelle, comme le disait Madame l'Echevine. Mais au vu des difficultés des commerçants et des nombreuses fermetures de 2025, je vous demande pourquoi au moins une partie de ces crédits n'a pas été réaffectée à aider davantage les commerçants dans cette période de travaux.

Pire, les moyens octroyés à l'aide des commerçants se sont vus raboter. Fin de la prime "Je commerce à Namur" en janvier de cette année et diminution du subside de l'ASBL Namur Centreville dont l'une des missions principales est de renforcer l'attractivité de notre centre.

Comment justifiez-vous ces décisions et au vu de ces données ne serait-il pas possible de réinstaurer tout au moins les primes d'aide au commerce et maintenir le subside de Namur Centreville à son niveau de 2025?

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Madame Grandchamps, je vous repasse la parole comme demandé.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Merci beaucoup.

Là, c'est sur la modification budgétaire, je ne serai pas longue, je vais citer trois exemples qui nous interpellent également.

Le premier, ce sont les amendes administratives.

Donc on lit qu'il y a une augmentation phénoménale de recettes de près d'un million huit. De deux millions deux, nous passons à quatre millions d'euros de recettes d'amendes administratives. Dans le rapport, la raison suivante est invoquée, ce sont les amendes liées aux piétonniers. Et donc pouvez-vous nous en dire plus? Quelle est la cause de cette augmentation phénoménale d'amendes? Est-ce le piétonnier? Quels sont les principaux types d'infractions constatées? Et comment expliquez-vous donc cette hausse?

Deuxièmement, l'enseignement.

Nous constatons que la Ville – alors là, écoutez bien – que la Ville bénéficie de près de 300.000 € de subsides supplémentaires pour son enseignement. C'est évidemment une bonne

nouvelle sauf qu'aucune augmentation n'a été rétrocédée aux frais de fonctionnement, aux projets par rapport aux projets de nos écoles. Si oui, dites-le nous, cela nous fera plaisir.

Pourtant, vous le savez, les écoles connaissent des difficultés, les enseignants éprouvent des difficultés, il faut les aider et puis il y a les familles. Notamment, on y reviendra tout à l'heure, mais il y a la question de la gratuité. Donc bénéficier de 300.000 € en plus et ne pas prendre des mesures pour faciliter la vie des enseignants et des familles, cela nous surprend terriblement.

Nous aurions évidemment espéré que tout cela soit autrement. En plus, plus étonnant encore, vous réduisez certains crédits destinés aux écoles bénéficiant de dispositifs spécifiques des écoles défavorisées. Alors, soyons clairs, les montants ne sont pas importants mais cela vous donne une idée alors que la Ville reçoit un subside spécifiquement pour donner des aides à des enfants dans des écoles défavorisées.

Et ce subside a été réduit de 7.000 €. Eh bien, la Ville a réduit ses dépenses de 7.000 €. Je dis, c'est quand même incroyable alors qu'on gagne 300.000, on va aller gratter 7.000 € dans la poche des centaines d'enfants qui sont en difficulté à Namur.

Troisièmement, je terminerai par la mobilité, puisque là, nous avons donc une bonne nouvelle, puisque 6 millions d'euros supplémentaires arrivent, grâce, j'imagine, au subside de 12 millions que la Région wallonne donne.

Elle le donne comme elle le donnait avant par le passé, peut-être même plus par le passé, mais donc voilà, elle le donne en un coup aujourd'hui. Ma question est la suivante, quelle est la part que vous allez réserver au mode actif dans ces 6 millions d'euros? Mode actif, cela veut dire les piétons et les cyclistes, notamment et à quoi vont servir les 6 autres millions?

Là, je ne sais pas à qui m'adresser mais vous recevez environ 12 ou 13 millions d'euros de subsides. Il y en a plus ou moins 6 pour la mobilité. À quoi vont servir les autres millions?

Voilà, nous attendons vos remarques et j'espère peut-être des explications qui nous rassureraient.

Merci beaucoup.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Monsieur Sohier. Monsieur Bruyère d'abord, comme vous voulez.

Oui, parfait, pour moi c'est pareil.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Merci Monsieur le Président.

Comme cela, c'est plus logique, c'est toute l'opposition, tous les tirs d'un coup.

Je voudrais commencer par dire qu'un budget, évidemment, est un résumé de choix politiques qui révèle une vision de la société, qui répond à des questions fondamentales: Qui paye? Qui profite de quel avantage? Quels besoins collectifs doit-on satisfaire? Et c'est à partir de ces questions qu'on a analysé, nous, cette modification budgétaire.

Vous présentez aujourd'hui une modification budgétaire à l'équilibre, Madame l'Echevine l'a dit, elle a reconnu, sur papier, voilà, il y a plus ou moins 280 millions d'euros de recettes et de dépenses, mais la réalité, c'est que c'est un espèce d'artifice qui camoufle, mais vous ne le camouflez pas parce que vous êtes honnête là-dessus, que, en vérité, on a un trou budgétaire, la Ville de Namur est en déficit structurel en tout cas cette année, de 16 millions d'euros, un déficit qui sera probablement plus proche des 20 millions d'euros à partir de l'an prochain et dans les années à venir. On y reviendra.

Du coup, je pense qu'on doit tous mesurer la portée de ce constat. Cela dit quelque chose d'important que le problème principal à Namur, et c'est important que ce soit dit aussi, n'est pas d'abord lié à une mauvaise gestion locale des finances publiques, que ce soit cette Ville comme les autres grandes Villes, qui sont, comme on l'a dit tout à l'heure, plutôt asphyxiées par les pouvoirs supérieurs que victimes de leur propre mauvaise gestion.

Le problème principal, c'est celui du financement structurel des communes. Cela fait des années que les communes sont devenues les amortisseurs sociaux de toutes les crises. Quand il y a une crise économique, les communes sont en première ligne. Quand il y a une crise énergétique, les communes sont en première ligne. Quand il y a une crise du logement, les communes sont en première ligne. Quand les dépenses de Police augmentent, quand les dépenses de secours augmentent, quand les dépenses sociales augmentent, quand les dépenses de pension augmentent, les communes doivent absorber ce choc.

Mais en même temps, elles ne disposent pas des moyens suffisants pour faire face durablement à ces responsabilités. Cela, c'est la différence avec les autres niveaux de pouvoir, qui, eux, ont les moyens fiscaux de faire des choix. On ne lève pas l'impôt au niveau communal. Et donc, on est dans une situation un peu bizarre où on décentralise les problèmes, mais on ne décentralise pas les moyens de résoudre financièrement les problèmes.

L'exemple qu'on a récemment discuté, c'est le budget de la Zone de Police. Si le Fédéral respectait en gros la loi, on aurait 9 millions d'euros en plus dans les caisses de la commune chaque année depuis quelques années, là déjà. Rien que sur le budget Police, on absorberait quasiment deux tiers du déficit structurel.

Je ne parle même pas encore de Zone de Secours, pension, précarité. En gros, si les autres niveaux de pouvoir payaient leur part et faisaient leur job, probablement que la commune ne serait non pas en déficit, mais probablement en boni.

C'est donc une asphyxie méthodique, organisée, silencieuse, des Villes et COMMUNES, et principalement des grandes Villes et Communes, puisque c'est principalement dans les grandes Villes que se concentrent les dépenses sociales, les dépenses de gestion de sécurité, etc.

Et du coup, la Ville de Namur passe par le plan Oxygène pour équilibrer ses comptes. Or, nous ne sommes plus face à une difficulté ponctuelle que le plan Oxygène pourrait résoudre. On est face à une situation de dépendance permanente vis-à-vis des autres niveaux de pouvoir, d'une part, et des banques, d'autre part. Et si l'un ou l'autre décide de couper le robinet, vous n'avez malheureusement que l'occasion de constater le problème. Et c'est bien là le souci.

Et finalement, ce sont les citoyens qui payent les conséquences. Il y a des familles qui cherchent un logement abordable. On leur dit qu'il n'y a pas d'argent pour construire du logement abordable à Namur. Des jeunes qui souhaitent vivre dans leur ville mais qui voient les loyers exploser et qui du coup vont vivre ailleurs. Les travailleurs qui doivent s'éloigner du centre parce qu'ils ne peuvent plus se loger à proximité de leur emploi. Des personnes âgées qui voient augmenter le coût de la vie, le coût des parkings, du coup, ils viennent moins souvent dans le centre, etc. Les associations qui doivent se battre pour tenir quelques milliers d'euros de subventions pour leur couple. Les habitants des quartiers populaires qui attendent des investissements depuis des années. Les citoyens qui attendent des trottoirs entretenus, des espaces publics agréables, des transports accessibles, des services de proximité efficaces sur l'entièreté de notre territoire. L'entièreté, parce que Namur, ce n'est pas que le centre-ville.

Si je m'arrête sur les dépenses de solidarité, elles augmentent évidemment depuis des années, d'après vos tableaux et elles vont continuer à augmenter. Je fais référence évidemment aussi aux trous budgétaires colossaux du CPAS, d'après vos propres prévisions. Cela montre que de plus en plus de personnes ont besoin d'un accompagnement, que les difficultés sociales augmentent, que la pauvreté augmente.

Alors posons-nous la question, pourquoi les biens sociaux augmentent? Pourquoi les CPAS sont-ils toujours de plus en plus sollicités? Pourquoi la demande en logement public est-elle si forte? Pourquoi tant de travailleurs ont-ils du mal à joindre les deux bouts alors qu'ils travaillent pourtant à temps plein?

Nous faisons l'analyse qu'on est dans une société où la richesse est de plus en plus mal répartie, et cela, c'est le problème principal. Et pourtant jamais les grandes fortunes n'ont été aussi élevées, jamais les dividendes distribués n'ont atteint de tel montant. Et pourtant les communes doivent se battre pour financer des besoins essentiels comme les plaines de vacances ou les repas pour enfants.

Résultat, soit on les supprime, enfin on les externalise, on les privatise, donc on supprime les plaines pas chères, soit on augmente les repas des enfants à l'école.

C'est là toute l'absurdité du système. On nous explique qu'il n'y a constamment pas d'argent. Mais quand il faut sauver une banque, l'argent apparaît. Quand il faut soutenir les marchés financiers, l'argent apparaît. Quand il faut accorder des avantages fiscaux aux grandes entreprises, l'argent apparaît. Quand il s'agit de faire plaisir à Trump et d'acheter des F-35, à coup de milliards, l'argent apparaît. Mais lorsqu'il s'agit de logements publics, d'écoles, de transports, de culture, de CPAS, de services publics locaux, on nous demande d'être raisonnables.

Nous, comme PTB, nous refusons l'idée selon laquelle les communes devraient gérer éternellement le manque de moyens. Nous refusons l'idée selon laquelle les besoins de la population devraient s'adapter aux contraintes budgétaires. C'est même d'ailleurs exactement l'inverse. Les budgets devraient s'adapter aux besoins des gens. Et si les besoins augmentent, il y a des leviers fiscaux qui existent, au niveau fédéral principalement, pour faire en sorte de redistribuer cette richesse.

Vous recevez en tant qu'autorité commune une facture qu'on vous présente au niveau fédéral, de la part de la Fédération Wallonie-Bruxelles aussi et de la Région. En ce sens, la situation budgétaire, je l'ai déjà dit, n'est pas de votre première responsabilité. Mais vous, par contre, MR/Engagés ici à Namur, votre responsabilité, c'est d'accepter docilement cette facture injuste et de la transmettre aux Namurois.

Cette attitude est contraire à vos propres promesses électorales. Elle est injuste car elle fait encore et surtout payer la classe travailleuse. Surtout que les dépenses de fonctionnement du personnel politique, eux, ne diminuent pas. On nous dit qu'il faut faire des économies, mais Namur va dépenser en 2026 plus d'1,5 million d'euros de rémunération en salaire des Echevins et en jetons de présence.

Vous faites le choix de supprimer les plaines de vacances, cela fait une économie de quasiment 200.000 € par an. Cela met dans la mouise, n'hésitons pas à le dire, des parents qui jusque-là avaient besoin d'avoir des plaines pas chères, communales, à 50 € la semaine par enfant. Clairement, si elles sont supprimées et que l'opérateur privé, demain, récupère ses plaines. Clairement, ses plaines ne seront pas à 50 €. Cela, ce serait mentir de dire l'inverse. Ce sera 100 € par enfant, 150 € par enfant, 200 € par enfant. Cela, c'est la réalité dans le secteur privé.

Et du coup, vous faites le choix d'augmenter, d'autre part aussi, les tarifs des repas scolaires depuis quelques années. Le tarif des piscines, d'ailleurs, pour les élèves des écoles communales va augmenter.

Vous pourriez commencer par faire des économies sur le dos de la politique locale, des politiciens locaux en réduisant par exemple d'un tiers vos salaires ou de diviser le jeton de présence par deux, si vraiment il n'y a pas d'argent, cela ferait au moins 500 à 600.000 € d'économie et que dites-vous, la dernière fois, je suppose que vous allez nous dire la même chose cette fois-ci, mais qu'est-ce que vous nous avez répondu la dernière fois? Que pour cela par contre les efforts sont déjà faits, mais on va prendre 200.000 € dans la poche des parents qui, du coup, n'auront plus les plaines de la Ville. Cela, c'est la réalité. Les repas scolaires augmentent, cela, c'est une autre réalité, on préfère faire payer les autres; faire payer les autres, c'est-à-dire la classe travailleuse.

J'en profite du coup pour glisser ici mes deux seules questions.

Pouvez-vous rappeler ici, Monsieur Lemoine, de combien exactement ont augmenté en 2026 les repas pour les enfants des écoles communales, le repas standard? Et quelle sera l'augmentation en 2027, puisque d'après votre logique, du coût-vérité, probablement que cela va aussi augmenter en 2027?

Le Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles MR/Engagés a réduit le budget pour les repas gratuits dans certaines écoles, les écoles avec un indice socio-économique faible. C'est une honte d'économiser sur les repas des enfants les plus en difficulté. Est-ce que vous pourriez nous confirmer qu'aucune école namuroise ne sera concernée, ni dans le public, ni dans le libre? Et si nos écoles communales sont touchées par cette diminution de budget, quel

serait le manque à gagner pour les écoles communales si elles maintenaient sur fond propre ces repas pour les enfants?

Et j'espère que c'est ce que vous ferez, puisque je répète, dans cette situation-ci, quand on préfère maintenir son salaire, maintenir les jetons de présence mais dire que les petits bouts qui vont à l'école le ventre vide, on va arrêter leur donner des repas gratuits, si c'est vraiment le cas et qu'on les coupe, cela révèle tout de votre vision de la société.

J'en profite pour témoigner toute ma solidarité et mon respect pour les jeunes et les profs qui sont dans les rues depuis des semaines pour leur avenir. Des jeunes qui veulent avoir accès à l'éducation, accès qu'ils n'auront plus si le minerval passe à 1.200 €. Des profs qui veulent pouvoir enseigner correctement dans de bonnes conditions. Cela nous concerne aussi au niveau communal car si la réforme passe, cela représentera probablement des pertes d'emploi dans nos écoles sur le territoire namurois.

Tous les profs, en tout cas au piquet, nous le disent. N'hésitez pas d'ailleurs à aller les trouver pour un peu voir leur réalité de terrain, chers collègues. Les jeunes sont inquiets car ils risquent de ne plus avoir accès aux études desquelles ils rêvaient et ils ont raison de se battre.

Et d'ailleurs la bataille n'est pas finie puisqu'on donne rendez-vous le 08 juillet devant le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils se battent aussi pour cette question des repas gratuits dans les écoles.

On dépense des milliards pour demain bombarder d'autres peuples mais on coupe des repas chauds à nos enfants dans les écoles. J'espère du coup que vous allez nous confirmer que ce n'est pas le cas à Namur parce que j'ai discuté avec des profs d'école communale qui me disaient au piquet qu'à l'heure actuelle, Ils ont déjà dû eux-mêmes apporter des tartines à des gamins dont ils remarquaient les boîtes à tartines vides.

Je suppose qu'eux sont dans les écoles où il n'y a pas un degré socio-économique faisant en sorte que là, il y a des repas gratuits, mais manifestement même dans ces écoles-là, il y a un besoin. Cela, c'est la réalité des injustices sociales dans un des pays les plus riches du monde. Donc ce débat nous concerne aussi bien au niveau communal. Rendez-vous le 08 juillet devant le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Parenthèse fermée.

Les documents montrent également que les réserves et provisions atteindraient plus de 83 millions d'euros fin 2026, dont 24 millions d'euros sont liés au plan Oxygène. On ne critique évidemment pas le fait qu'il y ait des réserves, c'est très important, mais je vais prendre ce chiffre de réserve pour comparer au déficit structurel parce que cela révèle une insécurité financière grandissante.

En effet, si le déficit se creuse de plus ou moins 20 millions d'euros par an rien que pour la Ville, je ne parle encore même pas du déficit du CPAS, et qu'on déduit de ces 83 millions, un peu plus de 20 millions par an à partir de 2027, cela voudra dire qu'en 2030, à l'arrêt des élections, la commune n'aura plus un euro en caisse d'après vos propres prévisions et sera en faillite virtuelle tout juste après les élections. Il y a un aspect un peu pratique, je suppose, au niveau promesse électorale.

Que comptez-vous faire par rapport à cette trajectoire? Vous savez que vous allez faire face à des dépenses que vous ne maîtrisez pas. Vous absorberez de nouvelles charges imposées par d'autres niveaux de pouvoir. Vous savez que les besoins sociaux continueront à augmenter. Tout cela doit être remis en cause.

Nous défendons donc un refinancement massif et durable des communes, un refinancement des Zones de Police et de Secours par l'Etat fédéral, des moyens supplémentaires pour les CPAS par l'Etat fédéral, un plan de logement public organisé à partir de la Région à l'aune qui doit investir elle aussi, des investissements dans les écoles, les bibliothèques, les maisons de quartier, les infrastructures sportives et culturelles.

Nous ne pouvons pas rester comme cela. Vous devez demander à vos propres partis qui sont en majorité au Fédéral, à la Région, à la Fédération Wallonie-Bruxelles de lâcher l'argent pour les besoins des Namurois. Point à la ligne.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Bruyère.

Monsieur Sohier.

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

Oui, merci Monsieur le Président.

Effectivement, je vais aussi intervenir en espérant ne pas être trop long.

Nous devons aujourd'hui arrêter les comptes de l'exercice 2025 et approuvé la modification budgétaire 2026, n°1.

Avant de débuter mon intervention, je tiens également à remercier très sincèrement Madame l'Echevine Barzin, ainsi que tous les services financiers pour l'ensemble des pièces et surtout les explications complètes que nous avons obtenues lors des récentes commissions des finances.

Je relève d'emblée que les comptes sont présentés et cela a été soulevé également tout à l'heure. Cette année, presque dans les délais impartis puisque nous les avons au mois de juin et qu'ils doivent être présentés au mois de mai.

Cela signifie que les efforts ont été entrepris par les services et que ceux-ci s'avèrent payants et nous les en remercions. Avoir une image globale de la situation financière en cours d'année qui, sur l'exercice, facilite bien sûr la bonne gestion.

Je ne me risquerai pas à reprendre les chiffres et à les commenter. Les financiers sont mieux habilités que moi pour le faire. De plus, nous venons d'entendre énormément d'informations et de recevoir bon nombre de chiffres. Et puis, comme vous le savez certainement aussi, une fois les comptes présentés et arrêtés, il ne nous est plus possible de les changer, de les modifier. Nous pouvons dès lors en parler des heures, cela ne change rien.

Par contre, le compte constitue une sorte de photographie de la situation financière réelle de la commune, de son évolution et éventuellement des perspectives pour le futur. Nous l'avons tous relevé, 2025 est une année du retour au calme. Même si l'impact des crises passées est toujours présent, nous constatons une stabilité qui se marquent dans le cadre de l'inflation.

Les comptes sont présentés en strict équilibre. Il n'y a pas de décrochage par rapport aux dépenses et aux recettes. Cela reste dans la moyenne de l'inflation. La fiscalité locale reste très stable, et ceci, heureusement, pour nos concitoyens. Les dépenses, quant à elles, sont en légère augmentation, mais contenues.

Nous reconnaissons également l'important travail en interne sur le fonctionnement puisque les dépenses liées à celui-ci à une croissance inférieure à l'inflation, ce qui signifie effectivement que notre Ville est bien gérée et est sous contrôle.

Mais comme vous, nous retenons surtout, et cela nous inquiète et cela nous importe également, que sans les aides Oxygène, un déficit structurel de 16 millions d'euros est enregistré, c'est la seule somme ou le seul chiffre que je reprendrai, et qui résulte essentiellement du basculement qui s'est matérialisé suite à la cumulation des crises, qui a impacté la croissance des recettes et accéléré la croissance des dépenses, et qui est venue se superposer à la problématique structurelle du financement des 4P, pompiers, police, précarité et pension.

Dépenses imposées aux Villes et qui devraient en partie être à la charge d'autres niveaux de pouvoir, cela a été aussi relevé par l'ensemble des collègues. Avec les aides oxygène, nous comptabilisons une réserve positive qui devrait nous aider à laisser le retour à l'équilibre dans les années à venir.

Nous savons que les dépenses importantes seront à comptabiliser dans les prochaines années, telles que la charge pension, l'augmentation des transferts vers le CPAS, Zone de Police, remboursement de la dette. Notre souhait est bien sûr d'obtenir un nouveau plan d'aide aux communes en provenance du Fédéral ou du Régional. Nous nous y attellerons. Mais nous connaissons aussi les difficultés qu'ils rencontrent à leur niveau et nous devrons être incisifs.

La majorité n'est pas restée inactive. Elle a pris de nombreuses mesures afin d'améliorer la situation financière mais cela, nous savons que ce ne sera pas suffisant. Nous devons absolument garder le cap du retour à l'équilibre structurel et nous y travaillerons au niveau communal.

Nous devrons être innovants afin de trouver le juste équilibre. Poursuivons la réflexion sur ce qui peut encore être fait dans certains secteurs en termes d'économie. Travaillons sur nos structures internes afin de diminuer encore les frais de fonctionnement. Trouvons de nouveaux moyens en matière de recettes.

C'est de notre responsabilité pour gérer au mieux notre belle Ville de Namur. Les Engagés sauront prendre leur responsabilité en la matière. Nous avons confiance à l'avenir. Nous trouverons les solutions pour permettre à notre belle ville d'exister sans supporter de dettes constantes.

Nous voterons les deux points des comptes, bien sûr, 2025 et la MB1 2026.

Merci

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur l'Echevin.

Madame Barzin, je suppose;

(Rires dans l'assemblée).

J'ai dit quoi? J'ai dit quoi? Tellement j'ai l'habitude, Monsieur Sohier.

Merci Monsieur le Conseiller et Chef de groupe.

Je laisse Madame Barzin mettre un peu d'ordre à cause du vent.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Merci Monsieur le Président.

Merci aux membres du Conseil qui sont intervenus.

Je vais d'abord, en réponse aux questions ou interpellations de Monsieur Martin, évoquer la demande qui a été formulée par rapport à une adaptation au niveau du compte.

Alors l'important, c'est que le montant global de provision reste le même. Nous, on a eu cette information et la demande du CRAC le 17 juin. Et donc, cela a été une difficulté aussi pour nous au niveau de l'Administration de nous adapter à cela. On n'avait pas connaissance de cet élément-là auparavant. Je pense que cela part d'une bonne intention par rapport à la Ville et qu'il est utile de suivre cette recommandation-là mais à aucun moment, il y a la volonté de cacher quelque chose ou de mettre les Conseillers en difficulté, même si je perçois bien que ce ne soit pas agréable de recevoir des délibérations modifiées tard, surtout sur des aspects financiers.

Cela, je le comprends parfaitement. Mais ici, à partir du moment où on reçoit une recommandation, je pense que ce serait inopportun de ne pas la suivre. Ce sont des réunions auxquelles, comme vous le savez, participent à la fois le CRAC mais aussi l'Administration wallonne. Donc il y a eu des échanges aussi après la réunion qui s'était tenue mercredi dernier avec la Région pour voir quelle était la meilleure méthode pour se conformer à la demande qui était formulée.

Mais voilà, cela a été une difficulté pour nous aussi. Et donc ici, on n'est pas, même si on change en fait certains éléments au niveau des provisions, l'important est que le montant global reste le même et donc la demande de modification qui était faite tenait compte des dépenses qui étaient éligibles au sens du CRAC dans le cadre du plan Oxygène qui porte sur un montant de 82 millions et en comparaison avec les 87 millions perçus par la Ville et donc on nous demandait en fait que la différence soit provisionnée au titre de provision Oxygène et que l'excédent soit versé dans une provision pension.

Et donc là, vraiment, on se conforme à ce qui a été demandé. Vraiment désolée que le délai n'ait pas été respecté. J'ai voulu bien faire, en tenant compte aussi des demandes de membres

de la commission pour qu'on ait la discussion plus tôt quand il y a un débat budgétaire, que ce soit sur le budget initial ou les modifications budgétaires. On devra peut-être revoir un petit peu les choses pour le faire un peu moins tôt mais peut-être pas la veille du Conseil pour que si jamais, cela se représentait à nouveau, j'ai l'occasion de même que le service d'expliquer les éléments en commission.

Notre réunion s'est passée en commission, il y a 8 jours, cela part d'une bonne intention et d'une concertation avec les membres de la commission mais on peut essayer d'adapter les choses pour la suite.

Après, c'est vrai que c'est toujours difficile de caler ces réunions aussi avec l'autorité régionale qui doit disposer des documents complets et c'est quand même toujours un travail qui est fait à l'arrache par le Département de Gestion Financière pour avoir les documents vraiment au propre, la note d'explication qui fait – je sais que vous la lisez – des dizaines de pages.

Et donc, on essaiera de voir pour la suite si on peut adapter le moment de la commission pour éviter un problème comme celui-ci. Mais il n'y a vraiment ni la volonté de cacher quelque chose, ni la volonté de faire une modification substantielle, ni la volonté d'embêter les Conseillers par rapport à cela.

On a aussi reçu hier l'avis du CRAC par rapport à notre projet de MB1. Il est daté du 22 juin. On est le 23. Donc, voilà. Nous-mêmes, on le reçoit juste avant le Conseil. C'est vrai que je sais aussi qu'ils font des efforts pour le transmettre le plus rapidement possible, tenant compte du moment où se tient la réunion avec eux et des éléments qui sont échangés et des réponses qui sont apportées à la fois par le DGF mais parfois aussi par d'autres services, notamment au niveau du personnel par rapport à des questions qui sont posées.

J'espère vous avoir rassurés par rapport à la provision. On garde le montant global, c'est l'affectation qui est uniquement adaptée. Vous avez évoqué, cela a été repris par plusieurs Conseillers, c'est évidemment logique, le déficit de 16 millions d'euros. Je ne l'ai pas caché, nous sommes à l'équilibre grâce aux aides Oxygène. C'est une réalité. Je l'ai dit dans mon intervention, vous l'avez repris, et c'est bien logique.

Vous avez évoqué, Monsieur Martin, l'impact par rapport à la Zone NAGE. On ne va pas refaire le débat du mois dernier. Chacun a son avis sur la question.

Vous évoquez aussi le plan Oxygène que j'ai repris moi-même plusieurs fois dans mon intervention. Vous dites que la charge 2025 n'est pas reprise dans les prévisions et dans le compte.

Alors dans le compte, elle n'est pas reprise pour une bonne et simple raison, c'est que nous avons perçu l'aide dans les derniers jours de l'année 2025. Par contre, la charge elle-même a bien été prise en compte dans la maquette budgétaire de 2026 et dans les projections budgétaires. Donc soyez rassurés par rapport à cela. L

Les éléments liés à la charge Oxygène ont bien été pris en compte. Et d'ailleurs, comme on a eu les dernières années même des éléments et des montants inférieurs à ce qui avait été projeté, c'est souvent aussi, il y a le volet aide, mais il y a le volet remboursement et impact au niveau de la dette. Il y a aussi une diminution de la charge de la dette qui est liée à la diminution de l'aide en question.

En parlant de la dette, vous avez évoqué ce que vous avez appelé la dette cachée et là, le terme la dette cachée, j'ai vraiment du mal avec cela. Chacun a bien entendu la liberté d'expression, mais je ne peux pas accepter ce terme-là parce que tous les emprunts qui concernent l'exercice en cours ou qui concernent des projets qui sont déjà attribués sur les exercices antérieurs sont inscrits et réinscrits à la fois dans le budget initial, dans les deux MB, et on les mentionne chaque fois dans les rapports du DGF.

Vous avez parlé aussi des MTN, obligations de moyens termes à taux avantageux. Non seulement on avait fait une publicité au moment de la mise en place de ces MTN et chaque fois les montants ont été repris dans les budgets extraordinaires concernés. Ils ont été évoqués en commission aussi dans les présentations qui ont été faites par le service et les différents plans de gestion, les annexes avec les prévisions aussi à 5 ans de la charge de la dette font explicitement référence au montant d'emprunt à contracter pour les projets déjà attribués, pour

ceux à venir, ainsi que pour les MTN.

Donc, voilà, dire que c'est caché, j'ai un petit peu de difficulté avec cette expression-là mais il n'y a rien de caché parce que tous les éléments sont repris dans tous nos documents budgétaires, dans les explications qui sont données en commission et dans la note. C'est plutôt une dette d'investissement qui reste à contracter et dont le tempo peut dépendre de différents éléments. Mais en tout cas, la charge elle-même est reprise dans nos documents.

Vous avez évoqué aussi les réserves et donc cela a été repris aussi par d'autres collègues, comme je l'avais fait dans mon intervention d'origine donc avec un montant de 83 millions espérés à la fin de cette année 2026.

Les réserves, elles ne viennent pas que d'Oxygène, en fait, cela fait longtemps qu'on essaye de faire des réserves. Et d'ailleurs, quand on avait reçu, même en 2008, un prêt exceptionnel de la Région wallonne – oui, d'accord, cela remonte un petit peu loin – mais on avait reçu une aide qu'on a utilisée vraiment longtemps et à la différence d'autres, je suis quand même satisfaite, même si la situation est très difficile, qu'on puisse utiliser une partie de l'aide Oxygène pour mettre en réserve et ne pas nécessairement dépenser tout de suite l'ensemble.

On a effectivement dans les projections, et c'était repris également par Monsieur Bruyère, on voit le déficit structurel actuel hors aides Oxygène. Donc on l'avait dans le compte 2025. On a ces éléments qui sont repris dans notre MB1 2026. Les projections sont faites aussi avec les éléments dont nous avons connaissance et au niveau des services, on essaye de le faire toujours au mieux avec les difficultés aussi de ce type d'exercices.

Je pense que vous l'avez dit aussi, il peut se passer tellement de choses que les prévisions sont difficiles à faire et que probablement, on ne sera pas nécessairement au même résultat que ce qui se retrouve dans les tableaux.

Par contre, on souhaite au niveau du Collège, contrairement à ce qui a été dit par certains collègues de la minorité, revenir à l'équilibre. On a déjà pris des mesures en 2025 et en 2026. On travaille à la mise en œuvre d'autres mesures. Donc on ne reste pas là à attendre et à ne rien faire. On a régulièrement des échanges avec les membres du Collège sur le sujet.

Mais on pense qu'il y a une part d'effort qui doit être faite par la Ville. Nous sommes des gens que nous espérons responsables. En tout cas, c'est le point de vue de la majorité. Donc on a des travaux et des recherches, notamment d'économies complémentaires, mais on revendique aussi, je l'ai dit dans mon intervention, une aide des autres niveaux de pouvoir. Donc on ne peut pas faire les débats qu'on pourrait avoir au Parlement de Wallonie, à la Fédération Wallonie-Bruxelles ou au Fédéral, mais c'est vrai que nous attendons des niveaux supérieurs, aussi une aide et quelque chose de structurel qui pourra remplacer le plan Oxygène.

Et je l'espère aussi un mécanisme différent de l'aide Oxygène qui finalement comme tenu il y a quelques années est un mécanisme d'emprunt qui a ses avantages et ses inconvénients. Cela a été dit par plusieurs d'entre vous aussi.

On a un rôle de centralité avec des charges que d'autres communes n'ont pas. On offre des services à des personnes qui n'habitent pas notre commune, on a des difficultés au niveau de la sécurité.

Donc quand on voit l'évolution aussi de la dotation à la Zone de Police, c'est aussi parce qu'on a voulu engager sur fonds propre des dizaines d'agents supplémentaires pour faire face aux situations dans lesquelles nous nous trouvons. Et on attend les informations du Fédéral aussi par rapport à l'effort qui pourrait être fait mais on est déjà plusieurs à avoir plaidé notre cause auprès du Fédéral, comme on le fait aussi auprès de la Région. Donc on continue à réfléchir aux mesures, et notre volonté est, évidemment, de retrouver l'équilibre.

Monsieur Seumois, vous avez abordé plus particulièrement un élément, suite aussi à l'échange le mois dernier par rapport à la convention avec l'ASBL KIKK. Alors, est-ce que le montant a bien été versé par la Ville à l'ASBL? Oui. Est-ce qu'on a reçu la recette de la Région? Non.

Et donc, c'est en fait un subside qu'on a souvent reçu de la Région tard, et même après l'année en question, comme c'est régulièrement le cas pour des subsides qui viennent de niveaux

supérieurs et donc pour le moment, on est en train d'analyser cette situation par rapport à cette absence de recettes.

C'est quelque chose qui est à l'examen pour le moment et on y reviendra au plus tard au moment de la présentation du compte de l'ASBL, comme on a toujours le débat après l'approbation de leur compte, comme pour d'autres associations qui ont reçu un financement de la Ville. Nous avons cette situation, nous en tenons compte.

Monsieur Noël, vous avez parlé des aides Oxygène, comme d'autres collègues, je ne vais pas revenir sur tous les éléments déjà évoqués sur cette aide. Il y a l'aspect supracommunalité que vous avez repris également, et donc c'est vrai que finalement, on revient toujours au côté centralité et missions assumées par les Villes.

Et donc, voilà, il y a toute une série de discours qui peuvent se rejoindre par rapport au rôle central qu'ont les grandes Villes. Et donc, on pense qu'au niveau supérieur, il faut évidemment tenir compte de cela. On ne reste pas attentiste sur cette question mais justement, attentif. On a déjà plaidé notre cause à de nombreuses reprises.

Les questions de Madame Grandchamps portaient plus sur des attributions plus spécifiques de mes collègues. Je leur laisserai le soin de répondre. De même que Madame Lenglez, cela avait des éléments qui n'étaient pas que financiers au sens large.

Monsieur Bruyère, vous avez aussi évoqué le déficit de 16 millions. Dans un moment, vous avez des artifices. et puis vous avez dit que je ne le cachais pas. Et donc je l'ai dit effectivement dans mon intervention, on a souvent l'échange ensemble sur le sujet. Merci de dire que ce n'est pas lié à une mauvaise gestion de la Ville.

C'est vrai que les communes amortissent régulièrement aussi les crises. Et c'est vrai qu'avant les différentes crises que nous avons connues les dernières années, on atteignait une situation qui était positive après plus de 15 ans d'efforts donc c'est vrai qu'il y a un impact des crises qui se sont succédées, l'impact aussi des 4P, avec notamment l'augmentation fort importante des dépenses liées aux pensions, les affaires plus liées à la précarité, et j'imagine que ma collègue Dorothée Klein complètera ou elle le fera peut-être d'un des points suivants sur les comptes du CPAS.

On est aussi au rendez-vous par rapport au CPAS parce qu'on a augmenté les dotations du CPAS ces dernières années. Il y a des concertations, bien entendu, entre les services financiers des deux structures, et on évoque très régulièrement en Collège la situation financière du CPAS, et on a une attention toute particulière pour celle-ci, en soutien à l'action qui est menée par la Présidente, Dorothée Klein.

Vous avez évoqué aussi, Monsieur Bruyère, les réserves avec le même montant qui reste estimé à 83 millions d'euros à la fin de cette année 2026. En parlant des prévisions, je crois qu'on avait eu aussi à peu près le même échange au moment de l'adoption du budget initial. C'est vrai que quand on a les projections, on voit qu'on arrive au bout de nos réserves progressivement et que nous n'en aurons plus en 2031.

Vous dites que c'est peut-être un aspect un peu plus pratique lié à l'échéance électorale. Je vous redis à nouveau que les projections sont faites de manière tout à fait autonome par le service au fur et à mesure des informations qui nous sont transmises.

Après, il y a des choix politiques qui sont faits au niveau des mesures, c'est évident mais par rapport à la trajectoire et les projections qui sont faites, elles ne sont pas faites pour atténuer les choses ou les enjoliver jusqu'à la fin de cette législature et puis les rendre compliquées à l'épuisement des réserves en 2031.

Notre but, en plus des mesures qui ont déjà été prises, c'est de continuer à travailler à cela pour pouvoir assumer nos missions bien au-delà de 2031 et réduire le déficit structurel.

Je vais terminer par l'intervention qui a été faite par notre collègue Baudouin Sohier. Merci pour le commentaire sur la gestion de la Ville et le fait que la situation financière soit sous contrôle, même si vous avez rappelé aussi très justement le déficit structurel de la Ville.

Vous avez plaidé comme nous le faisons au niveau du Collège de manière générale pour une aide aux communes et particulièrement aux grandes villes. Il faut effectivement, vous l'avez

évoqué, garder le cap d'un retour à l'équilibre structurel et c'est vraiment ce que nous souhaitons de manière collégiale au niveau de la majorité Engagés/MR.

Monsieur le Président, je pense avoir fait un bon tour des questions. Si jamais j'en avais oublié, j'ai obligé de m'en excuser.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je ne vous contredirai pas, Madame l'Echevine.

Monsieur Capelle m'a demandé la parole et puis je pense Monsieur Lemoine, Madame la Bourgmestre, Madame Scailquin. Oui, je vais faire le tour.

On va commencer. Monsieur Malisoux, je vous passerai la parole après Monsieur Capelle. Vous ne devez pas parler. Je commence par Monsieur Capelle et puis on fera de la gauche vers la droite.

Je vous en prie, Monsieur Capelle.

M. C. Capelle, Echevin:

Par rapport à la question de Madame Grandchamps à l'article qui n'a pas été utilisé au service Jeunesse. Vous devez savoir que je gère cela en bon père de famille et de dépenser à tout va comme avant, ce n'est juste plus possible.

Vous connaissez quand même la problématique au niveau budgétaire de la Ville et effectivement il n'y a plus … Comment? Qu'est-ce qu'il se passe?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ne vous laissez pas distraire, Monsieur Capelle, faites votre intervention.

M. C. Capelle, Echevin:

Effectivement, des événements n'ont pas été organisés cette année, comme par exemple, qui avait été organisé par la Ville l'After School Day, ce n'était juste pas possible. Et c'est bien pour cela que je lance une nouvelle identité jeunesse, pour justement savoir ce que les jeunes veulent et utiliser l'argent en tout cas en étant correct et faire les choses dans les règles de l'art.

Par rapport à l'Eté solidaire, vous devez savoir que le SPW donne un subside qui coupe seulement une partie des charges salariales. L'autre partie est mise par la Ville. Pour 2025, la dépense était de 24.641 € contre 29.000 € de prévu et que les recettes étaient de 17.808 € contre 19.600 € prévu. Le subside maximal permettait d'engager 35 jeunes et ils furent finalement 34 par les maisons des jeunes.

Et alors, Monsieur Bruyère, par rapport aux plaines, je reviendrai un peu plus tard parce que la Conseillère, Madame Halut, a posé une question et que je lui répondrai tout à l'heure.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Capelle.

Madame Deom, vous avez la parole.

Mme Ch. Deom, Echevine:

Merci, Monsieur le Président.

Je souhaiterais répondre à Madame Lenglez concernant le volet commerce. Alors, pour les primes Pulsa(c)tion et Je Commerce, eh bien là, je rappelle qu'on a stoppé l'octroi de ces subsides pour des raisons budgétaires. Cela a été stoppé à la date du 1er juillet 2025 et entre janvier et juillet, nous avons honoré 5 demandes de primes Je Commerce et 4 demandes de Pulsa(c)tion pour un montant total de 45.000 € sur les 80.000 qui étaient prévus au budget.

Si tout n'a pas été liquidé, c'est simplement parce que nous avons uniquement répondu aux demandes reçues. En vue des difficultés financières de la Ville, il me semble qu'il aurait été peu opportun d'organiser une grande distribution des deniers de la Ville sous prétexte qu'il restait du budget.

Après, à titre personnel, et comme je l'ai déjà signalé, je considère que l'Etat, à notre échelle, la Ville, n'a pas pour vocation première de financer des projets privés ou de compenser systématiquement les risques liés à l'activité économique. Notre rôle, c'est d'offrir un cadre avec des espaces publics de qualité, de la sécurité, de la propreté, de l'accessibilité, une politique de stationnement cohérente, des projets qui boostent et améliorent l'attractivité commerciale et de donner les outils aux commerçants pour qu'ils puissent se déployer et augmenter leurs chiffres de façon autonome à travers des formations comme celles que nous mettons en place et dans lesquelles nos équipes s'investissent.

Bref, je considère que notre mission, c'est de créer un environnement favorable pour que les commerces puissent se développer mais par eux-mêmes. Si la collectivité se met à financer directement des projets privés, on brouille la frontière entre ce qui relève du risque entrepreneurial et ce qui relève de l'argent public.

A terme, je ne pense pas que ce soit sain, ni pour les finances publiques, ni pour ceux qui se débrouillent d'ailleurs sans aide. Et la preuve en est, puisque depuis lors, sur les 5 commerces qui ont reçu ce chèque de 5.000 €, 3 ont déjà fermé leurs portes. Alors, je ne m'acharnerai pas à défendre à tout prix ce principe de données d'échec, mais je préfère m'investir dans une autre approche, parce que notre rôle, avec le service de l'Attractivité commerciale et de la dynamique urbaine, c'est de ramener clients et de faire vivre notre centre-ville, pas de nous substituer au risque entrepreneurial.

En ce qui concerne les primes pour les travaux du piétonnier donc là, les choses sont bien différentes, les commerçants n'ont rien demandé, ils subissent les travaux avec beaucoup de courage d'ailleurs et cette prime est donc plus que justifiée puisqu'elle leur permette d'avoir un dédommagement et de mieux appréhender les désagréments qui découlent de ces travaux.

Elle a bien sûr été maintenue, c'était d'ailleurs un engagement de la Ville, et je peux vous confirmer que dès qu'un commerçant en fait la demande, elle est directement traitée par les services. Sachez que nous communiquons aussi à chaque début de travaux sur les différents tronçons afin de permettre à tous les commerçants qu'ils soient bien informés pour recevoir cette prime.

Et enfin, concernant la dotation à Namur CentreVille, nous l'avons déjà abordée en séance au moment du budget. Les organismes paracommunaux ont tous vu leur dotation diminuer de 10%. C'est la même chose pour l'OTN, c'est la même chose pour le Comité d'Animation de la Citadelle.

C'est dû aux mesures prises conformément à l'état des finances de la Ville, également expliquées en long et en large et en travers, de façon détaillée déjà de nombreuses fois par ma collègue Anne Barzin.

Et enfin, pour clôturer, je dirais que nous assumons de soutenir les mesures de gestion qui sont décidées par les Gouvernements Arizona et Azur parce qu'elles sont nécessaires. Quant au Collège, il garantit simplement une utilisation responsable de l'argent des Namurois et des Namuroises.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Monsieur Auspert, je vous en prie.

M. T. Auspert, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

De mémoire, il n'y avait qu'une seule question qui m'était adressée, c'était par Madame Grandchamps, que je remercie de rappeler que je suis le doyen du Collège. C'était déjà le cas quand vous y étiez, Madame Grandchamps. Trêve de plaisanterie.

Effectivement, je comprends votre réaction. Il y a eu une série, enfin, une partie du montant destiné aux mises en conformité qui n'a pas été dépensé dans le compte 2025.

Pourquoi? Parce qu'on a eu des difficultés d'attribuer. Et alors, c'était principalement un chantier important, qui depuis lors a été attribué en 2026 et qui a débuté. Cela concernait principalement l'école de Belgrade, qui était un chantier plus important que les autres, pour lequel nous n'avons pas eu de réponse à l'époque.

Et alors, on a dû le republier, relancer la procédure, et après, nous avons eu une offre d'une entreprise que nous connaissons pour Belgrade.

Par la même occasion, il y a eu un problème avec un ingénieur dans le service Electromécanique et on avait reporté l'attribution également de la salle Guisset à Belgrade et du centre socio-culturel de Saint-Marc.

Voilà pour répondre à votre interrogation concernant le retard dans les mises en conformité.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur l'Echevin.

Madame Scailquin, je vous en prie.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Oui, merci Monsieur le Président.

Je tenais à répondre aux interpellations de Madame Grandchamps qui laisse chaque fois à penser, parce qu'Ecolo n'est le plus présent dans la majorité, qu'on ferait moins bien en matière de transition écologique, de mobilité, voire même d'enseignement communal.

C'est tout à fait le contraire. La transition écologique et le plan Climat restent au cœur de nos préoccupations et de nos actions au quotidien.

Pour une première question sur les primes environnementales, vous le savez, comme ma collègue, Madame Deom, l'a précisé, l'ensemble des primes sauf celle pour le piétonnier dans le cadre des travaux ont dû être supprimés suite aux mesures de gestion et aux demandes du CRAC et de la Wallonie.

Donc c'est pour cela que vous avez relevé le chiffre de 6 ou 8% de consommation de cet article. C'est simplement parce que nous avons dû les supprimer. Ce n'est pas un choix politique de la majorité en tant que vraiment stricte volonté mais pour répondre à d'autres exigences qui nous ont été imposées et qu'effectivement, nous assumons collectivement.

Sur la question de la végétalisation, vous savez qu'elle se poursuit, vous connaissez aussi les contraintes techniques de végétaliser l'espace public. La végétalisation se poursuit au sein du piétonnier, au rythme des travaux et au rythme des saisons aussi puisque l'on plante à certains moments de l'année et pas tout le temps. Elle se poursuit également en termes de plantation d'avenues ou de rues, soit pour compléter les arbres existants, soit parfois pour les remplacer lorsqu'ils sont malades.

Pour la question de la consommation de l'article budgétaire sur les 700.000 € dont vous parliez tout à l'heure, cela fait partie d'un subside qui a été obtenu de la Wallonie pour la plantation de haies un peu partout sur les territoires communaux.

Nous l'avons consommé au maximum de nos possibilités. Nous avons dû rattraper un certain retard qui avait été accumulé les années précédentes. D'abord, trouver les lieux n'a pas été si simple que cela. Les contraintes techniques et les contraintes du subside aussi très strictes et donc ne pouvaient pas permettre de végétaliser, de mettre des haies à tout endroit que l'on souhaitait, cela ne pouvait pas être sur des terrains privés, même si des propriétaires privés nous ont fait quelque part la demande, la proposition de pouvoir planter sur leur propre terrain. Ce n'était pas possible, donc nous avons planté là où c'était possible sur l'espace public en fonction aussi de contraintes et d'impératifs techniques.

Par rapport à la question de l'alimentation durable et de l'achat de terrains et la poursuite de cette politique, vous savez qu'elle avait été due à un budget d'opportunité suite au plan de relance. Ce sont des projets que nous poursuivons avec ma collègue, Madame Barzin, de pouvoir pérenniser les terrains qui ont été acquis et les exploitants qui sont aujourd'hui sur ces terrains.

Notre objectif est surtout de les accompagner au mieux pour pouvoir pérenniser leurs activités. Donc tous ces projets se poursuivent au sein de l'alimentation durable aussi par rapport aux écoles communales et le maintien des repas de qualité avec des produits locaux grâce à une collaboration entre mes collègues, Monsieur Lemoine, Madame Klein et moi-même, et donc l'ensemble de nos services pour pouvoir poursuivre cette politique. C'est important que nos petits bouts mangent correctement et des produits locaux et de saison. Donc cette politique se poursuit.

Et vous savez également que nous soutenons davantage le CADN. Je vous interviendrai, je pense, tout à l'heure. Ce sujet, si j'ai bien lu les réseaux sociaux d'Ecolo mais donc je m'inscris en tout cas totalement en faux sur vos propos, que la transition écologique serait en recul par rapport aux années précédentes.

La mise en œuvre du plan Climat se poursuit, par moi-même et par l'ensemble des membres du Collège. C'est une priorité qu'on ne peut pas oublier et on le voit encore aujourd'hui. Le dérèglement climatique est bien là, il faut agir, et nous agissons en mettant en œuvre ce plan Climat, avec d'autres actions également.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous avez fini, Madame l'Echevine? Merci.

Madame Klein, je vous en prie.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Merci Monsieur le Président.

Deux petites précisions.

J'avais une question sur Li p'tite Buweye. Effectivement, l'association a eu du retard dans la procédure d'embauche, ce qui fait qu'elle n'a pas su engager le personnel pour lequel elle avait une subvention.

Donc le Collège a fait preuve de souplesse et on a justifié une partie dans le fonctionnement. On est en 2025 mais voilà, on n'a pas tout justifié, justifié par le fonctionnement mais on n'avait pas embauché donc on n'a pas fait non plus toutes les activités. Mais bon, c'était l'année 2025 ici, c'est sûr qu'en 2026, elle va bien utiliser tout le subside.

En ce qui concerne les SAC, les amendes administratives donc c'est essentiellement l'augmentation est essentiellement due au fait qu'il y avait 2 caméras supplémentaires qui évidemment, ont sanctionné davantage d'infractions.

En ce qui concerne le détail, je reviendrai. Une fois, le service était venu en commission et bien expliqué tout cela, mais de mémoire, je ne voudrais pas dire de bêtises, mais cela, on peut vous donner le détail en matière de sanctions administratives.

Voilà, merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame.

Monsieur Dupuis, c'est à vous.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

Pour compléter le propos de mes collègues, parce qu'ils ont déjà dit beaucoup, même au niveau des matières que vous avez citées à plusieurs reprises, concernant le compte 2025 pour la mobilité, les 75 %, c'est lié au contrat d'entretien de mobilité, qui sont 127.000 € moins élevés que budgétés.

Pour le FEDER, les 500.000 € du FEDER, effectivement, c'est une petite partie de l'enveloppe qu'on a reçue mais on les reçoit au fur et à mesure en fonction de l'état d'avancement des projets et des justificatifs transmis, évidemment. Donc cela devrait s'accélérer maintenant au niveau des recettes. Et la recette n'est pas perdue. Évidemment, on va avoir cette enveloppe de 5 millions d'euros pour finaliser ces travaux.

Dans la gestion des eaux, mes collègues ont déjà répondu un petit peu mais il y a de nombreux projets engagés, comme vous le savez, Stéphanie l'a dit, tant au niveau des études hydrauliques, hydrologiques, la constitution des ZIT (zones d'immersion temporaires) et l'achat des matériels endoscopiques et la réparation des égouts et leur inspection.

Alors, pour la MB1, vous avez dit que c'était plutôt de bonnes nouvelles et je vous confirme que c'est plutôt de bonnes nouvelles. Donc effectivement, comme m'a dit ma collègue, Dorothée, les 2.200.000 € supplémentaires pour les amendes, c'est en fait une estimation pour 2026 qui se base notamment sur les chiffres réels de 2025. Et ce sont ceux qui sont connus au 30 avril 2026.

C'est directement en lien avec l'extension du piétonnier, essentiellement des infractions constatées. Il y a davantage évidemment de caméras et davantage d'endroits contrôlés, donc c'est principalement les caméras ANPR, que vous connaissez bien, pour le contrôle du stationnement, mais également aussi la scan-car qui contrôle les zones horodateurs et zones bleues qui se sont étendues suite à la piétonnisation.

Pour les 6 millions d'euros dont vous avez parlé, il s'agit bien sûr, comme vous l'avez dit, de la dotation des grandes Villes, donc du ferry pour les autres villes et de la dotation des grandes Villes pour Namur. Et donc, il est essentiellement consacré au plan d'entretien voirie, puisque c'est un plan d'entretien qui nous tient à cœur, qui a été initié sous les deux précédentes législatures.

Et c'est un plan d'entretien qui tient la route, si je puis dire, puisque grâce à cela, nous pouvons entretenir déjà maintenant 70% des rues. On était à 20 ou 30%, il y a 10-15 ans. On est à 70% maintenant. On espère monter à 80% et continuer ce plan d'entretien, même si cette dotation des grandes Villes est moins élevée qu'on aurait pu l'espérer. On va faire en sorte de, cette fois-ci, avec ce budget-là, faire environ déjà, ici pour 2025, donc budget 2025 et réalisation 2026, 16 rues en raclage-pose et 70 rues en enduisage.

Evidemment, la mobilité douce n'est pas oubliée dans ce plan d'entretien voirie puisqu'évidemment, on pense aux pistes cyclables, aux passages pour piétons, on pense aux sécurisations avec les effets de porte éventuellement.

Et aussi, pour les modes actifs, vous savez bien qu'on a récupéré 2 millions d'euros pour le plateau d'Erpent et ces 2 millions d'euros seront entièrement consacrés à la mobilité active, c'est-à-dire aux cyclistes et aux piétons, pour relier efficacement Jambes à Assesse de manière sécurisée pour tous les cyclistes et les piétons avec divers aménagements dont on a déjà parlé de nombreuses fois en commission avec les services qui vous ont présenté les différents projets, les différents plans.

Au centre-ville aussi, si on parle piétons, le centre-ville se piétonnise donc je pense qu'on peut dire qu'on va dans le sens quand même des piétons puisqu'il y a une piétonnisation qui continue, rue des Croisiers, Bruxelles, Saint-Joseph, Godefroid, et l'apaisement des boucles de circulation, il y a de nombreux jalons urbains, du mobilier urbain, des bordures, des bacs de plantation, il y a un million d'euros certainement qui est dédié à cela.

Le marché de Namur n'est pas oublié non plus et qui dit marché de Namur dit marche, dit piétons. Donc on va installer une cabine à haute tension, vous l'avez vu dans la MB1, c'est quand même un montant de 60.000 euros mais c'est pour sécuriser toute cette zone de marché, ici pour les ambulants, le samedi.

L'éclairage, pour moi, est important également dans des endroits comme le pôle Rogier, le parc des Dames Blanches, pour la sécurité aussi des piétons. Et donc on est à 100.000 euros en MB1. Il y a des suppléments assez importants pour le parc des Dames Blanches, on l'a abordé en commission avec votre collègue, Christine Halut, pour les suppléments qui ont été dus à l'étanchéité, la stabilité, les diverses évacuations et les divers avenants sur lesquels on est tombé.

Mais on investit toujours dans le parc des Dames Blanches afin d'en faire un fleuron du centre-ville qui sera dédié essentiellement à la balade et donc aux piétons. Donc les piétons ne sont pas du tout oubliés.

On peut aller plus loin aussi, puisqu'on investit un petit peu en urgence en MB1 dans une épandeuse à sel mais c'est aussi pour les cyclistes, c'est pour les automobilistes mais aussi pour les cyclistes qui parcourent toutes nos voiries. Et donc une épandeuse à sel, cela coûte quand même 50.000 euros.

L'école de Flawinne n'est pas oubliée, c'est pour la cour d'école donc c'est pour les bambins qui puissent gambader en toute sécurité mais c'est quand même 15.000 euros en MB1.

La gestion des eaux, on l'a dit, elle n'est pas oubliée non plus. Loin de là, surtout avec tous les événements qui nous touchent pour le moment, vous le savez bien, on en reparlera plus tard dans le Conseil, que ce soit au niveau des points abordés à l'heure du jour ou des points complémentaires.

Il y a notamment dans la MB1, les réparations urgentes d'ouvrages d'art comme l'escalier rue Woitrin en bord de Sambre qui a été endommagé. C'est quand même un coût de 63.000 euros. C'est aussi pour les piétons. L'égout de la Venelle des Capucins, qui est aussi budgétisé ici-dedans, avec le curage endoscopique aussi des égouts du centre-ville pour 200.000 euros, et les études et les acquisitions de terres pour la ZIT de Berlacomine, on en parlera tout à l'heure.

Voilà, je pense avoir un petit peu été dans tous les domaines que vous avez abordés.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine, c'est à vous.

M. J. Lemoine, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

Sans surprise, beaucoup d'attaques sur l'enseignement, sur l'écologie, sur le personnel communal. Bon, je m'y attendais. Je remercie cependant Monsieur Martin pour sa correction dans les débats. Pour le reste, c'était le palais des inepties.

Le palais des inepties, d'abord, dans l'apport des solutions parce que la seule solution que j'ai entendue ici, c'est faites appel au niveau de pouvoir supérieur. Alors c'est vrai qu'il faudrait faire appel au niveau de pouvoir supérieur mais j'aimerais juste faire un tout petit rappel.

Les déficits au niveau du pouvoir supérieur, parce qu'on n'est pas les seuls à être en déficit, c'est 2,3 milliards à la Région, c'est 1,485 milliards à la Fédération Wallonie- Bruxelles et c'est plus de 30 milliards au Fédéral; toutes les mesures prises au Fédéral ne résorbant que, finalement, le poids du déficit à payer.

Donc, je veux bien vous entendre en disant qu'il faut appeler les niveaux de pouvoir supérieurs, mais les niveaux de pouvoir supérieurs, eux aussi, font face à des déficits béants. Et pour résoudre ces déficits béants, vous l'avez évoqué ici, puisque c'est une habitude aussi, on prend des débats d'autres niveaux de pouvoir et on les ramène dans l'entité locale, eh bien, au Fédéral, vous êtes vent debout contre toutes les perspectives d'économie.

Réforme du chômage, scandaleux, vent debout, et pourtant, quand on demande à certains présidents de partis, on ne reviendra pas dessus, parce que c'était quand même une mesure raisonnable et raisonnée.

Index, vent debout, scandaleux, et pourtant, le personnel communal vous coûte quand même très très cher. Oui, puisqu'il y a des index successifs qui sont actés, 2 cette année et qui nous coûteront 700.000 euros.

Vent debout contre les pensions, qui passent de 36 milliards à 70 milliards, mais on achète des F-35 à la place. Ben non. Les pensions sont passées de 36 milliards à 70 milliards et l'armement est un budget différent qui n'a pas été augmenté ou presque depuis 2014.

Bref, à chaque fois des critiques sur les réformes prises au Fédéral mais peu de solutions apportées finalement à tous les niveaux de pouvoir.

J'en viens peut-être à mes compétences. Alors, sur l'enseignement, Madame Grandchamps, avec tout le respect que je vous dois, puisque vous avez été ma prédécesseuse, Madame Halut également, je suis inquiet de vos lectures des budgets.

Parce que quand vous me dites "Il y a moins 600.000 euros dans le personnel enseignant" , mais non, Madame, c'est une écriture comptable. Et donc en fait, ce qui se passe, c'est que lorsque l'on budgète 6 millions en l'occurrence pour le personnel dans l'enseignement, et que 600.000 euros de moins sont dépensés, eh bien, il y a moins 600.000 mais ils ne sont pas dépensés.

Pourquoi? Pas parce que je réduis le personnel. C'est du personnel Fédération Wallonie-Bruxelles, mais parce qu'il y a du turnover, du remplacement, des absences, qui font qu'il y a à l'inscription comptable, des perspectives soi-disant d'économie qui n'en sont absolument pas.

Donc évidemment, pas 600.000 euros de moins dans le personnel enseignant. Il y a presque 27 temps plein mis à disposition par la Ville, en plus du personnel de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'enseignement communal et 5 temps plein pour l'enseignement artistique.

Vous dites aussi: "C'est scandaleux, vous retirez 300.000 euros dans les établissements à besoin spécifique". Mais non, pas du tout. Vous avez parlé du fait que 300.000 euros seraient retirés, alors que, en fait, c'est 300.000 euros complémentaires qui ont été apportés par la Fédération, puisqu'il y a eu 300.000 euros de dépenses en plus.

C'est-à-dire que je n'ai pas gardé ces 300.000 euros, c'est simplement 300.000 euros qui ont été débordés, dépassés par la commune, et la Fédération Wallonie-Bruxelles vient finalement renflouer les caisses et donc améliorer sous une forme le déficit, et résoudre ce déficit. Donc, évidemment, pas d'économie en la matière non plus.

Vous parlez aussi d'écologie, en vous disant que mes postes vous ont fait bien rire, au même titre que la gauche n'a pas le monopole du cœur, vous n'avez pas le monopole de l'écologie, Madame Grandchamps.

Cette majorité s'est engagée à poursuivre les efforts en la matière. J'en suis très fier. Et moi, contrairement à vous, je reste correct dans le débat démocratique. Et je trouve que ce que vous avez fait pendant des années est excellent pour nos écoles communales: verdurisation des cours de récréation, planter des arbres, mieux isoler nos bâtiments. Bref, c'est une politique que l'on poursuit.

Prenons en exemple avec Monsieur Auspert, l'école de Bouge Centenaire, qu'elle est en train de rénover, l'inauguration de la cour de l'école de Wépion, qui a été verdurisée. Bref, un engagement qui se prolongera, puisque nous savons, et je le répète ici, j'en suis persuadé, c'est dans le programme des Engagés, nous avons un Ministre au Fédéral qui s'occupe du climat.

Eh bien, oui, c'est le défi du siècle, et du siècle dernier, malheureusement, je n'étais pas né, donc je n'aurais pas pu y participer, et du siècle dernier, de répondre à ces perspectives écologiques, à la transition écologique et à l'adaptation de nos centres-villes, ce qui comprend également nos écoles en bordure de ville.

Sur le personnel communal, je l'ai dit, dans le palais des inepties, Monsieur Bruyère, je viens à vous, vous avez sans doute le trophée.

Le personnel communal, vous avez fait un beau laïus en disant: "Ben voilà, le personnel communal, c'est celui qui tond les haies, qui finalement est là pour accompagner l'ensemble des citoyens, qui est là pour entretenir les espaces verts, bref, ce sont des gens précieux". Je suis tout à fait d'accord avec vous.

Et c'est pour cela d'ailleurs que dans les perspectives budgétaires, le Collège a décidé de passer à une politique de non-remplacement plutôt que de licenciements et à ce que le plan d'embauche soit réduit plutôt qu'à licencier des personnes ou des services.

Mais alors, Monsieur Martin, j'ai suivi un de vos conseils, parce que vous m'avez dit il n'y a pas longtemps, vous devriez un petit peu apprendre et regarder ce qui se passe dans les autres villes. Alors, je ne vais pas aller vers Charleroi, moi j'aime beaucoup Monsieur Dermine, parce qu'il serait un petit peu coloré avec les Engagés.

Donc je me suis dit, je vais regarder une autre ville. Je vais regarder une ville où on ne peut pas soupçonner Les Engagés de prendre des décisions. Et donc, j'ai été chez une ville bien

rouge, bien, bien rouge. J'ai été à Molenbeek et figurez-vous que la majorité à Molenbeek, c'est PS et PTB.

Moi j'aime bien ces communistes-là, en tout cas je les préfère à vous, parce qu'ils ne sont pas que dans le slogan. À un moment, ils prennent leurs responsabilités.

Qu'est-ce qu'ils font à Molenbeek? Ils suppriment 40 emplois.

Donc vous nous faites la leçon du laïus en disant: "Le personnel communal, c'est important", mais quand vous, vous êtes au pouvoir et que vous êtes confrontés aux mêmes réalités budgétaires, le PTB licencie 40 personnes dans, finalement, son personnel communal.

Donc arrêtez avec vos laïus, mettez-vous dans la perspective qui est la nôtre. Je vous ai entendu dire: "Le budget devra être adapté en fonction du besoin des gens". Moi je vais vous dire une autre phrase: "Le budget, il est ce qu'il est et pas ce qu'on aimerait qu'il soit". Il y a des faits, il y a une réalité à laquelle on doit s'adapter et pour s'adapter, oui, il n'y a pas que des dispositifs de gratuité qui peuvent être mis en place.

J'en viens à mon dernier point, les repas scolaires.

Vous dites: "C'est scandaleux, il y a des enfants qui ne mangent pas". C'est une problématique que je suis de très près. Ma collègue l'a dit, on fait attention à ce que nos enfants mangent, mais surtout mangent bien. L'augmentation qui a eu lieu entre, puisque vous me l'avez demandé, 2024-2025, c'était de 4,14 euros le repas à 4,64 euros. De 25 à 26, cela n'a pas encore été tranché. On doit encore en discuter avec le Collège, mais elle sera soit bien importante, soit inexistante. Donc vous pouvez être rassuré à ce niveau-là. Mais surtout, il y a le tarif social qui divise le prix par deux, pour les enfants qui sont issus de familles qui ont des difficultés financières et qui permet à ces familles, à des enfants, de manger pour à peu près 2 euros le repas.

C'est record, je ne sais pas où vous pouvez faire moins que cela pour un repas équilibré et de qualité.

Donc j'en conclurai par le fait que, oui, nous faisons des perspectives d'économie face à un budget compliqué, mais que nous adaptons ces économies avec des choix justes, posés, qui permettent de ne pas couper dans l'enseignement, de ne pas couper dans l'éducation de nos jeunes et surtout, surtout, d'être adaptés à la réalité, à la réalité de tous les niveaux de pouvoir et pas simplement les évoquer comme un joker qui, à la fin, n'existe pas.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine et Madame la Bourgmestre va clôturer ce tour numéro un.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Merci, Monsieur le Président.

D'abord, je vais répondre à Monsieur Noël concernant la supracommunalité.

Comme vous le savez bien, la précarité était un des thèmes que nous avons soutenus depuis plusieurs législatures, d'ailleurs. Juste pour vous informer que ce thème a été justement retenu. Donc la volonté est de faire un diagnostic objectif, justement, de tout ce qui est sur le terrain et de pouvoir dès lors voir avec les autres communes, comment faire pour objectiver et surtout trouver des solutions communes et donc des participations également communes.

Par rapport à la piscine en Meuse, Madame Grandchamps, au départ je ne comptais pas vous répondre, puis je vais quand même le faire parce que c'est très important que les citoyens et les citoyennes l'entendent également.

La décision de ne pas mettre de piscine en Meuse ne date pas d'hier et – attendez que je termine, si vous voulez bien, merci – n'a pas changé par rapport à la précédente législature. Rappelez-vous, nous avions analysé, en long et en large, les endroits qui pouvaient potentiellement accepter de la nage en Meuse. Ces endroits étaient la Plage d'Amée et l'actuel Flow. Ces endroits ont été définis, au vu de la navigation fluviale et des possibilités des voies navigables de nous permettre d'avoir un endroit de nage. Un endroit de nage avait d'ailleurs eu lieu là, à la Plage d'Amée et a dû être fermé par rapport à la qualité de l'eau.

Par après, nous avons étudié je ne sais pas combien de possibilités, Madame Barzin. Alors il y a celle de mettre des petits flotteurs, le plus simple, et ce que vous dites, avec des maitres-nageurs, c'est tout simple. Ce n'est pas possible par rapport à la qualité de l'eau, ce n'est pas possible par rapport à la situation, à la dangerosité. Donc nous avons essayé d'avoir un système de filtration de l'eau qui resterait dans l'eau. Ce n'était pas possible par rapport à la problématique des orages que nous risquons d'avoir et donc des gros flux d'eau, qui risqueraient d'endommager la structure. Donc il fallait qu'elle soit mise dans l'eau et pouvoir être enlevée. Ce qui engendrait des coûts de stockage et puis pour la mettre et la démettre.

Nous avons essayé des structures avec de l'eau de Meuse indépendamment de l'eau. Nous avons essayé avec de l'eau naturelle, à côté de la Meuse.

Toutes ces structures dépassaient de bien loin ce que vous prétendez avec les 200.000 euros que nous pourrions récupérer. C'était juste infaisable et c'était pécuniairement beaucoup d'argent investi.

Alors oui, on a besoin d'infrastructures et d'endroits pour aller profiter d'un peu de fraîcheur, mais non, la Meuse et la Sambre ne sont pas des endroits que nous pouvons continuer à explorer comme solution.

Vraiment, je demande aux jeunes qui le font – et la volonté est certainement de ne pas comprendre les dangers qui y sont – mais encore aujourd'hui, deux jeunes ont été repêchés alors que c'était dangereux.

Ce n'est pas avec un encadrement, comme vous le dites, que nous pourrons rendre les choses moins dangereuses. L'eau et la situation du fleuve ne nous le permettent pas. Ce n'est pas comme la Seine, qui, soit dit en passant, n'est quand même pas si propre que cela. Ce n'est pas comparable et nous ne pouvons pas le faire. Tout a été analysé et vos partis étaient là pour l'entendre et pour voir ce qui a été fait.

Je terminerai par rapport à vous, Monsieur Martin, juste pour vous dire que gérer les finances publiques avec responsabilité, n'est pas pour moi synonyme d'un manque de vision. C'est un beau mot que vous avez utilisé là, un beau slogan, je dirais. Mais c'est justement parce qu'on veut avoir un avenir pour Namur, c'est justement parce qu'on veut continuer à croire et à investir dans demain, que nous faisons ces choix difficiles et c'est parce que nous voulons préserver notre capacité à continuer à y croire.

Alors effectivement je n'étais pas là à la conférence de presse de l'Union des Villes et des Communes, auprès des autres grandes villes, pour dire combien notre Ville avait besoin aussi d'argent et de financement des pouvoirs supérieurs. Ce n'est pas pour autant que je ne le pense pas. Ce n'est pas pour autant que je n'étais pas là aux réunions préparatoires et ce n'est pas pour autant que quand je suis interviewée par des journalistes, je ne le dis pas.

Certes, je n'ai pas la verve et la capacité vidéo de certains des Bourgmestres PS de pouvoir invectiver d'une manière ou d'une autre nos autres niveaux de pouvoir. C'est loin de là, mais loin de là, pour autant que je ne suis pas à côté de nos Ministres, que je ne fais pas entendre la voix de Namur et je ne crois pas en un avenir pour notre Ville. Loin de là, je le répète. Je suis là aussi pour comprendre ce que les autres niveaux de pouvoir ont, et je remercie l'Echevin Lemoine d'avoir précisé les montants, par rapport aux difficultés financières de tous les nouveaux pouvoirs.

Vous pouvez critiquer tous nos choix. Vous pouvez proposer tous vos choix. Même cumulés, nous n'arriverons pas à avoir un budget à l'équilibre.

Donc évidemment qu'on doit être là et être aux autres niveaux de pouvoir pour le remonter. Mais c'est évident que croire que les autres niveaux de pouvoir seront là pour nous sauver, c'est insuffisant aussi, puisqu'ils sont dans la même situation financière que nous.

Alors, oui, on a le moyen d'influencer. Oui, on le moyen de faire comprendre notre réalité de terrain et de nous battre pour qu'ils puissent nous aider. Mais nous devons aussi être responsables et continuer à l'être. Et oui, nous devons avancer en ayant un avenir devant nous.

Sinon, nous reculons et ce n'est pas cela qu'on veut pour Namur.

Alors, vous êtes à nos côtés, vous êtes dans l'opposition, vous l'avez dit plusieurs fois, vous vous sentez bafoués. Je ne le crois sincèrement pas, je le répète. On continuera à essayer de travailler ensemble pour le bien des Namurois et des Namuroises.

Mais je le redis, et vraiment je le redis, notre vision est celle-là, c'est de croire en l'avenir de notre ville en étant responsable par rapport à ce que nous devons prendre comme décision.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Bourgmestre.

Monsieur Martin. Je vais refaire le tour comme on a commencé, Madame Grandchamps, si cela vous va. Je vous en prie.

Monsieur Bruyère, sorry, vous êtes dans mon mauvais champs de vision.

En fait on est dans les répliques donc vous préférez commencer?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Il est hors de questions que Monsieur Bruyère commence.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous avez encore une question? Non.

Et en fait, Monsieur Bruyère, dans la prochaine intervention, je commencerai par vous, si vous voulez.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB;

C'est parce que le dernier échange était le plus chaud, c'est pour cela que je me permettais, avant qu'il ne refroidisse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pour moi c'est pareil, si vous êtes d'accord, je n'ai pas de soucis.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB;

Si cela convient à tout le monde.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Non, moi je vais intervenir.

Madame la Bourgmestre,

Je vous posais une question sincère, vous m'avez répondu sincèrement, donc je vous sens un peu piquée, mais permettez-moi de vous poser la question. C'était un rendez-vous important, une communication et vous pouvez aussi considérer qu'à ma place, vous vous seriez posé la même question. Je me dis qu'à un moment donné, j'espérais en effet que vous n'ayez pas une instruction venue d'ailleurs pour vous dire... voilà. Donc tant mieux si vous êtes à leur côté.

Loin de moi –je ne l'aurais jamais fait et je ne le ferai jamais – de qualifier que vous n'avez pas la même verve que les autres. Ce n'était pas du tout mon propos. Donc j'espère que ce n'est pas ce que vous avez compris. Mais en tout cas, je suis rassuré.

Par contre, là où je ne suis pas d'accord avec vous, c'est quand vous dites qu'il faut arrêter d'attendre des autres qu'ils nous sauvent. Il faudrait peut-être attendre d'eux qu'ils arrêtent de nous plomber, parce que c'est cela la difficulté. La problématique majeure c'est celle-là. Je suis désolé, je ne vais pas revenir sur tout ce que j'ai dit, mais les mesures, les principales mesures, la centaine de mesures la plus indigeste qui nous vient en pleine figure c'est quand même pour votre pomme et cela je suis désolé. Avant ces mesures-là même s'il y avait des difficultés, même si Oxygène préexistait auparavant, je suis désolé, mais les projections telles qu'elles étaient, nous impactaient beaucoup moins qu'elles nous impactent aujourd'hui. Donc qu'ils arrêtent déjà de nous plomber avant de chercher des solutions qui sont aujourd'hui sur la table.

Je vous en ai proposé des solutions, vous en proposez d'autres, mais moi je veux bien, si vous voulez, on peut discuter autour d'un nouveau pacte de majorité, mais ce n'est pas en tout cas à l'heure actuelle.

Donc faites votre travail, moi je fais le mien et je vais même plus loin de ce que je peux. Je vous propose des solutions, vous ne les acceptez pas et c'est votre choix.

Mais alors, il ne faut pas venir dire que nos choix ne sont pas les bons parce que je pense qu'à un moment donné, il y a quand même des choix principaux.

Puis vous dites: "On a une vision, on a un avenir". Ben oui, vous l'avez montré par le passé, j'en parlais tout à l'heure, il y a des choix que vous avez posés, qui vous appartiennent, qui ont impacté les finances. Cela, c'est inéluctable. Cela, il faut aussi l'assumer. Comme je le disais tout à l'heure, Madame Barzin, la dette cachée, ce n'est pas un gros mot, c'est qu'à un moment donné, aujourd'hui, il y a des montants qui sont engagés et qui ne sont pas liquidés. Ils ne sont pas liquidés parce que les factures n'arrivent pas. On ne saurait pas les liquider, on ne saurait pas savoir si on va les payer en trésorerie ou en emprunt. Donc fatalement, il y a un surcoût qui va venir affecter le compte et les budgets. Donc cela c'est inexorable. À un moment donné, vous avez posé des choix, les choix pharaoniques que vous avez posés, je prends le téléphérique par exemple ou d'autres, c'est un choix et vous devez l'assumer aujourd'hui. Cela, ce n'est pas nous qui l'avons pris, c'est vous.

D'ailleurs, Monsieur Auspert a dit que le doyen, c'est lui. Voilà. Cela me fait toujours plaisir quand il dit cela, parce qu'au moins, on ne pourrait pas accuser le PS d'avoir encore plombé les finances communales.

Donc voilà, Madame la Bourgmestre, en tout cas, pour vous apaiser sur les tensions. Je voulais vous entendre légitimement sur vos propos.

Madame Barzin,

Je vous ai répondu sur une série de choses sur la dette cachée. Je ne crois pas du tout que vous soyez vicieuse au point de nous rendre la vie compliquée. Je ne le crois pas, vous voyez. Cela dit, vous avez reçu le document le 22. Moi, hier soir, je travaillais sur le compte. Si j'avais eu le document le 22, peut-être que cela m'aurait aidé. Donc voilà.

Autre chose, c'est qu'à un moment donné, même si c'est difficile pour le CRAC au niveau des plannings, moi, je ne vais pas revenir en arrière. Quand je vous demande de tenir la Commission 7 jours à l'avance, c'est pour pouvoir digérer. Je peux vous dire que, quand je dis "digérer", je pense à tous les collègues qui sont là, qui travaillent en plus, qui consacrent du temps à l'analyse des comptes et faire notre travail, qui est le travail de contrôle de la majorité, cela prend du temps, de l'énergie et cela prend surtout plus de temps, que quand on y est, quand on a déjà les éléments de réponse. Quand en plus on a des délibérations qui sont modifiées, où on ne perçoit pas le contour et alentour et qu'en une phrase, on doit comprendre finalement quel est l'objectif de la mesure, ben voilà. Ce n'est pas que je suis plus bête qu'un autre, en tout cas je ne le crois pas, mais à un moment donné, les explications, elles ne sont pas là et je ne vais pas appeler à 3h du matin le DGF pour qu'il m'explique cette modification.

Je ne crois pas à un seul moment que c'est de votre volonté, mais mettez-vous à notre place car à un moment donné, on ne peut plus vivre des situations comme celles-là.

Sur la charge 2025, j'ai bien noté en effet: donc moi j'avais retenu, parce que c'était écrit, que la charge Oxygène 2025 n'était pas reprise, en tout cas au compte, mais je suis rassuré de savoir qu'elle est déjà dans les projections. En tout cas, c'est ce que j'avais retenu.

Sur les réserves, oui, je ne peux pas vous donner tort. Oxygène, c'est d'ailleurs un Ministre Socialiste qui a proposé cette aide parce qu'il fallait aider les communes à pouvoir s'en sortir et naturellement pouvoir thésauriser un peu, pour anticiper sur l'avenir. Donc je ne veux pas vous reprocher de faire des réserves. Sauf que ces réserves-là, ce n'est pas des réserves dégagées de bonni et ce sont des réserves qui coûtent cher puisqu'on doit, quelque part, payer les emprunts, donc 85% et 15%. Donc cela, vous le savez.

Quand vous dites que le Collège souhaite revenir à l'équilibre et continuer à prendre des mesures, "parce que nous sommes des gens responsables", dont acte, c'est salutaire. Mais, moi, je veux dire: "Comment vous allez faire?". Parce qu'à un moment donné, presser les

Namurois, tels qu'ils sont déjà pressés aujourd'hui, comment vous allez faire pour arriver à les presser d'autant plus et revenir à l'équilibre? Moi, je ne vois pas de solution.

Donc, je reviens à ce que je disais à Madame la Bourgmestre tout à l'heure: à un moment donné, il faudra bien que les niveaux de pouvoir supérieurs arrêtent de presser toujours les pouvoirs locaux et toujours mêmes sur lesquels on retombe.

J'ai entendu tout à l'heure qu'on avait, sur fond propre, engagé des policiers. Je ne sais pas si c'est vous qui l'avez dit ou quelqu'un d'autre. Cela, c'est un choix politique. C'est un choix politique. Donc, non seulement, l'État fédéral ne paye pas ce qu'il doit au niveau de la Police, mais en plus, on a décidé, nous, à Namur, d'engager sur fond propre des policiers.

Donc vous devez assumer vos choix. Ces choix-là, ils nous ont impactés hier, ils nous impactent aujourd'hui, ils nous impacteront encore demain parce que l'État fédéral vous dit: "C'est vous qui avez choisi d'aller les engager sur fond propre, moi, je ne viens pas vous aider là-dedans".

A un moment donné, il y a cette réalité-là. Donc moi, j'ai envie de vous demander comment vous allez faire, si les niveaux de pouvoir supérieurs ne vous entendent pas et à revenir à l'équilibre? Moi, je ne vois pas du tout de solution.

Le meilleur pour la fin, Madame Deom, parce qu'honnêtement, c'est toujours du pain béni de vous entendre, quand vous dites, et ce n'est pas la première fois, que: "l'État n'a pas vocation à financer des initiatives privées. C'est merveilleux. C'est merveilleux. "L'État n'a pas vocation à financer des initiatives privées". Mais votre Président, s'il nous écoute, il va vous tuer demain. Honnêtement – je ne sais pas, mais – tout ce que vous mettez en place, tout ce que vous apportez généralement comme solution, c'est pour financer des initiatives privées. Je ne dis pas qu'il ne faut pas. Mais, honnêtement, s'il vous entend demain, il va vous gronder. Donc, je dirais, à mon avis, que soit vous avez mal compris ou que ce n'est pas ce que vous avez voulu dire.

Très honnêtement, moi, je vais vous poser une question: qu'est-ce qu'a coûté, par exemple, votre action sur le "dimanche commerces ouverts à Namur"? Je suis désolé, alors moi, je ne suis pas contre, mais les moyens que vous avez dépensés, c'est quand même pour d'initiatives privées. Non? C'est non? Ben si, voilà.

Donc vous êtes contre toute forme de primes, il faudra dire à votre Président qu'il arrête de donner des primes, surtout aux grosses entreprises, qui ne remboursent pas et qui se barrent après, et surtout d'arrêter, finalement, toutes les aides qui sont aujourd'hui données sans difficilement avoir des retours sur l'économie réelle.

Donc faites attention à ce que vous dites parce qu'à mon avis vous allez un jour y passer.

Voilà, merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin. Monsieur Seumois, c'est à vous.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Merci.

Merci Madame Barzin pour enfin avoir eu cette réponse que j'attendais depuis quelques semaines.

On sera face à un problème, effectivement, quand nous vérifierons l'utilisation des données publiques sur le compte de cette ASBL, puisque au vu de tout ce qu'on a démontré la dernière fois, les avantages que cette ASBL perçoit sur le territoire de la Ville de Namur, pendant que d'autres doivent se serrer la ceinture, c'est assez inimaginable, par rapport à ce qu'on doit vivre sur le terrain au quotidien.

J'espère en tout cas… cas qu'on n'aura pas d'autres surprises en épluchant les comptes futurs, puisqu'il a quand même fallu travailler, pour aller chercher ces 250.000 euros-là. Alors il a fallu aller voir dans les détails du compte, pour se rendre compte que cette fois-ci, la recette n'était pas là.

Donc j'espère qu'on n'aura pas d'autres mauvaises surprises.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Seumois. Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci Monsieur le Président, merci à chacune et à chacun pour vos éléments de réponse.

Je voudrais juste préciser une chose: merci Madame la Bourgmestre pour l'intention concernant les éléments de la supracommunalité et les enjeux sociaux.

J'attire votre attention sur la manière d'évaluer les choses. Vous n'êtes pas sans savoir que les communes périphériques ont plutôt tendance à envoyer les sans-abri sur Namur qu'autre chose. Donc ne prenez certainement pas cet indicateur-là pour espérer une contribution des communes limitrophes dans cette logique-là. Cela va bien au-delà. Je pense que les besoins, effectivement, doivent être objectivés et qu'après, c'est au prorata du nombre d'habitants, par exemple de chaque commune, que les répartitions doivent faire. Donc soyez très vigilante sur la manière d'aborder les choses et je compte sur vous pour que cela puisse aboutir.

Sur les éléments que j'ai entendus, Monsieur le Président, je vous invite à tenir compte du fait qu'on nous reproche souvent nos parallèles avec les réalités régionales ou fédérales. Je vous inviterai à réécouter le propos de Monsieur Lemoine, qui a pris plus de la moitié de son temps à faire ce même parallèle. Donc faisons-le de manière équitable, mais surtout n'allez pas nous reprocher quelque chose que vous, en majorité, vous faites également.

Dernier élément, par rapport à la trajectoire générale, Madame la Bourgmestre a exprimé, avec une certaine forme de fermeté, la trajectoire.

Je voudrais quand même souligner à quel point les transferts de charges sont en train de se faire et continuent à se faire. Je pense que quand on parlera des points APE, on se rendra compte à quel point, pour l'instant, c'est effectivement le niveau communal qui subit de manière excessive les décisions qui sont prises par la majorité MR-Engagés à la Région et par cette même composante au niveau fédéral.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Grandchamps.

Madame Lenglez, pardon, excusez-moi.

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

Oui, je vais répondre à Madame l'Echevine Deom.

Je vais revenir sur vos termes. Vous parlez de suppression des primes, vous parlez de raison budgétaire, alors que la lecture des comptes montrait que les fonds étaient disponibles. Ce n'est pas une raison budgétaire. Les fonds étaient là. Vous parlez d'une grande distribution des finances publiques qu'il ne serait pas sain de perpétuer à long terme. Personnellement, je vous ai parlé de court terme, de l'année 2025 et de crédits qui auraient dû aider des commerces à traverser cette période de transformation. Vous parlez d'environnement favorable au développement des commerces. Or, cet environnement n'était pas et n'est pas exactement assuré, en ce moment pendant la durée de travaux, et ce en raison de décisions qui sont des décisions politiques.

Je ne remets pas du tout en cause le projet du piétonnier, qui apportera beaucoup de bénéfices pour notre ville, mais la situation actuelle est difficile à traverser pour des commerces.

Vous parlez de ramener des clients en ville alors que ce sont ces décisions politiques qui ont été prises, qui les ont éloignés temporairement.

Il aurait donc été opportun de pouvoir aider ces commerces avec des crédits qui avaient été votés et qui avaient été accordés à cette fin.

En attendant, beaucoup de commerces n'ont pas survécu. Oui, certes, des économies ont été faites, mais ce sont parfois des drames humains qui se sont joués derrière certaines fermetures. Si vous voulez, je peux vous présenter les personnes qui les ont subies.

Si vraiment les enjeux humains doivent s'effacer derrière des chiffres, puisque c'est ce que vous faites, je me permets de rappeler qu'un commerçant qui se maintient, contrairement à une cellule vide, c'est énormément d'argent qui rentre dans les caisses de la commune et de votre Gouvernement Arizona que vous défendez, que ce soit via des taxes, des redevances, via la TVA, et tout un tas d'autres cotisations qui sont payées. Nous sommes bien au-delà des primes qui ont été versées et de l'argent qui aurait pu être investi.

Voilà. Je vous remercie, parce que je pense vraiment que nous aurions tous à y gagner, d'aider à nouveau ces commerçants avec ces crédits, qui avaient été votés pour cela.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Lenglez.

Madame Grandchamps.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Oui, merci Monsieur le Président.

Je veux dire que je suis un peu abasourdie par toutes vos réponses en fait. A part Monsieur Auspert qui est très clair, transparent et qui assume les choses. Je suis vraiment sous le choc.

Alors, je vais les prendre dans l'ordre.

Je n'ai pas reçu, d'abord, de réponses à deux questions et j'aimerais les avoir en fait. Donc j'ai mis en avant que vous n'avez perçu que 500.000 euros d'argent sur les subsides FEDER, par rapport aux millions qui étaient. J'ai bien entendu et je sais qu'on ne sait pas faire tout. Ma question était: est-ce qu'on est certain que nous sommes dans les délais que nous allons recevoir l'ensemble des subventions proméritées?

C'est ma première question.

Deuxième question: vous recevez 12 à 13 millions de subsides à l'extraordinaire, plus ou moins 6 vont à la mobilité. A quoi vont servir les autres, je n'ai pas reçu de réponse.

Voilà.

Est-ce qu'il y a moyen d'avoir des réponses à ces deux questions?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Grandchamps.

Monsieur Sohier.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Je n'ai pas fini, pardon.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ah, je croyais que vous aviez fini, je vous entendais plus.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Mais non, j'attends une réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Comment?

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

J'attends une réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Mais je croyais que vous aviez fini, je vous entendais plus. Mais moi je ne vois pas votre micro en fait, de là.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Ah voilà, mais donc j'attends une réponse, mais je n'ai pas fini. J'attendais une réponse.

Vous voulez un peu de temps pour la trouver? Cela va, je continue.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Mais non, mais on ne va pas faire cela à chaque fois, sinon on n'est pas sortis de l'auberge.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Je continue, alors je continue, cela va.

Vous avez été distrait, nous dit-on. Je reformule ma question: j'ai bien entendu que vous n'avez perçu que 500 millions de subsides FEDER.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Madame Grandchamps, je vous ai entendue mais on attend le tour de table.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Très bien. Voilà, parfait. Ok.

En termes (je vais les prendre dans le désordre) de mobilité, il n'y a rien de concret de prévu, de significatif pour les piétons et pour les cyclistes. Vous avez cité des éléments, mais il n'y a rien, vous n'allez pas nous dire à partir de maintenant.... oui, vous nous dites toujours: "Erpent, Erpent" mais Erpent, c'est le passé, moi je vous parle de l'avenir et de maintenant. Vous, il y a 6 millions et vous nous dites: "On fait un escalier à 10.000, on fait ceci, le piétonnier c'est pour les piétons". Excusez-nous, tout le monde n'habite pas dans le piétonnier. Il y a des villageois, il y a Erpent, vous l'avez dit, mais il y a Wierde, il y a Salzinnes, il y a Saint-Servais. Il y a plein de villages aussi. Vous ne croyez pas que le piétonnier va régler tous les problèmes des piétons. Il y a des halls sportifs, il faut pouvoir y aller à pied, à vélo. Donc, il n'y a pas aujourd'hui un budget de 1 million ou de X, dédié à la mobilité douce, active. C'est bien dommage.

Il y a un plan d'entretien. Vous continuez à faire de la route, il en faut. Vous n'allez pas rénover de route. Vous allez mettre de l'enduisage sur 70 routes et faire un raclage sur 16 rues. Vous n'allez rénover aucune rue. Donc cela veut dire que vous n'allez pas pouvoir créer de trottoir.

Deuxième élément, les amendes. Alors là, votre réponse, elle me laisse sans voix. Pourquoi? Parce que d'une part, vous nous dites: "On fait 2 millions de recettes en plus parce qu'on met 2 caméras". On ne sait pas trop bien pourquoi on a reçu 2 millions de plus d'amendes administratives.

Donc la question, je n'ai pas la réponse, vous ne l'avez pas, donc pouvez-vous nous l'envoyer par écrit, puisqu'il vous faut du temps pour l'obtenir? En quoi consistent les amendes administratives, le supplément de plus d'un million pour arriver maintenant à 4 millions?

Monsieur Dupuis, excusez-moi, mais cela n'a rien à voir avec le scan-car, etc. Cela, c'est du stationnement, c'est une autre redevance. Ici, nous parlons d'amendes administratives. Donc cela n'a strictement rien à voir.

Ensuite, l'enseignement. Alors là, Monsieur, là vous me décevez. Vous nous faites une théorie sur les rémunérations, mais en fait les 600.000 dont je parle, ils sont ici. Je vais vous dire à quoi cela consiste, parce qu'en fait cela ne concerne pas les salaires ou les traitements des enseignants, cela ne passe pas par nous, ce n'est pas nous qui payons les enseignants, contrairement à ce que vous venez de dire. Nous payons les agents que nous engageons nous-mêmes sur fonds propres.

Je vais vous dire, puisque vous n'avez pas répondu à ma question, où vous avez enlevé, où les dépenses n'ont pas été dépensées, il y a:

- *Traitement animateur, pacte d'excellence, - 77.000,*
- *Traitement personnel APE, animateurs: - 174.000,*

- *Traitement puéricultrices: + 21.000,*
- *Soutien scolaire: - 36.000.*

Voilà la réponse que j'attendais, Monsieur Lemoine, et pas de dire: "Vous ne connaissez rien à la comptabilité budgétaire". Je sais lire un compte, je sais lire une modification budgétaire, mais visiblement vous avez encore un peu de travail de votre côté.

Les 300.000, c'est pareil. Vous faites semblant de ne pas comprendre ce que je dis, ou alors vous n'avez pas vraiment compris: 300.000 viennent en recettes, et vous ne les mettez pas en dépenses. Je ne vois pas, contrairement à ce que vous dites, que vous les aviez mis en dépenses supplémentaires les autres années. Non, les dépenses restent les mêmes. Et hop, on a eu 300.000 et ces 300.000, hop, vous les gardez. C'est un hold-up. Vous prenez l'argent de l'école et vous les mettez pour réduire le déficit général.

J'en viens, en fait, à la nage, avant de… enfin, non, je vais clôturer d'abord sur cette question budgétaire avant de passer sur la nage.

Eh bien, qu'est-ce qu'on peut retenir là-dessus?

1. *Il y a un grand nombre de projets non-réalisés. C'est une réalité.*
2. *Vous rejetez certains projets de la majorité précédente et pas que des Ecolos, puisqu'on entend Madame Deom qui considère que les projets de Madame Scailquin n'étaient pas les bons, mais en même temps, elle ne prend pas d'initiative pour faire autre chose de plus, puisqu'elle laisse mourir l'argent là, alors qu'il y a moyen de transférer des budgets d'un projet vers un autre, qui nous semblerait plus pertinent, mais peut-être n'avez-vous pas de projet plus pertinent.*

   Ensuite, il y a les économies cachées et là, merci à Monsieur Capelle d'être honnête. Qu'est-ce qu'il nous dit, Monsieur Capelle? Il nous dit: "Nous sommes en difficulté financière, nous prenons nos responsabilités, nous allons faire des économies". Sur quoi? Sur la jeunesse. 77.000 euros, il y avait de l'argent disponible pour faire des projets pour la Jeunesse. Eh bien, on ne les fait pas, on va faire des économies. Merci, Monsieur Capelle, de nous avoir révélé la vérité.
3. *Et donc, troisième élément, donc je l'ai dit: méconnaissance grave.*
4. *Quatrième élément, et cela confirme ce que Madame Scailquin a dit, "vous avez été obligés d'arrêter les subventions", vous n'avez pas été obligé. Il y avait le Plan Oxygène, vous auriez pu faire pression sur votre Gouvernement wallon, pour éviter de devoir supprimer les primes. Nous vous l'avons dit à l'époque. Et c'est donc la preuve, comme tout le monde l'a dit, que ce budget, il est intenable à cause du Fédéral et de la Région wallonne.*

J'en viens à la nage, Madame Bazelaire. S'il vous plaît, Madame Bazelaire.

Alors s'il vous plaît, je suis désolée mais quand vous nous parlez, moi j'ai une boule à l'estomac. Vous devriez regarder les vidéos. Vous êtes très hargneuse. Franchement, je vous demande… je demande aux Conseillers de la majorité... non, je ne vais pas le faire, mais franchement, la manière dont vous exprimez, est difficile à vivre.

Et donc, je vais vous répondre gentiment. Je sais très bien tout ce qu'on a examiné, ce n'était pas cela la question. Ce que je demande aujourd'hui, ce que nous demandons, c'est de sécuriser la nage la Meuse. Bien sûr qu'avec 200.000, on ne va pas mettre une structure, sinon on l'aurait déjà fait depuis longtemps. Aujourd'hui, des gens nagent dans la Meuse au péril de leur vie, parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. Ils nagent où? Ils nagent, même là où des bateaux circulent, alors que nous avons à Namur, des zones non navigables. Alors, il y a des règles, évidemment, je le sais. Il y a le Code de l'Eau, il y a le Code de l'Environnement, il y a un tas de choses, il y a la question sanitaire, évidemment, il y a la question de la sécurité.

Pouvez-vous nous dire pourquoi il est possible de nager en Meuse quand on est sportif et pourquoi ce n'est pas possible de nager, quand on est une famille ou des jeunes?

Je parle bien, pour que ce soit bien compréhensible, d'une zone hors voie navigable, comme il y en a plusieurs à Namur, où il y aurait des maîtres-nageurs qui surveilleraient un espace délimité, où des gens nageraient sous la surveillance d'un maître-nageur.

Qu'est-ce qui nous empêche de le faire aujourd'hui? Alors que nous le faisons pour des nageurs sportifs, pourquoi ne pouvons-nous pas le faire pour des nageurs lambda?

Ma question est très claire et honnêtement, je ne vois pas de réponse, même si vous souriez, je ne trouve pas cela drôle.

Parce qu'interdire, c'est se déresponsabiliser, c'est se déculpabiliser, mais ce n'est pas sécuriser. Il y a danger, il y a canicule. C'est un enjeu majeur, nous vous demandons de prendre vos responsabilités et d'organiser une nage en Meuse sécurisée à des endroits sécurisés.

M. V. Maillen, Président d'assemblée

Vous avez fini Madame Grandchamps ? Merci.

Monsieur Sohier ?

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

Oui, merci Monsieur le Président,

Je serai très court de nouveau, mais je souhaiterais revenir sur les propos de Madame Grandchamps, quand elle intervient en précisant qu'on ne fait rien pour la nage en Meuse.

Je crois qu'elle a la mémoire courte parce que nous avons, avec la Ville de Namur, des clubs, des associations sportives – le NKCC (Namur Kayak & Canoë Club) pour ne pas le citer – et les scouts marins, lancé la nage en Meuse sécurisée et qui amené plus de plus de 5.000 personnes l'année passée et qui regroupe près de 200 personnes tous les samedis.

Alors, si vous habitez à La Plante, que vous voulez nager en Meuse, vous traversez la Meuse, vous allez à la Jambes et vous serez sécurisé.

M. V. Maillen, Président d'assemblée

Merci, Monsieur…

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

... C'est bien ce que je dis, c'est possible.

M. V. Maillen, Président d'assemblée

Merci, Monsieur Sohier.

Monsieur Bruyère.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Merci, Monsieur le Président.

Merci, Monsieur Lemoine, pour votre réponse. Là, le débat est un peu refroidi, mais on va remettre une petite couche dessus.

D'abord, sur le fond, je pense que c'est important de comprendre qu'au-delà de la forme – peut-être que j'étais trop hargneux, cela arrive, en tout cas moi, je peux le reconnaître – mais il faut plutôt écouter le fond. Le fond, si vous avez un peu lu entre les lignes, j'ai essayé d'être le mec sympa, je n'arrête pas de vous dire que ce n'est pas de votre faute. Il y en aurait d'autres qui vous auraient mis des zéros pointés, si on était dans une classe et que vous étiez élève. Moi je vous dis: on comprend tout à fait les problèmes budgétaires puisque la commune n'est pas d'abord et avant tout mal gérée financièrement par vous, mais elle est victime d'une asphyxie organisée, comme d'autres communes que vous citez derrière. Vous avez raison de les citer, parce qu'elles sont elles aussi victimes de ce hold-up.

Donc je vais revenir sur une image que Madame la Bourgmestre, je pense, a utilisée, et qui, je pense, est une mauvaise manière de voir le problème. Vous nous dites qu'il ne faut pas sans cesse espérer que les autres niveaux de pouvoir vont venir nous sauver. Il faut se sauver soi-même.

Mais ce n'est pas cela le débat. Le débat, pour prendre une autre image, c'est que la commune se fait braquer chaque année. Chaque année, on devrait recevoir de l'argent qu'on ne reçoit pas. Il y a des deals qui ne sont pas respectés par les autres niveaux de pouvoir, le Fédéral

principalement. Il y a une situation complètement absurde: on est un des seuls employeurs – avec les autres niveaux communaux et provinces – un des seuls employeurs dans le pays qui doit payer, qui doit mettre de côté et qui devrait payer, en termes de philosophie de paiement des pensions, l'intégralité des pensions de ses fonctionnaires. Cela n'a aucun sens. Cela n'a aucun sens. Donc évidemment que la charge des pensions a une tendance à exploser. C'est d'une banalité, c'est de l'économie premier cours, quoi, premier cours de macroéconomie. Plus celui qui contribue à des finances limitées, évidemment qu'une commune de 100.000 habitants est plus limitée, qui ne peut pas lever d'impôts, à des moindres capacités budgétaires qu'un état d'11 millions d'habitants. C'est fou de devoir le clarifier. Donc évidemment que le deal sur les pensions troue lui-même le bateau de la commune, évidemment que c'est un hold-up organisé. Evidemment que le financement des zones de secours est un hold-up organisé. Evidemment que le fait que la compétence sociale appartienne à l'État fédéral, que l'État fédéral organise la précarisation des gens, mais qu'après la commune doit payer 30% des revenus d'intégration, c'est un braquage complet.

Vous devez payer quelque chose, sur base duquel vous n'avez aucun pouvoir. Donc ce n'est pas: "Le PTB propose qu'on aille demandé à l'Etat fédéral". Non, nous ce qu'on veut, c'est que quand il y a un deal au départ, les deux parties du deal remplissent leurs engagements. Point à la ligne. Cela aussi c'est une base de l'économie.

Ici, je le répète, juste le financement de la Zone de Police, c'est un trou de 9 millions dans vos caisses. On a fait les calculs pour 2024 nous à l'époque, j'ai vérifié, le trou c'était de plus de 20 millions. Donc la Ville de Namur avait un manque à gagner de 20 millions d'euros, 20 millions d'euros avec les 4P.

Donc effectivement, notre problème principal avec vous, ce n'est pas que vous gérez mal les finances, vos finances sont trouées dès le départ. Il y a un responsable et ce responsable c'est d'abord "pas vous", c'est celui qui asphyxie effectivement les autres communes.

Je vais vite faire un parallèle sur Molenbeek, vous avez tout à fait raison de dire que Molenbeek est dans une situation de merde. Les six dernières années, c'était une majorité MR avec un Echevin des Finances MR, qui a laissé la commune avec des trous, un déficit structurel de 10 millions d'euros.

Par contre, sauf que la différence avec nous, c'est qu'on a 80 millions dans les caisses, à Molenbeek il y avait zéro. Donc évidemment une commune, où on arrive au pouvoir, où il y a zéro en caisse, où il y a un déficit structurel autour de 10 millions, il y a des choix hyper durs à faire. Parce qu'il y a un réel responsable, l'Etat fédéral qui asphyxie.

Ici nous on se plaint, on a un manque à gagner de 9 millions. Vous connaissez le manque à gagner pour la commune de Molenbeek ? Juste au niveau de la Police, hein ? 31 millions d'euros. C'est le braquage complet. Ils se font voler par l'Etat fédéral, juste sur le financement de la Police, 30 millions d'euros. Vous, vous êtes dans la merde dans 4 ans, parce qu'il y a un trou de 10 millions. Eux, le trou, chaque année, est 3 fois supérieur rien que sur la Police avec 0 euros en compte.

Quand vous venez avec une critique, il faut être – je trouve – un tout petit peu honnête intellectuellement. Moi, je le suis. Dès le départ, je dis: on a des critiques envers vous. La critique principale, ce n'est pas d'abord sur vous, c'est le sous-financement des communes qui se font asphyxier et les quelques critiques que nous avons, c'est le fait que vous organisez un transfert de charges vers les Namurois et cela, effectivement, on trouve que ce n'est pas très correct. Ce n'est pas très correct de venir dire: "On est obligé", alors que vous capitulez dès le départ face aux autres niveaux de pouvoir plutôt qu'organiser, notamment avec la commune d'Andenne, de Molenbeeck ou d'autres communes, une résistance sociale tout à fait juste parce qu'il n'y aura aucune autre solution budgétaire.

Là-dessus je rejoins tout à fait Madame la Bourgmestre qui dit: "Aucune des solutions autour de la table ne va permettre de résoudre les problèmes de la commune". Vous avez tout à fait raison Madame la Bourgmestre. Avec un trou à 40 millions d'euros, à la veille des élections dans 4 ans, quand on compile le trou budgétaire du CPAS et de la Ville, vous pouvez danser sur votre tête, faire toutes les danses de la pluie que vous voulez, pour qu'on ait moins chaud, dans toutes les langues du monde, il n'y aura aucune manière pour la commune de Namur de résoudre le problème, y compris en licenciant quelques personnes.

Même si vous licenciez 1.000 collaborateurs, vous ne saurez pas trouver la solution. Il n'y a aucune autre solution que de mettre fin au hold-up. Aucune autre solution. Aucune.

Et par ailleurs, effectivement, la commune de Molenbeek fait des choix durs, mais d'un autre côté, là où ils sont plus honnêtes intellectuellement, c'est qu'ils ont augmenté fortement les contributions fiscales sur les épaules les plus larges, ce qui n'est pas tellement le cas ici, et ils ont surtout supprimé un emploi d'Echevin. Donc les économiques, nous vous proposons sur le personnel politique, eux le font. Il y a une certaine équité aussi dans la difficulté, qui n'existe pas ici.

Dans ce genre de situation, nous ce qu'on vous propose c'est plutôt de cibler, ensemble, les réels responsables.

Votre attitude d'être aussi agressif quand on vous tend une solution en fait assez simple, c'est-à-dire main dans la main un refinancement des communes parce que ce n'est pas de votre faute le problème budgétaire; le fait que vous assumiez à tout prix toutes vos mesures d'économie et que vous vouliez à fond protéger l'Etat fédéral, c'est malheureusement, le seul signal que nous, on peut entendre intellectuellement, le seul truc logique, c'est qu'en fait vous êtes d'accord avec la philosophie d'asphyxie des communes, que c'est une bonne excuse pour couper, petit bout par petit bout, les services communaux, en donner un aux privés, en donner l'un ici. Vous n'allez pas y arriver. Vous n'allez pas y arriver.

Je terminerai juste là-dessus, Madame l'Echevine: cette situation n'est pas nouvelle, en 2024 sur votre acte électoral vous disiez: "On ne va pas augmenter les taxes, alors que 6 mois avant la modification budgétaire, vous saviez que le trou budgétaire allait être, à l'horizon 2022, de 25 millions d'euros, donc vous le saviez très bien et cela ne vous a pas empêché de faire des tracts pour dire, à la veille des élections: "Ne vous inquiétez pas, on gère parfaitement le budget de la Ville et demain, on continuera à bien le gérer".

Probablement que vous allez refaire le coup en 2030. Voilà. Probablement. Vous l'avez déjà fait une fois, vous allez probablement le fait deux fois. Comptez évidemment sur le PTB pour rappeler aux gens, qu'ils se sont fait flouer une première fois. Donc je le rappelle, mai 2024, vous prévoyez vous-même que le trou budgétaire allait être de 25 millions quelques années après, vous mettez sur votre acte: "On ne va pas augmenter les taxes et on va tout faire pour que tout aille bien". Alors que vous saviez très bien que c'était parfaitement faux.

Donc voilà, je pense surtout qu'il est là le fond du problème, c'est que tant qu'on ne cible pas les réels responsables, même si vous, vous avez un peu d'argent en caisse et que du coup cela ne vous permet de ne pas licencier, et tant mieux, en 2030 vous allez malheureusement être obligés de licencier parce que ce sera la faillite virtuelle. Venir tirer sur les uns et les autres, qui sont en faillite plus vite que vous à cause de la gestion libérale de leurs prédécesseurs, je ne crois pas que ce soit la solution. Il faut plutôt s'entraider entre niveaux de pouvoir, qui ne sont pas responsables.

M. V. Maillen, Président d'assemblée

Merci Monsieur Bruyère.

Je propose qu'on passe au vote, si tout le monde est ok. On a fait le tour, tout le monde a eu son temps de parole?

Je propose, sur demande de Monsieur Noël – deux secondes, je vais vous passer la parole – de faire une petite pause de 10 minutes, 5 minutes pardon, Monsieur Noël a demandé pour permettre aux personnes du rang à l'arrière, qui n'ont pas de ventilateur de pouvoir se rafraîchir quelques minutes.

Moi, je n'y vois pas d'inconvénients.

Oui, oui, je vous ai vu, Madame Grandchamps, vous pouvez vous agiter, mais je vous vois d'un côté et de l'autre.

Donc avant de passer au vote, vous souhaitez reprendre la parole ?

Je vous en prie.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Mais oui, sur la question de la nage, je m'excuse. Je pense que Madame la Bourgmestre n'avait pas bien compris au départ ce que je voulais dire. J'ai reclarifié, donc c'est bien, je ne vais pas refaire le débat. Donc j'attends une réponse: pourquoi le sport est possible et pas les familles et les jeunes ?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Les autorisations de nage en Meuse ne sont pas données par la commune, elles sont délivrées par les Voies Navigables. Pourquoi ils ont choisi que la nage en Meuse accompagnée pouvait l'être et pas les analyses que nous avions faites? Ils avaient émis des restrictions et des obligations d'encadrement qui étaient beaucoup trop importantes pour que nous puissions le faire. C'est pour cela que nous ne l'avions pas fait à ce moment-là et que nous n'avons pas retenu la possibilité de le faire.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Mais je pense qu'il serait intéressant de les réinterroger, parce qu'aujourd'hui on vit quand même des situations difficiles, et que si on lève les contraintes, eh bien ce serait peut-être possible.

Si vous pouviez m'envoyer ces contraintes, eh bien cela m'intéresse, parce qu'on pourrait aussi faire pression, peut-être à un autre niveau de pouvoir.

Merci beaucoup.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Grandchamps.

Je propose qu'on passe au vote cette fois.

Pour le PS?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Sur quel point ? Le 8?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, oui, pardon. Vous faites bien de me le rappeler. Donc sur le point 8, c'est la délibération modifiée. C'est arrêt des comptes de l'exercice 2025.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

C'est contre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je n'ai pas entendu, monsieur.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Contre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Contre.

Pour Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Même vote, contre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Même vote. Le MR, ok?

Mme C. Absil, Cheffe de groupe MR:

Ok.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok. Les Engagés aussi, j'imagine? Oui.

Bon, j'ai toujours tendance à regarder là-bas.

Le PTB ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Contre, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Et alors le point 10, c'est l'exercice 26, MB ordinaire et extraordinaire, la délibération modifiée, arrêt des MB1 avec le résultat global des services ordinaires et extraordinaires, en strict équilibre.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

C'est contre aussi.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Contre aussi. Même vote j'imagine.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Contre, même vote.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Même vote pour tout le monde? Ok.

Donc avant de repasser au point 9, je propose une petite suspension de séance de 5 minutes.

Donc il est 29.

Pardon ? Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Oui, en fait on a des ressentis très différents en fonction de l'endroit où on se trouve. La demande c'est de pouvoir, notamment aux personnes qui sont en dernier rang, qui ne bénéficient ni de l'air conditionné, ni des ventilateurs, de sortir 5 minutes. Il fait meilleur dehors que dans la salle c'est juste pour pouvoir encore tenir les quelques heures qui nous restent et donc c'est une demande. J'écoute les expressions des gens qui sont derrière moi et que je vois notamment agité étant bien que mal un éventail

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Franchement, je propose qu'on l'accepte 5 minutes mais franchement soyez à l'heure, à 35, on recommence et voilà.

Je fais une suspension de séance à partir de maintenant

Suspension de la séance du Conseil communal à 22h29.

Reprise de la séance du Conseil communal à 22h41

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1312-1;

Vu les articles 69 à 75 du Règlement Général de la Comptabilité Communale relatifs à l'établissement des comptes annuels;

Vu le décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et plus spécifiquement la disposition relative au dialogue social avec les instances syndicales prévoyant la mise en place d'une séance d'information sur les budgets, MB et comptes;

Considérant qu'en date du 17 juin s'est tenue la rencontre de présentation des comptes 2025 et de la MB1 2026 avec le CRAC et la Tutelle ;

Considérant que le CRAC a informé la Ville que selon leurs calculs, les dépenses éligibles au plan Oxygène 2022-2025 portent sur un montant de 82.185.905,02 € sur un montant perçu par la Ville de 87.536.007,48 € ;

Considérant que la différence (5.350.102,46) doit être provisionnée au titre de provision oxygène ;

Considérant que les comptes 2025 traduisent une provision Oxygène dont le solde porte sur 18.492.069,16 € (montant constitué au travers des exercices 2022 à 2025 en concertation avec les organes de contrôle) ;

Considérant que selon le CRAC, il serait dès lors plus approprié que l'excédent de provision Oxygène, soit 13.141.966,70 € (correspondant à la différence entre 18.492.069,16 € et 5.350.102,46) soit transféré vers la provision « pension » ;

Considérant qu'il conviendrait dès lors d'apporter des modifications dans les comptes 2025 proposés au Conseil ;

Considérant qu'il s'agit d'écritures sans incidence sur le patrimoine (transfert neutre au sein des provisions) et sans incidence sur les résultats budgétaires de l'exercice propre et global 2025 ;

Considérant néanmoins qu'il convient d'intégrer les écritures suivantes dans la comptabilité budgétaire de l'exercice 2025 :

- Article 00066/958-01 "alimentation de la provision Oxygène": annulation de l'engagement et de l'imputation de dépenses de 7.811.767,08 € pour porter l'engagement à 0,00 € ;
- Article à créer 00066/998-02 "reprise de provision Oxygène": introduction d'un droit constaté de 5.330.199.62 € ;
- Article à créer 050/958-01 "alimentation provision pension": engagement et imputation d'un montant de 13.141.966,70 € ;

Considérant qu'en accord avec les instances syndicales lors du Comité de concertation du 17/12/2014, il a été décidé que la transmission des budgets, comptes et MB et notes d'explications vaudrait information au sens de la disposition relative au dialogue social prévue par le CDLD;

Qu'en l'occurrence les documents à destination des organisations syndicales seront transmis par le DRH le lendemain du Conseil communal, soit le 24 juin 2026;

Que, par ailleurs, le point sur le budget, la MB ou le compte serait systématiquement porté à l'OJ du plus prochain Comité de concertation, soit en l'occurrence le 11 septembre 2026;

Vu la note explicative du Département de Gestion Financière concernant le compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

1. Arrête les comptes de l'exercice 2025 comme suit sous réserve des modifications demandées par le CRAC et relatives à la provision Oxygène décrites ci-dessous qui sont sans incidence sur les résultats budgétaires tant de l'exercice propre que du global::

Comptabilité budgétaire			
	Dépenses	Recettes	Résultat
	(Engagements)	(Droits nets)	budgétaire
Service ordinaire	285.102.696,68	285.102.696,68	0,00
Service extraordinaire	167.760.518,07	103.450.019,63	-64.310.498,44

Total	452.863.214,75	388.552.716,31	-64.310.498,44
	Dépenses	Recettes	Résultat
	(Imputations)	(Droits nets)	comptable
Service ordinaire	267.928.238,22	285.102.696,68	+ 17.174.458,46
Service extraordinaire	83.271.940,74	103.450.019,63	+ 20.178.078,89
Total	351.200.178,96	388.552.716,31	+37.352.537,35

Comptabilité générale	Charges	Produits	Boni(+)
			Mali (-)
Résultat courant	251.332.952,69	241.930.831,04	- 9.402.121,65
Résultat d'exploitation (1)	284.704.255,00	272.989.421,23	- 11.714.833,77
Résultat exceptionnel (2)	14.125.671,50	19.576.139,63	+ 5.450.468,13
Résultat de l'exercice (1)+(2)	298.829.926,50	292.565.560,86	- 6.264.365,64

Corrections de la provision oxygène :

- Article 00066/958-01 " alimentation de la provision Oxygène ": annulation de l'engagement et de l'imputation de de dépenses de 7.811.767,08 € pour porter l'engagement à 0,00 € ;
- Article à créer 00066/998-02 "reprise de provision Oxygène": introduction d'un droit constaté de 5.330.199.62 € ;
- Article à créer 050/958-01 "alimentation provision pension": engagement et imputation d'un montant de 13.141.966,70 € ;

2. Charge le DGF du bon suivi du dossier auprès de l'opérateur informatique Civadis (déclôture et corrections) et de la Tutelle (transmis des comptes modifiés et des annexes adaptées);

3. Arrête le total du bilan au 31/12/2025 au montant de 623.805.205,08 € à l'Actif et au Passif.

4. Reporte les crédits nécessaires à la liquidation des dépenses faisant l'objet d'engagements réguliers et définitifs au 31/12/2024 dont le détail figure au formulaire T3 annexé au dossier, conformément à l'article L1311-4 paragraphe 2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

Montant global des reports de crédits:

- Dépenses ordinaires: 17.174.458,46 €
- Dépenses extraordinaires: 84.488.577,33 €

Les présents comptes de l'exercice 2025 arrêtés au 31/12/2025 seront publiés et transmis pour approbation par le Gouvernement Wallon au Service Public de Wallonie : Direction Générale Opérationnelle des Pouvoirs Locaux (DGO5).

9. Demande de provisions de trésorerie

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Chers amis, j'aimerais vraiment pouvoir recommencer. Il est 22h41 et si on veut avancer c'est maintenant.

Dès lors, fin de la suspension de séance, je réouvre donc la séance et je propose de passer au point 9.

Mais avant, il est 22h41, on a encore vraiment beaucoup de boulot.

Donc je sais que tout le monde doit dire ce qu'il a à dire, etc. Mais je vous demanderai peut-être d'être un maximum concis, si on veut avancer, puisque ce n'est pas gagné, tout le monde souffre de la chaleur.

Si tout le monde peut faire ce petit effort, peut-être qu'on avancera, d'être concis.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Intervention hors micro.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Non, non, pas de réduire, mais d'être concis. Je crois que chacun comprend.

Je propose de passer au point 9. C'est une demande de provision de trésorerie, un octroi de l'avance utile au paiement de divers frais liés au fonctionnement du service Enseignement.

Quelqu'un souhaite-t-il prendre la parole ? Non ?

Unanimité. Magnifique.

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le Règlement Général sur la Comptabilité Communal dont notamment l'article 31 §2 qui prévoit les modalités quant aux provisions de trésorerie;

Attendu que:

- dans le cas où une activité ponctuelle ou récurrente de la commune exige d'avoir recours à des paiements au comptant sans qu'il soit matériellement possible de suivre la procédure d'engagement, d'ordonnancement et de mandatement, il appartient maintenant au Conseil d'octroyer des provisions de trésorerie à hauteur d'un montant maximum strictement justifié par la nature des opérations, à un agent de la commune nommément désigné à cet effet et de définir de la nature des opérations de paiement pouvant être effectuées.
- cette provision sera reprise à hauteur de son montant dans la situation de caisse communale.
- le directeur financier ff, en possession de la délibération, remettra le montant de la provision au responsable désigné par le conseil, ou le versera au compte ouvert à cet effet au nom du responsable, conformément à la décision du conseil.
- sur base de mandats réguliers accompagnés de pièces justificatives, le directeur financier procédera au renflouement de la provision à hauteur du montant mandaté.
- pour chaque provision, le responsable dressera un décompte chronologique détaillé des mouvements de caisse opérés et que ce décompte sera joint aux pièces du compte d'exercice consultables par les conseillers.

Attendu que dans la pratique, ces provisions de trésorerie s'avèrent nécessaires pour la réalisation d'activités spécifiques nécessitant de devoir effectuer des dépenses au comptant et de faibles montants;

Vu sa décision du 17 mars 2008 d'octroyer des avances utiles au paiement de divers frais liés au fonctionnement de certains services;

Vu la nouvelle demande enregistrée à ce jour et émanant de [redacted], Cheffe du Département de l'Education Citoyenne, sollicitant l'octroi d'une provision de trésorerie destinée à payer au comptant certaines dépenses inhérentes au bon fonctionnement du service d'un montant de 250.00 € à [redacted], Service Enseignement;

Considérant que le service émet un avis favorable au vu des conditions restrictives d'utilisation et des modalités de contrôle imposées,

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Octroie l'avance utile au paiement de divers frais liés au fonctionnement du service concerné.

ANALYSES BUDGETAIRES ET COMPTABLES ET ENTITES CONSOLIDEES

10. <u>Exercice 2026: modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1</u> (*)

Ce point a été débattu parallèlement au point 8.

Vu les articles L1311-1 à L1331-3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) portant notamment sur les règles en matière de budgets et de plans de gestion;

Vu les articles L3131-1 et suivants du CDLD relatifs aux actes communaux soumis à la Tutelle d'approbation;

Vu les articles L1124-40 et L1211-3 du CDLD relatifs respectivement à l'avis de légalité du Directeur financier et au rôle du Comité de Direction en matière budgétaire;

Vu le décret du 27 mars 2014 modifiant certaines dispositions du CDLD, et plus spécifiquement la disposition relative au dialogue social avec les instances syndicales, prévoyant la mise en place d'une séance d'information sur les budgets, modifications budgétaires et comptes;

Vu le Règlement Général de la Comptabilité Communale (RGCC) du 05 juillet 2007 et plus particulièrement ses articles 7,10 et 12;

Vu les circulaires des 23 et 30 juillet 2013 relatives aux mesures prises par l'Union européenne dans le cadre du contrôle, de la publicité des données budgétaires et comptables et à la traduction de celles-ci par les pouvoirs locaux selon les normes SEC 95;

Vu la circulaire ministérielle du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration du budget des communes de la Région wallonne pour l'année 2026;

Vu le plan de gestion actualisé pour les exercices 2023 à 2027, présenté au Centre régional d'Aide aux Communes (CRAC) le 09 décembre 2021 et adopté par le Conseil communal en sa séance du 14 décembre 2021, sur lequel l'Autorité de tutelle a rendu un avis favorable en date du 15 décembre 2022;

Considérant que le fonds de réserve ordinaire s'élève, après cette première modification budgétaire de 2026, au montant de 19.014.652,64 €, soit en augmentation de 4.339.457,25 € par rapport au budget initial 2026;

Considérant que les provisions s'élèvent, après cette première modification budgétaire de 2026, au montant de 64.007.601,96 €, soit en diminution de 42.660.016,31 € par rapport au budget initial 2026;

Vu le budget initial 2026 adopté par le Conseil communal en sa séance du 16 décembre 2025 tel que réformé par le Ministre des Pouvoirs locaux en date du 22 janvier 2026;

Vu les comptes 2025 de la Ville tels que présentés lors de cette même séance;

(*) La délibération a été approuvée par Arrêté ministériel du 17 juillet 2026.

La Directrice générale, La Bourgmestre ff,

L. LEPRINCE Ch. BAZELAIRE

Attendu qu'il y a lieu de substituer aux résultats budgétaires présumés de l'exercice 2025, les résultats effectifs que présentent les comptes 2025, et ce conformément à l'article 10 du RGCC;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à diverses adaptations de crédits de recettes et de dépenses, tant aux services ordinaire qu'extraordinaire;

Vu le rapport de la Commission budgétaire relative à l'article 12 du RGCC;

Considérant que le Comité de Direction a été concerté en date du 29 mai 2026;

Attendu qu'il sera veillé au respect des formalités de publication prescrites par l'article L1313-1 du CDLD;

Considérant qu'en accord avec les instances syndicales lors du Comité de Négociation du 17 décembre 2014, il a été décidé que la transmission des budgets, modifications budgétaires et comptes, accompagnés de leurs notes explicatives, vaudrait information au sens de la disposition relative au dialogue social prévue par le CDLD;

Considérant que les documents à destination des organisations syndicales seront transmis par le Département des Ressources humaines le lendemain du Conseil communal, soit le 24 juin 2026;

Considérant, par ailleurs, que le point sur cette MB1-2026 sera porté à l'ordre du jour du plus prochain Comité de Négociation, soit en l'occurrence lors du Comité du 11 septembre 2026;

Vu la note explicative du Département de Gestion financière concernant ces premières modifications budgétaires de l'exercice 2026;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L 1124-40 §1,3°et 4° du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff en date du 08 juin 2026;

Vu les remarques et constats du CRAC sur le projet de MB1-2026 adressés au Collège communal en date du 22 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

1. Arrête les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 de l'exercice 2026 dont les résultats se présentent comme suit:

Service ordinaire	
Recettes de l'exercice propre	+ 279.541.817,27 €
Dépenses de l'exercice propre	- 279.541.817,27 €

Résultat de l'exercice propre (équilibre)	0,00 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 3.075.437,92 €
Prélèvements en dépenses	- 3.075.437,92 €
Prélèvements en recettes	0,00 €

Résultat global (équilibre)	0,00 €

Service extraordinaire	
Recettes de l'exercice propre	+ 63.726.233,33 €
Dépenses de l'exercice propre	- 57.728.472,07 €

Résultat de l'exercice propre (boni)	+ 5.997.761,26 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 1.904.369,59 €
Prélèvement vers fonds de réserve extraordinaire	- 15.657.772,13 €
Prélèvement sur fonds de réserve extraordinaire	+ 7.755.641,28 €

Résultat global (équilibre)	0,00 €

2. Charge le DGF de transmettre la présente délibération et ses annexes au SPW IAS, au CRAC et au Ministre des Pouvoirs locaux.

3. Charge le DRH de transmettre les documents relatifs à ces modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 de l'exercice 2026 aux organisations syndicales.

11. Zone de Secours NAGE : comptes 2025 - prise de connaissance

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 11, Zone de Secours NAGE, compte 2025. Unanimité? Prise de connaissance. Donc ce n'est pas un vote.

Est-ce que quelqu'un souhaite intervenir ? Non? C'est ok. Je vous remercie.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment l'article L1321-1,19° qui dispose que le Conseil communal doit prévoir dans son budget les dépenses qui sont mises à charge de la commune par ou en vertu de la loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, en ce compris la dotation de la commune à la Zone de Secours;

Vu la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement ses articles 40, 44, 45, 63, 88, 90, 143 et 147 portant sur les dispositions s'appliquant aux comptes annuels;

Vu l'Arrêté Royal du 19 avril 2014 portant le règlement général de la comptabilité des Zones de Secours (RGCZS);

Considérant qu'il est de la compétence du Conseil communal de fixer annuellement la dotation communale à la Zone de Secours;

Considérant qu'à cet égard, il est indiqué que le Conseil communal puisse prendre connaissance des budgets, modifications budgétaires et comptes au fur et à mesure que ceux-ci sont adoptés par le Conseil zonal;

Vu les comptes 2025 de la Zone de Secours NAGE tels qu'adoptés en séance du Conseil zonal du 14 avril 2026 et figurant au dossier;

Vu les rapports financiers explicatifs établis par la Zone de Secours NAGE;

Considérant que les principaux résultats des comptes 2025 sont les suivants:

I. Comptabilité budgétaire			
	Droits constatés nets	Engagements	Résultats budgétaires
Service ordinaire	37.528.075,12 €	35.463.399,89 €	+ 2.064.675,23 €
Service extraordinaire	3.410.615,65 €	5.321.304,30 €	- 1.910.688,65 €
	Droits constatés nets	Imputations	Résultats comptables
Service ordinaire	37.528.075,12 €	34.457.801,01 €	+ 3.070.274,11 €
Service extraordinaire	3.410.615,65 €	1.919.882,08 €	+ 1.490.733,57 €
	Engagements	Imputations	Crédits à reporter
Service ordinaire	35.463.399,89 €	34.457.801,01 €	1.005.598,88 €
Service extraordinaire	5.321.304,30 €	1.919.882,08 €	3.401.422,22 €

II. Comptabilité patrimoniale			
Bilan	Actif	Passif	
	26.031.921,69 €	26.031.921,69 €	
Compte de résultats	Produits	Charges	Résultat de l'exercice
	37.432.096,38 €	35.839.310,62 €	+ 1.592.785,76 €
Résultats reportés	4.211.855,26 €		

Attendu que les réserves et provisions ordinaires au 31 décembre 2025 s'établissent au montant global de 7.199.248,89 €, soit en augmentation de 3.249.305,10 € ;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

- Prend connaissance des comptes 2025 de la Zone de Secours NAGE ;
- Charge le DGF de transmettre une copie de la décision du Conseil communal à la Zone de Secours NAGE pour information.

12. CPAS : exercice 2025 - comptes - approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le compte CPAS 2025, approbation des comptes 25, arrêtés par le Conseil de l'Action sociale en date du 23 avril 2026.

Je sens que je vais promettre à Monsieur Bruyère de lui donner la parole en premier. Non ?

Vous ne la voulez pas ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Il n'y a rien à dire sur le sujet de CPAS, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Non, sorry.

Excusez-moi, madame la Présidente du CPAS.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Oui, alors les comptes et en même temps, je vais dire un petit mot quand même aussi sur la MB, tant qu'à faire.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On peut joindre les deux.

Parfait.

Si vous êtes ok, on va joindre le point 12 et le point 13.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Voilà, je vais peut-être commencer.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous en prie, vous avez la parole.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Voilà, merci.

Je vais commencer évidemment par les comptes.

Donc en 2025, on a un total droit constaté de 163.650.000 euros, enfin un peu plus, et les engagements un peu en deçà, donc 163.200.000. Autrement dit, donc le compte, on arrive, on clôture le compte avec un résultat positif d'un peu moins de 450.000 euros et on n'a pas dû prélever dans le fonds de réserve, comme on l'avait craint au BI (budget initial).

Alors comment expliquer cela ? Cela s'explique essentiellement, en grande partie du moins, par l'optimalisation de la justification des subsides, liés au secteur de première ligne et notamment les subventions liées aux PIIS (Projet Individualisé d'Intégration Sociale), aux fameux PIIS, où on avait un peu accumulé des réserves. On a eu l'information qu'on risquait de les perdre et sous le conseil de l'Inspecteur, nous avons pu justifier davantage pour le personnel. Donc voilà, cela a été l'essentiel, on a ainsi gagné près de 300.000 euros.

Donc en plus de la justification des subsides, il y a eu une diminution des dépenses qui vient, d'une part, de la baisse des demandes de revenus d'intégration (RI), qui est intervenue à la fin de 2025, peut-être de façon un peu étonnante, mais moins de personnes se sont présentées. Il y a sans doute eu un effet retard, puisque début janvier, en janvier et février 2026, on a en revanche vu une augmentation des RI. Mais c'est vrai que certaines personnes, qui auraient pu bénéficier du revenu d'intégration, à un moment où on parlait beaucoup de la réforme du chômage fin de l'année passée, prenaient la peine de téléphoner pour demander s'ils ne nous dérangeaient pas, sachant qu'on était fort occupés par cette réforme. Donc voilà, ils ont sans doute vécu sur leurs réserves et se sont présentés un peu plus tard. Cela a permis de réduire les dépenses.

Il y a eu aussi une réduction des dépenses au niveau informatique, réduction aussi au niveau des dépenses de fonctionnement dans les maisons de repos, le fonctionnement et pas le personnel qui est lié au fait que l'on a vécu sur des douzièmes provisoires avec une gestion très très attentive des stocks.

Alors évidemment, ce boni du compte a été intégré à la MB1, ce qui fait que cette MB1 est aussi "relativement bonne" ou "moins pire", si je puis dire, ce qui a permis de faire face à certaines dépenses non prévues mais liées à la réforme du chômage, puisque finalement les jeunes qui bénéficiaient d'allocations d'insertion et donc, qui ont eu leur période aussi réduite, ne sont pas comme les personnes exclues du chômage, remboursées à 100%. C'est quelque chose qu'on a appris fin de l'année et donc cela veut dire qu'il y a une partie plus importante sur fonds propres sur le CPAS et la commune.

On a dû faire nous aussi face aux deux indexations, donc en mars plutôt qu'en avril et aussi en octobre.

Comme je viens de vous le dire, on a dû faire face à une demande assez importante des revenus d'intégration "classiques", c'est-à-dire des demandes de revenus d'intégration qui ne sont pas liées à l'exclusion des chômeurs.

Alors, peut-être revenir sur quelques points de dépenses plus particulières. J'ai déjà parlé au niveau du personnel et des indexations.

On a fait aussi au niveau des dépenses, il y a eu aussi une réduction en matière de réforme de chômage et d'engagement des AS (assistantes/assistants sociaux). Vous vous rappelez qu'on avait fait des estimations avec un engagement potentiel de 36 équivalents temps pleins pour assurer cette réforme. Cette MB1, qui est présentée aujourd'hui au Conseil communal, l'a été au Conseil de l'Action sociale dès le mois d'avril, c'est-à-dire que la Direction financière a surtout travaillé sur des chiffres de janvier et de février.

Or, rappelez-vous, à cette époque-là, finalement, les personnes exclues du chômage sont venues très progressivement. Il y avait beaucoup de neige au début janvier, ce qui veut dire qu'en début d'année, nous n'avons pas vu arriver toutes les personnes que l'on craignait voir arriver. Elles sont arrivées de façon plus progressive, donc ce qui veut dire qu'on n'a pas évidemment – soucieux des deniers du CPAS – engagé tout le personnel que l'on avait prévu. Ces engagements se font progressivement au gré de l'augmentation des besoins, ce qui fait qu'on a une diminution des engagements et donc une diminution des dépenses en personnel en début d'année.

Au niveau du fonctionnement: denrées alimentaires, on a déjà parlé beaucoup ici de notre cuisine centrale. On a une augmentation, qui est compensée par des recettes, donc une augmentation des dépenses, compensée par des recettes parce que on a plus de ventes de repas et notamment, nous servons maintenant des repas pour le CPAS d'Eghezée.

En lien avec ce que j'ai dit précédemment, en ce qui concerne les transferts, puisqu'on a eu moins de personnes exclues qui se sont présentées, nous avons évidemment des transferts moins importants, au moins pour la première et deuxième vagues, qui nous viennent du Fédéral.

Dans la MB1, petit point d'attention aussi sur le préfinancement de la réforme du chômage. On voit apparaître dans la MB1, 383.198 euros qui sont liés au budget de préparation de la réforme. On a beaucoup parlé de ce budget de préparation de la réforme, qui devait intervenir évidemment fin 2025 et nous avons seulement eu les montants...

... mais je vois qu'il y a un grand intérêt sur les questions. Je crois que les gens se préparent peut-être pour la réplique mais je ne sens pas beaucoup d'écoute dans la présentation. On interprétera cela comme on veut.

Voilà la présentation de cette MB.

Comme je l'ai dit, je veux aussi être transparente et je sais que vous viendrez avec des motifs d'inquiétude, mais c'est vrai que si ce compte a été plus facile – si je puis dire – que craint, que cette MB1 est aussi une raison d'être plutôt rassurée, effectivement pour le reste, on sait que les perspectives ne sont pas réjouissantes. Mais comme je le dis à chaque fois, je crois que j'aurai encore l'occasion de le répéter un peu plus tard dans la soirée, c'est sûr qu'en cette réforme du chômage, c'est tellement imprévisible puisque, rappelez-vous, vous nous avez annoncé (l'opposition) le chaos et ce chaos n'est pas venu.

C'est sûr que, maintenant, avec la réforme du chômage, on a quand même eu beaucoup de gens en mars, c'est compliqué. Il y a toujours des effets qui ne sont pas nécessairement attendus. On doit chaque fois s'adapter, mais alors faire des prévisions pour les années ultérieures, c'est extrêmement compliqué.

Surtout – je vous le rappelle aussi, mais j'imagine que vous me le ferez répéter – pour cette réforme du chômage, avec les compensations qui ont été dégagées par le Fédéral à l'été dernier, il y a toujours une évaluation, un monitoring qui a été prévu. C'est encore trop tôt pour faire vraiment une évaluation, un monitoring qui vaudrait sur l'ensemble de la réforme. Bien que, quotidiennement, on note les arrivées, on sait maintenant aussi qu'on commence à voir l'impact au niveau de Synergie Emploi, donc tous les efforts qui sont déployés pour l'insertion socioprofessionnelle de ce nouveau public.

Voilà, moi je me rends encore demain chez la Ministre Van Bossuyt, avec mes collègues des autres fédérations où, de nouveau, nous allons discuter des modalités de cette évaluation parce que c'est très très difficile d'avoir des chiffres. On a évidemment chacun nos chiffres. Il y a une centralisation qui est faite au niveau du SPPIS (Service public fédéral de programmation de l'intégration sociale). Mais voilà, on aimerait bien comparer nos chiffres. Donc voilà, le travail est en train de se faire mais alors en ce qui concerne les perspectives budgétaires, j'ai évidemment bien conscience que cela va être compliqué mais je trouve que c'est un peu prématuré pour le moment de faire des prévisions et des perspectives, que l'on devrait considérer comme bétonnées.

Nous restons toujours attentifs et toujours en discussion avec le Fédéral et aussi les autres niveaux de pouvoir, parce que cette réforme du chômage, c'est un des grands enjeux de cette législature, à tous les niveaux. Je crois que l'on partagera tous l'objectif de mettre un maximum de personnes à l'emploi. Je crois que c'est dans l'intérêt des personnes elles-mêmes et que c'est un but louable que nous pouvons tous partager et viser.

Merci pour votre écoute.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame la Présidente. Je vous en prie, Madame Léonard.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Merci, Monsieur le Président. Merci Madame la Présidente du CPAS.

Je vous rassure, je vous ai écouté très attentivement. Ce soir mais aussi en Commission.

D'où mon interrogation ici, puisque vous venez de dire que le budget à l'équilibre et que vous n'avez pas touché au fonds de réserve.

Or, il me semble, en Commission, que le contraire a été dit, qu'on arrivait à l'équilibre parce qu'on avait été touché justement dans cette réserve. Donc, voilà, je suis un petit peu dans l'interrogation aujourd'hui d'avoir deux infos contradictoires. Alors, j'ai peut-être mal compris, donc désolée. Je vais vous faire répéter.

Aussi, pouvez-vous préciser quel est le subside dont vous parlez, qui va être perdu ? Parce que je ne m'en souviens pas non plus.

Un budget à l'équilibre: pour nous, il y a quand même un fameux trou dans les caisses du CPAS et donc qui va s'accentuer d'année en année. Donc, à la veille de 2030, nous ce qu'on a regardé en regardant les comptes, c'est qu'on arriverait à près de moins 60 millions. Que va-t-on faire avec un trou pas pareil en 2030?

Merci pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Léonard. Je regarde le banc des Engagés ou plutôt Ecolo, partons d'abord sur l'opposition.

Je vous en prie, Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

J'avoue que vos propos, que j'ai bien écoutés, Madame la Présidente, sont un peu déconcertants dans votre nuance ou naïveté sur la situation.

Je vais citer 4 éléments, que vous avez partiellement d'ailleurs dit aussi à votre Commission:

- *plus 250% de dossiers à Synergie Emploi;*
- *600.000 euros de coûts pour la Ville, pour l'accompagnement des jeunes, pour non complétude de remboursement, vous escomptiez sur les jeunes;*
- *augmentation significative de la tranche d'âge des 25-34 ans;*

- *augmentation très marquée des isolés et des familles et pratiquement pas au niveau des cohabitants.*

Cela, c'est ce qu'on observe clairement au niveau du CPAS. Nous sommes au mois de juin et je ne sais pas si vous êtes au courant – puisque vous dites qu'on ne sait pas prévenir, qu'il ne faut pas s'inquiéter sur l'avenir – vous savez que vos services, que je remercie d'ailleurs pour l'ensemble des travaux qu'ils nous fournissent, commencent à travailler sur le budget 2027 dès le mois de juillet et le mois d'août. On est fin juin, donc ne vous inquiétez pas, je peux vous dire qu'au CPAS, il y a des gens qui commencent à s'inquiéter.

Pourquoi ? Parce que lorsqu'on regarde les notes budgétaires qui nous sont transmises, on note page 124 sur 125 du rapport: "Mesures à prendre pour atteindre l'équilibre suite à la réforme du chômage: 2027: 2.281.887 euros". C'est cela la réalité dans six mois, dans votre vote, dans 4 mois au niveau du CPAS. 4,5 millions dès 2028. Je ne vais pas aller au-delà de 6 millions qui sont pour les années suivantes.

Sincèrement, vous pouvez amener toute la nuance que vous voulez, cela a peut-être du sens au mois de novembre, au mois de décembre, nous sommes au mois de juin, vous constatez une augmentation très significative au mois de mars, très significative au mois d'avril. On en reparlera certainement au Conseil conjoint quand on aura des perspectives des trajectoires du SPPIS, mais je vous invite à aller voir la trajectoire du SPPIS. C'est excessivement parlant sur l'évolution très marquée dans les grandes villes, très marquée à Namur, pas ou quasiment pas marqué au niveau régional ou fédéral (en fait, tout est lissé par toute une série d'autres communes), mais les grandes villes sont très impactées. Donc, vous pouvez amener toute la nuance que vous voulez. Vous pouvez piloter comme vous voulez. C'est un vrai transfert de charges qui a eu lieu. C'est un vrai coup pour le CPAS et cela se chiffre pour 2027, c'est-à-dire dans moins de 6 mois, à 2.288.897,49 euros.

Voilà, alors je ne partage pas votre nuance, je ne partage pas votre optimisme, je suis plutôt inquiet.

Je remercie tous ceux qui travaillent pour essayer que cela tienne la route, comme ils peuvent au sein de l'institution.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Noël. Monsieur Seumois.

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Merci, Monsieur le Président.

Donc je me rallierai effectivement à ce qui vient d'être dit par Monsieur Noël, parce que le discours qu'on a eu aujourd'hui, c'est le discours de la Présidente du CPAS de Namur. Ce n'est pas d'une autre casquette, on est d'accord.

Parce qu'à première vue, c'est vrai que ce compte pourrait sembler rassurant: 445 000 de boni comptables, waouh, génial. Certains pourraient y voir la preuve que tout va bien. Mais vous en conviendrez, c'est une lecture superficielle et inexacte de la réalité.

Ce résultat ne traduit pas une amélioration structurelle de la situation financière du CPAS. Il repose largement sur des éléments exceptionnels, des optimisations ponctuelles de subsides, l'utilisation complète des réserves, des reports de dépenses et un ralentissement conjoncturel de certaines demandes d'aide sociale.

Autrement dit, le compte 2025 présente un résultat positif, mais ce résultat ne peut être interprété comme le signe d'un rétablissement structurel, notamment par rapport aux effets des réformes annoncés qui ne se manifestent pas encore dans ce compte.

C'est précisément ce qui doit nous inquiéter car, à la lecture du rapport annuel, chacun peut constater que les fondations se fragilisent. Nous voyons disparaître progressivement des subsides facultatifs. Nous constatons la non-indexation de financements pourtant structurels. Nous faisons face à une augmentation inévitable des coûts salariaux. Les balises relatives aux dépenses de personnel commencent à être dépassées. Les maisons de repos continuent

d'accumuler les déficits structurels et la menace majeure se profile à l'horizon: la réforme fédérale limitant le temps des allocations de chômage.

Aujourd'hui, son impact n'apparaît forcément pas dans les comptes. Mais tout le monde sait qu'il arrivera. Le CPAS anticipe d'ailleurs une augmentation importante du nombre de bénéficiaires du revenu d'intégration. Cette réalité doit être clairement énoncée car cette réforme ne supprime pas la pauvreté. Elle ne crée pas d'avantage d'emploi, elle déplace simplement la facture sociale.

Comme vous venez de le rappeler, l'augmentation subite du nombre de revenus, hors réforme par exemple, ce n'est pas une bonne nouvelle parce que ceux qui arrivaient les six premiers mois, ils étaient subsidiés à 100% cette année-ci. Ceux qui sont hors réforme, ils ne sont pas subsidiés à 100%. Lorsque le Fédéral économise 1 euro, ce sont les communes qui supportent la charge.

Dans le même temps, les besoins explosent dans le logement, l'accompagnement des aînés, l'insertion socioprofessionnelle, l'aide alimentaire, l'accompagnement social de proximité. Heureusement, le CPAS continue d'assurer ses missions avec professionnalisme, engagement et humanité et nous tenons aussi à saluer le travail remarquable des travailleurs sociaux de l'ensemble du personnel.

Mais il faut être lucide: un CPAS ne peut pas absorber indéfiniment toutes les conséquences des politiques menées à d'autres niveaux de pouvoir.

Quant à cette première modification budgétaire, même constat, elle révèle une réalité préoccupante. Les communes et les CPAS sont de plus en plus souvent contraints d'assumer les conséquences financières des décisions prises par les pouvoirs supérieurs, dans un flou permanent. La réforme du chômage est l'exemple frappant. Rien qu'après les deux premiers mois de l'année, le CPAS doit déjà revoir ses estimations sur le nombre de dossiers concernés, sur le montant des dépenses et également sur le montant des recettes. Pourtant, le rapport adjoint à la modification budgétaire appelle à la prudence: les effets réels de la réforme sont encore largement inconnus. C'est bien là le problème. Cela, c'est un problème d'ingénieur parce que le Gouvernement réforme le chômage, mais lorsque les personnes perdent leur droit sans retrouver un emploi stable, c'est le CPAS qui se retrouve en première ligne.

A cela s'ajoutent les indexations, les nouvelles cotisations et l'ensemble des charges qui continuent à peser sur les finances locales. Donc, malgré un boni aux exercices antérieurs, le travail remarquable des équipes du CPAS, le budget reste déficitaire avant prélèvement. Ce n'est pas un problème de gestion, c'est un problème de transfert de charges. Lorsqu'un niveau de pouvoir se félicite d'économies réalisées, un autre doit en assumer les conséquences sociales de ces économies. Ce n'est pas une réforme, c'est un déplacement de la facture.

Ce qui est particulièrement interpellant à Namur, c'est que les partis, qui composent la majorité ici, soutiennent également les gouvernements qui prennent ces décisions, au Fédéral comme à la Région. On attend autre chose, une autre attitude que celle de l'observation. Il faudrait défendre fermement les intérêts et ceux de son CPAS en exigeant, a minima, des financements pérennes et suffisants que toute réforme qui impacte directement l'action sociale.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pardon, merci Monsieur Seumois.

Au MR, quelqu'un souhaite prendre la parole ? Non.

Madame Lazaron ? C'est vous qui intervenez Madame Lazaron ?

Mme G. Lazaron, Conseillère communale Les Engagés:

Oui, je veux bien. Je fais partie de la Commission de la Présidente.

Dans mon intervention, on va penser qu'il y a deux salles, deux ambiances parce que moi, je vais me contenter aussi de ce que j'ai entendu à la Commission, puisqu'ici, on parle de la MB, on parle du compte 2025, voilà et on n'est pas encore au budget 2027 mais je sais que gérer c'est prévoir et que ce n'est pas loin.

Moi, ici, ce que je voulais dire, c'est que par rapport à ce compte et à la MB, mais particulièrement au compte, ce que nous avons entendu (enfin, en tout cas, je pense qu'on était tous dans la même Commission), de la part notamment de la Directrice financière (mais qui se fait le porte-parole évidemment de son service aussi, on le sait) c'est que la situation était correcte, dans les chiffres.

Moi je tenais justement à saluer la bonne gestion financière, rigoureuse, anticipative du CPAS, donc de son administration. Evidemment, on le sait que ce sont des gens qui sont (je ne parle pas uniquement ici du service financier, mais de tous les agents du CPAS) des gens de terrain qui n'ont pas le quotidien facile, je les remercie et je les félicite au nom de tout le groupe aussi.

Mais si ce résultat est là, ce n'est pas le fruit du hasard non plus, c'est parce que la gestion a été bonne et surtout parce que le CPAS n'a pas subi, il a anticipé. On a parlé de la réforme du chômage et la Présidente l'a évoqué aussi.

Sur ce point, je voudrais relever 2 points aussi importants, notamment le renforcement de la première ligne par des engagements ciblés et pas à tout venant. Il y avait la possibilité peut-être d'engager plus, mais ils ont été ciblés par rapport à la charge de travail. C'est ce qui a été fait et c'est ce qui garantit aussi, qui est en lien avec la bonne gestion financière et la prudence aussi, qui est faite par rapport à l'avenir, par rapport à une provision spécifique, qui a été constituée, pour faire face à l'avenir.

Voilà, je voulais vraiment souligner cette bonne gestion et en tout cas ce qui nous a été présenté en Commission. Je rappelle que les Commissions, elles sont là aussi pour poser des questions et trouver des réponses, avec les techniciens qui sont là et ne pas refaire à chaque fois des grands débats.

En tout cas, moi, si je devais conclure, je trouve que ce qui nous a été présenté, avec des chiffres, avec des tableaux, donc pas de la philosophie, mais du concret, je ne dis pas que c'était hyper rassurant pour l'avenir mais en tout cas, par rapport à la situation et le point sur lequel nous sommes aujourd'hui appelés à nous positionner, eh bien si je devais résumer et mettre en évidence, c'est la rigueur budgétaire mais en même temps l'ambition sociale, parce que le CPAS l'a montrer, et c'est en tout cas la philosophie défendue et l'objectif de la Présidente, c'est évidemment d'être aux côtés des plus fragiles tout en gérant chaque euro de manière responsable.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Lazaron. Madame Blouard.

Mme D. Blouard, Conseillère communale MR:

Oui, merci.

Premièrement, j'aimerais souligner une chose, c'est la naïveté dans le chef de Madame Klein que Monsieur Noël vient d'évoquer, alors qu'elle dit elle-même dans son discours que les perspectives sont difficiles à prévoir et c'est précisément pour cela qu'il y a des monitoring quotidiens, c'est précisément pour cela que l'ensemble des travailleurs au CPAS font des efforts, c'est précisément pour cela qu'ils travaillent quotidiennement avec le Fédéral.

Donc oui, la situation est difficile mais la Présidente du CPAS en a conscience, il faut le souligner comme elle.

D'autre part, vous évoquez des difficultés, des difficultés, des difficultés. Vous parlez d'un trou en 2030, mais est-ce que vous réfléchissez deux secondes à cette capacité à remettre les gens au travail, moins de chômeurs, moins de dépenses structurelles, plus de travailleurs, plus de cotisations sociales ?

Est-ce que finalement, si on n'apporte pas cette réforme avec un petit peu de positivité, on ne tendrait pas à croire qu'il va y avoir, peut-être, un petit peu d'économie plus que de dépenses ? C'est vraiment la question que je me pose.

Enfin, et je ne veux pas être beaucoup plus longue, je suis assez curieuse que personne dans l'opposition n'ait souligné les chiffres qui sont sortis récemment dans la presse. Vous qui annonciez, comme l'a souligné Madame Klein, le chaos de cette réforme, expliquez-moi pourquoi 10% des chômeurs ont récemment retrouvé du travail.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Conseillère. Madame Klein, je pense que c'est à vous.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Merci, Monsieur le Président.

Merci, Madame Lazaron, parce que je trouve qu'effectivement, pour ce côté rassurant, que cette MB et ce compte devraient rassurer tous les Conseillers et Conseillères sur le fait que le CPAS gère scrupuleusement, rigoureusement ses finances. Cela, je crois que cela doit avoir un aspect rassurant.

Moi, je suis, je dois avouer, un peu interloquée. J'ai l'impression, depuis que je suis ici, avec l'opposition, que l'opposition, finalement, souhaite le chaos. On dirait que vous êtes toujours tristes qu'il n'y ait pas de chaos. Alors, même si on vous propose des choses qui sont quand même positives, "Ah oui, oui mais non, Madame la Présidente, vous êtes naïve. C'est la catastrophe". Maintenant, vous ne pouvez plus me le dire pour l'arrivée. Maintenant, vous me le prédisez de nouveau pour 2027. On a l'impression que vous espérez que cela va tourner mal.

Moi, je crois dans mon rôle de responsable politique, ma responsabilité c'est de rassurer les gens. C'est de dire: "Oui, cela va être difficile, mais on met tout en œuvre pour que cela se passe – comme je dis toujours, j'aime bien le mot – professionnellement". Moi, je ne promets pas la lune, je ne promets pas un emploi pour tout le monde, mais je promets de veiller à ce qu'il y ait un accueil dans la dignité des personnes qui consultent, qui viennent demander l'aide du CPAS. Et alors là, au moins, il y a un point, sur lequel nous sommes tous tous d'accord: j'ai entendu des remerciements, aussi bien pour la Direction financière que pour les personnes sur le terrain et effectivement, là on est tous d'accord et on peut saluer le travail de ce personnel en première ligne, qui continue à accueillir des personnes dans des conditions, par rapport à des demandes qui sont effectivement nouvelles pour elles, notamment en matière d'insertion socioprofessionnelle.

Alors, je voudrais répondre peut-être sur les questions. Apparemment on ne s'est pas bien comprises, ni en Commission, ni ici. Donc, on a un boni de 445.581 euros. Donc, c'est un boni. On a ce boni sans avoir dû prélever dans le fonds de réserve, le montant de 1.126.350 euros qu'on avait prévu. Donc, voilà. C'est cela que j'ai dit, on a un bonni qu'on n'a pas dû prélever, ni assécher ce fonds de réserve. C'est cela l'autre bonne nouvelle.

Alors en ce qui concerne les subventions, là j'ai sans doute été aussi trop vite. Comme je vous l'ai dit, l'optimalisation de la justification des subsides nous rapporte presque un peu plus d'un demi-million. Ce que j'ai expliqué, c'est qu'on avait un fonds de réserve PIIS, donc ce projet individualisé pour l'insertion socioprofessionnelle des gens, qu'on accumulait ou qu'on gardait en réserve toujours pour les mauvais jours. Finalement, comme c'était accumulé d'année en année, il y a un nouvel Inspecteur qui nous a dit: "Ce serait peut-être quand même bien de l'utiliser cette fois-ci parce que peut-être qu'à l'avenir, vous prenez le risque de le perdre". Cela, c'était un conseil qui nous a été donné, de l'utiliser sans plus tarder.

L'autre conseil, ou plutôt la latitude qui nous a été donnée, c'est qu'avant, on nous avait toujours dit qu'on ne pouvait justifier l'affectation sur les AS qu'à hauteur de 35% et on a pu passer de 35% à 40%, ce qui nous a permis de justifier l'ensemble du subside et donc d'en profiter. Les autres subsides, ce sont subsides Collignon, 10, et encore des subsides qui nous venaient des subsides PIIS, mais qui étaient liés à l'arrivée des Ukrainiens.

Voilà, cela c'est pour être tout à fait complet sur les subventions.

Donc, pour l'année 2027, j'ai bien aimé aussi, là on est aussi d'accord quand même, Monsieur Seumois, vous avez dit que les effets de la réforme chômage sont inconnus ou mal connus,

effectivement, là, on est d'accord. C'est pour cela que je dis, effectivement, que c'est compliqué pour les perspectives, mais moi, je ne vais pas baisser les bras, je ne vais pas pleurer, me désespérer et dire que cela va être le chaos. Non, j'essaie toujours de travailler avec les gens qui peuvent m'aider.

Comme je vous le dis, on est en train d'essayer d'avoir des points communs pour ce monitoring qui, effectivement, s'il est mené conjointement avec le Fédéral et les fédérations, permettra sera d'avoir une copie la plus réaliste possible de la situation actuellement.

Comme je vous dis souvent, pour moi franchement, scientifiquement, c'est vrai qu'il faudrait attendre la fin de l'année pour avoir une vue correcte, mais évidemment ce n'est pas tout à fait possible, dans l'intérêt de personne. Donc on va avancer avec des chiffres qui seront seulement consolidées et validées plus tard, mais plus on a des chiffres qui font un consensus, mieux on pourra demander des compensations qui correspondent à la réalité du terrain.

Effectivement, lors de la Commission, j'ai donné – d'ailleurs comme je le fais chaque fois – des chiffres actualisés de la réforme chômage. Si, au début de l'année comme je l'ai dit en toute transparence, ils sont arrivés progressivement, je n'ai jamais dit cela allait être magique, que c'était formidable. On s'est bien dit qu'il y aurait sans doute des gens – j'ai parlé des conditions météo – qui arriveraient. Donc effectivement, ils arrivent progressivement.

Par rapport aux estimations, qu'on avait faites en juin de l'année dernière, on a à peu près le quota des gens qu'on avait supposé qu'ils allaient venir et effectivement, par rapport à l'arrivée qui a été fort importante pour la vague de mars, on travaille. Donc ils arrivent maintenant, on les a accueillies ces personnes et maintenant on se charge de plus en plus de les insérer socioprofessionnellement. Effectivement, Synergie Emploi a beaucoup de boulot, beaucoup plus que – vous avez donné les chiffres je ne les retrouve pas ici mais si je les ai donnés c'est qu'ils sont corrects – mais effectivement les derniers engagements qui se font, c'est pour Synergie Emploi. C'était d'abord l'accueil de la première ligne. Comme je vous l'ai dit, on les a engagés au fur et à mesure et on les engage dans les fonctions où ils sont nécessaires au moment opportun. Donc, il y a beaucoup plus de demandes à Synergie Emploi.

C'était évidemment quelque chose de prévu et on les engage maintenant, parce que c'est surtout maintenant qu'ils sont nombreux à arriver à Synergie Emploi.

Voilà, je crois que j'ai plus ou moins répondu.

Je ne me considère pas spécialement comme naïve, mais plutôt positive et volontariste et je remercie aussi Madame Blouard pour l'importance et l'accent qu'elle a mis sur le travail.

Je sais bien que c'est un point sur lequel elle est très attentive et moi aussi.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame la Présidente du CPAS.

Madame Léonard, je vous en prie.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Merci, Monsieur le Président. Merci à Madame la Présidente, pour ces informations.

Alors je vous rassure, je ne souhaite absolument pas le chaos. En tant que travailleuse sociale moi-même, je n'ai certainement pas envie d'avoir plus de gens dans des situations critiques et désespérés, venir taper aux portes des différents services sociaux de Namur. Donc vous pouvez être rassuré, ce n'est absolument pas ce que je souhaite.

Vous affirmez que vous n'avez pas touché aux 1.126.350 euros pour atteindre votre bonnie. Donc, vous dites que vous n'avez pas du tout touché aux réserves ?

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Intervention hors micro.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Et vous n'avez pas répondu non plus à mes deux autres questions. Donc, à savoir, quel est le subside qui allait être perdu ? Et à l'aube 2030, que va-t-on faire avec le trou de près de 60 millions ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci. Vous avez terminé ? Vous avez terminé en fait ou pas ? Oui ? Je vous remercie.

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Je pense que personne ne convaincra l'autre. Je suis juste étonné à certains éléments de langage.

D'abord, dans l'opposition, personne n'a remis en question la rigueur budgétaire exercée au CPAS. Personne. Les seuls qui en ont parlé, c'est la majorité. Nous, effectivement, on est tout à fait conscients de la rigueur qui est faite et du travail qui est fait pour gérer la situation.

Avant la reprise de parole de Madame Léonard, les seuls qui ont utilisé le mot "chaos", c'est Madame la Présidente, Madame Lazaron et Madame Blouard. Personne d'autre. Je pense que c'est juste important de le préciser.

En termes d'économie, Madame Blouard, on verra. Mais je peux vous dire que s'il y a des économies qui vont se faire, ce ne sera pas au niveau local. Peut-être au niveau fédéral, peut-être au niveau régional, mais je vous assure que pour le CPAS de Namur, il n'y aura zéro économie.

Pourquoi, dès le début des mesures – et je vous inviterai, Madame la Présidente, à revoir le Conseil conjoint de l'année dernière – dès le début, il était très clair que c'est l'année de 2027 qui serait l'année charnière, puisque forcément le taux de remboursement à 100%, au début de la réforme, n'avait effectivement pas d'impact et la modification budgétaire ne fait que souligner ces éléments-là. Mais je relis, et on a les tableaux sous les yeux: "2027: mesures à prendre dans le cadre de la réforme du chômage: 2.281.887,49 euros". Voilà.

En fait, vous nous portez des propos qu'en fait vous, vous utilisez. Donc on n'est pas d'accord sur le vocable, mais notre intention c'est effectivement d'essayer de voir comment une autorité communale peut arriver à gérer ce transfert de charges majeur, important, financier, humain et social, sur un CPAS qui avait déjà les épaules un peu fragiles.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Monsieur Seumois, vous souhaitiez la parole ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Maillen, Monsieur le Président, pardon.

Mais je pense aussi que, si on a souligné la qualité du travail des travailleurs sociaux et administratifs et des CPAS, c'est justement parce que – on n'a pas parlé de chaos – la situation difficile, on sait qu'elle est là. Et la situation difficile, on en parle pourquoi ? Qui est-ce qui a créé cette situation difficile ? Qui est-ce qui a supprimé les subsides ? Qui est-ce qui lance une réforme à faire en deux temps, trois mouvements ?

Donc, je veux dire à un moment, on ne peut pas se relancer la balle à chaque fois. On doit assumer les décisions qui sont prises dans un temps record. Et donc, oui, la position est difficile. Effectivement, les effets pervers ne seront réellement connus qu'en 2027 et donc on ne va pas se réjouir de se dire: "On est moins dans la merde que prévu", parce qu'on sait qu'on y va tout de suite.

Après j'apprécie la différence de discours entre la Présidente de la Fédération des CPAS qui admet les difficultés rencontrées sur le terrain dans la plupart des CPAS et qui admet aussi qu'on n'est pas à 30%, mais en général à 50%, des gens qui viennent des exclusions du

chômage et la Présidente du CPAS de Namur qui nous dit que, pour finir, cela va bien, on gère et on n'est pas au pourcentage attendu.

En parlant de pourcentage, Madame Blouard: "10% des gens qui ont quitté le chômage ont retrouvé un emploi". Moi, quand j'allais à l'école et que je revenais avec 10%, je n'avais pas les félicitations du jury.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Seumois.

Madame Lazaron, vous souhaitez répliquer? Non.

Madame Blouard?

Parlez peut-être près de votre micro parce que tout à l'heure, on ne vous entendait pas bien.

Mme D. Blouard, Conseillère communale MR:

Ma logique est tout simplement la suivante, Monsieur Noël: à partir du moment où vous avez des gens qui reprennent le chemin du travail, qui ne sont donc plus dépendants du CPAS, cela veut dire que le CPAS ne dépense pas pour ces personnes. Cela veut dire qu'inévitablement, il y a moins de dépenses publiques et que donc, oui, cela tend vers des économies. La logique est toute simple.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame Blouard.

Est-ce qu'on peut passer à l'approbation des comptes pour le point 12, exercice 2025, pour le PS?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

C'est non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est non.

Pour Ecolo?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Sans trop de surprise, ce sera non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Pour le MR, sans trop de surprise?

Mme C. Absil, Cheffe de groupe MR:

Oui, c'est oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ce sera oui.

Les Engagés? Oui également.

Et le PTB ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Abstention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Abstention pour le PTB.

Pour le point 13, exercice CPAS, exercice 2026, MB1, approbation des MB ordinaires et extraordinaires numéro 1.

Pour le PS? Monsieur Martin? Oui, je voyais bien que vous étiez parti.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Oui, pardon. C'est non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, non ? Oui. C'était un oui pour le PS, non allez, c'était un non.

Pour Ecolo?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

C'est un non également.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est un non également.

MR, c'est le même vote ?

Non? Monsieur Bruyère.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Je suis désolé, je sais qu'il est tard et tout, donc je ne vais pas exiger une réponse. Je veux quand même que ce soit acté au PV, qu'on a posé plusieurs fois une question simple et qu'il n'y a pas eu de réponse.

Vous pouvez venir avec l'aspect: "Non, ce n'est pas le chaos, ne vous inquiétez pas". Je veux que cela soit dit.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui mais là, je pense qu'on a fait le débat.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui mais je veux que cela soit dit.

Il y a eu une question simple: "Vous allez faire quoi dans 4 ans avec votre trou de 16 millions ?" et il y a zéro réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok mais maintenant, je vous demande votre vote. Vous avez eu le temps de vous exprimer.

Monsieur Bruyère, je peux avoir votre vote?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Contre, Monsieur.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On est bien d'accord: abstention sur le premier, vote sur le deuxième.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui, donc les comptes, vu que c'est un aspect technique, voilà mais l'autre c'est une mesure politique.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Je pense qu'on va essayer d'avancer. Il est 23h25.

Vu les articles 89 et 112ter de la loi du 08 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu les articles 66 à 75 de l'arrêté du Gouvernement Wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu les articles 21 et 22 de l'arrêté du Gouvernement Wallon adaptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Attendu que le point a été soumis à la concertation Ville-CPAS du 21 avril 2026;

Vu les comptes 2025 du CPAS de Namur, comprenant le compte budgétaire, le bilan et le compte de résultats arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026, réceptionnés avec leurs pièces justificatives par l'Administration communale le 06 mai 2026;

Vu le rapport annuel détaillé du CPAS expliquant ses comptes 2025;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision sur la décision du CPAS;

Vu sa décision du 26 mai 2026 de proroger à son maximum (vingt jours) le délai de Tutelle sur les décisions du Conseil de l'Action Sociale adoptant notamment les comptes 2025 du CPAS et portant ainsi ce délai de Tutelle à un total de soixante jours, fixant dès lors la date d'expiration du délai de Tutelle au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 20 mai 2026;

Vu les tableaux récapitulatifs repris ci-après:

I. Le compte budgétaire

1) Service ordinaire (total général)

Droits constatés nets de l'exercice:	+ 163.650.721,82 €
Engagements de l'exercice:	- 163.205.139,94 €

Le résultat budgétaire ordinaire est un excédent de:	+ 445.581,88 €

Droits constatés nets de d'exercice:	+ 163.650.721,82 €
Imputations de l'exercice:	- 159.969.638,54 €

Le résultat comptable de l'exercice est un excédent de:	+ 3.681.083,28 €

2) Service extraordinaire (total général)

Droits constatés nets de d'exercice:	+ 4.710.273,11 €
Engagements de l'exercice:	- 6.320.332,46 €

Le résultat budgétaire extraordinaire est un déficit de:	- 1.610.059,35 €

Droits constatés nets de d'exercice:	+ 4.710.273,11 €
Imputations de l'exercice:	- 4.306.813,71 €

Le résultat comptable de l'exercice est un excédent de:	+ 403.459,40 €

II. Le compte de la comptabilité générale

1) Bilan au 31 décembre 2025

Le bilan arrêté au 31 décembre 2025 présente à l'Actif et au Passif le montant de:	162.956.542,31 €

dont les résultats cumulés sont les suivants:

Exercice 2025:	- 5.455.341,50 €
Exercice précédent:	+ 3.419.143,98 €
Exercices antérieurs:	+ 7.917.007,72 €
Résultats capitalisés au 31 décembre 2025:	+ 30.204.462,09 €

2) Compte de résultats au 31 décembre 2025

Produits de l'exercice:	+ 153.133.780,16 €
Charges de l'exercice:	- 158.589.121,66 €

Le résultat de l'exercice est un déficit de:	- 5.455.341,50 €

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

1. Approuve les comptes 2025 du CPAS arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 ;
2. Charge le DGF d'en informer le CPAS.

13. CPAS: exercice 2026 - MB1 - approbation

Vu les articles 88 et 112bis de la loi du 08 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon adaptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu la circulaire ministérielle du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets communaux et des CPAS pour l'exercice 2026;

Attendu que le budget initial 2026 du CPAS de Namur a été adopté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 18 décembre 2025 et approuvé par le Conseil communal en date du 20 janvier 2026;

Attendu que les comptes 2025 du CPAS ont été arrêtés par le Conseil de l'Action Sociale en sa séance du 23 avril 2026 et qu'ils sont proposés concomitamment pour approbation au Conseil communal en sa séance du 23 juin 2026;

Attendu que le point a été soumis à la concertation Ville-CPAS du 21 avril 2026;

Attendu que les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 de l'exercice 2026 du CPAS ont été adoptées par le Conseil de l'Action Sociale en sa séance du 28 mai 2026;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision sur la décision du CPAS;

Attendu que les éléments ont été réceptionnés par le Département de Gestion financière le 02 juin 2026, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Attendu que la dotation communale ordinaire est inchangée lors de cette première modification budgétaire, soit un montant de 24.152.717,33 €, et ce conformément aux inscriptions budgétaires de la Ville dans son budget 2026 après MB1;

Attendu que la dotation communale spécifique relative au transfert du Dispositif d'urgences sociales et de la gestion de l'abri de nuit de la Ville vers le CPAS a été majorée de 44.265,71 € lors de cette première modification budgétaire, portant le montant annuel de cette dotation au montant de 1.026.977,03 €, et ce conformément aux inscriptions budgétaires de la Ville dans son budget 2026 après MB1;

Attendu que la dotation communale spécifique relative au second pilier de pension a été majorée de 592,69 € lors de cette première modification budgétaire, portant le montant annuel de cette dotation au montant de 17.596,20 €, et ce conformément aux inscriptions budgétaires de la Ville dans son budget 2026 après MB1;

Considérant que le résultat global de cette MB1-2026 ordinaire est présenté en strict équilibre;

Considérant que le résultat global de cette MB1-2026 extraordinaire est présenté en strict équilibre;

Attendu que le CPAS se base sur une balise d'emprunts annuelle d'un million d'euros, équivalente à la précédente législature;

Considérant dès lors que cette balise d'emprunts annuelle présente un dépassement de 66.450,00 € en 2026 après ces premières modifications budgétaires;

Vu la note d'explications du CPAS et ses différentes annexes reprenant les éléments nécessaires à la bonne compréhension des modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2026 et des évolutions qui en résultent;

Vu le rapport de la Commission article 12 du CPAS;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 02 juin 2026;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L 1124-40 §1,3°et 4° du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff en date du 08 juin 2026;

Vu les résultats globaux tels qu'ils apparaissent dans les tableaux repris ci-dessous:

Au service ordinaire:

Recettes de l'exercice propre	+ 176.737.480,44 €
Dépenses de l'exercice propre	- 181.946.068,28 €

Résultat de l'exercice propre (mali)	- 5.208.587,84 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 2.774.771,49 €
Prélèvements en dépenses	- 686.831,78 €

Prélèvements en recettes	+ 3.120.648,13 €

Résultat global (équilibre)	0,00 €

Au service extraordinaire :

Recettes de l'exercice propre	+ 9.030.839,41 €
Dépenses de l'exercice propre	- 7.500.635,41 €

Résultat de l'exercice propre (boni)	+ 1.530.204,00 €
Résultat des exercices antérieurs (mali)	- 1.613.470,35 €
Prélèvements en dépenses	- 5.437.802,40 €
Prélèvements en recettes	+ 5.521.068,75 €

Résultat global (équilibre)	0,00 €

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

- Approuve les modifications budgétaires ordinaire et extraordinaire n°1 de l'exercice 2026 du CPAS telles qu'arrêtées par le Conseil de l'Action sociale en sa séance du 28 mai 2026 ;
- Charge le DGF d'en informer le CPAS.

14. CPAS: Fondation de Harscamp - exercice 2025 - compte - approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On peut passer aux points 14, 15 et 16 qui concernent l'approbation des comptes 25 des fondations d'Harscamp.

Y a-t-il des remarques sur ces points ou des questions ?

Puis-je vous vote pour les points 14, 15 et 16, s'il vous plaît.

Monsieur Martin ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Pas de soucis.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pas de soucis. Monsieur Noël ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Ok, également.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pareil.

MR? Engagé ? Oui. Ok, ok.

Pour le PTB? Ok aussi.

Je vous remercie.

Vu les articles 89, 110 alinéa 3 et 112ter de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu le compte 2025 de la Fondation de Harscamp, comprenant le compte budgétaire, le bilan et le compte de résultats, arrêté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 et réceptionné à l'Administration communale le 06 mai 2026;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision;

Vu sa décision du 26 mai 2026 décidant de proroger ce délai de Tutelle de 20 jours, le fixant ainsi au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 11 mai 2026;

Vu les tableaux récapitulatifs ci-après:

I. Le compte budgétaire:

1) Service ordinaire (total général):

Droits constatés:	+ 755.621,20 €
Engagements:	- 635.915,74 €
Le résultat budgétaire ordinaire est un bénéfice de:	+ 119.705,46 €
Droits constatés:	+ 755.621,20 €
Imputations:	- 580.300,20 €
Le résultat comptable ordinaire est un bénéfice de:	+ 175.321,00 €

2) Service extraordinaire (total général):

Droits constatés:	+ 12.669,43 €
Engagements:	- 81.442,97 €
Le résultat budgétaire extraordinaire est un déficit de:	- 68.773,54 €
Droits constatés:	+ 12.669,43 €
Imputations:	- 9.306,20 €
Le résultat comptable extraordinaire est un bénéfice de:	+ 3.363,23 €

II. Le compte de la comptabilité générale:

1) Bilan au 31 décembre 2025:

Le bilan arrêté au 31 décembre 2025 présente à l'Actif et au Passif le montant de:	10.121.177,78 €

2) Fonds propres au 31 décembre 2025 de 10.071.839,87 € répartis comme suit:

Capital	2.512.500,13 €
Résultats capitalisés	2.864.776,66 €
Résultats reportés	+ 2.245.658,81 €
dont:	
Exercices antérieurs:	*+ 1.851.626,78 €*
Exercice précédent:	*+ 498.266,98 €*
Exercice 2025:	*-104.234,95 €*
Fonds de réserve ordinaire:	0,00 €
Fonds de réserve extraordinaire:	1.626.906.,25 €
Subsides en capital:	790.738,02 €
Provisions pour risques et charges:	31.260,00 €

3) Compte de résultats au 31 décembre 2025:

Produits de l'exercice:	+ 644.845,82 €
Charges de l'exercice:	- 749.080,77 €
Le résultat de l'exercice est une perte de:	-104.234,95 €

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

1. Approuve le compte 2025 de la Fondation de Harscamp tel qu'adopté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 ;
2. Charge le DGF d'en informer le CPAS.

15. CPAS: Fondation de Hemptinne - exercice 2025 - compte - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 14.

Vu les articles 89, 110 et 112ter de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu le compte 2025 de la Fondation de Hemptinne, comprenant le compte budgétaire, le bilan et le compte de résultats, arrêté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 et réceptionné à l'Administration communale le 06 mai 2026;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision;

Vu sa décision du 26 mai 2026 décidant de proroger ce délai de Tutelle de 20 jours, le fixant ainsi au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 11 mai 2026;

Vu les tableaux récapitulatifs ci-après:

I. Le compte budgétaire:

1) Service ordinaire (total général):

Droits constatés:	+ 457.420,84 €
Engagements:	- 369.766,89 €
Le résultat budgétaire ordinaire est un bénéfice de:	+ 87.653,95 €
Droits constatés:	+ 457.420,84 €
Imputations:	- 281.985,41 €
Le résultat comptable ordinaire est un bénéfice de:	+ 175.435,43 €

2) Service extraordinaire (total général):

Droits constatés:	0,00 €
Engagements:	- 163.411,50 €
Le résultat budgétaire extraordinaire est un déficit de:	- 163.411,50 €
Droits constatés:	0,00 €
Imputations:	0,00 €
Le résultat comptable extraordinaire est à l'équilibre:	0,00 €

II. Le compte de la comptabilité générale:

1) Bilan au 31 décembre 2025:

Le bilan arrêté au 31 décembre 2025 présente à l'Actif et au Passif le montant de:	4.185.905,94 €

2) Fonds propres au 31 décembre 2025 de 4.161.417,87 € répartis comme suit:

Capital:	3.911.290,93 €
Résultats capitalisés:	612.581,71 €
Résultats reportés:	- 667.714,52 €
dont:	
Exercices antérieurs:	*- 137.553,44 €*
Exercice précédent:	*- 108.480,03 €*
Exercice 2025:	*- 421.681,05 €*
Fonds de réserve ordinaire:	0,00 €

Fonds de réserve extraordinaire:	302.960,25 €
Subsides en capital:	2.299,50 €

3) Compte de résultats au 31 décembre 2025:

Produits de l'exercice:	+ 362.175,19 €
Charges de l'exercice:	- 783.856,24 €
Le résultat de l'exercice est un déficit de:	- 421.681,05 €

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

1. Approuve le compte 2025 de la Fondation de Hemptinne tel qu'adopté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 ;
2. Charge le DGF d'en informer le CPAS.

16. CPAS: Fondation de Villers - exercice 2025 - compte - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 14.

Vu les articles 89, 110 alinéa 3 et 112ter de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté du Gouvernement Wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu le compte 2025 de la Fondation de Villers, comprenant le compte budgétaire, le bilan et le compte de résultats, arrêté par le Conseil de l'Action Sociale en date du 23 avril 2026 et réceptionné à l'Administration communale en date du 06 mai 2026;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision;

Vu sa décision du 26 mai 2026 décidant de proroger ce délai de Tutelle de 20 jours, le fixant ainsi au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 11 mai 2026;

Vu les tableaux récapitulatifs ci-après:

I. Le compte budgétaire:

1) Service ordinaire (total général):

Droits constatés:	+ 29.960,13 €
Engagements:	- 19.371,62 €
Le résultat budgétaire ordinaire est un bénéfice de:	+ 10.588,51 €
Droits constatés:	+ 29.960,13 €
Imputations:	- 15.345,34 €
Le résultat comptable ordinaire est un bénéfice de:	+ 14.614,79 €

2) Service extraordinaire:

Le service extraordinaire n'est pas concerné par ce compte.

II. Le compte de la comptabilité générale:

1) Bilan au 31 décembre 2025:

Le bilan arrêté au 31 décembre 2025 présente à l'Actif et au Passif le montant de:	447.249,48 €

2) Fonds propres au 31 décembre 2025 de 446.499,48 € répartis comme suit:

Capital:	257.871,31 €
Résultats capitalisés au 31 décembre 2025:	- 45.690,43 €
Résultats reportés:	- 332,56 €
dont:	
Exercices antérieurs:	*+ 4.538,97 €*
Exercice précédent:	*+ 6.076,04 €*
Exercice 2025:	*- 10.947,57 €*
Fonds de réserve ordinaire:	0,00 €
Fonds de réserve extraordinaire:	234.651,16 €

3) Compte de résultats au 31 décembre 2025:

Produits de l'exercice:	+ 18.354,39 €
Charges de l'exercice:	- 29.301,96 €
Le résultat de l'exercice est un mali de:	- 10.947,57 €

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

1. Approuve le compte 2025 de la Fondation de Villers tel qu'adopté par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS en date du 23 avril 2026 ;
2. Charge le DGF d'en informer le CPAS.

17. CPAS: Fondation de Harscamp - exercice 2026 - MB1 - approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Les points 17, 18 et 19, l'approbation des modifications budgétaires numéro 1 de l'exercice 26 des mêmes fondations.

C'est ok? Même vote pour tout le monde ? Oui ? Merci beaucoup.

Cela fait bizarre, on avance.

Vu les articles 88, 110 alinéa 3 et 112bis de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu sa délibération du 09 décembre 2025 approuvant le budget 2026 de la Fondation de Harscamp;

Vu les modifications apportées par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Namur, en sa séance du 28 mai 2026, aux services ordinaire et extraordinaire du budget 2026 de la Fondation de Harscamp;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision sur la modification budgétaire et que ceux-ci ont été réceptionnés à l'Administration communale le 02 juin 2026, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 02 juin 2026;

Vu les résultats globaux tels qu'ils apparaissent dans les tableaux repris ci-dessous:

Service ordinaire:

Recettes de l'exercice propre	+ 615.460,00 €
Dépenses de l'exercice propre	- 542.896,35 €
Résultat de l'exercice propre (boni)	+ 72.563,65 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 114.525,51 €
Résultat des prélèvements (mali)	- 149.950,00 €
Résultat global (boni)	+ 37.139,16 €

Service extraordinaire:

Recettes de l'exercice propre	0,00 €
Dépenses de l'exercice propre	- 585.500,00 €
Résultat de l'exercice propre (mali)	- 585.500,00 €
Résultat des exercices antérieurs (mali)	- 68.773,54 €
Résultat des prélèvements (boni)	+ 654.273,54 €
Résultat global (équilibre)	0,00 €

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

- Approuve les modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2026 de la Fondation de Harscamp telles qu'arrêtées par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS en sa séance du 28 mai 2026.
- Charge le DGF d'en informer le CPAS.

18. CPAS: Fondation de Hemptinne - exercice 2026 - MB1 - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 17.

Vu les articles 88, 110 alinéa 3 et 112bis de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu sa délibération du 09 décembre 2025 approuvant le budget 2026 de la Fondation de Hemptinne;

Vu les modifications apportées par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Namur, en sa séance du 28 mai 2026, aux services ordinaire et extraordinaire du budget 2026 de la Fondation de Hemptinne;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de notifier sa décision sur la modification budgétaire et que ceux-ci ont été réceptionnés à l'Administration communale le 02 juin 2026, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2027;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 02 juin 2026;

Vu les résultats globaux tels qu'ils apparaissent dans les tableaux repris ci-dessous:

Service ordinaire:

Recettes de l'exercice propre	+ 291.130,00 €
Dépenses de l'exercice propre	- 253.255,00 €
Résultat de l'exercice propre (boni)	+ 37.875,00 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 87.694,90 €
Résultat des prélèvements (mali)	- 28.750,00 €
Résultat global (boni)	+ 96.819,90 €

Service extraordinaire:

Recettes de l'exercice propre	+ 887.000,00 €
Dépenses de l'exercice propre	- 71.300,00 €
Résultat de l'exercice propre (boni)	+ 815.700,00 €
Résultat des exercices antérieurs (mali)	- 163.411,50 €
Résultat des prélèvements (mali)	- 652.288,50 €
Résultat global (équilibre)	0,00 €

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

- Approuve les modifications budgétaires n°1 de l'exercice 2026 de la Fondation de Hemptinne telles qu'arrêtées par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS en sa séance du 28 mai 2026.
- Charge le DGF d'en informer le CPAS.

19. CPAS: Fondation de Villers - exercice 2026 - MB1 - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 17.

Vu les articles 88, 110 alinéa 3 et 112bis de la loi du 08 juillet 1976, organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008 adoptant le règlement général de la comptabilité aux CPAS;

Vu sa délibération du 09 décembre 2025 approuvant le budget 2026 de la Fondation de Villers;

Vu les modifications apportées par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS de Namur, en sa séance du 28 mai 2026, au service ordinaire du budget 2026 de la Fondation de Villers;

Attendu que le service extraordinaire n'est pas concerné par cette première modification budgétaire de l'exercice en cours;

Attendu que l'article 110 alinéa 3 de la loi organique indique que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai;

Attendu que le Conseil communal dispose d'un délai de 40 jours à partir de la réception de l'acte et de ses pièces justificatives afin de prendre sa décision sur la modification budgétaire et que ceux-ci ont été réceptionnés à l'Administration communale le 02 juin 2026, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière du 02 juin 2026;

Vu le résultat global tel qu'il apparait dans le tableau repris ci-dessous:

Service ordinaire:

Recettes de l'exercice propre	+ 37.520,00 €
Dépenses de l'exercice propre	- 42.040,00 €
Résultat de l'exercice propre (mali)	- 4.520,00 €
Résultat des exercices antérieurs (boni)	+ 10.457,64 €
Résultat des prélèvements (équilibre)	0,00 €
Résultat global (boni)	+ 5.937,64 €

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

1. Approuve la modification budgétaire n°1 de l'exercice 2026 de la Fondation de Villers telle qu'arrêtée par le Conseil de l'Action Sociale du CPAS en sa séance du 28 mai 2026 ;
2. Charge le DGF d'en informer le CPAS.

20. ASBL Société Archéologique de Namur: présentation du compte 2025 et contrôle de l'utilisation des subventions

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 20, ASBL Société Archéologique de Namur, présentation du compte – je vous ai vue – c'est une prise de connaissance du compte, arrêté au 31 décembre et attestation que le contrôle d'utilisation des subventions communales était réalisé.

Vous avez la parole.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président, c'est simplement une question pour le Collège. Je ne sais plus qui serait concerné, pour savoir où est-ce qu'on en est de la prospective des recherches concernant le fonds patrimonial de la SAN (Société Archéologie de Namur), qui va donc quitter le TreM.a.

Dans les discussions, est-ce qu'on a des perspectives, des pistes pour l'hébergement de ce fonds patrimonial sur le territoire namurois ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

En fait, ce n'est pas les comptes.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

J'en profite.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui mais si tout le monde fait cela... oui mais bon.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Cela fait partie de l'évolution quand même de la SAN.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous pouvez aussi poser des questions au Conseil, s'il y a des points précis ou en Commission mais ici on est dans l'approbation des comptes donc c'est pas du tout le moment.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Je demandais juste un update mais il n'y a pas de souci, je pourrais revenir en septembre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Il n'y a pas de souci mais je vous réponds aussi, tout a fait cool.

Donc pour la prise de connaissance... si tu veux Charlotte.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Je vais vous répondre: on n'a pas trouvé d'endroit pour l'instant, pour la préservation des biens et l'exposition. On n'a pas trouvé d'endroit pour le moment.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci pour votre réponse.

Donc pour la prise de connaissance, c'est ok.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu l'article L1122-37 §1 du CDLD permettant au Conseil communal de déléguer au Collège communal l'octroi de subventions inscrites nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'Autorité de tutelle, ainsi que l'octroi de subventions en nature;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa délibération 21 janvier 2025 décidant de déléguer au Collège communal l'octroi de subsides lorsque le subside est prévu nominativement au budget communal, lorsque la subvention est en nature, lorsque la subvention est motivée par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses et imprévues ou encore lorsque la subvention est accordée en exécution d'un règlement dont les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle ont été arrêtées par le Conseil communal;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Attendu que le Collège communal, en sa séance du 20 mai 2025, par délégation du Conseil communal, a octroyé à l'ASBL Société Archéologique de Namur deux subventions respectivement de:

- 25.000,00 € à titre d'aide financière pour soutenir ses activités scientifiques en 2025, en exécution de la convention du 23 janvier 1997;
- 30.000,00 € à titre d'aide financière pour la gestion des collections mise à disposition de la Ville en dépôt au Pôle muséal "Les Bateliers", en exécution de la convention 2023-2027 signée le 16 novembre 2023;

Attendu que l'ASBL Société Archéologique de Namur a procédé à la clôture de ses comptes annuels en date du 26 février 2026, conformément aux articles 3:47 et suivants du Code des Sociétés et Associations (CSA) et à l'Arrêté Royal d'exécution du 29 avril 2019, et a transmis ceux-ci au Département de Gestion financière en date du 09 avril 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) daté du 08 mai 2026 concluant que:

- Les subsides octroyés à l'association en 2025 sont mentionnés de manière claire et distincte dans ses comptes et ont bien été utilisés dans leur intégralité pour l'objet pour lequel ils ont été accordés;
- Les valeurs disponibles de l'association s'élèvent à 170.226,19 € au 31 décembre 2025, en augmentation de 24.568,03 € par rapport à l'exercice précédent;
- La trésorerie nette de l'association s'élève à 137.494,95 € au 31 décembre 2025, en augmentation de 42.305,85 € par rapport à l'exercice précédent;
- Le compte de résultats de l'association présente un léger bénéfice de 962,64 € en 2025, soit un écart favorable de 7.802,70 € par rapport à l'exercice précédent;

Attendu que le compte 2025 de l'ASBL Société Archéologique de Namur présente la situation financière suivante:

Compte de résultats			
Libellé	Compte 2025 (A)	Compte 2024 (A)	Différence (A-B)
Produits (total)	853.332,83 €	857.343,06 €	- 4.010,23 €
Charges (total)	852.370,19 €	864.183,12 €	- 11.812,93 €
Résultat global de l'exercice	+ 962,64 €	- 6.840,06 €	+ 7.802,70 €

Bilan			
Libellé	Compte 2025 (A)	Compte 2024 (B)	Différence (A-B)
Actif			
Total de l'actif	274.021,47 €	225.501,88 €	+ 48.519,59 €
dont valeurs disponibles	*170.226,19 €*	*145.658,16 €*	*+ 24.568,03 €*
Passif			
Total du passif	274.021,47 €	225.501,88 €	+ 48.519,59 €
dont résultat de l'exercice	*+ 962,64 €*	*- 6.840,06 €*	+ 7.802,70 €
Résultat cumulé	- 320.309,90 €	- 321.272,54 €	+ 962,64 €

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

1. Prend connaissance du compte 2025 arrêté au 31 décembre 2025 de l'ASBL Société Archéologique de Namur sise rue de Fer n°35 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0410.324.351;

2. Demande à l'association de prendre connaissance du rapport du DGF (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées);

3. Atteste que le contrôle de l'utilisation des subventions communales octroyées en 2025 à l'ASBL Société Archéologique de Namur, sise rue de Fer n°35 à 5000 Namur et reprise à la Banque Carrefour sous le numéro d'entreprise 0410.324.351, a bien été réalisé conformément aux articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions.

21. Octroi de subventions par règlement communal ou délégation du Conseil communal en 2025: information

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On peut passer au point 21, octroi de subventions par règlement communal ou délégation du Conseil communal en 2025. C'est une information de l'utilisation en 25, donc il n'y a pas de vote.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu l'article L1122-37 du CDLD permettant au Conseil communal de déléguer, au Collège communal, la compétence d'octroyer des subventions qui figurent nominativement au budget, dans les limites des crédits qui y sont inscrits à cet effet et approuvés par l'Autorité de tutelle, et des subventions en nature;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu la circulaire du 30 mai 2013 stipulant que les primes tombent sous le champ d'application des articles L3331-1 à 8 du CDLD;

Vu sa décision du 24 janvier 2019 relative à l'application des dispositions relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa décision du 21 janvier 2025 de déléguer au Collège communal l'octroi de subsides lorsque:

- le subside est prévu de manière spécifique (nominative) au budget communal;
- la subvention est en nature;
- la subvention ne rentre pas dans les deux cas de figure précédents mais est motivée par l'urgence ou en raison de circonstances impérieuses ou imprévues ; Dans ce cas, le Conseil en est informé à sa plus prochaine séance;

Considérant, en outre, que le Collège communal a la faculté d'octroyer des subventions en exécution d'un règlement dont les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle ont été arrêtées par le Conseil communal, que les primes sont assimilées aux subventions et que cela concerne:

- le subside aux associations sportives locales (règlement approuvé par le Conseil communal du 29 mars 2022) - article budgétaire 764/332AS-02 libellé "Subsides aux associations sportives locales" - budget de 162.000,00 €;
- le subside aux plaines d'initiative volontaire (règlement approuvé par le Conseil communal du 20 avril 2021) - article budgétaire 761/332AJ-02 libellé "Subsides aux plaines d'initiative volontaire" - budget de 22.000,00 €;
- le subside aux événements "zéro déchet" ou en lien avec la propreté publique (règlement approuvé par le Conseil communal du 26 mai 2020) - article budgétaire 875/332PP-02 libellé "Subsides aux actions relatives à la propreté" - budget de 7.000,00 €;

- la prime à l'achat de langes lavables (règlement approuvé par le Conseil communal du 25 janvier 2006 et modifié par les Conseils communaux des 22 février 2010 et 29 mars 2022) - article budgétaire 879/331EN-01 libellé "Primes environnementales" - budget global de 11.000,00 €;
- la prime à l'installation d'une citerne à eau de pluie (règlement approuvé par le Conseil communal du 18 décembre 2002 et modifié par le Conseil communal du 15 décembre 2008) - article budgétaire 879/331EN-01 libellé "Primes environnementales" - budget global de 11.000,00 €;
- la prime à l'achat de protections hygiéniques réutilisables (règlement approuvé par le Conseil communal du 29 mars 2022 et modifié par le Conseil communal du 14 novembre 2023) - article 879/331EN-01 libellé "Primes environnementales" - budget global de 11.000,00 €;
- la prime pour la réalisation d'un rapport d'audit logement (règlement approuvé par le Conseil communal du 1er septembre 2020) - article budgétaire 930/331-01 libellé "Primes pour la transition écologique" - budget de 44.874,14 ;
- la prime aux titulaires de droits réels de logements déclarés inoccupés pour leur mise en gestion à un opérateur immobilier public (règlement approuvé par le Conseil communal du 21 avril 2020) - article budgétaire 921/331-01 libellé "Primes mandat gestion logements" - budget de 45.000,00 €;
- "Pulsa(c)tion" (règlement approuvé par le Conseil communal du 13 décembre 2022) - article budgétaire 522/332T-02 libellé "Subsides développement économique" - budget global de 80.000,00 €;
- "Je commerce à Namur" (règlement approuvé par le Conseil communal du 26 janvier 2021) - article budgétaire 522/332T-02 libellé "Subsides développement économique" - budget global de 80.000,00 €;

Considérant que sa décision du 21 janvier 2025 prévoit que "*Le Conseil sera informé annuellement de l'utilisation de cette délégation par le Collège, et ce par le biais d'un tableau reprenant pour chacun des trois cas de figure précités : le bénéficiaire, la date d'octroi, l'objet et le montant de la subvention lorsque celle-ci est pécuniaire ou une estimation financière de la subvention, quand c'est possible, lorsque celle-ci est en nature. Ce tableau reprendra également les subventions octroyées par le Collège dans le cadre de l'exécution d'un règlement communal dont le Conseil a préalablement fixé les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle.*";

Vu les relevés effectués par les différents services de l'Administration et le DGF (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) pour l'exercice 2025 figurant au dossier;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Est informé de l'utilisation, en 2025, de la délégation qu'il a accordée au Collège communal en matière d'octroi de subventions et des subventions octroyées dans le cadre de l'exécution d'un règlement communal dont il a préalablement fixé les modalités et les conditions.

ENTITES CONSOLIDEES - FABRIQUES D'EGLISES

22. Fabrique d'église de Namur Notre-Dame: compte 2024 - réformation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je peux dès lors passer aux points 22-23 qui concernent la réformation du compte 24 des fabriques de Notre-Dame et de Saint-Nicolas.

Y a-t-il des questions et quels sont les votes pour ces deux points, donc les 22 et 23 ?

Pour le PS ?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, pour les deux points.

Pour Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Abstention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Abstention pour les deux points.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

MR et Engagés? C'est ok pour les deux points.

Pour le PTB ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui et pour faciliter la vie, je propose cela: donc, nous, c'est oui, jusque et y compris le 51.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, PTB, oui, y compris 51.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont l'article L3115-1, alinéa 2 stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu les articles L3161 et suivants du CDLD relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2024 de la Fabrique d'église de Namur Notre-Dame adopté par son Conseil de Fabrique en date du 28 janvier 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 05 mars 2026;

Attendu que plusieurs pièces justificatives (factures et preuves de paiement) ne figuraient pas au dossier, celui-ci a été considéré comme incomplet jusqu'à la réception des derniers éléments reçus le 22 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 13 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2024 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2024 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R06 (Revenus des fondations, rentes): 98,80 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation des intérêts du compte d'épargne (obituaire) à transférer une fois par an sur le compte à vue de la Fabrique afin de financer l'obituaire (D43);
- Art. R11 (Intérêts des fonds placés en d'autres valeurs): 910,51 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation des intérêts du compte d'épargne générés par le solde de la vente du presbytère (après acquisition d'un immeuble en réemploi) qui doivent être transférés une fois par an vers le compte à vue de la Fabrique;
- Art. R17 (Supplément communal pour les frais ordinaires du culte): 5.482,93 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation du supplément communal ordinaire réellement versé à la Fabrique en 2024, celui-ci ayant été erronément inscrit à l'article R28A (Solde de subside ordinaire reçu) des recettes extraordinaires par la Fabrique;
- Art. R18B (Recettes diverses): 51,67 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation d'une note de crédit ayant été erronément inscrite à l'article R23 (Remboursement de capitaux) des recettes extraordinaires et qu'il convient d'inscrire dans cet article R18B qui est plus adéquat;
- Art. R23 (Remboursement de capitaux): 0,00 € au lieu de 51,67 € en raison du transfert de cette somme vers l'article R18B (Recettes diverses) des recettes ordinaires qui est plus adéquat, cet article R23 étant destiné à recevoir les remboursements de capitaux des placements de l'obituaire;
- Art. R25 (Subside extraordinaire de la Commune): 25.470,50 € au lieu de 12.735,25 € en raison de la comptabilisation du deuxième subside d'investissement communal pour la réfection des zingueries des corniches de l'église (phase finale - 12.735,25 €) erronément inscrit à l'article 28B;
- Art. R28A (Solde de subside ordinaire reçu): 0,00 € au lieu de 5.482,93 € en raison du transfert de cette somme vers l'article R17 (Supplément communal pour les frais ordinaires du culte) des recettes ordinaires qui est plus adéquat, cet article R28A devant exclusivement être utilisé quand le supplément communal versé concerne une année antérieure au compte clôturé;
- Art. R28B (Solde de subside extraordinaire reçu): 0,00 € au lieu de 12.735,25 € en raison du transfert d'un subside d'investissement concernant la réfection des zingueries des corniches de l'église (phase finale - 12.735,25 €) vers l'article R25 qui est plus adéquat, cet article R28B devant exclusivement être utilisé lorsque le subside extraordinaire communal versé concerne une année antérieure au compte clôturé;
- Art. D03 (Cire, encens et chandelles): 232,80 € au lieu de 111,80 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de cierges, erronément comptabilisée à l'article D54 (121,00 €), vers cet article D03 qui est plus adéquat;
- Art. D06A (Combustible chauffage): 738,99 € au lieu de 931,19 € en raison du rejet d'une facture de 116,31 € préalablement comptabilisée au compte 2023 et du rejet provisoire d'une facture de 75,89 € concernant le mois de janvier 2025 ; Cette dernière dépense sera à inscrire au compte 2025;
- Art. D06D (Fleurs): 400,00 € au lieu de 442,87 € en raison du transfert d'une dépense de 42,87 € vers l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) qui est plus adéquat;
- Art. D06E (Divers - Objet de consommation): 0,00 € au 608,05 € en raison du transfert de cette dépense relative à l'achat de matériel de décoration non destiné au culte vers l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) qui est plus adéquat;

- Art. D11A (Revue Diocésaine): 47,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (47,00 € pour cet article D11A);
- Art. D11B (Documentation et Aide aux fabriciens): 35,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (35,00 € pour cet article D11B);
- Art. D11C (Aide à la gestion du Patrimoine): 100,00 € au lieu de 279,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (100,00 € pour cet article D11C);
- Art. D27 (Entretien et réparation de l'église): 2.695,77 € au lieu de 7.232,59 € en raison des mouvements suivants:
    - le transfert d'une dépense pour la réparation des corniches de l'église (6.289,58 €) vers l'article D56 (Grosses réparations, constructions de l'église) du service extraordinaire qui est plus adéquat;
    - la comptabilisation d'une dépense de 42,87 € en provenance de l'article D6D (Fleurs);
    - la comptabilisation d'une dépense de 608,05 € en provenance de l'article D6E (Divers – Objet de consommation);
    - la comptabilisation d'une facture d'entretien de l'église de 181,50 € en provenance de l'article D35D (Divers – Réparations et entretiens);
    - la comptabilisation de deux dépenses relatives à de l'achat de matériel (total de 920,34 €) en provenance de l'article D54 (Achat d'ornements, vases sacrés, linge, meubles et ustensiles non compris au chapitre premier);
- Art. D35D (Divers - Réparations et entretiens): 0,00 € au lieu de 181,50 € en raison du transfert de cette dépense relative à l'entretien des gouttières vers l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) qui est plus adéquat;
- Art. D50D (SABAM - SIMIM - URADEX): 72,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (72,00 € pour cet article D50D);
- Art. D50N (Dépenses diverses): 1.251,70 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (25,00 € pour cet article D50N) et par la comptabilisation de quatre dépenses (total de 1.226,70 €) ne relevant pas du service extraordinaire en provenance de l'article D62 (Autres dépenses extraordinaires);
- Art. D54 (Achat d'ornements, vases sacrés, linge, meubles et ustensiles non compris au chapitre premier): 0,00 € au lieu de 1.041,34 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de cierges (121,00 €) vers l'article D3 (Cire, encens et chandelles) et de deux dépenses relatives à l'achat de matériel (total de 920,34 €) vers l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) du service ordinaire qui sont plus adéquats;
- Art. D56 (Grosses réparations, constructions de l'église): 19.024,83 € au lieu de 12.735,25 € en raison de la comptabilisation d'une dépense relative à la réfection des corniches de l'église (6.289,58 €) en provenance de l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) du service ordinaire;
- Art. D62 (Autres dépenses extraordinaires): 0,00 € au lieu de 1.226,70 € en raison du transfert de quatre dépenses (total de 1.226,70 €) ne relevant pas du service extraordinaire vers l'article D50N (Dépenses diverses) du service ordinaire qui est plus adéquat;

Considérant, compte tenu des très nombreuses réformes à effectuer, que ce compte 2024 de la Fabrique d'église de Namur Notre-Dame a été largement repris et corrigé par le DGF;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 02 juin 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2024;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2024 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	0,00 €	6.543,91 €
dont dotation communale	*0,00 €*	*5.482,93 €*
Total des recettes extraordinaires	44.196,87 €	38.662,27 €
dont reliquat année antérieure	*13.191,77 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	44.196,87 €	45.206,18 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	2.908,23 €	2.089,11 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	11.069,47 €	7.674,85 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	15.003,29 €	19.024,83 €
TOTAL DES DÉPENSES	28.980,99 €	28.788,79 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024	+15.215,88 €	+16.417,39 €

Demande à la Fabrique d'église de Namur Notre-Dame de veiller à :

- mettre en place un monitoring des dépenses, ce qui est prévu dans le programme comptable Religiosoft, afin d'introduire, au besoin, une modification budgétaire avant le 15 octobre de l'année en cours. Pour ce faire, il est conseillé de réaliser un encodage mensuel des dépenses ordinaires ;
- transférer au moins un fois par an les intérêts du compte d'épargne vers son compte courant afin de financer l'obituaire ;
- introduire les données relatives à son patrimoine (immobilier et mobilier) dans le programme Religiosoft utilisé pour sa comptabilité afin de compléter son dossier en distinguant les biens propres des biens faisant partie de l'obituaire ;
- récupérer auprès des Œuvres paroissiales les revenus relatifs aux troncs, quêtes et oblations (R15) ainsi qu'aux inhumations, services funèbres et mariages (R16) depuis l'exercice 2019 ;
- mettre en place les mécanismes de contrôle interne, notamment via le programme comptable Religiosoft, afin d'éviter les très nombreuses réformations dans ses comptes.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

23. Fabrique d'église de Namur Saint-Nicolas: compte 2024 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 22.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont l'article L3115-1, alinéa 2 stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu les articles L3161 et suivants du CDLD relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2024 de la Fabrique d'église de Namur Saint-Nicolas adopté par son Conseil de Fabrique en date du 28 janvier 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 05 mars 2026;

Attendu que plusieurs factures ne figuraient pas au dossier, celui-ci a été considéré comme incomplet jusqu'à la réception des derniers éléments reçus le 22 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 13 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2024 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) et les erreurs constatées dans ce compte 2024, qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R01 (Loyer des maisons): 4.800,00 € au lieu de 9.810,00 € en raison du transfert des recettes liées au canon du terrain de Bouge (5.010,00 €), celui-ci faisant partie de l'obituaire, vers l'article R07 (Revenus des fondations) qui est plus adéquat;
- Art. R06 (Revenus des fondations, rentes): 27,50 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation des intérêts du compte d'épargne relatif à l'obituaire;
- Art. R07 (Revenus des fondations, fermages et maisons): 5.010,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation du canon du terrain de Bouge relatif à l'obituaire, cette somme étant transférée de l'article R01 (Loyers des maisons);
- Art. R17 (Supplément communal pour les frais ordinaires du culte): 33.058,16 € au lieu de 8.264,55 € en raison de la comptabilisation du supplément communal ordinaire réellement versé à la Fabrique en 2024, le solde de 24.793,61 € ayant été erronément inscrit à l'article R28A (Solde de subside ordinaire reçu) des recettes extraordinaires par la Fabrique;
- Art. R18B (Recettes diverses): 4.706,32 € au lieu de 0,00 € en raison de la comptabilisation d'une note de crédit ayant été erronément inscrite à l'article R23 (Remboursement de capitaux) des recettes extraordinaires et qu'il convient d'inscrire dans cet article R18B qui est plus adéquat.

- Art. R23 (Remboursement de capitaux): 0,00 € au lieu de 4.706,32 € en raison du transfert de cette somme vers l'article R18B (Recettes diverses) des recettes ordinaires qui est plus adéquat, cet article R23 étant destiné à recevoir les remboursements de capitaux des placements de l'obituaire;
- Art. R28a (Solde de subside ordinaire reçu): 0,00 € au lieu de 24.793,61 € en raison du transfert de cette somme vers l'article R17 (Supplément communal pour les frais ordinaires du culte) des recettes ordinaires qui est plus adéquat, cet article R28A devant exclusivement être utilisé lorsque le supplément communal versé concerne une année antérieure au compte clôturé;
- Art. D01 (Pain d'autel): 268,84 € au lieu de 265,69 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat d'hosties (3,15 €) qui a été erronément comptabilisée à l'article D11B;
- Art. D03 (Cire, encens et chandelles): 321,39 € au lieu de 272,39 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de bougies (49,00 €) qui a été erronément comptabilisée à l'article D11B;
- Art. D06A (Combustible chauffage): 5.769,74 € au lieu de 5.233,57 € en raison de la comptabilisation de la facture datée de janvier 2024 (536,17 €) qui avait été rejetée du compte 2023 en raison du non-respect de l'annalité de la dépense;
- Art. D11A (Revue Diocésaine): 47,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (47,00 € pour cet article D11A);
- Art. D11B (Documentation et Aide aux fabriciens): 35,00 € au lieu de 52,15 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (35,00 € pour cet article D11B) et par le transfert de deux dépenses vers des articles adéquats, à savoir l'achat d'hosties (3,15 €) vers l'article D01 et l'achat de bougies (49,00 €) vers l'article D03 qui sont plus adéquats;
- Art. D11C (Aide à la gestion du Patrimoine): 200,00 € au lieu de 379,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (200,00 € pour cet article D11C);
- Art. D11E (Divers - entretien du mobilier): 0,00 € au lieu de 180,28 € en raison du transfert de cette dépense vers l'article D27 (Entretien et réparation de l'église) qui est plus adéquat;
- Art. D27 (Entretien et réparation de l'église): 5.615,92 € au lieu de 3.331,57 € en raison du transfert de différentes dépenses en provenance des articles D11E (180,28 €), D50N (31,39 €), D54 (238,30 €) et D55 (1.834,38 €) vers cet article D27 qui est plus adéquat;
- Art. D30 (Entretien et réparation du presbytère): 563,41 € au lieu de 3.514,16 €, en raison du transfert d'une dépense d'investissement relative au remplacement de canalisations (3.222,00 €) vers l'article D58 des dépenses extraordinaires qui plus adéquat et du transfert dans cet article D30 d'une dépense relative à l'achat de matériel destiné au presbytère (17,45 €) erronément comptabilisée à l'article D50N et d'une dépense de 253,80 € erronément comptabilisée à l'article D55 du service extraordinaire;
- Art. D50D (SABAM - SIMIM - URADEX): 72,00 € au lieu de 0,00 € en raison de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (72,00 € pour cet article D50D);
- Art. D50I (Indemnités bénévoles): 3.260,70 € au lieu de 3.193,58 € en raison du transfert d'une dépense relative aux frais bancaires de février 2024 (22,88 €) vers l'article dédié D50J et du transfert d'une indemnité de bénévole de septembre 2024 (90,00 €) erronément comptabilisée à l'article D50J;

- Art. D50J (Dépenses diverses) : 1.118,36 € au lieu de 1.160,48 € en raison du transfert d'une dépense relative aux frais bancaires de février 2024 (22,88 €) en provenance de l'article D50I, du transfert d'une indemnité de bénévole de septembre 2024 (90,00 €) vers l'article 50I qui est plus adéquat et de la répartition des dépenses issues de la facture globale du Diocèse dans les articles adéquats (25,00 € pour cet article D50J);
- Art. D50N (Dépenses diverses) : 0,00 € au lieu de 48,84 € en raison du transfert de deux dépenses, à savoir l'achat de matériel destiné à l'église (31,39 €) vers l'article D27 et l'achat de matériel destiné au presbytère (17,45 €) vers l'article D30 qui sont plus adéquats;
- Art. D54 (Achat d'ornements, vases sacrés; linge, meubles et ustensiles non compris au chapitre premier): 0,00 € au lieu de 238,30 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat d'une vitrine vers l'article 27D qui est plus adéquat;
- Art. D55 (Décoration et embellissement de l'église): 0,00 € au lieu de 2.088,10 € en raison du transfert de cette somme relative à diverses dépenses de faibles montants (montant globalisé de 1.834,38 €) à transférer vers l'article D27 et vers l'article D30 (253,80 €) qui sont plus adéquats;
- Art. D58 (Grosses réparations au presbytère): 5.787,93 € au lieu de 2.565,93 € en raison du transfert d'une dépense d'investissement relative au remplacement d'une canalisation en grès par du PVC et l'adaptation de la chambre de visite (3.222,00 €), dépense ayant été subsidiée par ailleurs, erronément comptabilisée à l'article D30;

Considérant, compte tenu des très nombreuses réformes à effectuer, que ce compte 2024 de la Fabrique d'église de Namur Saint-Nicolas a été largement repris et corrigé par le DGF;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 1er juin 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2024;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2024 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	18.074,55 €	47.601,98 €
dont dotation communale	*8.264,55 €*	*33.058,16 €*
Total des recettes extraordinaires	71.727,21 €	42.227,28 €
dont reliquat année antérieure	*26.250,50 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	89.801,76 €	89.829,26 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	7.089,85 €	7.348,74 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	20.301,58 €	19.683,34 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	15.024,36 €	15.919,88 €
TOTAL DES DÉPENSES	42.415,79 €	42.951,96 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2024	+47.385,97 €	+46.877,30 €

Demande à la Fabrique d'église de Namur Saint-Nicolas de veiller à :

- introduire les données relatives à son patrimoine (immobilier et mobilier) dans le programme Religiosoft utilisé pour sa comptabilité afin de compléter son dossier en distinguant les biens propres des biens faisant partie de l'obituaire ;
- demander le remboursement auprès des Œuvres paroissiales, ou organiser une collecte spécifique, afin de couvrir le montant de 901,00 € relatif aux frais de remontage d'une statue, cette dépense ayant été rejetée par la Tutelle lors de ses contrôles des comptes de 2022 et 2023 ;
- récupérer auprès des Œuvres paroissiales les revenus relatifs aux troncs, quêtes et oblations (R15) ainsi qu'aux inhumations, services funèbres et mariages (R16) depuis l'exercice 2019 ;
- transférer au moins un fois par an les intérêts du compte d'épargne vers son compte courant afin de financer l'obituaire ;
- établir avec son desservant un contrat de location à usage précaire pour l'occupation du presbytère et définir la part privée et la part professionnelle afin de répartir les charges entre les deux parties ;
- récupérer auprès de l'ASBL AB-AG, les sommes transférées d'un compte propre de la Fabrique ainsi que toutes sommes perçues, sous déduction des dépenses de travaux relatives à la gestion de biens immobiliers dont la Fabrique a voulu externaliser la gestion auprès de cette ASBL, cette pratique n'étant pas autorisée.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

24. Fabrique d'église de Namur Saint-Paul: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 tel que modifié par le Décret régional du 13 mars 2014 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Considérant que l'article L3162-2, §2 alinéa 2 du CDLD stipule que l'Autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1er;

Vu l'article L3162-3 du CDLD relatif à la possibilité pour les établissements cultuels d'intenter un recours auprès du Gouverneur de la Province pour les actes soumis à la Tutelle spéciale d'approbation exercée par le Conseil communal (budgets, modifications budgétaires et comptes);

Vu l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Considérant que la Ville est concernée par quarante-deux Fabriques d'église et que le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) est dès lors amené à instruire de nombreux comptes dans des délais restreints;

Vu la délibération du 19 avril 2026 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de Namur Saint-Paul a arrêté son compte relatif à l'exercice 2025;

Considérant la réception dudit compte en date du 29 avril 2026, transmis simultanément à l'Administration communale et à l'Évêché;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'Évêché a vingt jours pour remettre sa décision sur ledit compte;

Considérant que le délai de Tutelle de l'Évêché court donc jusqu'au 20 mai 2026;

Considérant qu'en vertu de l'article L3162-2 §2 du CDLD, l'Autorité de tutelle prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par l'Évêché et de ses pièces justificatives;

Considérant que le délai de Tutelle du Conseil communal serait donc fixé au 30 juin 2026 maximum;

Considérant que le compte 2025 de ladite Fabrique d'église est actuellement en cours d'analyse au Département de Gestion financière;

Considérant que le prochain Conseil communal se tiendra le 23 juin 2026 et qu'il serait donc matériellement impossible de transmettre sa décision dans les délais impartis;

Considérant qu'il s'avère utile de proroger le délai de Tutelle en le portant à soixante jours conformément à l'article L3162-2, §2 du CDLD, soit jusqu'au 20 juillet 2026 maximum, afin de permettre au Département de Gestion financière de transmettre la décision du Conseil communal concernant ledit compte dans les délais;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Proroge le délai de Tutelle qui lui est imparti, portant celui-ci à soixante jours, au lieu de quarante initialement, pour se prononcer sur le compte 2025 de la Fabrique d'église de Namur Saint-Paul et notifier sa décision au Conseil de Fabrique.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église susmentionnée et à l'Évêché.

25. Fabrique d'église de Temploux: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 tel que modifié par le Décret régional du 13 mars 2014 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Considérant que l'article L3162-2, §2 alinéa 2 du CDLD stipule que l'Autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1er;

Vu l'article L3162-3 du CDLD relatif à la possibilité pour les établissements cultuels d'intenter un recours auprès du Gouverneur de la Province pour les actes soumis à la Tutelle spéciale d'approbation exercée par le Conseil communal (budgets, modifications budgétaires et comptes);

Vu l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Considérant que la Ville est concernée par quarante-deux Fabriques d'église et que le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) est dès lors amené à instruire de nombreux comptes dans des délais restreints;

Vu la délibération du 18 avril 2026 par laquelle le Conseil de la Fabrique d'église de Temploux a arrêté son compte relatif à l'exercice 2025;

Considérant la réception dudit compte en date du 28 avril 2026, transmis simultanément à l'Administration communale et à l'Évêché;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, l'Évêché a vingt jours pour remettre sa décision sur ledit compte;

Considérant que le délai de Tutelle de l'Évêché court donc jusqu'au 19 mai 2026;

Considérant qu'en vertu de l'article L3162-2 §2 du CDLD, l'Autorité de tutelle prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par l'Évêché et de ses pièces justificatives;

Considérant que le délai de Tutelle du Conseil communal serait donc fixé au 23 juin 2026 maximum;

Considérant que le compte 2025 de ladite Fabrique d'église est actuellement en cours d'analyse au Département de Gestion financière;

Considérant que le prochain Conseil communal se tiendra le 26 mai 2026 et qu'il serait donc matériellement impossible de transmettre sa décision dans les délais impartis;

Considérant qu'il s'avère utile de proroger le délai de Tutelle en le portant à soixante jours conformément à l'article L3162-2, §2 du CDLD, soit jusqu'au 20 juillet 2026 maximum, afin de permettre au Département de Gestion financière de transmettre la décision du Conseil communal concernant ledit compte dans les délais;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Proroge le délai de Tutelle qui lui est imparti, portant celui-ci à soixante jours, au lieu de quarante initialement, pour se prononcer sur le compte 2025 de la Fabrique d'église de Temploux et notifier sa décision au Conseil de Fabrique.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église susmentionnée et à l'Évêché.

26. Eglise Protestante Unie de Belgique, Paroisse de Namur: compte 2025 - prorogation du délai de Tutelle

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 tel que modifié par le Décret régional du 13 mars 2014 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que lorsque l'établissement relève du financement de plusieurs communes, le conseil communal de la commune qui, pour l'exercice en cours, finance la plus grande part de l'intervention globale, exerce la Tutelle d'approbation après avoir recueilli l'avis favorable des autres communes

concernées, ou après avoir constaté que ladite ou lesdites commune(s) n'a ou n'ont pas rendu d'avis dans le délai prévu à l'article 7, §2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Considérant que l'article L3162-2, §2 alinéa 2 du CDLD stipule que l'Autorité de tutelle peut proroger le délai qui lui est imparti pour exercer son pouvoir d'une durée maximale égale à la moitié du délai visé à l'alinéa 1er;

Vu l'article L3162-3 du CDLD relatif à la possibilité pour les établissements cultuels d'intenter un recours auprès du Gouverneur de la Province pour les actes soumis à la Tutelle spéciale d'approbation exercée par le Conseil communal (budgets, modifications budgétaires et comptes);

Vu l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Considérant que la Ville est concernée par quarante-deux Fabriques d'église et que le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) est dès lors amené à instruire de nombreux comptes dans des délais restreints;

Vu la délibération du 15 mars 2026 par laquelle le Conseil d'Administration de l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur) a arrêté son compte relatif à l'exercice 2025;

Considérant la réception dudit compte en date du 19 mars 2026, transmis simultanément à l'Administration communale, aux neuf autres communes subsidiantes et au Synode;

Considérant qu'en vertu de l'article 3 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, le Synode a vingt jours pour remettre sa décision sur ledit compte;

Considérant que le délai de Tutelle du Synode court donc jusqu'au 09 avril 2026;

Considérant que le délai de remise d'avis de quarante jours de l'ensemble des communes subsidiantes débute dès la réception de l'approbation du Synode relatif au Chapitre I des dépenses ordinaires ou au plus tard le lendemain de la limite du délai imparti au Synode, soit le 10 avril 2026;

Considérant que le délai de remise d'avis pour la Ville de Namur et les neuf autres commune subsidiantes, à savoir Anhée, Doische, Floreffe, Fosses-la-Ville, Mettet, Onhaye, Philippeville, Profondeville et Viroinval serait fixé au 20 mai 2026 maximum;

Considérant qu'en vertu de l'article L3162-2 §2 du CDLD, l'Autorité de tutelle (Ville de Namur) prend sa décision dans les quarante jours de la réception de l'acte approuvé par le Synode et de ses pièces justificatives;

Considérant que le délai de Tutelle du Conseil communal serait donc fixé au 30 juin maximum;

Considérant que le prochain Conseil communal se tiendra le 23 juin 2026 et qu'il serait donc matériellement impossible de transmettre sa décision dans les délais impartis;

Considérant qu'il s'avère utile de proroger le délai de Tutelle en le portant à soixante jours conformément à l'article L3162-2, §2 du CDLD, soit jusqu'au 20 juillet 2026 maximum, afin de permettre au Département de Gestion financière de transmettre la décision du Conseil communal concernant ledit compte dans les délais;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Proroge le délai de Tutelle qui lui est imparti, portant celui-ci à soixante jours, au lieu de quarante initialement, pour se prononcer sur le compte 2025 de la l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur) et notifier sa décision au Conseil d'Administration de l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur).

Copie de cette décision sera transmise à l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur) et au Synode.

27. Fabrique d'église de Dave: compte 2025 - approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Alors, les points 27 à 44, c'est toute une série de fabriques d'églises.

Quels sont les votes pour ces points-là, pour le PS ?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

C'est oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Abstention jusqu'au 51.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Abstention jusqu'au 51, pour Ecolo, pour les services.

De 24 à 26, tout le monde avait dit oui?

27 à 44, donc… non, C'est les mêmes votes partout. Oui, c'était les mêmes votes partout, mais je l'ai demandé.

Pardon. C'est parce qu'on vient de me reposer une question.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Mais dans votre expression, j'ai peur de la confusion. Donc nous, depuis le 24 jusqu'au 51, c'est abstention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, abstention.

Mme L. Leprince, Directrice générale:

22.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, attendez, en fait c'est compliqué quand on fait cela parce que cela fout un peu le…

Non, non, ce n'est pas grave, c'est bien, c'est sympa parce que cela permet d'accélérer, mais le problème c'est qu'alors on ne fait pas tous pareil.

Donc, je vais reprendre, 27 à 44, merci de me donner donc pour le PS, c'était un oui.

C'était une abstention pour...

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Abstention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Voilà, oui.

Pour le MR, oui et pour les Engagés.

Et une abstention pour le PTB.

Merci beaucoup.

Ah non, un oui.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

C'est des comptes. C'est des comptes.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, mais j'ai une Echevine à ma gauche qui m'induit en erreur. Non, je rigole. Ah, c'est à ma droite. Mais non, mais ce n'est pas simple.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Dave adopté par son Conseil de Fabrique en date du 19 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 08 mai 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 29 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Attendu que la Ville dispose d'un délai de 40 jours pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 09 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière établi en date du 29 mai 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Approuve le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église
Total des recettes ordinaires	14.968,59 €
dont dotation communale	*13.954,32* €
Total des recettes extraordinaires	31.911,55 €
dont reliquat année antérieure	*31.911,55* €
TOTAL DES RECETTES	46.880,14 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.749,17 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	13.712,75 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €
TOTAL DES DÉPENSES	17.461,92 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+29.418,22 €

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

28. Fabrique d'église de Namur Bomel: compte 2025 - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Namur Bomel adopté par son Conseil de Fabrique en date du 10 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 13 avril 2026, approuvé par l'Évêché, décision réceptionnée, par courriel, au Département de Gestion financière en date du 05 mai 2025, date à laquelle le dossier est considéré complet;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière établi en date du 08 mai 2026;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Approuve le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église
Total des recettes ordinaires	80.252,29 €
dont dotation communale	*54.681,70 €*
Total des recettes extraordinaires	25.184,11 €
dont reliquat année antérieure	*16.675,37 €*
TOTAL DES RECETTES	105.436,40 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	14.836,23 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	59.825,89 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	8.508,74 €
TOTAL DES DÉPENSES	83.170,86 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 22.265,54 €

Demande à la Fabrique de prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de

l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

29. Fabrique d'église de Vedrin Centre: compte 2025 - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Vedrin Centre adopté par son Conseil de Fabrique en date du 30 mars 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 10 avril 2026, approuvé par l'Évêché, décision réceptionnée, par courriel, au Département de Gestion financière en date du 05 mai 2025, date à laquelle le dossier est considéré complet;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière établi en date du 07 mai 2026;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Approuve le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église
Total des recettes ordinaires	26.565,73 €
dont dotation communale	*23.098,75 €*
Total des recettes extraordinaires	29.853,33 €
dont reliquat année antérieure	*21.598,33 €*
TOTAL DES RECETTES	56.419,06 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	8.695,30 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	20.844,23 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	8.255,00 €
TOTAL DES DÉPENSES	37.794,53 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+18.624,53 €

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de

l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

30. Fabrique d'église de Vedrin Comognes: compte 2025 - approbation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Vedrin Comognes, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 09 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 13 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 04 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Attendu néanmoins que la décision de l'Evêché (approbation) a été réceptionnée en date du 06 mai 2026;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 04 juillet 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière établi en date du 07 mai 2026;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Approuve le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église
Total des recettes ordinaires	27.261,45 €
dont dotation communale	*19.827,28* €
Total des recettes extraordinaires	13.215,35 €
dont reliquat année antérieure	*7.904,75* €
TOTAL DES RECETTES	40.476,80 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.491,96 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	24.585,49 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	5.310,60 €
TOTAL DES DÉPENSES	33.388,05 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 7.088,75 €

Demande à la Fabrique de veiller à:

- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Constituer un montant complémentaire de provision sur son compte d'épargne de maximum 3.800,00 € en 2026 afin de respecter la décision du Conseil communal du 17 octobre 2023 (plafond maximum autorisé de 20.000,00 €) ;
- N'accepter dans sa comptabilité que les factures établies en bonne et due forme et qui répondent aux prescrits légaux en la matière (coordonnées complètes, numéro de TVA, …).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

31. Eglise Protestante Unie de Belgique, Paroisse de Namur: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103 ;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes ;

Vu l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle ;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes ;

Vu le compte 2025 de l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur), adopté par son Conseil d'Administration en date du 11 mars 2026, transmis simultanément au Synode et à la Ville de Namur en date du 19 mars 2026 ;

Attendu que le Synode n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 09 avril 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date ;

Attendu que les neufs autres communes subsidiantes n'ont pas transmis leur avis concernant le compte dans le délai imparti, à savoir le 19 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date ;

Vu sa décision, en cette même séance du 23 juin 2026, de proroger le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur), la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026 ;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants :

- Article D03 (Chauffage de l'église) : correction du montant initial de 1.953,40 € par le montant corrigé de 1.815,75 € en raison du rejet provisoire de la facture Total Énergie qui concerne l'acompte de janvier 2026 (137,65 €) ; Cette dépense sera à réinscrire au compte 2026 ;

- Article D04 (Éclairage) : correction du montant initial de 945,38 € par le montant corrigé de 890,32 € en raison du rejet provisoire de la facture Total Énergie qui concerne l'acompte de janvier 2026 (55,06 €) ; Cette dépense sera à réinscrire au compte 2026 ;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur) dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit :

Libellés	Montants arrêtés par l'EPUB	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	22.379,65 €	Inchangé
dont dotation communale	*18.871,90 €*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	18.483,84 €	Inchangé
dont reliquat année antérieure	*16.571,72 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	40.863,49 €	Inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par le Synode	5.215,84 €	5.023,13 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	23.803,88 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	29.019,72 €	28.827,01 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+11.843,77 €	+12.036,48 €

Demande à l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur) de :

- Réinscrire au compte 2026 les montants provisoirement rejetés lors du présent compte afin de retrouver la concordance (cf. rejet provisoire des dépenses aux articles D3 et D4) ;
- Prévoir une modification budgétaire en fin d'exercice lorsque des articles sont en dépassement et que le total du Chapitre est dépassé ;
- Comptabiliser, à l'avenir, les dépenses d'investissement adéquates au service extraordinaire (travaux et acquisition d'équipements) et de solliciter, au besoin, un subside extraordinaire auprès des communes subsidiantes pour financer ces dépenses impactant son patrimoine immobilier ;
- Introduire les données relatives à son patrimoine (immobilier et mobilier) dans le programme Religiosoft utilisé pour sa comptabilité afin de compléter son dossier.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à l'Église Protestante Unie de Belgique (Paroisse de Namur), au Synode et aux neufs autres communes subsidiantes.

32. Fabrique d'église d'Andoy: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église d'Andoy, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 07 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 15 avril 2026, réformé par l'Évêché, décision réceptionnée, par courriel, au Département de Gestion financière en date du 05 mai 2025, date à laquelle le dossier est considéré complet;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) et à la demande de l'Evêché, que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R6 (Revenus des Fondations, rentes): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 16,93 € en raison de la comptabilisation des intérêts liés aux placements dédiés à l'obituaire s'élevant à 16,93 €, enregistrés erronément à l'article 10 (Intérêts à la Caisse d'épargne), dans cet article R6 qui est plus adéquat;
- Article R10 (Intérêts à la Caisse d'épargne): correction du montant initial de 1.882,89 € par le montant corrigé de 1.865,96 € en raison du transfert des intérêts liés aux placements dédiés à l'obituaire s'élevant à 16,93 € vers l'article R6 (Revenus des Fondations, rentes) qui est plus adéquat;
- Article D1 (Pain d'autel): correction du montant initial de 231,50 € par le montant corrigé de 32,18 €, à la demande de l'Evêché, en raison du transfert de deux dépenses, à savoir un montant de 98,66 € lié à la rémunération de janvier 2025 et de 100,66 € lié à celle de septembre 2025 du sacristain, vers l'article 17 (Traitement brut du sacristain) des dépenses ordinaires du Chapitre II qui est plus adéquat;
- Article D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 1.105,26 € par le montant corrigé de 1.304,58 €, à la demande de l'Evêché, en raison de la comptabilisation de deux dépenses, à savoir un montant de 98,66 € lié à la rémunération de janvier 2025 et de 100,66 € lié à celle de septembre 2025 du sacristain, inscrites erronément à l'article 1 (Pain d'autel) des dépenses ordinaires du Chapitre I, dans cet article D17 qui est plus adéquat;

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 08 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	21.421,17 €	Inchangé
dont dotation communale	*18.166,64 €*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	15.648,62 €	Inchangé
dont reliquat année antérieure	*13.640,02 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	37.069,79 €	Inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	4.302,05 €	4.102,73 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	19.074,67 €	19.273,99 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	2.008,60 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	25.385,32 €	Inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 11.684,47 €	Inchangé

Demande à la Fabrique de prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

33. Fabrique d'église de Belgrade: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Belgrade, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 30 mars 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 15 avril 2026, approuvé par l'Évêché, décision réceptionnée au

Département de Gestion financière en date du 06 mai 2026, date à laquelle le dossier est considéré complet;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article 06A (Combustible - Chauffage): correction du montant initial de 4.706,17 € par le montant corrigé de 4.706,83 € en raison de la prise en compte de la totalité de la facture de janvier 2025, suite à la réforme du compte 2024, à savoir un montant réel de 246,89 € au lieu de 246,23 €, et ce tel qu'encodé lors de l'écriture de réformation du compte 2024.
- Article 19 (Traitement de l'organiste): correction du montant initial de 9.500,00 € par le montant corrigé de 9.972,00 € en raison de la comptabilisation du salaire brut (472,00 €) du mois de mai 2025 de l'organiste qui avait été comptabilisé erronément en avantages sociaux à l'article 50B;
- Article 50B (Avantages sociaux employés): correction du montant initial de 2.918,26 € par le montant corrigé de 2.446,26 € en raison du transfert du salaire brut du mois de mai 2025 de l'organiste vers l'article 19 qui est plus adéquat;
- Article 50K (Dépenses diverses): correction du montant initial de 0,66 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison de l'annulation du versement erroné du solde de 0,66 € d'une facture de 130,66 € versée au fournisseur en 2025 car ce montant a déjà été pris en compte lors de la réformation du compte 2024;

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 07 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	42.248,56 €	inchangé
dont dotation communale	*38.794,53 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	112.283,93 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*18.779,56 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	154.532,49 €	inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	6.944,58 €	6.945,24 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	34.355,62 €	34.354,96 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	93.474,37 €	inchangé

TOTAL DES DÉPENSES	134.774,57 €	inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+19.757,92 €	inchangé

Demande à la Fabrique, lors de l'établissement de ses prochains comptes, de veiller à :

- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Comptabiliser les recettes issues de la location de l'Église à l'article 18B (Divers) du Chapitre I des recettes ordinaires plutôt qu'en recettes extraordinaires.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

34. Fabrique d'église de Bouge Moulin-à-Vent: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Bouge Moulin-à-Vent, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 14 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 24 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 15 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 15 juillet 2026 ;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) et à la demande de l'Évêché, que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R06 (Revenu des fondations, rentes): correction du montant initial de 260,40 € par le montant corrigé de 262,90 € en raison du transfert nécessaire des intérêts perçus sur le compte d'épargne de la Fabrique vers son compte à vue (2,50 €), ce qui doit se faire systématiquement en fin d'année afin de financer l'obituaire;

- Article D15 (Achats de livres liturgiques): correction du montant initial de 271,50 € par le montant corrigé de 236,80 € en raison du rejet d'une facture d'un montant de 34,70 € datant du 17 février 2026 et concernant des documents relatifs à l'exercice 2026; Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D50J (Dépenses diverses): correction du montant initial de 235,92 € par le montant corrigé de 218,76 € rejet des frais de gestion du compte bancaire relatifs au mois de janvier 2026 (17,16 €); Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 18 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	17.406,22 €	17.408,72 €
dont dotation communale	*14.151,97€*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	22.392,32 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*19.413,83 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	39.798,54 €	39.801,04 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	6.370,16 €	6.335,46 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	13.510,73 €	13.493,57 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	2.573,13 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	22.454,02 €	22.402,16 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+17.344,52 €	+17.398,88 €

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

35. Fabrique d'église de Bouge Sainte-Marguerite: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Bouge Sainte-Marguerite, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 26 mars 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 17 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 08 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 08 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R6 (Revenus des fondations, rentes): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 14,64 € en raison de l'inscription des intérêts créditeurs liés au compte d'épargne dédié à l'obituaire comptabilisés erronément à l'article R10 (Intérêts à la Caisse d'Épargne);
- Article R10 (Intérêts à la Caisse d'Épargne): correction du montant initial de 14,64 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert des intérêts créditeurs liés au compte d'épargne dédié à l'obituaire vers l'article R6 (Revenus des fondations, rentes) qui est plus adéquat;
- Article D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 1.620,00 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert des dépenses liées aux prestations du sacristain assurées par des bénévoles vers l'article 50i (Indemnités bénévoles) qui est plus adéquat;
- Article D50i (Indemnités bénévoles): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 1.620,00 € en raison de l'inscription des dépenses liées aux prestations du sacristain assurées par des bénévoles qui ont été comptabilisées erronément à l'article 17 (Traitement brut du sacristain);

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 15 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	22.883,03 €	Inchangé
dont dotation communale	*20.714,13 €*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	28.596,12 €	*Inchangé*
dont reliquat année antérieure	*28.596,12 €*	Inchangé
TOTAL DES RECETTES	51.479,15 €	*Inchangé*

Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	6.035,66 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	9.426,15 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	15.461,81 €	Inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 36.017,34 €	Inchangé

Demande à la Fabrique de veiller à :

- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Verser dorénavant les indemnités des bénévoles directement à ces derniers et non aux Œuvres paroissiales ou de fournir la preuve du reversement par ces dernières auxdits bénévoles.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

36. Fabrique d'église de Champion: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Champion, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 16 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 20 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 11 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour notifier le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article 18C (Recettes diverses): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 3.260,67 € en raison de la mise en concordance du résultat du compte 2025 de la Fabrique avec le solde réel de son compte à vue après les transactions comptabilisées en 2025;
- Article 50e (Médecine du travail): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 342,14 € en raison du transfert de la dépense de 342,14 € relative à la facture de la médecine du travail erronément comptabilisée à l'article D50i (Indemnités des bénévoles) vers cet article D50e qui est plus adéquat;
- Article 50i (Indemnités bénévoles): correction du montant initial de 342,14 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de la dépense de 342,14 € relative à la facture de la médecine du travail vers l'article 50e (Médecine du travail) qui est plus adéquat pour ce type de dépense;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 15 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	27.737,65 €	30.998,32 €
dont dotation communale	*25.687,66 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	8.034,31 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*8.034,31 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	35.771,96 €	39.032,63 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	2.964,29 €	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	24.965,82 €	inchangé
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	27.930,11 €	inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+7.841,85 €	+11.102,52 €

Demande à la Fabrique d'église de:

- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Récupérer auprès des Œuvres paroissiales sa participation financière pour la prestation de 16 célébrations (6 en 2024 et 10 en 2025), soit un montant total de 400,00 € à récupérer (casuel des mariages et enterrements fixé à 50,00 € par célébration au lieu de 25,00 € depuis le 1er janvier 2024 - cf. article R16 relatif aux droits de la Fabrique dans les inhumations, services funèbres et mariages).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

37. Fabrique d'église de Cognelée: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Cognelée, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 12 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 16 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 07 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour notifier le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 07 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article D03 (Cire, encens et chandelles): correction du montant initial de 291,81 € par le montant corrigé de 315,79 € en raison du transfert d'une dépense erronément comptabilisée à l'article D06D concernant une facture d'achat de bougies (23,98 €) vers cet article qui est plus adéquat;
- Article D05 (Eclairage): correction du montant initial de 271,02 € par le montant corrigé de 299,91 € en raison du transfert d'une dépense erronément comptabilisée à l'article D06B concernant la facture d'éclairage du mois de mai 2025 (28,89 €) vers cet article qui est plus adéquat;
- Article D06A (Combustible chauffage): correction du montant initial de 3.565,72 € par le montant corrigé de 2.039,91 € en raison du rejet d'une dépense relative à l'achat de mazout en date du 29 janvier 2026 (1.525,81 €) ; Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D06B (Eau): correction du montant initial de 222,48 € par le montant corrigé de 154,24 € en raison du transfert de la dépense relative à la facture d'électricité du mois de mai 2025 (28,89 €) vers l'article D05 (Eclairage) qui est plus adapté et du rejet d'une facture d'acompte d'eau (39,35 €) datée du 18 janvier 2026 ; Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D06D (Fleurs): correction du montant initial de 179,05 € par le montant corrigé de 155,07 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de bougies (23,98 €) vers l'article D03 (Cire, encens et chandelles) qui est plus adéquat;

- Article D10 (Nettoiement de l'église - Produits et matériel): correction du montant initial de 252,90 € par le montant corrigé de 154,13 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de produits d'entretien (6,90 €) erronément comptabilisée à l'article D27 et par le rejet d'une facture d'achat de 105,67 € datée du 13 janvier 2026; cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 3.446,44 € par le montant corrigé de 3.199,56 € en raison du transfert de la dépense relative au double pécule de vacances (246,88 €) vers l'article D50B (avantages sociaux employés) qui est plus adéquat;
- Article D19 (Traitement brut de l'organiste): correction du montant initial de 4.679,29 € par le montant corrigé de 4.371,10 € en raison du transfert de la dépense relative au double pécule de vacances (308,19 €) vers l'article D50B (Avantages sociaux employés) qui est plus adéquat;
- Article D27 (Entretien et réparation de l'église): correction du montant initial de 6,90 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert d'une dépense relative à l'achat de produits d'entretien (6,90 €) vers l'article D10 (Nettoiement de l'église – produits et matériel) qui est plus adéquat;
- Article D45 (Papier, plumes, encres, registre de la Fabrique): correction du montant initial de 353,19 € par le montant corrigé de 348,20 € en raison du rejet d'une facture d'achat de 4,99 € datée du 12 janvier 2026; cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D50B (Avantages sociaux employés): correction du montant initial de 867,20 € par le montant corrigé de 1.422,27 € en raison du transfert des doubles pécules de vacances du sacristain (246,88 €) et de l'organiste (308,19 €) qui avaient été erronément comptabilisés aux articles D17 et D19;
- Article D50J (Dépenses diverses): correction du montant initial de 471,91 € par le montant corrigé de 454,75 € en raison du rejet des frais bancaires de janvier 2026 (17,16 €); Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 18 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	16.620,03 €	inchangé
dont dotation communale	*14.463,67 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	16.159,83 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*16.159,83 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	32.779,86 €	inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	6.568,09 €	4.904,16 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	17.763,58 €	17.734,53 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	inchangé

TOTAL DES DÉPENSES	24.331,67 €	22.638,69 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+8.448,19 €	+10.141,17 €

Demande à la Fabrique d'église de Cognelée:

- de prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- de veiller au respect de l'annalité des dépenses et de ne présenter que les factures relatives à l'exercice concerné dans son compte ;
- de ne plus solliciter les extraits de compte en version papier puisqu'il en coûte les frais d'envoi et d'impression (218,83 € en 2025) alors que ceux-ci sont disponibles gratuitement sur la plateforme bancaire ;
- de ne plus prendre à sa charge l'impression du feuillet paroissial, cette dépense devant plutôt être à charge des Œuvres Paroissiales ;
- d'ouvrir un compte d'épargne afin d'y verser le montant de l'obituaire de 1.399,47 € et, éventuellement, d'effectuer des placements à capital garanti au départ de ce compte d'épargne, les intérêts perçus devant ensuite être reversés annuellement sur le compte courant de la Fabrique afin de financer les dépenses relatives à l'article D43.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

38. Fabrique d'église de Daussoulx: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Daussoulx adopté par son Conseil de Fabrique en date du 26 mars 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 14 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 04 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Attendu néanmoins que l'avis de l'Évêché (approbation) transmis à la date du 06 mai 2026 a été pris en compte par la Tutelle dans l'analyse de ce compte;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer l'article budgétaire suivant:

- Article R10 (Intérêts à la caisse d'épargne): correction du montant initial de 50,76 € par le montant corrigé de 63,69 € en raison de la correction à apporter aux intérêts bancaires du 4ième trimestre 2025 qui ont été erronément comptabilisés par la Fabrique sur l'exercice 2026 et pour lesquels il y a lieu d'effectuer le rattachement à l'exercice 2025;
- Article R18 (Quote-part des travailleurs dans les cotisations ONSS): correction du montant initial de 420,21 € par le montant corrigé de 422,24 € en raison de l'erreur d'imputation réalisée sur le salaire du mois de septembre du sacristain pour lequel le montant de la quote-part ONSS n'avait pas été comptabilisé;
- Article D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 1.029,59 € par le montant corrigé de 1.031,62 € en raison de la correction du montant salarial de septembre qui a été encodé par la Fabrique au montant net (84,22 €) au lieu du montant brut (86,25 €);
- Article D43 (Acquit des anniversaires et messes fondées): correction du montant initial de 5,34 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du rejet définitif du montant versé au célébrant qui est en inadéquation avec les montants inscrits sur l'obituaire de la Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 11 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	11.604,56 €	11.619,52 €
dont dotation communale	*10.332,83 €*	*inchangée*
Total des recettes extraordinaires	20.970,27 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*11.970,27 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	32.574,83 €	32.589,79 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	2.249,73 €	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	10.069,99 €	10.066,68 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	9.000,00 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	21.319,72 €	21.316,41 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+11.255,11 €	+11.273,38 €

Demande à la Fabrique de veiller à:

- récupérer le montant de 5,34 € indument versé au célébrant pour l'obituaire, et ce afin de retrouver la concordance comptable lors des prochains comptes annuels ;
- effectuer un replacement partiel (8.500,00 €) du montant du capital Belfius arrivant à échéance en 2026, et ce afin de retrouver la concordance comptable.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

39. Fabrique d'église d'Erpent: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église d'Erpent, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 31 mars 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 14 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 05 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Attendu néanmoins que l'avis de l'Evêché transmis à la date du 06 mai 2026 a été pris en compte par la Tutelle dans l'analyse de ce compte;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) et à la demande de l'Evêché, que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article D02 (Vin): correction du montant de 0,00 € par le montant corrigé de 110,92 € en raison d'une erreur de ventilation des dépenses reprises sur la facture du fournisseur Ets Grandjean, totalement imputée à l'article D3 (Cire, Encens et chandelles), ce qui est inadéquat, et la comptabilisation de ces dépenses à cet article D2 qui est plus adéquat;

- Article D03 (Cire, encens et chandelles): correction du montant de 1.165,22 € par le montant corrigé de 1.054,30 € en raison du transfert de la dépense relative à l'achat de vin (110,92 €) réalisé auprès du fournisseur Ets Grandjean (110,92 €) vers l'article D2 (Vin) qui est plus adéquat;
- Article D11d (Annuaire du diocèse): correction du montant de 36,00 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison de la comptabilisation erronée de l'achat d'un calendrier liturgique dans cet article, cette dépense étant à transférer vers l'article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires) qui est plus adéquat;
- Article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires): correction du montant initial de 948,85 € par le montant corrigé de 310,89 € en raison des corrections suivantes:
    - le transfert d'un montant de 673,96 € relatif à des frais de photocopies vers l'article D45 (Papiers, plumes, encres, registres de la Fabrique) qui est plus adéquat;
    - la comptabilisation d'un montant de 36,00 € relatif à l'achat d'un calendrier liturgique et qui était erronément comptabilisé à l'article D11d (Annuaire du diocèse) ;
- Article D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant de 4.706,45 € par le montant corrigé de 4.370,28 € en raison du transfert de 336,17 € relatifs au pécule de vacances du sacristain vers l'article D50b (Avantages sociaux employés) qui est plus adéquat;
- Article D43 (Acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés): correction du montant de 30,12 € par le montant corrigé de 14,00 € en raison de l'inadéquation de ce montant avec l'obituaire; La différence de 16,12 € versée erronément au célébrant devra être remboursée à la Fabrique afin de retrouver la concordance comptable;
- Article D45 (Papiers, plumes, encres, registres de la Fabrique): correction du montant de 40,34 € par le montant corrigé de 714,30 € en raison du transfert d'un montant de 673,96 € relatif à des frais de photocopies dont la comptabilisation initiale à l'article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires) était erronée;
- Article D50a (Charges sociales ONSS (y inclus secrétariat social): correction du montant de 3.461,98 € par le montant corrigé de 3.451,98 € en raison du transfert du montant de 10,00 € relatif à des frais de virements bancaires vers l'article 50l (Frais bancaires) qui est plus adéquat;
- Article D50b (Avantages sociaux employés): correction du montant initial de 365,40 € par le montant corrigé de 701,57 € en raison de la comptabilisation du pécule de vacances versé au sacristain (336,17 €) qui était initialement inscrit à l'article D17 (Traitement brut du sacristain), ce qui était erroné;
- Article D50l (Frais bancaires): correction du montant initial de 205,92 € par le montant corrigé de 215,92 € en raison de la comptabilisation des frais bancaires facturés par Belfius pour les opérations du premier semestre (10,00 €), qui était initialement inscrit à l'article D50b (Avantages sociaux employés) , ce qui était erroné;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 08 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montant réformé par la Ville
Total des recettes ordinaires	29.011,16 €	inchangé
dont dotation communale	*23.724,13 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	18.219,75 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*17.819,75 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	47.230,91 €	inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	5.529,67 €	4.855,71 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	22.324,99 €	22.982,83 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	100,00 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	27.954,66 €	27.938,54 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	19.276,25 €	+ 19.292,37 €

Demande à la Fabrique de veiller à récupérer le montant de 16,12 € versé indument au célébrant pour les services religieux fondés de l'année 2025 afin de retrouver la concordance comptable.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

40. Fabrique d'église de Fooz Wépion: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Fooz Wépion adopté par son Conseil de Fabrique en date du 10 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 27 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 18 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R11 (Intérêts des fonds placés en d'autres valeurs): correction du montant initial de 177,07 € par le montant corrigé de 184,55 € en raison de la comptabilisation des intérêts perçus sur le compte d'épargne pour le troisième trimestre 2025 (7,48 €), ce qui avait été omis par la Fabrique; Ce montant devra être reversé par la Fabrique sur son compte courant afin d'assurer la concordance entre son solde financier et son solde comptable;
- Article D06 (Combustible de chauffage): correction du montant initial de 5.417,37 € par le montant corrigé de 4.282,40 € en raison du rejet provisoire d'une facture d'approvisionnement en mazout de chauffage (1.134,97 €) datée du 29 janvier 2026; Cette dépense devra être inscrite au compte 2026;
- Article D35b (Entretien et réparation de l'extincteur) : correction du montant initial de 2.212,93 € par le montant corrigé de 287,70 € en raison du rejet provisoire de la facture d'acquisition de quatre nouveaux extincteurs (1.925,23 €) afin de respecter le principe de l'annalité des dépenses (concerne l'exercice 2026) et du caractère extraordinaire de cette dépense;

Attendu qu'une erreur technique s'est glissée dans l'impression du compte fourni par la Fabrique et que le solde reporté du compte 2024 inscrit à l'article 19 des recettes s'élève à 26.528,95 € au lieu de 26.538,95 €, et ce conformément à la décision du Conseil communal du 24 juin 2025;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 19 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	54.680,79 €	54.688,27 €
dont dotation communale	*51.972,60 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	26.528,95 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*26.528,95 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	81.209,74 €	81.217,22 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	10.504,21 €	9.369,24 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	40.644,75 €	38.719,52 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	51.148,96 €	48.088,76 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+30.060,78 €	+33.128,46 €

Demande à la Fabrique d'église :

- De réinscrire le montant de 1.134,97 € relatif à l'approvisionnement en mazout de chauffage du 29 janvier 2026 lors de l'élaboration de son prochain compte 2026 ;
- D'introduire un dossier de subsidiation extraordinaire en bonne et due forme auprès de la Ville afin de pouvoir réinscrire la dépense d'achat des nouveaux extincteurs au service extraordinaire lors de l'élaboration de son prochain compte 2026 ;
- De prendre contact avec l'Evêché afin d'actualiser son obituaire, la dernière version datant de 2017, et d'en fournir une copie actualisée au DGF.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

41. Fabrique d'église de Wépion Vierly: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Wépion Vierly adopté par son Conseil de Fabrique en date du 10 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 27 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 18 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R18a (Quote-part des travailleurs dans les cotisations ONSS): correction du montant initial de 1.561,79 € par le montant corrigé de 1.683,30 € en raison de la correction à apporter aux imputations comptables relatives au paiement du salaire de l'organiste en 2025 (121,51 €) afin de correspondre aux informations transmises par le secrétariat social et retrouver de la concordance comptable;

- Art. D19 (Traitement de l'organiste) : correction du montant initial de 10.057,22 € par le montant corrigé de 10.178,73 € en raison de la comptabilisation erronée des salaires réalisée pendant l'année et pour lesquels la retenue de cotisation ONSS à charge de l'employée n'a pas été correctement effectuée, ce qu'il y a lieu de corriger;
- Art. D27 (Entretien et réparation de l'église): correction du montant initial de 4.511,58 € par le montant corrigé de 4.476,15 € en raison du rejet définitif de la déclaration de créance relative à un achat de pralines et d'une bouteille de vin en grande surface, sans aucun rapport avec les prestations du culte ni avec cet article budgétaire D27;
- Art. D35b (Entretien et réparation de l'extincteur): correction du montant initial de 2.213,95 € par le montant corrigé de 288,72 € en raison du rejet provisoire de la facture d'achat de quatre nouveaux extincteurs chez le fournisseur ANSUL ; Cette dépense d'investissement datée de 2026 devra faire l'objet d'une demande de subside communal en bonne et due forme, sous réserve de son acceptation par le Pouvoir subsidiant, et sera à inscrire au service extraordinaire de son compte 2026, aussi bien en dépenses qu'en recettes, afin de respecter le principe d'annalité et son caractère extraordinaire;
- Art. D50j (Divers (Dépenses diverses)): correction du montant initial de 1.285,23 € par le montant corrigé de 1.302,39 € en raison de la comptabilisation des frais de gestion du compte bancaire Belfius pour le mois de novembre 2025 (17,16 €) dont l'encodage avait été omis;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 26 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	75.530,24 €	75.651,75 €
dont dotation communale	*72.278,30 €*	*inchangée*
Total des recettes extraordinaires	34.401,37 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*23.972,21 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	109.931,61 €	110.053,12 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	12.523,39 €	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	59.589,23 €	57.767,24 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	11.104,18 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	83.216,80 €	81.394,81 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 26.714,81 €	+ 28.658,31 €

Demande à la Fabrique d'église :

- de demander à l'Évêché d'actualiser l'obituaire (le dernier date de 2017) et de transmettre celui-ci au DGF lors de ses prochains travaux budgétaires ;
- d'effectuer le transfert des intérêts bancaires de l'année 2025 (0,76 €) du compte d'épargne vers son compte courant afin de retrouver la concordance avec sa trésorerie réelle ;

- de transmettre au Pouvoir subsidiant un dossier de demande de subside d'investissement établi en bonne et due forme concernant l'achat de quatre nouveaux extincteurs (1.925,23 €) à comptabiliser au service extraordinaire de son prochain compte (cf. rejet provisoire de l'article D35b).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

42. Fabrique d'église de Jambes Montagne: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Jambes Montagne, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 09 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 21 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 12 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant de vingt jours le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église;

Considérant que cette délibération du Conseil communal du 26 mai 2026 comporte une erreur matérielle et que la date d'expiration correcte du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026 (et non pas au 21 août 2026);

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R06 (Revenus des fondations, rentes): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 7,83 € en raison de la comptabilisation des intérêts perçus sur les comptes d'épargne CBC et Belfius pendant l'année 2025;
- Article R15 (Produits des troncs, quêtes et oblations): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 1.170,23 € en raison du transfert de cette somme en provenance de l'article R16 (Droits de la Fabrique) vers cet article qui est plus approprié;
- Article R16 (Droit de la Fabrique dans les inhumations, les services funèbres et les mariages): correction du montant initial de 3.156,81 € par le montant corrigé de 3.450,00 € en raison notamment des ajustements suivants:

- la comptabilisation des revenus issus des funérailles, à savoir 50 € par cérémonie pour 69 funérailles déclarées par la Fabrique en 2025, soit un montant de 3.450,00 € (à noter qu'il n'y a aucune cérémonie de mariage déclarée en 2025 par ladite Fabrique);
- la suppression de la recette de 1.493,75 € perçue le 11 février 2025 dont la communication du versement indique « Funérailles + mariages 2024 », cette recette ayant déjà été comptabilisée au compte 2024;
- le transfert de 1.170,23 € vers l'article R15 (Produits des troncs, quêtes et oblations) qui est plus adéquat;
- le transfert de 1.430,82 € en provenance de l'article R18B (Recettes diverses) car ce montant fait partie des 3.450,00 € issus des cérémonies de funérailles;

- Art. R18A (Quote-part des travailleurs dans les cotisations ONSS) : correction du montant initial de 1.610,73 € par le montant corrigé de 1.755,16 € en raison de la correction des cotisations inscrites en double au niveau des dépenses de personnel ainsi que de la correction des nombreuses erreurs constatées dans l'encodage des salaires, ce qui impacte directement cet article R18A;
- Art. R18B (Recettes diverses) : correction du montant initial de 2.121,03 € par le montant corrigé de 690,21 € en raison du transfert vers l'article R16 (Droit de la Fabrique) d'un montant de 1.430,82 € qui concerne directement les recettes issues des cérémonies de funérailles;
- Art. D01 (Pain d'autel) : correction du montant initial de 268,92 € par le montant corrigé de 207,02 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 61,90 € au CDD Namur qui a été payée le 05 mars 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D03 (Cire, encens et chandelles) : correction du montant initial de 979,85 € par le montant corrigé de 960,85 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 19,00 € au CDD Namur qui a été payée le 05 mars 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D06A (Combustible - chauffage) : correction du montant initial de 9.482,89 € par le montant corrigé de 7.133,19 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 2.349,70 € relative à l'achat de mazout, payée le 19 janvier 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D06D (Fleurs) : correction du montant initial de 637,90 € par le montant corrigé de 70,00 € en raison du rejet provisoire de cinq factures réglées en 2026 (factures absentes au dossier 2025); Ces dépenses seront à inscrire au compte 2026, étant attendu que ne seront acceptées que des dépenses relatives aux célébrations religieuses (Pâques, Ascension, Pentecôte, Assomption et Noël);
- Art. D09 (Blanchissage et raccommodage) : correction du montant initial de 2.200,00 € par le montant corrigé de 1.320,00 € en raison de l'absence de pièces justificatives pour les cinq derniers mois de l'année 2025; Ces dépenses seront à inscrire à l'article D61 du compte 2026 sur présentation des justificatifs sollicités;
- Art. D10 (Nettoiement de l'église) : correction du montant initial de 82,30 € par le montant corrigé de 74,32 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 7,98 € relative à l'achat de matériel, payée le 13 janvier 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;

- Art. D12 (Achat d'ornement et vases sacrés) : correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 380,00 € en raison du transfert d'une dépense de 380,00 € relative à l'achat d'un encensoir en provenance de l'article D14 (Achat de linge d'autel) qui est inadéquat;
- Art. D14 (Achat de linge d'autel) : correction du montant initial de 380,00 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert d'une dépense de 380,00 € relative à l'achat d'un encensoir vers l'article D12 (Achat d'ornement et vases sacrés) qui est plus adéquat;
- Art. D15 (Achat de livres liturgiques) : correction du montant initial de 38,00 € par le montant corrigé de 20,00 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 18,00 € au CDD Namur qui a été payée le 05 mars 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D16 (Traitement brut du clerc) : correction du montant initial de 2.939,46 € par le montant corrigé de 3.207,64 € en raison de la comptabilisation du salaire brut du mois de juillet 2025 qui a été omise par la Fabrique;
- Art. D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 6.894,23 € par le montant corrigé de 7.523,22 € en raison de la comptabilisation du salaire brut du mois de juillet 2025 qui a été omise par la Fabrique;
- Art. D19 (Traitement brut de l'organiste): correction du montant initial de 8.516,14 € par le montant corrigé de 8.427,76 € en raison de la comptabilisation du salaire brut du mois de juillet 2025 qui a été omise par la Fabrique et la suppression du double encodage des salaires d'avril et de juin 2025;
- Art. D26 (Traitement brut de la nettoyeuse): correction du montant initial de 2.064,14 € par le montant corrigé de 2.478,60 € en raison de la comptabilisation des salaires bruts des mois de mai et de juillet 2025 qui a été omise par la Fabrique;
- Art. D32 (Entretien et réparation de l'orgue) : correction du montant initial de 325,49 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 325,49 € pour l'entretien de l'orgue à la société Delobelle qui a été payée le 12 février 2026 (facture absente au dossier 2025); Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D35A (Entretien et réparation des appareils de chauffage): correction du montant initial de 38,00 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 38,00 € justifié par l'absence de pièce justificative au dossier 2025 ; Cette dépense sera à inscrire à l'article D61 du compte 2026 sur présentation de la facture;
- Art. D35D (Divers – Réparations d'entretien): correction du montant initial de 834,42 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 834,42 € pour l'entretien du système d'alarme qui a été payée le 05 mars 2026 (facture absente au dossier 2025) ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D45 (Papiers, plumes, encres, registres de la Fabrique): correction du montant initial de 700,88 € par le montant corrigé de 699,88 € en raison de la correction d'un encodage erroné de la Fabrique (facture Voo du mois d'août 2025 encodée au montant de 59,49 € au lieu de 58,49 €);

- Art. D48 (Assurances) : correction du montant initial de 2.009,22 € par le montant corrigé de 301,47 € en raison du:
  - rejet provisoire d'une dépense de 1.618,51 € relative à l'assurance incendie souscrite chez CBC, et ce en l'absence de pièce justificative ; Cette dépense sera à inscrire à l'article D61 du compte 2026 sur présentation de la facture;
  - rejet provisoire d'une dépense de 89,24 € payée le 20 janvier 2026 relative à l'assurance accidents de travail souscrite chez CI Assurances pour la période allant du 01/01/206 au 31/12/2026 ; Cette dépense sera à inscrire au compte 2026;
- Art. D50E (Médecine du Travail) : correction du montant initial de 552,48 € par le montant corrigé de 472,48 € en raison du rejet provisoire d'une dépense de 80,00 € justifié par l'absence de pièce justificative au dossier 2025 ; Cette dépense sera à inscrire à l'article D61 du compte 2026 sur présentation de la facture;
- Art. D50M (Dépenses diverses) : correction du montant initial de 14,88 € par le montant corrigé de 372,74 € en raison de la comptabilisation omise par la Fabrique des frais bancaires du compte Belfius dont il est pourtant demandé chaque année, depuis 2020, de procéder à sa clôture au vu des frais inutiles générés par celui-ci;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 1er juin 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Considérant que ce rapport exhaustif du DGF formule une série d'observations concernant le paiement des salaires et des cotisations ONSS, la production des documents requis par le DGF ainsi que les nombreuses erreurs comptables et les problèmes de facturation d'un prestataire de travaux;

Considérant, compte tenu des très nombreuses réformes à effectuer, que ce compte 2025 de la Fabrique d'église de Jambes Montagne a été largement repris et corrigé par le DGF;

Considérant qu'il est attendu de la Fabrique de tenir compte des remarques du DGF et de mettre en place des mécanismes de contrôle interne afin d'éviter les trop nombreuses réformations dans ses comptes (25 articles réformés en 2025);

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	53.071,25 €	53.256,11 €
dont dotation communale	*46.182,68 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	20.730,00 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*11.316,71 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	73.801,25 €	73.986,11 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	16.093,10 €	12.188,62 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	*39.574,25 €*	*38.168,70 €*
Dépenses Chapitre II extraordinaires	4.499,99 €	inchangé

TOTAL DES DÉPENSES	*60.167,34 €*	54.857,31 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+13.633,91 €	+19.128,80 €

Demande à la Fabrique d'église de Jambes Montagne de :

- respecter les différentes législations qui lui sont applicables ;
- mettre en place un monitoring des dépenses, ce qui est prévu dans le programme comptable Religiosoft, afin d'introduire, au besoin, une modification budgétaire avant le 15 octobre de l'année en cours. Pour ce faire, il est conseillé de réaliser un encodage mensuel des dépenses ordinaires ;
- transmettre au DGF les informations relatives au financement de l'acquisition de la sonorisation, en 2021, en apportant la preuve du préfinancement complet de 13.499,99 € par l'ASBL Œuvres Paroissiales de Jambes Montagne (n° d'entreprise: 0756.574.957) et une copie de la convention de prêt ;
- transmettre au DGF un contrat de bénévole en bonne et due forme concernant le bénévole effectuant le nettoyage hebdomadaire du linge d'autel et se conformer à la loi du 03 juillet 2005 relative aux droits des volontaires en respectant les limites, à savoir 44,02 € par jour avec un montant maximum global de 1.760,83 € sur l'année pour 2026 ;
- régulariser les salaires de 2025 et de veiller désormais à leur paiement mensuel ;
- signer les mandats de paiement préalablement à toutes dépenses, et non au 31 décembre de l'année, le rôle du mandat de paiement étant de vérifier la dépense, par le Président et le secrétaire de la Fabrique, et d'autoriser le trésorier d'exécuter les dépenses de la Fabrique ;
- présenter avec le compte 2026, dans un dossier séparé, l'ensemble des pièces justificatives manquantes des comptes 2024 et 2025 et de les réinscrire à l'article 61 du compte 2026 ;
- fermer les comptes bancaires inemployés, ou à tout le moins, de choisir une institution financière unique afin d'éviter des frais de gestion inutiles ;
- présenter systématiquement, aussi bien au budget qu'au compte, la liste des collectes dédiées au fonctionnement de la Fabrique d'église et les montants perçus. Il est demandé à l'ASBL Œuvres Paroissiales de Jambes Montagne de verser les sommes directement après la collecte et non plus seulement deux ou trois fois par an pour une meilleure vérification ;
- lister mensuellement les funérailles, absoutes et mariages, de demander aux Œuvres paroissiales le versement mensuel des droits de la Fabrique pour une meilleure vérification (pour rappel : 50,00 € par cérémonie) et de lui demander d'établir la fiche fiscale 281.50, et ce comme demandé par l'Evêché dans une note concernant le casuel ;
- payer à l'ONSS les sommes déclarées afin d'éviter les amendes de retard ;
- présenter, avec le budget 2027, un obituaire signé par l'Evêché, étant entendu que ce dernier doit le valider tous les cinq ans ;
- ne plus verser le montant prévu à l'article D43 à l'ASBL Œuvres Paroissiales de Jambes Montagne mais bien à son desservant comme le prévoit les directives des Diocèses ;
- transmettre au DGF, dès sa signature, une copie de la prolongation du bail emphytéotique de l'église située Chaussée de Marche n°170 à 5100 Jambes jusqu'en avril 2072, rappelant que celui-ci serait dorénavant consenti sans canon ;

- mettre en place les mécanismes de contrôle interne, notamment via le programme comptable Religiosoft, afin d'éviter les très nombreuses réformations dans ses comptes.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

43. Fabrique d'église de Lives-sur-Meuse: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Lives-sur-Meuse, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 16 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 24 avril 2026;

Attendu que le compte 2025 ne comporte pas de délibération du Conseil de Fabrique approuvant le compte 2025, celui-ci doit être considéré comme incomplet;

Attendu néanmoins que l'Evêché a accepté ce compte sans modification malgré l'absence de délibération du Conseil de Fabrique, décision réceptionnée au DGF par courriel en date du 29 mai 2026, et qu'il est dès lors considéré comme complet à cette date;

Attendu que la Ville dispose d'un délai de 40 jours pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 09 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R10 (Intérêts à la Caisse d'épargne): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 1.507,10 € en raison de la comptabilisation des intérêts créditeurs obtenus sur le compte d'épargne relatif à la vente du presbytère qui doivent être transférés annuellement sur le compte à vue de la Fabrique;
- Art. R17 (Supplément pour les frais ordinaires du culte): correction du montant initial de 1.668,48 € par le montant corrigé de 1.708,48 € en raison d'une comptabilisation erronée de la dotation communale, ce qui est à corriger pour correspondre au bon montant versé par la Ville en 2025;

- Art. R19 (Reliquat du compte 2024): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 4.688,53 € en raison de l'oubli de la comptabilisation du résultat réel du compte 2024 tel que réformé par le Conseil communal du 27 mai 2025, ce qui est à corriger;
- Art. D48 (Assurance contre l'incendie): correction du montant initial de 753,11 € par le montant corrigé de 757,20 € en raison d'une comptabilisation erronée des primes de 2025 par la Fabrique, ce qui est à corriger;
- Art. D50G (Frais bancaires): correction du montant initial de 340,60 € par le montant corrigé de 341,76 € en raison de la comptabilisation des frais de septembre 2025 (17,16 €) et la comptabilisation complète des frais de novembre et décembre 2025 (17,16 € au lieu de 7,16 €);

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 29 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	1.668,48 €	3.215,58 €
dont dotation communale	*1.668,48 €*	*1.708,48 €*
Total des recettes extraordinaires	24,97 €	4.713,50 €
dont reliquat année antérieure	*0,00 €*	*4.688,53 €*
TOTAL DES RECETTES	1.693,45 €	7.929,08 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	477,62 €	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	*1.162,71 €*	*1.203,96 €*
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	*1.640,33 €*	1.681,58 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+53,12 €	+6.247,50 €

Demande à la Fabrique d'église de Lives-sur-Meuse :

- de reconstituer un Conseil de Fabrique avec les membres du Conseil de la Fabrique de Loyers en attendant l'officialisation de la fusion des deux Fabriques afin d'approuver un budget 2027, et ce conformément à la législation ;
- de transférer annuellement les intérêts créditeurs perçus sur le compte d'épargne de la vente du presbytère sur le compte courant de la Fabrique, le solde du compte d'épargne devant être de 168.647,50 € (montant correspondant au produit de la vente du presbytère diminué de la commission sur cette vente).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

44. Fabrique d'église de Loyers: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 27.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Loyers adopté par son Conseil de Fabrique en date du 16 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 22 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 13 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 13 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. D11d (Annuaire du diocèse) : correction du montant initial de 18,00 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de la dépense d'achat d'un calendrier liturgique (18,00 €) vers l'article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires), ce qui est plus approprié;
- Art. D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires): correction du montant initial de 87,00 € par le montant corrigé de 105,00 € en raison de la comptabilisation de la facture d'achat d'un calendrier liturgique (18,00 €) au sein de cet article, ce qui est plus approprié;

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	37.352,10 €	inchangé
dont dotation communale	*35.056,10 €*	*inchangée*

Total des recettes extraordinaires	11.008,85 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*7.959,65 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	48.360,95 €	inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	6.395,71€	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	30.669,70 €	inchangé
Dépenses Chapitre II extraordinaires	3.049,20 €	inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	40.114,61 €	inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	8.246,34 €	inchangé

Demande à la Fabrique de fournir au DGF :

- les informations complémentaire relatives à l'origine du compte d'épargne Belfius BE42 0910 0946 0054 dont la Fabrique est titulaire mais qui n'apparait pas au compte ;
- une justification complète des différents versements réalisés à partir de l'article 50L.a, soit 76,00 € en 2025, dont l'objet est «Messe pour les victimes de guerre».

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

45. Fabrique d'église de Malonne: compte 2025 - réformation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Donc pour le point 45, je vais demander à Monsieur l'Echevin Malisoux de vouloir se retirer. C'est la fabrique d'église de Malonne, c'est une réformation.

Y a-t-il des questions ? Et les votes pour ce point-là?

Pour le PS ?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui.

Pour Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Pour les Engagés ? Oui.

Et pour le PTB? Oui aussi.

Merci beaucoup. Monsieur Malisoux, vous pouvez nous rejoindre.

M. B. Malisoux se retire sur ce point.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Malonne, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 15 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 27 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 18 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R6 (Revenus des fondations, rentes): correction du montant initial de 610,89 € par le montant corrigé de 638,85 € en raison de la comptabilisation, omise par la Fabrique, des intérêts créditeurs de l'année 2025 s'élevant à 27,96 €, ceux-ci provenant du compte d'épargne de la banque Nagelmackers;
- Art. D3 (Cire, encens et chandelles) : correction du montant initial de 712,63 € par le montant corrigé de 1.128,71 € en raison de la comptabilisation de trois dépenses inscrites dans des articles inexacts, à savoir des dépenses de 318,00 € et de 41,84 € inscrites erronément à l'article 6d (Fleurs), ainsi qu'une dépense de 56,24 € inscrite erronément à l'article 50i (Indemnités bénévoles), toutes ces dépenses étant liées à l'achat de bougies;
- Art. D6d (Fleurs): correction du montant initial de 464,41 € par le montant corrigé de 104,57 € en raison du transfert de deux dépenses, à savoir 318,00 € et 41,84 €, liées à l'achat de bougies vers l'article D3 (Cire, encens et chandelles) qui est plus adéquat;
- Art. D50i (Indemnités bénévoles): correction du montant initial de 440,99 € par le montant corrigé de 384,75 € en raison du transfert d'une dépense de 56,24 € liée à l'achat de bougies vers l'article D3 (Cire, encens et chandelles) qui est plus adéquat.

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	37.338,23 €	37.366,19 €
dont dotation communale	*27.999,05 €*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	42.755,86 €	Inchangé
dont reliquat année antérieure	*40.160,86 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	80.094,09 €	80.122,05 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	4.003,43 €	4.059,67 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	29.985,40 €	29.929,16 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	2.595,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	36.583,83 €	Inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+43.510,26 €	+43.538,22 €

Demande à la Fabrique de veiller à :

- Verser dorénavant les honoraires du desservant liés aux charges de l'obituaire et les traitements des enfants de cœur, directement aux bénéficiaires et non aux Œuvres paroissiales ou de fournir la preuve du reversement par ces dernières auxdits bénéficiaires (desservant et enfants de chœur) ;
- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Introduire les données relatives à son patrimoine (immobilier et mobilier) dans le programme Religiosoft utilisé pour sa comptabilité afin de compléter son dossier ;
- Replacer tout remboursement de capital dans des investissements sans risque (et non sur un simple compte d'épargne dont les taux d'intérêts créditeurs sont très bas) ;
- Transmettre au Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) lors de la remise de son prochain budget :
    1. L'ensemble de sa situation financière (les relevés trimestriels que les institutions bancaires ont l'obligation de transmettre sont admis), et ce même en l'absence de mouvement bancaire ;
    2. Un rapport sur l'évolution des sommes perçues à l'occasion à la vente de l'église du Piroy en 2016.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

46. Fabrique d'église de Marche-les-Dames: compte 2025 - réformation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous terminons les comptes 25 des fabriques d'église avec les points 46 à 51.

Y a-t-il des questions et quels sont vos votes.

Monsieur Martin ou Monsieur Seumois, pardon ?

M. F. Seumois, Conseiller communal PS:

Oui.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Abstention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Abstention pour le groupe Ecolo

Oui pour le MR.

Oui pour les Engagés et un oui pour le PTB.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103 ;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes ;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle ;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes ;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Marche-les-Dames, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 22 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 24 avril 2026 ;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 15 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date ;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 15 juillet 2026 ;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer l'article budgétaire D48 (Assurance contre l'incendie) : correction du montant initial de 6.291,85 € par le montant corrigé de 3.175,42 € en raison du rejet de deux primes d'assurance, soit 2.924,05 € et 192,38 €, qui sont relatives à l'exercice 2026 (cf. opérations n°61/2025 du 29 décembre 2025) ; Ces dépenses devront néanmoins être réinscrites au compte 2026 afin de faire correspondre la dépense à l'exercice y lié ;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 26 mai 2026, mentionnant et développant cette réformation à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme l'article budgétaire D48 (Assurance contre l'incendie) du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit :

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	26.478,55 €	Inchangé
dont dotation communale	*23.495,79 €*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	14.445,56 €	Inchangé
dont reliquat année antérieure	*14.445,56 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	40.924,11 €	Inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	2.667,62 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	22.210,97 €	19.094,54 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	24.878,59 €	21.762,16 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+16.045,52 €	+19.161,95 €

Demande à la Fabrique de veiller à :

- Fournir au DGF l'obituaire complet et récent lors du dépôt de son prochain budget ;
- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Réinscrire au compte 2026 les primes d'assurance de 2.924,05 € et 192,38 € relatives à l'exercice 2026 rejetées à l'article D48 (Assurance contre l'incendie) de ce compte 2025 ;
- De préciser les jours prestés sur les déclarations de créance des bénévoles afin de vérifier si la limite légale, variant chaque année, n'est pas dépassée (soit maximum 42,31 € par jour et 1.692,51 € par an, et ce par personne).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

47. Fabrique d'église de Namur Saint-Paul: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 46.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Namur Saint Paul adopté par son Conseil de Fabrique en date du 19 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 29 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 20 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision, en cette même séance du 23 juin 2026, de proroger le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. 18A (quote-part des travailleurs dans les cotisations ONSS): correction du montant initial de 1.021,57 € par le montant corrigé de 1.030,58 € en raison de la comptabilisation des cotisations ONSS du mois de décembre 2025 (9,01 €) qui a été omise par la Fabrique;
- Art. 19 (Traitement de l'organiste): correction du montant initial de 8.884,42 € par le montant corrigé de 7.041,59 € en raison de la comptabilisation du salaire brut du mois de décembre 2025 au lieu du salaire net (+ 8,74 €) et du transfert du pécule de vacances anticipé vers l'article D50B suite au départ de l'organiste en septembre 2025 (- 1.851,57 €);
- Art. 26 (Traitement de la nettoyeuse): correction du montant initial de 3.162,44 € par le montant corrigé de 3.162,71 € en raison de la comptabilisation du salaire brut du mois de décembre 2025 au lieu du salaire net (+ 0,27 €);
- Art. 50B (Avantages sociaux employés): correction du montant initial de 759,95 € par le montant corrigé de 2.611,52 € en raison de la comptabilisation du pécule de vacances anticipé payé à l'organiste sortant en septembre 2025 (+ 1.851,57 €) à cet article qui est plus adéquat;

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	25.194,19 €	25.203,20 €
dont dotation communale	*24.047,22 €*	Inchangé
Total des recettes extraordinaires	8.402,47 €	Inchangé
dont reliquat année antérieure	*8.402,47 €*	Inchangé
TOTAL DES RECETTES	33.596,66 €	33.605,67 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.186,34 €	Inchangé

Dépenses Chapitre II ordinaires	18.845,67 €	18.854,68 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	0,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	22.032,01 €	22.041,02 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+11.564,65 €	Inchangé

Rappelle à la Fabrique d'église que les feuillets paroissiaux sont à charge de la paroisse et non de la Fabrique.

Demande à la Fabrique d'église de veiller à :

- transmettre la liste des mariages et des services funèbres chaque année, même lorsqu'aucune célébration n'a lieu ;
- prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

48. Fabrique d'église de Saint-Marc: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 46.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Saint-Marc, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 22 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 24 avril 2026;

Attendu que l'Evêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 15 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour notifier le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 15 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R02 (Fermages de biens en argent): correction du montant initial de 61,98 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de cette recette relative au fermage d'un terrain de l'obituaire vers l'article R07 (Revenus des fondations, fermages et maisons) qui est plus adéquat;
- Article R06 (Revenus des fondations, rentes): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 12,25 € en raison du transfert de cette recette issue des intérêts perçus sur le placement de l'obituaire qui a été erronément comptabilisée à l'article R11 (Intérêts des fonds placés) vers cet article qui est plus adéquat;
- Article R07 (Revenus des fondations, fermages et maisons): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 61,98 € en raison du transfert de cette recette issue du fermage d'un terrain de l'obituaire qui a été erronément comptabilisée à l'article R02 (Fermage de biens en argent) vers cet article qui est plus adéquat;
- Article R11 (Intérêts des fonds placés en d'autres valeurs): correction du montant initial de 12,25 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de cette recette relative aux intérêts perçus sur le placement de l'obituaire vers l'article R06 (Revenus des fondations, rentes) qui est plus adéquat;
- Article D41 (Remise au trésorier): correction du montant initial de 52,49 € par le montant corrigé de 63,15 € en raison du transfert du solde de la dépense (10,66 €) erronément comptabilisé à l'article D62 des dépenses extraordinaires;
- Article D50E (Médecine du Travail): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 332,14 € en raison du transfert de cette dépense relative à la facture de la médecine du travail qui a été erronément comptabilisée à l'article D50K (Dépenses diverses) vers cet article qui est plus adéquat;
- Article D50K (Dépenses diverses): correction du montant initial de 332,14 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de cette dépense relative à la facture de la médecine du travail vers l'article 50E qui est plus adéquat;
- Article D62 (Autres dépenses extraordinaire): correction du montant initial de 10,66 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert du solde de la dépense relative à la remise au trésorier (10,66 €) vers l'article D41 (Remise au trésorier) qui est plus adéquat;

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 18 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	20.149,55 €	inchangé
dont dotation communale	*17.985,07 €*	*inchangé*
Total des recettes extraordinaires	19.247,67 €	inchangé
dont reliquat année antérieure	*19.247,67 €*	*inchangé*
TOTAL DES RECETTES	39.397,22 €	inchangé

Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.497,07 €	inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	17.119,90 €	17.130,56 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	10,66 €	0,00 €
TOTAL DES DÉPENSES	20.627,63 €	inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+18.769,59 €	inchangé

Demande à la Fabrique d'église :

- De prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- De joindre des tickets de caisse ou des factures avec ses déclarations de créance ;
- D'établir une facture pour son fermage en y indiquant le détail du montant facturé et d'appliquer correctement le coefficient de fermage ;
- De transmettre un obituaire complet et récent lors de la présentation du budget 2027.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

49. Fabrique d'église de Temploux: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 46.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Temploux adopté par son Conseil de Fabrique en date du 18 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 28 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 19 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date;

Vu sa décision, en cette même séance du 23 juin 2026, de proroger le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 20 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R23 (Remboursement de capitaux): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 28.300,00 € en raison de la comptabilisation du remboursement perçu du placement à terme réalisé antérieurement par la Fabrique et dont l'échéance était fixée au 04 décembre 2025;
- Art. D06A (Combustible Chauffage): correction du montant initial de 6.995,86 € par le montant corrigé de 5.778,59 € en raison du rejet provisoire de la dépense de mazout de chauffage du 13 janvier 2026 (1.217,27 €) en raison de l'inadéquation temporelle entre cette dépense (2026) et l'exercice clôturé (2025); Cette dépense devra dès lors être réinscrite par la Fabrique dans son compte 2026;
- Art. D21 (Traitement des enfants de chœur): correction du montant initial de 60,00 € par le montant corrigé de 54,50 € en raison de l'inadéquation de ce montant avec les prescrits légaux (cf. Circulaire 2/22.259 du 16 janvier 1980) et du rejet définitif du surplus versé de 5,50 €; Il conviendra de demander le remboursement de cette somme aux Œuvres Paroissiales;
- Art. D53 (Placement de capitaux): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 28.300,00 € en raison de la comptabilisation à effectuer pour le placement à terme réalisé par la Fabrique en date du 10 décembre 2025;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme le compte 2025 de ladite Fabrique d'église dont les résultats sont les suivants:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	35.173,92 €	inchangé
dont dotation communale	*30.360,83 €*	*inchangée*
Total des recettes extraordinaires	30.869,70 €	59.169,70 €
dont reliquat année antérieure	*25.227,86 €*	inchangé
TOTAL DES RECETTES	66.043,62 €	94.343,62 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	11.950,60 €	10.733,33 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	28.858,47 €	28.852,97 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	5.641,84 €	33.941,84 €
TOTAL DES DÉPENSES	46.450,91 €	73.528,14 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+ 19.592,71 €	+ 20.815,48 €

Demande à la Fabrique de veiller à fournir au DGF, au plus tard lors du dépôt de son budget 2027, les éléments suivants :

- Une copie de son obituaire le plus récent ;

- Des informations complémentaires concernant la raison d'être du compte bancaire intitulé « Entretien Caveau » afin que le DGF puisse vérifier son adéquation éventuelle avec l'obituaire et le traitement à réserver aux intérêts perçus sur ce compte d'épargne ;
- Une copie du contrat d'entretien pour la toiture de l'église conclu entre la Fabrique et le fournisseur TOITURE LEFIN en date du 29 mars 2020.

Invite la Fabrique à :

- récupérer auprès des Œuvres Paroissiales le montant de 5,50 € trop perçu au titre de traitement des enfants de chœur ;
- réinscrire le montant de 1.217,27 € à l'article D06 (Combustible de chauffage) de son compte 2026 suite au rejet provisoire de cette dépense au compte 2025.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

50. Fabrique d'église de Wierde: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 46.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Wierde, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 11 mars 2026, transmis à l'Évêché en date du 03 avril 2026 et complet à la Ville de Namur en date du 27 avril 2026, réformé par l'Évêché, décision réceptionnée au Département de Gestion financière en date du 06 mai 2025, date à laquelle le dossier est considéré complet;

Vu sa décision du 26 mai 2026 prorogeant le délai imparti à la Ville pour se prononcer sur le compte 2025 de ladite Fabrique d'église, la date d'expiration du délai de Tutelle est fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées) et à la demande de l'Evêché, que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Article R17 (Supplément de la Commune pour les frais ordinaires du culte): correction du montant initial de 25.784,87 € par le montant corrigé de 17.723,59 € en raison de la suppression d'un mouvement bancaire de 8.061,28 € du compte d'épargne vers le compte à vue de la Fabrique, étant entendu que cette opération neutre ne doit pas être comptabilisée par la Fabrique dans ses comptes, et encore moins dans un article dédié spécifiquement à la dotation communale;

- Article R23 (Remboursements de capitaux): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 3.000,00 € en raison de l'inscription d'un remboursement total de 2.000,00 € le 11 mars 2024 du capital lié à un coupon omis dans le compte 2024 et de l'inscription d'un remboursement partiel dudit capital s'élevant à 1.000,00 € le 11 mars 2025;
- Article D3 (Cire, encens et chandelles): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 164,00 €, à la demande de l'Evêché, en raison de l'inscription d'une dépense de 164,00 € comptabilisée erronément à l'article D7 (Entretien des ornements et vases sacrés);
- Article D7 (Entretien des ornements et vases sacrés): correction du montant initial de 164,00 € par le montant corrigé de 0,00 €, à la demande de l'Evêché, en raison du transfert d'une dépense de 164,00 € vers l'article D3 (Cire, encens et chandelles) qui est plus adéquat;
- Article D9 (Blanchissage et raccommodage du linge): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 309,99 €, à la demande de l'Evêché, en raison de l'inscription d'une dépense de 140,00 € comptabilisée erronément à l'article D50m (Dépenses ordinaires diverses) des dépenses ordinaires relevant du Chapitre II ainsi que de diverses dépenses pour un montant total de 169,99 € comptabilisées erronément à l'article D14 (Achat de linge d'autel ordinaire);
- Article D12 (Achat d'ornements et vases sacrés ordinaires): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 60,04 €, à la demande de l'Evêché, en raison de l'inscription d'une dépense de 60,04 € comptabilisée erronément à l'article D14 (Achat de linge d'autel ordinaire);
- Article D14 (Achat de linge d'autel ordinaire): correction du montant initial de 247,03 € par le montant corrigé de 0,00 €, à la demande de l'Evêché, en raison du transfert de trois dépenses mal comptabilisées par la Fabrique, à savoir 60,04 € vers l'article D12 (Achat d'ornements et vases sacrés ordinaires), 169,99 € vers l'article D9 (Blanchissage et raccommodage du linge) et 17,00 € vers l'article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires) qui sont plus adéquats;
- Article D15 (Achat de livres liturgiques ordinaires): correction du montant initial de 349,80 € par le montant corrigé de 366,80 €, à la demande de l'Evêché, en raison de l'inscription d'une dépense de 17,00 € comptabilisée erronément à l'article 14 (achat de linge d'autel ordinaire);
- Article D43 (Acquit des anniversaires, messes et services religieux fondés): correction du montant initial de 609,00 € par le montant corrigé de 469,00 € en raison du rejet définitif du montant excédentaire versé au desservant, soit 140,00 €, par rapport aux montants fixés par l'Evêché pour justifier cet article D43 ; Cette somme rejetée devra être remboursée à la Fabrique par le desservant;
- Article D50g (Assurance loi): correction du montant initial de 995,27 € par le montant corrigé de 580,45 € en raison du rejet définitif d'une prime d'assurance s'élevant à 414,82 € qui est relative à l'exercice 2026 (opération n°125/2025 du 26 janvier 2026); Cette dépense devra néanmoins être réinscrite au compte 2026 afin de faire correspondre la dépense à l'exercice y lié;
- Article D50m (Dépenses ordinaires diverses): correction du montant initial de 150,00 € par le montant corrigé de 190,82 € en raison de l'inscription de deux dépenses, à savoir 79,86 € (opération n°38/2025 du 05 mai 2025) et 100,96 € (opération n°51/2025 du 02 juin 2025) comptabilisées erronément à l'article D62 (Autres dépenses extraordinaires) des dépenses extraordinaires relevant du Chapitre II et du transfert, à la demande de l'Evêché, d'une dépense de 140,00 € vers l'article D9 (Blanchissage et raccommodage du linge) des dépenses ordinaires relevant du Chapitre I qui est plus adéquat;

- Article D62 (Autres dépenses extraordinaires): correction du montant initial de 180,76 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert de deux dépenses, à savoir 79,86 € (opération n°38/2025 du 05 mai 2025) et 100,90 € (opération n°51/2025 du 02 juin 2025) vers l'article D50m (Autres dépenses ordinaires) des dépenses ordinaires relevant du Chapitre II qui est plus adéquat;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 15 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	29.518,52 €	21.457,24 €
dont dotation communale	*25.784,87 €*	*17.723,59 €*
Total des recettes extraordinaires	26.385,92 €	29.385,92 €
dont reliquat année antérieure	*26.385,92 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	55.904,44 €	50.843,16 €
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.045,22 €	3.185,22 €
Dépenses Chapitre II ordinaires	32.156,25 €	31.642,25 €
Dépenses Chapitre II extraordinaires	180,76 €	0,00 €
TOTAL DES DÉPENSES	35.382,23 €	34.827,47 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+20.522,21 €	+16.015,69 €

Demande à la Fabrique d'église de veiller à :

- Valider systématiquement les contrôles de la Tutelle dans le programme comptable Religiosoft des comptes liés aux années 2023 et ultérieures ainsi que les budgets des années 2024 et ultérieures ;
- Prévoir des ajustements internes lorsque des articles sont en dépassement alors que le total du Chapitre n'est pas dépassé ;
- Fournir l'obituaire détaillé, complet et récent à la Tutelle ;
- Encoder tous les mouvements relevant des extraits des comptes bancaires au nom de la Fabrique ;
- Respecter les exercices comptables en inscrivant toutes les factures liées aux exercices concernés, y compris celles qui sont payées durant le premier trimestre de l'exercice suivant ;
- Réclamer la somme de 140,00 € au desservant qui doit rembourser à la Fabrique les montants trop perçus pour les célébrations de 2024 et 2025 (voir réforme de l'article D43) ;
- Réinscrire au compte 2026 la prime d'assurance de 414,82 € relative à l'exercice 2026 rejetée à l'article D50g (Assurance loi) de ce compte 2025 ;
- Replacer le capital de 1.000,00 € perçu en date du 11 mars 2025.

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle. Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

51. Fabrique d'église de Wartet: compte 2025 - réformation

Ce point a été débattu parallèlement au point 46.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes et ses modifications ultérieures;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu plus particulièrement l'article L3115-1, alinéa 2 du CDLD stipulant que l'envoi de toute notification se fait à peine de nullité, au plus tard, le jour de l'échéance du délai de Tutelle;

Vu plus particulièrement l'article L3162-1 du CDLD stipulant que sont soumis à l'approbation du Conseil communal les budgets, modifications budgétaires et comptes des Fabriques d'église dans un délai de quarante jours (prorogeable) au moment de la réception complète de l'acte et de ses annexes;

Vu le compte 2025 de la Fabrique d'église de Wartet, adopté par son Conseil de Fabrique en date du 17 avril 2026, transmis simultanément à l'Évêché et à la Ville de Namur en date du 22 avril 2026;

Attendu que l'Évêché n'a pas transmis sa décision concernant le Chapitre I des dépenses ordinaires dans le délai imparti, à savoir le 13 mai 2026;

Vu l'avis favorable de la Ville d'Andenne sur le budget 2026 de la Fabrique de Wartet, émis en sa séance du Conseil communal du 26 mai 2026, le dossier est considéré comme complet à cette date, la date d'expiration du délai de Tutelle est dès lors fixée au 06 juillet 2026;

Considérant, suite au contrôle réalisé par le Département de Gestion financière (Service Analyses budgétaires et comptables et Entités consolidées), que certaines erreurs ont été constatées dans ce compte 2025 et qu'il est dès lors nécessaire de réformer les articles budgétaires suivants:

- Art. R18 (Recettes ordinaires diverses): correction du montant initial de 6,26 € par le montant corrigé de 79,41 € en raison de la comptabilisation d'un remboursement s'élevant à 73,16 € lié à un double paiement de charges sociales, inscrit erronément à l'article R28d (Recettes extraordinaires diverses) des recettes extraordinaires du Chapitre II, dans cet article R18b qui est plus adéquat;
- Art. R28d (Recettes extraordinaires diverses): correction du montant initial de 73,16 € par le montant corrigé de 0,00 € en raison du transfert d'un remboursement lié à un double paiement du même montant relatif à des charges sociales vers l'article R18b (Recettes ordinaires diverses) des recettes ordinaires du Chapitre I qui est plus adéquat;
- Art. D11b (Documentation et aide aux fabriciens): correction du montant initial de 135,00 € par le montant corrigé de 35,00 € en raison du transfert du forfait de 100,00 € versé à l'Évêché vers l'article D11c (Aide à la gestion du patrimoine par édifice du culte) qui est plus adéquat, et ce conformément aux recommandations de l'Évêché liées à l'élaboration du budget de 2025;

- Art. D11c (Aide à la gestion du patrimoine par édifice du culte): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 100,00 € en raison de la comptabilisation du forfait de 100,00 € versé à l'Évêché inscrit erronément à l'article D11b (Documentation et aide aux fabriciens), dans cet article D11c qui est plus adéquat, et ce conformément aux recommandations de l'Évêché liées à l'élaboration du budget de 2025;
- Art. D17 (Traitement brut du sacristain): correction du montant initial de 3.042,84 € par le montant corrigé de 2.636,91 € en raison du transfert du pécule de vacances (184,89 €) et de la prime de fin d'année (221,04 €) du sacristain vers l'article D50b (Avantages sociaux employés) qui est plus adéquat;
- Art. D19 (Traitement brut de l'organiste): correction du montant initial de 2.165,89 € par le montant corrigé de 1.876,96 € en raison du transfert du pécule de vacances (131,59 €) et de la prime de fin d'année (157,34 €) de l'organiste vers l'article D50b (Avantages sociaux employés) qui est plus adéquat;
- Art. D50b (Avantages sociaux employés): correction du montant initial de 0,00 € par le montant corrigé de 694,86 € en raison de l'inscription d'une part, du pécule de vacances (184,89 €) et de la prime de fin d'année (221,04 €) du sacristain enregistrés erronément à l'article D17 (Traitement brut du sacristain) et d'autre part, du pécule de vacances (131,59 €) et de la prime de fin d'année (157,34 €) de l'organiste enregistrés erronément à l'article D19 (Traitement brut de l'organiste);

Attendu que ces différentes réformations techniques n'ont aucun impact sur le résultat du compte 2025 de ladite Fabrique;

Vu le rapport du Département de Gestion financière, établi en date du 27 mai 2026, mentionnant et développant les différentes réformations à prévoir pour corriger ce compte 2025;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Réforme les différents articles budgétaires susmentionnés du compte 2025 de ladite Fabrique dont les totaux des recettes et des dépenses, tant au service ordinaire qu'au service extraordinaire, se présentent en conséquence comme suit:

Libellés	Montants arrêtés par la Fabrique d'église	Montants réformés par la Ville
Total des recettes ordinaires	14.085,87 €	14.159,03 €
dont dotation Namur (90,30%)	*9.305,06*	*Inchangé*
dont dotation Andenne (9,70%)	*1.000,00*	*Inchangé*
Total des recettes extraordinaires	26.089,99 €	26.016,83 €
dont reliquat année antérieure	*26.016,83 €*	*Inchangé*
TOTAL DES RECETTES	40.175,86 €	Inchangé
Dépenses Chapitre I arrêtées par l'Évêché	3.934,82 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II ordinaires	14.129,98 €	Inchangé
Dépenses Chapitre II extraordinaires	4.947,00 €	Inchangé
TOTAL DES DÉPENSES	23.011,80 €	Inchangé
RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2025	+17.164,06 €	Inchangé

Demande à la Fabrique de veiller à rembourser l'excédent de la dotation communale versé par la Ville d'Andenne (soit 144,48 €) à cette dernière (opération à comptabiliser au compte 2026).

Conformément à l'article L3162-3 du CDLD, en cas de refus d'approbation ou d'approbation partielle, un recours contre la décision du Conseil communal est ouvert auprès du Gouverneur de la Province dans les 30 jours de la réception de la décision de l'Autorité de Tutelle.

Une copie de ce recours est adressée au Conseil communal au plus tard le dernier jour du délai de recours.

Copie de cette décision sera transmise à la Fabrique d'église et à l'Évêché.

52. Fabrique d'église de Namur La Plante: octroi d'une subvention d'investissement

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 52, fabrique d'église de Namur La Plante, octroi d'une subvention d'investissement.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est non pour le PS.

Oui pour Ecolo.

Engagé-MR? Oui.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB;

Abstention PTB.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Abstention pour le PTB.

Merci.

Vu le Décret impérial du 30 décembre 1809 et plus particulièrement ses articles 37, 45 à 49, 82 à 89 et 92 à 103;

Vu la Loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (CDLD) dont notamment les articles L3161 et suivants relatifs à la Tutelle sur les établissements chargés de la gestion temporel des cultes;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Attendu que figure un crédit de 150.000,00 €, libellé "Subsides Fabriques d'église", à l'article 790/522-53/20260059 du budget extraordinaire 2026 de la Ville réformé par l'Autorité de tutelle en date du 22 janvier 2026;

Attendu que le Conseil communal du 10 février 2026 a octroyé trois subventions pour un montant total de 38.894,00 €;

Attendu que le Conseil communal du 17 mars 2026 a octroyé trois subventions pour un montant total de 17.463,93 €;

Attendu que le Conseil communal du 21 avril 2026 a octroyé deux subventions pour un montant total de 6.013,50 €;

Attendu, dès lors, que le solde à répartir en séance s'élève à 87.628,57 €;

Vu la délibération du Conseil de Fabrique d'église de Namur La Plante du 09 avril 2026 sollicitant un subside de 2.497,36 € pour la restauration de l'autel de l'église;

Attendu que la Fabrique d'église a consulté les sociétés suivantes:

- Monsieur Eric Fontinoy (n° d'entreprise: 0692.218.031), sis Rue de la Plage n°27A à 5100 Namur (Jambes), lequel a remis un devis de 2.356,00 € HTVA, soit 2.497,36 € TVAC (6%);
- la SRL Pierre et Bois V.E. (n° d'entreprise: 0819.796.191), sise Rue du Centre n°3A à 5537 Anhée (Haut-le-Wastia), laquelle a remis un devis de 4.563,62 € HTVA, soit 4.837,44 € TVAC (6%);
- Monsieur Denis Dayez (n° d'entreprise: 0560.312.580), sis Rue d'Ecosse n°50 à 1060 Saint-Gilles, lequel n'a pas remis d'offre;
- Monsieur Bruno Sacré (n° d'entreprise: 0690.289.513), sis Lucien Fosseprez n°72 à 5170 Profondeville, lequel n'a pas remis d'offre;

Considérant que la Fabrique d'église a décidé de retenir l'offre de M. Eric Fontinoy dès lors qu'il s'agit du prix le plus bas et le meilleur rapport qualité/prix;

Considérant que l'article budgétaire 790/522-53/20260059 présente un solde positif;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Octroie une subvention d'investissement de 2.497,36 € TVAC à la Fabrique d'église de Namur La Plante destinée à la restauration de l'autel de l'église.

La dépense sera liquidée à la Fabrique d'église de Namur La Plante sur base de factures accompagnées des preuves de paiement. Une avance pourra être liquidée sur base du devis et d'une demande de la Fabrique.

Cette dépense sera imputée à l'article 790/522-53/20260059 du budget extraordinaire de l'exercice 2026 de la Ville et couverte par prélèvement sur le fonds de réserve.

CONTROLE DES RECETTES ORDINAIRES

53. Règlement-redevance sur la tarification des piscines communales et règlement-redevance sur la tarification du parking de l'Hôtel de Ville: prise de connaissance de l'Arrêté ministériel d'approbation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Contrôle des recettes ordinaires, le point 53, règlement-redevance, c'est une prise de connaissance de l'arrêté ministériel d'approbation du 3 mars 2026.

Pour le PS?

C'est une prise de connaissance, pardon. Je commence à fatiguer aussi, excusez-moi.

Vu le Règlement général de la Comptabilité communale et plus particulièrement son article 4, alinéa 2, précisant que toute décision de l'autorité de tutelle est communiquée par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier;

Vu l'Arrêté ministériel du 03 mars 2026 du Vice-président et Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux approuvant les règlements-redevances adoptés par le Conseil communal du 10 février 2026 ci-après-repris:

- règlement-redevance sur la tarification des piscines communales;
- règlement-redevance sur tarification du parking de l'Hôtel de Ville.

Sur proposition du Collège communal du 26 mai 2026,

Prend connaissance dudit Arrêté ministériel.

54. Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas: abrogation et adoption

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Règlement-redevance de tarification de parking P+R Saint-Nicolas, c'est une abrogation du règlement et une adoption du nouveau règlement.

Madame Tillieux. Ah, Madame Halut?

N'importe. Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Sur le point 54, le P+R Saint-Nicolas, il est indiqué, au lieu des riverains du centre-ville, ce sont dorénavant les riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes, qui bénéficieront d'un tarif préférentiel. Il est expliqué pourquoi: "Piétonnisation du cœur de ville et donc il faut leur permettre de trouver où ils pourront dorénavant trouver un emplacement de parking".

Le montant pourrait réduire de 100 à 60 euros.

Mais ma question, c'est de savoir: quel est le public que l'on cible exactement?

Est-ce que vous avez une évaluation de ce différentiel, en fait ?

Qu'est-ce que l'on cerne, par les riverains du centre-ville, de la Corbeille d'une part ?

D'autre part, les riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes. Qu'est-ce que cela concerne comme population, l'une et l'autre?

Et donc, comme conséquence, qu'est-ce que cela concerne en termes de recettes supplémentaires ou pas pour la Ville, puisque c'est ce qu'on va adopter, évidemment, via ce règlement.

Surtout depuis qu'on a supprimé la gratuité des transferts de bus entre les P+R et le cœur de ville, depuis la renonciation à la convention avec le TEC, donc entre le TEC et la Ville pour les dessertes. Évidemment, cela change un peu les choses pour les utilisateurs de ces P+R.

On voit une augmentation des tarifs Flex pour les travailleurs aussi. Les travailleurs riverains vont payer, pour 3 jours maximum par semaine, j'imagine, je ne sais pas, 300 euros par an au lieu de 200 et les travailleurs centre-ville, Corbeille, également 300 euros au lieu de 200. Le forfait augmente de 10 à 20, bon là je n'ai pas trop de remarques à faire et c'est cohérent avec le point suivant qui concerne le P+R de Namur Expo, évidemment.

Évidemment, dans les délibérations suivantes, on trouve l'argument, c'est: "Considérant que la Ville doit se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions". Donc, on voit une augmentation évidente des tarifs.

Pour le point suivant, si je peux faire en même temps, parce que c'est le P+R Expo, là ce sont les étudiants qui sont avantagés. Au lieu de payer 300 euros comme tout le monde, ils paieront 240, s'ils sont inscrits dans l'enseignement supérieur à Namur ou à Salzinne. Cela dit, je ne sais pas très bien la limite entre Namur et Salzinne, je croyais que Namur englobait Salzinne. Quand on parle de Namur, pour moi, c'est Namur la ville, en tout cas dans un texte comme cela ou alors il faut le préciser autrement.

Qu'est-ce que qu'est-ce qu'il en est finalement?

Puis les riverains du centre-ville, en ce qui concerne la Corbeille, passeront eux d'un tarif de 150 à 300 euros. C'est quand même un doublement de l'abonnement. Pourquoi en fait? Puisqu'à partir du moment où il y a moins de places de stationnement, parce qu'on piétonnise, clairement les habitants du coeur de ville: plus de difficultés pour se garer et des tarifs plus chers pour aller se garer à l'extérieur de la ville.

Je ne suis pas sûre que c'était une politique qui permettra de ramener beaucoup d'habitants en cœur de ville.

Donc pourquoi tout cela ? Expliquez-vous. Comment expliquez-vous à la fois ces hausses tarifaires et à la fois ce jargon, "les riverains zones piétonnes et rues adjacentes" par rapport à "riverains centre-ville" ?

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux. Quelqu'un d'autre ? Madame Halut.

Mme C. Halut, Conseillère communale Ecolo:

Alors, pour le règlement de ce P+R de la place Saint-Nicolas, nous regrettons quand même l'arrêt de l'abonnement TEC gratuit qui était concomitant à l'abonnement pour l'utilisation du parking.

Comme vous l'avez souligné en Commission, c'est une conséquence et une décision du TEC, suite à l'arrêt des navettes mises à disposition au départ des P+R.

Même si le nombre d'utilisateurs n'était pas élevé, cette mesure va entraîner un coût supplémentaire pour le citoyen.

De plus, l'augmentation des tarifs, comme l'a souligné Madame Tillieux, va aussi augmenter le prix pour l'utilisation de ce parking.

C'est une image négative au niveau de la mobilité alternative. C'est une décision "au tout à la voiture", alors que le P+R servait à désencombrer le centre-ville et à diminuer les effets de serre sur la pollution de l'air.

De plus, à ajouter à cette décision: l'augmentation du temps pour les zones rouges à 4 heures.

En 2 mots, ne plus parquer au parking P+R et entrer dans la ville de Namur sera dorénavant beaucoup plus avantageux.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Est-ce que quelqu'un souhaite encore prendre la parole ou est-ce qu'on peut passer au vote ?

Ah non, monsieur Dupuis, pardon. Allez-y.

Là, cela devient difficile. Pardon, désolé.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Merci, Monsieur le Président.

Je vais quand même apporter 2-3 éléments de réponse, en essayant d'être concis, bien sûr, parce qu'on a déjà dit pas mal de choses en Commission, à Madame Halut, mais pour Madame Tillieux.

Donc, pour le parking Saint-Nicolas, on l'a bien dit: "riverains piétonnier, rues adjacentes", on passe de 100 à 60 euros, donc c'est une mesure d'accompagnement pour la piétonnisation, et cela impacte aussi les rues adjacentes pour la pression de stationnement. Donc, c'est une offre qui est intéressante parce que c'est 60 euros par an pour l'abonnement. C'est tout à fait concurrentiel et tout à fait intéressant. Il y a quelques abonnements qui ont été déjà délivrés. On a encore un peu de places. Donc, on essaye effectivement d'être attractif et de soutenir les gens qui doivent trouver du stationnement, comme vous l'avez dit, suite à la piétonnisation.

Alors, pour le Flex, cela se justifie tout à fait, parce qu'en fait, ce n'est pas qu'il y avait une coquille dans la précédente délibération, mais seulement on s'est rendu compte que l'abonnement de 5 jours était à 480 euros et l'abonnement de 3 jours Flex était à 200 euros. Donc on a refait un peu correctement la règle de 3, pour appliquer simplement un tarif plus juste et plus adapté, puisque si 5 jours c'est 480, 3 jours c'est 300 euros. Cela paraît assez logique.

Pour le ticket perdu, c'est simplement un ticket perdu. un alignement sur les autres parkings que la Ville gère et donc quand on perd son ticket, c'est 20 euros partout donc on l'a adapté ici aussi.

Alors concernant le parking Namur Expo, en fait vous avez dit Madame Tillieux, qu'on passait de 150 à 300 euros. En fait, on passe de 150 à 60 euros aussi. C'est la même mesure

d'accompagnement pour effectivement la piétonnisation et les rues adjacentes, pour soutenir. Cette mesure d'accompagnement est tout à fait valable. Donc on ne passe pas de 150 euros à 300, mais on passe bien de 150 euros à 60 euros, pour les riverains du piétonnier et des rues adjacentes.

Alors, vous parlez des étudiants, l'abonnement étudiant, cela reste la même chose, effectivement, donc c'est Namur 5000, donc Salzinne, on parle de Salzinne, mais c'est 5000 Namur, donc c'est la ville de Namur, 5000, à 240 euros pour les études.

Alors, vous avez dit Madame Halut, que c'était un peu dommage pour les abonnés qui n'ont plus ce titre de transport gratuit, le TEC. Le TEC ne fait plus de gratuité, en fait, et a décidé donc de ne plus donner de ticket gratuit suite, effectivement, à l'abandon de la convention, mais qui coûtait, je vous le rappelle, à la collectivité et à la Ville de Namur, 700.000 euros. Ce qui était quand même énorme comme montant, pour le renfort des navettes TEC.

On a réussi à négocier quand même avec le TEC qu'il puisse maintenir ce renfort, peut-être avec une fréquence un tout petit peu moindre, mais pas aux heures de pointe, donc c'est très peu impacté. Quelque part ce renfort reste quand même en place avec, peut-être, 12 minutes au lieu de 8 minutes, ou 13 minutes au lieu de 10 minutes, mais pas en heure de pointe. Donc ils prennent une marge ailleurs, pour maintenir ce renfort pour les P+R. 700.000 euros, ce n'est quand même pas une mince économie.

Alors, pour les utilisateurs, il y avait 50 utilisateurs, 50 abonnés, qui bénéficiaient de ce système-là, qui avait été mis en place à l'époque avec le TEC, qui nous coûtait très très cher et le TEC a souhaité que nous payions les abonnements de ces 50 utilisateurs, donc plus de 400 euros par an, fois 50, donc il nous réclamait à peu près 20.000 euros par an pour ces utilisateurs. On estimait que ce n'était pas la collectivité à payer ces abonnements-là. D'autant plus qu'à l'époque, jusqu'en septembre 2025, les abonnés devaient valider leur ticket dans le bus et faire au moins un arrêt pour bénéficier de tout ce système. Quand on a supprimé cette validation obligatoire, on s'est rendu compte que, sur les 50 utilisateurs, il y avait beaucoup qui se garaient au parking Namur Expo ou à Saint-Nicolas et qui venaient à pied. Donc ils ne prenaient pas le bus, ou très très peu, et donc cela ne concernait plus que 50% des 50 qui utiliseraient le bus un peu plus fréquemment.

Cela devient une population qui est privée de ce titre-là, mais un peu à la marge et donc on ne souhaitait pas non plus engager les dépenses pour cela. On a préféré mettre ce budget-là, "Mobilité", sur les navettes des Fêtes de Wallonie, qui étaient aussi valorisées au même montant de 20.000 euros. On a dû faire un choix budgétaire et on a fait un choix budgétaire, avec le Collège, pour décider de maintenir les navettes des Fêtes de Wallonie, qui concernaient plusieurs milliers de personnes, plutôt que de privilégier quelques abonnés, qui avaient bénéficié d'un système qui est obsolète et qui ne fonctionne plus au TEC de toute façon et qu'on ne souhaitait plus continuer. Voilà, j'espère que j'ai répondu à vos questions.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur l'Echevin.

Madame Tillieux, si vous souhaitez répliquer, c'est maintenant.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, volontiers.

Peut-être qu'il faudrait lier aussi les points 62 et 63, qui sont les règlements liés, enfin en tout cas, les questions concernent évidemment les deux P+R, Saint-Nicolas et Namur Expo, parce qu'il y a des éléments dans l'un et l'autre point. Donc c'est difficile de scinder les deux discussions.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

63 et 64, pas 62. Vous avez dit 62 et 63. Non, mais c'est pour le service comme cela.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Il est tard. Je vous remercie, Monsieur le Président, pour votre vigilance.

Quand vous dites "5000 Namur", alors ce serait peut-être bien de l'indiquer dans le règlement, parce qu'il a indiqué "Namur". Donc Namur, c'est un concept, Namur ville, il est marqué "Namur et Salzinnes", donc c'est assez étonnant. Salzinnes, c'est aussi 5000. Donc ce serait peut-être bien de mettre "5000 Namur", par exemple, dans votre règlement.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Cela a toujours été cela.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, mais dans votre règlement, il est marqué "Namur". Donc cela peut être Vedrin, Belgrade, Jambes, Wierde…

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Vous voulez dire qu'on doit mettre "5000 Namur" ?

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Voilà, c'est cela que je vous propose.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Ok.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

C'est une proposition. Vous voyez, de temps en temps, on essaie d'être constructif.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

C'est une proposition constructive, Madame Tillieux, et je dois dire qu'à cette heure-ci, cela fait plaisir.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Bon, ce n'est pas grave mais c'est pour permettre à chacun de savoir de quoi on parle.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Merci beaucoup.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je comprends l'adaptation par rapport aux 5 jours, 480 euros et la proportionnelle pour les 3 jours.

En soi, cela fait quand même une belle augmentation de 200 à 300 euros, ce que vous ne pouvez pas nier, évidemment, c'est un fait.

Vous ne m'avez pas répondu: "riverains, zone piétonne et rues adjacentes", est-ce que c'est plus ou est-ce que c'est moins que "riverain du centre-ville (Corbeille)"?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

C'est l'équivalent de la Corbeille, ce sont les rues qui sont adjacentes au piétonnier. Les rues adjacentes, ce sont les rues qui bordent le piétonnier et qui sont dans la Corbeille.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je comprends, mais est-ce que c'est un processus plus large ou plus restrictif ?

Ma question c'est pourquoi on change de référence ? Si on change de référence, c'est qu'il y a une raison.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

En fait, c'est bien pour montrer que c'est une mesure d'accompagnement de la piétonnisation. Le piétonnier s'étend, donc c'est vraiment pour les rues qui sont devenues en piétonnier et les rues qui sont adjacentes au piétonnier, qui collent au piétonnier.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Donc les zones piétonnes et rues adjacentes, c'est un concept plus large – c'est que vous ête en train de me dire – que centre-ville-Corbeille?

C'est plus restrictif? C'est juste la question de savoir...

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Non, cela revient au même. C'est une question de sémantique.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Pourquoi on change si c'est la même chose ?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Parce que c'est une mesure d'accompagnement, donc c'est pour marquer le coup sur la mesure d'accompagnement.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je ne suis pas très convaincue. Quand on change quelque chose, à mon avis, c'est qu'on apporte une autre notion. Donc dans ce type de règlement, je ne vois pas très bien l'intérêt pour le citoyens lambda. Le "cœur de ville", à mon avis, il comprend. Si on lui explique que c'est le piétonnier les rues adjacentes. Je ne vois pas très bien ce que cela apporte de plus dans la compréhension ou dans l'accompagnement des gens, par rapport à la politique qui est menée. Mais soit cela vous appartient.

Sur le règlement général du P+R, je ne sais plus lequel maintenant, Expo ou Salzinnes ? C'est le même, pardon.

Le point 64, à l'article 5, on parle des abonnements. Le paragraphe 4 concerne les abonnements riverains de la plaine Saint-Nicolas, de la rue de Ballard jusqu'au passage à niveaux et de l'avenue Albert Ier côté impair.

Le paragraphe 5 parle des abonnements "travailleurs riverains" pour les mêmes référentiels, la plaine Saint-Nicolas, rue de Ballard et l'avenue Albert Ier côté impair, jusqu'au numéro 49 depuis le pont de Luxembourg.

Et pourquoi juste impair? Parce que finalement, impair ou pair, ils sont tous les deux riverains de la plaine Saint-Nicolas. C'est quoi le principe en fait ?

Mme S. Scailquin, Echevine:

C'est un règlement que Madame Grandchamps pourrait aussi très bien expliquer.

Donc ces notions n'ont pas été modifiées depuis un certain temps et cela couvre les numéros impairs par rapport au bâtiment de la CBC, qui est de ce côté-là, de la place du parking Saint-Nicolas.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

D'accord. Donc ceux qui sont sur l'avenue Albert 1er mais de l'autre côté, eux ne sont pas considérés comme riverains de la plaine Saint-Nicolas.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Donc il y a un parking qui est prévu dans le bâtiment pour les travailleurs de la CBC, donc c'est pour cela qu'il y a eu une distinction pour permettre aux autres travailleurs de pouvoir bénéficier du parking Saint-Nicolas. C'est pour cela qu'il y a une distinction spécifique dans le règlement de ce P+R.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, donc en fait, le règlement exclut les travailleurs de la CBC, c'est cela que vous êtes en train de me dire?

Ok, je n'ai pas d'autres questions.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux.

Madame Halut?

Dès lors, est-ce qu'on peut passer au vote pour le point 54, l'abrogation et l'adoption du règlement ?

C'est un non pour le PS ?

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

C'est non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est un non.

Pour…

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, pour Ecolo, c'est un non, pardon.

C'est un oui pour les Engagés? Monsieur Sohier? Oui, merci.

C'est un oui, Madame Absil ? Oui.

Et pour le PTB ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Ils ont dit oui, nous on dit non, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est un non.

Alors pour le point 55, même vote ? Oui? Même vote pour tout le monde ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Même vote.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, merci beaucoup.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Oui, c'est non hein. "Même vote? Oui, le vote est non".

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui mais j'ai l'habitude. Le vote est non.

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30;

Vu le Code de droit Economique dont notamment le livre XIX relatif aux dettes du consommateur;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne;

Vu le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas adopté par le Conseil communal en sa séance du 27 mai 2025 établissant, pour les exercices 2025 à 2031 inclus, une tarification pour le parking P+R Saint-Nicolas;

Vu le règlement général du parking P+R Saint-Nicolas;

Considérant que le Collège communal du 14 avril 2026 a mis fin à la convention entre le Tec et la Ville de Namur concernant le financement des renforts de desserte du P+R de Bouge: cessation et suppression de la gratuité d'accès aux bus pour les abonnés des parkings P+R Saint-Nicolas et Expo;

Considérant que ce parking est accessible 24h sur 24, 7 jours sur 7;

Considérant que les tarifs pratiqués par les sociétés privées gérant les parkings du centre-ville sont nettement plus élevés;

Considérant qu'afin de promouvoir le commerce local, il y a lieu d'appliquer une tarification préférentielle les week-ends et jours fériés;

Considérant qu'aux fins d'externaliser le stationnement des travailleurs du centre-ville (Corbeille), il y a lieu de prévoir un tarif préférentiel pour les abonnements;

Considérant la pression croissante sur le stationnement pour les riverains du piétonnier et que cette pression va s'accroître avec l'extension du piétonnier;

Considérant le report du stationnement des riverains du piétonnier mais également des visiteurs du centre-ville sur les rues adjacentes au piétonnier;

Considérant la disparition du parking Rogier qui offrait des emplacements de stationnement aux riverains en soirée via l'utilisation de la carte riverain;

Considérant que la multiplication des zones mauves interdites aux riverains excepté en soirée entraîne la diminution de possibilités de stationner un véhicule muni d'une carte riverain en journée en périphérie du piétonnier;

Considérant qu'au vu de la délibération du Collège communal du 14 avril 2026 ci-avant vantée, la Ville de Namur ne peut plus délivrer d'abonnements de bus conjointement aux abonnements du parking et que ceux-ci doivent être pris séparément par les abonnés auprès de chaque prestataire de services;

Considérant que l'extension du piétonnier et la diminution du nombre d'emplacements de stationnement dans le centre-Ville peuvent impacter directement les riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes et qu'il convient de trouver des alternatives à ces citoyens;

Considérant qu'il y a donc lieu de revoir le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas adopté par le Conseil communal en sa séance du 27 mai 2025;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Sur proposition du service Gestion du stationnement;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en date du 27 mai 2026;

Vu l'avis du Directeur financier ff du 08 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;

Après avoir délibéré,

Adopte le règlement suivant:

Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas

Art. 1

Il est établi, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31 décembre 2031 inclus, une tarification pour le parking P+R Saint-Nicolas.

Art. 2 Tarification

Les supports pour les titres d'accès au parking sont matérialisés par le ticket à la borne d'entrée du parking ou par une carte magnétique.

2.1. Tarif horaire en semaine

Du lundi au vendredi, le parking est payant de 08h00 à 18h00 selon cette grille tarifaire :

Heure	Prix
1	1,70 €
2	3,40 €
3	5,10 €
4	6,50 €
5	7,50 €
6	8,00 €
7	8,50 €
8	9,00 €
9	9,50 €
10	10,00 €

2.2. Samedis, dimanches et jours fériés

Tarif horaire de 2,50 € par jour

2.3. Vente de titre de parking

Titre de 1 h de parking: taux horaire préférentiel de 1,00 € pour 1 heure.

Toute personne physique ou personne morale, exerçant sur la commune une profession libérale, une activité commerciale, industrielle ou de service, peut acquérir des titres de stationnement au tarif de 1,00 € par heure dans la mesure des disponibilités à concurrence d'un minimum de 50 titres.

Par lieu d'activité, il faut comprendre le siège social ou l'(les) unité(s) d'établissement ou le(s) siège(s) d'exploitation ou le(s) siège(s) administratif(s) établi(s) sur le territoire de la ville de Namur, tel(s) que repris à la Banque Carrefour des Entreprises.

Les titres de parking sont sollicités, auprès du service Gestion du stationnement, par la personne physique ou la personne morale, et payables anticipativement.

2.4. Abonnements

Jusqu'au 31 décembre 2026 inclus, le montant de la redevance est fixé comme suit:

Travailleurs centre-ville (Corbeille)	480,00 €/an
Riverains	480,00 €/an
Travailleurs riverains et zone bleue limitrophe	600,00 €/an
Riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes	60,00 €/an
Flex travailleurs riverains (3jours)	300,00 €/an
Flex travailleurs centre-ville (Corbeille) 3 jours	300,00 €/an

Pour les exercices 2027 à 2031, le montant de la redevance fixé au point 2.4. sera indexé annuellement suivant le rapport entre l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre 2025 et celui du mois d'octobre de l'année antérieure à l'établissement de la redevance.

Le montant étant arrondi à l'unité supérieure.

Les riverains du centre-ville (Corbeille) peuvent bénéficier d'un seul abonnement par ménage qui sera attribué au véhicule bénéficiant de la carte riverain le cas échéant. Ces abonnements seront délivrés en fonction des disponibilités et attribués en priorité aux riverains du piétonnier et des rues adjacentes.

Art. 3 Modalités de paiement

La redevance est payable au comptant par voie électronique ou en espèces, auprès de l'automate de vente.

Pour les abonnements, la redevance est payable dans les 30 jours de la date d'envoi de la facture et selon les modalités reprises sur celle-ci.

Art. 4 Procédure de recouvrement

A défaut de paiement intégral dans les 30 jours de la date d'envoi de la facture, un rappel sans frais sera envoyé au redevable.

En cas de non-paiement dans le délai de 14 jours calendrier qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et seront fixés à 12,00 €.

Ce montant sera ajouté au principal sur le document de mise en demeure.

Dans l'hypothèse où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable fera l'objet d'une citation en justice dans les formes et délais prévus par les dispositions des Code civil et judiciaire.

Art. 5 Perte de carte

En cas de perte, vol ou détérioration, la carte d'abonnement sera remplacée et facturée au prix de 10,00 €.

Art. 6 Ticket perdu

L'usager qui se présente à la sortie du parking sans titre de stationnement valable:

- Si la lecture de plaque le permet, il lui sera facturé le montant exact dû selon la grille tarifaire en fonction de l'heure exacte d'entrée au parking;
- Dans le cas contraire, l'usager se verra réclamé un forfait de 20,00 € par jour.

Art. 7 Remboursements

Les abonnements peuvent faire l'objet d'un remboursement, au prorata des mois entiers restants, sur demande écrite accompagnée des documents justifiant:

- une perte d'emploi;
- un déménagement;
- une délocalisation d'entreprise;
- un décès ou une radiation de l'immatriculation du titulaire de l'abonnement;
- des travaux rendant inaccessibles le parking, et ce jusqu'au terme de l'abonnement.

Art. 8 Gratuité

En cas de travaux ou festivités rendant l'accès à un garage privé impossible, un accès temporaire gratuit aux riverains leur sera accordé.

Art. 9: Réclamation

En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Département de Gestion Financière – SCRO – Hôtel de Ville – 5000 Namur ou via le formulaire en ligne sur le site www.namur.be.

Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Art. 10 Juridictions compétentes

En cas de litige, seules les juridictions civiles de Namur sont compétentes.

Art. 11

Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement des données: Ville de Namur;
- Finalité du traitement: établissement et recouvrement de la redevance;
- Catégorie de données: données d'identification, données bancaires;
- Durée de conservation: la Ville s'engage à conserver les données pour un délai de 15 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat suivant leurs instructions;
- Méthode de collecte: déclaration et recensement par l'administration;
- Communication des données: les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92;
- Pour toute demande d'information ou d'exercice de droits concernant vos données à caractère personnel vous pouvez contacter l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 12

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Art. 13

Le présent règlement entrera en vigueur, après avoir été approuvé par l'Autorité de Tutelle, dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent règlement abroge le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas adopté par le Conseil communal le 27 mai 2025.

55. Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo: abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 54.

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30;

Vu le Code de droit Economique dont notamment le livre XIX relatif aux dettes du consommateur;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales;

Vu la circulaire relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne;

Vu le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo adopté par le Conseil communal en sa séance du 14 octobre 2025 établissant, pour les exercices 2026 à 2031 inclus, une tarification pour le parking P+R Namur expo;

Vu le règlement général du parking P+R Namur Expo;

Considérant que le Collège communal du 14 avril 2026 a mis fin à la convention entre le Tec et la Ville de Namur concernant le financement des renforts de desserte du P+R de Bouge: cessation et suppression de la gratuité d'accès aux bus pour les abonnés des parkings P+R Saint-Nicolas et Expo;

Considérant que la tarification horaire normale de 1,70 € constitue le tarif de référence applicable aux usagers occasionnels du parking;

Considérant toutefois que la Ville entend également favoriser l'attractivité du centre-ville, soutenir l'activité économique locale, encourager l'utilisation du parking de dissuasion P+R Namur Expo ainsi que rationaliser l'occupation du parking par des usages collectifs et professionnels;

Considérant que, dans cette optique, la vente anticipée de titres de stationnement d'une heure au tarif préférentiel de 1,00 € est réservée aux personnes physiques et morales exerçant une activité sur le territoire communal et soumise à des conditions spécifiques, notamment un achat minimum et un paiement anticipatif;

Considérant également que le tarif « groupe » est destiné à faciliter l'accueil de groupes organisés et à encourager les déplacements collectifs, lesquels répondent à un objectif de mobilité et de gestion du stationnement distinct de celui applicable aux usagers horaires individuels;

Considérant dès lors que ces catégories d'usagers se trouvent dans des situations objectivement différentes de celles des usagers horaires ordinaires et que la différence de traitement tarifaire repose sur des critères objectifs et raisonnablement justifiés au regard des objectifs poursuivis par la Ville;

Considérant que ce parking est accessible 24h sur 24, 7 jours sur 7;

Attendu qu'en cas de manifestation ou d'exposition au Palais des Expositions, l'accès du parking ne sera pas accessible aux détenteurs d'un abonnement;

Qu'il convient pour fixer le tarif d'un abonnement annuel de tenir compte de cette inaccessibilité ponctuelle;

Considérant que la Ville entend favoriser l'accès des étudiants aux établissements d'enseignement supérieur situés dans le centre-ville et à Salzinnes tout en encourageant l'utilisation des parkings de dissuasion afin de limiter la pression automobile dans les quartiers centraux;

Considérant que les étudiants constituent une catégorie d'usagers présentant des besoins spécifiques en matière de mobilité liés à la fréquence de leurs déplacements et à leur capacité contributive généralement limitée;

Considérant que le tarif préférentiel accordé aux étudiants poursuit un objectif d'intérêt général de soutien à l'enseignement, d'accessibilité au territoire communal et de mobilité durable;

Considérant dès lors que la différence de traitement tarifaire applicable aux étudiants repose sur des critères objectifs et raisonnablement justifiés au regard des objectifs poursuivis par la Ville;

Considérant qu'au vu de sa délibération du 14 avril 2026 ci-avant vantée, la Ville de Namur ne peut plus délivrer d'abonnements de bus conjointement aux abonnements du

parking et que ceux-ci doivent être pris séparément par les abonnés auprès de chaque prestataire de services;

Considérant que l'extension du piétonnier et la diminution du nombre d'emplacements de stationnement dans le centre-Ville peuvent impacter directement les riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes et qu'il convient de trouver des alternatives à ces citoyens;

Considérant qu'il y a donc lieu de revoir le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo adopté par le Conseil communal en sa séance du 14 octobre 2025;

Considérant que la Ville doit se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Sur proposition du service Gestion du Stationnement;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40 §1,3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en date du 27 mai 2026;

Vu l'avis du Directeur financier ff du 08 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;

Après avoir délibéré,

Adopte le règlement suivant:

Règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo

Art. 1

Il est établi, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31 décembre 2031 inclus, une tarification pour le parking P+R Namur Expo.

Art. 2 Tarification

Les supports pour les titres d'accès au parking sont matérialisés par le ticket à la borne d'entrée du parking ou par une carte magnétique.

2.1. Usagers horaires

- 1,70 € par heure ou fraction d'heure, plafonné au prix du ticket de parking perdu fixé à 20,00 € par jour.

Le tarif horaire est appliqué quelle que soit l'heure ou le jour d'entrée dans le parking.

2.2 Vente de titre de parking

Titre de 1h de parking: taux horaire préférentiel de 1,00 € pour 1 heure.

Toute personne physique ou personne morale, exerçant sur la commune, une profession libérale, une activité commerciale, industrielle ou de service peut acquérir des titres de stationnement au tarif de 1,00 € par heure dans la mesure des disponibilités à concurrence d'un minimum de 50 titres.

Par lieu d'activité, il faut comprendre le siège social ou l'(les) unité(s) d'établissement ou le(s) siège(s) d'exploitation ou le(s) siège(s) administratif(s) établi(s) sur le territoire de la commune de Namur, tel(s) que repris à la Banque Carrefour des Entreprises.

Les titres de parking sont sollicités, auprès du service de la Gestion du stationnement, par la personne physique ou la personne morale et payables anticipativement.

2.3. Tarif groupes (minimum: 15 personnes) 5,00€/journée

Les cartes d'accès sont sollicitées par l'organisateur et payables anticipativement.

2.4. Abonnements

2.4.1. Jusqu'au 31 décembre 2026 inclus, le montant de la redevance est fixé comme suit:

Travailleurs centre-ville (Corbeille)	300,00 €/an
Riverains	300,00 €/an
Travailleurs riverains et zone bleue limitrophe	300,00 €/an
Riverains des zones piétonnes et des rues adjacentes	60,00 €/an
Etudiants	240,00 €/an

Les étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur du centre-ville ou de Salzinnes peuvent souscrire un abonnement annuel valable du 1er septembre au 31 août au prix de 240,00 € payable anticipativement.

2.4.2. Pour les exercices 2027 à 2031 inclus, le montant de la redevance, fixé au point 2.4.1., sera indexé annuellement suivant le rapport entre l'indice des prix à la consommation du mois d'octobre 2025 et celui du mois d'octobre de l'année antérieure à l'établissement de la redevance.

Le montant étant arrondi à l'unité supérieure.

La tarification des abonnements est établie en tenant compte de l'inaccessibilité du parking lors de certains salons, à concurrence de maximum 40 jours ouvrables répartis dans l'année.

L'abonnement est valable du premier jour d'un mois jusqu'à fin décembre.

Le tarif est calculé au prorata du nombre de mois de validité.

Tout mois commencé est dû.

2.5. Exposants au Palais des Expositions de Salzinnes: 5,00 €/journée

Les cartes d'accès sont sollicitées par les organisateurs de la manifestation avec facturation établie après restitution, dans les 30 jours, des cartes non utilisées.

Les cartes restituées après le délai de 30 jours seront facturées à 0,50 € l'unité.

L'accès gratuit peut être accordé aux exposants durant les périodes de montages et démontages pour une durée maximale de 5 jours.

Art. 3 Modalités de paiement

La redevance est payable au comptant par voie électronique ou en espèces, auprès de l'automate de vente ou auprès des agents communaux chargés, au titre de fonction accessoire, de la perception des recettes en espèces.

Pour les abonnements, la redevance est payable dans les 30 jours de la date d'envoi de la facture et selon les modalités reprises sur celle-ci.

Art. 4 Procédure de recouvrement

A défaut de paiement intégral dans les 30 jours de la date d'envoi de la facture, un rappel sans frais sera envoyé au redevable.

En cas de non-paiement dans le délai de 14 jours calendrier qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et seront fixés à 12,00 €.

Ce montant sera ajouté au principal sur le document de mise en demeure.

Dans l'hypothèse où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable fera l'objet d'une citation en justice dans les formes et délais prévus par les dispositions des Codes civil et judiciaire.

Art. 5 Perte de carte

En cas de perte, vol ou détérioration, la carte magnétique sera remplacée et facturée au prix de 10,00 €.

Art. 6 Ticket perdu

L'usager qui se présente à la sortie du parking sans titre de stationnement valable se verra réclamer un forfait de 20,00 € par jour.

Art. 7 Remboursements

Les abonnements peuvent faire l'objet d'un remboursement, au prorata des mois entiers restants, sur demande écrite accompagnée des documents justifiant:

- une perte d'emploi;
- un déménagement;
- une délocalisation d'entreprise;
- un décès ou une radiation de l'immatriculation du titulaire de l'abonnement;
- la cessation de fréquentation des cours;
- travaux rendant inaccessibles le parking et ce, jusqu'au terme de l'abonnement.

Art. 8 Réductions

En cas de travaux ou festivités rendant l'accès à un garage privé impossible, un accès temporaire gratuit aux riverains, possédant un emplacement de stationnement privé hors voirie, leur sera accordé.

En raison de l'usure naturelle de la carte, la Ville peut, sur demande justifiée, remplacer une carte abîmée après 5 ans d'utilisation.

Art. 9 Réclamation

En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Département de Gestion Financière – SCRO – Hôtel de Ville – 5000 Namur ou via le formulaire en ligne sur le site www.namur.be.

Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter du paiement au comptant ou de la date d'envoi de la facture.

Art. 10 Juridictions compétentes

En cas de litige, seules les juridictions civiles de Namur sont compétentes.

Art. 11

Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement des données: Ville de Namur;
- Finalité du traitement: établissement et recouvrement de la redevance;
- Catégorie de données: données d'identification, données bancaires;
- Durée de conservation: la Ville s'engage à conserver les données pour un délai de 15 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat suivant leurs instructions;
- Méthode de collecte: déclaration et recensement par l'administration;
- Communication des données: les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92;

- Pour toute demande d'information ou d'exercice de droits concernant vos données à caractère personnel vous pouvez contacter l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 12

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Art. 13

Le présent règlement entrera en vigueur, après avoir été approuvé par l'Autorité de Tutelle, dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent règlement abroge le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo adopté par le Conseil communal le 14 octobre 2025.

56. Règlement-redevance relatif à la tarification dans les écoles communales namuroises: abrogation et adoption

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Alors le point 56, règlement redevance relatif à la tarification dans les écoles communales, c'est une abrogation et une adoption.

Est-ce que quelqu'un souhaite intervenir ?

Monsieur Tory.

M. K. Tory, Conseiller communal PS:

Merci, Monsieur le Président.

Chers Collègues.

Avec mon collègue, Monsieur Romain Colson, qui nous a quittés il y a quelques moments, (malheureusement, le Conseil a pris pas mal de temps), avec qui nous avons participé au groupe de travail, il y a quelques mois, consacré à Nam'Extra, ainsi que l'ensemble du Groupe socialiste, nous souhaitons exprimer notre vive inquiétude et notre opposition à l'augmentation des frais de garderie dans les écoles communales.

Nam'Extra, un service essentiel, pas une variable d'ajustement. Nous souhaitons d'abord rappeler un point fondamental qui est que Nam'Extra représente un coût important pour la Ville. Mais pour nous, cela ne peut pas être l'angle principal d'analyse. Nam'Extra est un service public essentiel qui permet à des milliers de familles de concilier vie professionnelle et vie familiale et qui joue un rôle direct dans l'égalité des chances. Certains services publics ne sont pas destinés à être rentables. Leurs valeurs ne se mesurent pas uniquement en termes financiers, mais en termes de cohésion sociale, de soutien aux familles et d'intérêt général.

D'ailleurs, même après votre réforme, vous le reconnaissez implicitement, ce service continuera à nécessiter une intervention publique importante. Cela démontre bien qu'on est face à un choix de société, pas simplement à un ajustement budgétaire.

Une hausse qui fragilise les familles. La réforme prévoit une augmentation significative avec une tarification portée à 2 euros de l'heure. Concrètement, cela représente une hausse importante. Les familles, dans un contexte déjà marqué par l'augmentation du coût de la vie, la hausse de plusieurs services communaux, une pression croissante. sur les ménages, pour beaucoup de parents, la garderie n'est pas un choix, mais une nécessité. Augmenter ce tarif, c'est donc toucher directement à la capacité des familles à s'organiser au quotidien.

Une mesure socialement injuste, cette augmentation impacte particulièrement les familles monoparentales, les mamans solo, les ménages à revenus modestes, les bénéficiaires du statut BIM. Ces derniers représentent environ 5,8% des enfants accueillis.

Nous attendons la volonté affichée de limiter l'impact pour ces publics, mais nous voulons rappeler une réalité simple: les personnes en situation de précarité font déjà des efforts considérables au quotidien.

La justice sociale ne consiste pas à demander un effort à tout le monde, de manière uniforme, mais à adapter cet effort en fonction des capacités de chacun.

Une concertation sous contrainte: nous avons participé au groupe de travail avec sérieux, dans un esprit constructif. Nous avons d'ailleurs salué la volonté initiale d'associer l'opposition, mais très rapidement, une limite est apparue.

Le cadre était verrouillé, dès le départ: Nam'Extra coûte trop cher, il faut augmenter les tarifs. Dans ces conditions, quelle était la véritable marche des discussions ?

Nous avons eu le sentiment d'être placés face à un choix contraint entre plusieurs mauvaises options, plutôt que dans une réelle dynamique de co-construction. Cela interroge le sens même de la concertation. Des alternatives insuffisamment explorées, plusieurs pistes ont pourtant été mises sur la table: une tarification plus progressive, une meilleure prise en compte de la situation, des familles fragilisées, notamment monoparentales, des réflexions inspirées d'autres modèles, comme celui des crèches, la question de la solidarité entre écoles.

Ces propositions ont été rapidement écartées, souvent pour des raisons de faisabilité.

Par ailleurs, vous avez marqué une ouverture sur la question de non-recours au droit. Nous prenons acte de cette attention, mais nous serons attentifs à ce qu'elle se traduise par des engagements concrets et mesurables.

Un choix politique assumé: nous le disons clairement, cette décision est un choix politique, un choix que nous contestons, car il est possible de faire autrement, en répartissant différemment l'effort, en assumant un investissement public dans l'enfance, en cherchant de l'économie ailleurs que dans des services essentiels.

Faire peser cet effort principalement sur les familles n'est pas une fatalité.

Notre proposition dans le cadre imposé: nous avons formulé des propositions responsables que nous considérons comme un moindre mal, comme ne pas toucher aux bénéficiaires BIM, adapter de manière à mesurer les tarifs pour les autres publics, renforcer l'accès aux droits.

Mais soyons clairs, ces propositions s'inscrivent dans un cadre que nous contestons et ne reflètent pas pleinement notre vision.

En conclusion, aujourd'hui, nous faisons face à une augmentation importante d'un service essentiel, dans un contexte difficile. Un sentiment grandi chez les citoyens, celui d'être de plus en plus sollicités financièrement. Certains parlent même de devenir des presse-citrons. Et ce ressenti ne peut être ignoré. Pour nous, la justice sociale ne consiste pas à augmenter les prix pour tous, elle consiste à protéger en priorité celles et ceux qui en ont le plus besoin. C'est pourquoi, nous ne soutiendrons pas cette mesure et nous voterons contre cette augmentation.

Nous invitons le Collège à revoir sa copie et à explorer des alternatives plus justes et plus solidaires.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Tory.

Madame Halut.

Mme Ch. Halut, Conseillère communale Ecolo:

Alors, nous ne pouvons que regretter cette augmentation importante de la tarification de nos écoles communales, nous l'avons déjà dit au mois d'octobre.

Ce sont en réalité des taxes supplémentaires qui incombent aux familles et surtout aux enfants.

Pour l'accueil extrascolaire, la subvention forfaitaire accordée par l'ONE, de fait, ne couvre pas l'entièreté des frais de fonctionnement. Normal, la commune de Namur est aussi un service public, qui permet de donner aux enfants de notre commune, une accessibilité à cet accueil extrascolaire.

Vous proposez, à la suite du groupe de travail, une réduction de 50% pour les enfants de famille, dont le revenu est inférieur au revenu retenu par l'ONE.

Quel est exactement l'impact financier de cette nouvelle tarification, faite le 4 mai 2026, par le service de Contrôle des Recettes Ordinaires ?

Selon mes informations, dans le groupe de travail, plusieurs Conseillers avaient proposé de prendre comme repère, les parents bénéficiant du statut BIM, méthode facile pour attribuer un tarif réduit aux enfants de familles plus précarisées. On pouvait aussi prendre les écoles "indices socio-économiques inférieurs à 5".

En effet, se baser sur les revenus minimums, retenus par l'ONE, est tout d'abord restrictif, mais surtout demande une démarche des parents et un travail administratif lourd: l'obstacle pour les parents, la honte de demander, la peur de demander et l'isolement social souvent.

Comment allez-vous favoriser cette démarche au sein de vos écoles communales ?

Est-ce une manière proactive pour favoriser la présence des enfants dans les activités éducatives et positives de cet accueil extrascolaire ?

De plus, comme acteur de la santé, je suis de plus en plus sollicitée pour justifier la non-participation des enfants aux activités scolaires payantes, aux activités pédagogiques et aux activités de la santé et aux séjour prolongés.

D'autres parents nous ont interpellés. Un nouveau phénomène se passe à l'entrée des écoles et à la sortie: pour éviter la facturation du quart d'heure, les enfants attendent la sonnerie aux alentours des écoles. Quelques parents nous interpellent: quelle sera la responsabilité de la Ville de Namur en cas de problème, en cas d'accident, en cas d'une reprise de l'enfant par un parent non autorisé, en cas de fuite de l'enfant?

En raison de l'ensemble de l'augmentation de la tarification dans nos écoles communales, notre groupe Ecolo votera contre votre proposition.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Halut.

C'est Monsieur Capelle qui va vous répondre et puis Monsieur Lemoine.

Vous avez la parole Monsieur Capelle.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur le Président.

Cela m'agace. Cela m'agace pourquoi ? Il y a plusieurs choses Madame Halut et Monsieur Tory.

1. *On connaît les problème budgétaires de la Ville.*
2. *On m'a demandé de faire ce fameux groupe de travail que Monsieur Martin avait sollicité, qui avait tout à fait raison et je trouvais normal de faire ce groupe de travail-là.*
3. *J'ose imaginer et je pense – et Monsieur Lemoine était présent avec moi – qu'au groupe de travail, on a bien expliqué le problème de facturation, de ce que cela pouvait coûter.*

   Personne n'a dit: "On n'est pas d'accord". On est sortis de là, on était tous d'accord. Alors qu'on ne vienne pas me dire le contraire.

Madame Halut,

Pendant trois ans, qu'avez-vous fait, vous ? Vous avez eu Nam'Extra, vous n'êtes jamais allée rendre visite directement dans les écoles pour voir comment cela se passait.

Moi, le mal-être des travailleurs et des travailleuses, je le connais parce que j'ai fait toutes les implantations et que c'était juste impossible à 13 cents le quart d'heure de pouvoir avoir un service de qualité et de maintenir Nam'Extra, comme il pourrait être beaucoup mieux.

Donc, pour les BIM, effectivement, de 13 cents, on est passé à 25 cents et pour les parents, voilà, ici, on est passé à 50 cents.

Comment voulez-vous avoir un service de qualité, de maintenir Nam'Extra en restant dans les prix que vous avez mis à l'époque ? Ce n'est pas moi qui mis Nam'Extra. Moi j'arrive, un an et demi, je ne ramasse que des cadavres avec Nam'Extra.

Alors expliquez-moi un peu comment faire d'autre par rapport aux problèmes budgétaires de pouvoir maintenir Nam'Extra?

Autrement, on ne saurait pas le faire.

Je laisse la parole est à Monsieur Lemoine.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Capelle.

Monsieur Lemoine.

M. J. Lemoine, Echevin:

Monsieur le Conseiller, Madame la Conseillère,

Je viens évidemment soutenir l'Echevin Capelle, qui vient de vous exposer une situation de terrain qu'il connaît et qu'on connaît, on va souvent dans les écoles à deux et il y a en effet un mal-être dans le personnel.

Monsieur Tory,

J'ai été assez touché et interpellé par le fait que vous ayez dit: "C'est dingue, quand on est arrivé finalement à cette Commission de participation, on s'est rendu compte qu'on avait le choix entre des solutions imparfaites".

Welcome dans une majorité.

Au quotidien, c'est exactement la réalité à laquelle nous sommes confrontés: des solutions imparfaites à trouver, pour résorber un déficit budgétaire.

Alors c'est plus facile, généralement, de donner que de reprendre.

Mais je tiens à préciser quand même que les tarifs qui sont exposés ici sont en partie un alignement par rapport aux communes voisines et que la Ville de Namur n'est pas dans une situation financière qui permet d'être plus attractif ou à des tarifs préférentiels, pas sensiblement, mais grossièrement plus bas que dans les autres communes.

L'attention particulière qui a été portée, vous l'avez dit, c'est pour les familles en difficultés financières d'avoir un tarif à moins 50 %.

En plus de cela, vous avez la réduction ONE de 30 centimes par jour.

Donc, ce qui fait qu'au global, lorsque vous faites un tarif applicable avec ces moins 50 % et les 30 centimes appliqués, eh bien, vous êtes quasiment au même montant que ce que payaient ces familles avant.

L'augmentation et le choix que l'on a pris avec l'Echevin Capelle, et avec vous, je le rappelle, au sein d'une Commission, avec, oui, les mêmes limites finalement que nous, en termes budgétaires, et donc pas carton plein en disant tout gratuit. Non, cela c'est vrai. On ne vous a pas dit en partant de base: "Tout sera gratuit, on peut continuer comme cela". µ

Cela coûtait 600.000 euros de déficit annuel, structurel, et donc fondamentalement il fallait un tout petit peu le résorber puisqu'on n'a plus le droit aujourd'hui de faire des quasi-gratuités ou des gratuités vis-à-vis de la Région, puisqu'elle nous impose de prendre des choix budgétaires et de résorber notre déficit.

Donc simplement, ce que je voudrais vous dire, c'est qu'on ne fait jamais une augmentation de tarifs par plaisir, on l'a fait de manière raisonnable, en la ciblant vers des familles qui

peuvent se le permettre, les familles qui ne peuvent pas se le permettre peuvent faire appel à un tarif spécifique et à un alignement par rapport aux autres communes, parce que la Ville de Namur n'est pas plus riche que les autres avoisinantes.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine.

Monsieur Tory.

M. K. Tory, Conseiller communal PS:

Merci Monsieur le Président.

Merci aux deux Echevins pour la réplique enfin l'explication, mais je voulais quand même rappeler une chose: nous avons bien participé à ce groupe de travail, en aucun cas on n'a validé, aussi bien les groupes de l'opposition qui étaient présents ce jour-là, comme tout le monde, tout était déjà pipé, donc l'explication qu'on nous a donnée ce jour-là, c'était comme si tout était déjà ficelé.

Alors vous n'allez peut-être pas me démentir, j'attends toujours le PV de ces réunions, on ne les a jamais reçus de Nam'Extra. Cela a été demandé lors d'une Commission. Jusqu'à ce jour on n'a pas reçu les PV. Au moins les PV peuvent attester si on était d'accord ou pas et de nos remarques lors de cette Commission, lors de ce groupe de travail. Ce n'est pas une Commission, c'est un groupe de travail. Et puis, à ce que je sache, ce n'était pas un vote. On a écouté vos propositions, on a émis aussi des remarques qui n'ont peut-être pas été entendue, mais voilà le résultat aujourd'hui. On arrive en disant qu'on a validé, je peux demander à tous les partis d'opposition, si ce jour-là on avait validé. Ma collègue ici, Ecolo, était présente, elle peut attester. Le PTB, je ne sais pas qui était ce jour-là présent, je pense que c'est Amadeo, il n'est pas là malheureusement, mais il peut attester.

Nous n'avons pas validé justement ce qui a été dit lors de ce groupe de travail.

Merci de nous avoir écoutés d'abord dans ce groupe de travail, mais on n'a pas écouté nos doléances et en aucun cas, on n'est revenu sur la discussion que nous avions lors de ce groupe de travail.

En plus, vous êtes en train d'augmenter un public qui concerne 80 enfants BIM.

Pourquoi avoir touché au lieu de laisser le montant tel quel ? Non, il fallait que tout le monde participe, il fallait qu'il y mette une couche et que tout le monde paye. C'était cela un peu ce qui était interpellant.

Puis quand on voit les dépenses pour un téléphérique qui coûte plus de 700.000 à 1.000.000 là, on ne dit rien, mais je reviendrai dessus. Mon collègue l'a dit, je reviens dessus. Là, il y a de l'argent et ici, il faut augmenter pour compenser d'autres trous au niveau de la commune.

Voilà.

Bon, merci, mais je ne peux pas, en tout cas, entendre dire qu'on était d'accord.

Cela, je le dis publiquement, on n'était pas d'accord lors de cette réunion.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur.

J'avais une demande de parole.

Madame Halut, vous souhaitiez réagir ?

Mme Ch. Halut, Conseillère communale Ecolo:

Oui, d'abord, je ne vais pas nécessairement me justifier sur la façon dont Nam'Extra posait des soucis. C'était une nouvelle organisation. Il y a beaucoup de problèmes du personnel. Un personnel qui est de l'article 60, qui est un personnel d'accueil extrascolaire, qui est un personnel qui est très peu valorisé au niveau financier, qui a des horaires extrêmement difficiles, donc il y a eu des problèmes importants d'organisation et un suivi vraiment régulier de l'équipe.

Je n'ai pas eu de réponse à mes questions parce que, en fait, si je vous ai posé la question de comment vous allez amplifier les familles qui en ont besoin, pour les détecter et pour qu'ils puissent jouir du tarif réduit. Ce fut justement un des gros problèmes, c'est que beaucoup de parents ne faisaient pas la démarche d'aller demander ce tarif réduit et finalement, en tout cas, dans les comptes 2024, ce tarif réduit de Nam'Extra n'a pas tellement impacté les finances de la Ville.

Ce qui a impacté les finances de la Ville au niveau du Nam'Extra, c'est principalement le personnel et l'organisation.

Et donc je vous ai aussi posé la question: comment allez-vous favoriser ce tarif réduit pour les personnes qui ont du mal à faire cette démarche?

La deuxième chose, c'est pour moi quelque chose de positif que de favoriser parfois un enfant qui reste à l'extra-scolaire plutôt que de retourner chez lui et de ne pas être accompagné.

Et la troisième chose, il y a ce problème des garderies du matin et des sorties du soir, notamment à Belle-Vue et à Moulin-Avent, où beaucoup d'enfants traînent devant et attendent la sonnerie avant d'entrer à l'école. Donc là, c'est un problème qui m'a été ramené. J'ai été voir à Belle-Vue, et c'est tout à fait vrai. Il y a beaucoup d'enfants qui attendent la sonnerie à 8h15.

Donc voilà, je vous ai posé des questions assez simples. n'ai pas eu vraiment de réponse.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Halut.

Monsieur Bruyère, puis Madame Grandchamps.

Je respecte l'ordre de demande.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Ce sera moi, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ce sera vous, avec plaisir.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Pour avoir participé à une partie de ce groupe de travail, non pas à la totalité, je rejoins les remarques et critiques émises par mes collègues de l'opposition. Je pense qu'effectivement, il y avait sans doute d'autres pistes de solutions que d'augmenter les tarifs, même si effectivement il y a eu un effort pour les tarifs BIM. Je ne le nie pas. Mais pour le reste, lors de la réunion à laquelle j'ai participé, on est venu avec énormément de propositions et elles ont toutes été balayées. Donc j'ai trouvé cela un peu regrettable. Je soutiendrai mes collègues par rapport à leurs remarques. Cela prouve une fois de plus que la Ville va faire payer au Namurois le manque de financement qui vient du dessus et donc c'est toujours les mêmes, finalement, qui vont devoir passer à la caisse.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Léonard.

Madame Grandchamps.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Merci, je me permets d'intervenir parce que quand on parle de Nam'Extra, on parle aussi d'un système que j'ai mis en place.

Alors Monsieur Capelle, vous devriez plutôt être content d'être arrivé et qu'il y ait Nam'Extra. Parce que moi, quand je suis arrivée à l'Echevinat de l'Enseignement, eh bien on payait la plupart des surveillants en noir. Donc voilà. Alors si cela coûte, c'est normal, parce que là maintenant les gens ont des contrats, ils ont des statuts corrects. Evidemment, cela coûte plus cher qu'avant. Mais c'est la réalité et c'est le minimum que peut faire une Ville, une administration communale.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Je propose de passer au vote.

Donc pour le point 56, abrogation et adoption du nouveau règlement.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Ce sera contre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est contre pour le PS.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Contre chez nous également.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Contre chez Ecolo, merci.

Ok pour le MR? Ok pour les Engagés?

Pour le PTB ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Contre.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Contre. Merci.

Chers amis, je me dois vu que… Madame Halut.

Mme C. Halut, Conseillère communale Ecolo:

Mais voilà, puisque je n'ai pas eu de réponse à mes questions, je pourrais les avoir de façon écrite?

Je voudrais avoir réponse aux questions que j'ai posées: quel était le gain? J'ai demandé comment on allait faire pour favoriser ce tarif social et j'ai demandé ce qu'on va faire de ces enfants qui attendent la sonnerie pour rentrer à l'école.

Je pense j'ai demandé 3 questions assez simples, je n'ai pas de réponse. Donc si on pouvait alors m'envoyer une réponse écrite.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Qui est-ce qui veut… Monsieur Lemoine? Vous donnerez une réponse? Juste répondre.

M. J. Lemoine, Echevin:

Les parents peuvent s'adresser évidemment aux instances du CPAS pour faire reconnaître leur statut BIM, ce qui nous permettra dans les établissements scolaires de lutter contre le non-recours en droit, qui est déjà une problématique aujourd'hui. Vous l'avez citée.

J'aimerais juste que l'on parle de manière assez concrète de ce dont on parle aujourd'hui.

Pour des enfants qui arrivent à 8h du matin à l'établissement, qui en repartent à 16h, c'est à peu près la moyenne, 4 jours par semaine, c'est-à-dire tous les jours, parce que le mercredi, vous savez que les cours sont arrêtés vers midi, on parle d'à peu près, par jour, de 1,50 euro de facturé x 4 jours, 6 euros, statut BIM divisé par 2, 3 euros, moins 30 centimes par jour d'accord ? Vous faites 4 x 30 centimes de déduit.

Donc cela fait 1,80 euro par semaine aux parents, sous statut BIM, pour laisser leurs enfants à la garderie entre 8h et jusqu'à 16h.

Voilà ce dont on parle.

J'aimerais juste qu'on reste dans la rationalité des débats sur ce que j'entends ici, tout simplement.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci. Je peux passer à la suite?

Bon, je remarque qu'il est 00h12. Donc, conformément à nos accords au niveau du ROI, je me dois de vous poser la question si vous souhaitez continuer ou si on remet à demain 18h.

Donc, voilà. Je ne sais pas si on passe au vote.

Monsieur Bruyère?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Oui, donc moi je vous avoue, évidemment, j'ai plutôt envie d'aller au finish, voilà. Mais si j'ai bien capté, j'ai le beau rôle parce que nous, on n'a pas de points, mais si j'ai bien capté, après il y a trois heures de débat fixes sur base d'autres interventions.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Est-ce que maintenant certains veulent bien changer en écrit ou pas ?

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

En tout cas, il faut qu'il y ait un débat.

Non mais donc, juste pour le dire dans le bon sens parce que je suis fatigué, donc il ne faut pas non plus mal interpréter ce que je dis.

Il faut qu'il y ait une discussion là-dessus sereine et pas juste un vote parce que vous n'allez pas juste forcer l'opposition à faire vite, vite leurs points.

Moi je n'en ai pas donc moi je m'en fous mais voilà les collègues non plus ne doivent pas se…

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je ne propose pas qu'on aille vite je dis simplement que, moi je me dois, en tant que Président du Conseil, suite au ROI, vous poser la question.

Après soit on est tous d'accord, on est ok, moyennant soit on s'arrête, soit on va au finish. Si on va au finish, est-ce qu'il y en a qui veulent proposer en écrit ou pas?

Voilà, moi je vous propose, si on peut aller vite dans nos réponses, vous passez la parole à chaque groupe et comme cela on essaie d'aller vite.

Vous avez donné votre avis Monsieur Bruyère. Peut-être le PS, qu'en pensez-vous Monsieur Martin ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

On sera là demain.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous voulez être là demain au niveau d'Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

C'est pareil.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est pareil.

Au niveau du MR ?

Mme C. Absil, Cheffe de groupe MR:

Nous, on préfèrerait aller au finish.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok.

Au niveau des Engagés ?

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

C'est aussi la volonté d'aller au finish, mais voilà, il y en a qui ne seront peut-être pas là demain.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Il y a une majorité qui veut aller au finish, donc on va continuer.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

C'est pour cela que je propose qu'il y ait une discussion sereine, c'est que clairement les débats ne seront plus sereins dans deux heures, je crois.

Mme C. Quintero-Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Et surtout avec cette chaleur.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le règlement qu'on a voté tous ensemble, c'est de dire qu'on... mais moi, je suis d'accord, je ne fais que relater ce que vous me dites. Moi, j'applique.

Donc, je propose de toute façon qu'on continue.

On verra bien où on arrive et qu'on puisse encore continuer. On peut en reparler dans une heure. C'est ce que je viens de dire, donc on peut continuer, puis on verra comment on avance, et on peut refaire le point dans une heure ou une heure et demie et comme cela on essaye de voir pour un mieux pour tout le monde.

Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173;

Vu le décret du 14 décembre 2000 et la loi du 24 juin 2000 portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30;

Vu le Code de droit Economique dont notamment le livre XIX relatif aux dettes du consommateur;

Vu le décret du 03 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre (ATL) et au soutien de l'accueil extrascolaire et son arrêté d'exécution fixant les modalités d'application du décret du 03 juillet 2003;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, et en particulier son chapitre II « de la gratuité »;

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des redevances communales;

Vu la circulaire du 11 septembre 2025 relative à l'élaboration des budgets des Communes de la Région wallonne;

Vu le règlement général et le projet pédagogique relatifs à l'accueil temps libre;

Vu le règlement-redevance sur la tarification des piscines communales;

Vu le règlement-redevance relatif aux musées communaux;

Vu le règlement-redevance sur la tarification du Parc Attractif Reine Fabiola;

Vu le règlement redevance du 14 octobre 2025 relatif à la tarification dans les écoles communales namuroises;

Vu l'accord de coopération horizontale non-institutionnalisée entre la Ville et le CPAS;

Attendu que le présent règlement n'est applicable qu'aux écoles communales namuroises et que les taux sont strictement identiques aux taux fixés pour les écoles namuroises non communales;

Considérant que dans une volonté des écoles communales d'offrir un service qui réponde aux souhaits de la population, la Ville a mis en place un système d'accueil extrascolaire dans les écoles communales;

Considérant que, dans un souci de faire bénéficier les parents d'élèves utilisant ce service d'un coût le plus juste possible par rapport au temps réel de garderie, il est prévu une tarification au quart d'heure;

Considérant que la tarification extrascolaire ne s'applique pas au temps de midi;

Considérant que la subvention forfaitaire accordée par l'ONE pour l'accueil ne couvre pas l'entièreté des frais de fonctionnement de cet accueil;

Considérant qu'il convient d'accorder une réduction des frais d'accueil extrascolaire pour les enfants issus de famille dont le niveau de revenu est inférieur au minimum retenu par l'ONE et de la faire figurer sur la facture afin de justifier l'utilisation de la subvention majorée accordée par l'ONE;

Considérant que le Conseil communal du 14 octobre 2025 a décidé de créer un groupe de travail relatif à la mise en place d'une tarification réduite pour les frais liés à l'accueil extrascolaire pour les familles dont le revenu est inférieur au minimum retenu par l'ONE;

Considérant que ce groupe de travail a proposé au Collège du 31 mars 2026 de prévoir un tarif réduit fixé à 50 % du tarif général pour l'accueil extrascolaire pour les enfants issus de famille dont le revenu est inférieur au minimum retenu par l'ONE;

Vu le rapport d'analyse portant sur la tarification de l'accueil extrascolaire du 04 mai 2026 établi par le service de Contrôle des Recettes ordinaires en vue d'estimer l'impact financier de cette nouvelle tarification;

Considérant que, conformément au décret du 03 juillet 2003 susmentionné, l'opérateur d'accueil agréé peut demander une participation financière limitée sur la base des dispositions du chapitre VI - article 32, aux personnes qui confient les enfants et pratiquer des réductions notamment pour les familles nombreuses;

Considérant que, dans une volonté des écoles communales d'offrir un service qui réponde aux souhaits de la population, la Ville a mis en place un système de repas chauds dans les différentes écoles communales et qu'une participation financière peut être réclamée;

Considérant que le tarif est fixé en tenant compte du coût réel annuel de la fourniture du repas scolaire conformément à l'accord de coopération horizontale non-institutionnalisée entre la Ville et le CPAS, majoré des frais de fonctionnement liés à la livraison des repas et au support logistique (usage des véhicules, transport et manutention);

Considérant qu'afin de lutter contre la précarité infantile, un tarif réduit est proposé pour les repas scolaires aux enfants issus de famille dont le niveau de revenu est inférieur au minimum retenu par l'ONE;

Considérant que la pratique de la photographie scolaire et la vente de produits dérivés de photographies répondent aux attentes d'une majorité de familles soucieuses de conserver, année après année, un souvenir de la scolarité de leurs enfants;

Considérant que cette pratique a pour fonction première de garder une trace de la vie scolaire au travers des portraits individuels et de groupe, qu'elle n'a pas pour vocation de concurrencer la photographie réalisée en studio;

Considérant qu'il est possible pour le personnel des écoles de bénéficier de ce service;

Considérant que le tarif est fixé au coût réel de la prestation ressortant du marché public de services relatif à la réalisation de photographies scolaires et de produits dérivés de photographies;

Considérant que les transports vers et depuis les lieux d'activité ont également un coût qu'il convient d'intégrer dans le prix des activités;

Considérant qu'il est de bonne gestion que les services rendus soient rémunérés par ceux qui en bénéficient;

Considérant que la Ville doit pouvoir se doter des moyens financiers nécessaires à l'exercice de ses missions;

Sur proposition du Service de l'Enseignement;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier en référence à l'article L1124-40 §1, 3° et 4° du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation en date du 20 mai 2026;

Vu l'avis du Directeur financier ff du 1er juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026;

Après avoir délibéré;

Adopte le règlement suivant:

Règlement-redevance relatif à la tarification dans les écoles communales namuroises

Art.1

Il est établi, dès l'entrée en vigueur du présent règlement et jusqu'au 31 décembre 2031 inclus, une redevance communale sur:

- les services d'accueil extrascolaire;
- les repas chauds le midi;
- la piscine;
- les photographies scolaires et les produits dérivés de photographies;
- les musées communaux;
- le Parc attractif Reine Fabiola;
- le théâtre à l'école;
- la journée sportive;
- les autres activités pédagogiques.

Art.2

La redevance est due par:

- les parents, les grands-parents ou tuteurs de l'enfant;
- un organisme social et/ou de protection de la Jeunesse représentant l'enfant tel que le SAJ, IPPJ, SPJ, CPAS,…;
- une institution d'intégration sociale, telle que les IMP;
- le membre du personnel des écoles pour ce qui le concernerait, notamment les photographies et les repas chauds.

Art.3: Tarif

3.1. Services d'accueil extrascolaire

3.1.1. Tarif général

Le tarif est fixé par quart d'heure au taux de 0,50 €.

Tout quart d'heure entamé est dû.

Pour les mercredis après-midi, l'application du tarif général est plafonnée à 8,00 € par enfant.

Pour les journées pédagogiques (écoles fermées), un forfait est d'application au tarif de:

- pour une journée complète: 8,00 €
- pour une demi-journée: 4,00 €

3.1.2. Tarif réduit

Le tarif réduit est applicable aux enfants issus de famille dont le revenu est inférieur au minimum retenu par l'O.N.E., sur une demande des parents moyennant la remise de documents prouvant que le seuil des revenus du ménage se situe en-dessous du revenu minimum retenu par l'ONE.

Le tarif est fixé par quart d'heure au taux de 0,25 €.

Tout quart d'heure entamé est dû.

Pour les mercredis après-midi, l'application du tarif réduit est plafonnée à 4,00 € par enfant.

Pour les journées pédagogiques (écoles fermées), un forfait est d'application au tarif de:

- pour une journée complète: 4,00 €
- pour une demi-journée: 2,00 €

Une réduction de maximum 0,30 € par jour de présence dans le cadre de l'accueil extrascolaire est appliquée sur le tarif réduit.

Le montant de la réduction journalière applicable est limité au montant du coût journalier réel de l'accueil extrascolaire dans l'hypothèse où ce coût serait inférieur à 0,30 € (temps de présence peu important).

3.1.3. Tarif préférentiel

Un tarif préférentiel du tarif général repris au 3.1.1. et du tarif réduit repris au 3.1.2., sous forme de dégressivité par tranche de 10 %, à partir du second enfant, dans le cadre d'accueil extrascolaire de plusieurs enfants repris sur la même composition de ménage et inscrits au sein du Pouvoir Organisateur, est fixé comme suit:

- 10 % du tarif général pour le 2ème enfant par ordre d'âge;
- 20 % du tarif général pour le 3ème enfant par ordre d'âge;
- 30 % du tarif général pour le 4ème enfant par ordre d'âge;
- 40 % du tarif général pour le 5ème enfant par ordre d'âge.

3.1.4. Tarif de l'accueil extrascolaire au-delà de l'heure de fin officielle de cet accueil (au-delà de 18 h) après deux avertissements: 10,00 € par quart d'heure.

3.2. Repas chauds

La fourniture des repas scolaires est organisée conformément à l'accord de coopération horizontale non-institutionnalisée entre la Ville et le CPAS pour les repas suivants:

1. bol de potage;

2. repas chaud pour la section maternelle;

3. repas chaud pour la section primaire;

4. repas chaud pour adulte.

3.2.1 Tarif normal

Le tarif normal des repas est fixé sur la base du tarif facturé par le CPAS à la Ville majoré des frais de fonctionnement liés à la livraison des repas et au support logistique (usage des véhicules, transport et manutention).

3.2.2. Tarif réduit

Un tarif réduit fixé à 50 % du prix normal peut être appliqué pour les repas des enfants issus de famille dont le revenu est inférieur au minimum retenu par l'ONE, sur demande des parents moyennant la remise de documents prouvant que le seuil des revenus du ménage se situe en-dessous du revenu minimum retenu par l'ONE.

3.3. Piscines communales namuroises

Entrée collective	2,25 €/ enfant
Accompagnant	Gratuit
Location bonnet, maillot, essuie	2,00 €/ pièce
Brevet	1,00 €/ pièce
Ecusson	1,00 €/ pièce

3.4. Photographies scolaires et produits dérivés

Le tarif est fixé au coût réel de la prestation ressortant du marché conclu avec le prestataire majoré des frais administratifs et logistiques liés aux commandes.

3.5. Musées communaux namurois

3.5.1. Entrée collective

Groupes scolaires	Gratuit

3.5.2. Animation pédagogique

Animation pédagogique (visite + atelier) - Minimum 10 participants	4,00 € par participant
Accompagnant	Gratuit

3.6. Parc Attractif Reine Fabiola

Entrée collective	2,50 €/ enfant et gratuit pour les accompagnateurs
Entrée et accès aux spectacles en salle	Prix coûtant

3.7. Théâtre à l'école

Théâtre à l'école (par enfant/par représentation)	5,00 €
Accompagnant	Gratuit

3.8. Journée sportive

Le tarif est fixé au coût réel de la prestation, le montant étant arrondi à la décimale supérieure.

3.9. Autres activités pédagogiques

Le tarif est fixé au coût réel de la prestation, le montant étant arrondi à la décimale supérieure.

Art.4: Modalités de paiement

La redevance est payable dans les 15 jours de la date d'envoi de la facture et selon les modalités reprises sur celle-ci.

Art.5: Procédure de recouvrement

A défaut de paiement intégral dans les 15 jours de la date d'envoi de la facture, un rappel sans frais sera envoyé au redevable. Ce rappel sera conforme au titre XIX du Code de droit Economique relatif aux dettes du consommateur.

En cas de non-paiement dans le délai de 14 jours calendrier qui prend cours le troisième jour ouvrable qui suit celui où le rappel est envoyé, le recouvrement s'effectuera conformément à l'article L1124-40 § 1er du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation. Le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et seront fixés à 12,00 €.

Ce montant sera ajouté au principal sur le document de mise en demeure.

Dans l'hypothèse où une contrainte ne pourrait être délivrée, le redevable fera l'objet d'une citation en justice dans les formes et délais prévus par les dispositions des Codes civil et judiciaire.

Art.6: Réclamation

En cas de réclamation, celle-ci doit être introduite par écrit auprès du Département de Gestion Financière - SCRO - Hôtel de Ville - 5000 Namur ou via le formulaire en ligne sur le site www.namur.be.

Pour être recevables, les réclamations doivent être motivées et introduites dans un délai de 3 mois à compter de la date d'envoi de la facture.

Art.7: Juridictions compétentes

En cas de litige, seules les juridictions civiles de Namur sont compétentes.

Art.8

Le traitement des données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera suivant les règles suivantes:

- Responsable de traitement des données: Ville de Namur;
- Finalité du traitement: établissement et recouvrement de la redevance;
- Catégorie de données: données d'identification, données bancaires;
- Durée de conservation: la Ville s'engage à conserver les données pour un délai de 15 ans et à les supprimer par la suite ou à la transférer aux archives de l'Etat suivant leurs instructions;
- Méthode de collecte: recensement par l'administration;
- Communication des données: les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 du CIR92.
- Pour toute demande d'information ou d'exercice de droits concernant vos données à caractère personnel vous pouvez contacter l'adresse dpo@ville.namur.be

Art.9

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation pour exercice de la tutelle spéciale d'approbation.

Art.10

Le présent règlement entrera en vigueur, après avoir été approuvé par l'Autorité de Tutelle, dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Ce règlement abroge le règlement-redevance relatif à la tarification dans les écoles communales namuroises adopté par le Conseil communal du 14 octobre 2025.

DEPARTEMENT DES BATIMENTS

BUREAU D'ETUDES BATIMENTS

57. Jambes, Maison des Jeunes de Basse-Enhaive: rénovation globale - projet

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Donc, le point 57, Bureau d'études des Bâtiments, Jambes, Maison des Jeunes de Basse-Enhaive.

Monsieur Auspert m'a demandé la parole, que je lui passe bien volontiers.

M. T. Auspert, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

Je vais essayer de ne pas être trop long puisqu'il est déjà 00h15.

Nous revenons aujourd'hui avec un cahier des charges, pour un dossier que nous avons déjà évoqué à deux reprises, à savoir la rénovation complète du bâtiment de la Maison des Jeunes de Basse-Enhaive à Jambes.

Je ne vais pas revenir sur les accords que nous avons pu avoir et qui ne sont plus conformes par rapport à tout ce qui est en vigueur aujourd'hui.

Alors aujourd'hui on vous présente, le Bureau d'Etudes Bâtiment vous présente un cahier des charges qui comprend trois volets.

D'abord un premier lot qui est le lot "gros oeuvre" qui reprend tous les soutènements du bâtiment, les murs, le remplacement des châssis, la couverture et le renforcement des charpentes, ainsi que la stabilisation des murs sous toiture.

Un deuxième lot, qui est le lot "sanitaires", qui lui reprend des nouvelles batteries de WC qui n'ont rien à voir avec ceux qui existent actuellement, en incorporant des sanitaires destinés notamment aux personnes PMR, en plus des sanitaires nécessaires pour la partie cuisine.

Et enfin, le lot "électricité HVAC", où l'on refait tout le système électrique, on remet tout en conformité, nouveaux compteurs, nouveaux tableaux. avec des systèmes de détection incendie et tout un éclairage LED.

C'est un dossier assez conséquent. Je vous rappelle le montant qui avoisine 665.000 euros.

Pour rappel, en accord avec le Port Autonome – et je tiens quand même à saluer la bonne collaboration dans ce dossier – le Port Autonome a accepté de prendre 50% à sa charge, en tant que propriétaire et la Ville de Namur prendra sa charge 50%, en tant qu'occupant principal pour le compte de la Maison des Jeunes.

Alors voilà, vous avez tout le détail du cahier de charge qui se trouve dans votre dossier, plus ou moins 200 pages.

C'est un bâtiment où il n'y a plus grand-chose en ordre et je pense qu'on va en faire un bâtiment performant, un bâtiment fonctionnel et un bâtiment qui répondra aux besoins notamment des jeunes du quartier.

Voilà, Je ne sais pas si j'ai des questions par rapport à ce dossier ou pas?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Auspert.

Juste avant, je vais signaler pour le service que Monsieur Martin est sorti, puisqu'il est administrateur. Il est administrateur et donc il est sorti, il est bien sorti avant qu'on ne vote, quoi qu'il arrive.

Donc, Monsieur Noël, vous avez la parole.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci, Monsieur le Président. Merci, Monsieur Auspert pour vos explications.

Très beau projet donc, soyons clairs – mais je vais attendre que Monsieur Auspert soit attentif – donc, j'ai dit très beau projet, donc nous le soutiendrons pleinement.

Une remarque que je voulais exprimer en séance de Commission, c'est que le montant pour le lot 1, puisque c'est le lot 1 qui est le principal, de 460.000 euros hors TVA pour 100 m² de surface de plancher, cela paraît beaucoup. J'ose espérer que la concurrence va permettre d'avoir des remises de prix qui soient plus basses.

J'ai une suggestion à vous faire, Monsieur Auspert: en fait, le lot 1 a 3 terminologies différentes en fonction de la pièce qu'on lit:

- *on lit "grosse œuvre" dans la délibération,*
- *dans le cahier des charges, on appelle cela "architecture,*
- *et dans les pièces jointes, on appelle cela "démolition".*

Je trouve qu'aucun des 3 n'est approprié. Vous avez fait très bien la description dans votre présentation introductive de ce qu'est le lot 1.

Je vous suggère d'homogénéiser la terminologie dans toutes les pièces qui sont reprises dans le dossier et d'adapter cela "démolition et reconstruction", au moins les choses seront claires parce que, en étant clair, vous attirez l'attention des personnes qui vont réaliser les travaux et les incités à déposer.

Donc, sincèrement, pour ce lot 1, je vous suggère d'homogénéiser les titres parce qu'il y a 3 titres différents pour un même lot. Je trouve que c'est difficile de s'y retrouver.

Mais je vous dis, votre présentation était beaucoup plus claire que le contenu des pièces que nous avons eues.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Monsieur Auspert?

M. T. Auspert, Echevin:

Merci Monsieur Noël. Mais d'accord, on va changer la terminologie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Est-ce que l'on peut approuver ce cahier des charges? C'est ok pour tout le monde? Oui?

Pour le PS aussi ? Monsieur Seumois? Oui. PTB, ok.

C'est oui pour tout le monde.

Merci beaucoup.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Monsieur le Président?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, Madame Grandchamps.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Je voudrais revenir sur cette question de prolongation ou pas. Je suis désolée, mais je n'ai pas entendu d'argument. On n'a pas pu argumenter pour voir pourquoi on voulait continuer ou pas. Cela me paraît important pour moi de comprendre pourquoi la majorité veut continuer. Voilà. Je voudrais savoir.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Simplement, parce qu'il y a une volonté des Conseillers...

M. B. Sohier, Chef de groupe Les Engagés:

... Je peux savoir pourquoi vous voulez revenir demain?

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Laissez les gens s'exprimer.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Demain, il fera encore plus chaud, d'ailleurs.

Mme C. Quintero-Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Mais peut-être qu'il y aura les ventilateurs pour les personnes qui sont en deuxième rangée, que là, elles n'en ont pas.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Après, je crois que dans le ROI, maintenant, c'est un vote.

Mme C. Quintero-Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Deux soirées, comme cela a toujours été le cas avant. On a demandé, qu'on recevait le calendrier des Conseils, de toujours conserver notre mercredi pour ces situations-là.

Donc ne venez pas trois jours, quatre jours, non, deux journées, deux soirées, ce qui a été validé avant.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Moi j'entends et je vous avoue que je serais plus content d'aller dans mon lit aussi.

M. C. Laloux, Conseiller communal Les Engagés:

Monsieur le Président,

Je me suis procuré le ROI sur Internet et donc la session 12 bis est claire: "La décision de suspendre la séance du Conseil communal est prise à la majorité absolue des membres présents".

On a pris une décision, moi je ne considère pas, à titre personnel, devoir me justifier auprès de l'opposition de pourquoi je ne sais pas revenir demain. C'est peut-être des raisons privées, c'est peut-être des raisons professionnelles mais c'est comme cela. Il y a un règlement et ici, si on le prend, il est sur Internet, namur.be, vous pouvez le trouver et il faut le suivre, je pense.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est ce que j'ai exprimé, donc je pense qu'on peut continuer, même dans le respect de ce que pense l'opposition, tout à fait, moi je n'ai pas de soucis, mais le règlement est le règlement.

Donc, je propose qu'on passe au point 58, parce qu'en fait, on continue à perdre du temps.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Simplement, il n'y a pas eu débat, il n'y a pas eu débat. On ne demande pas à chacun, il n'y a pas eu débat. Voilà,

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Il n'y a pas eu débat, mais Madame, il y a un règlement, justement, c'est le vote. On vient de vous le lire. Donc on n'est pas forcés de débattre sur ce point-là.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Si, justement. Il ne faut pas vous rappeler...

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Ce n'est pas un débat, c'est un point technique.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On est en train de le faire.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Quand il y a vote, il y a débat, Monsieur le Président. Vous devriez le savoir maintenant.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, on doit toujours tout savoir avec vous.

Merci beaucoup.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

En fait, ce qui se passe, ce qui est choquant, si je peux me permettre, c'est que ce n'est pas un vote individuel, on devrait voter individuellement.

(Réactions dans l'assemblée).

Après, mais non, mais cela ne doit pas être une logique électorale, ici. Ce n'est pas cela en fait.

Donc nous on a des questions, on a envie d'avoir le temps et le règlement dit bien que si les débats ne peuvent pas être menés dans la sérénité, enfin je n'ai pas les termes, oui il y a un vote mais c'est prévu.

Donc nous avons des choses à vous dire. On a envie d'avoir les idées claires et donc je trouve que c'est un peu malvenu d'avoir des blocs de majorité pour dire oui ou non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

En même temps, on a le même problème que vous. Tout le monde est fatigué, tout le monde a chaud et on veut continuer à travailler.

Donc on applique le règlement. à nouveau, ce n'est pas un débat comme je vois à quoi vous voulez faire allusion. Ici, ce n'est pas le cas. C'est simplement un point du ROI qui dit on vote, on continue ou pas. Donc moi j'applique le règlement.

M. F. Martin se retire sur ce point.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement les articles L1222-4, L1222-6 et L3122-2, 4° portant sur la tutelle générale d'annulation;

Vu la Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions;

Vu la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, § 1er, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €);

Vu l'Arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Considérant que le Port autonome de Namur (ci-après "PAN") s'est vu remettre par la Région wallonne la gestion d'un terrain et d'un bâtiment cadastrés NAMUR 3 DIV / JAMBES 1 DIV / A / 174, situés Rue Charles Lamquet 135 à 5100 Namur, conformément à l'arrêté de remise en gestion du 07 octobre 1998;

Considérant que le PAN a concédé lesdits terrain et bâtiment à la Ville de Namur, par contrat de concession du 4 juin 1999 (réf. M11.05.02), afin que la Ville puisse y établir la Maison des Jeunes de Basse-Enhaive;

Considérant que le bâtiment présente de nombreux signes de vétusté, comporte certains risques par rapport à la sécurité des occupants, est peu performant énergétiquement et n'est pas très fonctionnel pour l'occupation qui en est faite; que les rapports de conformité de l'installation électrique et de l'installation gaz, ainsi que le compte-rendu d'une visite sur place de la zone de secours NAGE, pointent également certaines mises en ordre à effectuer dans le bâtiment;

Considérant la Ville souhaite y faire réaliser des travaux afin d'améliorer le cadre de travail de ses éducateurs, mais aussi les conditions d'accueil des jeunes;

Considérant que la prise en charge financière des futurs travaux est fixée selon leur nature comme suit :

- les travaux qui consistent à remettre le bâtiment en ordre d'un point de vue structurel et sécuritaire constituent à ce titre une charge de type « propriétaire » (PAN);
- les travaux qui consistent en des aménagements directement liés à l'utilisation que la Ville fait des bâtiments constituent à ce titre une charge de type « occupant » (Ville de Namur);
- les travaux qui ne sont pas indispensables du point de vue structurel ou de la sécurité, mais qui apportent clairement une plus-value au bâtiment peu importe l'occupation qui en est faite, peuvent constituer à ce titre une charge de type « mixte » (PAN et Ville de Namur);

Considérant que le Conseil d'administration du PAN a accepté, lors de sa séance 342 du 22 janvier 2025, les principes suivants :

- prendre à sa charge les travaux de type « propriétaire » réalisés sur le bâtiment, en ce compris l'agrandissement de l'annexe/garage;
- prendre partiellement à sa charge certains travaux qui ne sont pas de type « propriétaire » mais qui apportent une plus-value au bâtiment;
- revoir, après travaux, le montant de la redevance annuelle due par la Ville pour l'occupation du site de manière à le faire correspondre au loyer moyen d'un bâtiment de ce type situé à cet endroit, en ce compris l'agrandissement de l'annexe;
- suspendre la redevance de concession pour le bâtiment pendant la réalisation des travaux;
- octroyer une réduction des redevances de concession dues par la Ville, calculée sur base de la participation financière de la Ville dans certains travaux d'aménagements non structurels mais qui apportent une plus-value au bâtiment peu importe l'utilisation qui en est faite;

Vu sa délibération du 14 octobre 2025 par laquelle il décide d'approuver la convention de partenariat public modifiée et relative au réaménagement de la Maison des Jeunes de Basse-Enhaive;

Vu le cahier des charges n° BEB 922 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments et le PAN pour le marché "Maison des Jeunes de Basse-Enhaive - Rénovation globale";

Vu le métré estimatif de répartition entre les postes Ville, les postes PAN et les postes mixtes;

Considérant que ce marché est divisé en lots:

- Lot 1 (Gros oeuvre), estimé à 559.978,25 € TVAC (462.791,94 € HTVA - TVA: 21 %);
- Lot 2 (Sanitaires), estimé à 38.635,30 € TVAC (31.930,00 € HTVA - TVA: 21 %);
- Lot 3 (Electricité), estimé à 65.557,80 € TVAC (54.180,00 € HTVA - TVA: 21 %);

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève désormais à 664.171,35 € TVAC (548.901,94 € HTVA - TVA: 21 %) alors que la première estimation était de 463.000,00 € HTVA;

Considérant qu'une option obligatoire est incluse dans le marché et concerne le placement d'un échafaudage afin de permettre aux utilisateurs de rénover la fresque;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable;

Ce choix repose sur le fait que le montant estimé ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 € HTVA et que, dans cette procédure :

- tout opérateur économique peut déposer une offre en réponse à un avis de marché;
- l'adjudicateur peut négocier les conditions du marché avec un ou plusieurs d'entre eux en vue d'améliorer le contenu de leur offre;

Considérant que ce projet figure à l'annexe 14 sous le libellé "Rénovation de la Maison des Jeunes de Basse-Enhaive";

Attendu que l'avis de marché sera publié pendant une période de 35 jours calendrier;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40, § 1er, 3° et 4° du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff en date du 08 juin 2026;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- d'approuver le cahier des charges n° BEB 922 établi par le Service Bureau d'Etudes Bâtiments et le PAN pour le marché "Maison des Jeunes de Basse-Enhaive - Rénovation globale" dont le montant global estimé de ce marché s'élève à 664.171,35 € TVAC (548.901,94 € HTVA - TVA: 21 %).
- de passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

La dépense estimée à un montant total de 664.171,35 € TVAC (548.901,94 € HTVA - TVA: 21 %), sera imputée pour la partie à charge de la ville à hauteur de 332.085,68 € TVAC (274.450,97 € HTVA - TVA: 21 %), sur l'article 137/723-60/20260073 du budget extraordinaire de l'exercice en cours sous réserve de l'inscription des crédits ad hoc en MB2/2026, de son vote par le Conseil et de son approbation par l'autorité de tutelle et sera financée par un emprunt aux clauses et conditions en vigueur au moment de la demande dont le montant final sera ajusté en fonction de l'offre retenue et des éventuelles modifications au marché autorisées conformément à la législation sur les marchés publics.

La partie à charge du PAN s'élève à 332.085,67 € TVAC (274.450,97 € HTVA - TVA: 21 %).

Ce dossier sera transmis:

- à la tutelle dans le cadre de la tutelle générale d'annulation, lors de la phase d'attribution, le cas échéant, conformément au CDLD;
- au PAN.

DEPARTEMENT DU CADRE DE VIE

ECO CONSEIL

58. Règlement général de police: article 32bis §3 - suppression

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je voudrais qu'on passe au point 58 qui est le règlement général de Police avec un accord sur la suppression de l'article 32 bis paragraphe 3.

Madame Grovonius, je vous en prie.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, merci.

Est-ce que l'Echevin ou l'Echevine en charge de ce point pourrait nous l'expliquer s'il vous plaît ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Monsieur Malisoux, c'est à vous.

M. B. Malisoux, Echevin:

Il n'y a aucun problème, donc je répète simplement ce que je vous ai déjà dit à ma Commission: il s'agit d'un décret wallon qui précise que les robots tondeuses ne peuvent pas être utilisés entre 18h le soir et 9h le matin, à l'exception de deux cas particuliers, la tonte des terrains de sport et les terrains engazonnés, qui doivent être entretenus pour des raisons de sécurité.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Malisoux.

Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Merci beaucoup Monsieur l'Echevin pour ces éléments de réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Est-ce qu'on peut voter sur cet accord?

Pour le PS ? Oui.

Pour Ecolo ? Oui.

Pour le MR ? Oui.

Pour les Engagés ? Oui.

Pour le PTB ? Ok.

Merci de la part des hérissons.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 précisant que le Conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal et l'article L1133-1;

Vu le Règlement Général de Police tel qu'adopté par le Conseil communal en date du 28 février 2011 et ses modifications ultérieures;

Vu le Décret relatif au Code Wallon du bien-être des animaux du 04 octobre 2018;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 9 avril 2026 relatif à la régulation de l'usage des tondeuses à gazon automatisées indiquant que l'utilisation d'une tondeuse à gazon automatisée est interdite entre 18h00 et 9h00 sauf pour

- Les terrains de sport
- Les terrains dont le couvert herbacé est entretenu pour raison de sécurité publique;

Considérant que les dispositions reprises à l'article 32bis §3 du Règlement général de Police ne sont plus conformes aux dispositions de cet Arrêté ;

Considérant qu'il y a donc lieu de supprimer l'article 32 bis §3;

Sur proposition du Collège communal du 19 mai 2026,

Marque son accord sur la suppression de l'article 32bis §3 du Règlement général de Police.

Le présent règlement tel que modifié entre en vigueur dès le jour de sa publication conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

NATURE ET ESPACES VERTS

59. Projet Interreg All4Biodiv: convention de collaboration

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pour le point 59, le projet Interreg, c'est un accord sur la convention de collaboration.

Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, merci, Monsieur le Président. Est-ce que la personne en charge de ce dossier pourrait l'expliquer au Conseil, s'il vous plaît ?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On vous voit arriver, cela va être très chouette, mais c'est bien, pas de souci.

Alors, Monsieur Malisoux, est-ce que vous pouvez expliquer ?

C'est Madame Scailquin, pardon.

Mme S. Scailquin, Echevine:

C'est une fois l'un, une fois l'autre.

C'est un projet qui est mené par Natagora, pour favoriser la biodiversité dans les milieux urbains.

Donc ils travaillent avec plusieurs villes régionales, à la fois wallonne et françaises et Natagora a sollicité la Ville de Namur pour être commune pilote de leur projet.

Il y aura d'abord une étude sur l'état de la biodiversité, dans certains espaces publics de la ville de Namur, avec une évaluation de l'état des lieux, et ensuite tous des projets pilotes qui seront menés dans les mois à venir.

Cela ne coûte rien à la Ville, c'est un projet qui est financé par l'Union européenne pour Natagora en termes de ressources humaines et nous sommes là pour pouvoir être "un terrain de jeu" pour les initiatives portées par Natagora.

Nous sommes très positifs par rapport à ce projet.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Merci pour ces éléments de réponse et évidemment nous soutiendrons ce projet.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci donc le PS?

Ok pour Ecolo, aussi merci.

Pour le MR, ok.

Les Engagés aussi?

Le PTB? Oui.

Je vous remercie.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu la DPC 2024-2030 et notamment l'importance d'un territoire résilient qui investit dans la biodiversité;

Vu le Programme Stratégique Transversal 2024-2030, présenté en séance du Conseil communal du 02 septembre 2025, et plus précisément l'Objectif Stratégique OS 1 "Etre une Ville qui relève les défis environnementaux et s'adapte aux changements climatiques" et l'Objectif Opérationnel OP1.3 « En développant la végétalisation et le fleurissement »;

Considérant que sur 260.000 plantes à fleurs connues sur Terre, on estime que 70 à 80% d'entre elles dépendent de la pollinisation animale pour leur fécondation;

Considérant qu'en 30 ans, près de 80% des insectes ont disparu en Europe;

Considérant que face à cet effondrement de la biodiversité, il est essentiel de mobiliser l'ensemble des acteurs (citoyens, associations, entreprises, administrations) et de renforcer durablement les actions de connaissance et de protection des milieux naturels;

Considérant que le projet Interreg All4Biodiv "Transformer les milieux urbains en refuges pour les pollinisateurs" s'inscrit dans cette dynamique en renforçant la coopération entre partenaires autour de deux axes complémentaires:

- encourager l'engagement citoyen, le bénévolat et l'implication des entreprises et des publics fragilisés;
- mettre en oeuvre des actions concrètes de conservation notamment en faveur des pollinisateurs urbains;

Considérant que Natagora porteur du projet pour la Wallonie a sollicité la Ville en tant que partenaire (ville pilote) pour la mise en oeuvre de celui-ci;

Considérant que les partenaires auront comme objectifs de :

- développer et déployer un outil d'évaluation des aménagements urbains favorables aux pollinisateurs;
- mettre en place une campagne de sensibilisation ciblée pour informer citoyens et gestionnaires de terrains;
- instaurer un programme de formation et d'accompagnement pour diffuser les bonnes pratiques de gestion;

Considérant que ce partenariat n'implique aucun frais pour la Ville;

Vu le projet de convention de collaboration dans le cadre de l'Interreg All4Biodiv proposé par Natagora;

Sur proposition du Collège communal du 12 mai 2026,

Marque son accord sur la convention de collaboration dans le cadre de l'Interreg All4Biodiv proposé par Natagora.

Charge [redacted], Cheffe de Département du Cadre de Vie et Mme Stéphanie Scailquin, Echevine de la Transition écologique de la signature de la convention.

60. Semaine de l'arbre 2026: l'année des passereaux - participation

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 60, c'est une prise d'acte dont ce n'est pas un vote: la semaine de l'arbre 2026, l'année des paresseux. Vous souhaitez une explication ?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

J'aime beaucoup les paresseux, mais en l'occurrence, c'est les passereaux.

(Rires dans l'assemblée).

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'était pour voir si vous suiviez, Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Je suis encore bien réveillée, oui, je vous rassure, Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Bon, c'est une prise d'acte, donc voilà.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1123-23,12° précisant que le Collège communal est chargé de décider de porter la candidature de la commune aux appels à projet, d'assurer le respect des conditions de recevabilité et d'éligibilité et d'en faire le suivi. La candidature est communiquée, pour prise d'acte, au Conseil communal lors de sa plus proche séance;

Vu le courrier du Service Public de Wallonie, agriculture ressources naturelles environnement, du 16 avril 2026, annonçant le lancement de l'appel à projet "Semaine de l'arbre 2026 – l'année des passereaux" et le vade-mecum joint au dossier;

Considérant que cet appel à projet reprend une action dont la Ville est partie prenante depuis plus de 10 ans;

Considérant que la participation à cet appel à projet ouvre l'accès à une subvention octroyée sur base d'un droit de tirage d'un montant de 1.500,00 €, avec une majoration de 500,00 € si un minimum de 50% de plants locaux, labellisés "Végétal d'Ici", est proposé lors de la distribution;

Sur proposition du Collège communal du 19 mai 2026,

Prend acte de la candidature à l'appel à projet "Semaine de l'arbre 2026 – l'année des passereaux".

DEPARTEMENT DES VOIES PUBLIQUES

VOIRIE

61. <u>Plateau de Berlacomine, rue de Bomel: lutte contre les inondations - expropriation pour cause d'utilité publique - lancement de la procédure d'expropriation et transmis de demandes d'expropriation au Gouvernement wallon</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pour le point 61, plateau des Berlacomine... mais vous me faites aussi des trucs de fou... rue de Bomel, lutte contre les inondations, expropriation pour cause d'utilité publique.

C'est une décision avec une adoption et un transmis de demande d'expropriation.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde ? Madame Grovonius, vous souhaitez une explication?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Je pense que Monsieur l'Echevin sera ravi d'en donner une, puisqu'il a déjà donné sa conférence de presse et que nous avons déjà des articles de presse.

Donc je cède évidemment le bâton à Monsieur l'Echevin pour qu'il puisse…

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est peut-être moi qui vais lui céder.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

... peut-être pas le battre, non, parce qu'en l'occurrence, je trouve que c'est quand même un beau dossier.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Je me permets de faire une petite précision: il n'y a pas eu de conférence de presse, il n'y a pas eu de contact avec la presse. Ils ont publié l'article sans avoir de contact, ni avec le cabinet, ni avec aucune personne de chez eux.

Simplement sur le point qui est inscrit à l'ordre du jour.

Donc, je me permets de faire un petit rétroacte, puisqu'on a un peu de temps devant nous.

Il y a à peu près 45 slides...

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

... Comment ont-ils eu les infos?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

... cela va aller assez vite et Madame Scailquin va peut-être compléter mon propos.

Donc, je resitue le contexte, parce que c'est très important, ce dossier du plateau de Berlacomine, parce qu'évidemment, il y a des points qui sont passés au Conseil aujourd'hui qui étaient importants, mais celui-ci, je pense qu'il est important aussi puisque c'est la lutte contre les inondations. Je pense qu'on est très impacté par cela pour l'instant, pendant les derniers mois et pendant les dernières années.

Ici, grâce au SACE (Service Air Climat Energie), grâce au Bureau d'Etudes des Voies Publiques, grâce au SAJVP, le Service d'Appui Juridique, nous avons pu dégager une solution pour soulager des centaines et des centaines d'habitants qui sont juste en dessous du Plateau de Berlacomine.

Le Plateau de Berlacomine, c'est 57 hectares de terre agricole. C'est assez vaste. Evidemment, tout ce plateau de terre agricole, quand il y a des inondations, les bouts se déversent en dessous, c'est-à-dire vers l'avenue du Transvaal et la rue Fernand Derenne, pour descendre sur Bomel.

Comme vous le savez, on a eu d'énormes inondations dans ces quartiers-là. Les habitants n'en peuvent plus et donc il fallait trouver des solutions pérennes et des solutions pour l'avenir.

C'est en bonne gestion des eaux, que la Ville a décidé d'agir sur ce Plateau.

- Un PowerPoint est diffusé en séance.

Voilà les photos pour un petit rétroacte, pour vous rappeler un petit peu ce qui s'est passé différentes années où il y a eu des inondations. Il y a eu plusieurs rapports de GISER, de l'INASEP et une étude agro-hygrologique assez récente qui ont proposé des solutions au niveau du Plateau de Berlacomine.

C'est un Plateau où il y a plusieurs agriculteurs, il y a trois exploitants, tous de la même famille et six propriétaires. Il y a plusieurs interlocuteurs, mais on les a contactés tous un par un.

Alors, il y a eu plusieurs possibilités, plusieurs propositions ont été faites.

D'abord, que les agriculteurs fassent quelque chose sur leur parcelle avec des plantations, avec des retenues d'eau éventuellement. Mais les solutions n'obtenaient, par exemple dans le cas de figure numéro 1, que 19% de diminution du ruissellement, 24% dans la deuxième proposition.

Par contre, si on crée un bassin d'orage, ce qui est conseillé par toutes les études, un bassin d'orage qui peut récolter toutes les eaux du Plateau, des 57 hectares, ce bassin d'orage permettrait de diminuer de 71% le volume d'eau ruisselée.

C'est plutôt cette proposition qui a été retenue évidemment, parce qu'il n'y aura plus d'impact plus bas dans les centaines de logements et les milliers de logements qui sont à Bomel.

Voilà à quoi cela ressemble, cette zone d'immersion temporaire. C'est une zone où on doit exproprier une partie des terrains agricoles sur à peu près 2 hectares, pour pouvoir constituer ce grand bassin d'orage qui va retenir les eaux et permettre d'éviter les inondations.

Il y a également une étude avec la SPGE et l'INASEP pour remplacer une canalisation d'environ 200 mètres, dont le diamètre n'était pas suffisant afin de pouvoir évacuer toutes ces eaux également.

Ici la proposition c'est une expropriation pour cause d'utilité publique, je pense que tout le monde l'a bien compris, je pense que c'est important parce que c'est pour protéger efficacement les habitants et leurs biens, réduire les dommages économiques et environnementaux et assurer la gestion cohérente et durable du territoire communal.

J'ai préféré faire quelques projections de slides parce que c'est beaucoup plus parlant avec une carte, des projections et des vues aériennes que de vous expliquer cela avec des mots. Cela va parfois beaucoup plus vite avec des slides.

Cela, ce sont les différents contacts qui ont été pris avec les agriculteurs depuis 2023. Et ici, on arrive à la prochaine. Maintenant, cette procédure, ce n'est pas parce qu'on a une procédure d'expropriation que ce n'est pas une expropriation à l'amiable parce qu'en général, c'est là-dessus qu'on se dirige, vers une proposition à l'amiable puisque comme cela, il y a une possibilité d'achat de ces terrains, en discutant avec les agriculteurs qui se sont mis autour de la table. Cela fait partie du processus et de la procédure d'expropriation, l'expropriation à l'amiable et c'est vers cela qu'on se dirige.

Voilà.

Je pense qu'on a à peu près fini.

Cela prendra à peu près 130 jours, si tout se passe bien au niveau calendrier donc on peut espérer démarrer tout cela l'an prochain.

Si vous avez des questions pas de soucis.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur l'Echevin.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Je voudrais ajouter un tout petit mot, comme Monsieur Dupuis l'a bien expliqué.

Cela montre ici la belle transversalité qu'il y a entre les différents départements. C'est une action qui concrétise un objectif du plan Air, Climat, Energie. C'est un travail qui est réalisé depuis 2022 par le service Air, Climat, Energie, et qui est maintenant repris par le DVP (Département des Voies Publiques) pour concrétiser concrètement cet aménagement de ZIT, donc de Zones d'Immersion Temporaire.

Cela prouve, s'il le faut encore, que la question de la transition écologique, du changement climatique est bien prise en compte par l'ensemble des membres du Collège.

Ici, nous avons un exemple concret d'application et de concrétisation du Plan Air, Climat, Energie, porté notamment par Monsieur Dupuis et moi-même.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Madame l'Echevine.

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci pour ce beau projet et cette concrétisation, j'espère, rapide.

J'ai deux questions.

La prise en charge du coût du bassin d'orage: est-ce que c'est une charge communale à un moment donné?

Deuxième question: quid de l'entretien? Puisqu'on sait notamment, dans les debriefings qui ont eu lieu sur ces inondations, que la gestion et surtout l'entretien des bassins d'orage est une condition sine qua non pour éviter la récidive de ces inondations.

Donc deux questions: qui va payer le bassin d'orage et qui va l'entretenir?

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Monsieur Bruyère. Vous êtes à la place de Madame Jacquet, donc si vous mettez votre micro, voilà, merci.

M. R. Bruyère, Chef de groupe PTB:

Merci Monsieur le Président.

Merci Monsieur l'Echevin pour cette précision.

Deux questions: est-ce que vous avez un chiffre - si vous ne l'avez pas, ce n'est pas grave, on le cherchera plus tard, mais que les gens qui nous écouteront aient le chiffre – de l'investissement de la part de la commune dans ce projet, qui est un bon projet?

Deuxième question: je ne suis pas spécialiste de topographie, mais de mémoire, c'est un sol vachement solide là en-dessous. En tout cas, il y a eu des travaux récemment, la chapelle pas loin, ils n'avaient pas su creuser plus bas que 60 cm.

Est-ce que vous confirmez toutes les études que vous avez faites ? Est-ce que vous êtes sûr que vous n'allez pas tomber sur un os à ce niveau-là ?

Mme S. Scailquin, Echevine:

Donc si vous lisez bien la délibération, une étude complémentaire a été effectuée justement par rapport à des essais de sol, ce qui a eu pour conséquence de proposer le scénario 3, avec une petite modification au niveau de son périmètre, donc tout est bien ok à ce niveau.

Pour les budgets, on a reçu l'information ce matin des services. Je suis en train de la chercher.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Il y a une intervention, c'est subsidier par la – j'essaie de ne pas me tromper – la DAFOR, c'est la Direction de l'Aménagement Foncier et Rural, qui participe, qui subsidie pour l'acquisition pour les travaux de mise en oeuvre de la ZIT et les noues. Nous, on a budgétisé pour acheter les terrains évidemment. On a budgétisé ici 160.000 euros. Cela, c'est en procédure négociée et en discussion pour l'expropriation à l'amiable et donc cela a été budgétisé sur le prix moyen des parcelles. Mais effectivement, il y a une intervention subsidiée de 315.000 euros par la DAFOR.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Dupuis.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Pardon, j'ai oublié de répondre à Monsieur Noël, comme on a un peu de temps, pour l'entretien.

Vous avez raison. Donc cela, l'entretien, effectivement. Mais cela nous coûtera beaucoup moins cher d'entretenir ce bassin d'orage que de…

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

... j'en suis convaincu, mais je pense qu'il faut convaincre la Région, dans ses responsabilités aussi sur le sujet.

En fait, sinon, c'est nous qui devons assumer les conséquences de défaillance.

Je pense que c'est très important de montrer l'exemple et d'inviter la Région à le faire dans les bassins d'orages existants déjà.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Je vous remercie parce qu'effectivement, on est aussi en discussion et on a interpellé aussi le Ministre de l'Agriculture, parce que cela concerne les terres agricoles aussi.

Ici, on ne se les approprie pas, mais on va les récupérer pour pouvoir travailler dessus parce que sinon, on n'a pas tellement accès à ce genre de solution.

Je pense que c'est un bel exemple de lutte contre les inondations.

Je vous remercie pour votre soutien, si vous nous soutenez. Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Dupuis. Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, c'est juste pour insister sur les questions qui ont été posées, pour avoir l'information du budget global avec tous les éléments qui ont été évoqués.

Mais si vous ne l'avez pas maintenant tout de suite, ce n'est pas grave. Mais si on pouvait nous le communiquer à un moment donné.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

On peut vous les communiquer, mais si les études hydrauliques, hydrologiques et les essais de sol, tout est dans la délibé, en fait.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Mais et l'entretien et tout cela aussi ? Je ne crois pas, hein, parce que même en Commission, vous ne l'aviez pas.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

C'est le personnel communal, cela.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

C'est le personnel communal qui va aller entretenir, vider? Les boues, elles vont aller où ?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Les noues enherbées. Alors, la noue, peut-être ? Une noue enherbée, c'est un grand fossé, un peu plus large qu'un petit fossé.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Donc cela, c'est le personnel communal qui va s'occuper de faire tout cela ?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Evidemment, oui.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Ok.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Est-ce qu'on peut passer au vote sur ce point 61 ?

Pour le PTB ? Oui.

Pour les Engagés? oui.

Le MR? Oui.

Ecolo? Oui.

Et pour le PS? Merci.

Vu l'article 16 de la Constitution;

Vu la Loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et notamment son article L1122-30;

Vu le décret du Parlement wallon du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du Parlement wallon du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation;

Vu la circulaire ministérielle du 28 mars 2024 relative aux opérations patrimoniales des pouvoirs locaux;

Vu la circulaire ministérielle du 23 juillet 2019 relative à la phase administrative de la procédure d'expropriation en Région Wallonne - Guichet Unique de réception des Dossiers d'Expropriation (GUDEX);

Vu la circulaire ministérielle du 19 mars 2021 relative à la procédure d'expropriation en Région Wallonne - Phase administrative;

Vu la circulaire ministérielle du 19 mars 2021 relative à la phase administrative de la procédure d'expropriation en Région Wallonne - GUDEX - Contenu du dossier - Modèle de tableau des emprises;

Considérant la déclaration de politique communale 2025-2030 voulant faire de Namur un territoire résilient qui s'adapte aux changements climatiques en prévoyant notamment de poursuivre le plan d'investissement pour réduire les risques d'inondation;

Considérant les Plans de Gestion des Risques d'Inondations de la Région wallonne;

Vu la délibération du Collège communal du 18 mars 2025 (point 62) décidant de marquer son accord de principe sur le recours à la procédure d'expropriation des parcelles de terrain concernés par le projet visant à lutter contre les inondations de Bomel (Plateau de Berlacomine) décrite dans la note explicative du 27 janvier 2025 de l'Hydrologue de la Ville, étant entendu que le lancement effectif de la procédure d'expropriation fera l'objet d'une décision du Conseil communal sur production d'un dossier complet (OI904);

Vu les biens à exproprier tels que repris dans le tableau et plan des emprises figurant dans le dossier d'expropriation ci-annexé, et indiquant l'identité des titulaires des droits sur les biens immobiliers (terrains), les contenances et l'affectation des biens immobiliers à exproprier, déterminés selon les indications du cadastre;

Considérant que les emprises se situent à 5000 Namur, rue du Transvaal et rue Fernand Derenne et sont affectées en zone agricole au plan de secteur de Namur;

Vu la délibération du Collège communal du 3 octobre 2023 décidant notamment d'attribuer le marché de désignation d'un bureau d'étude pour la réalisation d'une étude hydrologique au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du meilleur rapport qualité-prix), soit SHER SA, enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le numéro BE 0427.749.115, Rue Jean Matagne 15 à 5020 Vedrin aux conditions mentionnées dans l'offre de ce candidat, aux conditions fixées par le cahier des charges DAU/SACE/2023/4/Bouge pour un montant de 99.123,20 € TVAC (81.920,00 € HTVA - TVA 21%) et de commander la tranche ferme au montant de 74.923,20 € TVAC (61.920,00€ HTVA - TVA 21%);

Vu la délibération du Collège communal du 05 août 2025:

- prenant acte du rapport de l'avant-projet relatif à l'aménagement du Plateau de Berlacomine;
- prenant acte de la prise de cours de la suspension du marché pour une durée de six mois à partir du 1er août 2025 jusqu'au 31 janvier 2026;
- et marquant son accord pour la mise en œuvre d'une zone d'immersion temporaire (scénario 3) pour le Plateau de Berlacomine, avec aménagement de merlons pour rediriger les écoulements vers une Zone d'Immersion Temporaire érigée en bas du plateau;

Vu la délibération du Collège communal du 03 février 2026, marquant son accord pour la réalisation d'une Zone d'Immersion Temporaire, avec aménagement de noues enherbées pour rediriger les écoulements vers celle-ci, après reconsidération de l'option technique d'acheminement des eaux;

Considérant que la lutte contre les inondations est une priorité communale;

Considérant les dernières inondations et coulées boueuses subies dans le territoire namurois et plus précisément sur le plateau de Berlacomine dont celles de mai 2012, juillet 2021 et juin 2023 entrainant de nombreux et importants dégâts aux habitations, aux infrastructures publiques et au réseau routier, démontrant la vulnérabilité persistante du bassin versant en aval du plateau de Berlacomine;

Considérant la récurrence et l'occurrence des pluies, notamment sur le territoire communal de Namur;

Considérant que les objectifs des ouvrages proposés sont de lutter contre les inondations et coulées boueuses arrivant sur le plateau de Berlacomine en cas de fortes pluies, en aménageant le site;

Considérant que les calculs de capacité de rétention des eaux ont été réalisés en tenant compte des effets météorologiques du changement climatique en cours;

Considérant que l'étude hydraulique du réseau d'égouttage situé en aval du plateau de Berlacomine, menée par le bureau SHER en complément de l'étude hydrologique, a permis de déterminer les augmentations de capacité nécessaires ainsi que les dimensions optimales de la ZIT;

Considérant qu'à l'issue de cette analyse, le remplacement du réseau d'égouttage a été inscrit parmi les priorités du prochain plan d'investissements communal;

Considérant que la Ville entend par cet ouvrage anticiper les prochains épisodes pluvieux problématiques et protéger ses concitoyens et leurs biens;

Considérant que le pouvoir expropriant est la Ville de Namur et que le Conseil communal de Namur est compétent pour adopter l'arrêté d'expropriation, en vertu de l'article 6 §1er 1° du décret du 22 novembre 2018 relatif à la procédure d'expropriation;

Quant au champ d'application et au but d'utilité publique (fondement) de l'expropriation, aux effets et retombées que la réalisation du but d'utilité publique permet d'escompter;

Considérant l'article D.VI.1, 11° du CoDT : « *Art. D.VI.1. Peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique toutes les acquisitions d'immeubles nécessaires à la réalisation ou à la mise en œuvre:*

11° à la condition qu'elles aient pour objectif la sécurité publique, des mesures de limitation du risque relatives aux biens immobiliers exposés à un risque naturel ou à une contrainte géotechnique majeurs tels que l'inondation au sens de l'article D.53-2 du Code de l'Eau, l'éboulement d'une paroi rocheuse, le glissement de terrain, le karst, les affaissements miniers, affaissements dus à des travaux ou ouvrages de mines, minières de fer ou cavités souterraines ou le risque sismique. »

Considérant que l'expropriation a pour objet d'acquérir en pleine propriété les parties de parcelles nécessaires à la construction de zone d'immersion temporaire sur des terres situées à Berlacomine, selon la procédure prévue dans le décret;

Considérant que, plus particulièrement, ces aménagements consistent en, 1) la création de noues enherbées destinées à la récupération des eaux de ruissellement d'origine agricole ; et 2) la création d'une zone d'immersion temporaire (ZIT) permettant de temporiser les pics de crue liés au ruissellement agricole;

Considérant que ces ouvrages permettront d'augmenter très sensiblement la rétention des eaux et boues;

Considérant qu'il est d'utilité publique de construire une zone d'immersion temporaire à cet endroit afin de lutter contre les inondations et coulées boueuses sur le plateau de Berlacomine;

Considérant qu'au vu du relief, des axes de ruissellements et bassins versants, et des zones urbanisées ou urbanisables, la localisation de l'ouvrage à cet endroit permet une protection optimale en amont du plateau de Berlacomine;

Considérant que ces travaux s'inscrivent dans la politique de résilience contre les inondations de la Ville qui a subi des inondations importantes en 2021 et antérieurement;

Considérant que ces inondations sont de plus en plus fréquentes;

Considérant qu'il est d'utilité publique de protéger les citoyens de contre ces inondations et coulées de boues de plus en plus répétitives;

Considérant l'avis de principe circonstancié favorable de la DAFoR, en ce que le projet répond aux critères d'éligibilité fixés dans l'Arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 2007 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs publics subordonnés pour l'établissement de dispositifs destinés à la protection contre l'érosion des terres agricoles et à la lutte contre les inondations et coulées boueuses dues au ruissellement (Annexe 6 au Dossier d'expropriation);

- Quant à l'analyse des éventuelles alternatives au projet proposé:

Considérant que diverses réflexions ont été menées afin de trouver une alternative convenable et cohérente;

Considérant que différentes alternatives ont été examinées. Celles-ci incluent notamment : un changement de mode d'exploitation du plateau de Berlacomine, avec un morcellement parcellaire, l'introduction de bandes enherbées, ainsi que la limitation de la surface devant faire l'objet d'une expropriation;

Considérant que ces solutions, comme les autres étudiées, ne permettaient pas de retenir une quantité d'eau suffisante;

Considérant que la solution retenue est la plus optimale et la seule à permettre de retenir une quantité d'eau correspondant à des pluies théoriques d'une période de retour de cent ans;

Considérant que ce projet fait partie d'un ensemble de plusieurs projets dont d'autres zones d'immersion visant à lutter contre les inondations à Wépion, rue Marcel Lecomte et dans le bassin versant de l'Arquet en amont du bassin d'orage autoroutier de la rue Martin Lejeune; que ces autres zones d'immersion sont également à l'étude pour réalisation immédiate;

Considérant en conclusion, qu'aucune autre alternative ne permettrait une retenue d'eau suffisante pour lutter efficacement contre les inondations dans le plateau de Berlacomine;

- Quant à la nécessité d'exproprier:

Considérant que, pour gérer au mieux le risque d'inondation, le fonctionnement de l'ouvrage et sa pérennité dans le temps, il apparaît nécessaire d'avoir la maîtrise foncière de l'emprise de la digue et des tuyaux permettant l'écoulement, avec accès périphérique pour sa surveillance et son entretien pérenne;

Considérant qu'au vu de la récurrence et de l'occurrence des pluies, il est nécessaire de procéder aux aménagements proposés sans nouveau retard;

Vu le plan d'expropriation/division du 14 novembre 2025 présentant le périmètre du bien immobilier (terrains) concerné par les droits dont l'expropriation est demandée et contenant le tableau des emprises à réaliser, annexé à la présente délibération (annexe 4 du Dossier d'expropriation);

Vu le reportage photographique du bien immobilier à exproprier et de son environnement immédiat, annexé à la présente délibération (annexe 2 du Dossier d'expropriation);

Vu la vue aérienne des biens à exproprier et les autres plans des lieux, à savoir les plans techniques de juin 2026 fourni par le bureau SHER, annexés à la présente délibération (annexes 1 et 3 du Dossier d'expropriation);

Considérant que les crédits nécessaires à l'acquisition desdits lots sont majoritairement inscrits au budget communal extraordinaire pour l'exercice 2026, à l'article 766/711-51 20260053, le solde restant étant soumis à l'approbation d'une modification budgétaire;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;

Par ces motifs,

Décide:

Article 1er : d'initier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie de parcelle de terrain désignée ci-après appartenant, selon cadastre, pour l'usufruit, à Madame [redacted], numéro national [redacted], et la nue-propriété pour moitié chacun, à Messieurs [redacted], numéros nationaux respectifs [redacted]:

- Terre sise en lieudit Berlacomine, cadastrée sous Namur, treizième division, identifiant parcellaire 92128D0047/00P000, d'une contenance totale de 22 hectares 33 ares 72 centiares ; l'expropriation concernant les lots A, B et C, d'une contenance respective de 1 hectare 17 ares et 43 centiares, 45 ares et 99 centiares, et 30 ares 96 centiares, soit une contenance totale de 1 hectare 94 ares 38 centiares en pleine propriété.

Article 2 : d'initier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie de parcelle de terrain désignée ci-après appartenant, selon cadastre, pour moitié en pleine propriété chacun, à Monsieur [redacted], numéro national [redacted] et Madame [redacted], numéro national [redacted]:

- Terre sise en lieudit Berlacomine, cadastrée sous Namur, treizième division, identifiant parcellaire 92128D0047/00R000, pour une contenance totale de 13 hectares 61 ares 50 centiares ; l'expropriation concernant le lot D, d'une concernant 3 ares 80 centiares en pleine propriété.

Article 3 : d'initier la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique d'une partie de parcelle de terrain désignée ci-après appartenant, selon cadastre, en pleine propriété, à Monsieur [redacted], numéro national [redacted]:

- Terre sise en lieudit Berlacomine, cadastrée sous Namur, treizième division, identifiant parcellaire 92128D0021/00A000, pour une contenance totale de 05 hectares 45 ares 60 centiares ; l'expropriation concernant le lot E, d'une contenance de 11 ares 26 centiares en pleine propriété.

Article 4 : d'adopter le tableau et plan d'expropriation précités et ci-annexés, présentant la localisation, la contenance et le périmètre des biens à exproprier.

Article 5 : de transmettre la présente décision et le dossier d'expropriation annexé au Service Public de Wallonie (Guichet Unique de réception des Dossiers d'Expropriation) pour suite de la procédure.

Article 6 : de charger le Collège communal de l'exécution de la présente décision.

62. <u>Diverses localités, diverses rues: raclage/pose 2025 - projet</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 62, diverses localités, diverses rues raclage/pose, c'est une approbation du cahier des charges.

Est-ce que quelqu'un veut prendre la parole ou est-ce que nous pouvons passer au vote directement ?

Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Non, je trouve que c'est aussi un très beau dossier que Monsieur l'Echevin devrait expliquer au Conseil.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Donc ici, cela concerne effectivement, comme vous l'avez dit, la prolongation du plan d'entretien voirie. Ah, je n'ai pas de slide, je suis désolé, voilà. Je n'avais pas prévu. Si j'avais su qu'on restait un peu plus tard, je l'aurais prévu.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Si on revient demain, vous en aurez.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

On est demain.

(Rires dans l'assemblée).

Donc, on a répondu à votre souhait. On est demain.

Comme je l'ai dit en Commission, Madame Grovonius, mais si vous voulez l'entendre de nouveau, il n'y a pas de souci.

On va continuer le plan d'entretien voirie, initialement lancé par l'Echevin Gennart à l'époque, les deux dernières législatures, pour entretenir plus de 70% des voiries.

Comme vous le savez, il faut faire de l'entretien.

L'entretien, c'est quoi ? C'est de l'enduisage, c'est du raclage-pose, cela peut être de la réflexion complète.

Maintenant, si on fait un envisage tous les dix ans, cela nous permet de reporter une réfection complète à 30 ans.

Si on fait un raclage-pose, évidemment, on tiendra aussi un peu plus longtemps.

Donc ici, ce qui vous est proposé, c'est le cahier de charges. c'est les rues qui ont été sélectionnées par lots, en fonction des différentes localités, qui ont été privilégiées, parce que dans les rues qui ont été sélectionnées ici, essentiellement pour le raclage-pose, c'est le budget qui est prévu, ce sont des rues qui n'avaient jamais été entretenues.

Grâce à cet entretien ici, eh bien, on est reparti pour plusieurs dizaines d'années.

Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Dupuis. Madame Grovonius.

Je ne vous entends pas.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Merci pour ces éléments de réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci à vous.

Est-ce qu'on peut passer au vote pour le PS ?

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Oui, moi j'ai une question technique dans les raclages-poses, qui ont été faits dernièrement, où il n'y a pas eu de Plan trottoirs qui ont accompagné, là où il y a des problèmes liés aux inondations, c'est catastrophique, puisque en fait cela se creuse systématiquement, parce qu'en fait avant, la rue absorbait par ces trous et par le fait qu'elle n'était pas très, comment vais-je dire, uniforme.

Est-ce que vous avez un plan raclage-pose qui est connexe avec le Plan trottoirs et surtout avec tout ce qui a été fait par le passé?

Je prends le cas de Flawinne, par exemple, où là dans tout la rue ce sont des trous comme cela qui se creusent et donc cela veut dire: est-ce qu'il y a quelque chose qui est prévu pour rattraper finalement les investissements, qui ont été faits, les programmes qui ont été fait et dans les nouveau raclage pour, je pense que ce serait utile de pouvoir déjà programmer.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Effectivement, on essaye tant que faire se peut, de pouvoir régler les problèmes de trottoirs en même temps que les problèmes de voirie. Cela fait partie du Plan trottoirs et on va être sélectionné pour avoir des subsides aussi pour continuer les aménagements piétons et cyclistes, donc les aménagements trottoirs.

Dans certaines voiries où il faut refaire et la voirie et le trottoir, cela va pouvoir rentrer dans le Plan trottoirs.

Donc on essaye le plus possible. Quand on a les budgets pour le faire et on va en avoir parce qu'on a demandé ces budgets et ces subsides-là pour le Plan trottoirs. La Ville de Namur va obtenir une enveloppe pour cela.

Evidemment qu'on va se calquer. On ne va pas faire la rue et puis le trottoir deux ans après ou faire le trottoir et la rue deux ans après. On va essayer de mettre le calendrier raccord au niveau voirie-trottoir et marquage aussi, puisqu'il y a le marquage, par exemple, des passages pour piétons, des emplacements de stationnement ou des pistes cyclables.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Dupuis. Madame Grovonius.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Non, c'était Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Tout d'abord, je pense qu'il serait intéressant de pouvoir revenir sur ce qui a été fait.

Une remarque importante, c'est dans certains tronçons où le bus passe, ces trottoirs sont prioritaires parce que je peux vous dire que, très honnêtement, lorsqu'il y a des enfants ou bien des poussettes, etc. qui ne peuvent pas, je pense vraiment qu'il faudrait que vous puissiez avoir un regard attentif sur ce qui a été fait, sur les priorités et sur les tronçons qui demandent, en tout cas des dalles 30-30, comme on dit.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Et d'ailleurs, dans les économie – et je terminerai avec cela parce que c'est assez passionnant – dans les budgets et les économies qu'on doit faire et les budgets un peu serrés, on doit aussi tenir compte d'un tas d'éléments. On en avait tenu compte, mais on va tenir encore plus compte, et peut-être d'autres éléments: la fréquentation, comme vous avez dit, évidemment, école, hôpital, trottoir, fréquentation piéton, cycliste. On tient compte de cela aussi dans certains entretiens parce qu'il y a peut-être certaines rues qui vont être un peu décalées, avec le manque de budget, pour prioriser certaines rues plus fréquentées. C'est logique aussi puisque dans un envisage, il faut du passage aussi. Donc cela n'a peut-être pas beaucoup de sens de faire un envisage qui pourrait tenir encore quelques années, alors qu'on pourrait faire une ou deux rues plus loin. Cela fait donc partie des lots aussi, c'est une cohérence aussi au niveau des lots parce que les prix alors diminuent puisque les entrepreneurs remettent par lot et par quartier ou par secteur.

Voilà.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci pour vos réponses. On serait intéressé de voir, en effet, le suivi de l'analyse et de l'étude.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Pas de souci. Merci à vous.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Est-ce qu'on peut passer au vote?

Pour le PS? Ok.

Ecolo aussi?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Oui, avec un regret de ne pas avoir autre chose que du raclage/pose. On aurait aimé avoir – si vous voulez, mais pas aujourd'hui – mais qu'on investisse plus dans les trottoirs.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

On peut appeler.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Pour le MR, c'est ok.

Les Engagés, aussi.

Le PTB aussi.

Je vous remercie.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, et plus particulièrement les articles L1222-3, L1222-4 et L3122-2, 4° portant sur la tutelle générale d'annulation;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, et ses modifications ultérieures, et plus particulièrement les articles 35, 1° et 36;

Vu l'arrêté Royal du 25 janvier 2001 relatif aux chantiers temporaires ou mobiles et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté Royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu la Circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux daté du 24 novembre 2025 relative aux Fonds extraordinaire régional d'investissements (FERI) et dotation "Grandes villes";

Vu la Circulaire du Ministre du Territoire, des Infrastructures, de la Mobilité et des Pouvoirs locaux datée du 10 décembre 2025 complétant des informations à la Circulaire du 24 novembre 2025;

Vu le cahier spécial des charges n° V7058, établi par le Service administratif et juridique des Voies publiques, portant sur le marché public de travaux de raclage/pose à Namur, estimé au montant de 1.568.417,05 € TVAC (1.296.212,44 € HTVA - TVA : 21 %) et réparti en 3 lots comme suit:

- Lot 1: Diverses localités: 512.062,04 € TVAC (423.191,77 € HTVA - TVA: 21 %);
- Lot 2: Diverses localités: 908.794,00 € TVAC (751.069,42 € HTVA - TVA: 21 %), soit 708.794,00 € TVAC (585.780,16 € HTVA - TVA: 21 %) à charge de la Ville et 200.000,00 € TVAC (165.289,26 € HTVA - TVA: 21 %) payé par la Dotation "Grandes villes";

- Lot 3: Diverses localités: 147.561,01 € TVAC (121.951,25 € HTVA - TVA: 21 %);

Considérant qu'il y a lieu de recourir à la procédure ouverte comme mode de passation pour ce marché;

Considérant que l'avis de marché sera publié pour une durée de 30 jours;

Considérant que ce projet figure dans l'annexe 14, pour un montant de 1.575.000,00 € TVAC, sous le libellé: «FERI - Travaux de voiries subsidiés - FERI - Entretien de voiries»;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40, § 1er, 3° et 4° du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff du 08 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal en séance du 9 juin 2026;

Par ces motifs,

Décide:

1. d'approuver le cahier spécial des charges n° V7058, établi par le service administratif et juridique des Voies publiques, portant sur le marché public de travaux de raclage/pose;
2. de recourir à la procédure ouverte comme mode de passation du marché.

Cette dépense estimée à un montant de 1.568.417,05 € TVAC (1.296.212,44 € HTVA - TVA : 21 %), sera imputée sur l'article 421/731FI-60/20260030 du budget extraordinaire de l'exercice en cours et sera couverte par le fond extraordinaire régional d'investissement - dotation "Grandes villes" 2025-2030 de 200.000,00 € TVAC (165.289,26 € HTVA - TVA: 21 %) et par un emprunt de 1.368.417,05 € TVAC (1.130.923,18 € HTVA - TVA : 21 %), aux clauses et conditions en vigueur au moment de la demande dont le montant final sera ajusté en fonction de l'offre retenue et des éventuelles modifications au marché autorisées conformément à la législation sur les marchés publics.

Les crédits recettes seront adaptés lors de la MB1/2026.

Ce dossier sera transmis à la tutelle dans le cadre de la tutelle générale d'annulation, lors de la phase d'attribution, le cas échéant, conformément au CDLD.

GESTION DU STATIONNEMENT

63. Règlement général du parking P+R Namur Expo: abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 54.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On peut passer aux points 63 et 64, le débat a eu lieu. Donc on est bien d'accord.

Pour le point 63, l'abrogation et l'adoption. Pour le PS?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Je pensais qu'on avait déjà voté, mais c'est non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Non, on n'a pas voté.

C'est non pour le PS.

Pour Ecolo ?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Non, également.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Non, également.

MR? Engagés, c'est oui.

Et pour le PTB ? C'est non également.

Le point 64, même vote ? Oui. Même vote.

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le règlement général relatif à la tarification du parking Namur Expo adopté par le Conseil le 14 octobre 2025;

Vu le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo;

Vu la délibération du Collège communal du 14 avril 2026 mettant fin à la convention entre le Tec et la Ville de Namur concernant le financement des renforts de desserte du P+R de Bouge: cessation et suppression de la gratuité d'accès aux bus pour les abonnés des parkings P+R Saint-Nicolas et Expo ;

Considérant que la Ville de Namur ne peut plus délivrer d'abonnements de bus conjointement aux abonnements du parking et que ceux-ci devront être pris séparément par les abonnés auprès de chaque prestataire de services ;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;

Adopte le règlement suivant:

Règlement général du parking P+R Namur Expo

Art. 1 Champ d'application

Le présent règlement s'applique au Parking P+R Namur Expo situé Avenue Sergent Vrithoff à Namur.

Art. 2 Définitions

Pour l'application du présent règlement général, on entend:

§1. Gestionnaire: la Ville de Namur.

§2. Véhicule: voiture, vélo (vélo cargo, vélo remorque, etc.), cyclomoteur, moto.

Art. 3 Généralités et responsabilités

Le simple fait d'accéder au parking, avec ou sans véhicule, implique l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement. Les personnes présentes sur le parking doivent également se conformer à ce règlement.

Art. 4 Le rôle du gestionnaire se limite à la mise à disposition d'emplacement de stationnement. Le gestionnaire ne peut en aucun cas être considéré comme dépositaire, et n'assume en aucune façon d'obligations en matière de gardiennage ou de surveillance. Il n'est également pas responsable des actes commis par des tiers, peu importe que le parking soit surveillé, de jour comme de nuit, ou équipé d'un contrôle d'accès.

Art. 5 Le gestionnaire décline toute responsabilité, en quelque qualité et pour quelque raison que ce soit, pour tout dommage résultant, même partiellement, notamment d'accidents, de vols, de dégradations, d'un incendie ou d'actes de vandalisme, susceptibles d'être occasionnés sur le parking, à moins qu'il ne puisse être démontré que le dommage résulte exclusivement d'une fraude ou d'une faute intentionnelle imputable au gestionnaire.

Art. 6 Toute personne qui contrevient aux dispositions de ce règlement ou ne respecte pas les prescriptions ou directives du gestionnaire, peut être intimée à quitter le parking ou peut être refusée d'accès au parking, sans droit à aucun remboursement ou indemnisation.

Art. 7 Accès aux parkings Section 1 : généralités

§1. L'accès au parking est réservé aux usagers et usagères de celui-ci ainsi qu'à leurs éventuels passagers ou passagères.

§2. L'accès au parking n'est autorisé que pour déposer ou reprendre son véhicule. Toute personne accédant au parking est tenue au respect du présent règlement.

§3. Le parking est accessible 24h/24 et 7 jours/7, sauf si d'autres dispositions s'appliquent. Le gestionnaire se réserve le droit de fixer et de publier les heures d'ouverture et de fermeture du parking.

§4. L'accès peut être refusé à un véhicule qui ne peut pas être garé sur un emplacement ordinaire en raison de ses dimensions.

§5. Les voitures munies de chaînes à neige ou de pneus à clous sont interdites d'accès. En cas de non-respect de cette interdiction, les dommages causés par ce type de véhicule seront facturés à la partie en faute.

§6. En cas d'abonnement au parking, la Ville de Namur délivre une carte d'accès. Cette carte commande l'ouverture des barrières tant à l'entrée qu'à la sortie.

Toute perte ou détérioration de la carte devra être signalée au gestionnaire. Le remplacement de celle-ci se fera aux conditions prévues dans le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo en vigueur.

Tout abonné ou abonnée qui ne possédera pas sa carte d'abonnement, tant à l'entrée, qu'à la sortie, sera considéré comme un client de passage et sera astreint au paiement de son parking conformément au règlement redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo en vigueur.

Art. 8 Parking avec contrôle d'accès

§1. L'accès au parking est formellement interdit à toute personne non-titulaire d'un titre de stationnement valable.

§2. Par titre de stationnement valable, on entend le titre qui donne droit à l'utilisation d'un emplacement de parking pour une durée déterminée.

§3 Tout usage irrégulier du titre de stationnement est enregistré dans le système de contrôle. L'utilisation abusive d'un titre de stationnement sera sanctionnée (voir Art.5 §7).

Art. 9 Tarifs

§1. L'accès du parking est subordonné au paiement du coût du stationnement tel que défini dans le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Namur Expo en vigueur. Ce règlement est affiché sur le local des gardiens et consultable sur le site de la Ville de Namur.

§2. Les personnes exerçant un emploi dans un établissement ou une entreprise du centre-ville (Corbeille) peuvent souscrire, en fonction des disponibilités, un abonnement annuel qui peut être suspendu lors de manifestations ou expositions.

Pour disposer de cet abonnement, elles doivent fournir une attestation de leur employeur stipulant que la personne ne dispose d'aucun emplacement de parking au sein de l'entreprise.

§3. Les riverains du parking Namur-Expo peuvent souscrire, en fonction des disponibilités, un abonnement annuel qui peut être suspendu lors de manifestations ou expositions.

Cet abonnement est uniquement accessible à toute personne physique répondant aux conditions suivantes:

- apporter la preuve qu'elle a sa résidence principale située le long des rues précitées.
- apporter la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'elle en a l'usage permanent.

Par ailleurs, il n'est accordé qu'un seul abonnement par ménage.

§4. Les personnes exerçant un emploi dans un établissement ou une entreprise riverain(e) du parking Namur-Expo peuvent souscrire, en fonction des disponibilités, un abonnement annuel qui peut être suspendu lors de manifestations ou expositions et bénéficier des navettes vers le centre- ville.

Pour disposer de cet abonnement, les personnes doivent fournir une attestation de leur employeur stipulant que le demandeur ne dispose d'aucun emplacement de parking au sein de l'entreprise.

§5. Les personnes domiciliées dans le centre-ville (Corbeille) peuvent souscrire, en fonction des disponibilités, un abonnement annuel qui peut être suspendu lors de manifestations ou expositions.

Cet abonnement sera distribué en priorité aux habitants du piétonnier ou des zones en travaux en vue de l'extension du piétonnier et ce dans les limites des disponibilités.

Cet abonnement est uniquement accessible à toute personne physique répondant aux conditions suivantes:

- apporter la preuve de domiciliation dans la Corbeille;
- fournir une composition de ménage;
- fournir la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'elle/il en a l'usage permanent.

§6. Les étudiantes et étudiants inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur de Namur et Salzinnes, en fonction des disponibilités, un abonnement annuel qui peut être suspendu lors de manifestations ou expositions.

Pour disposer de cet abonnement, l'étudiante ou l'étudiant doit fournir:

- une attestation de fréquentation scolaire;
- apporter la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'elle/il en a l'usage permanent.

§7. Les exposants peuvent bénéficier d'un tarif promotionnel par journée permettant l'accès libre au parking (nombre d'entrées et sorties illimité).

Pour autant que la capacité du parking le permette ou pour des raisons de sécurité, l'accès gratuit aux exposants durant les périodes de montages et démontages avec un maximum de 5 jours par événement est accordé.

En tout temps, l'accès des véhicules est interdit sur l'esplanade. Le Collège peut autoriser la pose temporaire de structures en rapport avec un salon spécifique.

§8. La tarification des abonnements est établie en tenant compte de l'inaccessibilité du parking lors de certains salons, à concurrence de maximum 40 jours ouvrables répartis dans l'année.

§9. Le gestionnaire se réserve le droit de mettre fin à l'abonnement moyennant préavis d'un mois à dater de la notification et sans indemnité quelconque.

§10. Les abonnements sont délivrés par la Ville, à titre personnel, uniquement sur un badge classique.

Art. 10 Règles d'utilisation du parking

§1. Le code de la route s'applique dans le parking.

§2. La signalisation routière et les indications apposées au niveau de l'accès au parking et dans le parking sont applicables à tous, ainsi que les consignes verbales éventuelles du personnel présent du gestionnaire.

§3. La vitesse maximale autorisée dans le parking est limitée à 10 km/h.

§4. Les véhicules doivent être stationnés sur les emplacements prévus et quitter le parking le plus vite possible après paiement (dans les 15min suivant le passage à la caisse de paiement).

§5. Les véhicules motorisés garés doivent être fermés à clé; les vélos doivent être mis dans les râteliers et doivent être fixés au râtelier au moyen d'un cadenas. Si des arceaux sont prévus pour fixer des vélos cargo et vélos avec remorque, ces vélos doivent être fixés à ces arceaux au moyen d'un cadenas. Les deux roues motorisées doivent aussi être fixées aux arceaux, si prévus.

§6. Il est interdit de stationner des véhicules sans plaque d'immatriculation officielle si ces véhicules doivent légalement être munis d'une plaque d'immatriculation.

§7. Des véhicules motorisés avec remorque ne sont pas autorisés.

§8. A l'exception du véhicule autorisé, aucun autre objet (pneus, remorques, sans distinction limitative) ne peut être placé ou abandonné dans l'enceinte du parking ou sur les emplacements de parking, sauf si explicitement prévu ou autorisé par la Ville de Namur. Le gestionnaire se réserve le droit d'évacuer ces objets et d'en réclamer les frais auprès du contrevenant.

§9. Il est interdit de garer le véhicule en dehors des places prévues ou de telle sorte qu'il gêne la circulation, ou de déposer n'importe quel objet de façon à ce que le passage libre soit entravé.

§10. En cas d'accident ou de panne éventuel(le), le véhicule doit être déplacé aussitôt que possible afin de libérer le passage.

§11. Il est interdit de laisser dans les véhicules en stationnement des personnes et/ou des animaux, ainsi que des objets de valeur, dangereux, nuisibles ou incommodants.

§12. Il est interdit d'exécuter, dans le parking, des travaux de nettoyage, d'entretien ou de réparation sur un véhicule, à moins que ce ne soit explicitement prévu ou autorisé par le gestionnaire.

§13. Il est interdit dans le parking de faire du roller skating, de faire du skate boarding ou d'utiliser n'importe quel autre moyen de transport individuel (Segway, etc.). En outre, il est interdit dans le parking de rouler à vélo ou en trottinette.

§14. Il est interdit de polluer, de détruire ou de causer des dommages au parking.

§15. Il est interdit de distribuer des dépliants ou de faire tout autre type de publicité dans le parking, sauf autorisation préalable du gestionnaire.

§16. La réservation d'emplacement de stationnement via la pose d'un quelconque objet qui empêcherait un autre véhicule de prendre cette place. Dans ce cas, l'objet sera enlevé par le gestionnaire.

§17. La Ville de Namur limite son intervention à la fourniture d'un service et n'assume aucune responsabilité de dépositaire.

Elle décline toute responsabilité, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, du chef de tous dommages tels que, accidents, vols ou dégâts corporels ou matériels, même partiels, qui pourraient survenir dans ses infrastructures.

§18. L'emploi des chaînes anti-neige est strictement interdit.

Tous dégâts causés par l'emploi de celles-ci, malgré l'interdiction, seront portés en compte de la partie en faute.

§19. L'accès au parking n'est possible que pendant les heures d'ouverture de celui-ci.

La Ville de Namur se réserve exclusivement le droit de fixer les heures d'ouverture et de fermeture du parking par voie d'affichage.

L'accès au parking est formellement interdit à toute personne étrangère au service et à toute personne non munie d'un titre de parking.

Art. 11 Immobilisation, déplacement et enlèvement de véhicule

§1. L'usager ou l'usagère reconnaît au gestionnaire le droit de faire déplacer son véhicule si les nécessités de l'exploitation venaient à l'exiger et notamment:

1. s'il n'est pas stationné correctement sur un emplacement de parking;
2. s'il est stationné sur une place dédiée à un usage particulier sans autorisation adéquate (PMR);
3. s'il implique, selon l'avis du gestionnaire, un danger pour les personnes et/ou les biens d'autrui;
4. s'il a été impliqué dans un accident, afin d'effectuer les constatations, et aussi longtemps que nécessaire pour l'enquête;
5. s'il est garé dans le parking sans titre de parking valable conformément à l'article 5, et ce pour quelque raison que ce soit ;
6. si c'est un véhicule qui légalement doit être muni d'une plaque d'immatriculation, mais ne dispose pas de plaque d'immatriculation rendant possible d'identifier et de contacter le conducteur ou la conductrice ou éventuellement la personne propriétaire du véhicule;
7. s'il est laissé dans le parking pendant plus de trois semaines, sans accord préalable écrit du gestionnaire;
8. s'il entrave la sécurité et le bon fonctionnement du parking.

§2. En cas de refus ou d'absence de la personne concernée dans les cas précédents (art. 7§1), le gestionnaire pourra déplacer, faire déplacer ou immobiliser le véhicule à l'intérieur ou à l'extérieur du parking, aux frais et aux risques de l'usager ou de l'usagère et sans préjudice du droit du gestionnaire de réclamer l'indemnisation de son dommage, même en cas de négligence.

Art. 12 Protection des données personnelles

Tout traitement de données à caractère personnel initié par la mise en œuvre du présent règlement est réalisé dans le respect de la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, notamment, le Règlement (UE) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, la Ville de Namur, représentée par le Collège communal, traite les données à caractère personnel collectées dans le respect des prescrits légaux précités.

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement toute personne consent au traitement de ses données à caractère personnel par la Ville de Namur.

Toute demande d'information et/ou d'accès aux données à caractère personnel traitées par la Ville de Namur est à adresser par courriel à l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 13 Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent règlement abroge le règlement général sur l'utilisation du parking Namur Expo adopté par le Conseil communal le 14 octobre 2025.

64. Règlement général d'utilisation du parking P+R Saint-Nicolas: abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement aux points 54 et 63.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le règlement général relatif à la tarification du P+R Saint-Nicolas adopté par le Conseil le 27 mai 2025;

Vu le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas ;

Vu la délibération du Collège communal du 14 avril 2026 mettant fin à la convention entre le Tec et la Ville de Namur concernant le financement des renforts de desserte du P+R de Bouge: cessation et suppression de la gratuité d'accès aux bus pour les abonnés des parkings P+R Saint-Nicolas et Expo ;

Considérant que la Ville de Namur ne peut plus délivrer d'abonnements de bus conjointement aux abonnements du parking et que ceux-ci devront être pris séparément par les abonnés auprès de chaque prestataire de services;

Sur proposition du collège du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1 Champ d'application

§1. Le présent règlement s'applique au P+R Saint-Nicolas situé Avenue Albert 1er à Namur.

Art. 2 Définitions

Pour l'application du présent règlement général, on entend:

§1. Gestionnaire: la Ville de Namur.

§2. Véhicule: voiture, vélo (vélo cargo, vélo remorque, etc.), cyclomoteur, moto.

Art. 3 Généralités et responsabilités

§1. Le simple fait d'accéder au parking, avec ou sans véhicule, implique l'acceptation inconditionnelle des dispositions du présent règlement. Les personnes présentes sur le parking doivent également se conformer à ce règlement.

§2. Le rôle du gestionnaire se limite à la mise à disposition d'emplacement de stationnement. Le gestionnaire ne peut en aucun cas être considéré comme dépositaire, et n'assume en aucune façon d'obligations en matière de gardiennage ou de surveillance. Il n'est également pas responsable des actes commis par des tiers, peu importe que le parking soit surveillé, de jour comme de nuit, ou équipé d'un contrôle d'accès.

§3. Le gestionnaire décline toute responsabilité, en quelque qualité et pour quelque raison que ce soit, pour tout dommage résultant, même partiellement, notamment d'accidents, de vols, de dégradations, d'un incendie ou d'actes de vandalisme, susceptibles d'être occasionnés sur le parking, à moins qu'il ne puisse être démontré que le dommage résulte exclusivement d'une fraude ou d'une faute intentionnelle imputable au gestionnaire.

§4. Toute personne qui contrevient aux dispositions de ce règlement ou ne respecte pas les prescriptions ou directives du gestionnaire, peut être intimée à quitter le parking ou peut être refusée d'accès au parking, sans droit à aucun remboursement ou indemnisation.

Art. 4 Accès au parking Section 1: généralités

§1. L'accès au parking est réservé aux usagers et usagères de celui-ci ainsi qu'à leurs éventuels passagers ou passagères.

§2. L'accès au parking n'est autorisé que pour déposer ou reprendre son véhicule. Toute personne accédant au parking est tenue au respect du présent règlement.

§3. Le parking est accessible 24h/24 et 7 jours/7, sauf si d'autres dispositions s'appliquent. Le gestionnaire se réserve le droit de fixer et de publier les heures d'ouverture et de fermeture du parking.

§4. L'accès peut être refusé à un véhicule qui ne peut pas être garé sur un emplacement ordinaire en raison de ses dimensions.

§5. Les voitures munies de chaînes à neige ou de pneus à clous sont interdites d'accès. En cas de non-respect de cette interdiction, les dommages causés par ce type de véhicule seront facturés à la partie en faute.

§6. En cas d'abonnement au parking, la Ville de Namur délivre une carte d'accès. Cette carte commande l'ouverture des barrières tant à l'entrée qu'à la sortie.

Toute perte ou détérioration de carte devra être signalée au gestionnaire. Le remplacement de celle-ci se fera aux conditions prévues dans le règlement-redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas en vigueur.

Tout abonné ou abonnée qui ne possédera pas sa carte d'abonnement, tant à l'entrée, qu'à la sortie, sera considéré comme un client de passage et sera astreint au paiement de son parking conformément au règlement redevance sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas en vigueur.

Art. 5 Protection des données personnelles

Tout traitement de données à caractère personnel initié par la mise en œuvre du présent règlement est réalisé dans le respect de la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, notamment, le Règlement (UE) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, la Ville de Namur, représentée par le Collège communal, traite les données à caractère personnel collectées dans le respect des prescrits légaux précités.

Dans le cadre de la mise en œuvre du règlement toute personne consent au traitement de ses données à caractère personnel par la Ville de Namur.

Toute demande d'information et/ou d'accès aux données à caractère personnel traitées par la Ville de Namur est à adresser par courriel à l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 6

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Le présent règlement abroge le règlement général sur la tarification du parking P+R Saint-Nicolas adopté par le Conseil communal le 27 mai 2025.

65. Règlement général de covoiturage du personnel communal au parking de l'Hôtel de Ville: adoption

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 65, règlement général de covoiturage, c'est une adoption du règlement du personnel communal au parking de l'Hôtel de Ville.

Monsieur Martin ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Voilà, je voulais remercier Monsieur l'Echevin d'avoir soumis cela à la discussion. J'ai lu avec intérêt et j'ai vu qu'il y avait des questions, des réponses et donc cela sert.

Voilà, merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Quintero.

Mme C. Quintero-Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Oui, alors pour le groupe Ecolo, on trouve que c'est évidemment une excellente idée.

Je voulais savoir si en amont une communication serait faite entre les différents services pour communiquer, pour créer justement des relations entre différentes personnes, qui ne se connaissent pas nécessairement mais qui vivent dans les mêmes localités, pour favoriser justement tout cela. Il existe des plateformes toutes faites. Je voulais en savoir un peu plus sur un plan de communication pour le personnel.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Monsieur Dupuis ?

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Oui, Monsieur Martin, je vous remercie pour votre intervention.

Une petite précision en plus que vous n'avez pas apportée: il y a bien un protocole d'accord unanime de la part des syndicats, malgré les questions, mais elles valaient en effet la peine d'être posée.

Et donc une nouvelle fois, comme c'est indiqué au sein des débats avec les syndicats, je tiens à préciser, et c'est sans reproche aucun, que les services stationnements n'ont pas l'habitude de faire monter des délibérations ou des décisions en passant par les syndicats préalablement.

C'est pour cela que je n'ai pas vu passer cette décision avant auprès des syndicats et il y a eu une confusion puisque ce débat avait en effet eu lieu, partiellement, lors des mesures budgétaires à évoquer avec eux.

Mais c'est une mesure qui est soulignée comme positive.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Je ne suis pas intervenu parce que je l'ai lu, donc oui, naturellement, et j'ai vu en effet que vous aviez été pris à parti lors d'un Conseil communal. Ce n'était pas vraiment le terme, mais je pense que ce qui est important, c'est que la réparation soit faite et que le débat ait eu lieu.

M. J. Lemoine, Echevin:

Merci.

Madame Quintero,

Il y a déjà, à la base je pense, sur l'Intranet, une communication qui a été faite il y a quelques mois ou années sur la favorisation des covoiturages.

Cependant, je prends bonne note de votre réflexion et je proposerai au DRH et aux services de faire une publication complémentaire vers l'Intranet – excusez-moi, il est tard, j'ai chaud – vers l'intranet pour que l'on puisse favoriser les échanges entre notre personnel communal à cet effet et que le covoiturage puisse être accentué.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, Monsieur Lemoine.

Madame Quintero.

Mme C. Quintero-Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Merci beaucoup. On fait souvent des propositions intéressantes et importantes, donc c'est chouette d'être parfois entendus.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Quand elles sont bonnes, on vous écoute. Je plaisante.

Pour le PS, le vote? C'est ok pour tout le monde, j'imagine ? Oui.

Vous aussi ? Parfait.

Merci beaucoup pour cette belle unanimité à cette heure.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le règlement général relatif à l'accès au parking de l'Hôtel de Ville pour le personnel communal ainsi que pour les membres du Collège et du Conseil communal adopté par le Conseil communal le 09 décembre 2025;

Vu la délibération du Collège communal du 17 août 2021 par laquelle il marque son accord sur les prochaines étapes du Plan de Déplacements d'Entreprise (PDE), qui comprend notamment la mise en oeuvre de mesures destinées à favoriser le covoiturage pour le personnel de l'Hôtel de Ville;

Vu la délibération du Collège communal du 26 octobre 2021 par laquelle il marque son accord sur la mise en place d'une phase test de covoiturage, conformément au Plan de Déplacement d'Entreprise (PDE);

Vu le PV du comité particulier de négociation du 22 mai 2026 mentionnant que les délégations syndicales unanimes ont marqué leur accord quant au règlement;

Considérant l'évaluation de la phase test du covoiturage réalisée par le service Mobilité;

Considérant qu'il convient encore actuellement d'offrir des incitants afin de soutenir le projet de covoiturage et qu'une redevance d'accès au parking HDV pourrait décourager les personnes intéressées;

Considérant que le service Gestion du stationnement ne compte à ce jour plus que 2 équipages de covoiturage;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Règlement général de covoiturage du personnel communal au parking de l'Hôtel de Ville

Art. 1

Pour l'application du présent règlement, on entend par:

- Covoiturage: Il y a covoiturage lorsqu'au moins deux membres du personnel communal non domiciliés à la même adresse utilisent ensemble le même véhicule pour leurs déplacements domicile-travail.
- Équipage: Ensemble d'au moins deux membres du personnel communal non domiciliés à la même adresse effectuant leurs déplacements domicile-travail dans le même véhicule.

Art. 2

Un accès au niveau -1 du parking de l'Hôtel de Ville est accordé aux membres du personnel communal pendant les heures de travail par équipage préalablement défini et effectuant du covoiturage. L'accès au parking de l'Hôtel de Ville n'est autorisé que si au moins deux membres de l'équipage se trouvent dans le véhicule à l'arrivée ou au départ.

Art. 3

Les conditions d'accès au covoiturage sont les mêmes que celles définies par le règlement d'accès au personnel communal telles que reprises aux articles 2,4,5 et 6.

Art. 4

L'accès exclusif en covoiturage au parking de l'Hôtel de Ville est soumis au paiement de la redevance prévue par le règlement concernant l'accès au parking Hôtel de Ville par le personnel communal. Le montant sera adapté en fonction du crédit temps choisi pour la carte d'accès sur une base de 150,00€ par an pour 100% (indexable annuellement).

Une carte d'accès au niveau -1 du parking de l'Hôtel de Ville est fournie gratuitement par le service Gestion du Stationnement par équipage.

Art. 5

En cas de travail à temps partiel d'un ou des membres de l'équipage, le temps de stationnement accordé à l'équipage est adapté en fonction des possibilités de covoiturage.

Art. 6

Les emplacements de stationnement de covoiturage destinés au personnel communal non-abonné au parking de l'Hôtel de Ville sont réservés au niveau -1 du parking pour une arrivée entre 7h00 et 9h00. En cas d'inoccupation par le véhicule d'un équipage après 9h00, les emplacements sont remis en stationnement public.

Art. 7

Les équipages doivent obligatoirement stationner leurs véhicules sur les emplacements réservés au covoiturage du personnel communal au niveau -1, à l'exception de l'utilisation en alternance d'une carte d'accès liée à un abonnement au niveau -2 dont disposerait un des membres de l'équipage.

En cas d'équipage mixte, comptant au moins un membre disposant d'un abonnement au niveau -2 du parking de l'Hôtel de Ville, lors de l'utilisation du véhicule de l'abonné au niveau -2, le stationnement doit être effectué au niveau -2. Lors de l'utilisation du véhicule d'un membre de l'équipage sans abonnement au niveau -2, le stationnement doit être effectué sur un emplacement réservé au covoiturage au niveau -1.

Art. 8

Les membres de l'équipage doivent obligatoirement effectuer un des deux déplacements domicile-travail quotidien, arrivée ou départ, en covoiturage : un des deux trajets quotidiens peut être prévu de manière indépendante au sein de l'équipage (retour anticipé, organisation familiale, horaires différents, heures supplémentaires, etc.).

Art. 9

Les équipages doivent se présenter au service Gestion du stationnement afin de signer la convention covoiturage. L'équipage devra fournir les renseignements suivants :

- Coordonnées de chaque membre de l'équipage (Nom, prénom, service, lieu et temps de travail, numéro de téléphone, adresse du domicile et, le cas échéant, permis de conduire des conducteurs).
- Plaque et certificat d'immatriculation des véhicules utilisés.

Art. 10

Des contrôles quotidiens sont réalisés par le service Gestion du Stationnement afin de vérifier l'utilisation en covoiturage des cartes d'accès fournies et le stationnement du véhicule des équipages qui covoiturent sur les emplacements de stationnement réservés à cet effet.

Art. 11

S'agissant de l'attribution d'un accès exclusif en covoiturage au parking de l'Hôtel de Ville, les titres de transport en commun, les indemnités vélo ou l'abonnement P+R dont bénéficient les membres de l'équipage dans le cadre de leurs déplacements domicile-travail sont conservés en prévision des jours sans covoiturage (télétravail, imprévus au sein de l'équipage, congés, maladie, travail à temps partiel…).

Le cas échéant, un contact avec le service Gestion des Traitements (attribution des titres de transports en commun, attribution d'un abonnement de bus couplé au P+R de Bouge à ajouter à l'abonnement TEC, indemnités vélo) ou avec le service Gestion du Stationnement (attribution d'abonnement P+R Saint-Nicolas ou parking Namur Expo) doit être prévu par les membres de l'équipage.

Art. 12

En cas de non-respect du règlement par l'utilisation de la carte destinée au covoiturage par un seul des membres de l'équipage pour accéder au parking de l'Hôtel de Ville, un rappel du règlement sera adressé par mail aux membres de l'équipage. En cas de récidive, l'accès de l'équipage sera désactivé pour une période d'un mois, ensuite pour une période d'un an.

Au-delà de la période de suspension d'un an, les conditions d'obtention seront réexaminées par le service Gestion du Stationnement. Les éventuelles désactivations des cartes d'accès seront notifiées par mail à tous les membres de l'équipage.

Art. 13

Les accès "covoiturage" au parking Hôtel de Ville sont suspendus, de manière temporaire ou permanente, lors de changements de situation empêchant le covoiturage de l'équipage (absence longue durée, mutation vers un site non éligible à un accès au parking de l'Hôtel de Ville, déménagement, démission, licenciement, retraite…).

Art. 14

Tout changement relatif aux membres des équipages constitués (démission, mutation, maladie longue durée, retraite, modification de la composition de l'équipage, réduction du temps de travail, etc.) ou aux véhicules (numéro de plaque, certificat d'immatriculation) doit être signalé dans un délai de 5 jours calendrier au service Gestion du Stationnement en vue de la mise à jour des informations et éventuellement de l'adaptation des accès. Si les changements impactent durablement la possibilité de covoiturer, après examen de la nouvelle situation, l'accès au parking peut être suspendu ou retiré.

Art. 15

Le personnel communal s'inscrivant au projet d'accès exclusif en covoiturage au parking de l'Hôtel de Ville est soumis au respect des articles du règlement parking du personnel abonné pouvant s'appliquer aux covoitureurs, notamment le périmètre d'exclusion, la localisation du lieu de travail, le coût du remplacement de la carte d'accès et les sanctions.

Art. 16

Les éventuelles réclamations sont étudiées par le service Gestion du Stationnement, le cas échéant, en coordination avec les services Mobilité et Gestion des Traitements, avec si nécessaire décision motivée soumise à l'approbation du Collège communal.

Art. 17

Tout traitement de données à caractère personnel initié par la mise en œuvre du présent règlement est réalisé dans le respect de la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, notamment, le Règlement (UE) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, la Ville de Namur traite les données à caractère personnel collectées dans le respect des prescrits légaux précités.

Les données personnelles sont traitées par le Service gestion du stationnement pour toutes les formalités utiles et nécessaires au renouvellement, à la prolongation ou à la modification de sa carte de stationnement.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement toute personne consent au traitement de ses données à caractère personnel par la Ville de Namur.

Toute demande d'information et/ou d'accès aux données à caractère personnel traitées par la Ville de Namur est à adresser par courriel à l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 18

Le présent règlement entre en vigueur dès le jour de sa publication conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

DOMAINE PUBLIC ET SECURITE

66. <u>N947, Dave, rue de Jambes: instauration d'une limitation de vitesse à 50km/h - projet d'arrêté ministériel</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pour les points Domaine Public et Sécurité, 66 et 67, pour la nationale 947 à Dave, est-ce qu'il y a un souhait d'intervention sur ces points ? Non.

Est-ce qu'on peut considérer l'unanimité ? Oui.

Je vous remercie. Un bon en avant.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière dont notamment l'article 3 qui prévoit que le Conseil communal doit rendre un avis sur les projets d'arrêté;

Vu le projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire de police sur la circulation routière relatif à la N947;

Attendu que ce projet vise plus précisément l'instauration d'une limitation de vitesse à maximum 50 km / h, rue de Jambes à Dave, dans sa section comprise entre les bornes kilométriques 5.100 et 5.600;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 13 mars 2026 favorable à l'instauration de cette mesure;

Sur proposition du Collège communal du 14 avril 2026,

Remet un avis favorable sur le projet d'arrêté ministériel susmentionné.

67. <u>N947, Dave, rue de Jambes: instauration d'une limitation de vitesse à 70km/h - projet d'arrêté ministériel</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 66.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière dont notamment l'article 3 qui prévoit que le Conseil communal doit rendre un avis sur les projets d'arrêté;

Vu le projet d'arrêté ministériel portant règlement complémentaire de police sur la circulation routière relatif à la N947;

Attendu que ce projet vise plus précisément l'instauration d'une limitation de vitesse à maximum 70 km/ h, rue de Jambes à Dave, dans sa section comprise entre les bornes kilométriques 4.200 et 5.100;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 13 mars 2026 favorable à l'instauration de cette mesure;

Sur proposition du Collège communal du 14 avril 2026,

Remet un avis favorable sur le projet d'arrêté ministériel susmentionné.

68. Saint-Servais, rue du Nouveau Monde: instauration d'une interdiction de stationner et d'une limitation de tonnage - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Les points 68 à 72, l'abrogation et l'adoption de règlements complémentaires à la Police de la circulation routière.

Des remarques? Vote positif pour tout le monde? Oui?

Merci beaucoup.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté par le Conseil en date du 07 décembre 2021 et relatif à l'instauration d'une limitation d'accès aux véhicules de plus de 10 mètres de long rue du Nouveau Monde à Saint-Servais;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant l'interpellation d'un riverain relative aux difficultés rencontrées au quotidien en raison du passage de véhicules de gros gabarit dans la rue où il réside;

Attendu qu'une limitation de longueur est déjà en vigueur rue du Nouveau Monde à Saint-Servais, sans toutefois permettre de résoudre de manière satisfaisante les nuisances liées à la circulation de véhicules de grand gabarit;

Considérant la configuration des lieux, à savoir une voirie en impasse, présentant une déclivité importante et une étroitesse ne permettant pas aux véhicules concernés d'effectuer des manœuvres de demi-tour, alors même que ceux-ci seraient amenés à y accéder pour assurer une desserte locale;

Considérant que la plupart des véhicules s'y engageant sont contraints d'emprunter le domaine privé du riverain pour rebrousser chemin, lui occasionnant ainsi des désagréments réguliers;

Attendu qu'un espace situé à proximité immédiate de l'habitation concernée pourrait être utilisé à cette fin, pour autant qu'il ne soit pas saturé par le stationnement de véhicules;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale du 17 mars 2026, lequel confirme, d'une part, la nécessité de remplacer la mesure existante par une interdiction d'accès aux véhicules de plus de 3,5 tonnes, cette mesure étant jugée plus appropriée au regard de la configuration des lieux et de l'impossibilité pour ce type de véhicules d'y pénétrer sans provoquer un blocage total de la circulation, et, d'autre part, la nécessité d'interdire le stationnement sur la zone précitée afin d'en garantir l'usage et de permettre aux véhicules de rebrousser chemin;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain réalisée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de Police, du Service Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre des présentes mesures a été jugée opportune et a recueilli un avis favorable unanime des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Abroge, par conséquent, le règlement complémentaire de circulation routière précité, adopté en date du 07 décembre 2021.

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

L'accès à la rue du Nouveau Monde à Saint-Servais est interdit aux conducteurs de véhicules dont la masse en charge dépasse 3,5T à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux C21 "3,5T" complétés par un panneau additionnel portant la mention "excepté desserte locale"

Art. 2

Le stationnement est interdit, rue du Nouveau Monde à Saint-Servais, à hauteur de la zone de retournement.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E1 accompagné d'une flèche vers le haut avec la mention "6m" et ce, conformément au croquis figurant au dossier.

Art. 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

69. Rue des Bourgeois: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 68.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 25 mai 1994 et relatif à l'organisation du stationnement, notamment en épi, rue des Bourgeois à Namur;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 25 mai 1994 et relatif à l'organisation du stationnement, parallèlement à l'axe de la chaussée, rue des Bourgeois à Namur;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 1er mars 1995 et relatif à l'instauration d'un passage pour piétons rue des Bourgeois à Namur;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 13 mars 1996 et relatif à l'instauration d'une interdiction d'arrêt et de stationnement rue des Bourgeois à Namur;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 27 avril 2009 et relatif à la réservation d'une zone de stationnement au profit des cars rue des Bourgeois à Namur;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 15 octobre 2024 et relatif à l'instauration d'une interdiction d'arrêt et de stationnement rue des Bourgeois à Namur;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant l'état actuel de la rue des Bourgeois à Namur, caractérisé par un revêtement fortement dégradé et peu praticable (présence de nombreux nids-de-poule, dégradations importantes, etc.);

Considérant le caractère urgent et imminent des travaux de réfection de ladite voirie;

Considérant qu'il sera profité de ces travaux pour réaménager le stationnement dans la zone, celui-ci s'effectuant actuellement de manière anarchique en l'absence de marquage clair, le revêtement existant ne permettant pas sa réalisation;

Vu le plan établi par le BEVP, faisant suite aux remarques formulées lors du CIM du 12 février 2026 et reprenant l'ensemble des mesures, tant en matière de circulation que de stationnement, appelées à être prochainement mises en œuvre dans la zone;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain effectuée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de police, du service Domaine public et Sécurité, ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de ces mesures a été jugée opportune et a recueilli un avis favorable unanime de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Abroge, par conséquent:

- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 25 mai 1994 et relatif à l'organisation du stationnement, notamment en épi, rue des Bourgeois à Namur;
- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 25 mai 1994 et relatif à l'organisation du stationnement, parallèlement à l'axe de la chaussée, rue des Bourgeois à Namur;
- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 1er mars 1995 et relatif à l'instauration d'un passage pour piétons rue des Bourgeois à Namur;

- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 13 mars 1996 et relatif à l'instauration d'une interdiction d'arrêt et de stationnement rue des Bourgeois à Namur;
- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 27 avril 2009 et relatif à la réservation d'une zone de stationnement au profit des cars rue des Bourgeois à Namur;
- Le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 15 octobre 2024 et relatif à l'instauration d'une interdiction d'arrêt et de stationnement rue des Bourgeois à Namur.

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Des passages pour piétons sont établis rue des Bourgeois à Namur à hauteur:

- de son débouché avec la rue Jean Baptiste Brabant;
- de son débouché avec le Boulevard Cauchy;
- de l'institut Félicien Rops à hauteur de la rue du 4ieme Génie;

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3. de l'A.R. du 1er décembre 1975 ainsi qu'au plan figurant au dossier.

Art. 2

Une bande de stationnement de 2 m au moins de largeur est délimitée rue des Bourgeois à Namur, sur la chaussée parallèlement au trottoir.

La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'article 75.2. de l'A.R. du 1er décembre 1975 ainsi qu'au plan figurant au dossier.

Art. 3

Des emplacements de stationnement sont établis en épi rue des Bourgeois à Namur

La mesure est matérialisée par des marquages de couleur blanche, conformément à l'article 77.5 de l'A.R. du 1er décembre 1975 ainsi qu'au plan figurant au dossier.

Art. 4

Le stationnement est réservé aux autocars sur une longueur de 75 mètres rue des Bourgeois à Namur.

La mesure est matérialisée par des signaux E9d complétés par des flèches de début et de fin de réglementation, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 5

Trois places de stationnement sont réservées aux personnes handicapées rue des Bourgeois à Namur.

La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés du pictogramme des personnes handicapées et d'une flèche de réglementation sur courte distance avec la mention "18 m", conformément au plan figurant au dossier.

Art. 6

Des zones d'évitements striées sont établies, rue des Bourgeois à Namur.

La mesure est matérialisée par les marques parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4. de l'A.R. du 1er décembre 1975 et conformément au plan figurant au dossier.

Art. 7

Un îlot directionnel est établi rue des Bourgeois à Namur.

La mesure est matérialisée par une construction en saillie ou par les marques parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4. de l'A.R. du 1er décembre 1975 et conformément au plan figurant au dossier.

Art. 8

L'arrêt et le stationnement sont interdits rue des Bourgeois à Namur.

La mesure est matérialisée par des signaux E3 complétés des flèches de début et de fin de réglementation, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 9

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

70. <u>Chemin Bérenger: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 68.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 28 mars 2011 et relatif à la création de deux emplacements de stationnement réservés à l'usage des personnes handicapées chemin Bérenger à Namur;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'il y a lieu de mettre un terme au stationnement anarchique constaté sur la placette jouxtant le Parc Attractif Reine Fabiola, sis chemin Bérenger à Namur;

Considérant les difficultés rencontrées par les riverains pour accéder à leurs propriétés et en sortir, en particulier lors des périodes de forte fréquentation du parc précité, en raison du stationnement non réglementé observé sur cette zone;

Vu le rapport établi par le service Mobilité de la zone de police Namur Capitale en date du 15 juillet 2021, préconisant la mise en œuvre d'un marquage adapté afin de clarifier l'organisation du stationnement;

Attendu qu'à la suite d'une visite des lieux effectuée le 15 octobre 2021 en présence de l'Inspection de la Tutelle, du service Mobilité de la Police Namur Capitale ainsi que du service Domaine public et Sécurité, un avis favorable a été émis quant à l'instauration de cette mesure;

Considérant que les aménagements réalisés à ce jour ne permettent toutefois pas de résoudre totalement la problématique, laquelle subsiste, bien que dans une moindre mesure;

Considérant qu'à l'issue d'une seconde visite de terrain effectuée le 27 mai 2026, en présence des représentants des services de police, des services Domaine public et Sécurité, Voirie ainsi que du Bureau d'Études des Voies Publiques de la Ville, il a été décidé de procéder à un réaménagement plus lisible et structuré de la zone, comprenant notamment l'installation de nouveaux dispositifs physiques, la délimitation de nouveaux emplacements de stationnement et le renforcement visuel des emplacements existants;

Vu le nouveau plan d'aménagement établi par le Bureau d'Études en ce sens;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Abroge le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 28 mars 2011 et relatif à la création de deux emplacements de stationnement réservés à l'usage des personnes handicapées chemin Bérenger à Namur.

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Le stationnement est organisé chemin Bérenger à Namur sur la placette jouxtant le Parc Attractif Reine Fabiola.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E9a et par l'aménagement (délimitation des cases de stationnement) approprié, le tout, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 2

Le stationnement des véhicules est interdit chemin de Bérenger à Namur, sur une partie de la placette jouxtant le Parc Attractif Reine Fabiola.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E1 complété par une flèche montante, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 3

Deux emplacements de stationnement sont réservés à l'usage des personnes handicapées chemin Bérenger à Namur, à proximité immédiate du Parc Attractif Reine Fabiola.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux E9a complétés du sigle "handicapés, placés sur un fût en fond de case.

Art. 4

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

71. Wépion, Chemin du Vieux Port: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 68.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 20 mai 1998 par le Conseil communal et relatif à l'instauration d'une limitation d'accès chemin du Vieux Port à Wépion;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant que le chemin du Vieux Port à Wépion constitue une voirie à caractère local, dont la vocation principale est de desservir les riverains et les activités situées à proximité immédiate et dont la circulation est actuellement fortement restreinte au moyen de diverses signalétiques;

Considérant que ces restrictions, si elles visent légitimement à préserver la sécurité des usagers et la quiétude du quartier, produisent néanmoins, dans leur configuration actuelle, des effets disproportionnés au regard de certaines activités économiques locales;

Considérant que, dans les faits, ces dispositifs portent préjudice à l'exploitation d'un restaurant situé chaussée de Dinant, lequel ne dispose que d'une faible offre de stationnement à cet endroit, sans que sa clientèle puisse actuellement y accéder de manière effective, compromettant ainsi son accessibilité et son bon fonctionnement;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 26 février 2026, préconisant le remplacement des interdictions actuelles par l'instauration d'un régime d'accès limité audit chemin, à l'exception de la desserte locale, mesure permettant de garantir l'accès aux emplacements de stationnement pour la clientèle du restaurant tout en y limitant le trafic de transit;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain effectuée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de police, du service du Domaine public et de la Sécurité, ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de cette mesure a été jugée opportune, adéquate et proportionnée aux objectifs poursuivis, et a recueilli un avis favorable unanime de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Abroge le règlement complémentaire de circulation routière précité et adopté en date du 20 mai 1998.

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

L'accès au chemin du Vieux Port à Wépion est interdit à tout conducteur, à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par l'apposition d'un signal C3 complété par un additionnel portant la mention "excepté desserte locale".

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

72. Vedrin, rue de l'Yser: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - abrogation et adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 68.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 2 mai 2011 et relatif à l'instauration de poches de stationnement rue de l'Yser à Vedrin;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la présence de marquages au sol dans la rue de l'Yser à Vedrin, destinés à organiser le stationnement en voirie, et dont la visibilité est désormais insuffisante;

Considérant qu'il a été décidé de profiter de la réfection de ces marquages pour en revoir l'implantation, la configuration actuelle résultant d'une mesure provisoire mise en place afin d'éviter, de manière temporaire, le passage de véhicules à proximité immédiate d'une habitation riveraine, en vue de limiter les nuisances vibratoires constatées;

Considérant que divers travaux ont depuis lors été réalisés au niveau des dalles en béton afin de remédier au problème précité, lequel est résolu depuis plusieurs années;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de revoir l'organisation du stationnement dans ladite rue;

Considérant que les services de police ont étudié une nouvelle implantation des zones de stationnement, visant à optimiser le nombre d'emplacements disponibles tout en y garantissant le passage des bus;

Vu le plan établi par le BEVP, validé par le service Mobilité de la Police Namur Capitale, prévoyant notamment un espacement minimal de 30 mètres entre les zones de stationnement, ainsi qu'une alternance de celles-ci afin d'en améliorer l'efficacité et de faciliter la circulation des bus;

Considérant que l'étude a démontré l'impossibilité d'inverser le stationnement en raison de la présence de nombreux accès carrossables du côté opposé de la voirie;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain effectuée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de police, du service du Domaine public et Sécurité, ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de cette mesure a été jugée opportune, adéquate et proportionnée aux objectifs poursuivis, et a recueilli un avis favorable unanime de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Abroge le règlement complémentaire de circulation routière précité.

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Une bande de stationnement de 2 mètres au moins de largeur est délimitée sur la chaussée, parallèlement au trottoir, dans la section de la rue de l'Yser à Vedrin, comprise entre ses immeubles n°s 20 à 54.

La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 et au plan figurant au dossier.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

73. <u>Erpent, rues des Jacinthes, des Baseilles, des Quatre Saisons, clos des Baies Sauvages et des Angéliques des Prés: zone 30, réorganisation du stationnement et création d'un passage pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Les points 73 à 86, est-ce qu'il y a des remarques sur ces points ? Est-ce que le vote est idem ? Oui.

Merci beaucoup.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la sécurité des déplacements piétons rue des Jacinthes à Erpent;

Attendu qu'un nouveau cheminement piéton sera prochainement aménagé à cet endroit afin de renforcer la sécurité et le confort des usagers faibles;

Vu le plan établi par le BEVP proposant de compléter cet aménagement par la création d'une traversée piétonne destinée à assurer la continuité des nouveaux cheminements, ainsi que par une réorganisation du stationnement au moyen de zones spécifiquement affectées à cet usage;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain organisée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de Police, du service Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de ces aménagements a été jugée opportune et a recueilli un avis favorable unanime des services concernés;

Considérant qu'à l'occasion de cette visite, il a également été constaté l'existence d'une zone limitée à 30 km/h couvrant cet endroit ainsi que plusieurs voiries du quartier;

Considérant que, bien que cette limitation soit actuellement matérialisée sur le terrain par une signalisation adéquate, les vérifications effectuées ont révélé qu'elle ne fait à ce jour l'objet d'aucune réglementation formelle;

Considérant qu'il y a dès lors lieu de profiter de l'adoption des présentes mesures afin de régulariser la signalisation existante;

Vu l'avis technique préalable favorable rendu par la Tutelle en ce sens;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Des bandes de stationnement de 2 mètres au moins de largeur sont délimitées sur la chaussée, parallèlement au trottoir rue des Jacinthes à Erpent, complétées de zones d'évitements striées en amont et aval de celles-ci.

La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 ainsi que par les marques parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4. de l'A.R. du 1er décembre 1975, le tout, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 2

Un passage pour piétons est délimité rue des Jacinthes à Erpent à hauteur de son débouché avec la rue de Velaine.

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975.

Art. 3

Une zone 30km/h est délimitée à Erpent comme suit :

- Rue des Jacinthes;
- Rue des Baseilles;
- Clos des Angéliques des Prés;
- Clos des Baies Sauvages;
- Rue des Quatre Saisons.

La mesure est matérialisée par les signaux F4a et F4b ainsi que les effets de portes existants (coussin rue des Jacinthes et changement de revêtement rue des Baseilles) , conformément au croquis figurant au dossier.

Art. 4

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

74. Flawinne, rue Fernand Cochard: création d'un passage pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la demande introduite par un riverain de la rue Fernand Cochard à Flawinne, visant à améliorer la mobilité dans le quartier par la création d'une traversée piétonne supplémentaire à proximité du rond-point formé avec la rue Joseph Durieux;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale du 03 février 2026, lequel préconise l'instauration d'un passage pour piétons supplémentaire dans la rue concernée, afin de sécuriser le cheminement des usagers et de leur éviter d'emprunter un accotement herbeux, moins praticable que le trottoir situé en vis-à-vis;

Considérant qu'à la suite de la visite de terrain effectuée le 15 avril 2026, en présence de représentants des services de Police, du Service Domaine public et Sécurité, ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de la présente mesure a été jugée opportune et a recueilli un avis favorable unanime des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Un passage pour piétons est délimité rue Fernand Cochard à Flawinne, à hauteur de son immeuble n°70.

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

75. Daussoulx, rues Basse et Del'Grète: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant les plaintes formulées par une riveraine, faisant état d'un trafic important de véhicules dans la rue où elle réside et sollicitant dès lors la mise en place de mesures visant à en améliorer la sécurisation;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale daté du 8 septembre 2025, proposant l'instauration d'une limitation d'accès à la rue Basse à Daussoulx, cette voirie n'ayant pas vocation à accueillir un trafic de transit important, mesure destinée à compléter celle déjà matérialisée sur l'un des tronçons de la rue Del'Grète;

Considérant que, bien que cette seconde mesure soit déjà matérialisée sur le terrain, il ressort des vérifications effectuées qu'elle ne fait actuellement l'objet d'aucune réglementation formelle;

Considérant qu'il y a lieu de profiter de l'instauration de la nouvelle mesure afin de régulariser la signalisation déjà en place;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain organisée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de police, du Service du Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de ces mesures ont été jugées opportunes, adéquates et proportionnées aux objectifs poursuivis, et qu'elles ont recueilli l'avis favorable unanime de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

L'accès à la rue Basse à Daussoulx est interdit à tout conducteur, à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par l'apposition d'un signal C3 complété par un additionnel portant la mention "excepté desserte locale".

Art. 2

L'accès à la section de la rue Del'Grète à Daussoulx comprise entre les rues de la Guillite et de l'Echangeur est interdit à tout conducteur, à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par l'apposition de signaux C3 complétés par un additionnel portant la mention "excepté desserte locale".

Art. 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

76. <u>Temploux, route de Spy: création de passages pour piétons, de zones d'évitement striées et réservation d'un chemin à la circulation des piétons, cyclistes, conducteurs de speed pédélecs et cavaliers - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Vu les plans du Bureau d'Études Voies publiques relatifs à la création d'un cheminement cyclable et piéton, de passages pour piétons, d'une zone d'évitement striée ainsi que d'une traversée cyclable route de Spy à Temploux, lesquels furent validés par le service Mobilité de la Police;

Considérant la demande émanant dudit service, sollicitant la mise en place d'une réglementation préalable, en vue de poursuivre la procédure relative à la réalisation des travaux de marquage afférents;

Attendu que lors d'une réunion sur place tenue le 15 avril 2026 en présence des services Domaine public Sécurité, Mobilité de la Police Namur Capitale et de l'Inspection de la Tutelle, un avis favorable a été émis quant à la réalisation dudit plan, à l'exception de la traversée cyclable, laquelle doit impérativement relier des cheminements cyclables réglementaires pour pouvoir être réalisée;

Vu l'avis technique préalable, défavorable à la réalisation de cette traversée cyclable dans sa configuration actuelle;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Des passages pour piétons sont délimités route de Spy à Temploux.

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 ainsi qu'au plan figurant au dossier.

Art. 2

Le chemin est réservé à la circulation des piétons, cyclistes conducteurs de speed pédélecs et cavaliers route de Spy à Temploux, conformément au plan figurant au dossier.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux F99a et F101a.

Art. 3

Une zone d'évitement striées est matérialisée route de Spy à Temploux.

La mesure est matérialisée par des marques parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 et conformément au plan figurant au dossier.

Art. 4

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

77. Namur et Wépion, rue Marcel Lecomte: création de passages pour piétons - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'il y a lieu d'assurer la sécurisation des déplacements des piétons rue Marcel Lecomte à Wépion et Namur;

Attendu qu'un nouveau cheminement piéton sera prochainement aménagé à cet endroit afin de répondre à cet objectif;

Vu les plans établis par le BEVP, préalablement validés par le service Mobilité de la Police Namur Capitale, proposant de compléter cette mesure par l'aménagement de diverses traversées piétonnes destinées à relier les nouveaux cheminements créés;

Considérant que la mise en œuvre de ces aménagements a été jugée opportune et a également recueilli l'avis favorable l'Inspection de la Tutelle;

Vu l'avis technique préalable rendu en ce sens en date du 22 avril 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Des passages pour piétons sont délimités rue Marcel Lecomte à Namur et Wépion :

- à hauteur de son immeuble n°11;
- à hauteur de son immeuble n°37;
- à une trentaine de mètre de son immeuble n°167;
- à hauteur de son immeuble n°153;
- à hauteur de son immeuble n°179;
- à hauteur de l'immeuble n°185.

La mesure est matérialisée par des bandes de couleur blanche, parallèles à l'axe de la chaussée, conformément à l'article 76.3 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

78. <u>Wépion, chemin de la Caracole: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'une limitation d'accès est déjà en vigueur sur une section du chemin de la Caracole à Wépion, eu égard à l'étroitesse de la voirie, configurée en double sens de circulation et destinée principalement à la desserte locale;

Considérant que cette limitation se justifie également par l'état dégradé de la voirie, afin d'y limiter le trafic de transit;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 13 janvier 2026, établi à la suite d'une demande visant au renforcement de la signalisation existante, concluant que la signalisation actuellement en place est conforme et suffisante, sous réserve de l'adaptation des dimensions d'un signal;

Considérant qu'après analyse, il apparaît qu'aucune mesure réglementaire ne formalise actuellement cette limitation; que, lors de la visite de terrain organisée le 15 avril 2026 en présence des représentants des services de Police, du Service Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la régularisation de la situation a été jugée opportune et a recueilli un avis unanimement favorable des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

L'accès à la section du chemin de la Caracole à Wépion compris entre son immeuble n°76 et la chaussée de Dinant est interdit à tout conducteur, à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par l'apposition de signaux C3 complétés par un additionnel portant la mention "excepté desserte locale".

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

79. <u>Malonne, rue de la Majolique: instauration d'une limitation d'accès - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'une limitation d'accès était précédemment en vigueur sur une section du chemin de la Majolique à Malonne afin d'y limiter le trafic de transit, notamment celui généré par les poids lourds de la société implantée à proximité du carrefour avec la chaussée de Charleroi, lesquels empruntaient abusivement cette voirie, occasionnant des nuisances importantes pour les riverains;

Considérant la demande introduite par les riverains visant à la réinstauration de cette mesure, afin de limiter l'accès à cette section de voirie et d'empêcher le stationnement de véhicules extérieurs au quartier, les habitants concernés ne disposant pas, pour la plupart, d'emplacements privatifs et rencontrant quotidiennement d'importantes difficultés de stationnement en raison de la saturation de la zone par des véhicules étrangers au voisinage;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 21 octobre 2025, établi à la suite de cette demande et émettant un avis favorable à la remise en place de cette mesure;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain organisée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de police, du Service du Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de cette mesure a été jugée opportune, adéquate et proportionnée aux objectifs poursuivis, et qu'elle a recueilli l'avis favorable unanime de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

L'accès à la section de la rue de la Majolique à Malonne comprise entre le Fond de Malonne et la chaussée de Charleroi est interdit à tout conducteur, à l'exception de la desserte locale.

La mesure est matérialisée par l'apposition d'un signal C3 complété par un additionnel portant la mention "excepté desserte locale".

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

80. <u>Rhisnes, rue du Réemploi: réservation d'une zone de stationnement pour les véhicules électriques - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la présence actuelle de deux bornes de recharge pour véhicules électriques, situées rue du Réemploi à Rhisnes;

Considérant que l'implantation de ces bornes semble notamment justifiée par la présence de nombreux immeubles au sein du zoning, et que les emplacements y afférents sont susceptibles de répondre aux besoins des usagers ; que, dans un objectif d'intérêt général, le développement de ce type d'infrastructure apparaît pertinent au regard de l'augmentation du nombre de véhicules électriques;

Vu la délibération du Collège communal du 28 avril 2020, par laquelle il marque son accord de principe quant à leur installation à cet endroit;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale, daté du 10 octobre 2025, lequel ne s'oppose pas au maintien de ces installations, pour autant que la signalisation soit conforme à la réglementation en vigueur;

Considérant que, lors de la visite de terrain réalisée le 15 avril 2026, en présence des représentants de la zone de police, du service Domaine public et Sécurité, ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de la présente mesure a été examinée et approuvée par l'ensemble des services présents;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Le stationnement est réservé à l'usage véhicules électriques ou hybrides électriques, rue du Réemploi à Rhisnes, sur deux emplacements, opposé à ses immeubles n°s 2A et 2B.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E9a complété par un additionnel reproduisant le symbole d'une fiche électrique accompagné d'une flèche vers le haut avec la mention "12m".

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

81. <u>Rue des Souchets: création d'un emplacement de stationnement réservé aux véhicules communaux - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant les difficultés de stationnement rencontrées par les véhicules communaux, et plus particulièrement ceux de la cellule balayage, lesquels ne parviennent pas à trouver des emplacements à proximité de leurs locaux, notamment lors d'événements d'envergure organisés à proximité, tels que ceux se tenant à Namur Expo;

Vu la demande initiale émanant du service de la Propreté publique, tendant à la création d'une zone de stationnement spécifiquement réservée à ces véhicules;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale, en date du 26 février 2026, émettant un avis favorable à cette demande, sous réserve que seuls des véhicules communaux dûment identifiables puissent y stationner;

Attendu qu'à la suite d'une visite des lieux effectuée le 15 avril 2026 en présence de l'Inspecteur de la Tutelle, du service Mobilité de la Police Namur Capitale et du service Domaine public et Sécurité, la mise en œuvre de la mesure a été jugée opportune et a recueilli l'avis favorable de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Le stationnement est autorisé aux véhicules communaux sur un emplacement, rue des Souchets Namur.

La mesure est matérialisée par le placement d'un signal E9a en fond de case dûment complété par un panneau additionnel reprenant la mention "véhicules communaux", conformément au croquis figurant au dossier.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

82. Flawinne, rues Marcel Héron et Leuchère: création d'un îlot directionnel complété d'un sens de circulation - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la demande formulée par un riverain sollicitant la sécurisation du carrefour formé par les rues Leuchère et Marcel Héron à Flawinne;

Attendu qu'il y a lieu de canaliser la trajectoire des véhicules circulant à cet endroit, ceux-ci s'engageant régulièrement dans le carrefour précité à vive allure et empruntant parfois le trottoir, comportement présentant un danger direct pour les piétons;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 9 février 2026, préconisant l'instauration d'un îlot directionnel complété de potelets, afin de réduire la largeur de la voirie, de ralentir les véhicules en approche et d'empêcher les mouvements de croisement des trajectoires au sein du carrefour précité;

Attendu qu'à l'issue de la réunion tenue sur place le 15 avril 2026, en présence des services de Police, du Service Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, les mesures proposées ont été approuvées;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Un îlot directionnel est établi rue Marcel Héron à Flawinne, à hauteur de son débouché avec la rue Leuchère .

La mesure est matérialisée par des marques parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4 du Code de la route et ce, conformément au croquis figurant au dossier.

Art. 2

Il est interdit à tout conducteur de circuler rue Marcel Héron à Flawinne, à hauteur de son débouché avec la rue Leuchère dans le sens repris au croquis figurant au dossier.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux F19 et C1.

Art. 3

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

83. <u>Rue Salzinnes les Moulins: réorganisation du stationnement - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Attendu qu'il convient de mettre un terme au stationnement infractionnel constaté dans le tronçon en zone résidentielle de la rue Salzinnes les Moulins à Namur, de nombreux véhicules s'y stationnant malgré l'absence d'emplacements réglementairement délimités à cet effet;

Considérant, pour rappel, qu'en zone résidentielle, le stationnement des véhicules n'est autorisé que sur les emplacements dûment matérialisés et signalés par le signal réglementaire « P »;

Vu le rapport du service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 7 novembre 2025 préconisant de procéder à un marquage en ce sens, afin de clarifier la situation;

Vu le plan de marquage établi par le BEVP;

Considérant qu'à l'issue de la visite de terrain effectuée le 15 avril 2026, en présence des représentants des services de Police, du service Domaine public et Sécurité ainsi que de l'Inspection de la Tutelle, la mise en œuvre de la présente mesure a été jugée opportune et a recueilli l'avis favorable de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Une bande de stationnement de 2 mètres au moins de largeur et munie de lettres "P" est délimitée sur la chaussée, parallèlement au trottoir rue Salzinnes les Moulins à Namur du côté impair, le long de son immeuble n°5.

Cette bande de stationnement est divisées en cases délimitant les emplacements que doivent occuper les véhicules

La mesure est matérialisée par une large ligne continue de couleur blanche marquant le bord fictif de la chaussée, conformément à l'article 75.2 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 ainsi que des lignes de couleur blanche délimitant les emplacements que doivent occuper les véhicules conformément à l'article 19.4. de l'A.M. du 11 octobre 1976, le tout, conformément au plan figurant au dossier.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

84. Rue Marie Henriette,9: création d'un emplacement pour personnes handicapées - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 03 avril 2001 relatives aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la demande introduite par un responsable de la Mosquée Salam de Namur sollicitant la création d'un emplacement de stationnement réservé aux personnes en situation de handicap à proximité immédiate de son entrée;

Considérant la forte pression de stationnement observée à cet endroit et les difficultés qui en résultent, notamment pour les personnes à mobilité réduite souhaitant accéder audit lieu de culte;

Vu l'avis favorable émis par le service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 24 avril 2026 recommandant la création de cet aménagement;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Un emplacement de stationnement est réservé à l'usage des personnes handicapées rue Marie Henriette à Namur, à hauteur de son immeuble n°9.

La mesure est matérialisée par le signal E9a complété du sigle "handicapés" accompagné d'une flèche vers le haut avec la mention "6m" ainsi que par une délimitation au sol.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

85. <u>Jambes, avenue du Parc d'Amée, 67: création d'un emplacement pour personnes handicapées - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - adoption</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 03 avril 2001 relatives aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant la demande introduite par un riverain aux termes de laquelle il sollicite la création d'un emplacement pour personnes handicapées à proximité de son domicile;

Vu l'avis favorable du service Cohésion sociale en date du 25 septembre 2024;

Vu l'avis favorable du service Mobilité de la Police Namur Capitale en date du 17 mars 2026 préconisant de le créer avenue du Parc d'Amée n°67 à Jambes, le stationnement étant autorisé de ce côté des immeubles;

Sur proposition du Collège communal du 21 avril 2026,

Adopte le règlement suivant:

Art. 1

Un emplacement de stationnement est réservé à l'usage des personnes handicapées avenue du Parc d'Amée n°67 à Jambes.

La mesure est matérialisée par le signal E9a complété du sigle "handicapés" accompagné d'une flèche vers le haut avec la mention "6m" ainsi que par une délimitation au sol.

Art. 2

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

86. Belgrade, rue des Tautîs: marquage axial - règlement complémentaire à la police de la circulation routière - modification

Ce point a été débattu parallèlement au point 73.

Vu l'article 119 de la Nouvelle loi communale;

Vu le Code de la démocratie locale et de la Décentralisation et plus particulièrement les articles L1133-1 et L1133-2;

Vu la loi coordonnée du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière et ses arrêtés d'application;

Vu le décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle d'approbation de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière et ses annexes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2019 portant exécution du décret du 19 décembre 2007 relatif à la tutelle de la Région Wallonne sur les règlements complémentaires relatifs aux voies publiques et à la circulation des transports en commun et modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 08 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs au Service Public de Wallonie;

Vu la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 10 avril 2019 relative aux règlements complémentaires et à la prise en charge de la signalisation;

Vu le règlement complémentaire de circulation routière adopté par le Conseil communal en date du 08 décembre 2020, relatif à l'instauration d'un sens unique et la réalisation de marquages au sol rue des Tautîs à Belgrade;

Attendu que le présent Règlement est soumis à la tutelle d'approbation du Service Public de Wallonie;

Attendu que la mesure concerne la voirie communale;

Considérant les difficultés rencontrées lors du ramassage des déchets par les véhicules du BEP, ceux-ci ne pouvant actuellement accéder aux conteneurs de l'école communale et du centre sportif situés rue des Tautîs à Belgrade sans se mettre en infraction;

Vu le rapport du Service Mobilité de la Police Namur Capitale du 26 février 2026, émettant un avis favorable à la modification du marquage existant afin de permettre aux véhicules concernés d'effectuer leurs manœuvres de giration et de collecte en toute légalité;

Considérant que cette modification consiste à remplacer une partie du marquage axial continu par un marquage axial discontinu;

Attendu qu'à la suite d'une visite des lieux effectuée le 15 avril 2026, en présence de l'Inspecteur de la Tutelle, de représentants du Service Mobilité de la Police Namur Capitale et du Service Domaine public et Sécurité, la mise en œuvre de la présente mesure a été jugée opportune et a recueilli un avis favorable de l'ensemble des services concernés;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Modifie le règlement complémentaire de circulation routière adopté en date du 08 décembre 2020 comme suit:

Art. 1

Il est interdit à tout conducteur de circuler depuis son carrefour avec la voirie menant à la banque FORTIS jusqu'à son carrefour situé à hauteur du centre sportif et dans ce sens.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux C1 et F 19.

Art. 2

Il est interdit à tout conducteur de circuler sur la voirie menant à la banque FORTIS depuis son carrefour situé à hauteur du centre sportif vers et jusqu'à son carrefour avec la rue des Tautîs et dans ce sens.

La mesure est matérialisée par le placement de signaux C 1 et F 19.

Art. 3

La chaussée est divisée en deux bandes de circulation par une ligne blanche continue et discontinue sur son tronçon compris entre son carrefour avec la rue Félicien Deneumoustier et son carrefour avec la voirie menant à la banque FORTIS.

Art. 4

Une zone d'évitement est tracée après son carrefour avec la voirie menant à la banque FORTIS du côté opposé à l'école, laissant une largeur de passage de 3 mètres, sur une longueur de 10 mètres environ.

La mesure est matérialisée par les lignes parallèles obliques de couleur blanche prévues à l'article 77.4 de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975.

Art. 5

Le présent règlement entre en vigueur conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du CDLD. Cette publication aura lieu à l'issue de l'écoulement du délai imparti à l'agent d'approbation pour l'exercice de sa tutelle.

87. Fêtes de Wallonie 2026: mesures d'ordre et de sécurité - ordonnance de police - adoption

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 87, Fêtes de Wallonie, adoption de l'ordonnance de Police. C'est ok pour tout le monde?

Euh, 87, excusez-moi, je commence à devenir dyslexique.

Oui? Merci beaucoup.

Vu les articles 119, 133, al. 2 et 135, §2 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Attendu qu'il y a lieu de prendre des mesures d'ordre et de sécurité à l'occasion de l'organisation et de la tenue des Fêtes de Wallonie qui se dérouleront du jeudi 17 septembre 2026 au lundi 21 septembre 2026;

Attendu que les Fêtes de Wallonie constituent l'une des plus grandes manifestations populaires de Wallonie et l'un des évènements annuels importants se déroulant sur le territoire de la Ville de Namur ;

Attendu que cet évènement se déroule sur une partie délimitée du territoire dont la superficie s'avère limitée ;

Attendu qu'en raison de l'affluence des foules sur un tel espace, durant la période susmentionnée, il importe de veiller à la sécurité des visiteurs ainsi qu'à celle des habitants et au bon maintien de l'ordre public ;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte l'ordonnance de police suivante :

Art. 1 La présente ordonnance a pour champ d'application l'organisation et la tenue des Fêtes de Wallonie qui se dérouleront du jeudi 17 septembre 2026 au lundi 21 septembre 2026 au sein de la « Corbeille » (dont le périmètre est délimité par la Meuse, la Sambre ainsi que par les lignes de chemin de fer Namur – Charleroi et Namur – Dinant) ainsi que sur les sites de la Confluence, de la passerelle de l'Enjambée et du square de la Francophonie.

Art. 2 Toute activité de vente de biens ou services en un lieu qui n'est habituellement pas accessible au public mais qui l'est rendu uniquement à l'occasion des Fêtes de Wallonie est interdite, à l'exception des écoles pour elles-mêmes.

Art. 3 Tout établissement HORECA ou tout débit de boissons occasionnel sera tenu de fermer son négoce au plus tard :

- à 2h la nuit du jeudi 17 septembre 2026 au vendredi 18 septembre 2026;
- à 4h les nuits du vendredi 18 septembre 2026 au samedi 19 septembre 2026 et du samedi 19 septembre 2026 au dimanche 20 septembre 2026;
- à 2h les nuits du dimanche 20 septembre 2026 au lundi 21 septembre 2026 et du lundi 21 septembre 2026 au mardi 22 septembre 2026.

Tout établissement HORECA ou tout débit de boissons occasionnel sera tenu d'arrêter la vente de boissons alcoolisées et de cesser toute diffusion de musique minimum 30 minutes avant la fermeture.

Art. 4 Du jeudi 17 septembre 2026 à 15h au lundi 21 septembre 2026 à 8h, la vente de boissons alcoolisées à partir de 14,8° sera interdite dans tous les établissements non HORECA.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner, sous la responsabilité d'un officier de police administrative, la rédaction d'un procès-verbal et la fermeture immédiate de l'établissement pour une période déterminée.

Art. 5 Du jeudi 17 septembre 2026 à 8h au mardi 22 septembre 2026 à 2h, l'usage de récipients en verre sera interdit pour servir les boissons sur le domaine public. Cependant, les établissements HORECA pourront faire usage de récipients en verre dans le cadre de la consommation de repas assis en terrasse qui se ferait durant les services de midi, entre 11h et 16h, du jeudi 17 septembre au lundi 21 septembre 2026.

Art. 6 Du jeudi 17 septembre 2026 à 8h au mardi 22 septembre 2026 à 2h, la détention sur le domaine public de toute boisson alcoolisée ou non est interdite dans des bouteilles ou récipients en verre, terre cuite ou toute autre matière dont l'usage pourrait être dommageable pour les personnes, les animaux et les biens.

Le non-respect de ces mesures pourra entraîner, sous la responsabilité d'un officier de police administrative, la saisie administrative et la destruction ultérieure des récipients ou bouteilles.

Art. 7 Les services de Police sont chargés de l'exécution de la présente ordonnance dont une expédition sera adressée, pour information, à M. le Gouverneur de la Province, aux greffes des Tribunaux de 1ère Instance et de police intéressés.

Art. 8 Les manquements à la présente ordonnance seront sanctionnés sur pied de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et ses modifications ultérieures.

Art. 9 La présente ordonnance entrera en vigueur dès le jour de sa publication conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

88. Règlement de police fixant la délimitation du périmètre où peuvent être exercées les activités de gardiennage, la durée et l'entreprise de gardiennage exécutant la mission à l'occasion du festival "Les Solidarités": édition 2026

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 88, règlement de Police fixant la délimitation du périmètre où peuvent être exercées les activités de gardiennage. C'est une adoption de règlement.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde également ? Oui? Je vous remercie.

Vu les articles 119, 133, al. 2 et 135 §2 de la Nouvelle Loi Communale;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu la loi du 2 octobre 2017 règlementant la sécurité privée et particulière ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 définissant la manière d'indiquer le début et la fin de la zone de surveillance sur la voie publique, la possibilité de contrôles à la sortie d'une surface commerciale et l'exercice de compétences situationnelles, en exécution de la loi réglementant la sécurité privée et particulière ;

Vu la demande du 29 mai 2026 des organisateurs de l'évènement "Les Solidarités" (édition 2026) sollicitant l'autorisation de mettre en place des activités de gardiennage, à l'occasion du festival "Les Solidarités", aux entrées du périmètre fermé du site Ecolys à 5020 Suarlée;

Considérant que l'autorité communale a pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement suivant :

Art. 1 - Champ d'application

Le présent règlement est applicable du lundi 24 août 2026 à 18h00 au vendredi 11 septembre 2026 à 10h00 dans le périmètre défini à l'article 3.

Art. 2 - Activités de gardiennage autorisées

Sont autorisées, dans les limites du périmètre défini à l'article 3 et pendant la période précitée, les activités de gardiennage relatives aux contrôles d'accès, y compris la fouille des personnes, des sacs et effets personnels. Ces activités ont pour objectif d'assurer la sécurité du public, du personnel, des biens et des infrastructures.

Il est ordonné à la société de gardiennage désignée pour assurer la mission de se conformer aux dispositions légales reprises dans la loi du 2 octobre 2017 sur la sécurité privée et particulière.

Art. 3 - Délimitation du périmètre

Le périmètre concerné par les activités de gardiennage couvre le site Ecolys situé à 5020 Suarlée, délimité par les rues suivantes :

- Avenue d'Ecolys
- Rue du Réemploi
- Rue du Fond du Maréchal
- Rue Marie Curie
- Rue Benjamin Franklin

Il est ordonné à la société de gardiennage désignée de matérialiser le début et la fin de la zone de surveillance sur la voie publique conformément aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2017.

Art. 4 - Société de gardiennage désignée

La société désignée pour effectuer les activités de gardiennage est la société High Security SRL dont le siège social est situé chaussée de Namur, 31 à 1451 Walhain.

Art. 5 - Exécution

Les services de Police sont chargés de l'exécution du présent règlement dont une expédition sera adressée, pour information, à M. le Gouverneur de la Province, aux greffes des Tribunaux de 1ère Instance et de police intéressés.

Art. 6 - Sanctions

Les manquements au présent règlement seront sanctionnés sur pied de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et ses modifications ultérieures.

Art. 7 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication conformément aux articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation.

DEPARTEMENT DES AFFAIRES CIVILES ET SOCIALES

COMMUNICATION

89. Boukè: convention de collaboration 2026

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 89, c'est l'approbation de la convention de collaboration pour Boukè.

Est-ce que c'est ok aussi pour tout le monde ? Oui?

Merci beaucoup.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu les articles L3331-1 à L3331 du CDLD (Décret du 31 janvier 2013 - MB du 14 février 2013) relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions;

Attendu qu'au budget 2026 figure des subsides pour un montant total de 152.000,00 €;

Attendu que la chaîne de télévision régionale namuroise Canal C est devenue Boukè en 2021;

Attendu que la convention conclue entre la Ville et Boukè est arrivée à échéance en 2019 et n'avait pas été renouvelée depuis;

Vu le projet de convention de collaboration à conclure entre la Ville et l'ASBL Boukè (n° d'entreprise 0441.005.550), dont le siège social est établi rue Eugène Thibaut, 1c à 5000 Namur, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029, renouvelable par tacite reconduction pour une période de quatre ans sauf notification par lettre recommandée;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier en référence à l'article L 1124-40 § 1er, 3 et 4 du CDLD;

Vu l'avis de la Directrice financière ff en date du 11 mai 2026;

Sur proposition du Collège communal du 12 mai 2026,

Approuve le projet de convention.

Désigne Mme Laurence Leprince, Directrice générale, laquelle a délégué le pouvoir de signature à [redacted], Cheffe du service Communication et Mme Charlotte Bazelaire, Bourgmestre ff en charge de la Communication, afin de signer ladite convention.

COHESION SOCIALE

90. Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) 2023-2024: prolongation pour l'année 2026 sans modification

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 90, Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, c'est l'approbation de la prolongation du plan pour l'année 2026 sans modification. C'est ok aussi ?

Merci beaucoup.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil rège tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu l'Arrête royal du 17 décembre 2025 portant modification de l'Arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation 2023-2024 des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention 2020-2022 par une prolongation en 2026 des PSSP 2023-2024;

Vu l'Arrêté ministériel du 30 avril 2026 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation relatives aux Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention et aux dispositifs Gardiens de la paix 2026;

Vu la Prevnews 5-2026 du 08 mai 2026 du SPF Intérieur relative à la prolongation des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention (PSSP) pour l'année 2026 précisant les modalités pratiques de soumission du Plan pour l'année 2026;

Attendu que dans la Prevnews 5-2026, mentionne que le Plan pour l'année 2026 doit être introduit au SPF Intérieur, par voie électronique, au plus tard pour le 15 mai 2026 et que le Plan PSSP 2025 sera ensuite adapté par le SPF Intérieur à une convention 2026;

Attendu que suite à la tenue du Comité de Pilotage PSSP du 16 mars 2026, il a été suggéré de prolonger en 2026 le PSSP 2025 sans aucun changement et que le nom de la Bourgmestre faisant fonction, Madame Charlotte Bazelaire, reste inchangé par rapport au Plan 2025,

Sur proposition du Collège communal du 26 mai 2026,

Approuve la prolongation du plan pour l'année 2026 sans modification.

91. Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat - année 2026

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Les points 91 à 94 concernent les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour le Plan Stratégique de Sécurité, le Plan de Cohésion Sociale (PCS), l'article 20 du PCS et les mesures judiciaires alternatives.

Est-ce que quelqu'un souhaite prendre la parole ?

Si pas, est-ce que c'est ok pour tout le monde ? Oui ?

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation et notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu l'Arrête royal du 17 décembre 2025 portant modification de l'Arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation 2023-2024 des Plans Stratégiques de Sécurité et de Prévention 2020-2022 par une prolongation en 2026 des PSSP 2023-2024;

Vu la délibération du Collège communal du 26 mai 2026 validant sous réserve d'approbation par le Conseil communal en sa séance du 23 juin 2026, la prolongation du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) 2023-2024 pour l'année 2026;

Attendu que les associations sont subventionnées en frais de fonctionnement sur fonds propres Ville et que ce subventionnement fait l'objet de conventions financières tacitement renouvelables pour autant que ces dernières restent liées à une convention pédagogique de partenariat;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder à l'actualisation des conventions pédagogiques de partenariats avec les associations mentionnées ci-dessous dans le cadre du PSSP pour l'année 2026;

Vu les projets d'avenants aux conventions pédagogiques de partenariat PSSP 2023-2024 prolongeant ces dernières aux mêmes conditions pour l'année 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- de conclure pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026:
    1. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat PSSP 2023-2024 avec l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur;
    2. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat PSSP 2023-2024 avec l'ASBL PHENIX (n° d'entreprise 0454.810.927), sise chaussée de Dinant, 19-21 à 5000 Namur;
    3. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat PSSP 2023-2024 avec l'ASBL Jambes Social et Culturel, en abrégé JASC (n° d'entreprise 0453.198.747), sise avenue Parc d'Amée, 7 à 5100 Namur (Jambes).
- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS chargée de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour l'année 2026.

92. <u>Plan de Cohésion sociale 2020-2025: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat - année 2026</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 91.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation et notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale;

Vu le décret du 26 juin 2025 modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu sa délibération du 08 décembre 2020 relative à l'approbation des conventions pédagogiques de partenariat pour les actions dans le cadre du Plan de Cohésion sociale 2020-2025;

Vu sa délibération du 29 mars 2022 relative à l'approbation de l'avenant à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches (en abrégé SESAME) pour les actions dans le cadre du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 12 décembre 2023 relative à l'approbation de l'avenant à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL SESAME pour les actions dans le cadre du Plan de Cohésion sociale;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder à l'actualisation des conventions pédagogiques de partenariat avec les associations mentionnées ci-dessous dans le cadre du Plan de Cohésion sociale pour l'année 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- de conclure pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 dans le cadre du Plan de Cohésion sociale:
    1. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Jambes Social et Culturel, en abrégé JASC (n° d'entreprise 0453.198.747), sise avenue Parc d'Amée, 7 à 5100 Namur (Jambes),
    2. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Espace Communautaire Saint-Nicolas, le Cinex, en abrégé Le Cinex (n° d'entreprise 0410.389.974), sise rue Saint-Nicolas, 84 à 5000 Namur,
    3. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur;
- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS chargée de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour l'année 2026.

93. <u>Article 20 du Plan de Cohésion sociale 2020-2025: avenants aux conventions pédagogiques de partenariat – année 2026</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 91.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la décentralisation et notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale;

Vu le décret du 26 juin 2025 modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu sa délibération du 08 décembre 2020 relative à l'approbation des conventions pédagogiques de partenariat pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 05 octobre 2021 relative à l'approbation de la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Concertation-Quartier-Liens-Coordination Saint-Nicolas (en abrégé COQUELICOT) et de l'avenant à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches (en abrégé SESAME) pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 04 octobre 2022 relative à l'approbation de la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Collectif contre les Violences familiales et l'Exclusion (en abrégé CVFE) pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder à l'actualisation des conventions pédagogiques de partenariat avec les associations mentionnées ci-dessous dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale pour l'année 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- de conclure pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale:
    1. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Article 27, en abrégé A27 (n° d'entreprise 0469.754.271), sise rue de la Senne, 81 à 1000 Bruxelles,
    2. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Concertation-Quartier-Liens-Coordination Saint-Nicolas, en abrégé COQUELICOT (n° d'entreprise 0812.071.528), sise rue Saint-Nicolas, 143 à 5000 Namur,
    3. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion, en abrégé CVFE (n° d'entreprise 0418.559.057), sise rue Maghin, 11 à 4000 Liège,
    4. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Namur Entraide Sida et sexuellement transmissibles, en abrégé NES (n° d'entreprise 477.049.145), sise rue des Brasseurs, 23-31 à 5000 Namur;
    5. un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur.
- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS chargée de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour l'année 2026.

94. Mesures Judiciaires Alternatives: avenant à la convention pédagogique de partenariat - année 2026

Ce point a été débattu parallèlement au point 91.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le décret du 1er décembre 2022 modifiant le décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables;

Vu l'Arrêté royal du 16 juin 2022 modifiant l'Arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles des organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires;

Vu l'Arrêté ministériel du 13 septembre 2023 portant exécution de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 mai 2017 portant exécution du décret du 13 octobre 2016 relatif à l'agrément et au subventionnement des partenaires apportant de l'aide aux justiciables;

Vu l'Arrêté ministériel du 13 décembre 2017 portant agrément de l'Administration communale de Namur, en tant que partenaire apportant de l'aide aux justiciables;

Vu sa délibération du 26 mai 2020 relative à l'approbation de la convention pédagogique de partenariat avec l'ASBL Phénix pour l'encadrement des mesures judiciaires alternatives (MJA);

Attendu qu'il y a lieu, dès lors, de procéder à l'actualisation de la convention pédagogique de partenariat avec l'association mentionnée ci-dessous dans le cadre des MJA pour l'année 2026;

Vu le projet d'avenant à la convention pédagogique de partenariat MJA prolongeant cette dernière aux mêmes conditions pour l'année 2026;

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 09 juin 2026,

Décide:

- de conclure pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026 un avenant 2026 à la convention pédagogique de partenariat MJA avec l'ASBL Phénix (n° d'entreprise 0454.810.927), sise chaussée de Dinant, 19-21 à 5000 Namur,
- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS chargée de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer l'avenant à la convention pédagogique de partenariat pour l'année 2026.

95. Rencontres intergénérationnelles des Balances: convention de partenariat

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Les points 95 et 96 concernent tous deux l'approbation de la convention de partenariat avec les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour 26, pour les rencontres intergénérationnelles des Balances et l'ASBL Centre d'Action Interculturelle (CAI).

Est-ce qu'il y a des questions ou des remarques ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Juste à tirer l'attention sur Monsieur Gursever.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Vous partez ?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Non, il sort parce qu'il travaille au CAI.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ah, vous sortez.

Le point 96, ok.

Merci de l'avoir signalé.

Monsieur Martin, vous souhaitiez intervenir malgré tout, non ?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Pas sur ce point-là, non.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok, parfait, merci pour votre vigilance là-dessus.

Donc 95 et 96, c'est unanimité ? Oui?

Merci beaucoup.

Vous pouvez revenir, Monsieur Gursever.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le décret du 27 avril 2017 modifiant le décret du 28 avril 2004 relatif à la reconnaissance et au soutien des écoles de Devoirs;

Vu le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale;

Vu le décret du 25 avril 2024 modifiant le décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 06 juin 2024 modifiant l'Arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2019 portant exécution du décret du 22 novembre 2018 relatif au Plan de Cohésion sociale pour ce qui concerne les matières dont l'exercice a été transféré de la Communauté française;

Vu l'Arrête royal du 17 décembre 2025 portant modification de l'Arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation 2023-2024 des plans stratégiques et de prévention 2020-2022 par une prolongation en 2026 des PSSP 2023-2024;

Attendu que le projet "Rencontres intergénérationnelles des Balances" est un projet mis en place avec l'ASBL le centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (porteur de la convention) en collaboration avec la Ville de Namur (service de Cohésion et Prévention sociales), le CPAS de Namur (Maison de Repos et de Soin d'Harscamp), la Maison des Jeunes des Balances, l'ASBL La Régie de Quartier de Namur.

Attendu qu'il y a lieu de fixer les modalités d'engagement des différentes parties dont l'ASBL le Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation (en abrégé CPCP), ci-après dénommé Citoyenneté & Participation, n° d'entreprise 0409.117.690, dont le siège social est établi avenue des Arts, 50/6 à 1000 Bruxelles, qui assure la coordination générale du projet.

Attendu que pour les partenaires dont la Maison de Quartier des Balances s'engagent collectivement à:

- Mettre à disposition, selon les disponibilités, des locaux nécessaires à la mise en œuvre des activités;
- Mettre à disposition le matériel utile aux animations;
- Assurer, lorsque nécessaire, un complément de goûter;
- Désigner une personne de référence pour le suivi du projet;

- Assurer le suivi et la transmission des comptes rendus;
- Participer aux réunions d'évaluation et de projection du projet intergénérationnelle, plus précisément pour la Maison de Quartier des Balances, assurer un relais avec la Ville de Namur en cas de projet impliquant une compétence de la commune;

Vu la convention de partenariat entre les différentes parties et la Ville;

Sur proposition du Collège communal du 26 mai 2026,

Approuve la convention de partenariat entre les différentes parties et la Ville.

96. ASBL Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur: convention de partenariat

M. R. Gursever se retire sur ce point.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu le Code des Sociétés et des Associations, notamment les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Attendu qu'un crédit de 11.500,00 € est inscrit à l'article 844/332CI-01 libellé "Cotisation Centre d'Action Interculturelle – Province de Namur" du budget prévisionnel de 2026 ;

Vu l'objectif stratégique 14 "Être une Ville qui favorise le vivre-ensemble et lutte contre les discriminations";

Attendu que le Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur promeut toute initiative en vue de favoriser l'intégration sociale et culturelle des personnes immigrées, sans distinction d'opinion philosophique ou politique, de religion, de culture et de nationalité ;

Vu la convention de partenariat à conclure entre la Ville et l'ASBL Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- de conclure la convention de partenariat entre la Ville et l'ASBL Centre d'Action Interculturelle de la Province de Namur (n° d'entreprise 0429.681.789), sise rue Docteur Haibe, 2 à 5002 Namur (Saint-Servais) pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031;
- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales, et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS en charge de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer la convention.

97. Grande précarité et vulnérabilité: conventions de subventionnement entre la Ville et les associations à libellé précis

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 97, Grande précarité, convention de subventionnement entre la Ville et les associations à libellé précis. C'est une décision de conclure les conventions de subventionnement pour la période du 1er janvier 26 au 31 décembre 2031.

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Une observation et une question.

L'observation: dans l'intitulé de la délibération parle de grande précarité. Je pense qu'il est inapproprié de mettre les Fiertés Namuroises dans l'intitulé de Grande précarité. C'est très bien de les soutenir, mais je trouve que, dans l'intitulé, il y a peut-être quelque chose à changer, si je puis me permettre.

Et la question est relative aux moyens qui avaient été octroyés, dans cette même logique, par rapport aux Sauverdias, que je ne retrouve pas. J'insiste, je pense que vous aviez pris une bonne décision d'immuniser toute une série de soutiens financiers aux organismes, qui s'occupent de la grande précarité. Je continue à défendre le point de vue qu'un peu plus de 50.000 euros qui étaient dédiés aux Sauverdias devraient continuer à être dédiés à la Grande précarité. Je n'en vois pas de traces et donc je souhaiterais que vous me donniez une explication sur ce qu'ils sont devenus et ce que vous comptez en faire.

Merci beaucoup.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Madame Klein.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Oui, Monsieur Noël.

Donc effectivement, pour les Fiertés Namuroises...

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Klein, je pense que Monsieur Martin voulait intervenir. Sorry, mais je n'ai pas... Désolé, je vous en prie, Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci, Monsieur le Président.

Mon intervention ne vous étendra sans doute pas, Madame la Présidente, où on est totalement effaré de ce qui nous est présenté aujourd'hui.

Tout simplement parce que certains acteurs ne s'attendaient pas du tout à voir une convention qui était proposée. Ils pensaient en effet que des discussions allaient pouvoir être engagées, concernant des besoins qu'ils ont déjà, par ailleurs, exprimés à de nombreuses reprises.

Les situations des associations dont question ne sont pas nouvelles elles se détériorent puisque, comme vous le savez, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

A côté du dénombrement qui a eu lieu, aujourd'hui on sait qu'en Wallonie, on a 5 SDF pour 1.000 personnes. A Charleroi, 8 pour 1.000 et à Namur 11 pour 1.000.

Ce sont des études qui sont certifiées, on ne les a pas sucées de notre pouce.

Donc la question est de savoir: "Est-ce qu'on parle bien de la même chose? Est-ce qu'on parle bien de l'aide apportée par exemple aux Restos du Coeur pour 20.000 euros en structurel jusqu'en 2031?"

En considérant, par exemple, pour cet exercice-ci, nous avons une perte budgétée de 90.000 euros et par ailleurs une augmentation de fréquentation de 30% supplémentaire du public.

Puisque – je reviens sur les propos de mon collègue – on n'a quand même pas renforcé l'accueil de la grande précarité. Elle a plutôt été déforcée, on a mis un emplâtre sur une jambe de bois pour tenter de trouver des solutions.

Donc ici, la réponse que vous accordez, c'est: "On prend les mains et on recommence jusqu'en 2031". Donc on n'a pas l'impression d'une priorité et d'une attention qui est accordée à ces associations qui offrent un service de première catégorie, de première priorité.

Et donc ici, on a plutôt l'impression de les laisser pour compte alors que la situation se dégrade plutôt sur Namur.

Donc nous vous demandons de bien vouloir faire en sorte que ces conventions puissent être revues assez vite et surtout les montants qui sont associés.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci. Quelqu'un d'autre? Ou je passe la parole maintenant à Madame Klein.

Mme D. Klein, Présidente du CPAS:

Merci Monsieur le Président.

Oui, les Fiertés, c'est vrai que c'était dans le cadre d'un plan qui était plus global, c'était le plan vulnérabilité-précarité. Et c'est vrai qu'on parle de façon un peu en raccourci, oui, ce mot de vulnérabilité mais c'est bien dans ce cadre-là que les Fiertés avaient reçu une subvention, déjà sous l'ancienne législature.

En ce qui concerne les montants, effectivement, ce sont les seules associations qui n'ont pas vu leurs moyens diminuer. En ce qui concerne les Sauverdias, ce qu'on appelle maintenant les Sauverdias bis, cela reste encore une ligne à laquelle on ne touche pas mais on ne sait pas faire une convention puisque cette ligne budgétaire a servi pour organiser un accueil le week-end pendant l'hiver. On sait bien qu'il y aura un autre hiver. C'est toujours une ligne qui est bloquée.

C'est une ligne qui a servi aussi à venir en aide à subventionner une association Li Vî Clotchî qui est vraiment sur le même quartier, qui a vu sa population augmenter et qui n'avait pas bénéficié de ce plan grande précarité.

On a bien entendu la demande des Restos du Coeur, Voilà, je l'ai entendu, on a reçu aussi Li P'tite Buweye. Voilà effectivement, on est bien conscient que la perte des Sauverdias a redistribué un peu ce public-là sur la ville.

On sait aussi, vous savez qu'on travaille activement à un projet de modification de l'accueil d'urgence transitoire pour les sans-abris. Il faut voir cela dans cette globalité.

Cela avance, je ne peux pas vous en dire grand-chose mais le Conseil de l'Action sociale, sait déjà et le Bureau permanent aussi, c'est évidemment, on travaille à huis clos, parce qu'il n'y a rien qui est encore tout à fait formalisé, mais cela fait partie d'une réponse globale qui sera effectivement donnée par rapport à ce problème de grande précarité qui n'est pas, évidemment, spécifique à Namur.

Et d'ailleurs, comme cela, j'ai le plaisir de vous annoncer que la prochaine commission que je vais organiser, je crois, de mémoire, c'est le 24 août. Je vous en dirai un peu plus sur ce projet d'accueil, d'urgence transitoire pour les sans-abris, et que, évidemment, à une commission, tout le monde est toujours bien invité mais j'adresserai vraiment une invitation plus particulièrement aux Chefs de groupe parce que cette commission sera importante parce que nous aurons une Visio avec l'équipe de Terrebonne et on pourra vous dire comment on avance concrètement sur ce projet.

Mais cela ne veut pas dire que j'oublie les demandes spécifiques qui ont été formulées par Li P'tite Buweye et les Sauverdias. Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Klein.

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Je réitère mon propos sur la modification de l'intitulé. Je pense sincèrement que cela vaut la peine d'y réfléchir. Vous avez évoqué, mais sans savoir s'il y a une décision, je vous invite réellement à modifier le titre.

Je suis assez favorable à la vision pluriannuelle dans les conventions qui sont proposées. Je trouve que cela permet au moins aux associations d'y voir clair. Mais je vous assure que le signal que vous devez donner, c'est que ce report de charges lié à la fois à toute une série de contextes extra-communaux, on ne va pas revenir dans le détail par rapport à cela, mais surtout l'arrêt des Sauverdias, fait un report de charges significatif dans toute une série d'autres associations, dont notamment les Restos du Coeur, dont notamment Saint-Vincent de Paul, dont notamment Une Main tendue.

Je vous incite vraiment à ce que ces moyens financiers, les 56.000 euros, cela ne reste pas une ligne qui est figée, mais qu'elle soit réellement accordée pour qu'il puisse y avoir un développement structurel pluriannuel. Cela s'organise et cela s'organise longtemps, plusieurs années à l'avance et pas quelques mois avant le début de l'hiver.

Sincèrement, ces montants-là, je trouve que le signal que vous devriez donner et qui est en cohérence avec les propos que vous avez tenus tout au long de ces derniers mois sur l'immunisation des structures qui travaillent avec la grande précarité, ces moyens-là, vous devez structurellement les investir dans les personnes qui ont la capacité de pouvoir répondre aux besoins des plus fragiles.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Moi, j'ai vraiment du mal à vous suivre sur la méthode.

Cela fait maintenant, depuis plus d'un an, 18 mois que vous êtes au pouvoir, aux manettes. Vous apportez aujourd'hui les nouveaux contrats de gestion mais ils sont inchangés en fait. Vous n'avez rien changé. Vous n'avez pas consulté et même vous les avez laissés dans le vent.

Enfin, s'étonner de savoir que les conventions ont passé. Alors je ne comprends pas. Vous les croisez souvent, ils répondent souvent à vos demandes et vos sollicitations et en réponse, qu'est-ce qu'ils ont? Une convention, on prend les mêmes et on recommence avec le même montant.

Alors que, vous l'avez vous-même avoué, et chiffres à l'appui, leur travail est au moins 30 à 40% plus élevé. Ils le font, pas avec plaisir, mais ils le font avec engagement. Et la réponse de la Ville, c'est merci, très bien. On verra par la suite.

Alors vous nous annoncez un grand projet, cela fait des mois qu'on l'entend, on verra le 24 août, mais c'est très bien, faites-le, mais faites-le sur d'autres moyens. Ici vous avez des enveloppes qui existent, je vous avais déjà aussi demandé sur les reliquats qui existaient de certaines enveloppes qui n'avaient pas été utilisées, de pouvoir les réutiliser au budget pour aider les associations qui avaient pallié justement à ce manque aux Sauverdias, vous n'en avez rien fait.

Aujourd'hui, on doit juste être content de pouvoir dire à ces associations: "Ben voilà vous allez avoir la même chose". C'est vraiment incompréhensible.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

Est-ce qu'on peut passer au vote sur ce point 97?

Pour le PS?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Alors on ne va pas voter contre mais quand même, c'est hallucinant.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui pour le PS.

Pour Ecolo?

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Je ne paraphraserai les propos de Monsieur Martin,

Oui mais.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Même vote que le PS.

Pour le MR, c'est ok.

Pour Les Engagés aussi.

Pour le PTB, c'est ok aussi.

Je vous remercie.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu le Code des Sociétés et des Associations, notamment les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Considérant que des dépenses de transferts en faveur d'associations déterminées figurent au budget ordinaire 2026;

Attendu que les associations reprises ci-dessous mènent une action sociale de première ligne et de qualité vis-à-vis des citoyennes et citoyens de notre commune; et poursuivent également une mission d'intérêt général en matière de développement de la cohésion sociale et d'intégration des publics fragilisés;

Vu les conventions de subventionnement à conclure, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031 entre la Ville de Namur et:

1. l'ASBL Les Fiertés namuroises (n° d'entreprise 0823.118.145), sise rue Eugène Hambursin, 13 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel de 1.250,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;
2. l'ASBL Comptoir social d'alimentation, en abrégé La Fourmi (n° d'entreprise 0454.605.247), sise rue Saint-Nicolas, 82 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel 35.000,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;
3. l'ASBL Resto du Cœur de Namur – Maison de la Solidarité (n° d'entreprise 0434.458.050), sise rue d'Arquet, 3-5 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel de 20.000,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;

4. l'ASBL Société Saint-Vincent de Paul – conseil provincial Namur, en abrégé SVPaul – conseil provincial Namur (n° d'entreprise 0474.200.039), sise avenue de la Marlagne, 127 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel de 33.600,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;
5. l'ASBL Une Main Tendue, en abrégé UMT (n° d'entreprise 0820.745.308), sise rue Piret Pauchet, 57 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel de 45.000,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide:

- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales, et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS en charge de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer les conventions de subventionnement;
- de conclure les conventions de subventionnement reprises ci-dessus pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2031.

98. Grande précarité: contrats de gestion entre la Ville et les associations à libellé précis

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 98: Grande précarité, contrat de gestion entre la Ville et les associations à libellé précis. C'est une décision de conclure les contrats de gestion.

C'est ok? Même vote pour le point 98.

Je vous remercie.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu le Code des Sociétés et des Associations, notamment les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (ci-après CDLD), notamment les articles L1234-1 et suivants relatifs aux asbl communales ainsi que les articles L3331-1 et suivants relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions et les dispositions du Livre IV, de la sixième partie du CDLD, consacrées aux dispositions diverses en matière de Gouvernance et de transparence au sein des organismes locaux et supralocaux;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Considérant que des dépenses de transferts en faveur d'associations déterminées figurent au budget ordinaire 2026;

Attendu que les associations reprises ci-dessous mènent une action sociale de première ligne et de qualité vis-à-vis des citoyennes et citoyens de notre commune; et poursuivent également une mission d'intérêt général en matière de développement de la cohésion sociale et d'intégration des publics fragilisés;

Vu les contrats de gestion à conclure, pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028 entre la Ville de Namur et:

1. l'ASBL Gestion Logement Namur – Agence Immobilière Sociale (n° d'entreprise 0440.644.373), sise place Abbé Joseph André, 4 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel de 50.000,00 € à titre d'aide financière pour les frais de fonctionnement;
2. l'ASBL Espace Communautaire Saint-Loup Saint-Jean Baptiste, en abrégé Escholle dominicale pour les Pauvres (n° d'entreprise 0894.893.096), sise rue Rupplémont, 20 à 5000 Namur, intégrant un subside annuel 70.500,00 € à titre d'aide financière dont 4.000,00 € pour les frais de fonctionnement et 66.500,00 € pour les frais de personnel et de sécurisation nécessaire au fonctionnement du lavoir social/centre d'accueil de jour "Li P'tite Buweye";

Sur proposition du Collège communal en sa séance du 09 juin 2026,

Décide:

- de désigner [redacted], Cheffe de service de la Cohésion et Prévention sociales, et Madame Dorothée Klein, Présidente du CPAS en charge de la Cohésion et Prévention sociales afin de signer les conventions de subventionnement;
- de conclure les contrats de gestion repris ci-dessus pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028.

99. Plan de Cohésion sociale et Article 20, Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, Mesures Judiciaires Alternatives: octroi de subsides 2026

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 99: Plan de Cohésion sociale, mesures judiciaires, accord sur l'octroi des subsides.

Est-ce que c'est le même vote également?

Oui. Merci beaucoup.

Vu l'article L1122-30 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (CDLD) stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu le Code des Sociétés et des Associations, notamment les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des Sociétés et des Associations;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa délibération du 08 décembre 2020 relative à l'approbation des conventions de partenariat pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 08 décembre 2020 relative à l'approbation des conventions financières de partenariat pour les actions dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP), du Plan de Cohésion sociale (PCS) et des Mesures Judiciaires Alternatives (MJA);

Vu sa délibération du 05 octobre 2021 relative à l'approbation de la convention de partenariat avec l'ASBL Coquelicot pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 22 mars 2022 relative à l'approbation de la modification de la convention financière de partenariat entre la Ville et l'ASBL SESAME pour les actions dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité (PSSP) et de Prévention et du Plan de Cohésion sociale (PCS);

Vu sa délibération du 04 octobre 2022 relative à l'approbation de la convention de partenariat avec l'ASBL Collectif contre les Violences familiales et l'Exclusion pour les actions dans le cadre de l'Article 20 du Plan de Cohésion sociale;

Vu sa délibération du 12 décembre 2023 relative à l'approbation des avenants concernant la convention financière de partenariat et la convention pédagogique de l'ASBL SESAME;

Attendu que les avenants aux conventions pédagogiques de partenariat pour l'année 2026 dans le cadre du PCS, Article 20, PSSP et MJA sont soumis à cette même séance;

Attendu qu'à l'article budgétaire 832/332CV-02 du service ordinaire 2026 figure un crédit de 53.530,00 €, intitulé "subside fonctionnement conventions PCS-PSSP";

Attendu qu'à l'article budgétaire 84011/435AR-01 du service ordinaire 2026 figure un crédit de 48.668,40 €, intitulé "Article 20 PCS";

Attendu qu'à l'article budgétaire 832/332P-03 du service ordinaire 2026 figure un crédit de 7.460,00 €, intitulé "subside MJA-Phénix ASBL";

Attendu que le service de Cohésion et Prévention sociales est subventionné par la Wallonie dans le cadre du Plan de Cohésion sociale (PCS) et de l'Article 20, par le Fédéral dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention (PSSP) et dans le cadre des Mesures Judiciaires Alternatives (MJA);

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40 § 1er, 3 et 4 du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff du 08 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Décide d'octroyer un subside de:

1. 1.450,00 € à l'ASBL Espace Communautaire Saint-Nicolas, Le Cinex (n° d'entreprise 0410.389.974) sise rue Saint-Nicolas, 84 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation du PCS;
2. 4.500,00 € à l'ASBL Phénix (n° d'entreprise 0454.810.927) sise chaussée de Dinant, 19-21 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation du PSSP;
3. 5.800,00 € à l'ASBL Jambes Social et Culturel, en abrégé JASC (n° d'entreprise 0453.198.747), sise avenue Parc d'Amée, 7 à 5100 Jambes, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation du PCS et du PSSP;
4. 12.580,00 € à l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation du PCS et du PSSP;

5. 29.200,00 € à l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur, en exécution à l'avenant de la convention conclue le 21 décembre 2023 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation de l'action 3.3.02_A1 du PCS;
6. 12.711,00 € à l'ASBL Centre namurois d'accueil et de soins ambulatoires pour usagers de drogues, personnes toxicodépendantes et proches, en abrégé SESAME (n° d'entreprise 0452.421.955), sise avenue Reine Astrid, 120 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 avril 2022 à titre d'intervention financière pour les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS;
7. 5.386,00 € à l'ASBL Article 27 (n° d'entreprise 0469.754.271), sise rue de la Senne, 81 à 1000 Bruxelles, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS;
8. 15.400,00 € à l'ASBL Namur Entraide Sida et maladies sexuellement transmissibles (n° d'entreprise 0447.049.145), sise rue des Brasseurs, 23-31 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS;
9. 10.171,40 € à l'ASBL Concertation - Quartiers - Liens - Coordination Saint-Nicolas, en abrégé Coquelicot (n° d'entreprise 0812.071.528), sise rue Saint-Nicolas, 143 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 05 octobre 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS;
10. 5.000 € à l'ASBL Collectif contre les Violences familiales et l'Exclusion, en abrégé C.V.F.E. (n° d'entreprise 0418.559.057), sise rue Maghin, 11 à 4000 Liège, en exécution de la convention conclue le 10 octobre 2022 à titre d'intervention financière pour les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS;
11. 7.460,00 € à l'ASBL Phénix (n° d'entreprise 0454.810.927) sise chaussée de Dinant, 19-21 à 5000 Namur, en exécution de la convention conclue le 11 janvier 2021 à titre d'intervention financière pour les frais de fonctionnement liés à la réalisation des MJA;

La dépense pour un montant total de 53.530,00 € (les frais de fonctionnement liés à la réalisation du PCS et du PSSP) sera imputée à l'article budgétaire 832/332CV-02 (PCS-PSSP) du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La dépense pour un montant total de 7.460,00 € (les frais de fonctionnement liés à la réalisation des MJA) sera imputée à l'article budgétaire 832/332P-03 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

La dépense pour un montant total de 48.668,40 € (les frais de personnel et/ou de fonctionnement liés à la réalisation de l'Article 20 du PCS) sera imputée à l'article budgétaire 84011/435AR-01 du budget ordinaire de l'exercice en cours.

Sans préjudice, des dispositions prévues par les différentes conventions, les bénéficiaires de subsides sont tenus de transmettre au DCS - service de Cohésion et Prévention sociales - cellule Appui Transversal, les justificatifs repris ci-dessous:

Les associations devront transmettre:

- des copies de factures qui leur sont adressées et relatives à l'objet de la subvention à hauteur du montant de celle-ci. Elles seront transmises pour le 15 novembre de l'année en cours pour les dépenses des 3 premiers trimestres et pour le 15 janvier de l'année suivante pour les dépenses du 4ème trimestre;

- leur rapport annuel d'activités au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivante;
- dans les quinze jours suivants le dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce et au plus tard dans les sept mois suivant la fin de l'exercice social de l'Association;
- leur bilan et comptes (état des recettes et des dépenses et ses annexes dont un état du patrimoine en cas de comptabilité simplifiée), établis à la date de fin de l'exercice social fonctionnel, approuvés en Assemblée générale et déposés au Greffe du Tribunal de commerce. Ils seront accompagnés des balances des comptes généraux, clients et fournisseurs et le tableau d'amortissement des immobilisés (le livre journal en cas de comptabilité simplifiée) et d'un rapport de gestion et de situation financière comprenant un budget de l'exercice social fonctionnel suivant.

Les bénéficiaires seront invités à faire figurer la mention "avec le soutien de la Ville de Namur" et le logo "Ville de Namur" sur l'ensemble des documents édités pour ceux-ci et à mettre en exergue auprès des médias la participation de la Ville.

Les subventions seront liquidées par versement sur un compte bancaire ouvert au nom des bénéficiaires. Au cas où ce compte n'est pas ouvert au nom du bénéficiaire mais au nom d'un ou plusieurs de ses membres ou d'un tiers, celui-ci adressera à la Ville (Département de Gestion financière) une déclaration de créance autorisant la Ville à verser le montant de la subvention sur le compte bancaire ouvert au nom du(es) titulaire(s) du compte. Le bénéficiaire indiquera également les nom, prénoms, adresse, lieu et date de naissance et fonction des mandataires du compte.

Les articles L3331-3 et 4 du CDLD précisant les documents à joindre au dossier de demande ou les justifications à produire lors de l'octroi d'une subvention, la liquidation de ces subsides ne pourra avoir lieu qu'après la réception des pièces manquantes lors de la demande ou des justifications à produire pour l'utilisation de subsides octroyés précédemment.

Lorsqu'une personne physique ou morale qui bénéficie d'une subvention est redevable envers la Ville de montants dus pour quelque cause que ce soit, la Ville peut opérer de plein droit la compensation prévue par les articles 5:254 et suivants du Code civil, sans que cela ne dispense au paiement des factures et/ou taxes dues dans les délais requis.

Les subventions ne pourront pas être liquidées aux ASBL radiées administrativement pour non-respect du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs, celles-ci devant mettre à jour ledit registre dans les plus brefs délais.

LOGEMENT

100. Pôles locaux du Logement: position de la commune

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 100: Pôles locaux du Logement.

Ce n'est pas un vote, c'est une ratification de la réponse de la Ville au courrier de la Ministre demandant aux communes de transmettre leur position sur la délimitation géographique des futurs pôles.

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur le Président,

Vous n'allez pas me bouder le plaisir. Madame Barzin m'a fait plaisir en mettant le point à l'ordre du jour et vous faites semblant de rien.

Vous ne suivez pas le Conseil?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je regarde toujours là.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Madame Barzin,

Je commencerai par courtoisie en vous remerciant d'avoir mis le point à l'ordre du jour.

Ce qui est proposé ici, c'est un véritable bouleversement au niveau du paysage wallon sur la création de ces pôles locaux du Logement, qui vont devoir voir regrouper, dans un même intérêt, les acteurs essentiels du logement.

C'est pourquoi je vous rappelle que j'aurais aimé qu'on puisse, en effet, aborder cela lors d'une plateforme logement. J'aurais aimé que vous me rassuriez, mais vous allez peut-être le faire, sur des échanges ou des discussions que vous avez sans doute eues ou pas avec les acteurs.

En tout cas, Monsieur Sohier n'est plus là, il est peut-être encore dans la salle et Monsieur Auspert aussi, avec les sociétés de logement, avec l'AIS, avec le CPAS, naturellement, et dans le cadre de la Maison du Logement, j'imagine qu'on est déjà dans une dimension de travail collectif et ensemblier.

Donc l'objectif, c'est de pouvoir justement travailler ensemble sur des solutions à mettre en œuvre concernant cette grande réflexion qui vise à travailler par bassin.

Je dois bien vous avouer que ce qui m'a chagriné, c'est quand j'ai vu que dans la présentation de l'Union des Villes et Communes, il y avait des réunions qui avaient été proposées par la Ministre Neven aux Pouvoirs locaux. Je ne sais pas si vous y aviez été conviés ou pas, si vous avez été sollicités ou pas par le Cabinet directement, avant bien sûr le fameux courrier qu'on a reçu le 18 mai pour pouvoir se prononcer pour le 15 juin.

Et donc je voulais d'abord vous entendre par rapport à cela et je pense en effet que pour ce qu'il nous est demandé ici, même si je n'ai pas moi entendu chacun des opérateurs qui m'apparaît être source d'alimentation par rapport au paysage qui va se transformer, c'est naturellement de pouvoir rejoindre le pôle Grand Namur, qui est chez nous un peu le pôle capital, j'ai envie de dire, sans jeu de mots, mais ce qui est un peu logique.

Donc moi, je regrette qu'on ait loupé cette discussion-là avec les acteurs quand il était encore temps. Alors il n'est pas trop tard, mais il sera temps de pouvoir le faire. Donc je ne sais pas si vous avez programmé ou si vous avez l'opportunité de programmer une plateforme logement avec ce sujet-là et avec, en effet, l'organisation de cette réforme.

Il y a, vous le savez, d'abord les Pôles locaux du Logement et l'agence wallonne de l'Habitation, qui sont deux choses différentes. Comment la Ministre voit-elle la mise en place de cette grande réforme une fois que les pôles seront faits?

Donc moi je voulais vous entendre sur quels sont les échanges que vous avez eus et quelles sont les étapes après que vous comptez mettre en place pour qu'on puisse s'entendre avec tous les opérateurs.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup.

Je vous en prie, Madame Léonard.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Merci Monsieur le Président.

Merci à l'Echevine, Madame Barzin, d'avoir mis ce point puisque j'ai pu comprendre que ce n'était pas une obligation.

Moi, à la lecture de ce document, il y a plusieurs questions qui me sont venues en tête. Déjà, qu'est-ce que cela amène de mieux ou qu'est-ce que cela change par rapport à notre Maison de l'Habitat ici à Namur, qui fait déjà ce qui est préconisé dans cette note.

Donc regrouper les sociétés de logement, l'AIS, enfin voilà, tous les acteurs du logement du Namurois. De ce que j'ai pu lire, c'est qu'il y aurait juste des services supplémentaires par rapport aux primes pour expliquer aux propriétaires auxquelles primes ils pourraient prétendre.

C'est la seule différence que je vois. Mais vu les primes qui diminuent de plus en plus, je me dis que finalement, ce plus n'est peut-être pas un plus. Donc voilà.

On parle énormément de rationalisation dans cette note et cela, cela me fait un peu peur, même beaucoup. Qu'est-ce qu'on entend par là? Qu'est-ce que cela va impliquer? Parce qu'on parle de pôles, effectivement de Grand Namur, mais pas le Grand Namur avec la fusion des communes comme on le connaît.

Le Grand Namur qui est expliqué là, c'est avec 23 communes en dehors de Namur (Andenne, Hastière, Eghezée, Wasseiges), je ne vais pas toutes les citer. Donc on élargit ce territoire. Et donc quand on parle de pôles comme cela, cela veut dire quoi? Est-ce qu'on va avoir des fusions des différentes sociétés de logement? Est-ce que ces fusions vont permettre de préserver l'emploi? Parce que quand on parle de rationalisation, c'est un mot qui, chez moi, éveille en tout cas des risques que cela engendre, des pertes d'emploi.

Si ce n'est pas le cas, pouvez-vous nous confirmer que les emplois vont être vraiment bien maintenus dans chaque service qui va intégrer ces pôles? Et alors, est-ce qu'aussi cette rationalisation va faire en sorte qu'un demandeur namurois va se voir proposer un logement à Beauraing, par exemple? Sinon, je ne vois pas pourquoi on veut élargir comme cela le territoire qui doit être couvert par ce type de services.

Je vous remercie pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Léonard.

Madame Barzin.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Je remercie Monsieur Martin et Madame Léonard pour leurs interventions.

Je vais essayer de répondre aux différentes questions qui ont été posées. On n'a pas fait de plateforme du logement. Traditionnellement, il y en a une par an, vous aviez été invité, au niveau des Conseillers, je m'en rappelle très bien, Monsieur Martin. Traditionnellement, cela se passe plutôt à l'automne, et Monsieur Noël s'en rappelle. C'est plutôt une concertation qui est organisée une fois sur l'année.

Alors on a eu quelques échanges sur le sujet lors du dernier CA de la Maison de l'Habitat. Mais c'est vrai qu'ici, l'avis qui nous est demandé, c'est vraiment celui de la Ville. Donc d'autres structures qui sont reprises dans le pôle, donc on a les AIS, les APL seront consultés aussi par ailleurs.

Et donc, ce qu'on nous demande ici, c'est vraiment l'avis de la commune. Et sur la délimitation territoriale, étant Ville, c'est assez logique qu'on se retrouve au centre d'un pôle. Celles-ci ont été constitués sur base des analyses, des demandes des candidats locataires. C'est le choix qui a été fait par la Région.

Vous avez raison, Monsieur Martin, d'attirer l'attention sur le fait que ce sont des gros changements qui sont en préparation. Il y a deux aspects. Il y a les Pôles locaux du Logement et aussi l'Agence wallonne de l'Habitation qui va regrouper plusieurs structures au niveau régional et qui vont venir aussi en support des différents Pôles locaux du Logement.

Ici, on nous pose la question sur l'aspect territorial, tout en nous ayant précisé que différents éléments étaient encore sujet à concertation et à échange dans le mode de fonctionnement futur des différents pôles.

Il y a la volonté de travailler en bassin, cela a été expliqué, il y a quelques semaines lors d'une réunion qui avait été organisée par la Ministre et son Cabinet. J'avais représenté la Ville en tant qu'Echevine du Logement. C'était une invitation qui avait été envoyée au niveau du Collège avec la demande de désigner un représentant pour la commune concernée.

Et donc voilà, sur l'aspect territorial, étant Ville et étant au centre du bassin, cela paraît plutôt logique qu'on suive cette proposition. La question peut peut-être se poser davantage pour d'autres communes qui sont à la limite du territoire concerné.

Et c'est vrai, vous avez raison de le souligner aussi, Madame Léonard. Ici, même si on l'appelle le grand Namur, ce sont 23 communes dont Namur donc avec parallèlement aux communes, les CPAS. On a aussi maintenant ces 8 sociétés de logement public, 6 AIS, 9 APL, 9 régies de quartier, un guichet d'énergie et 12 guichets de la Société Wallonne de Crédit Social.

De ce que j'ai compris, c'est une réforme de la Région donc que je n'ai pas conçue moi-même, mais j'ai eu l'occasion d'entendre quelques fois des exposés sur le sujet.

L'idée, c'est de favoriser les concertations et les collaborations entre les acteurs du secteur, d'essayer de donner la meilleure information possible aux candidats locataires, qui parfois, c'est vrai que nous à Namur, on a la Maison de l'Habitat, mais dans d'autres communes, il n'y a pas cette structure-là qui permet d'accueillir les personnes qui sont à la recherche d'un logement en un lieu unique.

Et donc pour moi, il y a d'abord dans les objectifs de ce que j'ai entendu, une meilleure communication vis-à-vis des candidats locataires et aussi la volonté de travailler davantage ensemble entre les différents acteurs.

N'étant pas à la Région, ce n'est pas moi qui prendrai les décisions définitivement par rapport à cela, je ne peux pas vous donner d'assurance par rapport à l'emploi parce que c'est un élément qui relève de la Région et pas chez nous.

Par contre, si je reprends un exemple qui est vraiment tout récent et dont on parlait le mois dernier, au départ duquel Monsieur Martin avait demandé qu'on ait un échange sur ce sujet aujourd'hui, on a voté la fusion de la Joie du Foyer et du Foyer namurois lors de l'Assemblée générale extraordinaire sur la présidence de notre collègue, Baudouin Sohier, la semaine dernière.

Et là, cela se fait de manière volontaire, sans avoir le but de toucher à l'emploi, mais d'améliorer la situation de nos locataires, d'essayer de répondre mieux encore aux demandes des candidats locataires et de renforcer les équipes.

Donc fusion ne veut pas dire nécessairement économie et rationalisation et perte en termes de personnel. En tout cas, ce n'est pas le choix qui a été posé au niveau de nos deux sociétés namuroises.

Donc, il y a l'élément de concertation, la meilleure information pour le candidat locataire. Et alors, ce qui était évoqué aussi, ce sont des objectifs et une simplification en termes de financement parce que c'est vrai que les dernières années, on a souvent eu, particulièrement au niveau des SLSP (Sociétés de Logement de Service Public), des appels à projets qui ont été lancés.

Alors c'est évidemment toujours positif quand il y a des financements qui sont proposés, qui sont mis à disposition, mais parfois peu de temps pour réagir et pour préparer des dossiers qui ont toutes les chances alors d'avoir le permis, d'être en ordre sur le plan administratif pour avoir une fine l'accord et le financement.

Donc l'idée ici, c'est de simplifier par rapport à cela et d'avoir plutôt une formule de droit de tirage, comme on la demande plus souvent au niveau de manière générale des Pouvoirs locaux.

La volonté de collaborer avec d'autres acteurs, je pense que c'est positif. Essayer de mieux communiquer encore avec les personnes qui sont en recherche d'un logement, cela me paraît intéressant. Et c'est vrai que nous, on est au centre du territoire proposé. Donc, il y a une certaine logique, comme cela a été dit aussi par Monsieur Martin, étant donné que nous sommes une ville et que forcément il y a pas mal de demandes qui s'adressent aux villes aussi et qu'on a un certain nombre de logements de service public qui se trouvent sur notre territoire.

Donc je ne peux pas préjuger de tout ce qui sera décidé par après, mais j'ai entendu régulièrement, et en tout cas dans toutes les réunions auxquelles j'ai eu l'occasion d'assister sur le sujet, le mot concertation, échange.

Et le mode de fonctionnement futur n'est pas encore déterminé de manière précise et peut encore faire l'objet de concertation. Et donc il y aura encore d'autres avis qui seront rendus indépendamment des communes sur le fonctionnement futur des pôles locaux du logement.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Barzin.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Et juste pour terminer pour Madame Léonard, en fait par rapport aux demandes, excusez-moi Monsieur le Président, la dernière question, en fait c'est le candidat locataire qui choisit les sociétés dans lesquelles il remet une candidature et donc il peut le faire pour 5 ce qui parfois peut susciter aussi quelques confusions au niveau des chiffres aussi et de la demande.

Donc pour le moment, c'est le candidat locataire qui choisit les sociétés dans lesquelles il postule, si je peux le dire ainsi.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci Madame l'Echevine pour vos éléments de réponse.

En fait, ce qui pose problème aujourd'hui dans le modèle, c'est qu'en effet, les acteurs sont consultés ou ont des informations séparément. Il n'y a pas encore en effet beaucoup de dessin sur l'évolution des choses. Il se pose des questions sur le droit de tirage, sur le financement, sur la coordination et la co-construction.

Moi, je pense, sans vouloir m'imposer, vous donner des propositions, mais j'ai envie de le faire quand même de manière constructive, c'est qu'à la rentrée pour la plateforme, ce serait peut-être bien d'avoir quelqu'un du Cabinet, vous avez sans doute des relations mieux que moi au sujet-là, mais qu'on puisse tenir la plateforme sur ce nouveau paysage, avec nos acteurs à nous.

Quand je dis nos acteurs à nous, c'est en tout cas le noyau namurois, en sachant très bien qu'avec le temps, cela va évoluer, puisqu'on va avoir d'autres sociétés de logement, je le sais, d'autres communes qui vont rejoindre le Grand Bassin, qui étaient versées dans d'autres bassins, Charleroi Métropole qui ne comprenait pas du tout pourquoi ils étaient versés dans ces bassins-là.

Et donc, en attendant, je pense qu'il est dans la responsabilité de la Ville et pour la réussite du modèle, de pouvoir avoir un maximum d'éléments rassurants pour réussir ce modèle-là, d'avoir déjà des réponses sur ce droit de tirage.

Est-ce que ce sera la loi du plus fort ou bien est-ce que chaque opérateur va pouvoir garder son identité? Parce qu'en fait, il y a aussi cette question de méfiance à l'égard de la réforme. Est-ce que les appels continueront? Est-ce que les AIS continueront?

Je pense que ce serait important en effet que la Ville reprenne un peu les rênes par rapport à cela et ce moment-là d'échanges puisque c'est naturellement important. Je sais que dans d'autres communes ce moment d'échanges a été précieux donc voilà.

En tout cas si je peux vous le suggérer, je pense que ce ne serait pas inutile.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

Madame Léonard.

Mme V. Léonard, Conseillère communale PTB:

Oui, cela ira très vite. Merci pour toutes ces informations qui étaient bien complètes.

Juste, voilà, faisons attention parce que vous prenez en exemple la fusion ici qui s'est effectivement très bien passée. C'est une fusion sur le même territoire. Ici, quand je vois toutes les communes qui vont s'intégrer dans le pôle, ce n'est pas le même contexte.

Donc voilà, s'ils doivent travailler ensemble, il faut faire attention parce que si on parle de proximité et d'accès au public, pour les informations et qu'on veut remettre tous les mêmes services en même temps, forcément, avec des communes aussi éloignées, la proximité n'est plus là.

Et donc l'accessibilité aux citoyens, pour moi, on la perd. Donc juste soyez vigilants à cela. Je trouve que c'est très important.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Madame Tillieux, je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je voudrais profiter de l'occasion de ce dossier pour quand même faire une remarque. Vous étiez avec moi à la réunion Axes Sud cette semaine et nous avons évoqué les acteurs supracommunaux.

Et il était expliqué. Ici, on est clairement dans une volonté de rationaliser les structures avec une nouvelle définition territoriale qui ne comporte pas les frontières de la province. On est, si vous voyez la belle carte des 14 nouvelles zones, vous voyez la métropole carolo, la métropole liégeoise et puis entre les deux, tout à coup, quelque chose qui se rétrécit, ah ben ce sont les communes namuroises. Alors on appelle cela le Grand Namur, mais en fait, on est en train de raccourcir l'influence de Namur.

Donc je voudrais vraiment faire cette réflexion parce que je crois qu'elle est importante. On a déjà vécu ce genre de situation quand on a déterminé les bassins pour l'emploi et la formation. Souvenez-vous, dans le sud de la province, des communes de l'arrondissement de Philippeville ont été scotchées à Charleroi parce qu'il y avait une plus grande facilité de transport entre ces communes et Charleroi.

Donc il suffit en fait de mettre des liaisons de bus ou autres plus faciles et tout à coup, les territoires se structurent complètement directement. C'est important. Pourquoi? Parce qu'ici, on parle de 23 communes. Or, notre province, elle en compte 38. Donc, il y a une série de communes. On prend Héron, à l'inverse mais bon, Héron, petite commune liégeoise. Mais on perd, mon collègue vient d'en parler, des communes comme Sambreville, Jemeppe, Fosses, je pense, Mettet.

Donc, on a des communes avec lesquelles on a l'habitude de travailler, qui ont l'habitude de fréquenter notre université, par exemple, etc. ou bien l'emploi sur Namur avec les Administrations, etc.

Et là, tout à coup, on est en train de déstructurer cette organisation territoriale. Pourquoi? Pour le logement. Mais le logement, c'est la base dans l'activité d'une ville, dans la réalité des villes. C'est vraiment ce qui structure, en fait, la réalité des villes et communes. C'est la question du logement. Comment on est organisé? A quel service on a accès? Et pourquoi on s'implante plutôt ici que là-bas?

Et donc, je voudrais attirer l'attention sur ce dossier. On est évidemment aux prémices et on peut encore faire des remarques mais je profite de l'opportunité pour attirer l'attention là-dessus parce que ce n'est pas fini.

Le Ministre de l'Emploi est en train de revoir aussi la structuration avec des points de contact locaux. On est en train de revoir au niveau enseignement, la structuration. Et donc, ce que je crains, avec aussi la perspective de la disparition des Provinces ou pas, mais en tout cas, on parle d'une réforme des Provinces également, de voir finalement que notre territoire namurois va perdre en influence, en enseignement, en logement, en emploi, en formation.

Le secteur hospitalier est aussi en question aujourd'hui avec l'avenir de Mont-Godinne, de sa future implantation, du fait de garder ou pas un niveau universitaire, ce qui n'est pas rien pour l'université, parce qu'ils travaillent en lien et en connexion par rapport aux médecins, par rapport à la recherche scientifique, par rapport à des dossiers de doctorat, etc.

Donc tout cela fait sens sur le territoire namurois. Attention, attention de détricoter ce qui structure notre ville et tout l'aura aux alentours. Voilà. Je voulais vraiment faire ce point d'attention, attirer l'ensemble du Conseil sur ce dossier.

Il n'est pas neutre et je pense que Namur doit être consciente du rayonnement que l'on a aujourd'hui et de ce qu'on risque de perdre demain par de telles structurations qui sont imposées par des statistiques à droite à gauche.

Quand je vois qu'on prend comme critère, par exemple, le choix dans les bases de données des candidats au logement, des sociétés de logement, ils font des choix par rapport à un logement qu'on pourrait leur donner mais peut-être pas par rapport à un bassin de vie dans lequel ils ont envie de vivre.

Enfin, je veux dire, cela n'a pas été au départ la norme. On utilise de nouveau un critère qui n'a pas été spécifiquement désigné en disant, attention parce que demain, cela va être la zone de rayonnement du logement. Ce n'était pas cela la base. La base, c'est de manière individuelle, où est-ce que j'ai envie d'aller dans une société de logement? C'est peut-être parce que j'aime bien Arthur ou Jacques, mais pas du tout parce que j'aime le bassin dans lequel je vais vivre.

Donc attention aux critères qui sont utilisés aujourd'hui qui n'étaient pas ceux, au départ, destinés pour cela et attention aussi au détricotage de notre territoire.

Voilà, je ferme la parenthèse et je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame l'Echevine souhaite intervenir.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Je sais qu'il est tard mais je voulais juste répondre brièvement à Madame Tillieux.

Donc comme je le disais, les communes qui ne sont pas reprises actuellement dans le bassin Grand Namur peuvent transmettre une délibération pour faire part de leur souhait de changer de territoire.

Et donc Baudouin Sohier évoquait avec moi hier et on savait déjà depuis quelques semaines que la commune de Fosses-la-Ville souhaitait nous rejoindre. Elle avait l'habitude de travailler aussi au sein de nos SLSP. Et donc, d'autres peuvent le faire.

Et donc, quand on est, évidemment, ayant une position centrale et étant ville, je pense que c'est assez logique. C'est un bassin Grand Namur. Pour nous, le choix n'est pas très compliqué sur l'aspect territorial. On s'entend bien.

Mais donc, rien n'empêche d'autres communes que vous avez citées et bien d'autres encore, parce que c'est vrai que la province de Namur compte 38 communes. Si d'autres souhaitent rejoindre le bassin du Grand Namur, c'est possible. J'ai entendu qu'il y avait une ouverture à ce niveau-là. Donc, il faut motiver la demande, pas juste répondre par oui ou par non, je veux changer de bassin, mais il y a des éléments de motivation qui pourraient être mentionnés. Et à plusieurs reprises, j'ai entendu que c'était possible d'avoir des changements par rapport aux bassins, les communes qui allaient le composer.

Alors c'est vrai qu'ici, on ne va pas nécessairement toucher toute la politique du logement directement par ceci, parce qu'il y a différents éléments qui relèvent plus aussi de partenaires privés ou certaines actions qui vont être menées par d'autres acteurs encore.

Donc on est plus au niveau du logement public, l'accompagnement aussi de toutes les personnes qui sont plus en recherche d'un logement mais d'autres aides aussi. Mais c'est vrai que si d'autres veulent nous rejoindre, ils sont évidemment à mon sens les bienvenus.

C'est aussi notre rôle de chef-lieu de province et même de capitale.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

N'hésitez pas dès lors à prendre contact avec ces communes qui font aujourd'hui partie de la province mais qui ne sont pas reprises sur le schéma qui est proposé là. Je pense élémentaire.

Et la deuxième chose, il est quand même indiqué que de cette structuration territoriale sera défini le financement, donc attention, la répartition des financements, donc attention, plus on est important, je pense, mieux ce sera dans les questions de financement.

Bon entendeur.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous passons maintenant au point 101, qui est projet d'école, école en troisième vague, des plans de pilotage, une approbation des projets.

Est-ce que quelqu'un…

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur le Président, sur la ratification, nous marquons notre accord.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

En fait, Monsieur Martin, la proposition avec ratification, cela m'a été mis à un moment où je n'avais pas encore eu le contact avec le Cabinet parce que par rapport au délai, normalement, c'était pour le 15 juin.

Et mon souhait, en fait, c'était de mettre validation par le Conseil. Et il se fait que la dernière version de la délibération que j'avais faite mentionnait cela. Je dois reconnaître que j'étais à l'AIMF le jour où cet élément-là est passé en Collège.

Et donc, on peut l'adapter. On peut mettre valide.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

C'est très bien parce que dans d'autres communes où j'ai un peu de relation, en fait, jeudi, il y a un Conseil communal avec un délai obtenu. Donc, cela m'aurait étonné que vous n'auriez pas obtenu de délai.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Je l'avais dit en commission mais par contre, franchement, mon souhait, c'était de mettre valide.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Symboliquement, on va marquer notre accord sur le Grand Namur. Je pense que c'est en effet important. Et je pense vraiment que sur la question, si vous me permettez, Monsieur le Président, sur la question de la prochaine thématique de la plateforme, cela ne serait pas inutile.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pas de souci, on met valide.

Donc on peut voter, oui pour tout le monde?

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

J'avoue que, autant je soutiens les démarches proclamées, autant ici ,je n'y vois à ce stade-ci pas encore clair. Donc c'est une abstention, plus une forme de réserve qu'un point de vue politique, je dirais.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok.

Oui, oui, pour MR et Engagés et pour le PTB, Ok.

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 stipulant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu la Déclaration de Politique Régionale (DPR) approuvée par le Parlement wallon le 17 juillet 2024, indiquant que:

« (…) la volonté du Gouvernement est de rationaliser le nombre de structures, notamment en (…) et logement (…), et clarifiera leurs missions, en vue de renforcer la qualité des services rendus aux usagers ; d'éviter la dispersion des ressources ; de renforcer l'efficience et la lisibilité des rôles et responsabilités.»

« (…)»

« Lorsque des rationalisations sont nécessaires, le Gouvernement veillera à recomposer des structures administratives entières et cohérentes plutôt qu'éclatées entre diverses entités en fonction des matières traitées et des objectifs à atteindre. Ces restructurations seront envisagées, au cas par cas, en tenant compte des spécificités de chaque organisme.»

« La situation financière du secteur du logement dans son ensemble est à la croisée des chemins. Sans modification substantielle du modèle, c'est sa pérennité même qui est en jeu à moyen terme. Le secteur du logement bénéficie de nombreux atouts, d'une expertise certaine, mais il est trop morcelé. Cela a pour conséquence une dispersion des moyens humains et budgétaires, une couverture territoriale différenciée, plusieurs acteurs faisant la même chose au même endroit et personne à d'autres. Il en résulte un manque de clarté dans les missions de chacun des acteurs aux yeux du public. Une rationalisation est absolument nécessaire.

L'ensemble des services des acteurs locaux du logement seront accessibles au sein de guichets uniques afin de simplifier l'offre en maximalisant, en un seul lieu, tant sur le terrain que de manière digitale, les services liés à une Société de Logement de Service Public (SLSP), une Agence Immobilière Sociale (AIS), une Association de Promotion du Logement (APL), un guichet énergie ou encore un organisme de crédit social décentralisé. L'objectif sera de rassembler l'ensemble des offres de logements ou d'accessibilité au logement afin de répondre plus efficacement aux besoins des candidats locataires, rénovateurs ou acheteurs d'une habitation.

Seront ainsi déterminés des « pôles logement locaux » clairement identifiables pour les citoyens et simplifiant grandement leurs recherches dans toutes les strates du logement et de l'énergie. La proximité sera garantie au travers un maillage complet sur l'ensemble des communes.»

Elle prévoit également qu'« (…) afin d'assurer une prévisibilité essentielle des financements, tant pour les acteurs du logement d'utilité publique que pour le secteur de la construction, le Gouvernement instaurera un droit de tirage pour la construction (tenant compte d'un schéma régional de développement du Logement d'Utilité Publique) et pour l'achat clef-sur-porte auprès d'acteurs privés.»

Vu l'ambition du Gouvernement wallon de mettre en place une réforme de la politique du Logement visant à la structurer de manière plus cohérente, territorialisée et efficace autour de deux axes: la création de l'Agence de l'Habitation et la mise en place des Pôles locaux du Logement;

Vu la note d'orientation relative à la mise en place de l'Agence wallonne de l'Habitation approuvée par le Gouvernement wallon le 24 avril 2025 précisant que:

« Concernant la détermination des pôles locaux du logement souhaitée par la DPR, il est proposé de s'appuyer sur la réflexion scientifique du CEHD dans le cadre de l'étude relative au Schéma de Développement du Logement Public en Wallonie (2025).»

Vu la note d'orientation relative à l'organisation des Pôles Locaux du Logement (PLL) approuvée par le Gouvernement wallon le 4 décembre 2025 décidant, notamment:

- de procéder aux concertations avec les parties prenantes;
- de formuler une proposition d'opérationnalisation par pôle, une fois leurs limites géographiques définies;

Considérant que le Gouvernement wallon envisage la création de 14 pôles locaux du logement cartographiés sur base des travaux du Centre d'Etude en Habitat Durable (CEHD) inscrits au sein du "Schéma de Développement du logement public en Wallonie";

Attendu que l'étude structure le territoire wallon en quatorze bassins d'habitat, et que la ville de Namur est intégrée au bassin dénommé 'Grand Namur' reprenant les 23 communes suivantes: Namur, Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing, Burdinne, Ciney, Dinant, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Héron, Houyet, La Bruyère, Ohey, Onhaye, Profondeville, Wasseiges et Yvoir;

Considérant que ces bassins ont été constitués sur base des besoins des candidats locataires;

Attendu que le pôle "Grand Namur" rassemblerait 86 acteurs locaux dont les 23 communes précitées et leur 23 CPAS, 9 sociétés de logements publics, 6 agences immobilières sociales (AIS), 9 associations de promotion logement (APL), 9 Régies de quartier, 1 guichet énergie et 12 guichets de la société wallonne du crédit social (SWCS);

Considérant que les caractéristiques de ce bassin sont les suivantes:

- Population 2023: 311.723
- Nombre de ménages privés 2023: 138.170
- Nombre moyen de candidatures 2020-2024: 2.646
- Parc des SLSL 2023: 5.625

Considérant que ces pôles constitueraient le relais local de l'Agence;

Considérant que la mise en place de tels pôles locaux permettra de proposer un accueil et un accompagnement plus clair et plus simple du citoyen dans ses démarches et son parcours de recherche de logement, d'information ou d'aide à la rénovation, d'acquisition d'un crédit social, ...;

Considérant qu'une co-construction avec le secteur a été annoncée en ce qui concerne le fonctionnement de ces pôles;

Considérant que ces pôles renforceront la collaboration des acteurs puisque chacun de ces pôles se verra assigner des objectifs dont la mise en pratique et la coordination sera laissée au choix de ces acteurs selon leurs spécificités, leurs enjeux et la capacité d'actions;

Considérant que les objectifs régionaux seront déclinés à l'échelle des pôles, avec des moyens financiers attribués via un droit de tirage par pôle;

Considérant la rencontre, du 13 mars 2026, organisée par la Ministre de l'Energie, du Plan Air-Climat, du Logement et des Aéroports, Cécile Neven, pour le bassin «Grand Namur»;

Considérant le courrier de la Ministre, du 15 mai 2026, demandant aux communes de transmettre leur position sur la délimitation géographique des futurs pôles:

- Soit via un formulaire spécifique mis à disposition, à partir du 20 mai, sur le Guichet des pouvoirs locaux;

- Soit via un autre canal (non défini);

Le formulaire permet à la commune d'indiquer si elle approuve son affectation initiale au sein du pôle proposé ou le cas échéant, de motiver une demande d'adaptation, notamment en matière de rattachement, de fusion, de scission ou de création d'un pôle;

Considérant que les retours sont attendus pour le 15 juin 2026 au plus tard;

Considérant le formulaire permettant à la commune de transmettre sa position officielle concernant son affectation au sein du Pôle Local du Logement dénommé « Grand Namur »;

Considérant que la proposition de position officielle de la Ville par rapport aux questions posées est la suivante:

- Votre commune approuve t'elle son affectation initiale: OUI
- Votre commune souhaite-t-elle proposer la fusion du pôle auquel elle est affectée avec un autre: NON
- Votre commune souhaite-t-elle proposer la scission du pôle auquel elle est affectée ? NON;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Valide la proposition de réponse et la position de la Ville.

DEPARTEMENT EDUCATION CITOYENNE

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL

101. Projets d'école: écoles en troisième vague des plans de pilotage

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Point 101: Projets d'école, troisième vague du plan de pilotage. Est-ce que c'est une approbation?

Oui, Madame Grovonius?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, merci Monsieur le Président.

Je ne vais pas demander à Monsieur l'Echevin de présenter l'ensemble des plans. Juste quelques petites remarques et quelques petites questions toutefois.

Tout d'abord, féliciter les établissements et les équipes pour la réalisation de ces plans et pour le travail qui a été réalisé. Notez aussi qu'il y a quand même beaucoup d'éléments qui sont assez intéressants dans ces plans. Le fait qu'on mette l'accent sur le bien-être, le vivre ensemble, l'autonomie et la participation des élèves.

Plein d'éléments aussi assez, comment dirais-je, actuels peut-être, quand on parle d'école du dehors, de citoyenneté, de gestion des émotions, de médiation, de développement durable, de conseil d'élèves. Bref, autant de notions et de concepts qui sont parlants et qui semblent vraiment être la marque d'une école qui évolue avec son temps.

Toutefois, j'ai quand même quelques questions sur ces plans, un peu de manière générale. Je suis désolée, peut-être que vous l'avez expliqué en commission mais je n'y étais pas. Mais en fait, ce qui m'intéresse, c'est de savoir un peu comment le travail s'est opéré.

Est-ce que chaque école a travaillé de son côté? Est-ce qu'il y a eu des guidelines, par exemple, de la Ville qui leur ont été communiquées? Je sais que c'est des obligations légales donc peut-être qu'ils ont un cadre auxquels ils doivent répondre? Est-ce que la Ville offre un accompagnement aux écoles pour pouvoir réaliser ces plans? Est-ce que les élèves et les parents sont associés à l'élaboration de ces projets?

Sur l'aspect évaluation, je ne retrouve pas beaucoup d'éléments dans ces différents plans. Donc j'aurais voulu savoir s'il y a des éléments de ce qui se fait finalement aujourd'hui qui ont pu être évalués et intégrés. Si oui, à quel moment et où, parce que cela ne se retrouve pas nécessairement dans les plans à l'état actuel. Et quid de l'évaluation de ces plans-là dans trois ans?

Je n'ai pas nécessairement vu énormément d'indicateurs dans ces plans mais de nouveau, ce sont des exercices qui sont quand même un petit peu compliqués et sans accompagnement ou sans mise en commun de ce genre de travail, cela peut paraître un peu fastidieux et compliqué, donc je pourrais tout à fait le comprendre.

Mais donc dans ce cadre-là, quels sont aussi potentiellement les moyens supplémentaires qui pourraient être prévus pour permettre à ces établissements de rencontrer tous ces magnifiques objectifs qui se trouvent dans ces plans? Que ce soit au niveau du personnel ou que ce soit des moyens pour pouvoir développer tous ces beaux projets d'école du dehors, les espaces de parole ou les aménagements des cours.

Comment est-ce que la Ville compte accompagner ces établissements que ce soit pour le volet évaluation mais aussi pour le partage des bonnes pratiques? Parce que cela me semble aussi être un élément essentiel afin aussi d'éviter que chacun travaille dans son coin finalement mais je suis sûre qu'il y a déjà des choses qui existent mais cela peut être bon de le rappeler.

La dernière question que j'aurais, en fait, c'est quand même des éléments qui en disent long sur comment nos écoles communales travaillent et j'aurais voulu savoir quelle communication est organisée autour de ces plans vers un public un peu plus large?

Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Grovonius.

Quelqu'un d'autre souhaite intervenir? Sinon je passe la parole à Monsieur Lemoine.

M. J. Lemoine, Echevin:

Madame Grovonius, je vous remercie pour vos questions qui sont nombreuses et donc pour une partie d'entre elles, je vous avoue que je vous reviendrai par écrit.

Dans la majorité, vous savez que c'est dans le cadre du pacte pour un enseignement d'excellence que ces plans de pilotage sont réalisés. Alors ils sont réalisés par la Direction de l'établissement, mais vous le disiez, c'est parfois complexe et donc avec un appui du Pouvoir Organisateur (PO) qui ne vient généralement pas borner ce plan de pilotage, mais qui vient aider l'établissement.

D'abord à poser des diagnostics, puisque c'est d'abord le but, sur comment cela se déroule dans l'établissement, et puis à poser des balises par la suite sur comment réaliser des objectifs qui sont fixés, à la fois par la Direction de l'école, en consultation évidemment avec les enseignants, et s'il y a un Conseil de participation qui est mis en place, également avec les parents d'élèves qui peuvent participer à ce processus.

Alors ce n'est pas comme dans l'enseignement supérieur ou dans les écoles du secondaire, puisqu'ici les élèves ne participent pas directement à l'établissement de ce plan de pilotage étant trop jeunes. Par contre, il y a parfois mis en place des plans de consultation des élèves plutôt vers la fin des années primaires pour participer à ce plan et aux objectifs de l'établissement.

Il y a une auto-évaluation chaque année de la part de la Direction et des enseignants sur la réalisation des objectifs, également un appui du PO si cela est nécessaire ou de mon Cabinet, ma cheffe de cabinet accompagne parfois aussi les établissements en ce sens.

Mais c'est bien une auto-évaluation, il n'y a pas chaque année évidemment un contrôle qui est effectué par la Fédération Wallonie- Bruxelles ou par le PO, mais c'est une auto-évaluation en la matière.

Vous demandiez comment est-ce qu'on pourrait rendre ce processus global et tourné vers l'extérieur, je pense que sincèrement c'est assez le cas déjà aujourd'hui avec ce processus plutôt participatif au sein des établissements, mais il est vrai que nous pourrons l'élargir.

Je réfléchis, mais je réfléchis tout haut. C'est évidemment à voir avec le Collège communal si nous ne pourrions pas plus globalement, alors pas dans le cadre d'un plan pilotage, mais un plan plus global, établir un Conseil de participation des élèves vers la fin des années primaires dans les idées pour l'amélioration de leur établissement scolaire, mais pas spécialement ou uniquement sur le plan éducatif.

Cela peut également être sur l'adaptation au changement climatique, sur l'adaptation de leur établissement. C'est parfois plein d'idées qui sont assez riches, qui nous reviennent, qui nous reviendraient, pardon.

Donc voilà, plus globalement, je suis tout à fait à même de vous dire que j'aimerais envisager un recours à ce type de processus participatif dans des questions plus globales, mais ici, je pense que les parents, les associations de parents, les enseignants, les Directions sont bien consultées et que le PO permet non pas de les encadrer, mais plutôt de les aider à aborder ces plans de pilotage de manière très sereine et à s'auto-évaluer pour atteindre ses objectifs dans les 3 ans.

Voilà. Pour le reste, je pense que je vous reviendrai par écrit pour ne pas être trop long si cela vous va.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine.

Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, merci pour ces éléments de réponse.

Evidemment, mes questions ne visaient pas à demander qu'il y ait un contrôle accru de la Ville. Je tiens juste à préciser cela.

C'était justement plus dans une optique de voir comment la Ville accompagnait et pouvait soutenir les établissements dans la mise en œuvre de ces beaux projets qui nous ont été présentés.

Mais donc voilà, cette précision étant faite, j'attendrai du coup les éléments supplémentaires que vous me transmettrez par écrit.

D'avance, merci.

M. J. Lemoine, Echevin:

Juste une dernière petite précision, l'actuelle cheffe de service était avant conseillère pédagogique et donc d'autant plus, elle a une approche de terrain sur ces sujets-là et a une approche consultative favorable à ce que les Directions puissent se tourner vers elle en tant que cheffe de service pour évidemment être accompagnée autant que faire se peut.

Et je vous le dis, ma cheffe de Cabinet ayant été elle-même une directrice adjointe dans un établissement scolaire – c'est ce que je souhaitais: avoir quelqu'un de connecté au terrain – peut évidemment accompagner les écoles lorsqu'il y a des difficultés.

Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok pour vous?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, oui, c'est ok pour moi.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Est-ce qu'on peut approuver ce point 101?

Pour le PS? Ah vous êtes là!

Pour Ecolo, pour les MR et Les Engagés, ok. Pour le PTB? c'est ok aussi. Merci beaucoup.

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire du 03 mai 2019 portant sur l'organisation des écoles de l'enseignement obligatoire;

Vu le décret du 19 juillet 2017 relatif à la mise en oeuvre du plan de pilotage des établissements scolaires;

Vu la délibération du Conseil Communal du 26 mai 2020 approuvant le projet éducatif et pédagogique des écoles communales de la Ville de Namur;

Attendu que le projet de chaque école communale doit être en cohérence avec le plan de pilotage;

Attendu que les projets d'école sont conformes au projet éducatif et pédagogique du Pouvoir organisateur;

Attendu que la Copaloc a rendu un avis favorable en date du 10 juin 2026;

Sur proposition du Collège communal du 05 mai 2026,

Approuve les projets d'école 2026-2029 suivants tels qu'ils figurent au dossier:

- école communale de Belgrade, implantations Centre et La Boverie;
- école communale de Belle-Vue;
- école communale de Bouge 2: implantation Moulin-à-Vent;
- école communale des Collines: implantations Naninne et Loyers;
- école communale de Namur 1: implantations Beez et Heuvy;
- école communale de Namur 2: implantations La Plante et la Court'Echelle.

JEUNESSE

102. <u>Subside Actions Jeunesse 2026: 3ème répartition</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 102: Subside Actions Jeunesse. C'est un accord sur la 3ème répartition.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde?

Le PS, oui? Monsieur Martin? Non mais vous avez dit oui ou pas? Oui? Merci.

Ecolo aussi, c'est une unanimité, merci beaucoup.

Rassurez-moi, Monsieur Bruyère va bien?

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur le Président,

Si vous le permettez, juste une question à l'attention de Monsieur l'Echevin.

Je vois qu'il y a des subventions qui arrivent. Où en est-on sur les subventions Jeunesse et les conventions?

M. C. Capelle, Echevin:

D'ici une semaine, vous aurez une réponse par rapport à cela.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Oui parce qu'on est déjà au mois de juin, vous allez présenter au mois de septembre, cela fait deux ans que les organisations attendent, donc voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci. Oui, pardon? Donc on avait voté sur celui-ci, oui. Le 102, on l'a voté? Oui? Merci.

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu le Code des Sociétés et des Associations (CSA) dont, notamment, les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du CSA;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 relatif au Règlement Général de la Comptabilité Communale (RGCC) et ses modifications ultérieures dont, notamment, l'article 65;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Vu le budget 2026 tel qu'adopté par le Conseil communal, en sa séance du 16 décembre 2025 et approuvé par le Ministre de Tutelle en date du 22 janvier 2026;

Attendu qu'au budget initial 2026 figure un crédit de 32.000,00 € à l'article 761/332OJ-02, libellé "Subsides actions jeunesse";

Vu sa délibération du 17 mars 2026 portant sur la première répartition des subsides "Actions Jeunesse" de l'exercice en cours pour un montant de 800,00 €;

Vu sa délibération du 26 mai 2026 portant sur la deuxième répartition des subsides "Actions Jeunesse" de l'exercice en cours pour un montant de 500,00 €;

Considérant dès lors que le solde de l'article 761/332OJ-02 s'élève dorénavant à 30.700,00 €;

Attendu que les organisations demandeuses poursuivent, auprès des jeunes, une mission d'intérêt général en prenant en charge l'animation, l'éducation et de facto le bien-être des enfants et jeunes;

Vu la demande introduite:

- le 13 mai 2026 par Latitude Jeunes de la Province de Namur - RES (BE0451.890.930) sise Chaussée de Waterloo, 182 à 5002 Namur (Saint-Servais) et représentée par Mme [redacted], coordinatrice générale, pour un montant de 800,00 € à titre d'aide financière pour l'Ecole de Devoirs "Bouillon de Cultures" afin d'organiser un projet impliquant les enfants et les anciens,
- le 21 mai 2026 par l'ASBL Royal Hockey Club Namurois (BE0410.594.763) sise Montagne d'Hastedon, 49 à 5002 Namur (Saint-Servais) et représentée par [redacted], président, pour un montant total de 700,00 € à titre d'aide financière pour l'achat de 12 sticks de hockey pour les jeunes du club avec un handicap mental,
- le 22 mai 2026 par l'ASBL Empreintes (BE0421.899.322) sise Rue Nanon, 98 à 5000 Namur et représentée par M. [redacted], directeur, pour un montant total de 800,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation d'activités extrascolaires pour explorer l'environnement;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Octroie un subside de:

- 800,00 € à Latitude Jeunes de la Province de Namur - RES (BE0451.890.930) sise Chaussée de Waterloo, 182 à 5002 Namur (Saint-Servais) et représentée par Mme [redacted], coordinatrice générale, à titre d'aide financière pour l'Ecole de Devoirs "Bouillon de Cultures" afin d'organiser un projet impliquant les enfants et les anciens,
- 700,00 € à l'ASBL Royal Hockey Club Namurois (BE0410.594.763) sise Montagne d'Hastedon, 49 à 5002 Namur (Saint-Servais) et représentée par M. [redacted], président, à titre d'aide financière pour l'achat de 12 sticks de hockey pour les jeunes du club avec un handicap mental,
- 800,00 € à l'ASBL Empreintes (BE0421.899.322) sise Rue Nanon, 98 à 5000 Namur et représentée par M. [redacted], directeur, à titre d'aide financière pour l'organisation d'activités extrascolaires pour explorer l'environnement.

Invite les bénéficiaires à:

- faire figurer la mention "avec le soutien de la Ville de Namur" et le logo "Ville de Namur" sur l'ensemble des documents édictés par ceux-ci et à mettre en exergue auprès des médias la participation de la Ville,
- rembourser d'initiative tout ou partie de la subvention qu'ils ou elles estimeront non utilisée/justifiée pour l'objet pour lequel elle a été octroyée et en avertira le DGF-ABEC.

En informe les bénéficiaires.

Les dépenses, d'un montant total de 2.300,00 € seront imputées sur l'article 761/332OJ-02 du budget ordinaire de l'exercice en cours. Le solde de l'article s'élèvera donc à 28.400,00 € après déduction de cette troisième répartition.

Pour les subventions inférieures à 3.500,00 €, il se réserve le droit de demander aux bénéficiaires de produire au Département de Gestion financière, dans les plus brefs délais, les copies des factures relatives à l'objet de la subvention qui leur est adressée à hauteur du montant de celle-ci.

La subvention sera liquidée par versement sur un compte bancaire ouvert auprès d'un organisme financier au nom du ou de la bénéficiaire de la subvention pour autant que le registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs de l'association soit en ordre administrativement.

Lorsqu'une personne physique ou morale qui bénéficie d'une subvention est redevable envers la Ville de montants dus pour quelque cause, la Ville peut opérer de plein droit la compensation prévue par les articles 5:254 et suivants du Code civil, sans que cela ne dispense au paiement des factures et / ou taxes dues dans les délais requis.

Les articles L 3331-3 et 4 du CDLD précisant les documents à joindre au dossier de demande ou les justificatifs à produire lors de l'octroi d'une subvention, la liquidation du subside ne pourra avoir lieu qu'après la réception des pièces manquantes lors de la demande ou des justifications à produire pour l'utilisation de subsides octroyés précédemment.

JEUNESSE - EXTRA-SCOLAIRE

103. <u>Règlement: établissement de camps d'organisation de jeunesse sur le territoire communal</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 103: Règlement, établissement des camps d'organisation.

Pardon?

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

On est à quel point? Désolée.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On est au 103, Madame Grovonius, je suis en train de le lire.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

J'ai juste une petite remarque.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Mais je ne l'ai pas encore lu.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Ah pardon.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous en prie.

Donc Règlement, établissement de camp d'organisation de jeunesse sur le territoire communal, c'est une adoption de règlement.

Je vous en prie.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Pardon, désolée. Juste une petite remarque.

En lisant le règlement, je vois qu'il est fait référence dans le règlement à une Madame Camps. Alors je sais que c'est la situation actuelle, que c'est une dame qui s'occupe de cela, etc.

Mais c'est un règlement. Et donc le jour où cette Madame Camps ne sera plus une Madame Camps mais un Monsieur Camps, je ne sais pas si c'est vraiment une bonne idée d'indiquer cela comme cela dans un règlement parce que cela va peut-être forcément nécessiter des modifications le jour où la personne changera, Madame La Bourgmestre.

Voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame la Bourgmestre va vous répondre.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

On va adapter le règlement en séance. Monsieur et Madame Camps.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Donc, c'est ok pour ce point?

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

On le fait dans un sens, on doit le faire dans l'autre. Vous avez raison.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Beaucoup de off aujourd'hui, Monsieur Martin, on est dedans.

Donc c'est ok pour le point 103.

Oui, Monsieur Noël, vous me l'avez demandé, pardon.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Oui, nous avons eu une excellente Commission sur le sujet.

Et c'était important de préciser les choses par rapport à l'existence de Madame Camps. J'ai fait une recherche sur le site Internet. Donc je trouve que c'est une mission pertinente et que cela vaut la peine d'en faire la publicité.

J'ai donc fait une recherche sur le site Internet de la Ville. J'ai eu du mal à trouver en fait les informations alors que je vous dis c'est un service que je trouve utile, qu'il soit accessible. C'est uniquement repris comme une actualité datant de novembre 2023. Donc c'est vraiment un chemin très complexe.

J'inviterais, vu l'intérêt sur le dispositif, à ce que dans le travail qui peut être fait éventuellement sur le site Internet, que ce soit mis comme un service et pas comme une actualité de 2023. Juste pour que les gens qui soient en recherche de lieux de camp arrivent directement à la bonne information.

Voilà, c'est une suggestion sur le propos.

M. C. Capelle, Echevin

Merci pour votre question.

Mais en tout cas, je peux vous dire que le service ATL met cela au point ici ces derniers jours, justement, parce qu'on l'a remarqué.

Donc ce sera sur le site de l'ATL, cela sera repris.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur l'Echevin. Merci Monsieur Noël.

Est-ce qu'on peut passer au vote sur ce point? Ok pour le PS, Ok pour Ecolo? Oui. Ok pour tout le monde.

Parfait.

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu les articles 119, 119bis, 133 et 135, § 2, de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu sa délibération du 27 juin 2019 arrêtant le règlement relatif à l'établissement de camps d'organisations de jeunesse sur le territoire communal ;

Vu la convention conclue entre l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) et la Ville de Namur relative à la coordination de l'Accueil Temps Libre et notamment la possibilité pour la coordination ATL d'être "Madame ou Monsieur Camps" pour la Ville ;

Vu le règlement général de police namurois voté par le Conseil communal en date du 28 février 2011 et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il appartient aux autorités communales de prendre les mesures nécessaires au maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques sur son territoire ;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal;

Vu le Décret du 08 février 2024 remplaçant le Code wallon du Tourisme et portant dispositions diverses, publié au Moniteur belge du 05 avril 2024, tel que modifié par le décret du 30 mai 2025 et entré en vigueur le 1er juillet 2025;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2024 portant exécution du Code wallon du Tourisme, entré en vigueur le 1er juillet 2025;

Vu le Code wallon du Tourisme et plus particulièrement le Livre 3, titre 3 et les annexes 8A, 8B, 8.1., 8.2. ;

Considérant les changements divers apportés par cette réforme de l'ancien code et notamment :

- Une simplification des procédures administratives et un meilleur accompagnement des opérateurs par l'administration

- Une meilleure collaboration entre Tourisme Wallonie, VisitWallonia et les organismes touristiques
- L'enregistrement obligatoire (anciennement déclaration) des hébergements touristiques auprès du SPW, via Tourisme Wallonie (formulaire à compléter et attestation-sécurité incendie, certificats électrique, chauffage, gaz à fournir)
- La remise de l'extrait du casier judiciaire de la personne exploitante
- Labellisation ou certification facultative des hébergements touristiques (garantir une qualité minimale et permettre un droit à subside)

Attendu que le ou la Bourgmestre dispose toujours de la possibilité d'adopter une mesure de contrainte (fermeture totale ou partielle, mise sous scellés, etc.) notamment à l'égard d'un hébergement touristique qui ne disposerait pas de l'attestation sécurité-incendie ou de contrôle simplifié pour garantir la sécurité de ses occupants et occupantes;

Considérant que la Ville de Namur accueille chaque année de nombreux camps de mouvements de jeunesse sur son territoire ;

Considérant la nécessité d'assurer une cohabitation harmonieuse entre les mouvements de jeunesse, le voisinage, les exploitants et les exploitantes agricoles et les autres personnes utilisant le territoire communal ;

Considérant la nécessité de permettre aux services de secours et aux autorités communales d'identifier les groupes présents sur le territoire à tout moment ;

Considérant qu'il convient dès lors d'abroger le règlement communal actuel relatif à l'organisation des camps de jeunesse et d'en prévoir un nouveau, construit au regard des dispositions du nouveau code wallon du tourisme et du règlement général de police communal en vigueur notamment ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir des sanctions administratives en cas de non-respect des dispositions reprises au règlement général de police namurois ;

Considérant la volonté de la Ville de Namur de poursuivre et de renforcer sa politique d'accueil des camps en favorisant le dialogue entre les mouvements de jeunesse, les propriétaires, le voisinage et les services communaux ;

Considérant qu'il est opportun d'identifier au sein de l'administration communale une personne de référence unique chargée de coordonner l'accueil des camps ;

Considérant que cette personne de référence, dénommée "Madame ou Monsieur Camps", a pour rôle :

- Référente ou référent camps d'été : réalisation d'un travail de prévention (prise de contact, relais, distribution du règlement général de police et du guide pratique) en allant à la rencontre des mouvements de jeunesse dont les camps sont établis sur le territoire namurois ;
- Relais locaux mouvements de jeunesse (modules, relations avec les bâtiments, …) ;
- Relations avec les propriétaires de camps et les services de secours (pompiers) ;

Considérant que cette fonction est exercée par la Coordinatrice Accueil Temps Libre (ATL) du service Jeunesse ;

Considérant que cette mission s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par la convention conclue entre l'ONE et la Ville de Namur dans le cadre de la coordination ATL ;

Considérant que la sécurité des participants et participantes, la préservation de l'environnement, la protection du voisinage ainsi que le maintien de l'ordre public nécessitent un contrôle préalable des lieux accueillant des mouvements de jeunesse ou autres groupes assimilés;

Considérant qu'il convient dès lors de préciser que l'utilisation de terrains ou de bâtiments destinés à accueillir des camps de mouvements de jeunesse ou autres groupes assimilés, même à titre temporaire, occasionnel ou exceptionnel, ne peut être admise sans le respect du présent règlement;

Considérant que les dispositifs régionaux de référence applicables aux endroits de camps prévoient déjà:

- L'enregistrement obligatoire des hébergements touristiques auprès du SPW, via "Tourisme Wallonie" et notamment les endroits de camps avec la remise :
  - d'un formulaire à compléter
  - d'une attestation-sécurité incendie rédigée par le service Incendie compétent
  - des certificats électrique, chauffage, gaz des endroits de camps le cas échéant
- Labellisation ou certification facultative des hébergements touristiques (garantir une qualité minimale et permettre un droit à subside), via l'ASBL Atouts Camps (Asbl para-régionale)

Attendu que l'enregistrement de l'hébergement auprès de Tourisme Wallonie confère à l'endroit de camp les conditions minimales de sécurité que la commune souhaite imposer à l'exploitant ;

Considérant dès lors qu'un agrément communal serait superflu et ne répondrait pas à la consigne de simplification administrative imposée par le nouveau Code wallon du Tourisme ;

Considérant qu'au niveau du confort qu'un hébergement peut proposer en sus de la sécurité imposée par l'enregistrement auprès de "Tourisme Wallonie", ledit Code wallon prévoit la possibilité de disposer d'un label "Endroit de camp", délivré par l'asbl Atouts Camps, mandatée par "Tourisme Wallonie";

Considérant que, pour le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques sur son territoire, la commune souhaite imposer, au travers de ce règlement, rappelant notamment lui-même certains aspects du règlement général de police en vigueur, certaines conditions à l'exploitant ou l'exploitante d'un endroit de camp;

Vu l'avis du 05 juin 2026 du PlanU sollicitant les ajouts suivants au règlement :

- Le ou la propriétaire et le ou la locataire doivent sensibiliser que les smartphones des locataires ont l'application 112, qui permet aux centrales d'urgence (101 et 112) la géolocalisation d'une ou un requérant (endroit isolé, forêt, sur un réseau autoroutier, … Lorsqu'il éprouve des difficultés à indiquer aux secours sa localisation exacte.
- Le ou la propriétaire et le ou la locataire doivent envoyer au moins 15 jours à l'avance, un organigramme reprenant l'ensemble du comité d'organisation du camp. Le document doit comporter les informations comme fonction/responsabilité, nom-prénom et numéro de Gsm de chaque personne faisant partie du mouvement de jeunesse sur place.
- Le ou la propriétaire et le ou la locataire doivent préétablir un point de rencontre avec les services de secours en cas d'appel ainsi que désigner la personne qui sera dans ce point pour recevoir les premiers services de secours;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Adopte le règlement relatif à l'établissement de camps de mouvements de jeunesse ou autres groupes assimilés sur le territoire communal suivant :

Règlement relatif à l'établissement de camps de mouvements de jeunesse ou autres groupes assimilés sur le territoire communal

Chapitre I – DÉFINITIONS

Art. 1

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

Camp d'organisation de jeunesse ou assimilé : séjour collectif temporaire de plus de 48 heures organisé principalement à des fins éducatives, récréatives, culturelles, sportives ou citoyennes par une organisation de jeunesse reconnue ou par un groupe poursuivant des objectifs similaires, réunissant au moins dix participants, encadrants compris, et occupant un bâtiment, une partie de bâtiment et/ou un terrain sur le territoire communal.

Organisation de jeunesse ou groupe assimilé : toute association, organisation ou groupement de fait poursuivant principalement des objectifs éducatifs, récréatifs, culturels, sportifs, citoyens ou de développement personnel, et organisant un camp au sens du présent règlement.

Endroit de camp : bâtiment, partie de bâtiment, terrain ou hébergement touristique mis en location ou mis à disposition, à titre gratuit ou onéreux, en vue de l'organisation d'un camp. Lorsque la législation applicable l'exige, l'endroit de camp dispose des autorisations, reconnaissances ou labels requis.

Bâtiment : espace construit ou aménagé, couvert, accessible aux personnes et entouré totalement ou partiellement de parois.

Prairie : espace non bâti et non couvert, constitué principalement d'une surface herbeuse ou végétalisée, accessible aux personnes et susceptible d'accueillir des activités ou l'installation temporaire d'un camp.

Propriétaire, exploitant ou exploitante ou gestionnaire : toute personne physique ou morale qui met, gratuitement ou à titre onéreux, un bâtiment, une partie de bâtiment ou un terrain à la disposition d'une organisation de jeunesse ou d'un groupe assimilé en vue de l'organisation d'un camp.

Locataire : une ou plusieurs personnes majeures responsables qui concluent, au nom du groupe et solidairement entre elles, un accord avec le ou la propriétaire, l'exploitant ou l'exploitante ou le gestionnaire pour la mise à disposition d'un bâtiment, d'une partie de bâtiment ou d'un terrain durant la période du camp.

Chapitre II – AGRÉMENT

Art. 2

Nul ne peut mettre à disposition des bâtiments, partie(s) de bâtiment(s) ou terrain(s) pour l'établissement de camps sans avoir préalablement enregistré celui-ci ou ceux-ci auprès du Service Public de Wallonie et plus particulièrement de "Tourisme Wallonie" pour chaque bâtiment ou terrain concerné et satisfait aux conditions prévues par le Code wallon du Tourisme.

Les critères minimaux applicables aux bâtiments et terrains accueillant des camps sont ceux prévus au Code Wallon du Tourisme – livre 3/Titre 3 et à ses annexes 8A,8B, 8.1. et 8.2.

Tourisme Wallonie atteste de l'enregistrement dès que celui-ci est considéré comme complet et valide et communique simultanément un numéro d'enregistrement à l'exploitant ou l'exploitante. Celui-ci ou celle-ci affiche la preuve de l'enregistrement selon les conditions prévues au Code wallon du Tourisme.

Art. 3

Tourisme Wallonie met un registre des hébergements touristiques enregistrés à la disposition du public à des fins d'informations sur le respect des normes de sécurité et des dispositions légales en vertu du présent Code.

Madame ou Monsieur Camps en fait également la publicité sur le site Internet de la Ville

ou aux coordonnées reprises plus bas.

Chapitre III – LABEL

Art. 4

L'exploitant ou exploitante ou gestionnaire d'un endroit de camp peut solliciter l'octroi du label pour son bâtiment ou son terrain (non obligatoire), auprès de "Tourisme Wallonie" ou un organisme agréé. Les endroits de camp à labelliser doivent être préalablement enregistrés.

Cette demande est subordonnée au respect des conditions déterminées par le Gouvernement et est à adresser à l'ASBL Atouts Camps – Place l'Ilon, 13 – 5000 Namur – 081 65 83 09

https://www.atoutscamps.be/fr/

Les conditions d'octroi du label dans sont reprises dans le Code wallon du Tourisme – livre 3/Titre 3 et aux annexes 8a, 8b, 8.1. et 8.2. dudit Code.

Tourisme Wallonie délivre au titulaire du label, via l'organisme agréé, un écusson, lequel demeure la propriété de la Région. L'apposition de l'écusson est obligatoire.

Chapitre IV – OBLIGATIONS DU OU DE LA PROPRIÉTAIRE (EXPLOITANT OU EXPLOITANTE / GESTIONNAIRE)

Art. 5

La ou le propriétaire est tenu de conclure avec le ou la locataire un contrat de location écrit dont il ou elle lui remet la copie signée.

La ou le propriétaire est tenue de procéder à un état des lieux à l'entrée et à la sortie.

La ou le propriétaire ne peut mettre un endroit de camp à disposition que dans des conditions garantissant la sécurité, la salubrité conforme au règlement général de police voté par le Conseil communal en vigueur et la conformité aux exigences du Code wallon du Tourisme.

La ou le titulaire du label ou la personne chargée de la gestion journalière de l'endroit de camp, ou à défaut une ou un responsable dûment mandaté, réside sur place en permanence ou à proximité immédiate, et, dans ce cas, il ou elle veille à la bonne application du contrat de location et au strict respect de la quiétude des riverains.

Art. 6

Le ou la propriétaire dresse par ailleurs un règlement d'ordre intérieur qu'il ou elle remet au ou à la locataire au moment de la signature du contrat.

Le ou la propriétaire et le ou la locataire doivent sensibiliser que les smartphones des locataires ont l'application 112, qui permet aux centrales d'urgence (101 et 112) la géolocalisation d'une ou un requérant (endroit isolé, forêt, sur un réseau autoroutier, …) Lorsqu'il éprouve des difficultés à indiquer aux secours sa localisation exacte.

Le ou la propriétaire et le ou la locataire doivent préétablir un point de rencontre avec les services de secours en cas d'appel ainsi que désigner la personne qui sera dans ce point pour recevoir les premiers services de secours

Art. 7

Au moins quatre semaines avant le début d'un camp, le ou la propriétaire transmet au service Jeunesse de la Ville de Namur, une déclaration écrite signalant que son bâtiment, partie de bâtiment et/ou terrain va accueillir le camp d'une organisation de jeunesse.

Exception : une déclaration pourra être introduite en deçà des 4 semaines si une organisation de jeunesse introduit une demande de dernière minute, en cas de non accessibilité d'un terrain ou d'un bâtiment précédemment loué et devenu inaccessible pour cause de force majeure.

Un formulaire de déclaration est disponible en ligne (Site Internet de la Ville de Namur – rubrique ATL ou par mail : extrascolaire@ville.namur.be).

Art. 8

Avant le début du camp et pour toute la durée de celui-ci, la ou le propriétaire est tenu de souscrire une assurance en responsabilité civile pour le(s) bâtiment(s) et/ou terrain(s) concerné(s).

Art. 9

La ou le propriétaire veille à ce que l'enlèvement des déchets et l'évacuation des eaux usées se fassent dans le respect des règlementations en vigueur. À cette fin, il ou elle informe le ou la locataire des modalités de tri effectives dans la commune. Elle ou il est par ailleurs redevable de la taxe communale pour la collecte des déchets.

La ou le propriétaire veille à informer également le ou la locataire de toute mesure de police provisoire pouvant le ou la concerner, notamment en termes d'interdiction temporaire de faire du feu.

Art. 10

La ou le propriétaire veille à ce que les WC non reliés au réseau public d'égouts soient vidés dans une fosse d'une capacité suffisante pour en recueillir le contenu. Celle-ci doit être recouverte d'une couche d'au moins 50 cm de terre.

Chapitre V – OBLIGATIONS DU OU DE LA LOCATAIRE

Art. 11

Sauf exception, au moins quatre semaines avant le premier jour du camp, la ou le locataire est tenu d'introduire une fiche d'identification auprès du service Jeunesse de la Ville de Namur.

Exception : une demande pourra être introduite en deçà des 4 semaines par une organisation de jeunesse en cas de non accessibilité d'un terrain ou d'un bâtiment précédemment loué et devenu inaccessible pour cause de force majeure.

Art. 12

Il est demandé à la locataire ou au locataire de s'inscrire au système BE-Alert afin de pouvoir être informé, directement et gratuitement, via sms, téléphone ou mail de toute situation d'urgence qui adviendrait à proximité de l'endroit de camp.

Art. 13

Pour faciliter l'efficacité des services de secours en cas d'accident ou de fugue, le ou la locataire dispose toujours des informations relatives à la situation du camp, la liste actualisée des participantes et participants et, pour chacune et chacun, un dossier reprenant leur fiche de santé individuelle, les données relatives aux personnes à contacter en cas d'urgence (coordonnées des parents/responsables légaux) et l'autorisation parentale obligatoire pour les mineures participant au camp.

La ou le locataire doit envoyer au moins 15 jours à l'avance, une liste détaillée reprenant les membres de l'organisation du camp. Le document doit comporter les informations comme fonction/responsabilité, nom-prénom et numéro de GSM de chaque personne faisant partie du mouvement de jeunesse sur place.

L'exploitante ou l'exploitant prend les mesures adéquates pour :

1° Prévenir les incendies,

2° Combattre rapidement et efficacement tout début d'incendie,

3° Permettre, en cas d'incendie :

- Aux personnes hébergées de donner l'alerte et l'alarme,
- D'assurer la sécurité des personnes et, si nécessaire, de pourvoir à leur évacuation rapide et sans danger,
- D'avertir immédiatement les services de secours.

Art. 14

La ou le locataire veille au respect, par les participantes et participants au camp, du règlement général de police de la Ville de Namur.

Art. 15

Afin de ne pas troubler l'ordre public et la quiétude des riverains, la ou le locataire veille à ce que les participantes et participants au camp ne produisent pas de bruits de nature à troubler la tranquillité du voisinage après 22h00 et jusqu'à 07h00.

Lors de jeux de nuit avec passage dans les villages et/ou à proximité des zones habitées, la ou le locataire veille à ce que les participantes et participants au camp ne crient pas et n'éclairent pas les habitations.

L'utilisation de dispositifs de diffusion sonore amplifiée ne peut entraîner de nuisances pour le voisinage, de jour comme de nuit.

De manière générale, le ou la locataire veille au respect du règlement général de police en vigueur. A défaut, il ou elle s'expose aux sanctions prévues, notamment au travers des sanctions administratives communales.

Art. 16

La ou le locataire veille à conditionner et évacuer les déchets selon les modalités fixées par la Ville de Namur.

Afin de faciliter la lecture des règles en vigueur, un vade-mecum est remis au ou à la locataire par Madame ou Monsieur Camps en début de séjour.

Art. 17

La ou le locataire veille à ce que tout feu allumé en plein air soit situé à plus de 100 mètres des habitations, édifices, bruyères, vergers, plantations, haies, meules, tas de grain, paille, foin, fourrage ou tout autre dépôt de matières inflammables ou combustibles et à plus de 25 mètres de la lisière des bois et forêts, sauf autorisation du ou de la propriétaire de ces derniers. Il ou elle veille également à pouvoir, à tout moment, garder la maîtrise de son feu.

Les feux en forêt sont quant à eux interdits, excepté aux points barbecue prévus à cet effet.

Si une mesure de police provisoire interdit de faire du feu sur l'ensemble ou une partie du territoire de la commune, la ou le locataire doit en être informé par la ou le propriétaire.

Art. 18

La ou le locataire veille à ce que, lors de leurs déplacements hors du camp, les animées et les animés, puissent décliner leur identité et préciser l'endroit de camp, ou porte(nt) une carte de signalement indiquant ces renseignements.

Art. 19

Tout déplacement sur chaussée doit se faire dans les meilleures conditions de sécurité, si possible équipé de vareuses fluorescentes avec un responsable à l'avant et un ou une autre à l'arrière du groupe.

Art. 20

Aucun accès à un terrain de culture ou de bétail n'est autorisé sans l'accord de la ou du propriétaire du lieu.

Art. 21

Il est interdit aux participantes et participants au camp d'effectuer des constructions sur les berges et dans le lit des rivières. Tous dommages occasionnés pourraient engager la responsabilité de la ou du locataire.

Art. 22

Il est interdit aux participantes et participants au camp de se baigner à moins de 30 mètres en amont et en aval des barrages.

Chapitre VI – SANCTIONS

Art. 23

Le non-respect du présent règlement ou du règlement général de police voté par le Conseil communal en vigueur peut faire l'objet de sanctions administratives communales notamment si le règlement général de police n'est pas respecté.

En application de la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives, tout manquement de la ou du propriétaire et/ou du ou de la locataire peut entraîner l'application et le paiement d'une amende administrative dont le montant n'excède pas 250,00 euros.

Art. 24

Le ou la Bourgmestre dispose toujours de la possibilité d'adopter une mesure de contrainte (fermeture totale ou partielle, mise sous scellés, etc.) notamment à l'égard d'un hébergement touristique qui ne disposerait pas de l'attestation sécurité-incendie ou de contrôle simplifié pour garantir la sécurité de ses occupants et occupantes.

Chapitre VII – MADAME OU MONSIEUR CAMPS

Art. 25

La Coordination Accueil Temps Libre (ATL) assure, pour la Ville de Namur, la mission de "Madame ou Monsieur Camps".

Tout au long de l'année, Madame ou Monsieur Camps constitue la personne de référence pour les propriétaires de terrains ou de bâtiments accueillant des camps, les mouvements de jeunesse ainsi que les services communaux concernés.

Madame ou Monsieur Camps assure notamment :

- La diffusion d'informations relatives à l'organisation des camps sur le territoire communal,
- Le soutien aux propriétaires dans leurs démarches administratives liées à l'accueil de camps,
- La tenue et la mise à jour de l'inventaire des endroits de camps enregitrés,
- L'accompagnement des mouvements de jeunesse dans la recherche d'un endroit de camp sur le territoire communal,
- La coordination entre les différents intervenants concernés et différentes intervenantes concernées par l'accueil des camps.

Préalablement à la période estivale, Madame ou Monsieur Camps prend contact avec les propriétaires de terrains et de bâtiments enregistrés afin d'identifier les camps accueillis sur le territoire communal. Madame ou Monsieur Camps assure également la liaison avec les fédérations de mouvements de jeunesse afin de recueillir les informations nécessaires au bon suivi des groupes présents sur le territoire.

Durant la période des camps, Madame ou Monsieur Camps prend contact avec les responsables des groupes afin de préparer leur arrivée et de planifier une visite sur le lieu de camp.

Lors de cette visite, Madame ou Monsieur Camps veille notamment à :

- Accueillir les responsables et les participants et participantes,
- Transmettre les informations utiles au bon déroulement du séjour,

- Remettre la documentation communale relative aux camps, notamment le règlement de police, le mémento d'accueil, les informations relatives au tri des déchets et tout autre document utile,
- Informer les responsables sur les mesures de sécurité, les services d'urgence, les ressources locales ainsi que les activités disponibles sur le territoire communal.

Madame ou Monsieur Camps assure le rôle de personne relais entre les mouvements de jeunesse, les propriétaires, les habitants et habitantes, les services communaux, les services de secours et les autres partenaires concernés ou concernées.

Madame ou Monsieur Camps peut notamment apporter son aide :

- Dans la recherche d'activités culturelles, sportives ou touristiques,
- Dans l'identification des solutions de mobilité et de transport,
- Dans les contacts avec les services communaux,
- Dans la résolution de difficultés pratiques rencontrées sur le camp,
- En cas de conflit ou de problème de voisinage,
- Lors de situations imprévues nécessitant une coordination avec les services compétents.

Durant la période estivale, Madame ou Monsieur Camps reste à la disposition des mouvements de jeunesse et des propriétaires afin de favoriser le bon déroulement des séjours et une cohabitation harmonieuse avec les riveraines et les riverains.

Madame ou Monsieur Camps est joignable du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h00, au 0472 61 51 02 ou par courriel à extrascolaire@ville.namur.be.

Chapitre VIII – RESPECT DE LA VIE PRIVÉE - RGPD

Art. 26

Tout traitement de données à caractère personnel initié par la mise en œuvre du présent règlement est réalisé dans le respect de la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, notamment, le Règlement (UE) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, la Ville de Namur, représentée par le Collège communal, traite les données à caractère personnel collectées dans le respect des prescrits légaux précités.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement toute personne consent au traitement de ses données à caractère personnel par la Ville de Namur.

Toute demande d'information et/ou d'accès aux données à caractère personnel traitées par la Ville de Namur est à adresser par courriel à l'adresse dpo@ville.namur.be

Chapitre IV – DISPOSITIONS FINALES

Art. 27

En cas de menace grave pour la sécurité, la salubrité ou la tranquillité publiques, le ou la Bourgmestre peut prendre toute mesure de police nécessaire, y compris l'interruption du camp.

Chapitre X – ENTRÉE EN VIGUEUR

Art. 28

Le présent règlement entrera en vigueur dès le jour de sa publication conformément aux prescrits des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Art. 29

Le présent règlement ne s'applique pas aux camps qui auraient débuté avant son entrée en vigueur.

Chapitre XI– CONTACT

Art. 30

Administration communale de Namur

Service Jeunesse

Téléphone : 081 24 64 25 ou 60 15 - extrascolaire@ville.namur.be

Madame ou Monsieur Camps

Du lundi au vendredi, de 8h30 à 17h00

GSM accessible durant les mois de juillet et août: 0472 61 51 02

DEPARTEMENT CULTURE ET LOISIRS

SPORTS

104. Subsides projets sportifs 2026: 1ère répartition

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On passe au point suivant, le point 104.

Mais je dois me retirer donc je passe la présidence à la Bourgmestre, Madame Bazelaire.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Monsieur Maillen s'est donc retiré sur ce point.

Il y a-t-il des questions ou des remarques pour les votes du point 104: Subsides projets sportifs, 1ère répartition? Non?

C'est l'unanimité pour tout le monde? Merci beaucoup.

Monsieur Maillen peut nous rejoindre et je lui repasse volontiers la parole.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Bourgmestre.

M. V. Maillen se retire sur ce point.

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 relatif au Règlement Général de la Comptabilité Communale (RGCC) et ses modifications ultérieures dont, notamment, l'article 65;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Considérant qu'au budget 2026 figure un crédit de 120.480,00 € à l'article 764/332-02 libellé Subsides projets sportifs;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la Ville de soutenir les différents clubs sportifs par l'octroi d'un subside dans le cadre de leurs activités, d'organisation d'événements ou à l'achat de divers matériels;

Considérant que la répartition proposée s'inscrit dans la dynamique de la Ville visant à soutenir les clubs pour leur contribution à l'image positive de la Ville et à la promotion de la pratique sportive par la population;

Vu la demande introduite en date du:

- 26/01/2026 par l'ASBL Royal Club Nautique de Sambre et Meuse Société Royale (n° d'entreprise : 0410619608) sise Rue des Pruniers, 11 à 5100 Namur (Wépion) pour un montant de 600,00 € à titre d'aide financière pour le soutien à l'organisation des régates d'aviron par handicap;
- 09/04/2026 par l'ASBL Comité Central de Wallonie de Namur (n° d'entreprise : 0410994839) sise rue des Brasseurs, 148 à 5000 Namur pour un montant de 800,00 € à titre d'aide financière pour le soutien à l'organisation des Walloniades 2026;
- 13/05/2026 par l'ASBL Basket-Club Erpent (n° d'entreprise: 0408459080) sis Clos des Bolets, 6 à 5101 Erpent pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 14/05/2026 par l'ASBL Sambre et Meuse Athlétique Club (n° d'entreprise : 0433272967) sise rue des 14 Bonniers, 7 à 5100 Namur (Wierde) pour un montant de 6.480,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 15/05/2026 par l'ASBL Royal Union Sportive Loyers (RUS Loyers) (n° d'entreprise : 0406528186) sise rue de la Fossette, 30 à 5101 Namur (Loyers) pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 18/05/2026 par l'ASBL Royal Basket Club Belgrade Namur (n° d'entreprise: 0459190278) sise rue Joseph Vincent, 76 à 5001 Belgrade pour un montant de 6.480,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 18/05/2026 par l'Association de fait Tabora Savate Multisports Namur, représenté par [redacted], Président, [redacted] pour un montant de 400,00 € à titre d'aide financière pour le soutien à la participation pour le championnat d'Europe;
- 18/05/2026 par l'ASBL Basket Club Boninne (n° d'entreprise : 0464176672) sise route de Hannut, 261 à 5021 Namur (Boninne) pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 19/05/2026 par l'ASBL Royale Pelote Saint-Servaitoise (n° d'entreprise: 0428381791) sise chaussée de Perwez à 5002 Namur (Saint-Servais) pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;

- 19/05/2026 par l'Association de fait TT Malonne représentée par [redacted] domiciliée [redacted] pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 20/05/2026 par l'ASBL Namur Roller Derby (n° 0842974045) sise rue du Couvent, 3 à 5100 Namur (Jambes) pour un montant de 500,00 € à titre d'aide pour le soutien à l'organisation du championnat d'Europe 2026;
- 20/05/2026 par l'ASBL TT Vedrinamur (n° d'entreprise: 0441114329) sise rue du Fond de Bouge, 43 à 5020 Namur (Vedrin) pour un montant de 6.480,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 21/05/2026 par l'ASBL Royal Hockey Club Namurois (n° d'entreprise: 0410594763) sise Montagne d'Hastedon, 49 à 5002 Namur (Saint-Servais) pour un montant de 6.480,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026-2027;
- 21/05/2026 par l'ASBL Basket Club Saint-Servais Namur (n° d'entreprise : 0440733455) sise rue de Gembloux, 224 à 5002 Namur (Saint-Servais) pour un montant de 7.200,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 21/05/2026 par l'ASBL Namur Sports Academy (n° d'entreprise: 0733787281) sise chaussée de Liège, 119 à 5100 Namur (Jambes) pour un montant de 2.000,00 € à titre d'aide pour le soutien à l'achat d'éclairage;
- 22/05/2026 par l'ASBL Union Royale Namur Racing F.C. Fosses (n° d'entreprise: 0698722573) sise avenue d'Ecolys 2 à 5020 Namur (Suarlée) pour un montant de 100.000,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 22/05/2026 par l'ASBL Royal Arquet Football Club (n° d'entreprise: 0415917687) sise rue des Framboises, 23 à 5000 Namur pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 22/05/2025 par l'ASBL Arquet Academy (n° d'entreprise : 0565.989.951) sise rue des Framboises, 23 à 5000 Namur pour un montant de 3.240,00 € pour le soutien à titre d'aide financière à l'école des jeunes (label 3 étoiles) en 2026;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L 1124-40 §1,3°et 4° du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff en date du 08 juin 2026;

Sur proposition du Collége communal du 09 juin 2026,

Décide d'octroyer :

- 480,00 € à l'ASBL Royal Club Nautique de Sambre et Meuse Société Royale (n° d'entreprise : 0410619608) sise Rue des Pruniers, 11 à 5100 Namur (Wépion) à titre d'aide financière pour le soutien à l'organisation des régates d'aviron par handicap;
- 800,00 € à l'ASBL Comité Central de Wallonie de Namur (n° d'entreprise : 0410994839) sise rue des Brasseurs, 148 à 5000 Namur à titre d'aide financière pour le soutien à l'organisation des Walloniades 2026;

- 3.240,00 € à l'ASBL Basket-Club Erpent (n° d'entreprise: 0408459080) sis Clos des Bolets, 6 à 5101 Erpent à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 6.480,00 € à l'ASBL Sambre et Meuse Athlétique Club (n° d'entreprise : 0433272967) sise rue des 14 Bonniers, 7 à 5100 Namur (Wierde) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 3.240,00 € à l'ASBL Royal Union Sportive Loyers (RUS Loyers) (n° d'entreprise : 0406528186) sise rue de la Fossette, 30 à 5101 Namur (Loyers) pour un montant de 3.240,00 € à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 6.480,00 € à l'ASBL Royal Basket Club Belgrade Namur (n° d'entreprise: 0459190278) sise rue Joseph Vincent, 76 à 5001 Belgrade à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 400,00 € à l'Association de fait Tabora Savate Multisports Namur, représenté par [redacted], Président, domicilié [redacted] à titre d'aide financière pour le soutien à la participation pour le championnat d'Europe;
- 3.240,00 € à l'ASBL Basket Club Boninne (n° d'entreprise : 0464176672) sise route de Hannut, 261 à 5021 Namur (Boninne) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 3.240,00 € à l'ASBL Royale Pelote Saint-Servaitoise (n° d'entreprise: 0428381791) sise chaussée de Perwez à 5002 Namur (Saint-Servais) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 3.240,00 € à l'Association de fait TT Malonne représentée par [redacted] domiciliée [redacted] à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 500,00 € à l'ASBL Namur Roller Derby (n° 0842974045) sise rue du Couvent, 3 à 5100 Namur (Jambes) à titre d'aide pour le soutien à l'organisation du championnat d'Europe 2026;
- 6.480,00 € à l'ASBL TT Vedrinamur (n° d'entreprise: 0441114329) sise rue du Fond de Bouge, 43 à 5020 Namur (Vedrin) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 6.480,00 € à l'ASBL Royal Hockey Club Namurois (n° d'entreprise: 0410594763) sise Montagne d'Hastedon, 49 à 5002 Namur (Saint-Servais) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026-2027;
- 7.200,00 € à l'ASBL Basket Club Saint-Servais Namur (n° d'entreprise : 0440733455) sise rue de Gembloux, 224 à 5002 Namur (Saint-Servais) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026 - 2027;
- 2.000,00 € à l'ASBL Namur Sports Academy (n° d'entreprise: 0733787281) sise chaussée de Liège, 119 à 5100 Namur (Jambes) à titre d'aide pour le soutien à l'achat d'éclairage;

- 6.480,00 € à l'ASBL Union Royale Namur Racing F.C. Fosses (n° d'entreprise: 0698722573) sise avenue d'Ecolys 2 à 5020 Namur (Suarlée) à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 3.240,00 € à l'ASBL Royal Arquet Football Club (n° d'entreprise: 0415917687) sise rue des Framboises, 23 à 5000 Namur à titre d'aide financière pour le soutien de l'équipe Première, la formation des jeunes et les frais de fonctionnement du club durant la saison 2026;
- 3.240,00 € à l'ASBL Arquet Academy (n° d'entreprise : 0565.989.951) sise rue des Framboises, 23 à 5000 Namur pour le soutien à titre d'aide financière à l'école des jeunes (label 3 étoiles) en 2026;

Pour les subventions comprises entre 3.500,00 € et 12.499,99 €, de demander aux bénéficiaires de produire au Département de Gestion financière, dans les plus brefs délais, les copies des factures relatives à l'objet de la subvention qui leur est adressée à h auteur du montant de celle-ci;

Invite les bénéficiaires à faire figurer la mention "avec le soutien de la Ville de Namur" et le logo "Ville de Namur" sur l'ensemble des documents édictés par ceux-ci et à mettre en exergue auprès des médias la participation de la Ville;

La dépense totale d'un montant de 66.460,00 € sera imputée sur l'article 764/332-02 Subsides projets sportifs du budget ordinaire 2026;

La subvention sera liquidée par versement sur un compte bancaire ouvert auprès d'un organisme financier au nom du bénéficiaire de la subvention. Au cas où ce compte n'est pas ouvert au nom du bénéficiaire de la subvention mais au nom d'un ou de plusieurs de ses membres ou d'un tiers, celui-ci adressera à la Ville (Département de Gestion financière) une déclaration de créance autorisant la Ville à verser le montant de la subvention sur le compte bancaire ouvert au nom du (des) titulaire(s) du compte.

Lorsqu'une personne physique ou morale qui bénéficie d'une subvention est redevable envers la Ville de montants dus pour quelque cause, la Ville peut opérer de plein droit la compensation prévue par les articles 5 :254 et suivants du Code civil, sans que cela ne dispense au paiement des factures et / ou taxes dues dans les délais requis;

Les articles L3331-3 et 4 du CDLD précisant les documents à joindre au dossier de demande ou les justificatifs à produire lors de l'octroi d'une subvention, la liquidation du subside ne pourra avoir lieu qu'après la réception des pièces manquantes lors de la demande ou des justifications à produire pour l'utilisation de subsides octroyés précédemment.

Les subventions ne pourront pas être liquidées aux ASBL radiées administrativement pour non-respect du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs, celles-ci devant mettre à jour ledit registre dans les plus brefs délais.

CULTURE

105. Maison du Conte: convention de subventionnement

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 105: Maison du Conte, approbation de la convention de subventionnement.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde? PS, ok. Ecolo aussi.

Oui, parfait, merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD et la circulaire du 30 mai 2013 relatifs à l'octroi, au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu le Code des Sociétés et des Associations;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Vu la Déclaration de Politique communale, adoptée en sa séance du 17 décembre 2024, précisant notamment, la volonté de continuer, de soutenir l'activité culturelle, dans la diversité de ses expressions. Dans la droite ligne de l'approche "Namur Confluent Culture", la Culture restera un pilier central de l'action communale pour les six prochaines années;

Considérant la volonté de la Ville de conclure une convention pluriannuelle avec la Maison du Conte (n°entreprise: 0458.344.893), dont le siège social est situé rue Tillieux, 58 à 5100 Jambes;

Attendu que cette convention octroiera à l'association, un subside annuel de 7.200,00 €;

Attendu qu'en contrepartie, la Maison du Conte s'engage à réaliser gratuitement des prestations pour la Ville pour l'équivalent d'un montant annuel de 2.000,00 € durant la convention;

Vu le projet de convention de subventionnement entre la Ville de Namur et la Maison du Conte définissant les engagements des deux parties d'une durée d'une année renouvelable tacitement par année pour une durée totale maximum de cinq ans prenant cours le 1er janvier 2027 pour se terminer le 31 décembre 2031;

Vu l'accord du 22 mai 2026 de la Maison du Conte sur ledit projet;

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Charge le service Culture de la gestion des prestations compensatoires de la Maison du Conte.

Approuve la convention de subventionnement entre la Ville de Namur et la Maison du Conte.

Désigne [redacted], Cheffe du service de la Culture et Mme Charlotte Bazelaire, Bourgmestre faisant fonction en charge de la Culture pour la signature de la présente convention.

106. <u>Pôle muséal Les Bateliers - Musée archéologique: convention de prêt avec le musée gallo-romain de Tongres - renouvellement</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 106: Pôle muséal Les Bateliers, c'est une approbation du renouvellement d'un an de la convention de prêt d'oeuvres avec le musée gallo-romain de Tongres.

C'est ok pour tout le monde? Oui.

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 qui prévoit que le Conseil est compétent pour tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu la Déclaration de Politique communale, adoptée en sa séance du 17 décembre 2024, précisant notamment la volonté de continuer de soutenir l'activité culturelle dans la diversité de ses expressions. Dans la droite ligne de l'approche "Namur Confluent Culture", la culture restera un pilier central de l'action communal pour les six prochaines années;

Vu le Programme stratégique transversal 2024-2030, adopté en sa séance du 02 septembre 2025, et plus précisément l'Objectif Stratégique 6 « Être une Ville qui promeut l'excellence culturelle et patrimoniale, moteur d'innovation et de dynamisme socio-économique »;

Vu le livre blanc "Namur Confluent Culture", adopté par en sa séance du 23 janvier 2024, notamment l'axe visant le point 2 - Namur apprenante : culture et éducation, qui explique notamment que l'éducation aux arts et à la culture est un élément fondamental de l'éducation générale. De même que l'axe visant le point 7 - Namur (re)connue : la culture, la communication, l'information et le savoir, qui parle de la contribution indéniable de la culture à l'identité d'une ville et à son attrait pour le visiteur;

Vu sa délibération du 25 juin 2024 relative à la convention de prêt d'un objet archéologique du Gallo-Romains Museum de Tongres à la Ville de Namur pour le Musée archéologique sur le site du Pôle muséal Les Bateliers;

Vu la convention couvrant la période allant du 19 août 2025 au 18 août 2026;

Considérant qu'il y a lieu de renouveler la convention d'un an, à savoir du 19 août 2026 au 18 août 2027;

Considérant que la valeur d'assurance de l'œuvre empruntée sera versée à la police d'assurance des musées communaux (Ethias);

Sur proposition du Collège communal du 02 juin 2026,

Approuve la convention de prêt d'œuvre du Gallo-Romeins Museum de Tongres.

Désigne [redacted], cheffe du service Culture et Mme Charlotte Bazelaire, Bourgmestre faisant fonction en charge de la Culture, pour la signature de la présente convention.

107. Ethias: convention de partenariat - renouvellement

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 107: Ethias, approbation du renouvellement de la convention de partenariat couvrant les années 2026 et 2027.

Quelqu'un ou c'est un vote comme celui avant?

Oui, je ne vois personne qui bouge.

Je l'accorde.

Vu le Code de Démocratie Locale et de Décentralisation, et ses modifications ultérieures notamment l'article L1122-30 disposant que le Conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal;

Vu la Déclaration de Politique communale, adoptée par le Conseil communal du 17 décembre 2024, précisant notamment la volonté de continuer de soutenir l'activité culturelle dans la diversité de ses expressions. Dans la droite ligne de l'approche "Namur Confluent Culture", la culture restera un pilier central de l'action communale pour les six prochaines années;

Vu le livre blanc de la politique culturelle de Namur "Namur Confluent Culture", adopté par le Conseil communal du 23 janvier 2024;

Attendu que la société Ethias a proposé de reconduire le partenariat qui consiste à soutenir financièrement l'organisation d'un ou plusieurs projets culturels pour un montant de 10.000,00 € TTC annuel pour accompagner la Ville de Namur dans sa volonté d'inviter la culture dans la rue pour se l'approprier dans une démarche citoyenne et participative;

Attendu que ce partenariat est à considérer comme une opération de mécénat consistant en un don d'argent au bénéfice des projets culturels initiés par la Ville de Namur et sans autre prestation de la part d'Ethias;

Attendu que ce partenariat a déjà fait l'objet de quatre conventions successives couvrant la période de 2015 à 2025;

Vu le projet de convention de partenariat à conclure avec Ethias couvrant les années 2026 et 2027;

Vu l'accord d'Ethias sur le projet de convention;

Attendu qu'Ethias assure les collections d'œuvres d'art communales ainsi que les œuvres prêtées lors des expositions organisées par la Ville de Namur;

Attendu qu'Ethias met par ailleurs à disposition du Service Culture, le panneau d'affichage situé dans l'entrée de l'Hôtel de Ville, tout en se réservant le droit de mettre fin à cette disposition à tout moment moyennant un préavis de 6 mois;

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026;,

Approuve la convention de partenariat avec Ethias SA (n° entreprise BE0404.484.654) et dont le siège social est établi à 4000 Liège,Voie Gisèle Halimi, 10.

La recette annuelle de 10.000,00 € TTC sera constatée sur l'article budgétaire 762/465AC-01 "subventions activités culturelles" et les dépenses correspondantes seront imputées sur l'article 762/435-01 "activités culturelles subventionnées" du budget ordinaire des exercices concernés (2026 et 2027), sous réserve de son vote par le Conseil (2027), de son approbation par l'autorité de tutelle (2027) et dans le respect des règles relatives aux douzièmes provisoires.

108. Subsides "Actions culturelles": 2ème répartition

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Pour le point 108, je vais demander à Madame Lenglez de bien vouloir se retirer. Elle est déjà partie. Ah non, pardon.

Il y a-t-il des questions, des remarques sur ce point? Quels sont, le cas échéant, vos votes?

Ok pour le PS, ok pour Ecolo, ok pour nous, ok pour Les Engagés et pour le PTB.

C'est parfait.

Madame Lenglez, vous pouvez nous rejoindre.

Mme M. Lenglez se retire sur ce point.

Vu le Livre 5 du Code civil dont, notamment, les articles 5:254 et suivants relatifs à la compensation;

Vu la Loi du 18 septembre 2017 relative à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces requérant une mise à jour annuelle du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs des sociétés, dont les ASBL, sous peine d'une radiation administrative;

Vu le Code des Sociétés et des Associations (CSA) dont, notamment, les articles 2:9, §1, 8° et 3:47 et l'Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du CSA;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 05 juillet 2007 relatif au Règlement Général de la Comptabilité Communale (RGCC) et ses modifications ultérieures dont, notamment, l'article 65;

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu les articles L3331-1 à L3331-8 du CDLD relatifs à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation de certaines subventions;

Vu sa délibération du 21 janvier 2025 fixant les règles relatives à l'octroi et au contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions ainsi qu'au contrôle de l'utilisation de certaines subventions;

Attendu qu'au budget initial 2026 figure un crédit de 138.000,00 € à l'article 762/332AC-02 libellé Subsides action culturelle tel qu'approuvé par le Conseil Communal en sa séance du 16 décembre 2025 et approuvé par l'Autorité de tutelle en date du 22 janvier 2026;

Vu sa délibération du 17 mars 2026 octroyant diverses subventions pour un montant total de 36.650,00 €;

Attendu que le solde après la première répartition s'élève à 101.350,00 €;

Vu la demande introduite en date du:

1. 12 mai 2026 par l'ASBL "7ème Aaaargh" (n° d'entreprise 0785.355.154) sise Place de la Manufacture, 10 bte 0024 à 5030 Gembloux, pour un montant de 3.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation du 7ème Aaaargh Rétro Film Festival 2026 à Namur;
2. 5 mai 2026 par l'ASBL Animation Gelbressoise (n° d'entreprise 0464.273.474) sise rue du Moulin Somal, 28 à 5024 Gelbressée, pour un montant de 1.000,00 € à titre d'aide financière pour la participation des artistes lors de l'organisation des activités de l'association;
3. 30 mars 2026 par l'ASBL Les Baladins de la Ruelle (n° d'entreprise 0720.986.449) sise rue Polet, 50 à 5020 Vedrin, pour un montant de 1.000,00 € à titre d'aide financière pour les frais inhérents aux répétitions et aux décors du spectacle de mai 2026;
4. 11 mai 2026 par l'association de fait Cercle Royal Dramatique Les Dix, représentée par [redacted], sise rue Saint Donat, 56 à 5002 Saint-Servais, pour un montant de 2.750,00 € à titre d'aide financière pour les frais inhérents aux travaux d'entretien des coulisses, à la confection des décors et à la promotion de leur spectacle;
5. 24 mars 2026 par l'association de fait Artemiss, représentée par [redacted], sise Avenue Félicien Rops, 23 bte11 à 5000 Namur, pour un montant de 1.400,00 € à titre d'aide financière pour la location de l'église de La Plante, les frais généraux du chœur et l'aide à la rétribution des musiciennes;
6. 25 février 2026 par l'ASBL Les Nouveaux Disparus (n° d'entreprise 0456.569.397) sise rue de Liedekerke, 9 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, pour un montant de 3.600,00 € à titre d'aide financière pour le fonctionnement de La Maison des Cultures Nomade(s);
7. 25 mars 2026 par l'ASBL Festival d'Orgues de Namur (n° d'entreprise 0541.310.478.) sise route d'Eghezée, 4C bte6 à 5310 Eghezée, pour un montant de 2.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation de récitals d'orgue pour un large public;
8. 25 mars 2026 par l'ASBL La Frairie Royale des Masuis et Cotelis Jambois (n° d'entreprise 0431.996.923) sise Parc Astrid, 27 à 5100 Jambes, pour un montant de 2.000,00 € à titre d'aide financière pour deux déplacements à l'étranger : l'un au Portugal et l'autre en Italie ;
9. 6 mars 2026 par l'ASBL Grandir en Scène (n° d'entreprise 1019.796.236) sise rue Ernest Antoine, 6 à 5100 Jambes, pour un montant de 1.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation de l'événement «Le Salon Littéraire de Jambes», le 7 juin 2026;
10. Sans date février 2026 par l'ASBL Jazz9 (n° d'entreprise 0870.942.115) sise rue de l'Usine, 9a à 5032 Mazy, pour un montant de 2.500,00 € à titre d'aide financière pour la participation aux frais des concerts jazz à Namur;
11. 01 mars 2026 par l'ASBL Musique et Culture autour de l'Orgue du Sacré-Cœur (n° d'entreprise 0500.878.997) sise rue Saint Luc, 32 à 5004 Bouge, pour un montant de 1.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation de la 14ème édition de son Festival Musical, année 2026;

12. 17 avril 2026 par l'ASBL Philharmonique de Namur (n° d'entreprise 0440.775.225) sise Place du Théâtre, 2 à 5000 Namur, pour un montant de 11.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation de concerts, la visibilité du projet de Tiers-Lieux Chapelle Saint Berthuin de l'Abbaye de Malonne et la mise en valeur du patrimoine local;
13. 27 mai 2026 par l'ASBL Plateforme Afrique Subsaharienne (n° d'entreprise 1016.511.696) sse rue Rogier, 73/2 à 5000 Namur, pour un montant de 2.500,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation des Journées de l'Afrique à Namur 2026;
14. 28 avril 2026 par l'association de fait Les Rhodos Dindons, représentée par [redacted], sise rue Alphonse Delonnoy, 39 à 5000 Namur, pour un montant de 1.500,00 € à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
15. 08 avril 2026 par l'ASBL Rock About Nam (n° d'entreprise 0473.126.705) sise rue Emile Vandervelde, 45 à 5020 Flawinne, pour un montant de 12.600 € à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
16. 17 avril 2026 par l'ASBL Sinfonietta (n° d'entreprise 0461.277.362) sise Quai de Meuse, 2 à 5100 Jambes, pour un montant de 9.000,00 € à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
17. 3 mai 2026 par l'ASBL Zotart (n° d'entreprise 1027.513.278) sise rue Godefroid, 25 bte 7 à 5000 Namur, pour un montant de 2.000,00 € à titre d'aide financière pour l'organisation de "Les Rencontres de Zotart";

Considérant que ces associations participent aux objectifs du livre blanc «Namur Confluent Culture», adopté par le Conseil communal du 23 janvier 2024;

Attendu que le dossier a été communiqué au Directeur financier ff en référence à l'article L1124-40§1er, 3 et 4 du CDLD;

Vu l'avis du Directeur financier ff en date du 08 juin 2026;

Par ces motifs,

Sur proposition du Collège communale du 9 juin 2026;

Octroie :

1. 750,00 € à l'ASBL 7ème Aaaargh (n° d'entreprise 0785.355.154) sise Place de la Manufacture, 10 bte 0024 à 5030 Gembloux, à titre d'aide financière pour l'organisation du 7ème Aaaargh Rétro Film Festival 2026 à Namur;
2. 500,00 € à l'ASBL Animation Gelbressoise (n° d'entreprise 0464.273.474) sise rue du Moulin Somal, 28 à 5024 Gelbressée, à titre d'aide financière pour la participation des artistes lors de l'organisation des activités de l'association;
3. 800,00 € à l'ASBL Les Baladins de la Ruelle (n° d'entreprise 0720.986.449) sise rue Polet, 50 à 5020 Vedrin, à titre d'aide financière pour les frais inhérents aux répétitions et aux décors du spectacle de mai 2026;
4. 800,00 € à l'association de fait Cercle Royal Dramatique Les Dix, représentée par [redacted], sise rue Saint Donat, 56 à 5002 Saint-Servais, à titre d'aide financière pour les frais inhérents aux travaux d'entretien des coulisses, à la confection des décors et à la promotion de leur spectacle;
5. 750,00 € à l'association de fait Artemiss, représentée par [redacted], sise Avenue Félicien Rops, 23 bte11 à 5000 Namur, à titre d'aide financière pour la location de l'église de La Plante, les frais généraux du chœur et l'aide à la rétribution des musiciennes;
6. 3.600,00 € à l'ASBL Les Nouveaux Disparus (n° d'entreprise 0456.569.397) sise rue de Liedekerke, 9 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, à titre d'aide

financière pour le fonctionnement de La Maison des Cultures Nomade(s);

7. 1.200,00 € à l'ASBL Festival d'Orgues de Namur (n° d'entreprise 0541.310.478.) sise route d'Eghezée, 4C bte6 à 5310 Eghezée, à titre d'aide financière pour l'organisation de récitals d'orgue pour un large public;
8. 800,00 € à l'ASBL La Frairie Royale des Masuis et Cotelis Jambois (n° d'entreprise 0431.996.923) sise Parc Astrid, 27 à 5100 Jambes, à titre d'aide financière pour deux déplacements à l'étranger: l'un au Portugal et l'autre en Italie;
9. 500,00 € à l'ASBL Grandir en Scène (n° d'entreprise 1019.796.236) sise rue Ernest Antoine, 6 à 5100 Jambes, à titre d'aide financière pour l'organisation de l'événement «Le Salon Littéraire de Jambes», le 7 juin 2026;
10. 800,00 € à par l'ASBL Jazz9 (n° d'entreprise 0870.942.115) sise rue de l'Usine, 9a à 5032 Mazy, à titre d'aide financière pour la participation aux frais des concerts jazz à Namur;
11. 500,00 € à l'ASBL Musique et Culture autour de l'Orgue du Sacré-Cœur (n° d'entreprise 0500.878.997) sise rue Saint Luc, 32 à 5004 Bouge, à titre d'aide financière pour l'organisation de la 14ème édition de son Festival Musical, année 2026;
12. 7.200,00 € à l'ASBL Philharmonique de Namur (n° d'entreprise 0440.775.225) sise Place du Théâtre, 2 à 5000 Namur, à titre d'aide financière pour l'organisation de concerts, la visibilité du projet de Tiers-Lieux Chapelle Saint Berthuin de l'Abbaye de Malonne et la mise en valeur du patrimoine local;
13. 500,00 € à l'ASBL Plateforme Afrique Subsaharienne (n° d'entreprise 1016.511.696) sise rue Rogier, 73/2 à 5000 Namur, à titre d'aide financière pour l'organisation des Journées de l'Afrique à Namur 2026;
14. 750,00 € à l'association de fait Les Rhodos Dindons, représentée par [redacted], sise rue Alphonse Delonnoy, 39 à 5000 Namur, à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
15. 12.600,00 € à l'ASBL Rock AboutNam (n° d'entreprise 0473.126.705) sise rue Emile Vandervelde, 45 à 5020 Flawinne, à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
16. 4.800,00 € à l'ASBL Sinfonietta (n° d'entreprise 0461.277.362) sise Quai de Meuse, 2 à 5100 Jambes, à titre d'aide financière pour l'aide au fonctionnement de l'association;
17. 500,00 € à l'ASBL Zotart (n° d'entreprise 1027.513.278) sise rue Godefroid, 25 bte 7 à 5000 Namur, à titre d'aide financière pour l'organisation de "Les Rencontres de Zotart";

- Pour les subventions inférieures à 3.499,99 €, se réserve le droit de demander aux bénéficiaires de produire au Département de Gestion financière, dans les plus brefs délais, les copies des factures relatives à l'objet de la subvention qui leur est adressée à hauteur du montant de celle-ci.
- Pour les subventions comprises entre 3.500,00 € et 12.499,99 € demande aux bénéficiaires de produire au Département de Gestion financière, dans les plus brefs délais, les copies des factures relatives à l'objet de la subvention qui leur est adressée à hauteur du montant de celle-ci.
- Pour les subventions égales ou supérieures à 12.500,00 € demande aux bénéficiaires de produire au Département de Gestion Financière, soit leurs bilan, compte et rapports de gestion et de situation financière, soit leur état des recettes et dépenses accompagnés de ses annexes obligatoires (dont un état du patrimoine), tel que prévu par les annexes 6 à 8 de l'Arrêté Royal d'exécution du Code des Sociétés et des Associations du 29 avril 2019, sauf si une disposition particulière y déroge. Ces documents seront approuvés en

Assemblée générale et déposés au greffe du Tribunal de l'Entreprise du ressort de l'association ou de la Banque Nationale de Belgique dans le mois de leur Assemblée générale. Ils seront accompagnés des balances des comptes généraux, clients et fournisseurs et du tableau des immobilisés ou du livre journal de l'exercice subsidié, le procès-verbal de l'Assemblée générale approuvant le compte ainsi que d'un budget pour l'exercice suivant. Les bénéficiaires dont le subside est dédié à l'organisation d'un événement transmettront également les copies des factures relatives à l'objet de la subvention pour un montant HTVA au moins égal au montant de la subvention lorsque cela s'avère pertinent. L'ensemble des justificatifs devra être transmis dans les meilleurs délais et, au plus tard, dans les sept mois après la fin de l'exercice social relatif au subside octroyé.

- Invite les bénéficiaires à faire figurer la mention "avec le soutien de la Ville de Namur" et le logo "Ville de Namur" et de "Namur Confluent Culture" sur l'ensemble des documents édictés par ceux-ci et à mettre en exergue auprès des médias la participation de la Ville et à placer le roll-up/beach flag à des endroits stratégiques du site des événements organisés.

La dépense d'un montant de 37.350,00 € sera imputée sur l'article 762/332AC-02 Subsides action culturelle du budget ordinaire 2026.

La subvention sera liquidée par versement sur un compte bancaire ouvert auprès d'un organisme financier au nom du bénéficiaire de la subvention. Au cas où ce compte n'est pas ouvert au nom du bénéficiaire de la subvention mais au nom d'un ou de plusieurs de ses membres ou d'un tiers, celui-ci adressera à la Ville (Département de Gestion financière) une déclaration de créance autorisant la Ville à verser le montant de la subvention sur le compte bancaire ouvert au nom du (des) titulaire(s) du compte.

Lorsqu'une personne physique ou morale qui bénéficie d'une subvention est redevable envers la Ville de montants dus pour quelque cause, la Ville peut opérer de plein droit la compensation prévue par les articles 5 :254 et suivants du Code civil, sans que cela ne dispense au paiement des factures et / ou taxes dues dans les délais requis.

Les articles L 3331-3 et 4 du CDLD précisant les documents à joindre au dossier de demande ou les justificatifs à produire lors de l'octroi d'une subvention, la liquidation du subside ne pourra avoir lieu qu'après la réception des pièces manquantes lors de la demande ou des justifications à produire pour l'utilisation de subsides octroyés précédemment.

Les subventions ne pourront pas être liquidées aux ASBL radiées administrativement pour non-respect du registre UBO (Ultimate Beneficial Owners) relatif aux bénéficiaires effectifs, celles-ci devant mettre à jour ledit registre dans les plus brefs délais.

DEPARTEMENT DE L'AMENAGEMENT URBAIN

REGIE FONCIERE

109. Exercice 2025: compte - décision de tutelle - prise de connaissance

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 109: Exercice 2025 des comptes.

c'est une prise de connaissance, donc il n'y a pas de vote, de l'arrêté ministériel, approbation du 02 juin 2026.

C'est ok? Personne ne veut intervenir, je veux dire.

Vu l'Arrêté ministériel du 02 juin 2026 approuvant les comptes pour l'exercice 2025 de la Régie foncière, votés en séance du Conseil communal du 21 avril 2026 ;

Vu l'article 4 de l'Arrêté ministériel indiquant que cette décision doit être communiquée par le Collège communal au Conseil communal et au Directeur financier conformément à l'article 4, alinéa 2, du Règlement général de la Comptabilité communale,

Sur proposition du Collège communal du 09 juin 2026,

Prend connaissance de l'Arrêté ministériel du 02 juin 2026 approuvant les comptes pour l'exercice 2025 de la Régie foncière, votés en séance du Conseil communal du 21 avril 2026.

Conformément à l'article 2 de cet Arrêté ministériel, mention de cet arrêté est portée au registre des délibérations du Conseil communal en marge de l'acte concerné.

AIR, CLIMAT ET ENERGIE

110. Projet de massification à la rénovation OSCAR: convention de partenariat

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 110: Air, Climat et Energie, c'est un projet de massification à la rénovation OSCAR. C'est une adoption de la convention de partenariat.

Est-ce que c'est ok pour tout le monde?

Manifestement oui. Je vous remercie.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu son adhésion à la Convention des Maires par le Conseil communal en date du 12 décembre 2013;

Vu sa déclaration de politique communale proclamée le 02 décembre 2024 et adoptée en séance le 17 décembre 2024 désireuse d'un territoire résiliant qui s'adapte aux changements climatiques ;

Vu sa motion adoptée en séance du 23 juin 2020, visant à amplifier la transition écologique de Namur Capitale, par laquelle il déclare la Ville de Namur en état d'urgence climatique et environnementale et reconnaît l'enjeu du climat comme étant transcendant dans les politiques de la Ville;

Vu sa délibération en séance du 28 mai 2024 approuvant le Plan Air, Climat et Énergie 2030 et son plan d'action, et plus particulièrement l'action n°40 : « Mettre en place une stratégie de massification de rénovation énergétique des logements » ;

Vu sa délibération du 20 janvier 2026 prenant acte de la sélection de la Ville au sein du projet "OSCAR: Organising and Scaling the Renovation wave Affordable, collective and scalable renovation for Belgium" coordonné par Climact à l'appel à projet "Le défi de la décarbonation" d'Helios Foundation ;

Attendu qu'une convention doit être ratifiée par les différents membres de la CORE TEAM (Climact, Behaven, Buildwise) et la Ville de Namur ;

Attendu que ce projet a pour objectif principal de tester des solutions de financement, de gouvernance, d'engagement citoyens et de techniques pour accélérer la rénovation de masse ;

Vu le projet de convention relative à la définition des conditions d'octroi d'un soutien;

Attendu que la mise en oeuvre du projet est prévue de juillet 2026 à décembre 2030 ;

Attendu que cette convention reprend l'ensemble des rôles devant être respectés par chacune des parties ;

Attendu que la Ville s'engage à désigner un Coordinateur de Rénovation de Quartier pour une durée de 48 mois, de septembre 2026 à août 2030 ;

Attendu que la Ville s'engage à mobiliser les services nécessaires pour garantir la bonne exécution des missions, notamment mais pas exclusivement le Service Air, Climat et Energie, le Service Technique du Développement Territorial et le Service géomatique ;

Attendu que la Ville s'engage à mobiliser les canaux de communications communaux pour diffuser des informations relatives au projet ;

Attendu que la CORE TEAM, pour l'aider à participer au projet, met à disposition de la Ville un soutien de 178.000,00 € ;

Attendu que la Ville, bénéficie sur l'ensemble des éléments qui seront développés par la CORE TEAM, d'un droit d'usage non exclusif, non cessible et gratuit pour l'aider à ses propres poltiques locales de rénovation énergétique ;

Attendu que les modalités juridiques et règlementaires d'accès pour la CORE TEAM aux données locales nécessaires à la réalisation du projet seront définies ultérieurement ;

Attendu cependant que les deux parties s'engagent à respecter le cadre du RGPD ;

Sur proposition du Collège du 09 juin 2026,

Approuve le projet de convention entre la Ville, la CORE TEAM constituée de Climact, Buildwise et Behaven, pour la mise en œuvre du projet OSCAR.

111. Projet de massification à la rénovation "Ruenovation": convention SPW-Consortium Ruenovation - avenant

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 111, c'est également un projet de massification à la rénovation. C'est une approbation de l'avenant à la convention relative à la subvention régionale octroyée à la Ville pour la mise en œuvre du projet.

C'est ok également. Ok pour Ecolo. Ok pour le PTB, merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) et notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil;

Vu son adhésion à la Convention des Maires en sa séance du 12 décembre 2013;

Vu la déclaration de politique communale proclamée le 02 décembre 2024 et adoptée en sa séance le 17 décembre 2024 désireuse d'un territoire résiliant qui s'adapte aux changements climatiques ;

Vu sa motion adoptée en sa séance du 23 juin 2020, visant à amplifier la transition écologique de Namur Capitale, par laquelle il déclare la Ville de Namur en état d'urgence climatique et environnementale et reconnaît l'enjeu du climat comme étant transcendant dans les politiques de la Ville;

Vu sa délibération du 28 mai 2024 approuvant le Plan Air, Climat et Énergie 2030 et son plan d'action, et plus particulièrement l'action n°40 : « Mettre en place une stratégie de massification de rénovation énergétique des logements » ;

Vu sa délibération du 17 octobre 2023 approuvant le renouvellement de la convention de partenariat entre la Ville et la plateforme de rénovation énergétique EN'Hestia;

Vu la délibération du Collège communal du 27 juin 2023 donnant son accord pour déposer un dossier de candidature dans le cadre de l'appel Renobatex.id pour un projet de massification de la rénovation énergétique "Rue-Novation" en partenariat avec la Ceinture Energétique Namuroise et EN'Hestia;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 07 décembre 2023 accordant une subvention à la Ville de Namur pour la mise en œuvre du projet Rue-Novation;

Vu sa délibération du 28 mai 2024 approuvant la convention entre la Région wallonne, la Ville de Namur, la Ceinture Energétique Namuroise et EN'Hestia pour la mise en œuvre du projet Rue-Novation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juin 2026, transmis à la Ville de Namur le 08 juin 2026, particulièrement son article 7, prolongeant la durée de la subvention régionale à 33 mois (soit jusqu'au 30 septembre 2026), sans modification du montant de la subvention ;

Considérant que les conditions et les modalités de cette prolongation sont reprises dans la convention de subvention ;

Considérant que cette prolongation n'emporte pas de modification du montant de la subvention ;

Vu l'avenant à la convention relative à la subvention de la Ville de Namur pour la mise en oeuvre du projet Rue Novation ;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement wallon ainsi que l'avenant à la convention ont tous deux été transmis à la Ville le lundi 08 juin 2026;

Considérant, au vu de la date de réception de l'avenant, qu'il n'a pas été possible de le présenter dans les délais classiques de confection de l'ordre du jour de la dernière séance utile du Collège communal; qu'il est nécessaire que cet avenant, au vu de sa durée (3 mois jusqu'au 30 septembre 2026), soit présenté au Conseil communal lors de sa toute prochaine séance;

Sur proposition du Collège du 16 juin 2026,

Prend connaissance de l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juin 2026, transmis à la Ville de Namur le 08 juin 2026, particulièrement son article 7, prolongeant la durée de la subvention régionale à 33 mois (soit jusqu'au 30 septembre 2026), sans modification du montant de la subvention.

Approuve l'avenant à la convention relative à la subvention régionale octroyée à la Ville pour la mise en oeuvre du projet Ruenovation.

112. <u>Conseil agroalimentaire durable namurois: institution en tant que conseil consultatif et adoption du règlement d'ordre intérieur</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point 112: Conseil agroalimentaire durable namurois. C'est une institution du CADN en tant que conseil consultatif et adoption du règlement d'ordre intérieur.

C'est ok, toujours, pour tout le monde? Merci beaucoup.

Mme C. Quintero Pacanchique, Conseillère communale Ecolo:

Monsieur le Président.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Oui, Madame Quintero.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Elle avait levé la main pour moi, donc.

Je voudrais juste souligner positivement les trois objectifs qui nous ont été cités. Cela vaut la peine juste de les réexpliquer.

C'est un conseil consultatif. On allonge la durée de la présidence pour permettre aux gens de s'installer. Je trouve que c'est une très bonne chose. Et de céder la présidence à une personne qui n'est ni politique ni administrative, je trouve cela aussi un signal intéressant.

Et je remercie Madame l'Echevine d'avoir proposé la situation telle qu'elle est.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Madame Tillieux.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je constate avec bonheur qu'on institue un conseil consultatif avec un règlement d'ordre intérieur. Je voudrais réitérer notre demande d'instituer un conseil consultatif pour la mobilité et pour les personnes en situation de handicap.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Une toute petite subtilité par rapport au propos de Monsieur Noël donc on ne prolonge pas la présidence de 6 ans.

Tous les membres maintenant ont une durée de mandat de 6 ans alors qu'auparavant c'était une durée de mandat de 2 ans. Il n'y avait pas de président. C'était animé par le service Air, Climat et Energie.

Aujourd'hui, effectivement, le choix se porte sur une présidence externe, donc ni administration, ni représentant politique. Ce n'est pas pour se décharger du travail d'animation d'ordre du jour ou autre.

C'est bien, effectivement, pour donner encore davantage d'indépendance à ce conseil qui devient donc un véritable conseil consultatif dans le panel des conseils namurois.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Scailquin.

Madame Tillieux, vous souhaitez réagir?

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je n'ai pas de réponse à mes demandes mais je réitérerai, le cas échéant, quand les sujets reviendront sur la table.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement son article L1122-35 lequel prévoit que: " *Le conseil communal peut instituer des conseils consultatifs. Par « conseils consultatifs », il convient d'entendre « toute assemblée de personnes, quel que soit leur âge, chargée par le conseil communal de rendre un avis sur une ou plusieurs questions déterminées » (...)* ";

Vu la motion visant à accélérer la transition écologique adoptée en sa séance du 23 juin 2020 et plus particulièrement:

- son point 18 visant à "augmenter la part du circuit-court durable sur le territoire namurois, afin d'en augmenter la résilience alimentaire" ;
- son point 34 visant à " sensibiliser, conscientiser, informer le public namurois le plus largement possible sur les moyens d'action individuels, collectifs et les initiatives publiques de soutien existantes (primes énergies, etc.) pour faire face aux enjeux climatiques et écologiques, afin de les impliquer un maximum de manière proactive vers et dans la transition de modes de vie durables en ayant une méthodologie plus spécifique pour les quartiers à forte densité de population et le public précarisé " ;

Vu la délibération du Collège communal du 13 octobre 2020 instituant le Conseil Agro-alimentaire Durable Namurois (CADNamurois) et marquant son accord sur sa composition et sur la définition de ses axes stratégiques ;

Vu la déclaration de politique communale proclamée le 02 décembre 2024 et adoptée en sa séance du 17 décembre 2024:

- Désireuse d'un territoire résiliant qui s'adapte aux changements climatiques ;
- Désireuse de susciter l'adhésion auprès de tous les acteurs afin qu'ils s'engagent dans des actions concrètes et adoptent de nouvelles habitudes;
- Désireuse de miser sur la créativité, stimuler les rencontres improbables et les intelligences collaboratives, qui permettront que des solutions nouvelles émergent en matière de soins de santé, en matière d'habitat, en matière culturelle, en matière sociale ;

- Désireuse d'un territoire ressourçant, qui fait du sport et de la santé, du bien-être et de la convivialité, des éléments de la qualité de vie ;
- Mettant en évidence que, comme le souligne l'Organisation Mondiale de la Santé, le bien-être d'une personne est déterminé par de nombreux facteurs qui vont au-delà de l'existence d'infrastructures et services médicaux, en citant entre autres, l'alimentation ;

Vu sa délibération du 31 mai 2022 marquant son accord sur la signature du Pacte de Milan et marquant ainsi l'engagement de la Ville à chercher des solutions pour mettre un terme à la pauvreté extrême, à réduire le gaspillage et à s'adapter au changement climatique à travers les six axes de travail prioritaires du Pacte de Milan :

1. Gouvernance alimentaire locale - Assurer un environnement propice à une action efficace ;
2. Promouvoir une alimentation durable et une bonne nutrition ;
3. Assurer l'équité sociale et économique ;
4. Soutenir la production alimentaire ;
5. Approvisionnement et distribution alimentaires ;
6. Prévenir le gaspillage alimentaire ;

Vu sa délibération du 28 mai 2024 approuvant le Plan Air, Climat et Énergie 2030, et notamment : son objectif stratégique 9 " Conscientiser les Namurois et Namuroises à l'impact de nos modes de vie sur le climat " et son objectif opérationnel 13.6. " Renforcer la sensibilisation à une alimentation durable et accessible à tous y compris dans les écoles " et plus particulièrement l'action 125 : "Mettre en place un Conseil de Politique Alimentaire constitué d'acteurs du système alimentaire namurois, « le Conseil agroalimentaire Durable Namurois », pour impulser une stratégie alimentaire sur le territoire";

Considérant que reconnaitre le CADNamurois en tant que Conseil Consultatif permet de répondre à plusieurs objectifs stratégiques et opérationnels du PST liés à la mise en oeuvre du plan air, climat et énergie et concrétise une de ses ces actions visant à mobiliser, consulter, impliquer, collaborer, échanger avec les acteurs du territoire et les citoyens sur les thématiques liées à la transition écologique via les conseils consultatifs;

Considérant que le ROI a été présenté aux membres actuels du CADN lors de sa réunion plénière du 19 mars 2026;

Pour ces motifs;

Sur proposition du Collège du 09 juin 2026,

Institue le CADNamurois en tant que conseil consultatif.

Adopte le règlement d'ordre intérieur suivant:

SECTION 1: DENOMINATION D'UN CONSEIL DE POLITIQUE ALIMENTAIRE

Art. 1

Le Conseil agroalimentaire durable namurois est l'organe représentant les actrices et acteurs territoriaux actifs dans la mise en œuvre d'un système alimentaire durable au niveau local.

SECTION 2 : OBJET SOCIAL, VISION ET MISSION

Art. 2

Le CADNamurois est établi auprès du Conseil communal en tant que conseil Consultatif conformément à l'article L1122-35 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Art. 3

À travers cet organe de gouvernance, la Ville de Namur souhaite impliquer de façon concrète les actrices et acteurs du territoire dans la mise en œuvre d'un système alimentaire durable au niveau local.

Art. 4

Le CADNamurois a pour mission de débattre des enjeux communaux afin de promouvoir des politiques et projets visant à développer et renforcer le système alimentaire durable au niveau local.

Art. 5

Dans le cadre de sa mission, le CADNamurois, plus particulièrement:

- Conseil et donne des avis:
  - Évalue l'efficacité des politiques et pratiques de la Ville qui les intéressent particulièrement;
  - Fournit des avis et des conseils concernant le développement d'un système alimentaire durable au niveau local;
  - Guide le Conseil communal sur les questions relatives aux politiques et programmes de la Ville qui ont une incidence sur le système alimentaire au niveau local.
- Fédère et mobilise:
  - Assure un rôle fédérateur entre les structures, les initiatives et les projets qui ont pour objet de contribuer au développement d'un système alimentaire durable au niveau local;
  - Favorise les liens et complémentarités qui existent entre les enjeux agroalimentaires et les enjeux liés à l'environnement, la santé, le développement économique, l'éducation, l'action sociale, la lutte contre la pauvreté, etc;
  - Fournit aux actrices et acteurs concernés l'occasion d'exprimer leurs opinions et préoccupations.
- Propose et innove:
  - Favorise et appuie les initiatives qui contribuent au développement et à la promotion d'un système alimentaire durable au niveau local;
  - Apporte des idées et des propositions pour des actions visant à promouvoir un système alimentaire durable au niveau local.

SECTION 3: COMPOSITION

Art. 6

On entend par actrices et acteurs territoriaux actifs dans la mise en œuvre d'un système alimentaire durable au niveau local toute personne:

Représentant au moins une composante du système alimentaire namurois (tels que les producteurs, transformateurs, distributeurs, et consommateurs, ainsi que des pouvoirs publics et associations impliqués dans la formation, la recherche et dans les thématiques de santé et précarité);

Adhérant à la définition du système alimentaire durable pour la Ville de Namur, tel qu'adopté par le Collège communal en date du 13 décembre 2022.

Art. 7

Composent le CADNamurois:

Membres effectifs, ayant le droit d'être présents aux séances plénières, de prendre part aux débats et aux délibérations;

Membres de droit, siégeant avec voix consultative, parmi lesquels:

Membres de l'administration communale en charge du suivi du CADNamurois;

Membres du Collège communal ayant dans leurs attributions les matières relatives à l'agriculture et à l'alimentation durable.

Art. 8

Par souci d'un bon déroulement des séances plénières, le nombre de membres effectifs est en principe limité à 24. Des candidatures supplémentaires peuvent cependant être acceptées, pour autant que:

Leurs profils correspondent au mandat;

Le nombre de membres ne nuit pas au bon déroulement des séances plénières.

Art. 9

Sauf dérogation motivée accordée par le Conseil communal au moment de la désignation, les membres effectifs sont domiciliés sur le territoire de la Ville de Namur.

Toutefois, aucune dérogation du Conseil communal ne doit être sollicitée si le membre effectif participe en tant que représentant d'un organisme, d'une association ou d'une entreprise basée sur le territoire de la Ville de Namur, ou dont l'activité a un impact sur celui-ci.

Art. 10

Les membres effectifs sont désignés par le Conseil communal, sur base d'une proposition de l'administration communale et tenant compte des critères suivants:

Représentativité de chacune des composantes du système alimentaire namurois (avec point d'attention concernant la représentation des minorités);

Représentativité équilibrée des hommes et des femmes (dans l'impossibilité d'atteindre la parité, les deux tiers au maximum des membres effectifs sont du même genre);

Motivation et disponibilité;

Expériences complémentaires des candidats.

Art. 11

Les candidatures non retenues dans un premier temps constituent une liste de suppléants en attente.

Art. 12

De manière à intégrer les travaux du CADNamurois au rythme des politiques menées à l'échelon local, le mandat des membres du CADNamurois est renouvelé tous les six ans, par le biais d'un appel à participation large.

Art. 13

Les démissions d'un membre effectif sont établies par écrit (voie postale ou électronique) avant la date de la prochaine séance du CADNamurois et prennent effet au cours de cette séance.

En outre, est considéré comme démissionnaire:

- Tout membre effectif ayant 3 absences consécutives non justifiées lors des séances plénières;
- Tout membre effectif qui ne représente plus l'organisme, l'association ou l'entreprise qui l'a mandaté, pour autant que la Ville de Namur soit avertie par voie postale ou électronique).

Sous-section 3.1: Remplacement d'un Membre Effectif

Art. 14

Tout membre effectif démissionnaire issu d'un organisme, d'une association ou d'une entreprise est remplacé par une personne proposée par l'organisme, l'association ou l'entreprise.

Art. 15

Tout organisme, association ou entreprise démissionnaire ou tout membre effectif démissionnaire siégeant à titre personnel est remplacé, par ordre de priorité:

- Par un candidat ou une candidate figurant sur la liste de suppléants en attente mentionnée ci-avant, en tenant compte des critères prévus à l'art. 10;
- Par le biais d'un appel à participation ciblé, visant la ou les composantes du système alimentaire namurois concernée.

SECTION 4: ORGANISATION

Art. 16

Le CADNamurois s'organise en trois instances:

- La Coordination;
- La Plénière;
- Les Groupes de Travail.

Sous-section 4.1 : La Coordination

Art. 17

La Coordination du CADNamurois est composée des membres de droit.

Art. 18

La Coordination assure le portage organisationnel et le secrétariat du CADNamurois, de manière à répondre au mieux à sa mission prévue à l'art. 4.

Art. 19

La Coordination est chargée de:

- Préparer les séances des réunions du CADNamurois avec la présidence, en ce compris l'ordre du jour;
- Rédiger les procès-verbaux des réunions du CADNamurois;
- Assurer la coordination entre les Groupes de Travail;
- Faire circuler l'information au sein et à l'extérieur du CADNamurois;
- Gérer le budget spécifique du CADNamurois.

Sous-section 4.2: La Plénière

Art. 20

La Plénière est composée des membres effectifs.

Outre les membres effectifs, participent à la plénière les membres de droit et, ponctuellement, des personnes invitées utiles à la réflexion à l'ordre du jour.

Art. 21

Les membres effectifs élisent en leur sein une présidence et une vice-présidence, ayant comme mission:

- Représente l'instance face aux autorités communales (porte-parole);
- Anime et modère les réunions du CADNamurois;
- Fait le lien entre le CADNamurois, l'administration communale et les instances politiques locales (Collège communal et Conseil communal);

- Veille au bon fonctionnement de l'instance;
- Valide ses ordres du jour (proposées par la coordination);
- Représente le CADNamurois au sein de l'Instance de Gouvernance Participative (IGP) territoriale

En cas de vacance de la présidence, une nouvelle élection est organisée pour procéder au remplacement.

Art. 22

La Plénière assure que les décisions prises par le CADNamurois aient une vision systémique et stratégique pour le développement d'un système alimentaire durable au niveau local, de manière à tenir compte de l'ensemble des enjeux.

Art. 23

La Plénière est chargée de:

Partager des questions d'actualité entre les membres effectifs [AL3] (savoir-faire, expérience et mise en action) et les membres de droit (vision et stratégie territoriale);

Conseiller et donner des avis concernant les politiques et les projets de la Ville de Namur ayant une incidence sur le développement d'un système alimentaire durable au niveau local, d'initiative ou à la demande des autorités ou de l'administration communales;

Mettre en évidence les attentes des actrices et acteurs territoriaux;

Proposer l'ouverture des Groupes de Travail (permanents ou temporaires), en désignant un rapporteur;

Valider les avis et propositions d'actions [AL5] faites par les différents groupes de travail et les proposer au Collège et /ou au Conseil Communal

Sous-section 4.3 : Les Groupes de Travail

Art. 25

Chaque Groupe de Travail est composé de:

Un rapporteur des travaux, membre effectif du CADNamurois et désigné par celui-ci;

Au moins un membre de la Coordination;

Personnes-ressources sollicitées par le CADNamurois pour une thématique spécifique pour laquelle ils ont une expérience pertinente;

Toute personne intéressée d'y contribuer (dont les membres effectifs), à titre personnel ou en tant que représentant d'un organisme, association ou entreprise basée sur le territoire de la Ville de Namur, ou dont l'activité à un impact sur celui-ci.

Art. 26

Les Groupes de Travail assurent un moment de collaboration pour examiner, de manière à approfondir des sujets-thématiques soulevés par le CADNamurois et envisager des solutions à y apporter au niveau local.

Art. 27

Chaque Groupe de Travail est chargée de:

- Analyser et étudier une thématique ou une question particulière;
- Faire rapport des avancées des discussions en séance plénière;
- Préparer des avis à soumettre aux autorités communales;
- Préparer des propositions, dont des actions, à soumettre aux autorités communales.

SECTION 5: FONCTIONNEMENT

Art. 28

La Plénière du CADNamurois se réunit à priori 4 fois par an, à l'initiative de la Coordination. [AL7] Elle peut aussi être convoquée dans les cas suivants:

Lorsque son avis est requis en vertu d'une disposition législative ou réglementaire;

À la demande des autorités communales;

Si 1/5 au moins des membres lui en exprime le souhait par écrit (voie postale ou électronique).

Art. 29

La convocation de la Plénière est adressée aux membres (effectifs et de droit) au moins dix jours ouvrables avant la réunion, par voie électronique (ou par voie postale pour des membres qui en feraient la demande). La convocation contient l'ordre du jour de la réunion et tout autre information nécessaire à son bon déroulement.

Art. 30

L'ordre du jour est défini sur base:

- Des avancées des actions et projets de la Ville de Namur en lien avec la mise en œuvre d'un système alimentaire durable au niveau local;
- Des propositions de membres
- Des actualités du système alimentaire.

Art. 31

Le CADNamurois ne peut délibérer valablement que si la majorité des membres est présente. Il délibère toutefois valablement, quel que soit le nombre de membres présents, sur les objets mis pour la seconde fois à l'ordre du jour, pour autant que la convocation porte la mention « dernière convocation ».

Les résolutions sont prises à la majorité simple des suffrages des membres présents. En cas de partage des voix, celle de la présidence est prépondérante.

Art. 32

Les procès-verbaux de la Plénière sont envoyés par voie électronique (ou par voie postale pour des membres qui en feraient la demande) maximum 10 jours ouvrables après la séance. Les membres ont alors jusqu'à la convocation de la prochaine séance pour proposer des modifications.

Art. 33

Les membres de l'administration communale en charge du suivi du CADNamurois assurent la conservation des documents, mis à disposition sur demande.

Art. 34

Un rapport d'activités, intégrant un bilan de fonctionnement, est rédigé chaque année. Ce rapport sert alors de base pour l'évaluation du CADNamurois.

Art. 35

Aucun positionnement public au nom du CADNamurois n'est possible, hors les bonnes pratiques de transparence.

SECTION 6 : RÉVISION DU RÈGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR

Art. 36

Sous demande de tout membre effectif ou membre de droit, le Règlement d'Ordre Intérieur peut être modifié ou adapté lors d'une séance plénière du CADNamurois.

Il ne sera validé qu'après approbation du Conseil communal.

Art. 37

Tout traitement de données à caractère personnel initié par la mise en œuvre du présent règlement est réalisé dans le respect de la réglementation applicable en matière de données à caractère personnel, notamment, le Règlement (UE) du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

En sa qualité de responsable de traitement, la Ville de Namur traite les données à caractère personnel collectées dans le respect des prescrits légaux précités.

Les données personnelles sont traitées par le Service gestion du stationnement pour toutes les formalités utiles et nécessaires au renouvellement, à la prolongation ou à la modification de sa carte de stationnement.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement toute personne consent au traitement de ses données à caractère personnel par la Ville de Namur.

Toute demande d'information et/ou d'accès aux données à caractère personnel traitées par la Ville de Namur est à adresser par courriel à l'adresse dpo@ville.namur.be.

Art. 38

Le présent règlement entre en vigueur dès le jour de sa publication conformément au prescrit des articles L1133-1 et L1133-2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

POINTS INSCRITS A LA DEMANDE DE MEMBRES DU CONSEIL

113.1. "Végétalisation des façades: proposition pour une intensification" (Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons dès lors passer au point d'inscrire la demande des membres du Conseil.

Le premier point. Enfin, à moins qu'il y en ai qui veulent changer certaines questions en écrite, je pose la question.

Moi, je n'ai pas de soucis, maintenant je suis parti moi, je suis en pleine forme, je peux faire une nuit blanche.

Le 1er point de Madame Lenglez donc je vais vous rappeler les minutages, donc c'est 5 minutes pour l'auteur, 5 minutes pour la réponse et 2 minutes. Alors vous comprendrez aisément que vu l'heure, je serai intransigeant sur le timing.

Je vous en prie, Madame Lenglez, vous avez 5 minutes sur la "Végétalisation des façades: proposition pour une intensification".

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

Je vais essayer d'aller vite et j'ai bien tenu compte de votre proposition de reporter la question mais j'ai déjà reporté au dernier Conseil. Donc, voilà, je vais y aller.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Juste, je ne vous proposais pas de la reporter mais peut-être de la changer en écrite.

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

Oui, d'accord mais je pense que ma question est vraiment très à propos par rapport à l'actualité. Donc, voilà.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

À l'heure du réchauffement climatique et des vagues de chaleur, ce Conseil-ci, le Conseil précédent, et puis l'été ne fait que commencer, les bienfaits de la végétalisation ne sont plus à démontrer.

Outre son aspect esthétique, la végétation aide à capter le CO^2, rafraîchit considérablement l'air en cas de forte chaleur et favorise la biodiversité. C'est entre autres ce que nous stipule l'objectif stratégique 12.2 du plan Air, Climat, Energie. Renforcer la végétalisation du territoire en vue d'augmenter les espèces de biodiversité et de fraîcheur.

Les qualités drainantes de la végétation aident en outre à prévenir des conséquences des inondations. 10.000 arbres avaient été plantés sous l'impulsion de l'Echevine Ecolo, Charlotte Mouget, lors de la précédente législature.

Charlotte Mouget a aussi lancé une campagne de végétalisation des façades de maisons particulières en facilitant la procédure administrative et en faisant éditer le guide "Végétaliser sa façade", reprenant la procédure ainsi qu'une foultitude de conseils utiles aux propriétaires désireux de végétaliser leurs biens. On y retrouve, par exemple, les types d'essence recommandés en fonction de l'orientation des bâtiments et du type de finition des façades.

Ce projet perdure toujours à l'heure actuelle et l'édition de février du Namur Magazine en rappelait les bienfaits et la procédure dans un article dédié à la végétalisation du centre-ville.

Toutefois, à l'heure actuelle, cette procédure ne peut être entamée que si un citoyen ou une citoyenne désire prendre contact avec le service adéquat. Il lui faudra aussi remplir les formulaires et fixer une date pour que son trottoir soit aménagé. Par peur de la durée du processus et ou parfois du refus d'une demande, des habitants et habitantes de Namur m'ont dit avoir régulièrement reporté cette dite demande.

Ce que je vous propose aujourd'hui, c'est d'informer systématiquement les citoyens et citoyennes, ainsi que les associations de quartier e/out les autres acteurs de terrain, lors de la réfection de nouveaux trottoirs. Lors de la planification d'un nouveau chantier, les riveraines et riverains seraient directement prévenus de la possibilité de végétaliser leur façade à l'issue des travaux.

Les personnes intéressées auraient alors la possibilité d'introduire leurs demandes avant les travaux de leur rue mais aussi de rencontrer le personnel du service Espaces verts pour discuter des essences adaptées au type de sol et à l'exposition de leur maison. La création des espaces nécessaires à la pose de végétaux et arbustes pourrait alors être pensée en amont des travaux et intégrée directement lors de la pose des nouveaux trottoirs.

Je pense sincèrement que ce type de procédure aurait pour effet positif d'augmenter de manière conséquente le nombre de demandes et d'accélérer de ce fait, le processus de végétalisation de notre belle commune.

En espérant que ma proposition retiendra votre attention, je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Lenglez.

C'est Madame Scailquin qui va vous répondre avec 5 minutes au compteur.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Merci Madame la Conseillère pour votre question.

Et donc effectivement, la végétalisation des quartiers urbains est une action qui est inscrite dans le plan Climat. Donc elle se joue à la fois par les arbres qui sont plantés dans l'espace public, mais elle doit aussi se compléter par la végétalisation des façades et donc par une implication, un engagement de nos citoyens.

Vous l'avez dit, les avantages de la végétalisation ne sont plus à démontrer: lutte contre les îlots de chaleur, amélioration de la qualité de l'air, refuge pour la biodiversité sans oublier une identité nouvelle pour un immeuble, une rue ou tout un quartier. L'ambition de plantation se poursuit, je ne peux donc que vous rejoindre sur ce point.

En ce qui concerne le nouveau piétonnier, chaque phase de chantier est précédée d'une réunion riverains avec une information spécifique et une mobilisation et une motivation pour que les habitants ou les commerçants puissent décider de végétaliser leur façade. Les riverains ont en effet l'opportunité de bénéficier des travaux de réaménagement pour la création de leur fosse de plantation.

Vous l'avez dit également, l'information qui a été publiée dans le Namur Magazine montre notre volonté de pouvoir poursuivre et amplifier ce projet initié il y a quelques années maintenant.

Si un citoyen souhaite végétaliser sa façade, il n'y a rien de plus simple et rapide. Il faut remplir un formulaire que l'on retrouve sur l'e-Guichet. Les personnes intéressées doivent fournir quelques informations très simples. La délivrance de l'autorisation se fait aussi de manière très rapide, tout en respectant certaines conditions liées à la mobilité et à la sécurité. Par exemple, ce matin, le Collège communal a encore délivré trois autorisations pour végétaliser les façades dans les quartiers urbains.

En cas de besoin, notre service Nature et Espaces verts prend toujours le temps de répondre aux éventuelles questions des habitants et de les aider au mieux dans leurs démarches. Votre proposition de faciliter l'information a un écho positif de notre côté et bien entendu, nous souhaitons amplifier cette dynamique de végétalisation des quartiers urbains. Et donc, nous ferons en sorte, dans la mesure du possible, de pouvoir mieux informer les habitants et les commerçants, soit via les avis riverains, les avis chantiers ou bien lors de réunions riveraines qui ont lieu en amont de ceci.

Et donc, nous en avons discuté, avec mon collègue Pierre-Yves Dupuis, déjà lors du précédent Conseil, pour pouvoir améliorer l'information et ainsi susciter davantage de mobilisation des citoyens pour végétaliser leur façade.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Madame Lenglez, vous avez 2 minutes pour votre réplique.

Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo:

Je vous remercie pour votre réponse.

Seul petit point, je vous entends surtout parler des quartiers du piétonnier et autres quartiers urbains. C'était juste pour m'assurer qu'on parlait bien de tous les quartiers urbains et même des centres de villages qui parfois sont aussi finalement très bétonnés et pas si végétalisés que cela et pas uniquement du piétonnier.

Voilà. Seule question.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 11 juin 2026 de Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Végétalisation des façades: proposition pour une intensification";*

Entend Mme M. Lenglez, Conseillère communale Ecolo.

Mme S. Scailquin répond à la question.

113.2. "Quel avenir pour les plaines communales supprimées???" (Mme C. Halut, Conseillère communale Ecolo)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je pense que, sauf erreur de ma part, Madame Halut est partie.

Donc est-ce qu'elle change sa question en écrite ou …

M. Ph Noël, Chef de groupe Ecolo:

Elle ne nous a pas donné d'instruction par rapport à cela donc je réserve la réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Ok. Merci Monsieur Noël.

Reporte le dossier.

113.3. "Les conséquences du "Décret-Programme 2" sur l'enseignement à Namur" (Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante est de Madame Hallet: "Les conséquences du "Décret-Programme 2" sur l'enseignement à Namur".

Vous avez la parole pour 5 minutes.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

Monsieur l'Echevin,

Chères et chers collègues, mais aussi peut-être qu'ils nous écoutent encore à cette heure-ci, chers enseignants, chers élèves, chers parents,

L'école est un pilier essentiel de notre société, elle est le lieu où se construit l'avenir de nos enfants et où se forment les citoyens de demain. Pour beaucoup d'entre eux, elle constitue un véritable levier d'émancipation et parfois la meilleure opportunité de construire un avenir meilleur. Cette mission repose chaque jour sur l'engagement des enseignants dont le rôle est fondamental.

Dans la nuit du 04 au 05 juin, le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a adopté le décret-programme porté par la coalition MR/Les Engagés. Ce texte contient des mesures qui auront des répercussions directes et concrètes sur l'enseignement au sein de notre commune. Il est donc légitime que nous nous interrogions aujourd'hui sur ces conséquences, sur nos écoles maternelles et primaires de l'enseignement communal, sur le Conservatoire et plus largement sur l'ensemble des établissements scolaires présents sur le territoire namurois.

D'abord, l'impact pour nos écoles communales.

Monsieur l'Echevin, avez-vous déjà fait chiffrer la perte concrète pour la Ville de la réduction des budgets consacrés à la gratuité scolaire dans le fondamental alors même que le dispositif est étendu jusqu'à la cinquième primaire? Ceci place les Directions et notre PO (Pouvoir Organisateur) face à une équation complexe à Namur: faire aussi bien avec moins, sous peine de sanctions sur les subsides de fonctionnement.

Le Collège envisage-t-il de compenser ces pertes ou d'en reporter la charge sur les parents? Par ailleurs, quel sera l'impact des mesures sur les détachés pédagogiques et sur le dispositif de l'encadrement différencié? Combien d'écoles namuroises sont concernées et quelle diminution de moyens est attendue? Plus globalement, disposez-vous déjà d'une estimation consolidée des impacts financiers de ce décret pour la Ville et pour les parents?

L'enseignement du Conservatoire est également touché avec l'instauration d'un minerval de 94 euros dès la rentrée 2026 pour les élèves de moins de 12 ans. Des choix devront être faits dans les familles au budget serré, particulièrement à la rentrée, mettant potentiellement fin pour certains enfants à cette ouverture à l'art, à la parole, à la musique, à la danse. Et j'en profite pour vous remercier pour la visite en commission la semaine dernière du Conservatoire.

Pouvez-vous me dire comment garantir l'accès à ce beau Conservatoire que nous avons sur notre territoire au plus grand nombre? Existe-t-il une évaluation du risque que cette hausse du coût d'inscription entraîne une diminution de la fréquentation et donc indirectement une réduction aussi de l'emploi?

Concernant les autres établissements du territoire, le décret porte notamment sur une augmentation de la charge horaire des enseignants du secondaire supérieur, passant de 20 à 22 heures de cours par semaine. Ceci risque d'entraîner des suppressions de postes ou, à tout le moins, une diminution des besoins en personnel enseignant.

En outre, nous ne devons pas oublier les enseignants dans des postes temporaires qui ne seront pas comptabilisés? Avez-vous eu des contacts avec les Directions des établissements concernés? Et savez-vous combien d'emplois équivalents temps plein risquent d'être perdus au sein de notre Ville dans l'enseignement secondaire supérieur?

Alors ces mesures n'ont pas été prises dans l'indifférence. Le jour même du vote et dans les jours qui l'ont précédé, y compris à Namur, des enseignants, des élèves, des parents sont descendus dans la rue pour exprimer leur inquiétude et leur opposition.

Ce mouvement témoigne d'un profond sentiment de perte de repères au sein du monde scolaire. Ceux qui transmettent le savoir comme ceux qui le reçoivent ont le sentiment que leur voix n'est plus entendue par les responsables politiques.

Et donc, en posant ces questions, je souhaite évidemment exprimer notre soutien en tant que groupe Ecolo aux enseignantes, aux enseignants, aux Directions, aux parents et à tous les enfants de nos écoles namuroises. Par ce point, nous souhaitons rappeler qu'Ecolo considère que l'école ne peut être une variable d'ajustement budgétaire. L'école mérite notre vigilance, notre respect et notre engagement collectif.

Je vous remercie d'avance pour les réponses à mes questions.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je vous remercie.

Monsieur Noël, vous pouvez éteindre votre micro. Merci.

C'est Monsieur Lemoine qui va vous répondre pour cinq minutes.

Vous avez la parole, Monsieur l'Echevin.

M. J. Lemoine, Echevin:

Merci Monsieur le Président.

Madame Hallet, vous comprendrez qu'à la vue du nombre de questions qui sont posées dans l'intervention, pour la suite, je vous répondrai par écrit si je n'arrive pas à répondre à toutes ces interpellations.

Mais j'aimerais commencer par la fin, en introduction, pour remercier l'ensemble des enseignants au niveau communal parce que même s'il y a eu des désaccords, évidemment, sur le fond et sur les réformes, je n'ai pu que constater que ces désaccords dans notre enseignement se sont exprimés de manière tout à fait calme et apaisée en prévenant les Directions d'école s'il y avait des participations, manifestations permettant aux écoles de mieux s'organiser pour que les gardes des enfants soient assurés ou que les cours puissent être assurés également.

Et donc voilà, je souhaitais sincèrement les remercier aussi pour le passage des épreuves externes qui ont lieu pour le moment, le CEB, qui se déroule également, qui se sont pour la dernière fois déroulées ce matin dans le calme et dans l'apaisement pour les corrections également. Donc voilà, je tenais à témoigner vraiment mais mes remerciements sincères, ainsi que ceux du service pour la bonne organisation.

Et deuxièmement, je voudrais aussi vous dire, puisque j'ai entendu ici que certains enseignants exprimaient le fait qu'ils n'avaient plus l'oreille attentive de leurs responsables politiques. Je peux vous garantir, comme je l'ai dit en COPALOC et en organisation syndicale avec eux, qu'ils auront en tout cas toujours l'oreille attentive du Collège communal ici et de

l'Echevin au niveau local, mais qu'il y ait aussi des Députés dans nos instances qui ont des oreilles attentives.

Et donc, voilà, je voulais simplement leur témoigner aussi du fait que l'on entend beaucoup de stéréotypes sur la fonction pour le moment et que je voudrais simplement les abattre, ces stéréotypes. Si l'enseignement et la fonction d'enseignant étaient une fonction parfaite, je pense qu'on ferait la file devant les établissements scolaires pour finalement exercer ces fonctions.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui. On voit qu'il y a plutôt des pénuries et donc il y a une réalité budgétaire qui est ce qu'elle est, mais elle doit toujours être mise en place. en parallèle avec les enjeux budgétaires.

Et donc j'y viens, avec la suite de vos questions en ce qui concerne le subside gratuité. Aucune perte en 2025-2026, 217.000 euros de subsides gratuités utilisés pour 50.000 euros pour les fournitures et le reste 16. 000 euros pour les activités scolaires.

Je fais remarquer que la gratuité de ces activités n'est pas obligatoire mais qu'il y a bien un plafond qui a été instauré dans la participation des parents, s'il devait y avoir une participation en plus de ces subsides gratuités, à 55 ou 60 euros selon les primaires ou les maternelles par an.

En 2026-2027, par contre, la Fédération Wallonie-Bruxelles modifie ses modalités de financement. Et donc, il y a toujours évidemment une gratuité qui sera garantie via les dotations de fonctionnement aux écoles, 88 .00 euros. Mais vous remarquerez qu'entre 217.000 et 88.000 euros, il y a évidemment un différentiel.

Ce différentiel, on va à la fois le répartir sur 50.000 euros: les 50.000 euros pour la gratuité des marchés de fourniture seront préservés. les 38.000 euros restants seront mis évidemment pour ce qui concerne l'intervention de la Ville de Namur dans le marché de fournitures à hauteur de 100.000 euros en plus des 50.000 euros de la Fédération Wallonie-Bruxelles .Et donc la Ville de Namur dépensera 62.000 euros en lieu et place des 100.000 actuels à cette fin.

Sur l'impact de la diminution de ce subside sur les activités

Et bien de manière prévoyante, j'avais déjà demandé aux établissements scolaires aux aux enseignants d'être raisonnables dans l'organisation des activités, de les centraliser plutôt sur Namur et pas à l'extérieur pour éviter les transports et les coûts qui y sont liés, et d'aller dans des musées namurois ou des partenaires de proximité qui sont gratuits, et donc l'enveloppe maximale pour les parents ne sera pas impactée, elle restera de 55 à 60 euros par an.

Pour ce qui concerne les détachés pédagogiques, aucun impact des mesures budgétaires, 9 membres du personnel en 2025-2026 étaient en détachement pédagogique, 2026-2027, c'est la même chose.

En ce qui concerne l'encadrement différencié, il y a une petite remarque à faire dans les manifestations qui ont eu lieu ces derniers temps. Il ne faut pas confondre le décret-programme 2 et la mise en oeuvre du pacte pour un enseignement d'excellence.

Ici, l'encadrement différencié sur lequel il y a eu beaucoup de contestations était la fin de cet enseignement différencié dans le premier niveau du secondaire. En ce qui concerne ici les moyens consacrés au dispositif de l'encadrement différencié dans le communal, il y a bien une augmentation de 69% des crédits supplémentaires pour cette année civile, pour le fondamental, ce qui permettra à 5 implantations de bénéficier d'un encadrement renforcé en raison de leur indice socio-économique plus bas, nous en avons parlé précédemment.

Je vois qu'il me reste cinq secondes sur l'impact financier global. Les repas scolaires, j'ai déjà prévu en grande partie. Sur le Conservatoire, je propose de vous revenir par écrit, mais il y en a fait bien, 95 euros qui seront demandés par an, avec évidemment les exemptions traditionnellement prévues pour les RIS, enfants du RIS, personnes en situation de handicap, enfants faisant partie du ménage d'une personne en situation de handicap, chômeurs, enfants à charge, demandeurs d'emploi en stage d'insertion, bénéficiaires de la GRAPA, troisième enfant du même famille et élèves ayant payé un droit d'inscription dans un autre établissement de le SAHR.

Voilà, comme cela, j'ai répondu à toutes vos questions. Si vous avez besoin de précision, vous me revenez par écrit.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Lemoine.

Vous remarquez que j'ai laissé aller parce que comme cela, vous aviez au moins les réponses à vos questions.

C'était l'idée mais vous avez évidemment deux minutes pour répliquer.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci. Oui, je remercie monsieur l'Echevin pour ses quelques réponses à mes questions.

Je comprends que vous ayez envie de passer du temps sur les remerciements et à l'abattage de stéréotypes, mais en même temps, c'était deux minutes que vous aurez pu consacrer aux réponses à mes questions, mais peu importe, je comprends aussi.

Donc, je prends acte du fait que la majorité communale annonce vouloir maintenir la gratuité et compenser la diminution des moyens accordés par la fédération Wallonie-Bruxelles. Le décret-programme 2 réduit donc bien l'enveloppe, vous l'avez dit, dédiée à la gratuité des fournitures scolaires, puisque le définancement c'est en fait sur plusieurs années, et donc le budget au final est divisé par 3 par élève.

Et donc avec Ecolo, dans les législatures précédentes, notre volonté était bien d'utiliser, vous l'avez dit sans nous citer, la volonté était d'utiliser les subsides pour les allouer notamment en permettant aux enfants de participer gratuitement aux sorties et activités scolaires. Aujourd'hui, malgré la perte de subsides, on estime que la Ville de Namur doit maintenir le même niveau de gratuité pour tous les élèves. C'est un minimum, c'est un choix politique.

Concernant les repas scolaires, j'ai bien entendu aussi la gratuité, Namur n'est pas concerné de toute façon, et j'ai entendu votre réponse à Monsieur Bruyère tout à l'heure, et donc on sera attentif à l'évolution éventuelle des prix, mais donc je vous remercie.

Pour les détachés pédagogiques, aucun impact pour cette année-ci, mais quid au-delà de 2027 éventuellement? Mais par écrit, pas de problème.

De façon plus macro quand même, mon incompréhension sur la méthode de vos collègues au Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, peut-être, cela peut laisser une trace préoccupante et j'espère que vous mesurez pleinement les conséquences d'une concertation bâclée et d'un vote organisé dans des conditions qui ont largement alimenté le sentiment d'un passage en force.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Hallet.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Mais on se revoit par écrit, alors.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Les conséquences du "Décret-Programme 2" sur l'enseignement à Namur"*,

Entend Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo.

M. J. Lemoine répond à la question.

113.4. "Square Léopold: quel avenir après l'abandon du logement?" (Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Le point suivant, c'est une question conjointe concernant la même thématique, donc nous avons le point 113.4, c'est de nouveau vous, Madame Hallet sur le "Square Léopold: quel est l'avenir après l'abandon du logement?"

Vous avez cinq minutes, je vous en prie.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci Monsieur le Président.

Madame l'Echevine,

Chères et chers collègues,

Nous avons appris par votre voix, Madame l'Echevine, dans la presse le dépôt d'une nouvelle demande de permis pour le square Léopold, une demande qui prévoit un projet exclusivement dédié aux commerces et aux bureaux et renonce à toute création de logements et à la mixité que cela implique.

Donc c'est un changement de cap majeur car un projet mixte entre bureaux, commerces, Horeca, Logement, espaces verts, était la base du projet et le fruit d'un travail collaboratif avec les citoyens et les citoyennes. Et c'est précisément la présence de logements qui avait été invoquée pour justifier un gabarit aussi imposant et une emprise au sol aussi importante.

Donc la surface de bureaux augmenterait de près de 11.000 m² pour atteindre 19.500 m², soit près des deux tiers du projet. À l'heure où la part du télétravail prend sans cesse de l'ampleur et vu les conclusions des études précédentes sur le sujet, pourquoi une telle offre qui risque encore d'accentuer les milliers de m^2 vides à Jambes? Et ce constat était d'ailleurs partagé par la majorité lorsque ma collègue, Patricia Grandchamps, était intervenue sur la question de la réaffectation des bureaux jambois en logement.

L'apport de ces 112 logements initiaux, un quartier à lui seul, devait aussi aider à la revitalisation commerciale car un des soucis de Namur, c'est que la Corbeille ne compte à l'heure actuelle que 7.359 habitants, chiffre qui stagne voire diminue depuis 30 ans. Donc ramener du logement en centre-ville, c'est ramener un consommateur qui consommera là et qui n'ira pas chercher d'autres zones de chalandise. Ce d'autant à une époque où plus de 20% des Wallons consomment en ligne quand les commerces sont trop loin d'eux.

La nouvelle demande de permis fait aussi évoluer la taille des cellules commerciales vers des cellules plus petites en concurrence directe avec le centre-ville actuel. Ainsi, avec des cellules moyennes de moins de 200 m^2, 92% des commerçants actuels seraient en concurrence avec les cellules commerciales du projet. Je vous rappelle donc que les besoins en m^2, tant pour les commerces que pour les bureaux, avaient déjà été objectivés. Dès lors, comment justifier un tel revirement?

Avec ce qui est aujourd'hui proposé, le square deviendra une cité administrative avec du commerce sans habitants. Sans eux, le quartier perdra la présence quotidienne qui contribue à sa sécurité et à son animation.

Alors, vous déplorez la disparition du logement à cause des recours citoyens mais vous-même et le promoteur refusez de réaliser des procédures plan permis ou de demander un SAR, un site à réaménager qui permettrait de repenser pleinement le projet et l'avenir du site. Donc, plutôt que de mettre en pratique les solutions légales, certes parfois plus longues, vous vous obstinez dans la mauvaise direction pour aller au plus vite et vous multiplier les ratés.

Aujourd'hui, le logement est une exception, une dérogation qui affaiblit la demande de permis. Demain, en utilisant des solutions légales, on peut faire du logement le cœur du projet et sans crainte d'un recours car on respecterait les règles.

La fonction de logement à laquelle Ecolo tient est compatible avec la préservation d'un parc et des arbres centenaires. En adaptant le projet par une diminution de l'emprise au sol et des gabarits, il est possible de concilier ces objectifs et de répondre aux attentes citoyennes.

Dès lors, je souhaiterais connaître la position du Collège.

Considérez-vous toujours pertinent de poursuivre un projet qui abandonne une fonction essentielle du centre-ville tout en maintenant la suppression d'arbres centenaires? Estimez-vous qu'un projet sans logement répond aux objectifs de revitalisation que vous invoquiez jusqu'à présent pour défendre le dossier? Ou alors entendez-vous profiter de cette nouvelle situation pour réexaminer le projet, réduire son gabarit, préserver les arbres et ainsi supprimer les risques de recours? Quelles données objectives démontrent le besoin pour plusieurs milliers de m^2 supplémentaires de bureaux dans le centre-ville? Le Collège est-il prêt à suspendre toute décision irréversible concernant les arbres tant que les différentes alternatives n'auront pas été analysées et présentées publiquement?

Je vous remercie pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup, Madame Hallet.

La question conjointe, donc maintenant, c'est au tour de Monsieur Martin.

Je vous en prie.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur le Président, merci.

Nous l'avons appris d'abord sur les réseaux sociaux, Madame Scailquin, avant d'en effet avoir une discussion avec vous lors de votre commission, la fonction résidentielle a totalement disparu du projet de cette saga du square Leopold. Au calme, j'ai envie de dire. On annonce au calme les choses, sans concertation, mais nous y sommes habitués.

Supprimer les logements, c'est une erreur urbanistique et une erreur sociale stratégique. En supprimant ces logements, ce projet renonce à ramener de la vie, à assurer ce contrôle social si nécessaire dans un quartier qui pourtant tout le monde s'accorde pour dire qu'il est en tension en termes d'insécurité.

Cette décision est d'autant plus regrettable que le logement en centre-ville est identifié par de nombreux experts comme une clé du développement durable et de la lutte contre la paupérisation urbaine. Ce n'est pas moi qui le dis, ce sont les urbanistes et pas des locaux. Un quartier monofonctionnel, c'est un quartier mort. Malgré tout ce qui peut être projeté, c'est naturellement une mauvaise direction dans laquelle vous vous engouffrez, tête baissée.

Le projet repose aujourd'hui sur un quartier monofonctionnel (bureaux, commerces) où un autre urbaniste, sur hauteur de la ville en mouvement, confirme que la mixité logement-commerce est le ciment de la sécurité urbaine. En effet, après 18 heures, ce quartier sera totalement désert et donc où l'insécurité règnera de nouveau.

La commission de Madame Scailquin avait été invitée à une journée d'immersion à Gand en 2024 pour s'inspirer de son modèle à laquelle j'avais participé avec d'autres collègues. Et nous avions pu nous inspirer de ce modèle avec trois éléments majeurs et surtout des erreurs à ne pas commettre.

Pour réussir à la fois le piétonnier, réussir le centre-ville, il fallait développer le logement en centre-ville, limiter les surfaces commerciales pour éviter le déclin et piétonniser et apaiser l'espace public.

Pourtant aujourd'hui, la majorité est MR/Engagés, tourne le dos aux Namurois en supprimant les logements, en ignorant les leçons de Gand notamment et d'autres villes, où le logement a sauvé le centre-ville en contribuant à son attractivité.

13.000 m^2 de commerce, on revient de nouveau là-dessus, un profit privé contre l'intérêt collectif. A nombreuses reprises, nous vous avons dit l'erreur de pouvoir vous engouffrer dans quelque chose qui est un projet du passé. Les commerçants nous avaient exposé lors des

dernières élections d'ailleurs une étude éclairée, objectivée sur les craintes nourries sur le développement de logements avec une aspiration du logement vers le dessus de la gare et eu un conseil, c'était de pouvoir justement faire en sorte de monopoliser les énergies pour occuper les cellules vides.

Depuis 15 ans, le chiffre d'affaires des commerces de détail stagne en Belgique. Pourtant, les surfaces nettes de vente n'ont cessé d'augmenter. Les conséquences, ces nouvelles surfaces commerciales se développent au détriment de la concurrence existante et de leur chiffre d'affaires. C'est donc un mauvais choix que de s'obstiner dans cette direction.

En septembre 2025, nous vous interpellions d'ailleurs sur l'exemple de Charleroi et de Rive Gauche, qui a littéralement aspiré toute forme de commerce en centre-ville et fait le vide autour de lui. Un exemple, s'il le fallait, qui prouve que, comme l'étude de l'Union Wallonne des Entreprises le disait, injecter 13.000 m² de commerces à Namur accélérera la fermeture de 15 à 20 % de commerces au niveau du centre.

Au niveau des bureaux, 19.500 m^2, vous n'avez pas peur. L'aveuglement face au télétravail, comme si de rien n'était, passer de 8.400 à 19.500 de bureaux est un non-sens sociétal. Le télétravail est une réalité durable que vous ignorez. C'est une marche déjà en crise et vous vous bornez à faire en sorte de vous engouffrer dans quelque chose qui est un piège du privé pour rentabiliser son projet et faire en sorte que ce projet puisse être réalisé. Le rapport de la Banque nationale le confirme, 2025, pour la demande en bureaux, va stagner ou baisser dans les dix prochaines années, notamment.

Notre proposition, c'est de pouvoir vous implorer à suivre une nouvelle concertation, à remettre le projet sur le métier, à concerter, faire en sorte que ce soit un projet qui appartienne aux Namurois et pas un projet imposé. Et j'ai envie de terminer sur une pensée de Pierre Vels, urbaniste français: "La promotion immobilière, c'est comme l'eau, elle prend toujours le chemin le plus facile. Le rôle du politique, c'est de creuser des canots pour qu'elle aille là où la ville en a besoin, et pas l'inverse".

Je vous remercie pour votre attention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin pour votre timing parfait.

C'est Madame Scailquin qui va vous répondre à tous les deux pour 10 minutes.

Je vous en prie, Madame l'Echevine.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Merci Monsieur le Président et merci Madame et Monsieur le Conseiller pour ces questions.

Le projet Léopold, nouveau débat au Conseil communal, à 2h du matin passé, dans la chaleur du début d'été, un nouveau débat, un débat de trop sur ce projet, car après 15 ans de procédures multiples, aujourd'hui, rien nada, rien n'a bougé, rien n'a été construit, rien n'est inauguré, rien n'est ouvert, c'est une morne plaine à cet endroit.

J'ai lu, j'ai vu, j'ai entendu, ces derniers jours les articles de presse, les réactions des partis de l'opposition, les vidéos sur les réseaux sociaux avec des slogans qui sont lancés sur ceux-ci. Il n'y a pas de mystère. Nous ne serons pas d'accord. Nous n'avons pas été d'accord avec les partis de l'opposition. À un certain moment, nous étions d'accord, Ecolo et nous. Aujourd'hui, cela a changé. Nous ne sommes pas d'accord. Je pense que nous ne serons pas d'accord. Et ce n'est pas avec ce nouveau débat au Conseil communal que nous serons, je le suppose, d'accord.

Mais néanmoins, il y a un point qui nous réunit, je pense, c'est cette volonté, en tout cas, de ne plus voir ce chancre et de revitaliser ce site et d'ainsi poursuivre la redynamisation du nord de la Corbeille.

Où en est-on aujourd'hui et qu'est-ce qu'il s'est passé la semaine passée? Alors non, il n'y a pas un dépôt d'une demande de permis d'urbanisme ou permis unique, Madame Hallet. Il y a une affiche annonçant la réunion d'information préalable qui aura lieu le 02 juillet à 18h à la Bourse, où tout Namurois est bien sûr le bienvenu.

Réunion d'information préalable pour lancer l'étude d'incidence sur l'environnement réalisée par un auteur d'études agréée par la Région wallonne pour analyser l'ensemble des incidences d'un projet.

Lors de cette réunion, les citoyens présents pourront faire part de leurs remarques, de leurs recommandations, des points qu'ils souhaitent faire étudier et ensuite une période de 15 jours pourra aussi s'étendre en étant une forme d'enquête publique pour entendre les avis des uns et des autres. Une fois l'étude d'incidence terminée, il y aura seulement le dépôt d'une demande de permis d'ici quelques mois, disons à l'horizon de la fin de l'année.

Pourquoi en est-on là aujourd'hui? Mon propos n'est certainement pas d'accuser quiconque de là où on en est aujourd'hui, mais force est de constater que les recours multiples, à la fois d'associations, à la fois de propriétaires d'immeubles commerciaux du centre-ville ou encore de citoyens, ont amené au constat que le logement aujourd'hui n'est pas autorisable à cet endroit.

Nous sommes au plan de secteur aux zones d'activité économique mixte. Nous avions demandé qu'il y ait du logement. Et oui, nous regrettons qu'il n'y ait plus de logement. Mais il faut se rendre compte que le Conseil d'Etat, à deux reprises au minimum, a bien spécifié que dans l'état actuel de la réglementation, le logement n'était pas acceptable.

Madame Hallet, vous avez signalé qu'on pourrait faire d'autres procédures. C'est vrai, il y a encore d'autres outils, mais qui prendraient du temps, beaucoup de temps, avec de nouveau, un avenir incertain par rapport à ces procédures et des recours qui pourraient encore être introduits. Avec des étapes aussi successives, d'abord remodifier le plan de secteur et puis seulement déposer une demande de permis.

Le temps, aujourd'hui, il n'y a plus de temps pour pouvoir avancer dans ce projet. Il faut comprendre aussi l'opérateur économique qui a investi de nombreux millions d'euros dans ce projet pour aujourd'hui n'avoir rien du tout de concret.

Le projet va donc être déposé d'ici la fin de l'année pour prévoir du commerce et du bureau, pour rester dans les clous de la réglementation de l'aménagement du territoire. Bien sûr, il y aura des recours, certainement, mais en étant davantage dans la réglementation actuelle, il y aura plus de chances que les recours n'aboutissent pas positivement selon les opposants à ce projet.

J'ai entendu aussi que c'était un délit de démocratie, qu'on tournait le dos aux Namurois. Rien de cela. Pour nous, nous avons fait tout le possible pour pouvoir avoir du logement, mais comme je l'ai dit, on se rend compte aujourd'hui qu'on ne peut pas y arriver dans un délai raisonnable.

Fait-on une croix sur le logement en centre-ville? Bien sûr que non. De nombreux autres projets vont se concrétiser ou se concrétisent. Je pense par exemple au projet de Naoxis, rue des Carmes, rue Godefroid, le projet des AG Assurances, près des anciennes tours des finances, un projet à l'enquête publique au port du centre-ville, au quai de l'Ecluse, un nouveau projet aussi sur la table bientôt, en face de la gare, ou bien parfois des plus petites opérations, comme ici les Dames blanches, rue Rogier, ou bien différents permis aussi pour rénover ou créer des logements aux étages des commerces.

Pour le commerce, justement, j'entends que le projet a été modifié par rapport aux moutures précédentes. Non, le nombre de m^2 reste identique, les cellules restent également identiques. C'est un projet qui est complémentaire par rapport au centre commercial à ciel ouvert de notre centre-ville, et non pas un projet qui est concurrentiel à celui-ci.

Pour venir aux bureaux, vous posez la question: Est-ce qu'il est opportun de prévoir autant de m^2 de bureau? Je pense que poser la question, c'est y répondre. Est-ce qu'un opérateur économique prendrait le risque économique de construire 19.500 m^2 de bureau pour laisser ces immeubles inoccupés? Je pense qu'on va tous répondre ici non. Bien sûr que non.

S'ils ont décidé cela, c'est qu'il y a une opportunité, qu'il y a une demande, qu'il y a des besoins. Une nouvelle étude a été réalisée par GeoConsulting fin 2025, disant que plusieurs milliers de travailleurs vont encore venir sur Namur, qu'on pourrait accueillir à l'horizon 2030 plus de 60.000 m^2 de bureaux en centre-ville ici à Namur pour répondre à ces nouveaux besoins.

Sur la question du télétravail, oui, il y a plus de télétravail, mais moins que dans d'autres régions du pays. Et même s'il y a du télétravail, on sait aujourd'hui que les espaces de bureaux sont toujours nécessaires et que les espaces de bureaux se transforment.

Aujourd'hui, on demande plus d'espaces de convivialité au sein des espaces de bureaux. On demande des bureaux aussi qui répondent davantage aux normes environnementales, avoir également la flexibilité au niveau des plateaux, des salles de réunion, des espaces collaboratifs et autres. Donc des besoins en bureau sont bien fixés soit par une étude qui a été réalisée par GeoConsulting, un bureau de consultance, et l'étude d'incidence elle-même va bien sûr réétudier ce point.

Donc je vous invite, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, à faire part de vos recommandations, de vos questions, de vos commentaires, dans le cadre de cette réunion d'information préalable, et ensuite dans le cadre des 15 jours précédents donc l'étude d'incidence, pour que cela soit encore plus étudié que cela l'est déjà aujourd'hui, et que cela puisse vous rassurer, si tant est que ce soit possible.

Vous dites aussi que cet espace va donc être mort après 18h. Dans cette partie commerciale de ce projet multifonctionnel, car oui, il reste multifonctionnel, on ne va pas fermer à 18h. Il y aura des espaces de loisirs, il y aura de l'Horeca, un food hall, il y aura les terrasses, les espaces publics, et donc bien sûr, cela va vivre après 18h.

Autre élément, bureau ne veut pas dire on arrive à 8h, on part à 16h, de manière très classique, non. On peut aussi imaginer que dans ces nouveaux espaces de bureau, il y ait une maison médicale par exemple, qui puisse aussi apporter un service concret aux habitants du centre-ville et qui puisse aussi être ouvert au-delà des heures de travail classiques.

Donc il y a dans la fonction de bureau aussi de l'imagination et de l'innovation à avoir pour bien sûr ne pas avoir, comme vous le prétendez, quelque chose qui serait fermé après 18h, tant la partie commerciale que certains types de bureaux pourraient aussi offrir cette sécurité et ce contrôle social.

L'insécurité, est-ce que franchement cela peut être pire qu'aujourd'hui? Je pense que non. Il y aura à cet endroit des bâtiments, des gens, des clients, des commerçants, des travailleurs, il y aura des espaces publics de qualité.

Pour forcer un peu le trait, c'est un peu de dire finalement le piétonnier, la place Maurice Servais, la Confluence, tous ces nouveaux espaces publics, ils ont renforcé l'insécurité. Bien sûr que non, ils ont renforcé le contrôle social, la convivialité et c'est bien sûr cela qu'il va aussi se passer sur le square Léopold.

C'est davantage de rencontres entre les gens, c'est davantage de convivialité, c'est davantage aussi de raisons d'y aller et de pouvoir se poser à cet endroit.

Voilà tous les éléments que je souhaitais en tout cas vous dire. Et oui, nous considérons que ce projet est pertinent et cohérent. Il y a aujourd'hui un nouvel équilibre urbain. Les bureaux de Jambes se vident, mais sont aujourd'hui remplacés par du logement. Déjà cinq permis d'urbanisme ont été octroyés pour transformer ces bureaux en logements.

Si c'est le cas pour des nouveaux m^2 qui se libéreraient à d'autres endroits, ce serait aussi plutôt cette opportunité et cette vigilance que nous devrions avoir sur des bureaux qui aujourd'hui ne rencontrent plus les aspirations des travailleurs qui souhaitent être davantage dans un centre-ville, proche d'une gare, des transports en commun, des modes actifs.

Et oui, nous comptons soutenir un opérateur économique. Il n'y a rien de honteux par rapport à cela. Ce sont des personnes qui croient toujours en Namur et on peut, je pense aussi, être soulagé du fait que l'opérateur économique, après autant d'années, autant d'obstacles dans la procédure, autant d'argent engagé et investi, ait toujours l'envie d'investir à Namur, de construire un projet à Namur qui réponde à des besoins tant de complémentarité par rapport au commerce, tant en répondant aux nouveaux besoins aussi en bureaux et en apportant aussi des nouveaux espaces de qualité qui apporteront convivialité et contrôle social.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Madame Hallet, vous avez deux minutes et puis Monsieur Martin, après vous.

Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo:

Merci beaucoup Monsieur le Président

Madame l'Echevine, je vous remercie pour vos réponses. Vous me dites tout cela avant les consultations qui auront lieu à partir du 02 juillet. Vous pouvez me reprocher ma confusion des termes mais peu importe au final car vos décisions sont de toute façon prises avant même la consultation publique. Votre intervention me le prouve.

Des solutions légales, elles existent, vous ne les envisagez pas, vous déplorez la disparition du logement à cause des obstacles légaux et des recours citoyens, quel manque terrible de classe, quand même, je tiens à le souligner, mais vous-même et le promoteur "Saint-Besix" refusez de réaliser les procédures, plan, permis, je le répète, de demander un SAR, donc c'est-à-dire des procédures qui permettraient d'avoir d'autres types de travaux sur le site que ceux aujourd'hui permis, vous l'avez dit vous-même, donc du logement et de repenser pleinement le projet et l'avenir du site.

Je ne vais peut-être pas souligner votre incohérence par rapport au fait que vous dites que maintenant on n'a plus de temps à perdre, mais qu'on a suffisamment passé de temps. Moi, j'ai plutôt envie de dire que maintenant, faisons les choses correctement, faisons-les bien, justement en évitant les futurs recours, en étant dans les règles. Quid des générations futures? On peut faire du logement le cœur du projet et sans crainte d'un recours, car on respecterait ces règles, justement.

Je soulignerai – excusez-moi – votre naïveté par rapport au bureau. parce que le promoteur, il construit et puis il revend à des fonds de pension. Donc lui, il s'en fiche complètement, en fait. Je vous demande sincèrement de reprendre la main et de défendre l'intérêt général plutôt que la rentabilité du promoteur.

On est à un tournant, mon collègue l'a dit. Il y a des opportunités qui semblent se dégager, qui seraient bonnes pour la ville. Il faut saisir l'occasion d'un nouveau projet pour remettre tout le monde autour de la table et sortir par le haut.

Nous vous demandons d'étudier sérieusement les alternatives permettant de réduire l'impact du projet de construire un véritable quartier qui respire, qui est vivant. En pleine canicule, on veut préserver cette canopée, c'est absolument essentiel.

Je vous remercie, Madame l'Echevine.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame.

Monsieur Martin.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci Monsieur le Président.

Madame Scailquin, je suis désolé, mais ce n'est pas un débat. Ce n'était pas un débat. On doit provoquer le débat. C'est cela qui est agaçant dans ce dossier. C'est que nous devons revenir à chaque fois à la charge pour provoquer le débat et mettre cela à l'ordre du jour parce que vous avez raison toute seule, vous la majorité, et vous vous acharnez à poursuivre un projet qui est un projet aujourd'hui tel que prononcé et dessiné, un projet du passé. Mais vous vous efforcez de foncer tête baissée.

J'ai sous les yeux plusieurs coupures de presse que je garde précieusement sur ce dossier. Et en 2021, pourtant, vous disiez tout l'inverse de ce que vous dites aujourd'hui. Vous aviez un objectif ou en tout cas une priorité, c'est la réversibilité qui rassure.

L'un des arguments sur lesquels insiste la tripartite, désolé vous étiez encore trois à l'époque, en fonction de l'évolution des tendances lourdes dans les décennies à venir, il devra être possible de convertir les surfaces commerciales en bureaux ou en logements aux besoins par exemple. Tout a été pensé pour éviter ce risque de chancre quelconque si les évolutions et les pratiques de commerce devaient se confirmer.

Et donc 2021, on est en 2026, tout va bien dans le meilleur des mondes. Le temps passe et le temps renforce le commerce, le temps passe et le temps renforce l'occupation des bureaux. J'ai l'impression que vous êtes dans un monde tout à fait à part, un anachronisme qui vous aveugle par justement, j'entends et je partage le "Saint-Besix" qui vous aveugle sans doute sur la manière dont il faut penser ce quartier.

On vous appelle de tous nos voeux, non pas dans ce débat, mais dans un dernier cri en chœur, c'est de pouvoir justement ne pas faire l'erreur de trop, le pas de trop dans cette saga, de pouvoir prendre le temps et surtout de ne pas nous dire "Venez à cette fameuse réunion du 02 juillet, dites tout ce que vous avez envie et on tiendra compte de vos remarques".

Vous savez très bien que ce n'est pas vrai, que ce n'est pas possible.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Square léopold: quel avenir après l'abandon du logement?"*,

Entend Mme M. Hallet, Conseillère communale Ecolo.

Mme S. Scailquin répond à la question.

113.5. <u>"Pour un quartier "Square Léopold" au service des Namurois" (M. F. Martin, Chef de groupe PS)</u>

Ce point a été débattu parallèlement au point 113.4.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de M. F. Martin, Chef de groupe PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Pour un quartier "Square Léopold" au service des Namurois"*,

Entend M. F. Martin, Chef de groupe PS.

Mme S. Scailquin répond à la question.

113.6. <u>"Square Léopold: étude d'utilité de l'extension de la zone de bureaux" (M. A. Simon, Conseiller communal PTB)</u>

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de M. A. Simon, Conseiller communal PTB, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Square Léopold: étude d'utilité de l'extension de la zone de bureaux"*,

Attendu que M. A. Simon, Conseiller communal PTB, n'a pas pu présenter son point en raison de son absence;

Vu le mail du 29 juin 2026 par lequel la cellule Conseil interrogeait M. A. Simon quant à son choix;

Considérant l'absence de réponse de M. A. Simon dans le délai imparti, à savoir le 1er juillet;

Conformément au Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 21 février 2019, tel que modifié, et notamment son article 12,

Le point est transformé en question écrite.

113.7. "Les perspectives de fin de chantier de réhabilitation du pont de Bauce à Flawinne" (M. F. Martin, Chef de groupe PS)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante appelle Monsieur Martin pour "Les perspectives de fin de chantier de réhabilitation du pont de Bauce à Flawinne", de nouveau pour 5 minutes.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Merci Monsieur le Président.

Fin février 2026, quelques jours avant sa fermeture, vraiment quelques jours, je dirais un ou deux jours, un communiqué de la Ville annonçait que des travaux de rénovation du pont de Bauce rue du Déversoir à Flawinne seraient lancés à partir du 04 mars pour une durée de 90 jours ouvrables.

Depuis cette date, les conditions de circulation ont été drastiquement modifiées. Le pont est totalement fermé à la circulation. Un itinéraire de déviation longue et lourde a été mis en place, entraînant une perturbation majeure pour de nombreux riverains, principalement les habitants de Flawinne et de Belgrade, ainsi que pour nombre de Namurois qui ne peuvent plus emprunter ce point stratégique reliant le bas de Flawinne à la nationale 90, chaussée de Charleroi.

Les commerces locaux de part et d'autre subissent également des conséquences drastiques de cette situation. Dans ce contexte, une question importante des aides pourrait-elle être activée pour les soutenir, ou en tout cas une attention envers eux?

Au début des travaux, le SPW évoquait une fin de chantier vers mi-juillet. Or, il est désormais question du mois de septembre, ce qui dépasse largement le délai initialement annoncé. Pire encore, un panneau présent sur le site indique des travaux jusqu'à une date de fin de chantier au 31 décembre 2027.

Et Nous vous demandons donc de bien vouloir nous éclairer sur l'état actuel de ce chantier de fournir une perspective réaliste de fin de travaux, de nous préciser l'avancement des discussions concernant la réouverture anticipée du pont aux piétons et aux cyclistes, comme c'était mentionné et évoqué.

Et puis, peut-être une petite pensée supplémentaire, c'est qu'il y a quelques années, le premier pont a été refait. Cela a mis presque deux ans. Et donc, beaucoup de Flawinnois et de Belgradois se demandent s'ils ne sont pas repartis pour un tour. Et ils souhaiteraient être rassurés par vos soins.

Merci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

Et c'est Monsieur Dupuis qui va vous répondre pour 5 minutes.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Monsieur Martin, bonjour.

(Rires dans l'assemblée).

Avant toute chose, il convient de rappeler que ce chantier est entièrement piloté par le SPW, plus précisément par le service des voies hydrauliques. La Ville de Namur n'est donc pas maître d'ouvrage dans ce dossier, même si elle reste évidemment attentive à ses conséquences pour les habitants, les usagers et les commerçants du quartier.

Concernant l'état d'avancement du chantier et les perspectives de fin de travaux, il est important d'apporter quelques précisions. Dès le départ, avant le lancement du chantier, nous avons demandé au SPW qu'une communication officielle soit mise en place. Nous avons d'ailleurs collaboré avec leur service pour préparer le communiqué de presse relatif au démarrage des travaux.

Lors de l'annonce du chantier, il a été indiqué que le pont serait fermé durant 90 jours ouvrables à partir du 04 mars 2026. La notion de jour ouvrable ne correspond pas à 90 jours calendriers. Elle tient compte notamment des congés de l'entreprise ainsi que des éventuelles journées d'intempéries durant lesquelles les travaux ne peuvent être réalisés.

Sur cette base, le chantier se déroule conformément au calendrier contractuel. L'échéance est actuellement maintenue au 04 septembre 2026 et aucun retard n'est annoncé à ce jour par le SPW.

J'entends les interrogations qui ont pu naître à la lecture d'une affiche aperçue sur le chantier mentionnant une date du 31 décembre 2027. Après vérification, il ne s'agit nullement d'un panneau annonçant la durée des travaux. Cette affiche est destinée au suivi administratif des travailleurs présents sur le chantier. Je précise d'ailleurs que cette affiche n'est visible qu'à l'intérieur du cabanon de chantier et ne constitue donc en aucun cas une information destinée au public. Elle ne peut dès lors être interprétée comme une indication de date de fin du chantier.

Vous m'interrogez également sur une éventuelle réouverture anticipée du pont aux piétons et aux cyclistes. Là encore, la position du SPW est claire et cohérente avec ce qui a été annoncé dans le communiqué de lancement du chantier. Une ouverture anticipée pourrait être envisagée lorsque les conditions de sécurité le permettront.

A l'heure actuelle, le chantier implique notamment le remplacement des garde-corps et l'installation des dispositifs de sécurité définitifs. Tant que ces éléments ne sont pas en place, le SPW estime qu'une réouverture pour les modes actifs présenterait un risque. Je rappelle d'ailleurs que cette possibilité d'ouverture anticipée avait toujours été conditionnée à l'évolution du chantier et à l'absence de danger pour les piétons et cyclistes. Nous aurions évidemment tous souhaité pouvoir ouvrir ce passage plus rapidement, mais la sécurité doit rester la priorité.

Concernant les commerces locaux, je tiens à souligner que nous sommes pleinement conscients des désagréments que peut engendrer un chantier de cette ampleur, tant pour les riverains que pour l'activité économique du quartier. Toutefois, ce chantier étant porté et financé par la Région wallonne. Il faut s'adresser directement à celle-ci concernant la question relative à d'éventuelles aides ou mesures de soutien en faveur des commerces impactés par les travaux.

Pour conclure, le chantier se déroule conformément au calendrier contractuel et l'échéance reste aujourd'hui maintenue au 04 septembre 2026. La possibilité de réouverture anticipée aux piétons et aux cyclistes sera examinée par le SPW dès que les conditions de sécurité le permettront.

Je vous remercie pour votre attention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup Monsieur Dupuis.

Monsieur Martin, pour 2 minutes, je vous en prie.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur Dupuis, bonjour. Je vous remercie pour vos réponses.

Je ne partage pas tout à fait ce que vous avez dit, puisque vous nous avez annoncé mi-juillet dans le communiqué et on nous annonce 04 septembre ici.

Et sur la question de la mobilité douce, Ils avaient eux-mêmes, lors d'une visite de chantier, stipuler que cela pouvait être très rapide. Donc ici, vous ne savez pas nous donner plus de précisions.

Je pense que les commerçants seraient heureux de pouvoir être soutenus et donc de pouvoir en tout cas, les aiguiller vers les processus d'aide et je sais naturellement bien que les travaux ne soient pas sous votre responsabilité mais c'est vers vous qu'on s'adresse pour pouvoir justement faire le lien avec le SPW.

Et s'il devait y avoir des soucis et des prolongements, ce qui n'est pas exclu, au vu de l'expérience passée, et beaucoup se demandent pourquoi on n'a pas fait les deux ponts en même temps plutôt que d'en faire un et puis l'autre, on vous demandera de bien vouloir communiquer au plus vite que pour pouvoir justement informer les citoyens et les riverains.

Merci.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de M. F. Martin, Chef de groupe PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Les perspectives de fin de chantier de réhabilitation du pont de Bauce à Flawinne"*,

Entend M. F. Martin, Chef de groupe PS.

M. P-Y. Dupuis répond à la question.

113.8. <u>"Inondations du 30 mai 2026" (M. F. Martin, Chef de groupe PS)</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup Monsieur Martin.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante est pour vous, Monsieur Martin, concernant les "Inondations du 30 mai 2026". Je vous en prie pour 5 minutes et vous aurez une réponse de Monsieur Dupuis et madame Scailquin qui auront 5 minutes à se partager.

Je vous en prie.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Monsieur Dupuis,

C"est une question qui vous est adressée concernant les inondations qui sont survenues le 30 mai 2026.

Tellement envie de vous poser la question tout à l'heure avec votre point. Je tiens d'abord à ouvrir la parenthèse et le refermer sur ce principe-là. Je pense que mettre en place des solutions, je pense que cela va dans le bon sens, et donc je tenais à vous le dire.

Force est de constater que les mêmes scènes se répètent, des rues transformées en torrents de boue, des habitations désemparées, des familles qui se sentent seules et abandonnées, des dégâts matériels, des événements désormais récurrents avec le dérèglement climatique exigent de nous plus qu'un constat. Ils exigent une réaction forte, claire et surtout crédible, comme les solutions qui sont apportées dans le point qu'on a abordé tout à l'heure.

En termes de gestion de crise, quelles sont les mesures concrètes qui ont été prises le jour même et dans les heures qui ont suivi? Est-ce qu'une cellule de crise a été activée et comment a-t-elle fonctionné? Tous les appels reçus des sinistrés ont-ils pu être pris en charge? Quel est en ce sens le nombre d'interventions enregistrées au 112? L'accompagnement des citoyens post-inondation a-t-il été assuré?

Est-ce qu'un dispositif d'écoute, d'aide administrative, voire de soutien ont été activés?

Une demande de reconnaissance en tant que calamité naturelle publique a-t-elle été introduite auprès du SPW? Et je pense avoir ma réponse. La prévention, quelles sont les mesures immédiates qui ont été engagées depuis ce nouvel épisode pour limiter les dégâts des prochaines inondations?

En termes d'urbanisme, les inondations rappellent les conséquences de certains choix urbanistiques et d'aménagement du territoire. Quelles corrections avez-vous déjà pu apporter pour intégrer cette prévention? Et enfin, quels sont les dommages enregistrés sur notre domaine public, voire nos infrastructures, en tout cas celles qui appartiennent à la Ville?

Ce nouvel épisode nous rappelle avec force que nous devons adapter notre territoire, nos choix d'urbanisation, nos modes de vie au défi climatique de demain et peut-être juste un mot vers votre collègue, Madame Scailquin. C'est un débat qui nous a animés lors des travaux du cahier de charge pour le Schéma de Développement Communal, je pense en effet qu'on a eu raison de le mettre clairement dans les critères.

Voilà, je vous remercie pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

C'est Monsieur Dupuis qui va commencer, je vous en prie, Monsieur l'Echevin.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Oui Monsieur Martin.

Avant tout je souhaite exprimer au nom du Collège communal notre solidarité envers l'ensemble des sinistrés pour certains habitants les conséquences et matériels sont très lourdes.

Compte tenu du temps de parole limité dont nous disposons ce soir, je me concentrerai sur les principaux éléments de réponse. Les aspects plus techniques ont déjà été abordés en commission et je vous remercie par ailleurs d'avoir soutenu déjà nos premières mesures de lutte contre les inondations.

Oui, la Ville a agi dès les premières alertes. A 16h17, la Ville a reçu un avertissement orange de l'IRM, bien avant les inondations les plus importantes de la soirée. Un cadre de surveillance Paragon a été ouvert au niveau provincial et une phase de préalerte communale a été activée afin d'anticiper la situation et de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés. Nous n'avons pas attendu que les rues soient sous eau pour agir.

Cette préalerte a permis d'assurer une coordination étroite entre Anne Barzin, qui assurait alors la fonction de Bourgmestre faisant fonction, le coordinateur de la Planification d'Urgence, le centre 112, les services de Secours, la Police et les services communaux. Les précipitations étaient exceptionnelles, avec jusqu'à 120 mm de pluie en 6 heures dans certains secteurs du territoire.

Les équipes de la Zone de Secours NAGE, de la Police de Namur Capitale et des services communaux ont été mobilisés toute la nuit afin de sécuriser les lieux, fermer certaines voiries, évacuer les boues et assurer les premières opérations de nettoyage.

Concernant les appels d'urgence, aucune saturation du 112 n'a été constatée. Les demandes ont pu être prises en charge normalement. Les pompiers ont reçu 37 appels liés à l'événement et près de 120 signalements ont été recensés sur les territoires communaux, dont une cinquantaine d'habitations touchées.

Nos agents communaux étaient présents sur le terrain pendant l'événement et ont poursuivi leur travail dès le lendemain auprès des habitants concernés. Les citoyens sinistrés ont été orientés vers des dispositifs d'accompagnement existants, notamment ceux proposés par les contrats de rivière. Une demande de reconnaissance en calamité naturelle publique est d'ailleurs introduite cette semaine auprès de la Région wallonne.

Soyons lucides, aucune infrastructure n'est aujourd'hui dimensionnée pour absorber des précipitations d'une telle intensité en si peu de temps. Ce ne signifie pas pour autant que nous restons inactifs.

Depuis 2021 et encore plus après les événements de 2025, les investissements et les aménagements étaient engagés dans les secteurs les plus exposés (curages extraordinaires, amélioration de l'égouttage et travaux de voirie). La Ville travaille également sur des solutions plus structurelles pour mieux gérer les eaux pluviales et limiter la saturation des réseaux lors d'événements extrêmes.

Les dégâts constatés sont importants (trottoirs ravinés, égouts effondrés, coulées de boue provenant des champs, ouvrages d'art endommagés, chambres de visite à refaire ou encore égouts bouchés).

Les défis climatiques sont une réalité aujourd'hui. Nous n'avons pas encore terminé de réparer les conséquences des innovations de juillet 2021 et de juillet 2025, que de nouveaux dégâts apparaissent déjà sur notre territoire.

Dans ce contexte, c'est indispensable non seulement de réparer, mais aussi d'agir à la source. C'est précisément l'objectif de la candidature déposée dans le cadre de l'appel à projet Innovation urbaine financé par les fonds FEDER visant à déconnecter les eaux pluviales du réseau d'égouttage afin de limiter le phénomène de refoulement.

Face à un événement météorologique exceptionnel, la Ville a fait ce qui relevait de sa responsabilité: anticiper lorsque cela était possible, coordonner les interventions, accompagner les sinistrés, poursuivre les investissements nécessaires pour renforcer la résilience de notre territoire.

Je laisse maintenant la parole à ma collègue, Stéphanie.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Merci à mon collègue, Pierre-Yves Dupuis, en duo aujourd'hui, hier et aujourd'hui.

Effectivement, les événements que nous connaissons nous obligent à intégrer toujours davantage les enjeux au risque d'inondation dans nos décisions d'urbanisme et d'aménagement du territoire, je ne voudrais pas laisser à penser qu'on intègre ces éléments seulement depuis les inondations de 2021.

Concrètement, lors de l'introduction des demandes de permis, le service applique la circulaire ministérielle relative à la prise en compte du risque d'inondations. En fonction, nous interpellons également le service du SPW, la cellule GISER ou bien le gestionnaire du cours d'eau en fonction des demandes de permis et des cours d'eau qui sont sollicités dans cette demande de permis.

Par ailleurs, pour tout projet de plus de 40 m^2, le service Urbanisme consulte systématiquement les collègues de Monsieur Dupuis pour vérifier le respect du règlement communal relatif à la gestion des eaux pluviales que nous avons adopté au Conseil communal, il y a quelques mois maintenant. Cela permet d'intégrer à la fois les mesures visant à limiter l'imperméabilisation des sols, favoriser l'infiltration de l'eau et à encadrer des dispositions de gestion des eaux pluviales.

Point important, nous savons que les cartes régionales ne reflètent pas toujours l'ensemble des réalités observées sur le terrain. C'est pourquoi un travail est effectué actuellement pour pouvoir cartographier de manière plus précise les zones récemment touchées par les inondations afin d'avoir une attention encore plus particulière dans le cadre de nouvelles demandes de permis à ces endroits.

Et comme vous l'avez dit, à la fois les enjeux liés au changement climatique et les enjeux liés aux inondations sont bien intégrés dans le Schéma de Développement Communal dont les travaux ont débuté, il y a quelques jours maintenant.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Monsieur Martin pour 2 minutes de réplique.

M. F. Martin, Chef de groupe PS:

Je ne prendrai pas 2 minutes, Monsieur le Président mais je voudrais juste m'adresser au Collège.

N'hésitez jamais à inscrire un point à l'ordre du jour du Conseil pour faire état de la situation. Vous annoncez que le dépôt serait fait pour une reconnaissance de calamité. On aurait pu avoir ce point-là autrement que chronométré. Je pense que ce n'est quand même pas un point de détail.

Je trouve que dans ces moments-là, c'est aussi à votre initiative de venir avec une démarche proactive. Et je ne le dis pas pour vous faire une remontrance, je le dis vraiment en toute transparence parce que je trouve, en effet que ces points-là doivent être abordés avec nous et qu'on puisse avoir de l'information.

Moi, je me rappelle, Monsieur Prévot, dans les moments de crise, il n'est pas là mais je lui dirai avec plaisir, ne tarissait pas d'éloge à la contribution des Chefs de groupe pour pouvoir se mettre ensemble sur des situations, des avis, etc.

Cela rejoint ce que je vous disais tout à l'heure. Je pense que sur ce dossier-là, on doit pouvoir faire face ensemble et trouver des solutions ensemble et voire s'entraider, tout simplement.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Martin.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de M. F. Martin, Chef de groupe PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Inondations du 30 mai 2026"*,

Entend M. F. Martin, Chef de groupe PS.

M. P-Y. Dupuis et Mme S. Scailquin répondent à la question.

113.9. <u>"Tiny houses au Sart-Hulet: où en est le dossier?" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS)</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante est de Madame Tillieux mais que je ne vois pas à son bureau, si vous savez où elle est.

Madame Tillieux, si vous m'entendez.

C'est une question qui concerne les "Tiny houses au Sart-Hulet, où on est le dossier?"

Madame Tillieux, pour cinq minutes, je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Merci Monsieur le Président.

En mars dernier, j'ai interpellé déjà le Collège au sujet de ce projet d'habitat léger, envisagé au lieudit Sart-Hulet à Jambes. Et dans leur réponse écrite, Madame l'Echevine des Finances et Madame la Présidente du CPAS indiquaient notamment que le projet s'inscrivait dans une logique de lutte contre le sans-abrisme et d'aide à un public précarisé, que le projet associait la Ville, le CPAS, le Relais Social Urbain et l'ASBL des Trois Portes, qu'un plan d'implantation était alors en cours de d'élaboration et qu'une rencontre avec les riverains allait être organisée avant d'introduire la demande de permis.

Depuis lors, les habitants du quartier ont reçu un courrier le 04 juin dernier. Il les convient à une réunion d'information, le 17 juin dernier afin de représenter l'état d'avancement du dossier.

La réunion est évidemment une étape importante puisqu'elle intervient plus de deux ans après la première réunion organisée en mars 2024 et plusieurs mois après l'engagement pris par le Collège de revenir vers les riverains une fois le plan d'implantation élaboré.

A ce stade, plusieurs questions demeurent néanmoins. Dans la réponse transmise en mars, il était indiqué que le profil des futurs occupants n'était pas encore complètement défini, qu'une réflexion était toujours en cours à ce sujet. Il était aussi précisé que l'accompagnement social serait assuré par le Relais Social Urbain Namurois et l'ASBL des Trois Portes.

Et si le choix du site repose sur l'existence d'analyses antérieures et sur l'expérience menée à Wierde, les questions liées à l'accessibilité du lieu, à la mobilité des futurs occupants, à leur accès aux services et à leur intégration dans le quartier continue à être soulevée par les riverains et plusieurs interlocuteurs associés au suivi du dossier.

Entre-temps, la réunion d'information du 17 juin a donc eu lieu. Pourriez-vous relayer aux Conseillères et Conseils communaux les informations présentées aux riverains et riverains? Quels ont été les échanges et quels principaux enseignements en tirer?

Le plan d'implantation est-il désormais finalisé? Si oui, avec quelles caractéristiques concrètes? Une demande de permis a-t-elle été introduite? A quel horizon le sera-t-elle? Quel est aujourd'hui le public cible précisément visé par les logements?

Je sais qu'il est tard, mais voilà. Quelles seront les modalités concrètes d'accompagnement des futurs occupants? Quels moyens humains seront mobilisés? Quelles seront les responsabilités respectives du CPAS, du Relais Social Urbain et de l'ASBL Les Trois Portes?

Le lieu d'implantation reste-t-il selon vous adéquat compte tenu des nombreux inconvénients relevés comme l'absence de services de proximité, l'éloignement du cœur de ville, l'absence de transport en commun et quelles suites seront réservées aux remarques formulées par les riveraines et riverains?

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux.

C'est Madame Barzin qui va vous répondre.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Merci Monsieur le Président.

Madame la Conseillère, vous aviez déjà effectivement posé une question sur le sujet en mars dernier. Et comme cela avait été évoqué en réponse, il était prévu d'organiser une réunion avec les riverains avant le dépôt d'une demande de permis d'urbanisme.

Pour rappel, ce projet d'installation d'habitats légers au Sart-Hulet, un projet qui a été initié sous la précédente législature par mes collègues, Philippe Noël et Charlotte Mouget, à la Régie foncière qui est propriétaire du terrain, assure la gestion des marchés publics relatifs à l'acquisition des logements, la gestion administrative, technique, juridique du dossier.

La Ville s'était engagée lors d'une réunion qui s'était tenue avec notre collègue, Philippe Noël et notre Bourgmestre en titre, à revoir les riverains pour présenter les plans d'implantation avant de déposer la demande de permis. Cette réunion s'est effectivement tenue le 17 juin dernier en présence de la Bourgmestre faisant fonction et de ma collègue, Dorothée Klein.

La question du choix du site du terrain, les inquiétudes suscitées en termes de mobilité et d'accès ont été abordées lors de cette réunion. Il a été rappelé que ce choix avait été fait par nos prédécesseurs après analyse des terrains publics disponibles et en appliquant différents critères, tels que l'affectation au plan de secteur ou la superficie, notamment.

Les ASBL partenaires, comme je vous l'avais déjà indiqué en mars dernier, avaient été aussi consultées dans ce choix, à l'époque, et avaient confirmé qu'habiter un cadre rural, calme et plus éloigné du cœur de ville répond à des besoins spécifiques exprimés par des personnes en situation de mal logement ou de sans logement.

Il y a une réelle demande aussi pour des implantations de ce type et d'autres expériences réussies d'Housing First installées dans un cadre similaire ont été mises en avant lors de cette rencontre.

Les plans d'implantation ont été présentés, de même que les visuels des modules de tiny house suite aux procédures de marché public qui ont été menées, et au travail aussi qui a été réalisé par le bureau d'études qui avait été désigné.

Ces plans comportaient différentes adaptations par rapport à une précédente version qui avait circulé. Il s'agit notamment d'adaptations sur l'implantation des tiny, des places de parking qui sont prévues, et nous avons aussi le souhait de prévoir des plantations de haies autour de ce site.

Les riverains ont évoqué différentes remarques et questions sur l'accessibilité technique en termes d'espace de voirie, aussi sur des questions pratiques telles que la gestion des poubelles, les limites de parcelles louées voisines, l'alimentation électrique et j'en passe.

Différents éléments techniques et pratiques qui ont été évoqués vont être analysés par les services et il a été prévu avec mes collègues, Charlotte Bazelaire et Dorothée Klein, de revenir vers les riverains avant le dépôt du permis.

Cette réunion a permis un échange, je pense, franc, ouvert et constructif et c'est dans ce sens que nous voulons continuer à aller. Et c'est ma collègue, Dorothée Klein, qui est normalement censée prendre le relais pour la question de l'accompagnement. Mais Dorothée s'est transformée en Stéphanie.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Voilà.

Mme A. Barzin, Première Echevine:

Les personnes qui vont être accompagnées dans le cadre de ce projet.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Je reviens à mes premières amours de la politique sociale.

Compte tenu de l'isolement géographique du site, la préoccupation de Madame Klein avec les ASBL, le Relais Social Urbain Namurois et Les Trois Portes a effectivement été d'identifier le public le plus adéquat par rapport au site choisi.

Bien sûr, il s'agit de reloger des personnes sans chez soi mais surtout des personnes qui ont déjà une expérience de logement, des personnes qui ont une préférence pour un cadre rurale, qui ont une capacité minimale de déplacement et qui éventuellement sont actives aussi dans le milieu du travail puisque le sans-abrisme ou le mal-logement touche aussi les travailleurs.

L'accueil sera strictement limité à une personne par logement. L'accompagnement sera donc réalisé par le Relais Social et l'ASBL Les Trois Portes, qui ont déjà une expérience avérée dans l'accompagnement dans le cadre du Housing First, avec d'autres expériences positives à Saint-Marc ou à Wierde notamment.

L'accompagnement prévoit au moins une visite ou un contact hebdomadaire, mais des contacts supplémentaires peuvent être réalisés. il y aura une possibilité d'échange plus collectif sur place au Sart-Hulet ou dans un tiers lieu.

Les deux structures se sont engagées à assurer la meilleure communication possible entre les futurs habitants et les voisins et les voisines. Et comme l'a dit Madame Barzin, cette réunion avec les voisins s'est déroulée de manière constructive et positive. Plusieurs ont confirmé qu'ils adhéraient au projet social et qu'ils étaient prêts à organiser une future fête des voisins pour assurer l'intégration des nouveaux habitants.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame l'Echevine.

Madame Tillieux, vous avez la réplique pour 2 minutes.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Si j'en crois votre retour, la réunion a donc été constructive et positive. J'espère que j'aurai les mêmes échos de la part des riverains.

Ils ont déposé des remarques sur l'accessibilité des voiries, l'alimentation, l'électricité. J'imagine que vous pourrez analyser la nature des remarques et s'il y a des difficultés particulières pour les résoudre.

Ce quartier n'est pas sans poser des difficultés. Il y a par ailleurs actuellement un dossier de nuisance que Madame la Bourgmestre connaît bien puisque nous avons régulièrement des mails à cet égard. Il ne faudrait pas que cela devienne un lieu de non-droit parce que l'accompagnement serait insuffisant, trop éloigné, inaccessible aux heures de pointe, etc.

Je persiste à penser que le lieu n'est pas idéalement choisi, même si je comprends tout à fait la volonté d'un cadre rural éloigné du cœur de ville, mais pas tout à fait facile en termes de mobilité. Ce sont des personnes qui, clairement, ont des capacités réduites de déplacement.

Donc il reste pas mal de questions dans ce dossier. Je continuerai à suivre extrêmement attentivement, bien entendu.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tilleux.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Tiny houses au Sart-Hulet: où en est le dossier?"*,

Entend Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS.

Mmes A. Barzin et S. Scailquin répondent à la question.

113.10. <u>"Dématérialisation de la carte de riverain" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS)</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Tillieux, vous gardez la main pour la "Dématérialisation de la carte de riverain" pour 5 minutes.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je n'ai pas le même ordre mais ce n'est pas grave.

Plusieurs citoyennes et citoyens ont attiré notre attention récemment sur la nouvelle modalité de délivrance de cette carte de stationnement pour les riverains. Selon les informations communiquées d'ailleurs par le service de Gestion du Stationnement, le paiement de la redevance de 30 euros permet désormais d'encoder directement la plaque d'immatriculation dans le système informatique qui est utilisée pour le contrôle du stationnement. Elle n'est donc plus, dès lors délivrée automatiquement sous format papier.

Alors même que le contrôle du stationnement repose désormais exclusivement sur l'encodage informatique de la plaque d'immatriculation, les citoyens et les citoyennes qui souhaitent disposer d'une simple attestation papier de l'autorisation doivent maintenant supporter le coût de la délivrance de ce document.

Comme on a déjà eu l'occasion de le souligner dans le cadre des débats antérieurs, cette évolution ne peut avoir pour conséquence de pénaliser les personnes qui ne disposent pas des outils numériques nécessaires, qui ne maîtrisent pas suffisamment et qui ne souhaitent conserver un support matériel qui atteste de leurs droits.

Dans le cas présent, le paiement de la redevance ouvre déjà pleinement le droit du stationnement. Dès lors, le supplément de 10 euros ne porte pas sur l'octroi du droit mais uniquement sur la délivrance d'un document papier qui atteste matériellement ce droit.

La question se posait, dès lors, de savoir dans quelles mesures ce coût supplémentaire est justifié alors que la gestion du stationnement repose désormais sur un système qui est complètement dématérialisé. La situation soulève des questions en matière d'accessibilité du service public, de fractures numériques et d'égalité de traitement entre les usagers.

En parallèle à l'automatisation de la procédure, vous avez décidé de ne plus délivrer automatiquement la cartes riverain. Ok, mais pourquoi imposer le paiement d'un montant supplémentaire de 10 euros à celles et ceux qui souhaitent conserver ce format papier dès lors que la suppression de la délivrance automatique engendre clairement une économie pour la Ville?

Je voulais poser les questions suivantes.

Combien de citoyennes et citoyens ont sollicité une version papier depuis la mise en œuvre de ce système? Quel est le coût réel de la délivrance de ce document papier au guichet? Plus généralement, comment la Ville entend-elle garantir dans le cadre de ces différentes démarches de dématérialisation le maintien d'alternatives accessibles à l'ensemble de la population? Et le Collège envisagerait-il une révision de cette tarification pour éviter de pénaliser les citoyennes et les citoyens qui souhaitent disposer d'une attestation papier de leur autorisation de stationnement?

Je vous remercie pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux.

C'est Monsieur Pierre-Yves Dupuis qui va vous répondre pour 5 minutes. Rebonjour Monsieur Dupuis.

M. P-Y. Dupuis, Echevin:

Madame Tillieux, bonjour.

Merci pour votre question qui me permet de revenir sur une évolution concrète de notre gestion du stationnement, une modernisation que nous assumons pleinement.

Soyons clairs, le droit de stationner des riverains n'a absolument pas changé. Ce qui a changé, c'est simplement que nous avons tiré les conséquences de l'évolution du système de contrôle.

Depuis 2022, les contrôles sont réalisés par lecture automatique des plaques d'immatriculation. Lorsqu'un riverain obtient son autorisation, c'est sa plaque qui est enregistrée dans la base de données communales. C'est elle qui fait foi lors du contrôle. La carte papier n'est donc plus utilisée pour vérifier le droit de stationnement. Elle est devenue, dans les faits, obsolète.

Cette décision relève aussi du bon sens administratif. Produire et envoyer des cartes pour l'ensemble des riverains représentait un coût important, en matériel, en temps agent, en affranchissement postal. Ce temps, nos agents peuvent désormais l'investir dans un service de meilleure qualité.

L'objectif est double, simplifier les démarches pour les citoyens et permettre à nos agents de consacrer davantage de temps à l'accompagnement de nos agents. des usagers. Cette évolution est par ailleurs parfaitement conforme au règlement communal en vigueur, voté le 14 octobre 2025.

Concernant les 10 euros évoqués dans votre question, je souhaite être très clair. Ils ne concernent pas le droit de stationnement, celui-ci est intégralement acquis dès le paiement de la redevance prévue au règlement. Les 10 euros concernent uniquement la délivrance d'un support papier pour les personnes qui souhaitent continuer à en disposer. Il s'agit d'une prestation individualisée qui nécessite un traitement administratif spécifique.

Nous ne faisons pas payer un droit supplémentaire, nous demandons une participation pour un service individuel devenu optionnel et qui, soulignons-le, ne couvre même pas l'ensemble des coûts réels. Une partie reste prise en charge par la collectivité.

Les chiffres confirment que cette évolution correspond aux usages actuels. Depuis janvier, près de 2.250 cartes ont été demandées. Parmi celles-ci, seule une petite centaine l'ont été sous format papier, soit à peine 5% des demandes. La très grande majorité des riverains utilise donc le système dématérialisé sans difficulté.

Depuis la mise en oeuvre de cette mesure, nous n'avons enregistré qu'une seule réaction concernant ce montant de 10 euros, ce qui démontre que les citoyens ont bien compris la logique du dispositif.

J'entends néanmoins les préoccupations liées à la fracture numérique. Aucun citoyen n'est obligé d'effectuer ces démarches par voie numérique. Les démarches peuvent être réalisées en ligne, par courrier ou directement auprès du service Gestion du Stationnement où les agents restent disponibles pour accompagner toute personne qui le souhaite.

Un développement informatique est par ailleurs en cour, afin que chaque titulaire soit automatiquement averti de l'échéance de son autorisation, par courriel ou par courrier, selon sa préférence. Ce sera une réponse concrète aux besoins de traçabilité que certains citoyens associent aujourd'hui à la carte papier.

Madame la Conseillère, cette réforme est avant tout une mesure de bon sens. Le Collège n'envisage pas de modifier la tarification en vigueur. Le droit de stationnement est garanti pour tous. Le service public reste accessible à tous et personne n'est exclu de cette évolution. C'est cela une modernisation responsable.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Dupuis.

Madame Tillieux pour votre réplique.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je ne vous convaincrai pas puisque vous êtes persuadé que vous êtes dans le bon. Il y a la vision de l'Administration, et c'est très bien d'avancer, de moderniser les lectures automatiques, l'utilisation de l'électronique, mais il faut savoir qu'il y a une partie de la population qui ne suit pas le mouvement. Et ils ont aussi le droit de se sentir respectés. Ils veulent un document papier et vous leur imposez 10 euros pour cela.

Alors qu'il y a 2.250 demandes et qu'il y en a 250 demandes et qu'il y en a 2.150 qui sont réalisées électroniquement. Donc les frais disparaissent de timbres, de documents, une sérieuse économie.

Donc je ne vois pas pourquoi vous allez taxer ces personnes qui sont déjà en difficulté, en décrochage numérique par rapport au citoyen lambda. Nous ne serons pas d'accord, j'ai entendu vos arguments mais je voulais ici relayer un autre point de vue.

Et c'est, je pense aussi, le rôle de l'opposition.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci beaucoup Madame Tillieux.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Dématérialisation de la carte de riverain"*,

Entend Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS.

M. P-Y. Dupuis répond à la question.

113.11. "40 ans de Namur capitale de la Wallonie, un anniversaire à la hauteur de nos ambitions?" (Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Madame Tillieux, vous gardez à nouveau la main pour "40 ans de Namur capitale de la Wallonie, un anniversaire à la hauteur de nos ambitions?"

Je vous en prie.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Cette année marque le 40ème anniversaire du décret du 11 décembre 1986, instituant officiellement Namur comme capitale de notre région. Je vois certains sourire, puisque certains étaient là déjà, en 1986, je ne dis pas au Conseil, mais en tout cas, ont souvenir de cet événement. D'autres n'y étaient pas encore, évidemment, et ils deviennent nombreux autour de cette table.

Adopté par le Conseil régional wallon le 19 novembre 1986 et promulgué le 11 décembre de la même année, cette décision historique mettait fin à la concurrence, au débat qui avait animé plusieurs grandes villes wallonnes quant à l'implantation des institutions régionales. Vous voyez que le débat de tout à l'heure sur les villes métropoles de notre Wallonie était déjà un débat existant à l'époque.

Ce décret, dit décret Anselme, a constitué une étape majeure dans la construction institutionnelle de notre région. En désignant Namur comme capitale régionale, notre législateur a confié à notre ville une responsabilité particulière au service de l'ensemble des Wallonnes et des Wallons.

Au fil des décennies, ce choix a profondément transformé notre ville. L'installation progressive du Parlement wallon, du Gouvernement wallon, de nombreuses Administrations régionales mais aussi d'organismes publics a contribué à renforcer le rôle politique, administratif, économique et culturel. Ce statut de capitale a également généré des retombées importantes en matière d'emploi, d'activité économique, de rayonnement et d'attractivité pour l'ensemble du territoire namurois.

Ce rôle institutionnel a ensuite été conforté par un décret, celui du 21 octobre 2010, qui confirme le décret de 1986 et consacre explicitement Namur comme capitale de la Wallonie, mais aussi comme siège du Parlement wallon et siège du Gouvernement wallon.

A l'approche de cet anniversaire symbolique, il apparaît opportun de mettre en lumière le chemin parcouru depuis 40 ans, de rappeler aux citoyennes et citoyens, en particulier aux plus jeunes générations, l'importance de ce choix historique pour le développement de notre ville, pour la construction de la Wallonie.

L'anniversaire constitue aussi une occasion de renforcer le sentiment d'appartenance des Namuroises et Namurois à leur ville capitale, de valoriser l'identité particulière de Namur en tant que capitale régionale et de rappeler ce rôle singulier qu'elle joue au service de l'ensemble de notre région.

Dès lors, le Collège communal entend-il prendre des initiatives à l'occasion de ce 40ème anniversaire du décret? Un programme spécifique de manifestation d'activités culturelles, citoyennes, patrimoniales ou institutionnelles est-il en préparation? La Ville envisage-t-elle d'associer le Parlement wallon, le Gouvernement wallon ou d'autres institutions régionales à ces commémorations pour souligner leur portée wallonne?

Une séance académique ou protocolaire était envisagée pour retracer l'histoire de cette décision majeure et mettre à l'honneur les femmes, les hommes ainsi que les acteurs institutionnels et politiques qui ont contribué à faire de Namur la capitale de la Wallonie, ont joué un rôle déterminant dans cette décision historique.

Des initiatives locales associant les écoles, les acteurs culturels, les associations, les citoyennes et les citoyens sont-elles envisagées pour sensibiliser les jeunes générations à cette histoire institutionnelle de leur ville et au rôle qu'elle exerce encore aujourd'hui au sein de la région?

Une valorisation particulière du patrimoine institutionnel namurois est-elle prévue à cette occasion? La Ville entend-elle valoriser les retombées concrètes qu'a eues ce statut de capitale sur le développement de notre ville au plan économique, culturel, administratif et démocratique?

Enfin le Collège entend-il saisir cette opportunité pour renforcer encore la promotion de Namur comme capitale régionale auprès du grand public, des visiteurs et des acteurs économiques?

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux.

C'est Madame la Bourgmestre faisant fonction qui vous répond tout de suite.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Merci Madame la Conseillère.

Je vous remercie pour votre interpellation qui me permet d'évoquer l'anniversaire qu'on convient important, comme vous l'avez dit, pour notre ville et pour la Wallonie.

Alors je tiens d'emblée à vous rassurer, cette échéance n'a pas été oubliée, sa préparation est déjà en cours afin que cet anniversaire puisse être marqué de manière digne et à la hauteur de son importance symbolique car au-delà d'un simple anniversaire, il s'agit d'une date majeure de notre histoire institutionnelle.

Ce décret du 11 décembre 1986 a créé un rôle particulier de Namur au sein de la Wallonie et a participé à la construction d'identités institutionnelles de notre région telles que nous la connaissons actuellement.

C'est pourquoi le secrétaire de la commission Namur Capitale, assuré par NEW, a déjà pris des contacts avec le Parlement de Wallonie afin qu'il soit pleinement associé à cette commémoration. Son Président nous a par ailleurs fait part de son intérêt pour cette célébration et sa volonté d'y prendre part.

Plusieurs pistes sont actuellement à l'étude pour un événement qui se déroulera début de la première quinzaine du mois de décembre. L'objectif, bien entendu, est de rappeler la portée historique et politique de ce décret fondateur, mais également de faire de cette commémoration un moment tourné vers l'avenir.

Dans cet esprit, nous souhaitons associer les citoyens et en particulier les jeunes générations. Une proposition sera formulée afin d'impliquer les étudiants et les étudiantes avec le concours de professeurs d'université, mais aussi des élèves et des jeunes à travers différentes initiatives portées soit par les écoles, les maisons de jeunes et les autres acteurs du territoire.

L'ambition est de créer un moment de réflexion et de transmission autour de ce que représente aujourd'hui une capitale régionale, du rôle que Namur joue au sein du service de l'assemblée des Wallons et des Wallonnes, mais aussi des défis qui l'attendent pour les prochaines décennies.

C'est pourquoi nous avons également pris contact avec plusieurs partenaires namurois afin qu'ils puissent, lorsque cela est pertinent, intégrer cet anniversaire dans leur programmation. Je pense notamment au NID qui envisage une initiative permettant de mettre en lumière la capitale aujourd'hui mais aussi celle de demain. Les synergies avec d'autres événements marquants de l'année, comme les 170 ans de Li Bia Bouquet, sont également à l'étude.

Les modalités précises de cette commémoration restent encore à définir avec l'ensemble des partenaires concernés. Mais je peux vous assurer que la volonté est bien présente de faire de ce 40ème anniversaire un moment fédérateur, rassembleur et porteur de sens.

Célébrer les 40 ans du décret Namur capitale, ce n'est pas seulement regarder le chemin parcouru, c'est aussi rappeler pourquoi ce choix a été posé, mesurer ce qu'il a apporté à notre ville et à la Wallonie, réfléchir ensemble à ce que nous voulons construire pour l'avenir.

Je tiens toutefois à préciser que cette commémoration s'inscrira dans un cadre financier responsable et cohérent avec les efforts demandés aujourd'hui à l'ensemble des services et partenaires de la Ville. Il ne s'agit pas d'organiser un événement disproportionné et coûteux mais bien de marquer dignement un moment important de notre histoire institutionnelle en privilégiant les collaborations, les synergies avec les initiatives existantes et la mobilisation des acteurs déjà engagés autour de cette thématique.

L'objectif est avant tout de donner un sens à cet anniversaire, davantage que de faire un événement d'apparat.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Bazelaire.

Madame Tillieux pour votre réplique.

Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS:

J'ai un peu l'impression qu'on va se trouver dans quelque chose de réduit comme commémoration. Vous avez déjà tout de suite évoqué un cadre financier responsable. On sait tous ce que cela veut dire, évidemment, avec la collaboration du Parlement, où le Président vous répond qu'il est ok de participer, des partenaires, mais bon, je n'ai pas entendu beaucoup de noms ou d'évocations qui me permettraient de dire ok, on est à la hauteur de l'événement.

Voilà, moi, j'encourage à réfléchir et pourquoi pas à créer un groupe de travail sur le sujet. On n'est pas tout seul à réfléchir, on peut peut-être ensemble faire mieux et proposer des festivités ou en tout cas, une commémoration à la hauteur de l'événement et digne, comme vous le disiez tout à l'heure, à la valeur symbolique de ce décret.

Merci pour ce que vous entreprendrez et ce que vous nous livrerez comme information au fil du temps. Pas après, mais avant, et pourquoi pas dans la préparation.

Je vous remercie.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Tillieux.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"40 ans de Namur capitale de la Wallonie, un anniversaire à la hauteur de nos ambitions?",*

Entend Mme E. Tillieux, Conseillère communale PS.

Mme Ch. Bazelaire répond à la question.

113.12. "Vente du n°8 de la rue St Nicolas: mobilisation citoyenne méprisée?"(Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante. C'est la "Vente du n°8 de la rue St Nicolas: mobilisation citoyenne méprisée?"

Madame Grovonius, c'est à vous pour 5 minutes.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Qui va répondre à la question?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

C'est Madame Scailquin qui répond pour Madame Klein.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Je trouve cela un peu particulier que la responsable du dossier soit partie et ne réponde pas à ma question, je suis désolée mais…

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Elle a la réponse qui est écrite, Madame Grovonius.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, en plus, vous nous avez… alors qu'on a demandé à reporter à demain…

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Moi, je suis là. On est là, on est en nombre, on est en majorité, posez votre question.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Je trouve que cela ne va vraiment pas.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Qu'est-ce que vous voulez que je vous réponde. Je fais mon job, je vous réponds. Et vous avez votre question à poser.

Vous savez, tout le personnel aussi est encore là.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, mais justement, raison de plus pour que Madame Klein soit là.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Je ne sais pas, peut-être qu'elle est malade, peut-être qu'elle a quelque chose. Elle n'est pas là. Je ne sais pas répondre à sa place.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

On s'excuse, on le dit. J'ai posé une question. A tout le moins, elle aurait pu venir me trouver et me le signaler.

Je trouve que c'est vraiment, sur la forme pas correcte. Voilà. J'espère qu'elle va bien, objectivement. Et on aurait pu faire plein de choses, mais en tout cas, je trouve que la manière dont les choses se passent ne me met pas dans une très bonne humeur pour commencer le débat. Mais ce n'est pas grave.

Et je ne manquerai pas de le signaler aux citoyens.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

On compte sur vous.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Oui, il n'y a pas de souci.

Bon, du coup, mes chers collègues et Madame la Présidente du CPAS absente, bonjour à tout le monde.

Je voudrais tout d'abord remercier tous les habitants et les habitantes du quartier de Saint-Nicolas, les associations, les acteurs du logement, les bénévoles et les membres du collectif qui se sont mobilisés depuis des mois autour de l'avenir du n°8 de la rue Saint-Nicolas. Bravo et félicitations à eux.

Madame la Présidente du CPAS leur a dit un jour qu'elle était ouverte à des alternatives et ces personnes l'ont prise au mot. Ils ont travaillé, ils ont organisé des réunions, ils ont visité le bâtiment, ils ont réalisé des analyses techniques et ils ont construit un projet qui tient la route. Ils ont cherché des partenaires, ils ont un projet de coopérative, Ils ont élaboré un plan de financement.

Bref, ils se sont impliqués et ils proposent des solutions. Et face à cela, quelle est la réponse? Eh bien, on la voit la réponse aujourd'hui. Un siège vide, magnifique!, et une très jolie lettre de félicitations qui a été envoyée à toutes ces personnes où on les remercie pour leur engagement, on salue la qualité de leur travail, on souligne leur attachement au quartier et puis on leur explique que de toute façon, la décision est prise qu'elle ne changera pas.

Et d'ailleurs, à cet égard, Madame la Présidente du CPAS n'a pas manqué d'indiquer au collectif que c'était le bureau permanent du CPAS qui avait validé la poursuite de la procédure de vente, ce qui est bien exact, mais ce qu'elle a évidemment oublié de mentionner, c'est que cette décision politique de poursuivre la vente n'a pas été faite à l'unanimité, elle a été adoptée majorité contre opposition au Conseil de l'Action sociale.

Il y a donc eu un vrai débat et une opposition à cette orientation et je pense que Madame la présidente du CPAS aurait pu avoir, elle aurait dû être transparente aussi par rapport à cet élément.

Ce mépris pour nos concitoyens et nos concitoyennes et pour nous-mêmes en fait, eh bien, je dois l'avouer, me mets ce soir particulièrement en colère. Et si cette vente au plus offrant était finalement la seule solution, je pense qu'il aurait fallu le dire dès le départ aux citoyens. Cela leur aurait évité de s'engager de cette manière et de croire en quelque chose qui, finalement, dès le départ, était déjà décidé. Les conclusions étaient visiblement déjà écrites.

Il faut le rappeler que le collectif ne demande pas qu'on leur donne le bâtiment. Ils ont fait une proposition concrète avec une offre qui avoisine les 800.000 euros. Alors le CPAS voudrait essayer de pouvoir tirer davantage de profit d'une vente de ce bâtiment en mettant un prix de vente à un minimum de 950.000 euros mais au final on le voit ce n'est pas une différence qui est énorme dans un budget aussi colossal que celui du CPAS et encore moins que celui de la Ville de Namur.

Et donc j'en arrive à mes questions, elles sont très simples.

Ce projet alternatif porté par les habitants et les habitantes, les associations du quartier, ont-ils vraiment fait l'objet d'une analyse formelle et selon quels critères? Au-delà du seul critère financier, quelle a été finalement la pondération qui a été accordée aux objectifs de logement abordable, de cohésion sociale et de maintien d'espaces collectifs dans l'analyse des différentes options?

Quels éléments ont conduit votre majorité au CPAS à considérer que la poursuite de la vente publique constituait la meilleure option? Est-ce que pour vous, l'option qui est retenue est la plus cohérente face aux enjeux d'accès au logement et de maintien de la mixité sociale à Namur en général et en particulier dans ce quartier?

Et enfin, est-ce que vous considérez que les modalités de traitement de ce dossier sont de nature à renforcer la confiance des citoyens et des citoyennes dans les démarches participatives que la Ville et le CPAS encouragent, soi-disant, régulièrement?

D'avance, merci pour vos éléments de réponse.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame la Conseillère.

C'est dès lors, Madame Scailquin qui va vous répondre pour Madame Klein.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Oui, merci Madame Grovonius pour votre question. Et donc, je me ferai la porte-parole de Madame Klein pour vous répondre.

Tout d'abord, comme vous, nous tenons à saluer le travail important réalisé ces derniers mois par les habitants, associations et acteurs locaux mobilisés autour de l'avenir du bâtiment situé n°8 à la rue Saint-Nicolas, ainsi que l'investissement bénévole des participants et la volonté de construire une proposition.

Comme cela a déjà été rappelé à plusieurs reprises, tant la Ville de Namur que le CPAS sont très attachés au quartier Saint-Nicolas, à son identité populaire et à sa mixité sociale. On peut le voir à travers différents projets qui ont été concrétisés ces derniers mois, ces dernières années.

Je pense à la mise en piétonnier de la rue Ponty, je pense également au soutien apporté à différents projets via les budgets participatifs, l'accompagnement d'associations actives sur le territoire, comme le Cinex, ou encore la mise à disposition d'un local pour la maison médicale des arsouilles.

Ces différentes initiatives illustrent que la préservation du caractère populaire d'un quartier ne repose pas sur un seul bâtiment mais sur une politique publique globale et constante en faveur de la cohésion sociale, de la vie associative et des services de proximité.

Les réflexions du collectif autour du 8 rue Saint-Nicolas ont été entendues et prises en considération, mais la participation citoyenne ne signifie pas pour autant que la décision finale soit systématiquement conforme à la demande d'un groupe particulier aussi noble soit sa démarche.

Les échanges intervenus tout au long de ce dossier, les réponses apportées aux différentes sollicitations ainsi que la transparence des décisions prises par les instances compétentes, même si elles ne sont pas de nature à contenter les demandeurs, témoignent de leur prise en considération.

Certes, les réflexions du collectif mettent en lumière des préoccupations légitimes relatives au logement abordable, à la mixité sociale. Pour autant, les instances compétentes du CPAS ont également dû apprécier ce dossier au regard de l'ensemble des responsabilités qui leur incombent, ainsi que les contraintes financières auxquelles le CPAS est confronté.

La question du logement est évidemment essentielle pour l'action publique locale, mais le CPAS assume également, vous le savez, nous le savons, un très large éventail de missions. Dans le contexte marqué par un déficit structurel et une augmentation constante des besoins sociaux, il a donc appartenu au CPAS de garantir la pérennité de l'ensemble de ses missions.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la décision relative au bâtiment du n°8 rue Saint-Nicolas, dont la décision de mise en vente a déjà été prise, je le rappelle, en 2022. Et donc, pour pouvoir garantir la pérennité des différentes missions du CPAS, il a donc été décidé de mettre en vente le bâtiment du 8 rue Saint-Nicolas, puisqu'on le sait, la vente d'actifs immobiliers est un levier indispensable qui permet de financer des projets d'envergure pour la collectivité. Ainsi, l'argent de la mise en vente de ce bâtiment servira directement pour un projet social d'hébergement communautaire de la maison des Trieux.

Le Conseil de l'action sociale a décidé à la majorité, lors de sa séance du 26 mars dernier, de ne pas réserver une issue favorable à la demande de report de la vente et de poursuivre la procédure engagée. Le bureau permanent du 21 mai a ensuite validé le lancement de la procédure de désignation d'un notaire chargé d'organiser cette vente.

Dans le contexte actuel, il n'a pas été envisagé de recourir à un bail amphithéotique ou à un autre mécanisme de mise à disposition du bâtiment, ni de s'écarter de la valorisation retenue dans le cadre de la procédure de vente. Cela ne signifie nullement que les propositions formulées par le collectif sont dénuées d'intérêt.

Le calendrier de cette opération laisse d'ailleurs une réelle opportunité aux acteurs locaux. La remise en vente effective du bâtiment n'interviendra, en effet pas avant la fin de l'été pour une attribution finale prévue au cours du dernier trimestre 2026, soit même plus tard que ce que souhaitait le collectif.

Les acteurs associatifs, coopératifs ou publics qui ont travaillé sur ce projet conservent donc la possibilité de poursuivre leur démarche et s'ils le souhaitent, de déposer une offre dans le cadre de la procédure qui sera ouverte de manière équitable à l'ensemble des candidats acquéreurs dans le strict respect des procédures, des principes de transparence, d'égalité de traitement et de bonne gestion qui s'imposent à toute vente publique.

Merci pour votre attention.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Scailquin.

Madame Grovonius pour vos deux minutes de réplique.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Donc Madame Scailquin, ne le prenez pas personnellement, vous êtes le porte-parole, mais objectivement, cette réponse c'est n'importe quoi.

Si elle voulait, elle m'envoyait le courrier qu'elle a envoyé aux associations, aux citoyens, cela allait plus vite, mais je l'avais déjà lu. Donc c'est bien gentil, mais objectivement, voilà, je n'ai pas attendu jusqu'à 3h29 du matin pour avoir une réponse de cet acabit. Objectivement, voilà.

Le laïus sur la responsabilité, c'est bien gentil aussi. Je crois qu'on en a un petit peu soupé. Il faut être responsable. On a bien compris. On doit trouver des moyens financiers pour pouvoir faire plein de choses. On connaît vraiment trop bien le refrain. Je ne vois pas trop ce que 150.000 euros ou 200.000 euros vont vraiment changer dans la situation dans laquelle on se trouve.

Mais par contre, on va sacrifier un super projet de logement abordable et de vie associative dans un quartier où, soi-disant, vous êtes attentifs et où vous voulez soutenir ce type de projet.

La responsabilité, on peut continuer à en parler pendant des heures, mais ce n'est pas juste de demander aux communes et aux CPAS de vendre leur patrimoine. C'est aussi, finalement, assumer un tout petit peu les conséquences des politiques qu'on mène aux autres niveaux de pouvoir parce que sinon, cela finit quand même un tout petit peu par donner l'impression qu'on passe son temps à créer des problèmes et qu'après on vient nous donner des leçons sur comment il faut les résoudre. Et cela, cela commence un tout petit peu à m'énerver et à me mettre en colère.

Alors, ce truc où on demande aux citoyens, vous avez été gentils, vous avez fait un projet, mais non, non, ce projet il est bien, mais s'il vous plaît, vous ne voulez pas tout recommencer à zéro et vous reviendrez fin août et vous rentrerez dans l'appel général, etc.

Enfin, objectivement, c'est du foutage de gueule, excusez-moi l'expression. Et puis, le dernier point que je tiens à souligner. Quand vous dites qu'il y a eu un accord à l'unanimité du Conseil et du Bureau, c'est faux. Ce n'est pas vous, c'est votre collègue mais je tiens à le préciser.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Madame Grovonius.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Vente du n°8 de la rue St Nicolas: mobilisation citoyenne méprisée?",*

Entend Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS.

Mme S. Scailquin répond à la question.

113.13. <u>"Plan "Grandes chaleurs": qu'est-il prévu à Namur pour cet été?" (M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo)</u>

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

La question suivante, qui sera la dernière au niveau de ces points-là aujourd'hui, est une question de Philippe Noël, "Plan "Grandes Chaleurs": qu'est-il prévu à Namur pour cet été?"

Et c'est également Madame Scailquin qui vous répondra.

Monsieur Noël.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Bonjour, Madame Scailquin.

Pour rappel, la question a été écrite il y a à peu près une semaine.

Nous traversons donc actuellement un épisode de forte chaleur qui conduit les autorités sanitaires à activer la phase d'avertissement forte chaleur. Les prévisions météorologiques annoncent d'ailleurs un été particulièrement chaud dans un contexte où les épisodes caniculaires deviennent plus fréquents, plus intenses et plus longs sous l'effet du changement climatique.

Cette situation ne constitue pas seulement un inconfort passager, elle représente un véritable enjeu de santé publique, particulièrement pour les personnes âgées, les jeunes enfants, les personnes souffrant de maladies chroniques, les personnes isolées, les sans-abris ou encore les travailleurs exposés à la chaleur.

A cet égard, il y a plus d'une semaine, la médecin-chef du CHRSM a récemment attiré l'attention des médecins généralistes sur la nécessité d'une vigilance accrue face aux risques liés aux fortes chaleurs en rappelant notamment l'importance d'une détection précoce des situations à risque et d'une prise en charge rapide des personnes vulnérables.

Et depuis à peu près 3h30 maintenant, nous sommes entrés en vigilance orange de l'IRM, ce qui est rarissime. Et l'IRM précise dans ces conditions que dans de telles circonstances, les règles suivantes minimales sont en application: boire régulièrement, se vêtir légèrement, passer ses journées dans des endroits frais, se conformer aux règles habituelles de santé, fractionner les portions alimentaires, éviter la chaleur extérieure en fermant les portes et les fenêtres.

Et donc tous ces éléments-là m'incitent à vous poser la question sur les mesures qui sont prises ou envisagées par la Ville afin de protéger la population lors de ces épisodes climatiques extrêmes puisque je n'ai vu que de très petites bribes d'éléments sur le sujet.

Donc mes questions sont les suivantes:

La Ville dispose-t-elle d'un plan communal spécifique ou d'un protocole d'action en cas de forte chaleur ou de canicule? On a quelques brochures sur le bureau, mais qui sont finalement des brochures éditées par d'autres partenaires que la Ville. Si oui, quelles sont les principales mesures prévues? A partir de quels seuils sont-elles activées? Je rappelle, nous venons de passer en vigilance orange à l'IRM.

Une attention particulière est-elle portée au public les plus vulnérables? Je pense les personnes âgées isolées et les résidents de maisons de repos, les personnes sans domicile fixe, jeunes enfants, personnes souffrant de pathologies chroniques, etc.

Les dispositifs de rafraîchissement sont-ils prévus ou renforcés durant les épisodes de forte chaleur? On a accès à des lieux frais, je reviendrai régulièrement sur ce point-là, des points

d'eau, les fontaines publiques, les espaces ombragés et l'ouverture élargie de certains bâtiments communaux pour permettre aux gens de s'y réfugier.

Une communication spécifique à destination des citoyens, et pas uniquement des parents des élèves des écoles communales, est-elle organisée afin de rappeler les gestes de prévention et le comportement adapté? La Ville travaille-t-elle en coordination avec les acteurs de la santé, de l'aide sociale, de la protection civile et du secteur associatif pour anticiper les conséquences sanitaires des vagues de chaleur?

Et enfin, au-delà de la question de l'urgence, le Collège envisagerait-il de renforcer les mesures d'adaptation du territoire commun aux fortes chaleurs par la végétalisation, la lutte contre les îlots de chaleur urbains, l'ombrage des espaces publics, la désinformisation des sols, etc.? Des éléments qu'on a déjà évoqués ponctuellement au sein de ce Conseil.

Donc face à un phénomène qui tend à devenir récurrent, il est essentiel que les pouvoirs locaux, notamment la commune, puissent notamment réagir, et pas seulement réagir efficacement auxs épisodes de grande chaleur, mais également de préparer durablement notre ville aux effets du changement climatique.

Je vous remercie déjà pour vos réponses.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël.

Madame Scailquin.

Mme S. Scailquin, Echevine:

Oui, Monsieur Noël, donc à nouveau, je me fais la porte-parole de Madame Klein.

Plus encore que les années précédentes, la Ville et le CPAS activent un ensemble de mesures de prévention et de vigilance lorsque les conditions météo l'exigent. Les prévisions sont suivies quotidiennement et nous adaptons un plan d'action en fonction des températures annoncées avec une attention particulière aux personnes les plus fragiles, enfants, personnes âgées, isolées ou en situation de précarité.

Le service de Planification d'Urgence et les services communaux concernés viennent d'ailleurs à nouveau de se réunir aujourd'hui ou hier. Ils assurent un suivi particulier des événements organisés sur le territoire dans les jours à venir. Lorsque c'est nécessaire, des contacts sont pris avec les organisateurs afin d'évaluer les mesures de prévention à mettre en place.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Je crois qu'il y a un problème avec le compteur.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Avec quoi?

Mme S. Scailquin, Echevine:

Ce n'est pas la première fois que cela m'arrive.

Mme G. Grovonius, Conseillère communale PS:

Voilà, voilà.

Mme S. Scailquin, Echevine:

On m'en veut toujours pour cela.

L'objectif est de permettre le maintien des événements dans les meilleures conditions de sécurité tout en limitant les risques liés aux températures élevées. Pour le grand public, dès l'annonce du déclenchement de phases alerte et même dans la phase d'activation, cette mobilisation s'accompagne d'un important travail d'information et de sensibilisation.

En collaboration avec le service Communication, des prospectus ont été effectivement distribués, ils sont mis sur les tables du Conseil communal, différentes recommandations ont été émises. Monsieur Noël, vous les avez rappelées.

Sur ce dépliant, on y retrouve les lieux où se rafraîchir, les points d'eau accessibles, les fontaines publiques, les sanitaires publics avec adresse précise, ainsi que l'ensemble des conseils utiles déjà cités.

Nos parcs et espaces verts urbains restent des refuges naturels majeurs accessibles à toutes et tous. C'est aussi l'occasion de fréquenter nos piscines ou nos musées qui sont généralement climatisés.

De plus, au vu des températures qui continuent de grimper cette semaine, des espaces publics habituels ont accepté de réserver un accueil particulier dans les espaces dits "haltes-fraîcheur" ou "zones de refuge". Je pense, par exemple, à la bibliothèque La Célestine, les bateliers, le Delta ou encore l'accueil du CPAS à Jambes. Ces lieux sont accessibles pour toutes et tous ceux qui veulent fuir leur logement à l'ambiance suffocante aux heures les plus chaudes.

Au sein des maisons de repos et des résidences-services, un accompagnement spécifique est également assuré par rapport à nos personnes âgées pour leur rappeler également l'importance de s'hydrater.

Nous collaborons aussi de manière étroite avec le Relais Social Urbain Namurois chargé dans le cadre des plans saisonniers de coordonner les initiatives des partenaires en vue d'accompagner les personnes en grande précarité sans logement.

Les associations ont été informées de l'ouverture de ces lieux supplémentaires auxquels on peut ajouter notamment les églises, comme par exemple l'église Saint-Nicolas qui s'est engagée à rester ouverte 7 jours sur 7. Les services sont également en contact avec la NEF ou aussi avec l'église de Bomel pour permettre l'accueil des personnes dans ces lieux.

Sur le dépliant chaleur que vous avez tous sur votre table, on trouve un QR code qui permet d'actualiser les informations au fur et à mesure. Les maraudes sont également renforcées avec les équipes du Relais Social, le DUS ou encore le CPAS pour aller à la rencontre des personnes en grande difficulté, en grande précarité sur le territoire communal.

Alors on n'aura pas autant parlé de climat que lors de ce Conseil communal et donc effectivement, la Ville poursuit ses efforts volontaristes pour adapter son territoire au changement climatique à travers différentes actions de végétalisation, de lutte contre les îlots de chaleur, de valorisation des espaces ombragés et d'amélioration du cadre de vie. Le futur parc des Dame Blanches, un exemple, concret.

Face aux fortes chaleurs, la solidarité s'organise et nous voudrions saluer la qualité du travail mené aujourd'hui et remercier vivement les services de la Ville, du CPAS et de l'ensemble des acteurs associatifs qui font toutes et tous un travail formidable sur le terrain et qui sont réactifs eux-mêmes en situation de chaleur dans leur travail au quotidien.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Comme il reste une minute, j'en profite pour compléter les propos de ma collègue car juste avant notre Conseil communal, nous avons eu une cellule de sécurité communale, au vu des fortes chaleurs, afin de mettre tous les opérateurs autour de la table et de pouvoir coordonner les différentes actions à faire.

Le but étant, après la période de forte chaleur ici, de créer une fiche action qui, à l'avenir, nous préparera évidemment malheureusement aux successions qui risquent d'arriver et de prévoir un stock, par exemple, d'eau et tous les réflexes qu'il faudra avoir directement et les personnes à contacter.

Et donc, la cellule vient de se terminer juste avant le Conseil et nous verrons après cette période de forte chaleur-ci.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Monsieur Noël, pour votre réplique.

M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo:

Merci pour ces éléments de réponse. Je suis dubitatif, en fait, sur l'impact et les effets de ces expressions. Je m'explique.

On reçoit dans nos boîtes mail très régulièrement un communiqué de presse. J'en ai vu aucun sur le sujet. Madame Scailquin, vous venez de lire une réponse.

Je suis sur le site de la Ville qui a été mis à jour à 12h, il y a donc à peu près 12h, donc hier à midi. Et les points de fraîcheur ne sont pas ceux que vous citez. Donc je suis vraiment en situation, je ne peux pas comprendre la dynamique qui est portée. Je pense qu'il y a un problème de concertation, il y a un problème certainement de communication.

Et je regrette qu'il n'y ait pas eu sollicitation auprès des organes de presse qui sont pourtant fortement sollicités et qui seraient un excellent relais, mais donc je lis ici sur le site de la Ville que les 5 espaces fraîcheurs, et j'espère qu'ils sont justes, Saint-Nicolas, l'église Saint-Nicolas, vous l'avez dit, le Delta est repris, vous ne l'avez pas cité, la bibliothèque de Célestine, vous ne l'avez pas cité, le pôle muséal des bateliers, les salles d'attente du CPAS, et vous en avez cité d'autres.

En fait, il y a une incohérence, il y a des choses qui sont communes et d'autres qui ne le sont pas. Alors c'est moi qui étais distrait, je m'en excuse.

Je vous invite vraiment à communiquer vis-à-vis de la presse parce que je pense que c'est la manière de le faire. J'imagine que si votre intervention c'était de dire que ce sera le cas ou que cela va être le cas, on est déjà en vigilance orange.

On pourrait aussi imaginer le prix des piscines qui peut être rendu accessible. C'est dommage la fermeture, c'est le hasard des choses, mais fermer des piscines en période d'été, je ne pense pas que ce soit opportun pour un entretien qui peut être programmé à un autre moment.

Et on a constaté aussi que l'entretien des fontaines et des fontaines d'eau potable et des fontaines globales ne fonctionnaient pas toutes encore hier alors que cela fait plus d'une semaine qu'on annonce ces chaleurs.

Donc je pense qu'effectivement, si une fiche, il doit y avoir, elle doit permettre d'anticiper les choses et dès les périodes potentiellement canicules, dès la mi-mai, vous devez pouvoir être prêts pour activer les choses de manière appropriée.

Merci beaucoup.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci Monsieur Noël. Ceci clôture les points complémentaires.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dont notamment l'article L1122-24 qui permet aux membres du Conseil d'ajouter des points complémentaires au Conseil;

Vu le Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil communal adopté le 15 avril 2025 et notamment son article 12 relatif à l'inscription d'un ou plusieurs points complémentaires par un membre du Conseil à l'ordre du jour d'une réunion du Conseil;

Vu la demande datée du 17 juin 2026 de M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo, d'inscrire à l'ordre du jour du Conseil communal du 23 juin 2026 le point complémentaire suivant: *"Plan "Grandes chaleurs": qu'est-il prévu à Namur pour cet été?",*

Entend M. Ph. Noël, Chef de groupe Ecolo

Mmes S. Scailquin et Ch. Bazelaire répondent à la question.

DIRECTION GENERALE

JURIDIQUE

114. <u>Sans objet</u>

Sans objet

QUESTION ORALE D'ACTUALITE (ROI – ART. 95)

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Nous pouvons passer aux questions éventuelles orales d'actualité. Il y a-t-il des questions orales d'actualité?

Madame Grandchamps, je vous en prie.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Merci beaucoup.

Nous avons appris la fermeture de la piscine de Saint-Servais du 28 juin au 21 juillet donc pendant un mois, en plein été et donc est-ce qu'il n'y a pas moyen de reporter, de prévoir les entretiens des piscines en hiver plutôt qu'en été? Donc est-ce qu'il y a une possibilité?

Et tant qu'on est encore dans les piscines, est-ce que vous avez envisagé de réduire comme le font plein d'autres villes le prix d'entrée des piscines?

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci, c'est Madame la Bourgmestre faisant fonction qui va vous répondre.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Toute l'explication a bien été faite et donnée à la presse également par rapport au pourquoi de la fermeture des piscines pendant la période estivale. C'est parce que c'est la période la moins fréquentée.

Evidemment, ici, avec les fortes chaleurs, on peut croire que l'inverse serait le cas. Mais avec les écoles et avec les clubs qui sont les principaux utilisateurs pendant toute l'année, en fait, fermer 15 jours à ce moment-là, c'est vraiment compliqué.

Oui, on pourrait décaler mais il n'y a pas de période idéale pour avoir le temps nécessaire et donc tout est expliqué aussi, le temps de vidage, le temps pour tout remettre à jour.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Merci.

Mme Ch. Bazelaire, Bourgmestre ff:

Quant au prix, parce que vous avez posé la question par rapport au prix, il n'est pas prévu dans le règlement de pouvoir le faire mais donc on n'a pas encore réfléchi à ce point-là.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Sorry Madame Grandchamps, je suis désolé, je ne vous ai pas laissé votre réplique.

Mme P. Grandchamps, Conseillère communale Ecolo:

Merci mais donc vous n'avez pas encore eu l'occasion donc cela veut dire peut-être qu'il y a une ouverture pour la réduction temporaire. On parle bien d'une réduction temporaire pendant qu'il fait très chaud, exceptionnelle, ce serait magnifique.

Merci beaucoup.

M. V. Maillen, Président d'assemblée:

Bonjour à tout le monde, j'ouvre la séance du Conseil communal.

(Rires dans l'assemblée).

Non, je le clôture enfin et je passe la parole à Madame la Bourgmestre pour le huis clos de la Zone de Police.

La séance est levée à 03h46.